



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

25e Législature — 3e session

Vol. 1 - Séances du 19 novembre 1958 au 27 janvier 1959

1958-1959

Texte établi par David Mattéo et Christian Blais

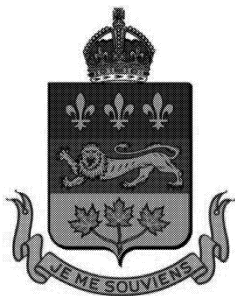
Orateur : l'honorable Maurice Tellier

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

25e Législature – 3e session

Vol. 1 - Séances du 19 novembre 1958 au 27 janvier 1959

1958-1959



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

25^e Législature — 3^e session

Vol. 1 - Séances du 19 novembre 1958 au 27 janvier 1959

1958-1959

Texte établi par David Mattéo et Christian Blais

Québec

Section de l'indexation et de l'édition des débats reconstitués

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

2010

Éléments de catalogage

Québec (Province). Législature. Assemblée législative.

Débats de l'Assemblée législative. -- 1ère législature,
1ère session (1867/68)- -- Québec: Assemblée nationale,
Journal des débats, 1974-
v.

Texte établi par Marcel Hamelin... [et al.].

Les années 1877-1892/93 ont été compilées et publiées par
G.-Alphonse Desjardins sous le titre: Débats de la législature
provinciale de la Province de Québec.

Le titre varie légèrement, 1897/98-1906: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.
Éditeur varie.

1. Québec (Province). Législature. Assemblée législative -
Compte rendu des débats. 2. Québec (Province) - Politique et
gouvernement. I. Hamelin, Marcel, 1937- . II. Québec
(Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Service de la
reconstitution des débats. III. Québec (Province). Assemblée
nationale. Journal des débats. IV. Titre.V. Titre: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.

328.714/02

A11A8/A22

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

Direction:	Jean Chabot
Recherche et reconstitution:	David Mattéo Christian Blais Maria Buttazzoni
Introduction:	Jules Racine
Traduction:	Mathieu Boily Marcelle Tardif
Révision et édition:	Michel Rhéaume Donald Chouinard Marie Auger
Indexation:	Monique Fortier
Collaboration:	Marie Auger Danielle Bernier Christian Blais Marthe Bussièrès Rénald Buteau Gilles Gallichan Jocelyn Saint-Pierre Réjeanne Trépanier Journal des débats

Tous droits réservés
Dépôt légal – 1^{er} trimestre 2010
Bibliothèque et Archives nationales Québec
ISBN 978-2-551-23913-9
ISSN 0847-4273
15 \$

Note de l'éditeur

Les débats reconstitués de l'Assemblée législative et les introductions historiques sont diffusés dans leur intégralité sur le site web de l'Assemblée nationale du Québec. Malgré tout le soin apporté à la rédaction de ces débats reconstitués, des erreurs, omissions ou imprécisions ont pu se glisser dans le texte. L'Assemblée nationale se réserve le droit de valider tout errata qui lui sera éventuellement soumis.

L'Assemblée nationale corrigera le texte de la version web en priorité et ne prend aucun engagement pour ce qui est de la version imprimée. En cas de divergence entre la version imprimée et la version web, cette dernière prévaudra.

Pour nous contacter : reference@assnat.qc.ca

Introduction historique

Le monde, le Canada et le Québec en 1958-1959

Présage des grands mouvements nationalistes des années 1960 et symptôme d'un certain malaise à l'Élysée, les anciennes colonies françaises, gravitant depuis 1946 dans l'orbite de l'Union française, ruent dans les brancards en 1958-1959. L'insurrection d'Alger, le 13 mai 1958, donne la première semonce d'une émancipation générale et force le retour au pouvoir du général Charles de Gaulle, nommé président du Conseil le 1^{er} juin. Pour régler la crise de l'État français, le héros de la Résistance enclenche l'élaboration d'une nouvelle constitution. La nouvelle charte fondamentale est adoptée par référendum, le 28 septembre 1958, inaugurant par le fait même la V^e République, dont de Gaulle est élu premier président le 21 décembre suivant.

Cette refonte constitutionnelle s'accompagne de certains changements institutionnels. L'Union française, structure chargée de coordonner les activités de l'Hexagone et de ses anciennes possessions coloniales, devient alors la Communauté. Le 23 octobre 1958, de Gaulle offre aux Algériens insurgés la « paix des braves », qui enjoint les forces de l'Armée de libération nationale à désengager le combat, ce que le Front de libération nationale, l'instance politique de l'insurrection, refuse. Entre le 25 et le 28 novembre, dans le sillage de l'Algérie, le Soudan français, puis le Tchad, la République populaire du Congo et le Gabon se déclarent indépendants tout en demeurant à l'intérieur de la Communauté. La Guinée, quant à elle, repousse ce marché et se déclare totalement indépendante le 2 octobre 1958.

Sur le continent nord-américain, la guerre froide continue d'orienter la politique extérieure. Le 12 mai 1958, la signature de l'entente entre le Canada et les États-Unis officialise l'établissement du Commandement de la défense aérospatiale (NORAD), un organisme voué à la détection et à l'identification des objets volants dans et hors l'atmosphère terrestre. Deux mois plus tard, le 7 juillet, le gouvernement américain s'assure un pied-à-terre nordique en faisant de l'Alaska le 49^e État des États-Unis d'Amérique. Le 28 du même mois, la *National Aeronautics and Space Administration* (NASA) est instituée sur la structure du *National Advisory Committee for Aeronautics* (NACA) pour orienter les travaux en recherche civile et militaire et, plus particulièrement, pour coordonner la recherche et le développement aérospatial; rappelons que l'Union soviétique avait, le 4 octobre 1957, lancé son Spoutnik 1, le premier satellite artificiel de la Terre. La course à l'espace avait commencé. En parallèle, le gouvernement américain est inquiet par la victoire finale de la révolution cubaine, le 1^{er} janvier 1959, sur le régime de Fulgencio Batista. Son leader, Fidel Castro, s'autoproclame chef suprême de Cuba.

À Rome, la mort du pape Pie XII, le 9 octobre 1958, force la réunion du conclave. Au terme de 19 jours de délibérations, les cardinaux s'entendent, le 28 octobre, pour coiffer Angelo Giuseppe Roncalli de la tiare papale. Le 259^e pape de l'Église catholique romaine prend le nom de Jean XXIII.

Au Canada, l'année 1958 est marquée par le vote de confiance qu'accordent les électeurs au gouvernement progressiste-conservateur de John Diefenbaker qui, de minoritaire qu'il était en 1957, obtient, le 31 mars 1958, la plus vaste majorité de l'histoire de la Confédération en faisant élire 208 députés à la Chambre des communes contre 49 pour les libéraux de Lester B. Pearson et huit pour la Co-operative Commonwealth Federation (CCF) de Hazen Argue.

Les élections fédérales se déroulent au Québec sur fond de ralentissement économique. Depuis 1956, la croissance d'après-guerre s'essouffle. De 8,8 % en 1957¹, le taux de chômage grimpe à 11,2 % en 1959, « rappelant les années 1930 aux ouvriers qui ont épuisé leurs prestations d'assurance-chômage² ». Le déclin économique trouve un bruyant écho, le 29 décembre 1959, lorsque les quelque 75 réalisateurs de la station francophone de Radio-Canada déclenchent une grève. Appuyés par environ 2 000 employés solidaires de leur combat – dont René Lévesque, animateur de l'émission d'affaires publiques *Point de mire* –, les réalisateurs revendiquent le droit de se syndiquer sous la bannière de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) qui, le 21 septembre précédent, a changé de président, Roger Matthieu succédant à Gérard Picard.

La récession qui afflige l'économie québécoise n'empêche pas les arts en général de continuer à fleurir. En 1958, le journaliste Jacques Hébert et l'imprimeur Edgar Lespérance

créent les Éditions de l'Homme, maison qui deviendra l'un des phares du Québec livresque dans la francophonie. Pendant ce temps, chez la prestigieuse maison Bernard Grasset, en France, Yves Thériault publie *Agaguk*, un roman policier qui se déroule chez les Innus, dans le Grand Nord québécois. Traduit en 10 langues, le roman de Thériault connaît un vif succès, se vendant à plus de 300 000 exemplaires. Le milieu théâtral aussi connaît de belles heures depuis la création, par Gratien Gélinas, de la Comédie canadienne. Comme le montre l'historien Robert Rumilly, le comédien et auteur de *Ti-Coq* bénéficie du soutien financier du gouvernement et de son chef, Maurice Duplessis, dans la mise sur pied de sa compagnie théâtrale³.

Les parlementaires

À Québec, devant plus de 800 personnes⁴, la 3^e session de la 25^e Législature est déclarée ouverte le 19 novembre 1958. Aux « applaudissements enthousiastes » des députés de l'Union nationale, la Chambre basse accueille trois nouveaux membres issus de trois élections complémentaires tenues dans l'intervalle de la session précédente. Une première élection partielle s'est déroulée le 2 juillet dans le comté de Matane pour combler le départ d'Onésime Gagnon, nommé lieutenant-gouverneur le 14 février précédent. L'unioniste Benoît Gaboury y a battu sans difficulté le candidat indépendant qui lui tenait lieu d'opposition. Après la démission de Paul Spence, député unioniste de Roberval, et du ministre Albiny Paquette, dans le comté de Labelle, les scrutins y sont rouverts le 15 octobre. Les candidats de l'Union sont élus aisément en l'absence d'opposition libérale. Pierre Bohémier l'emporte par acclamation dans le comté de Labelle, tandis que Jean Turcotte succède à Paul Spence dans Roberval. Ces nouveaux venus compris, l'Assemblée législative compte 73 représentants de l'Union nationale, 15 libéraux et trois députés indépendants : Frank Hanley d'une part et, d'autre part, les anciens libéraux, Dave Rochon et Lionel Ross, qui siègent comme indépendants depuis le 20 juin 1957.

Le départ d'Onésime Gagnon et celui d'Albiny Paquette opèrent une ponction notable dans le Cabinet de Maurice Duplessis. Gagnon et Paquette, qui occupaient respectivement les fonctions de ministre des Finances et de ministre de la Santé, jouaient un rôle majeur au sein du gouvernement. Ils sont remplacés au Conseil exécutif par John Bourque et Arthur Leclerc. Ensuite, Jean-Jacques Bertrand hérite du ministère des Terres et Forêts, Daniel Johnson est affecté aux Ressources hydrauliques, et Gérard Thibeault obtient le titre de ministre d'État. Ce remaniement ministériel constitue le changement le plus important du Cabinet de Duplessis depuis l'élection de l'Union nationale en 1944.

Pour diriger les travaux à l'Assemblée législative, Maurice Tellier assume toujours le poste d'Orateur. Tout comme son prédécesseur, Alexandre Taché, Maurice Tellier s'efforce de donner raison au gouvernement à tous les points d'ordre qui sont soumis à son jugement. En remplacement de Daniel Johnson, Germain Caron, représentant de Maskinongé, est désigné par Maurice Duplessis à la vice-présidence. Pour la seizième année consécutive, le poste de greffier est quant à lui occupé par M^e Antoine Lemieux dont l'assistant cette année est Edgar Boulet.

Le Conseil législatif voit sa composition changer, à la suite de la mort de Jacob Nicol et d'Alphonse Raymond⁵. La nomination d'Albiny Paquette pour représenter le district de Rougemont et de John P. Rowat, pour celui de Lorimier, donne 12 conseillers à l'Union nationale, contre neuf libéraux et un indépendant.

Ces nombreux changements font contraste avec la relative stabilité qui caractérise le pan libéral de la Chambre. Car le Parti libéral du Québec est en mutation. Son chef, Georges-Émile Lapalme, qui songeait à démissionner, revient sur sa décision après une longue valse-hésitation. Pour asseoir son autorité, un nouveau congrès à la direction du parti est organisé et, le 10 janvier, Lapalme se lance officiellement dans la course à sa propre succession. Peu après, la défaite des libéraux fédéraux aux élections du 31 mars 1958 incite l'ex-ministre du Nord canadien et des Ressources nationales, Jean Lesage, à quitter Ottawa pour tenter sa chance en politique provinciale. Le vent tourne. Lapalme ne semble plus aussi chaud à l'idée de demeurer à la tête du Parti libéral. Le politologue Vincent Lemieux soutient même que Lesage ne fait le saut au provincial qu'après s'être assuré que Lapalme ne serait pas candidat au poste de chef du parti⁶. Comme de juste, le 24 mai 1958, Lapalme annonce qu'il démissionne comme chef du Parti libéral, se retire de la course et se rallie derrière Lesage. Trois autres candidats sont en lice : Aimé Fauteux, René Hamel et Paul Gérin-Lajoie. Le 31 mai, Lesage obtient des délégués une

majorité sans appel et devient chef du Parti libéral québécois. Le 13 juin suivant, il démissionne du comté fédéral de Montmagny-L'Islet.

Ayant refusé de se présenter lors des trois élections partielles qui ont suivi le congrès libéral, Jean Lesage convainc Georges-Émile Lapalme de demeurer chef de l'opposition même s'il n'est plus chef du parti. Comme George C. Marler avant lui, Georges-Émile Lapalme se retrouve donc dans le rôle ingrat d'assurer l'intérim en Chambre et doit continuellement subir les moqueries de Duplessis à cet égard⁷. Le chef déchu ne garde pourtant pas d'aigreur de ses derniers jours au front parlementaire lors desquels, comme il s'en souvient lui-même, il a agi « avec désintéressement envers le nouveau chef du parti et avec agressivité envers Duplessis⁸ ».

Duplessis : le poids des années

Le poids des années commence à peser lourd sur le premier ministre. Âgé de 68 ans (il est né en 1890), sa santé faiblissante lui permet de moins en moins de combattre son diabète. L'historien Conrad Black trace un portrait sans complaisance de ce chef vieillissant :

À la fin de 1958, toutefois, il devint évident que sa santé se détériorait. Il était presque toujours fatigué, de mauvaise humeur et distrait. Il essaya de maintenir son horaire habituel, mais n'y parvenait pas avec la même efficacité joyeuse qu'auparavant. Les dossiers en suspens commencèrent à s'accumuler. Il perdait parfois le fil de ses idées au beau milieu d'une phrase et il lui arrivait de faire venir des gens dans son bureau inutilement, puisqu'il oubliait pourquoi. Une tache sombre apparut sur son front et prit de l'ampleur durant l'année 1959, jusqu'à atteindre le diamètre d'une pièce de 25 cents. Ses bras devinrent si maigres qu'on en voyait les tendons; sa peau semblait aussi sèche et fragile qu'un parchemin. Triste spectacle pour ceux qui, après avoir connu le colosse d'antan, le voyaient ainsi dépérir⁹.

Bien au fait de cette fatigue qui accable Duplessis, les députés de l'opposition sonnent déjà le glas de son long « règne ». Jean-Paul Galipeault, représentant libéral de Québec-Ouest, se fait l'écho d'une opinion répandue au sein de l'Union nationale selon laquelle, affirme-t-il, il y a « un nombre de plus en plus grand de partisans de l'Union nationale qui veulent que le premier ministre cède sa place à un autre⁹ ». (4 décembre)

Est-ce la prévoyance de sa succession prochaine? L'organigramme du Salon vert, pour la session 1958-1959, place Paul Sauvé à la droite du chef, maintenant qu'Onésime Gagnon est devenu lieutenant-gouverneur. Pour plusieurs observateurs, il ne s'agit là que du cours logique de la hiérarchie installée par l'ancienneté au sein de l'Union nationale¹⁰. Il est de notoriété publique que Paul Sauvé est au second rang au sein de l'appareil gouvernemental. Le 21 octobre, lorsque le journal *Le Droit* publie un fil de presse de la *Canadian Press* selon lequel « M. Maurice Duplessis, en mauvaise santé, serait sur le point d'abandonner son poste¹¹ », l'article prédit que « la succession se fera entre MM. Jean-Paul Sauvé [...] et Daniel Johnson¹² ». Le rapprochement symbolique des sièges en Chambre ne fait que renforcer cette impression de la fin prochaine d'une époque.

C'est donc un Duplessis sur son déclin qui entame cette 3^e session de la 25^e Législature. Cependant, l'âge et la maladie ne suffisent pas à entamer la volonté autocratique du premier ministre. Comme le souligne Lapalme, lors d'un débat sur une loi proposant de faire passer à 10 le nombre d'adjoints parlementaires pour les députés ministériels, c'est encore « le premier ministre qui fait tout, qui mène tout à la place de ses ministres. Lorsqu'un ministre se lève, nous entendons à l'avance l'adjoint parlementaire universel [Duplessis] lui souffler ce qu'il doit dire. Le premier ministre répond au nom de tous ses députés et ministres ». (5 décembre)

Inaltérés sont aussi, selon le chef du gouvernement, les grands principes au nom desquels il continue de se lever en Chambre : autonomie des provinces, libéralisme économique. Faisant fi des nombreuses critiques de l'opposition l'accusant d'édulcorer ses positions autonomistes depuis l'avènement du gouvernement conservateur de Diefenbaker à Ottawa, il réitère pour les dernières fois de sa vie parlementaire ce qui aura été son grand combat : l'autonomie de la province de Québec. Le 27 février, au moment d'un débat sur les subsides du département de

l'Instruction publique, son discours, comme poussé sur sa pente naturelle, dévie vers la question constitutionnelle. Fier d'avoir récupéré « une partie de ses droits fiscaux », Duplessis promet que de son vivant, la « province de Québec ne lâchera pas, en ce qui concerne la sauvegarde de ses droits, dans le domaine de l'éducation ». Réfutant les allégations de ses opposants, il relate à ce sujet une récente rencontre avec Louis Saint-Laurent, ancien premier ministre canadien :

Nous avons parlé de la question constitutionnelle et je lui ai dit: « M. Saint-Laurent, regardez-moi bien dans les yeux! Il y a un nouveau gouvernement à Ottawa et je vous affirme que celui qui vous parle va tenir la même attitude sur la question constitutionnelle et fiscale. »

Je n'ai pas failli à la tâche et je ne faillirai pas tant que le bon Dieu me conservera un souffle de vie; mon dernier mot sera : « Je ne lâche pas. » Je ne me rendrai jamais et je ne céderai pas!

Et, effectivement, il ne cédera jamais. Jusqu'à sa mort le 7 septembre 1959, Duplessis continuera de clamer à qui voudra l'entendre la primauté des droits de la province en matière d'éducation.

Sur le plan économique, Duplessis, en bon conservateur, préfère toujours la libre entreprise à l'intervention de l'État. Brandissant le spectre du communisme à la moindre velléité d'interventionnisme étatique, il conçoit toute forme de dirigisme économique comme un abus socialisant et rejette en bloc toute forme de subvention normée ou d'octroi statutaire. Le discours du trône se charge d'emblée de rappeler à l'opposition et à la population le souverain dédain qu'entretient le premier ministre à l'égard du « paternalisme étatique¹³ » :

L'étatisation, sauf dans des conditions exceptionnelles, ne répond pas aux besoins de la province et n'est pas conforme à ses meilleurs intérêts; elle est contraire aux principes démocratiques, à la véritable liberté et à l'esprit d'entreprise. De plus, elle tarifierait les sources de revenus requises dans une province en plein essor et compromettrait gravement le pouvoir d'emprunt nécessaire à tous les paliers de l'administration publique.

À l'interventionnisme étatique, Duplessis substitue en vérité un interventionnisme politique, voire personnel. Jusqu'à la fin de son dernier mandat, la redistribution des deniers publics se fera informellement, derrière les portes closes de son bureau ou sous le sceau de confidentialité d'une correspondance assidue. Le second tome de *Maurice Duplessis et son temps*, de l'historien Robert Rumilly, est truffé de ces marques de gratitude exprimées personnellement au premier ministre pour le soutien financier qu'il a apporté de son propre chef à de si nombreuses initiatives avec le produit des taxes et impôts publics. Depuis 1944, les libéraux attaquent le gouvernement de l'Union nationale sur cet aspect de sa politique. Encore cette session, le député Oswald Parent, de Hull, accuse le gouvernement de distribuer les octrois aux commissions scolaires à sa discrétion pour « garder le patronage dans les comtés pour s'en servir à des fins de propagande politique, en faveur de l'Union nationale ». (3 décembre)

Somme toute, en dépit de la maladie et des critiques adverses, Duplessis demeure bien ancré dans son fauteuil de chef en cette dernière année de vie parlementaire. Fort de sa majorité en Chambre, inébranlable dans ses certitudes, il apparaît toujours aussi imposant à son vis-à-vis, Georges-Émile Lapalme.

Lapalme, de chef à héraut

À l'ouverture de la session 1958-1959, il y a longtemps que Georges-Émile Lapalme s'est lassé de combattre Duplessis en Chambre¹⁴. S'il revient affronter celui qui, de son propre aveu, lui semblait « invincible¹⁵ », c'est sous la pression des nombreuses insistances qui lui ont été faites, parce qu'il sent qu'il doit « accomplir ici un devoir ». (25 novembre) Après huit années passées à la tête du Parti libéral, dont cinq en qualité de chef de l'opposition à l'Assemblée législative, c'est un Georges-Émile Lapalme désabusé, mais fidèle à ses engagements et à ses convictions, qui fait son entrée en Chambre, le 19 novembre 1958. De premier concepteur et promoteur d'une idéologie libérale renouvelée, il a choisi de passer à simple héraut des idées qu'un autre que lui clame devant les projecteurs.

Ces idées, Jean Lesage les a clairement exprimées lors d'un congrès libéral le 2 novembre 1958. Cinq mois après son investiture, le nouveau chef de la « Fédération libérale du Québec » met la table pour le repas qu'il entend servir aux Québécois s'ils l'élisent aux élections prévues en 1960. Placé sous le signe de la « Libération », le programme politique des libéraux de Lesage est orienté par trois lignes de force : éducation, travail et agriculture.

En matière d'éducation, ce programme contraste par ses méthodes de gestion transparentes et son principe d'universalité avec l'idéologie de l'Union nationale. Création d'un « fonds de l'éducation », octrois statutaires, gratuité scolaire jusqu'à la 12^e année, gratuité des manuels, fréquentation obligatoire jusqu'à 16 ans sont autant de mesures qui tranchent fortement avec la position conservatrice du régime que Lesage se plaît à qualifier d'« occupation duplessiste ».

Sur le plan du travail, Lesage s'engage à établir une commission des relations ouvrières chargée de pourvoir les travailleurs et les employeurs d'un code régissant leurs droits et devoirs. Dans une poussée résolument progressiste pour l'époque, le chef libéral se montre même favorable à l'équité salariale entre les hommes et les femmes.

Enfin, pour relever l'agriculture qui périclite en cette ère d'urbanisation, le programme propose de doubler le prêt agricole maximum à 15 000 \$ et de porter l'octroi d'établissement pour jeunes cultivateurs à 1 200 \$. Pour favoriser l'initiative des cultivateurs, le Parti libéral promet en outre de subventionner directement ceux qui se porteront volontaires pour améliorer leurs terres par eux-mêmes.

Derrière la plupart de ces propositions, il y a le patient travail de défrichage idéologique effectué par Georges-Émile Lapalme au cours de son mandat à la tête du parti. Relégué à l'arrière-scène, celui qui aurait souhaité voir ses idées triompher de sa propre main sur le régime de Duplessis devra désormais se contenter de travailler dans l'ombre de Lesage. Mais la vie en coulisse a ses avantages. Le simple militant qu'il est devenu n'a plus à souffrir les injures et les mots d'esprit de son adversaire. Cette idée l'a rasséréné durant ses dernières années de chef de l'opposition : « Maurice Duplessis me laissait maintenant tranquille. Ne prononçant plus de discours, je n'étais plus sa cible. Jean Lesage, perçant dorénavant le paysage, se débattait avec lui. » Pendant la session, en revanche, l'attitude de son rival à son égard continue d'agacer le messenger parlementaire qu'est devenu Lapalme. Il se rappelle ainsi que pour semer la discorde au sein de l'opposition, « Duplessis attaquait Lesage et me louangeait. C'était de bonne guerre pour lui, si c'était gênant pour moi¹⁶ ». Ayant choisi de revenir en Chambre, Lapalme assume ses responsabilités et continue d'encaisser les coups qui lui sont portés : « Chef parlementaire, mon travail demeurerait le même, ni plus, ni moins¹⁷ ».

Cependant, la portion de ses *Mémoires* qu'il y consacre ne rend peut-être pas pleine justice à la réalité de cette dernière session. Son rôle de chef, Lapalme doit désormais le partager en Chambre avec René Hamel. Nommé conseiller stratégique par Lesage, Hamel tient en quelque sorte la fonction actuelle du leader parlementaire : il dirige les travaux de l'opposition et soulève les points d'ordre lorsque les ministériels enfreignent le règlement. Sous un chef autoritaire comme Duplessis, la présence en Chambre d'un tel conseiller aurait certes passé inaperçue. Mais, avec un Lapalme déjà peu porté sur la discipline et diminué par sa destitution à la chefferie du parti, Hamel imprime manifestement sa marque sur la stratégie des libéraux en cette année 1958-1959.

De conciliants et coopératifs qu'ils avaient pu être au cours des premières années de Lapalme à l'Assemblée législative, les libéraux sont devenus désobligeants et retors pendant cette session. Séance après séance, ils proposent des motions d'amendement afin d'entraver la marche législative du gouvernement. Chaque fois que les députés se réunissent en comité des subsides, un nouveau député libéral se lève pour suggérer un amendement qui, si le gouvernement l'adoptait, constituerait un vote de non-confiance. Évidemment, aucun des nombreux amendements proposés n'est accepté par les unionistes, mais le résultat demeure satisfaisant pour les libéraux puisqu'ils parviennent à faire dévier les débats dans la direction souhaitée.

Or, à en juger par la teneur législative du discours du trône, il est raisonnable de se demander si la stratégie de la gauche ne fait pas le jeu de la droite. Car le programme législatif présenté par l'Union nationale ne pêche assurément pas par son ambition.

Le discours du trône

Après avoir agi quatorze ans comme trésorier puis comme ministre des Finances (l'appellation a changé en 1952), Onésime Gagnon est devenu, le 14 février 1958, le 20^e lieutenant-gouverneur de la province de Québec. En cette année 1958, la succession du pape, les cent ans de l'apparition de la sainte Vierge à Lourdes, le 300^e anniversaire du sanctuaire de Sainte-Anne-de-Beaupré et les 350 ans de la ville de Québec sont autant d'occasions de réjouissances qui placent son premier discours du trône sous le signe du catholicisme triomphant. Certes attristé par la mort du pape Pie XII, le nouveau représentant de la reine au Québec rappelle néanmoins que « l'Église est éternelle » et renouvelle l'assurance de la « filiale soumission » des catholiques québécois à Sa Sainteté le pape Jean XXIII.

Le lieutenant-gouverneur entre dans le vif du sujet. Comme tous les ans depuis 1944, les cultivateurs se voient promettre une hausse du prêt agricole, la multiplication des routes et des efforts supplémentaires pour accroître le drainage et la colonisation. L'électrification rurale, autre rayon d'action majeur de Duplessis en matière de développement, arrivera enfin à son terme cette session. Après quinze ans au pouvoir, « les travaux, aujourd'hui très avancés » seront complétés.

Le lieutenant-gouverneur poursuit en annonçant deux projets de loi qui constitueront les deux faits saillants législatifs de la session : une nouvelle loi « dont le but et l'effet seront d'autoriser à aider financièrement les étudiants pauvres en argent, mais riches en talents et en esprit de travail » et, d'autre part, une législation « facilitant la construction d'établissements où les personnes âgées et sans foyer pourront demeurer ».

Le menu législatif que dresse le gouvernement par la voix d'Onésime Gagnon apparaît plutôt frugal. Signe d'un gouvernement vieillissant ou en mal d'inventivité, le lieutenant-gouverneur pousse même la redite jusqu'à citer un extrait du discours du trône présenté en 1954 au sujet de l'autonomie provinciale « pour affirmer, une fois de plus, sa politique constante et indéfectible en matière constitutionnelle ».

Le 20 novembre, au lendemain de l'ouverture de la session, l'adresse en réponse au discours du trône est proposée par Pierre Bohémier et secondée par Benoît Gaboury, tous deux issus de milieux ruraux. Les discours qu'ils prononcent versent dans le panégyrique du parti et de son chef. Les deux nouveaux députés se font la voix des cultivateurs pour remercier le gouvernement unioniste des progrès « énormes » qu'il a rendus possibles dans les campagnes québécoises. Parmi « bien d'autres titres », selon eux, l'histoire retiendra de Duplessis qu'il fut « le plus grand protecteur de l'agriculture ».

Le 25 novembre, quand vient son tour de parler sur l'adresse, le chef de l'opposition dresse un portrait fort différent du gouvernement de l'Union nationale. Tout en soulignant les principaux problèmes de l'heure au Québec, il reproche au gouvernement sa courte vue et l'électoralisme qui préside à la moindre de ses décisions. Plus que jamais, le discours du trône lui apparaît déphasé, redondant : « Dans le discours du trône de cette année, je relis simplement les discours du trône des années passées. » Constamment tourné vers son passé, cette gloriole magnifiée à grands renforts de millions dépensés, le gouvernement de Maurice Duplessis, selon Lapalme, « n'est pas capable d'admettre un problème, de l'exposer, de dire ce qu'on entend faire pour y remédier ». Tout grave soit-il, le chef de l'opposition n'obtient pour seule réponse que des badineries sur sa récente démission du poste de chef du Parti libéral. Évoquant Lesage et Hamel, Duplessis se moque de celui « qui remplace ici celui qui l'a remplacé et qui sera remplacé et qui sera remplacé, pour la stratégie et les règlements, s'il ne peut occuper son siège, à un moment donné par celui qui n'a pas réussi à le remplacer au congrès de Québec ».

À la suite de leurs chefs respectifs, les députés oppositionnels et ministériels s'affrontent dans une joute oratoire échelonnée sur six séances. Les uns axent leurs critiques sur le besoin d'un plus grand interventionnisme de l'État; en face, les congratulations des autres rappellent les accomplissements passés. Pendant les quelques jours de « sujets libres » qu'offre l'adresse en réponse au discours du trône – dans un amendement rejeté par la majorité (2 décembre) –, les libéraux signalent leur regret de ne pas lire dans le programme législatif du gouvernement l'intention d'instaurer la gratuité des livres scolaires ainsi que des barèmes de subventions statutaires aux institutions d'enseignement et aux corporations scolaires. Aussi, durant ces six jours, la délicate question de la vente du réseau de gaz naturel par Hydro-Québec affleure à la

surface des débats. Mais Duplessis, visiblement méfiant, la relègue sans attendre au rayon des tabous parlementaires. L'amendement proposé le 28 novembre par les libéraux déplorant que le gouvernement refuse d'ouvrir la commission royale d'enquête qu'ils exigent à ce sujet est immédiatement rejeté.

Les libéraux n'entendent pas en rester là. La vente du réseau de gaz d'Hydro-Québec rebondira sur le parquet de l'Assemblée tout au long de la session. Ce que l'on appelle déjà le « scandale du gaz naturel » provoque un premier remous en Chambre, le 4 décembre, au moment où Duplessis propose le vote sur l'adoption de l'adresse. En soi, l'appel du vote de cette motion rompt avec la tradition, car le discours du trône est habituellement adopté à l'unanimité, sans qu'il ne soit enregistré. Les députés de l'opposition sont pris de court. Se tournant vers ses pairs, Lapalme demande ce qu'ils comptent faire. Certains font part de leur intention de voter contre, ce qui entraîne tous les libéraux à voter contre l'adoption du discours du trône pour la première fois de « l'histoire parlementaire », ainsi que Duplessis s'empresse ensuite de le souligner. Conscients de l'émoi que pourrait causer leur décision, René Hamel et Georges-Émile Lapalme tiennent une conférence de presse après la séance pour expliquer leur geste. Le refus qu'ils ont adressé au vote de cette motion répond symboliquement au refus du gouvernement d'ouvrir une enquête sur la vente d'actions de la Corporation du gaz naturel à des membres de la Législature.

Les finances publiques

Fier d'avoir soumis les *Comptes publics* à la Chambre dès l'ouverture de la session¹⁸, le nouveau ministre John Samuel Bourque prend le devant de la scène parlementaire, le 20 février 1959, au moment de présenter son premier budget.

Plus direct que son illustre prédécesseur, John Bourque livre un discours factuel qui va droit aux principales allocations des deniers publics. À la différence de Gagnon qui aimait à s'épancher en longues considérations érudites sur l'histoire de Québec, Bourque passe en revue les grands accomplissements du gouvernement – sans oublier de louer son chef au passage – pour ensuite examiner plus en détail la situation financière de la province.

Au 31 mars 1959, les revenus du gouvernement, pour l'année 1958-1959, s'élèveront à 537 252 000 \$ soit une augmentation de plus de 30 000 000 \$ sur les revenus de 1957-1958. Compte tenu de la précarité économique qui assombrit l'horizon de croissance nord-américain, le ministre des Finances prend bien soin de préciser que cette évaluation « est sujette à réévaluation » dans les quelque 40 jours à venir. Pour l'année en cours, ces revenus permettront possiblement à la province de bénéficier d'un surplus au compte ordinaire de 91 724 000 \$, puisque les dépenses ordinaires ne s'élèveront probablement pas au-delà de 445 528 000 \$, en tenant compte du service de la dette publique, qui s'élève à 31 142 000 \$. En soustrayant au surplus les dépenses d'immobilisation, au montant de 91 345 000 \$, Bourque annonce un surplus global d'opérations de 379 000 \$.

Les prévisions budgétaires pour l'année 1959-1960 laissent présager une relative stabilité dans les prochains *Comptes publics*. En vertu de revenus prévisionnels de 541 895 000 \$ et de dépenses ordinaires de 451 643 500 \$, le gouvernement pourra se féliciter d'un surplus au compte ordinaire de 90 251 500 \$. Soulignons toutefois qu'en soustrayant de cet excédent les charges prévisionnelles imputables en immobilisation, qui s'élèvent à 97 295 000 \$, le budget de 1959-1960 serait potentiellement grevé d'un déficit de 7 044 000 \$.

Contrairement aux budgets préélectoraux qui l'ont précédé, le budget présenté pour l'année 1959-1960 n'annonce pas une hausse considérable des dépenses à la Voirie. Au contraire, les 101 977 000 \$ alloués à ce ministère représentent une baisse de près de 5 000 000 \$ par rapport à l'année précédente. La part relative de la Voirie dans l'assiette budgétaire demeure tout de même stable à 20 %. Avec ses 95 277 000 \$, le département de l'Instruction publique reçoit, quant à lui, 18 % des dépenses du gouvernement¹⁹. Suivent le ministère de la Santé (14 %), le Bien-être social et la Jeunesse (14 %), les Travaux publics (7 %) et l'Agriculture (6 %).

Le reste de la session est consacré au débat sur le budget et sur l'étude détaillée des crédits. Au cours des quelque neuf séances subséquentes, l'opposition attaque non pas tant le budget que les fondements mêmes de l'idéologie unioniste, en proposant, à chaque séance, une

motion critiquant le gouvernement sur les différents aspects de sa politique qui surgissent au gré des crédits examinés. La critique la plus exhaustive et recherchée provient sans doute du chef de l'opposition qui, le 24 février, regrette de n'entendre, dans le discours du budget, aucun écho aux recommandations formulées dans le rapport Tremblay sur les problèmes constitutionnels, déposé en 1956 (rapport de la commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels). Prenant ce déni à témoin, il dénonce, comme il l'avait fait durant l'adresse en réponse au discours du trône, l'absence de vision du gouvernement. Dans le règlement du litige constitutionnel « comme dans le domaine économique, agricole, industriel, éducationnel et culturel, le gouvernement n'a, selon Lapalme, aucun programme, aucune planification, aucune orientation ». (24 février)

Faits saillants de la session

Si les 220 lois sanctionnées par le lieutenant-gouverneur durant la 3^e session de la 25^e Législature peuvent sembler être une récolte abondante, en revanche, peu nombreux sont les projets qui s'inscrivent en charnière dans l'histoire législative du Québec. Cette stérilité législative n'est pas passée inaperçue aux yeux du journaliste Pierre Laporte. Au lendemain de la session, ce farouche anti-duplessiste résume sévèrement les accomplissements législatifs du gouvernement :

Le discours du trône qui a inauguré la session laissait prévoir un programme législatif insignifiant et routinier. Rendons cette justice au gouvernement Duplessis qu'il n'a trompé personne, la législation ayant été à l'image de ce texte insipide. Disons même que « les fruits ont passé la promesse des fleurs » car l'ensemble des lois a été plus insignifiant encore et plus routinier qu'on ne l'aurait cru²⁰.

Hormis quelques lois qui ressortent du lot, l'année 1958-1959 est surtout marquée en Chambre par l'extraordinaire effort d'obstruction parlementaire déployé par les libéraux. Aucune statistique ne témoigne mieux de ce travail que le nombre d'avis de questions et de motions soulevées à l'Assemblée législative. D'une cinquantaine de questions et de motions par session en moyenne au cours de la décennie 1950, les libéraux font passer ce nombre à 226 avis lors de la session de 1958-1959. Considérant que chaque question et chaque motion engendrent une discussion, on imagine aisément combien cette série d'interruptions dans le processus législatif a pu rendre le travail en Chambre lourd et fastidieux.

En guise de représailles, Duplessis s'efforce d'escamoter aussi souvent que possible la séance du mercredi, que l'usage voue à la présentation des projets de loi initiés par l'opposition. Lorsqu'il ne suspend pas tout simplement la séance, le chef de l'Union nationale fait primer son ordre du jour sur celui des libéraux. Cette tactique revancharde, pratique courante chez Duplessis, irrite les députés de la gauche. À plusieurs reprises au cours de la session, ceux-ci se plaignent de l'incurie du gouvernement à l'endroit des documents, des réponses et des projets de loi que les libéraux voudraient voir apparaître à l'ordre du jour, mais qui restent en suspens.

Le scandale du gaz naturel

À l'instar du scandale de la Bersimis, en 1954 c'est une fois de plus le journal *Le Devoir* qui fournit au Parti libéral la lance avec laquelle il pique Maurice Duplessis sur le parquet de l'Assemblée législative durant cette session²¹. Le 13 juin 1958, le quotidien tapisse sa une d'un grand titre : « Le Devoir accuse : scandale à la Corporation de gaz naturel de Québec ». Les chefs d'accusation, au nombre de cinq, sont en vérité autant de variations sur le même thème criminel, le délit d'initié²². Selon *Le Devoir*, des députés ministériels auraient favorisé un petit groupe de promoteurs dans la création, par charte, le 15 juin 1955, de la Corporation de gaz naturel de Québec en leur promettant la vente du réseau gazier d'Hydro-Québec. Le 7 mars 1957, l'arrêté n° 203 décide la vente du réseau à la Corporation, qui émet pour près de 40 000 000 \$ de titres boursiers le 1^{er} avril suivant. Le 25 avril, le cours des titres – obligations et actions – de la compagnie s'emballa.

Les allégations du *Devoir* portent à croire que du plus petit député au plus grand des ministres, nombreux sont les membres du gouvernement Duplessis ainsi que des conseillers

législatifs qui auraient « spéculé sur des blocs d'actions de la Corporation », de telle sorte qu'ils se seraient érigés à la fois en vendeurs et en acheteurs du réseau de gaz naturel d'Hydro-Québec²³. Pendant deux semaines, *Le Devoir* allonge la liste des accusés. Les ministres, actuels et passés, Antonio Barrette, John Bourque, Onésime Gagnon, Daniel Johnson, Jacques Miquelon, Antonio Talbot, sont pointés du doigt. En se vendant à eux-mêmes un actif – le réseau gazier – d'une société appartenant aux Québécois, ils ont commis, de l'avis du *Devoir*, une grave félonie.

Comme membres du Cabinet, ils étaient au courant depuis deux ans des tractations entre la province et la Corporation de gaz naturel; d'une façon plus immédiate, ils connaissaient depuis le 7 mars 1957 la teneur des contrats entre les deux parties. Forts de cette connaissance, ils sont parmi les premiers souscripteurs aux titres de la Corporation de gaz naturel. Combien en ont-ils acheté? Nous n'en savons rien. Combien de ministres sont impliqués dans l'affaire? Nous en connaissons huit seulement. Mais nous avons des témoignages sûrs à l'effet qu'au moins une demi-douzaine d'autres en auraient fait autant²⁴.

Quelques acteurs tiennent un rôle pivot dans cette affaire. C'est le cas d'Édouard Asselin, qui a joué sur tous les tableaux. En tant que conseiller juridique de la Corporation, il fut chargé de préparer le projet de loi privé, sanctionné le 21 février 1957, intitulé « Loi concernant la vente et la distribution du gaz et la Régie provinciale de l'électricité ». Comme conseiller législatif, il a piloté ce même projet de loi au Salon rouge pour le compte de l'Union nationale et de la Corporation. Et, à titre d'actionnaire directeur de cette compagnie, il a profité de la hausse substantielle des actions à partir du 25 avril²⁵.

La nouvelle, que *Le Devoir* s'empresse de qualifier d'un « des coups de bourse les plus extraordinaires de notre histoire », se répand telle une traînée de poudre²⁶. L'ancien maire de Montréal, Jean Drapeau²⁷, *L'Action catholique*, *Le Soleil*, puis enfin Jean Lesage exigent tous une enquête royale, seule instance qui aurait le pouvoir nécessaire pour accéder aux détails des transactions de vente et de Bourse.

Duplessis, après avoir proféré ses prévisibles insultes indignées au *Devoir*²⁸, tente de minimiser les dégâts. Le lendemain de la Saint-Jean-Baptiste, il menace de poursuivre le quotidien montréalais en justice. Loin de se laisser démonter par cet avertissement, Gérard Filion, le rédacteur en chef du *Devoir*, n'y voit qu'une preuve de plus que « le régime est atteint²⁹ ». Le 3 septembre, le chef du gouvernement met sa menace à exécution : il intente une poursuite en cour contre *Le Devoir* pour libelle diffamatoire et réclame 1 000 \$ en dommages et intérêts. Les ministres et députés de l'Union nationale le suivent bientôt, de telle sorte que le 12 septembre, le nombre de poursuites contre le journal s'élève à 16. Ce qui était un scandale accablant pour l'Union nationale se retourne ainsi contre *Le Devoir*; et, puisque l'affaire se trouve maintenant devant la justice, l'opposition se trouve muselée à l'Assemblée législative et l'affaire, étouffée le temps de la session.

Mais ce bâillon judiciaire n'allait certainement pas garder les députés de l'opposition du plaisir de braver l'interdit en narguant le premier ministre et ses acolytes par des allusions plus ou moins directes au scandale. C'est Émilien Lafrance, whip en chef de l'opposition, qui provoque le premier le gouvernement sur l'affaire du gaz naturel. Le 26 novembre, lors du débat sur l'adresse en réponse au discours du trône, le député de Richmond étale sa propre version de l'histoire du parti de l'Union nationale. À peine a-t-il prononcé le mot « scandale » que Duplessis, vif et méfiant, l'interrompt en soulevant un point d'ordre demandant au député de retirer ses paroles sous prétexte qu'il y a « actuellement une motion pour mépris de cour contre un journal et son rédacteur en chef » et qu'on ne peut traiter en Chambre d'une affaire judiciaire ouverte devant les tribunaux. Et Lafrance, toujours aussi goguenard, de répondre : « Ce qui est *sub judice*, c'est la réputation du premier ministre, qu'il a lui-même évaluée à mille dollars. »

En conformité avec leur stratégie, les libéraux saisissent la moindre occasion d'exciter la sensibilité du gouvernement en soulevant cette affaire. Du 26 au 28 novembre, ils soulèvent point d'ordre par-dessus point d'ordre, afin de maintenir le scandale bien vif dans l'opinion publique. Le 28 novembre, le député de Westmount-Saint-Georges, John Richard Hyde, pousse l'audace jusqu'à proposer un amendement au discours du trône stipulant que les libéraux

regrettent que le gouvernement n'ait aucunement l'intention d'instituer une enquête royale sur la vente du réseau de gaz d'Hydro-Québec à la Quebec Natural Gas Corporation.

Le 20 janvier, c'est par le truchement d'une demande de document concernant la vente du réseau que cette affaire refait surface. Soulevant un point d'ordre, Duplessis oppose un ferme refus à cette demande et les libéraux portent ce point d'ordre en appel. Sans surprise, les unionistes l'emportent. Invoquant un règlement rarement mentionné, selon lequel un député ne peut voter une motion s'il se trouve engagé pécuniairement par son contenu, Hyde – encore lui – se lève alors sur une question de privilège afin de demander le retrait des votes des députés qui se trouvent impliqués monétairement dans l'affaire *sub judice*. Cette façon impudique d'alourdir les débats suscite l'ire des ministériels. Duplessis la qualifie d'« archiridicule » et l'Orateur, non sans quelques contorsions intellectuelles, donne une nouvelle fois raison à l'Union nationale :

La question de privilège soulevée par le député de Westmount s'appuie sur l'article 304 du règlement, portant qu'aucun député n'a le droit de voter sur une question dans laquelle il a un intérêt pécuniaire et direct, excepté si cette question est d'intérêt général. La Chambre a été appelée à se prononcer tantôt sur une décision de l'Orateur, à l'effet que la motion du député de Westmount était irrégulière, parce que se rapportant à une affaire *sub judice*. Ce n'est pas une question personnelle pour aucun membre de la Chambre de savoir si l'option est ou non *sub judice*. Le point soulevé à la suite du vote est donc mal fondé.

Étouffé en Chambre, le scandale du gaz naturel s'événue peu à peu au cours de la session, malgré les efforts persistants du chef libéral Jean Lesage pour en faire le stigmate d'un régime vieilli et vicié.

En 1960, le gouvernement Lesage instituera une commission d'enquête, présidée par le juge Élie Salvas, pour faire la lumière sur cette affaire. Les conclusions du rapport donneront raison aux accusateurs du *Devoir*, mais, comme le soulignent les historiens André Bolduc, Clarence Hogue et Daniel Larouche, le « dénouement de cette affaire [...] trouvera, somme toute, assez peu d'échos dans le public. Le temps avait fait son œuvre » et Duplessis, mort et enterré, n'était plus là pour se défendre³⁰.

Le bill 29 : calmer la grogne de la jeunesse étudiante

Depuis le début de la décennie, le problème du financement des institutions d'enseignement supérieur est au cœur du nœud gordien constitutionnel au Québec. Farouche partisan de l'autonomie, Duplessis refuse les subventions fédérales aux universités, arguant qu'en vertu de la Constitution de 1867 l'éducation est un domaine de juridiction de compétence provinciale. L'impôt sur le revenu des particuliers, instauré par Duplessis en 1954, visait précisément à suppléer l'argent de la province au financement d'Ottawa. Cependant, quelque cinq ans plus tard, en 1958, cette mesure palliative demeure encore et toujours insuffisante pour sortir les universités du marasme dans lequel elles se trouvent. Le 8 janvier 1958, les étudiants joignent leur voix à celle des recteurs et principaux dans un concert de détresse auquel Duplessis ne peut demeurer sourd. Une coalition formée des présidents des conseils étudiants des universités québécoises (PUQ) fait alors publier un mémoire synthétisant l'ensemble des réformes proposées par les différentes associations étudiantes au cours de l'automne.

Le regard posé par le document sur l'épineuse question du financement des universités québécoises marque une radicalisation certaine par rapport aux positions adoptées, dans la dernière décennie, par la population étudiante. L'accessibilité aux études supérieures y est présentée comme un droit universel ne devant être restreint que par l'aptitude des candidats. Trop souvent, la richesse familiale détermine les conditions d'accès des étudiants désireux de poursuivre leurs études aux collèges classiques et aux universités, de telle sorte que ces institutions perpétuent les inégalités sociales de génération en génération. En conséquence, les représentants étudiants sont d'avis que l'État provincial devrait veiller à ce que « les frais de scolarité diminuent progressivement jusqu'à néant » et pourvoir par des bourses – non des prêts – aux carences financières des étudiants infortunés³¹.

Bien conscients du besoin criant dans lequel se trouvent les universités, les leaders étudiants refusent toutefois que la charité continue de se substituer aux responsabilités de l'État.

Idéalement autonomes de toute contrainte extérieure, les universités devraient être financées par les seuls deniers publics. Et, attendu que l'éducation est un domaine de juridiction exclusivement provinciale, seul le gouvernement du Québec devrait octroyer des subventions aux institutions d'enseignement supérieur, et celles-ci devraient être régies par des statuts révisés périodiquement pour s'adapter à la croissance de la population étudiante³².

Telles sont, succinctement résumées, les revendications de la mouvance étudiante au début de l'année 1958. Le 7 février, trois représentants de l'Université de Montréal, Jean-Pierre Goyer, Francine Laurendeau et Bruno Meloche, tentent, au nom de la coalition des PUQ, d'obtenir un rendez-vous avec le premier ministre afin de faire valoir les revendications des 21 000 étudiants universitaires de l'ensemble du réseau québécois dont ils s'instituent porte-parole. Le 20 février 1958, ils n'ont toujours pas reçu de réponse. Le *Quartier Latin*, un journal étudiant de l'Université de Montréal, coiffe sa une d'un titre irrévérencieux qui dit l'impatience de la jeunesse universitaire : « M. Duplessis se fout de nous³³. » Le 7 mars, n'ayant reçu pour seule réponse qu'un refus de les recevoir faute de temps, les trois décident de venir en personne réclamer une entrevue au bureau du premier ministre. Pendant 37 jours consécutifs, ils reviennent à la charge, pour finalement se résigner à rentrer chez eux, à Montréal, déçus de ne pas avoir rencontré le chef du gouvernement, mais satisfaits du retentissement médiatique provoqué par leur opération³⁴.

Leur coalition ainsi rompue, une autre se forme : la Ligue d'action universitaire, sous l'impulsion de Bruno Houle, lui aussi étudiant de l'Université de Montréal. Cette fois, Duplessis accepte de rencontrer les délégués³⁵ même si, de leur propre aveu, ils ne représentent que leur personne³⁶. Le 28 août, les privilégiés ressortent de cette entrevue assurés qu'une loi sera présentée au cours de la session pour augmenter l'aide financière aux étudiants.

Le 26 février, le ministre du Bien-être et de la Jeunesse, Paul Sauvé, présente le bill 29. En vertu de cette « généreuse » loi, annonce-t-il en Chambre, les bourses accordées aux étudiants qui résident à l'université sont portées de 200 \$ à 300 \$, alors que les étudiants non-résidents, eux, peuvent réclamer jusqu'à 1 000 \$. Les étudiants qui poursuivent leurs études à l'étranger voient, quant à eux, leurs bourses augmentées de 1 200 \$ à 2 000 \$. Puisque, comme le clame Duplessis, celui « qui bâtit une maison paie pour sa maison », ce n'est que justice que les étudiants paient une part de la maison qu'ils construisent pour leur avenir en s'instruisant. Sur le total de l'enveloppe prévue par la loi, 40 % du montant des bourses est donc versé sous forme de prêt, dont le remboursement débute deux ans après la fin des études, à un taux d'intérêt de 3 % – en baisse de deux points de pourcentage.

Reprenant à leur compte l'objectif de gratuité fixé par les représentants étudiants, les libéraux critiquent ce projet en soutenant qu'il n'en fait pas assez pour ouvrir l'accès des études supérieures à toutes les classes de la société québécoise³⁷. C'est la réserve qu'exprime René Hamel, après le discours de Sauvé :

Je crois que le problème doit être discuté à la lumière de l'idéal que chacun partage pour l'éducation. Sommes-nous d'opinion qu'en 1959, dans une province qu'on dit riche et prospère, aucun enfant ne devrait être privé de l'instruction que son cerveau est capable d'absorber à cause d'une question de finance?

C'est notre opinion qu'aucun enfant ne doit être assujéti à ce sort. C'est dans le domaine culturel que nous devons d'abord prendre notre place au Québec et c'est à la lumière de ce principe que nous devons examiner la loi. Est-ce que nous allons permettre qu'aucun enfant soit privé de toute l'instruction que son cerveau et son intelligence sont capables d'absorber? Je ne crois pas. (26 février)

Cependant, cette critique ne trouve pas chez Duplessis un interlocuteur réceptif. Aux visions universalisantes de Hamel, Duplessis oppose une lecture froide et fataliste de la réalité humaine et sociale. Si l'on ouvre à toutes les portes des universités, tous voudront y entrer, il ne restera plus suffisamment d'argent pour entretenir les autres infrastructures scolaires et le Québec manquera bientôt de main-d'œuvre moins qualifiée :

Tous ne sont pas faits pour des études supérieures et un peuple qui n'aurait plus d'agriculteurs, d'ouvriers, de mécaniciens, de boulangers, etc., serait bien à plaindre. Il n'y a pas que la santé et l'intelligence qui comptent, d'ailleurs. Il faut

aussi de la volonté et des aptitudes. Avec la théorie du député, où va-t-on prendre les ouvriers pour faire fonctionner les usines? Où va-t-on prendre les cultivateurs pour manœuvrer le sol et le faire produire? Il faut donc s'occuper aussi des écoles élémentaires, des écoles d'agriculture, des écoles spécialisées qui ont été aménagées à coups de millions précisément pour aider les fils d'ouvriers et leur permettre de tirer tout le bénéfice possible de l'essor de notre province.

Satisfait de sa mesure, le gouvernement n'ira pas plus loin. La loi est sanctionnée à la toute fin de la session. Les étudiants, eux, restent sur leur faim. Dans les enceintes universitaires, le combat pour la gratuité scolaire ne faisait que commencer.

De choses et d'autres...

Depuis 1798, les terres occupées aux Îles-de-la-Madeleine appartenaient, par lettres patentes du roi, à l'amiral Isaac Coffin. Les Madelinots étaient donc rentiers sur leurs propres terres, puisque les titres que Coffin avait fait signer à leurs ancêtres ne pouvaient être rachetés. Une loi du gouvernement Taillon, datée du 12 janvier 1895, avait voulu permettre aux habitants de racheter leurs terres, mais la plupart ne possédaient pas le capital nécessaire pour se sortir de leur état de rentiers. Le 18 décembre 1958, le premier ministre est fier d'apporter son aide aux insulaires en voyant le lieutenant-gouverneur apposer la sanction royale sur le bill 20, proposant le rachat des baux emphytéotiques à leur propriétaire, le constructeur montréalais Aaron D. Paltiel, qui les a rachetés d'un héritier de Coffin en faillite. Par cette loi, le gouvernement se porte acquéreur de tous les titres pour la somme de 75 000 \$ et offre aux rentiers de racheter leurs terres moyennant le paiement de 45 % du capital correspondant³⁸. (16 et 17 décembre)

Le 9 décembre 1958, le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse, Paul Sauvé, consomme la scission de son ministère. Le « travail a tellement augmenté, argue-t-il, qu'il est devenu nécessaire que chaque secteur de ce vaste ministère ait une entité légale distincte ». Se rangeant à son avis, la Chambre adopte à l'unanimité les bills 8 et 9 qui entraînent la création du ministère du Bien-être et celle du ministère de la Jeunesse.

Le même jour, l'Assemblée législative vote unanimement en faveur du bill 14 facilitant l'établissement de foyers pour les personnes âgées. Paul Sauvé, qui présente le projet de loi, explique l'importance de s'occuper des aînés, surtout les plus désargentés. Le gouvernement se propose donc d'investir 15 000 000 \$ dans la construction des trois premiers centres d'accueil pour personnes âgées, situés à Saint-Tite, à Courville et à Saint-Damien. Ces foyers accueilleront « des gens qui n'ont pas les moyens de se loger ailleurs, qui n'ont pour toute fortune, la plupart du temps, que leur pension de vieillesse ». Le plus difficile, ainsi que l'explique le ministre, « et le plus important, pour le présent, c'est de recruter le personnel compétent nécessaire pour ces maisons d'accueil ».

Les années d'après-guerre qui ont précédé le remplacement du Parti libéral fédéral par le Parti progressiste-conservateur à la Chambre des communes ont été marquées au fer de la construction nationale³⁹. Sous les libéraux de Louis Saint-Laurent, l'élan fut donné à la formation d'une identité proprement canadienne. Dans cette foulée, les libéraux du Québec estiment qu'il serait temps de doter le pays d'un hymne national officiel. Le 4 mars, ils inscrivent à l'ordre du jour une motion demandant au gouvernement fédéral d'étudier cette question. Sans l'inclure au texte de la motion, Oswald Parent et Dave Rochon mentionnent que leur préférence irait au *Ô Canada*, du compositeur québécois Calixa Lavallée et de l'auteur Adolphe Routhier, à l'instar de 67 % des Canadiens interrogés par un sondage Gallup. Duplessis refuse toutefois de voter en faveur d'une pareille injonction puisque, selon lui, elle constituerait une ingérence choquante pour les conservateurs de Diefenbaker. Il faudra toutefois attendre le 1^{er} juillet 1980 avant que le *Ô Canada* soit chanté une première fois en tant qu'hymne national officiel⁴⁰.

Bons mots, faits cocasses

Dans l'enceinte parlementaire se côtoient et même se coudoient des esprits contrastés qui donnent à chaque session sa saveur particulière. L'année 1958-1959 recèle son lot de remarques plus ou moins spirituelles qui dénotent une part de la personnalité des acteurs de la scène politique de l'époque.

Le 15 janvier, un débat sur les règles de sécurité qui devraient être observées lors du branchement et de l'entretien du réseau de gaz naturel donne lieu à un échange entre Lapalme et Duplessis qui fait sourire le lecteur. Alors que le chef de l'opposition critique l'incurie du gouvernement en matière de sécurité publique, Duplessis, comme le rapportent les courriéristes, lit son journal. Lapalme le semonce alors d'un jeu de mots qui a les allures d'une prophétie, quand on sait que le scandale du gaz naturel contribuera à la défaite de l'Union nationale aux élections de 1960.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre est-il à prendre connaissance des cotes la Corporation du gaz naturel du Québec?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond qu'il ne s'intéresse sûrement pas aux cotes du chef de l'opposition.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Antérieurement, j'ai incité le gouvernement à faire quelque chose et rapidement. Je crois qu'il est exact de dire qu'il y a une peur générale du gaz naturel. Personnellement, chez moi, j'en ai toujours eu peur.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pourtant pas ce qui vous a fait sauter.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Non, mais c'est ce qui va faire sauter le gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est une remarque de "saut".

Le 27 janvier, après avoir critiqué vertement et longuement le premier ministre sur sa posture courbée devant les industriels sidérurgiques étrangers, Lapalme termine sur ce jeu de mots savoureux : « Nous n'avons pas du tout le même point de vue ni sur le fer, ni sur le laisser-faire. »

Indéniablement, la subtilité de Lapalme tranche avec les manières du député de Montréal-Saint-Louis, Dave Rochon. Le 20 janvier, lors de l'étude des crédits, Lapalme initie une discussion sur l'importance d'ouvrir un bureau du Québec à Paris. Enthousiaste, le chef de l'opposition se montre « convaincu qu'une maison de la province de Québec à Paris reléguerait dans l'ombre l'ambassade canadienne ». Il souhaiterait de tout cœur qu'une telle institution devienne « un merveilleux point de rencontre pour les Canadiens et les Français ». Prenant la parole, Dave Rochon interrompt Lapalme pour manifester un intérêt d'un autre ordre que le sien pour le projet. Une maison du Québec à Paris constituerait pour lui « une occasion de rencontrer Brigitte Bardot ».

Critique des sources

Les membres de la Tribune de la presse en 1958-1959

En 1958-1959, la Tribune de la presse s'est agrandie de quelques nouveaux membres : Paul Leduc, du *Montreal Star*; Charles-Eugène Pelletier, du *Droit*; Paul-Émile Plouffe, du *Nouvelliste*; Guy Rondeau, de *La Presse canadienne*; Ken Stewart, du *Quebec Chronicle Telegraph*; et Adalbert Trudel, des journaux *The Record* et *Toronto Telegraph*. Ce dernier agit d'ailleurs comme vice-président à la Tribune. Il est accompagné dans ses fonctions de Fernand Renault, du *Montreal Star*, qui est élu premier vice-président alors que Vincent Prince, de *La Presse canadienne*, assume la présidence. Pour une douzième année consécutive, c'est Henri Dutil, du *Soleil*, qui détient la fonction de secrétaire. Les autres membres connus de la Tribune sont : Wilbur Arkinson, du quotidien *The Gazette*; Maurice Bernier, du *Montréal-Matin*; Langevin Côté, du *Globe and Mail*; Richard Daignault, de *La Presse canadienne*; le doyen de la Tribune Calixte Dumas, de *L'Action catholique*; Pierre Laporte et Marcel Thivierge, du *Devoir*; Charles-Julien Gauvin et Jacques Monnier, de *L'Événement-Journal*; Denys Paré, du *Soleil*; Marc-Edmond Thivierge, de la *British United Press*; et Jacques Trépanier, de *La Patrie*.

Les comptes rendus fournis par ces courriéristes ont servi de matière première à la reconstitution des débats de la 3^e session de la 25^e Législature. Parmi eux, *Le Soleil* et *La Presse* ont été utilisés le plus souvent. Prenant part à deux pools distincts, les journalistes de ces deux journaux présentaient leurs chroniques parlementaires en plusieurs articles succincts et séparés.

L'Événement-Journal conservait la présentation traditionnelle des débats, consistant à présenter dans l'ordre les échanges entre les députés, ce qui permettait de reconstituer la chronologie détaillée des discussions et d'y insérer des propos absents des autres journaux.

À l'occasion, *Le Temps* permettait d'ajouter des passages plus colorés, bien qu'il fût parfois difficile de discerner les faits de l'opinion dans les comptes rendus produits par le journaliste de cet organe médiatique de l'Union nationale.

Le Nouvelliste, le *Montréal-Matin*, *Le Devoir* et *La Tribune* ont tous servi de compléments subsidiaires aux principales sources de renseignements mentionnées ci-haut.

Les journaux de langue anglaise, comme le *Montreal Star*, la *Gazette* et le *Quebec Chronicle Telegraph*, ont apporté quelques brèves précisions à certains débats. Exceptionnellement, ces journaux ont fourni l'entièreté d'allocutions faites en anglais par des députés anglophones.

Pour finir, les journaux régionaux suivants ont été utiles dans la complétion des dossiers de presse qui servaient à reconstituer les débats. *Joliette-Journal*, *L'Avenir du Nord*, *L'Éclairer*, *La Chronique de Magog*, *La Frontière*, *La Gazette de Maniwaki-Gatineau*, *La Mire*, *La Nouvelle Revue*, *La Parole*, *La Réforme*, *La Revue de Gatineau*, *La Revue de Terrebonne*, *La Rive-Sud*, *La Terre de chez nous*, *La Tribune de Lévis*, *La Voix de l'Est*, *La Voix de Shawinigan*, *La Voix des Bois-Francs*, *La Voix des Mille-Isles*, *La Voix du Peuple*, *L'Action populaire*, *L'Argenteuil*, *L'Avant-poste gaspésien*, *Le Berthelais*, *Le Bien public*, *Le Bulletin des agriculteurs*, *Le Canada Français*, *Le Canadien de Thetford*, *Le Clairon Maskoutain*, *Le Courrier de Bellechasse*, *Le Courrier de Berthierville*, *Le Courrier de Lavolette*, *Le Courrier de Montmagny*, *Le Courrier de Papineau*, *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, *Le Dorchester*, *Le Droit*, *Le Guide*, *Le Messenger de Verdun*, *Le Monde ouvrier*, *Le Nicolétain*, *Le Petit Journal*, *Le Peuple*, *Le Progrès de Coaticook*, *Le Progrès de L'Islet*, *Le Progrès de Valleyfield*, *Le Progrès du Golfe*, *Le Progrès du Richelieu*, *Le Progrès du Saguenay*, *Le Régional*, *Le Saint-Laurent*, *Le Salaberry*, *Le Yamaska - The Yamaska*, *L'Écho abitibien*, *L'Écho de Frontenac*, *L'Écho de Lotbinière*, *L'Écho de Louiseville*, *L'Écho de Vaudreuil-Soulanges*, *L'Écho des Laurentides*, *L'Écho des Monts*, *L'Écho du Bas-St-Laurent*, *L'Écho du Saint-Maurice*, *L'Étoile du Lac*, *L'Étoile du Nord*, *L'Homme libre*, *L'Opinion de Hull*, *L'Union des Cantons-de-l'Est*, *Sherbrooke Daily Record*, *Sherbrooke Telegram*, *The Lakeshore News*, *The Rouanda Monitor*, *The Rouyn-Noranda Press*, *The Shawinigan Standard*, *The St.Maurice Valley Chronicle*, *The Stanstead Journal*.

Le politicien et le courriériste

Témoins privilégiés de la scène politique provinciale, les journalistes de la Tribune de la presse se chargent de rapporter les débats de la manière la plus complète possible, tout en se conformant au format et à la tendance politique de leur journal. Ils écrivent sous le regard attentif des politiciens qui, soucieux de leur image et de la vérité factuelle, ne manquent pas de rectifier un fait publié lorsque celui-ci ne correspond pas, selon eux, aux paroles qu'ils ont prononcées. L'année 1958-1959 recèle deux exemples de cette surveillance exercée par les acteurs politiques sur les chroniques parlementaires. Le 27 novembre et le 16 décembre, Maurice Duplessis rectifie des propos publiés respectivement dans *Le Droit* et *Le Nouvelliste*. Loin du mépris, ce souci du détail atteste de l'importance que revêtait le travail de journaliste parlementaire durant les années 1950. Dans l'esprit des acteurs politiques, les courriéristes apparaissent comme les dépositaires de la réalité parlementaire; des annalistes de l'histoire en marche, en quelque sorte.

Cependant, la haute estime portée par les politiciens au travail de courriériste avait ses limites. Le plus souvent, cette estime s'arrêtait là où commençait la partisanerie. Le 4 décembre, par exemple, le député unioniste de Québec-Centre, Émilien Rochette, manifeste son mécontentement au journal *Le Devoir*, concernant une légende qu'il juge « injurieuse », publiée la veille sous une vignette le représentant⁴¹. Se portant à la défense de son député contre un journal qu'il abhorre, Duplessis passe devant la Chambre un message que l'on devine adressé aux responsables du *Devoir*. Il rappelle en effet une loi reproduite dans les statuts refondus de 1941 et « en vertu de laquelle, pendant toute la durée de la session, de même que pendant les 20 jours qui précèdent la session et les 20 jours qui la suivent, tous ceux qui injurient un membre de la Chambre, ou publient des écrits injurieux ou diffamatoires envers un député ou un conseiller législatif se rendent coupables d'outrage à la Législature ». Il se peut, dit-il, « que certains adversaires ne soient pas suffisamment renseignés à ce sujet. Je tiens à avertir les intéressés de l'existence de cette loi. J'espère que certains adversaires en prendront note ». (4 décembre) À l'évidence, la sourde guerre que se livraient Duplessis et *Le Devoir* depuis la grève d'Asbestos⁴² était encore loin d'être finie.

Considérant le caractère forcément partiel et parfois partial des propos rapportés, le courrier parlementaire publié chaque jour dans les journaux ne pouvait tenir lieu de preuve officielle du passé discursif de l'Assemblée législative. Comme le souligne un article du *Montreal Daily Star* cité en Chambre le 14 janvier : « Les comptes rendus des journaux ne sont évidemment pas des comptes rendus officiels. On ne peut s'y référer dans un tribunal ni, pour des fins officielles, dans la Législature⁴³. » Par comparaison, depuis 1875, il existait déjà à Ottawa un journal officiel des débats qui tenait lieu, pour les députés fédéraux, de référence incontestable sur ce qui avait, ou non, été dit à la Chambre des communes.

À Québec, pour le plus grand malheur des libéraux, un tel hansard, avait été abandonné depuis 1893. Georges-Émile Lapalme, à qui ce combat était cher, reprend le flambeau le 13 janvier. Devant l'Assemblée, il cite un extrait d'un article signé par René Duhamel dans *La Patrie* du 7 décembre 1958 afin de faire entendre au premier ministre les raisons qui devraient le pousser à doter la Chambre d'un tel outil de travail :

Il est curieux de constater que tout le monde admet l'existence d'un hansard pour conserver le texte des débats au Parlement fédéral et qu'il existe de l'opposition à la création d'un hansard semblable au Parlement provincial. Il nous semble que c'est le même principe qui est en jeu, si principe il y a, et que les délibérations de Québec sont aussi importantes, au moins pour notre province, que celles d'Ottawa. Dans une Chambre comme dans l'autre, on y discute de ce qui est de l'intérêt général de la population. On répondra que les journaux font office de hansards; c'est une solution très insuffisante. Malgré leur compétence et leur intégrité, les correspondants parlementaires ne sont pas des sténographes. Le seraient-ils que leurs journaux n'auraient pas l'espace nécessaire pour publier des textes aussi longs et il n'est pas assuré que leurs lecteurs leur en sauraient gré.

Au surplus, le résumé d'un courriériste n'a rien d'officiel; c'est l'interprétation d'un auditeur de bonne foi, pas davantage. Nous reconnaissons volontiers qu'un hansard n'a pas la vogue populaire d'un roman sentimental, là n'est pas la question. Il renferme néanmoins, dans une bonne mesure, l'histoire de la nation au jour le jour. Il comporte d'autres avantages, ne serait-ce que celui

d'empêcher des députés de se livrer à des extravagances de langage qu'ils ne souhaiteraient pas voir inscrites à jamais dans un document officiel. Il y a là une source d'informations dont nous aurions tort de nous priver. Si le hansom fédéral rend d'immenses services, nous en concluons très simplement qu'un hansom provincial serait aussi utile et que la population accepterait les dépenses relativement modérées qu'il entraînerait. Il y a là une lacune à combler.⁴⁴

Puisque les journalistes eux-mêmes admettent volontiers que leur travail ne peut se substituer à l'exhaustivité et à l'exactitude d'un journal officiel des débats, Lapalme croit essentiel que le gouvernement reconnaisse la nécessité d'un tel outil de travail pour les députés.

Pour sa part, Duplessis affecte de ne pas voir le déficit démocratique creusé par l'absence de hansom à l'Assemblée législative. À la demande de Lapalme, il oppose son refus habituel, motivé par les dépenses qu'engagerait l'institution d'un journal des débats :

Il y a à Ottawa un *Hansom* que personne ne lit. On le consulte occasionnellement mais assez rarement. Ce document coûte, au bas mot, \$200,000 par année au gouvernement, et le chiffre de la dépense augmentera avec la traduction simultanée. Mais, dans l'ensemble, c'est un gaspillage des fonds publics. Il en coûterait donc environ \$200,000 chaque année pour établir ce système à l'Assemblée législative.

Cet argent serait mieux employé s'il était consacré à quelque chose de durable. Ah! si nous avions en Chambre des Démosthène, des Monsabré, des Bossuet ou des Lacordaire, je ne dis pas qu'il ne vaudrait pas la peine de conserver leurs discours pour la postérité. Mais, dans les conditions actuelles, un *Hansom* n'offrirait pas des avantages qui justifieraient la dépense que sa publication entraînerait, surtout avec les besoins énormes de la province. Pour ma part, j'aime mieux employer cette somme à bâtir des écoles, à aider les pauvres dans les hôpitaux, à venir en aide aux cultivateurs et aux ouvriers, à faire des routes et des travaux publics, ce qui profiterait à toute la population, plutôt que de la faire servir à glorifier nos paroles. (13 janvier)

Le hansom attendra une fois de plus. À lire les débats, on comprend pourquoi Duplessis refuse aussi obstinément d'en permettre la création. Le 16 décembre 1958, parions que René Hamel mesure comme nous l'importance d'une telle absence dans la stratégie parlementaire de Duplessis : lorsqu'il attire l'attention de la Chambre sur une inexactitude qu'il voudrait voir corriger dans le procès-verbal de la séance du 11 décembre, Hamel se fait rabrouer par l'Orateur. Mathias Tellier lui rappelle qu'il n'y a « pas de sténographe officiel, au Parlement provincial, pour rapporter les débats, et donc pas de notes sténographiques pour trancher la question. Ce sont les officiers de la Chambre qui prennent note de ce qui se passe. Ils ne peuvent évidemment, dans les circonstances, arriver au mot à mot dans tous les cas ». Hamel devra se résigner à retirer son objection.

John Richard Hyde connaît lui aussi la frustration d'être incapable de prouver indubitablement les torts du gouvernement, faute de compte rendu officiel. Le 14 janvier, il tente, en vain, de faire reconnaître à Maurice Duplessis ses propres paroles, prononcées le 28 novembre précédent. Malgré la preuve que fournit le procès-verbal de cette séance quant aux propos de Duplessis, celui-ci nie tout. Hyde doit donc couper court à son plaidoyer et, une fois de plus, Duplessis se sort de cette escarmouche sans égratignure. Hamel, cependant, n'en reste pas là. Selon lui, la « Chambre a été trompée ». Exaspéré par les piroquettes rhétoriques que fait Duplessis pour ne pas reconnaître la vérité, il s'entête à le prendre en défaut : « À un moment donné, nous avons apporté les témoignages de 15 journaux, et le premier ministre a répondu que ces journaux s'étaient tous trompés. Aujourd'hui, nous nous basons sur les documents officiels de la Chambre et le premier ministre déclare : "Je n'ai pas encore dit ça." C'est, selon lui, M. l'Orateur qui s'est trompé. Ce qui est vrai, c'est que la déclaration du premier ministre constitue une insulte à M. l'Orateur de l'Assemblée. » (14 janvier) Toutefois, avec la complicité indéfectible de l'Orateur, les récriminations de l'opposition, aussi criantes de vérité soient-elles, ne parviennent toujours pas à faire plier Duplessis.

Il faudra attendre 1964 pour voir l'Assemblée législative du Québec instituer le *Journal des débats* et redonner à la mémoire parlementaire québécoise le dépôt officiel qu'elle n'aurait jamais dû quitter.

Jules Racine

Note de l'introduction historique et de la critique des sources

- ¹. John A. Dickinson et Brian Young, *Histoire socio-économique du Québec*, Sillery, Septentrion, 1995, p. 294.
- ². Desmond Morton, « Crises d'abondance », *Histoire générale du Canada*, Montréal, Boréal, 1990, p. 604.
- ³. Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps*, T. II : 1944-1959, Montréal, Fides, 1973, p. 628-629, 646 et 684-685.
- ⁴. Quatre cents invités et 400 spectateurs étaient attendus à l'ouverture de la session. « L'ouverture de la 3^e session du 25^e Parlement marquée de faste et de grande distinction », *L'Événement*, 20 novembre 1958, p. 1.
- ⁵. « Conseillers assermentés », *Le nouvelliste*, 20 novembre 1958, p. 1.
- ⁶. Vincent Lemieux, *Le Parti libéral du Québec : Alliance, rivalités et neutralités*, Québec, PUL, 2008, p. 74.
- ⁷. George C. Marler avait agi à titre de suppléant intérimaire pour Adélar Godbout à la suite de la démission de celui-ci, en 1948. En 1950, lorsque Georges-Émile Lapalme se fit reconnaître comme chef du Parti libéral du Québec, Marler continua de jouer son rôle de chef de l'opposition à l'Assemblée législative, et ce, jusqu'en 1953, après l'élection de Lapalme dans le comté d'Outremont.
- ⁸. Georges-Émile Lapalme, *Mémoires*, T. II : *Le vent de l'oubli*, Montréal, Leméac, 1970, p. 235.
- ⁹. Conrad Black, *Maurice Duplessis*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1999, p. 511.
- ¹⁰. R. Rumilly, *Maurice Duplessis*..., p. 668.
- ¹¹. Cette nouvelle est citée par *Ibid.*, p. 666.
- ¹². *Le Droit*, cité par le journal *Le Devoir*, 21 octobre 1958, p. 1.
- ¹³. L'expression est de Louis Massicotte, *Le Parlement du Québec de 1867 à aujourd'hui*, Québec, PUL, 2009, p. 83.
- ¹⁴. La défaite de son parti aux élections de 1956 semble avoir eu raison de la ténacité déjà ébréchée de Lapalme. Dans ses mémoires, il confie ses impressions, au lendemain de cette défaite : « Le courage doit-il être motivé? Pour moi, il n'y avait même plus de mirage pour le soutenir. Incapable de me juger (qui le peut?), je croyais cependant ne pas me tromper sur le jugement des autres à mon sujet. » G.-É. Lapalme, *Le vent de l'oubli*, p. 213.
- ¹⁵. *Ibid.*, p. 181.
- ¹⁶. *Ibid.*, p. 235.
- ¹⁷. *Ibid.*
- ¹⁸. Agissant ainsi depuis la session de 1955-1956, le gouvernement de Duplessis se targue d'ailleurs de faire montre d'une générosité et d'une diligence inégalée dans l'histoire parlementaire québécoise puisqu'il permet, comme le souligne Duplessis cette année, aux députés « d'étudier le rapport avant sa discussion » (19 novembre)
- ¹⁹. Notons que le discours du ministre annonce des dépenses de 129 612 000 \$, une somme qui inclut probablement des montants qui ne sont pas détaillés ailleurs dans les débats.
- ²⁰. Pierre Laporte, « Tel un figuier stérile, l'Union nationale n'a pas produit de fruits », *Le Devoir*, 9 mars 1959, p. 3. Notons toutefois que le *Montréal-Matin*, journal unioniste confirmé, dressait un bilan fort contrastant de la session 1958-1959, lui qui, ce même 9 mars 1959, retenait de cette « autre session fructueuse de la législature », « un immense travail de la part des représentants du peuple » et « plusieurs mesures de grande importance », « Autre session fructueuse de la Législature », *Montréal-Matin*, 9 mars 1959, p. 4.
- ²¹. Du 20 au 25 janvier 1954, Pierre Laporte, journaliste au *Devoir*, publie une série de reportages sur les travaux en cours à la rivière Bersimis, où Hydro-Québec s'affaire à construire deux nouveaux barrages. S'appuyant sur les témoignages d'ingénieurs démissionnaires, Laporte dénonce les dépenses inutiles et les malversations comptables auxquelles se livrent les responsables du projet. À Québec, Georges-Émile Lapalme harcèle Duplessis aussi longtemps que possible avec cette affaire, qui embarrasse manifestement le chef de l'État québécois. Voir : *Le Devoir*, 20-25 janvier 1954, p. 1 et *Les débats de l'Assemblée législative*, 24^e législature, 2^e session, séances du 12 janvier et du 2 au 4 février 1954.
- ²². Voir : Jacques Lacoursière, *Histoire populaire du Québec, 1896 à 1960*, Sillery, Septentrion, 1997, p. 396-398, pour une explication éclairante du scandale et l'énumération des chefs d'accusation.
- ²³. Gérard Filion, « La démission des ministres s'impose », 14 juin 1958, p. 4.
- ²⁴. Gérard Filion, « L'aboutissement naturel d'un système », *Le Devoir*, 28 juin 1958, p. 4.
- ²⁵. « Brasseurs d'affaires politiques et politiciens brasseurs d'affaires », *Le Devoir*, 18 juin 1958, p. 1.
- ²⁶. « La nouvelle fait sensation dans tout le pays », *Le Devoir*, 16 juin 1958, p. 1.
- ²⁷. Drapeau a été élu maire de Montréal une première fois en 1954. Il a exercé cette fonction jusqu'en 1957, avant d'être réélu de 1960 à 1986.
- ²⁸. Le 15 juin, le premier ministre harangue Mario Cardinal, alors jeune journaliste au quotidien le plus en vue du moment : « Je n'ai pas le temps de lire un journal canaille, puant, putride et cancéreux. » Mario Cardinal, « Le premier ministre fait "une colère noire" devant dignitaires et journalistes ». Le 27 juin, il fait expulser Guy Lamarche, autre jeune journaliste du *Devoir*, de sa conférence de presse hebdomadaire et bannit tout représentant du quotidien qui a débusqué le scandale de ses allocutions rituelles.
- ²⁹. Gérard Filion, « Le régime est touché », 16 juin 1958, p. 4.
- ³⁰. André Bolduc, Clarence Hogue et Daniel Larouche, *Québec, un siècle d'électricité*, Montréal, Libre Expression, 1984 (1979), p. 256.
- ³¹. Nicole Neathy, *Carabins ou activistes? L'idéalisme et la radicalisation de la pensée étudiante à l'Université de Montréal au temps de Duplessis*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1997, p. 223-224.
- ³². *Ibid.*
- ³³. Julien Aubert, « M. Duplessis se fout de nous », cité par *Ibid.*, p. 223.

- ³⁴ Mentionnons au passage que Francine Laurendeau qui a fait carrière comme journaliste artistique est la fille du célèbre journaliste au *Devoir* André Laurendeau, et que Jean-Pierre Goyer deviendra ministre dans le cabinet fédéral de Pierre Elliott Trudeau.
- ³⁵ Aux étudiants de la Ligue, Duplessis aurait répondu qu'il se « donne toujours la peine de recevoir les gens qui savent vivre », faisant allusion aux précédents représentants étudiants qu'il avait fait patienter pendant plus d'un mois. Cité par R. Rumilly, *Maurice Duplessis...*, p. 656.
- ³⁶ Pierre Laporte, « Entrevue de deux heures avec les délégués de la Ligue d'action universitaire », *Le Devoir*, 29 août 1958, p. 1.
- ³⁷ Le 2 décembre 1958, René Hamel a suggéré un amendement au discours du trône en faveur de la gratuité scolaire et de l'établissement d'octrois statutaires aux universités. Les libéraux reviendront sur le sujet lors du vote des crédits le 27 février 1959.
- ³⁸ Voir, à ce sujet, R. Rumilly, *Maurice Duplessis...*, p. 670.
- ³⁹ À propos des efforts de *nation-building* déployés par le gouvernement central, on consultera, parmi une bibliographie foisonnante : Richard Day, *Multiculturalism and the History of Canadian Diversity*, Toronto, University of Toronto Press, 2000, 257 p. et Eva Mackey, *The House of Difference*, Toronto, University of Toronto Press, 2002, 199 p.
- ⁴⁰ Avant 1980, même si le *O Canada* avait droit de cité, le *God save the Queen* demeurait l'hymne officiel au Canada. Pour plus de détails, on consultera le site officiel de l'hymne. Patrimoine canadien, « Hymne national du Canada », <http://www.pch.gc.ca/pgm/ceem-cced/symb/anthem-fra.cfm#a2> [en ligne le 20 août 2009].
- ⁴¹ « Une motion pour mépris de cour est signifiée à Émilien Rochette », *Le Devoir*, 3 décembre 1958, p. 1.
- ⁴² Selon Suzanne Clavette et Robert Comeau, le point de rupture entre le premier ministre et le quotidien indépendant se situerait en 1949, pendant les événements de la grève de l'amiante à Asbestos. Suzanne Clavette et Robert Comeau, « Grandeur et misère d'un antiduplessisme de 1947 à 1959 », dans Robert Lahaise, *Le Devoir, reflet du Québec au 20^e siècle*, Montréal, HMH, 1994, p. 356.
- ⁴³ *The Montreal Daily Star*, « Hansard for Quebec », 29 novembre 1958, p. 10, cité par Lapalme durant la séance du 14 janvier 1959.
- ⁴⁴ *La Patrie*, « Pourquoi pas un Hansard? », 7 décembre 1958, cité par Georges-Émile Lapalme.

BIBLIOGRAPHIE

Journaux de base

Action catholique, L'
Canada, Le
Devoir, Le
Événement-Journal, L'
Gazette, The
Montréal-Matin, Le
Montreal Star, The
Nouvelliste, Le
Patrie, La
Presse, La
Quebec Chronicle-Telegraph, The
Soleil, Le
Temps, Le
Tribune de Sherbrooke, La

Journaux complémentaires

Action, L'
Argenteuil, L'
Avant-poste gaspésien L'
Avenir du Nord, L'
Berthelais, Le
Bien Public, Le
Bulletin des agriculteurs, Le
Canada français, Le
Canadien de Thetford, Le
Chronique de Magog, La
Clairon Maskoutain, Le
Clarté, La
Courrier de Bellechasse, Le
Courrier de Berthierville, Le
Courrier de Laviolette, Le
Courrier de Montmagny, Le
Courrier de Saint-Hyacinthe, Le
Courrier de Sorel, Le
Dorchester, Le
Droit, Le
Écho abitibien, L'
Écho de Frontenac, L'
Écho de Lotbinière, L'
Écho de Louiseville, L'
Écho de Vaudreuil-Soulanges, L'
Écho des Laurentides, L'
Écho du Bas-Saint-Laurent, L'
Écho du Nord, L'
Éclaireur, L'
Étoile du lac, L'
Étoile du Nord, L'
Frontière, La
Guide, Le
Herald, The

Homme libre, L'
Joliette-Journal
Lakeshore News, The
Mégantic, Le
Messager de Verdun, Le
Mire, La
Monde ouvrier, Le
Nicolétain, Le
Ordre, L'
Opinion de Hull, L'
Parole, La
Petit Journal, Le
Peuple, Le
Progrès de Coaticook, Le
Progrès de L'Islet, Le
Progrès de Valleyfield, Le
Progrès du Golfe, Le
Progrès du Richelieu
Progrès du Saguenay, Le
Réforme, La
Régional, Le
Réveil, Le
Revue de Granby, La
Rouanda Monitor, The
Rouyn-Noranda Press, The
Saint-Laurent, Le
Salaberry, Le
Sherbrooke Daily Record, The
Sherbrooke Telegram
St. Maurice Valley Chronicle, The
Stanstead Journal, The
Terre de Chez Nous, La
Tribune, La (Saint-Hyacinthe)
Tribune de Lévis, La
Union des Cantons de l'Est, L'
Unité, L'
Voix de l'Est, La
Voix de Shawinigan, La
Voix des Bois-Francs, La
Voix des Mille-Isles, La
Voix du peuple, La

Autres sources

Bourque, John Samuel. *Discours sur le budget prononcé par l'honorable J. S. Bourque, Ministre des Finances à l'Assemblée législative de Québec, 20 février 1959*. [s.l.]: 1959. 21 p. Publié également en anglais.

Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1958-1959, Québec 1958-1959.

Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1958-1959, Québec 1958-1959.

Québec, Prov. *Bills*, 3^e session, 14^e Parlement, 1958-1959.

Québec, Prov. *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec- Journals of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, Session de 1958-1959, Vol. XCIV*, Québec, 1959, viii, 659, lii, 1 p.

Québec, Prov. *Statuts de la province de Québec - Statutes of the Province of Quebec*, 7-8 Élisabeth II, Québec, Imprimeur de la reine, Québec, 1959, 1111, xxv p.

Rapports des comités généraux, 3^e session, 1958-1959.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction historique.....	vii
Critique des sources	xx
Bibliographie.....	xxvii
Table des matières.....	xxxï
L'Exécutif en 1958-1959.....	xxxv
Membres de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique	xxxvii
Par ordre de circonscription	xxxix
Débats	
1 Séance du mercredi 19 novembre 1958	1
2 Séance du jeudi 20 novembre 1958	9
3 Séance du mardi 25 novembre 1958	23
4 Séance du mercredi 26 novembre 1958	43
5 Séance du jeudi 27 novembre 1958	57
6 Séance du vendredi 28 novembre 1958.....	75
7 Séance du mardi 2 décembre 1958.....	87
8 Séance du mercredi 3 décembre 1958.....	107
9 Séance du jeudi 4 décembre 1958.....	127
10 Séance du vendredi 5 décembre 1958.....	149
11 Séance du mardi 9 décembre 1958.....	169
12 Séance du mercredi 10 décembre 1958.....	185
13 Séance du jeudi 11 décembre 1958.....	197
14 Séance du mardi 16 décembre 1958.....	211
15 Séance du mercredi 17 décembre 1958.....	225
16 Séance du jeudi 18 décembre 1958.....	237
17 Séance du mardi 13 janvier 1959	251

18	Séance du mercredi 14 janvier 1959	277
19	Séance du jeudi 15 janvier 1959	295
20	Séance du vendredi 16 janvier 1959	313
21	Séance du mardi 20 janvier 1959	319
22	Séance du mercredi 21 janvier 1959	343
23	Séance du jeudi 22 janvier 1959	351
24	Séance du vendredi 23 janvier 1959	371
25	Séance du mardi 27 janvier 1959	389
26	Séance du mercredi 28 janvier 1959	419
27	Séance du jeudi 29 janvier 1959	435
28	Séance du vendredi 30 janvier 1959	453
29	Séance du mardi 3 février 1959.....	465
30	Séance du jeudi 5 février 1959.....	471
31	Séance du vendredi 6 février 1959.....	507
32	Séance du mardi 10 février 1959.....	523
33	Séance du mercredi 11 février 1959.....	549
34	Séance du jeudi 12 février 1959.....	567
35	Séance du vendredi 13 février 1959.....	581
36	Séance du mardi 17 février 1959.....	597
37	Séance du jeudi 19 février 1959.....	601
38	Séance du vendredi 20 février 1959.....	609
39	Séance du mardi 24 février 1959.....	635
40	Séance du mercredi 25 février 1959.....	671
41	Séance du jeudi 26 février 1959.....	685
42	Séance du vendredi 27 février 1959.....	707
43	Séance du mardi 3 mars 1959	723
44	Séance du mercredi 4 mars 1959.....	753
45	Séance du jeudi 5 mars 1959.....	779

Index des participants	791
Index des sujets	831
Index des bills publics et privés	869

L'HONORABLE ONÉSIME GAGNON

Lieutenant-gouverneur de la province de Québec

Membres du Conseil exécutif 1958-1959

L'honorable Maurice Le Noblet Duplessis, premier ministre et procureur général

L'honorable Paul Dozois, ministre des Affaires municipales

L'honorable Laurent Barré, ministre de l'Agriculture

L'honorable Joseph-Mignault-Paul Sauvé, ministre du Bien-être social et de la Jeunesse

L'honorable Camille-Eugène Pouliot, ministre de la Chasse et des Pêcheries

L'honorable Joseph-Damase Bégin, ministre de la Colonisation

L'honorable John Samuel Bourque, ministre des Finances

L'honorable Jean-Paul Beaulieu, ministre de l'Industrie et du Commerce

L'honorable William McOvat Cottingham, ministre des Mines

L'honorable Arthur Leclerc, ministre de la Santé

L'honorable Yves Prévost, secrétaire de la province

L'honorable Daniel Johnson (père), ministre des Ressources Hydrauliques

L'honorable Antoine Rivard, solliciteur général et ministre des Transports et des Communications

L'honorable Jean-Jacques Bertrand, ministre des Terres et Forêts

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail

L'honorable Roméo Lorrain, ministre des Travaux publics

L'honorable Antonio Talbot, ministre de la Voirie

L'honorable Antonio Élie, ministre d'État

L'honorable Wilfrid Labbé, ministre d'État

L'honorable Jacques Miquelon, ministre d'État

L'honorable Gérard Thibeault, ministre d'État

Orateur

L'honorable Maurice Tellier

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
AUGER, Antonio	UN	Lac-Saint-Jean
BARRÉ, Laurent	UN	Rouville
BARRETTE, Antonio	UN	Joliette
BEAULIEU, Jean-Paul	UN	Saint-Jean
BÉGIN, Joseph-Damase	UN	Dorchester
BELLEMARE, Maurice	UN	Champlain
BERNARD, Robert	UN	Drummond
BERNATCHEZ, René	UN	Lotbinière
BERTRAND, Jean-Jacques	UN	Missisquoi
BLANCHARD, Joseph-Léonard	UN	Terrebonne
BOHÉMIER, Pierre	UN	Labelle
BOUDREAU, Francis	UN	Saint-Sauveur
BOURQUE, John Samuel	UN	Sherbrooke
BROWN, Glendon Pettes	L	Brome
CARON, Germain	UN	Maskinongé
CHALIFOUR, Rosaire	UN	Portneuf
CHARBONNEAU, Edgar	UN	Montréal-Sainte-Marie
CHARTRAND, Victor-Stanislas	UN	L'Assomption
CLOUTIER, Maurice	UN	Québec-Centre
COTTINGHAM, William McOvat	UN	Argenteuil
COURCY, Alcide	L	Abitibi-Ouest
COUTURIER, Alphonse	UN	Gaspé-Nord
COUTURIER, Alphonse	L	Rivière-du-Loup
CUSTEAU, Maurice-Tréflé	UN	Montréal-Jeanne-Mance
DESJARDINS, Gérard	UN	Gatineau
DIONNE, Albert	L	Rimouski
DOZOIS, Paul	UN	Montréal-Saint-Jacques
DUCHARME, Charles Romulus	UN	Laviolette
DUPLESSIS, Maurice Le Noblet	UN	Trois-Rivières
EARL, Paul	L	Montréal-Notre-Dame-de-Grâce
ÉLIE, Antonio	UN	Yamaska
FORTIN, Joseph-Émile	UN	Mégantic
GABOURY, Benoît	UN	Matane
GAGNÉ, Arsène	UN	Montréal-Laurier
GAGNÉ, Bernard	UN	Richelieu
GAGNON, Clovis	UN	Matapédia
GALIPEAULT, Jean-Paul	L	Québec-Ouest
GÉRIN, Léon-Denis	UN	Stanstead
GOSSELIN, Claude-Gilles	UN	Compton
GUILLEMETTE, Éloi	UN	Frontenac
HAMEL, René	L	Saint-Maurice
HANLEY, Frank	I	Montréal-Sainte-Anne
HÉBERT, Edgar	UN	Beauharnois
HYDE, John Richard	L	Westmount-Saint-Georges
JOHNSON (père), Daniel	UN	Bagot
JOHNSTON, Raymond Thomas	UN	Pontiac
KIRKLAND, Charles-Aimé	L	Jacques-Cartier
LABBÉ, Wilfrid	UN	Arthabaska
LABERGE, Joseph-Maurice	UN	Châteauguay
LADOUCEUR, Clodomir	UN	Verchères

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
LAFRANCE, Émilien	L	Richmond
LALONDE, Philippe	L	Montréal-Saint-Henri
LANGLAIS, Hormisdas	UN	Îles-de-la-Madeleine
LAPALME, Georges-Émile	L	Montréal-Outremont
LAROUCHE, Joseph-André	UN	Témiscamingue
LAVALLEE, Azellus	UN	Berthier
LECLERC, Arthur	UN	Charlevoix
LEVESQUE, Gérard D.	L	Bonaventure
LIZOTTE, Fernand	UN	L'Islet
LORRAIN, Roméo	UN	Papineau
MALTAIS, Armand	UN	Québec-Est
MIQUELON, Jacques	UN	Abitibi-Est
OUELLET, Léonce	UN	Jonquière-Kénogami
OUELLET, Pierre	UN	Saguenay
PARENT, Oswald	L	Hull
PLOURDE, Alfred	UN	Kamouraska
POIRIER, Alphée	UN	Bellechasse
POULIN, Georges-Octave	UN	Beauce
POULIOT, Camille-Eugène	UN	Gaspé-Sud
POULIOT, Léopold	UN	Laval
PRÉVOST, Yves	UN	Montmorency
RAYMOND, Joseph-Antoine	UN	Témiscouata
RIENDEAU, Hercule	UN	Napierville-Laprairie
RIVARD, Antoine	UN	Montmagny
ROCHETTE, Émilien	UN	Québec
ROCHON, Dave	L	Montréal-Saint-Louis
ROSS, Lionel-Alfred	L	Montréal-Verdun
ROY, Camille	UN	Nicolet
RUSSELL, Armand	UN	Shefford
SAINT-PIERRE, René	L	Saint-Hyacinthe
SAMSON, Joseph-Albert	UN	Lévis
SAUVÉ, Joseph-Mignault-Paul	UN	Deux-Montagnes
SCHMIDT, Loyola	UN	Vaudreuil-Soulanges
SOMERVILLE, Henry Alister Darby	UN	Huntingdon
TALBOT, Antonio	UN	Chicoutimi
TELLIER, Maurice	UN	Montcalm
THÉBERGE, Robert	L	Chambly
THIBEAULT, Gérard	UN	Montréal-Mercier
THUOT, Yvon	UN	Iberville
TREMBLAY, Lucien	UN	Maisonneuve
TURCOTTE, Jean-Joseph	UN	Roberval
TURPIN, Edgar	L	Rouyn-Noranda
VACHON, Henri	UN	Wolfe

Allégeance politique :

- I - Indépendant
- L - Libéral
- UN - Union nationale

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
ABITIBI-EST	UN	Miquelon, Jacques
ABITIBI-OUEST	L	Courcy, Alcide
ARGENTEUIL	UN	Cottingham, William McOvat
ARTHABASKA	UN	Labbé, Wilfrid
BAGOT	UN	Johnson (père), Daniel
BEAUCE	UN	Poulin, Georges-Octave
BEAUHARNOIS	UN	Hébert, Edgar
BELLECHASSE	UN	Poirier, Alphée
BERTHIER	UN	Lavallée, Azellus
BONAVENTURE	L	Levesque, Gérard D.
BROME	L	Brown, Glendon Pettes
CHAMBLY	L	Théberge, Robert
CHAMPLAIN	UN	Bellemare, Maurice
CHARLEVOIX	UN	Leclerc, Arthur
CHÂTEAUGUAY	UN	Laberge, Arthur
CHICOUTIMI	UN	Talbot, Antonio
COMPTON	UN	Gosselin, Claude-Gilles
DEUX-MONTAGNES	UN	Sauvé, Joseph-Mignault-Paul
DORCHESTER	UN	Bégin, Joseph-Damase
DRUMMOND	UN	Bernard, Robert
FRONTENAC	UN	Guillemette, Éloi
GASPÉ-NORD	UN	Couturier, Alphonse
GASPÉ-SUD	UN	Pouliot, Camille-Eugène
GATINEAU	UN	Desjardins, Gérard
HULL	L	Parent, Oswald
HUNTINGDON	UN	Somerville, Henry Alister Darby
IBERVILLE	UN	Thuot, Yvon
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	UN	Langlais, Hormisdas
JACQUES-CARTIER	L	Kirkland, Charles-Aimé
JOLIETTE	UN	Barrette, Antonio
JONQUIÈRE-KÉNOGAMI	UN	Ouellet, Léonce
KAMOURASKA	UN	Plourde, Alfred
L'ASSOMPTION	UN	Chartrand, Victor-Stanislas
LABELLE	UN	Bohémier, Pierre
LAC-SAINT-JEAN	UN	Auger, Antonio
LAVAL	UN	Pouliot, Léopold
LAVIOLETTE	UN	Ducharme, Charles Romulus
LÉVIS	UN	Samson, Joseph-Albert
L'ISLET	UN	Lizotte, Fernand
LOTBINIÈRE	UN	Bernatchez, René
MAISONNEUVE	UN	Tremblay, Lucien
MASKINONGÉ	UN	Caron, Germain
MATANE	UN	Gaboury, Benoît
MATAPÉDIA	UN	Gagnon, Clovis
MÉGANTIC	UN	Fortin, Joseph-Émile
MISSISQUOI	UN	Bertrand, Jean-Jacques
MONTCALM	UN	Tellier, Maurice
MONTMAGNY	UN	Rivard, Antoine
MONTMORENCY	UN	Prévost, Yves
MONTRÉAL-JEANNE-MANCE	UN	Custeau, Maurice-Tréflé

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
MONTREAL-LAURIER	UN	Gagné, Arsène
MONTREAL-MERCIER	UN	Thibeault, Gérard
MONTREAL-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE	L	Earl, Paul
MONTREAL-OUTREMONT	L	Lapalme, Georges-Émile
MONTREAL-SAINTE-ANNE	I	Hanley, Frank
MONTREAL-SAINTE-MARIE	UN	Charbonneau, Edgar
MONTREAL-SAINT-HENRI	L	Lalonde, Philippe
MONTREAL-SAINT-JACQUES	UN	Dozois, Paul
MONTREAL-SAINT-LOUIS	L	Rochon, Dave
MONTREAL-VERDUN	L	Ross, Lionel-Alfred
NAPIERVILLE-LAPRAIRIE	UN	Riendeau, Hercule
NICOLET	UN	Roy, Camille
PAPINEAU	UN	Lorrain, Roméo
PONTIAC	UN	Johnston, Raymond Thomas
PORTNEUF	UN	Chalifour, Rosaire
QUEBEC	UN	Rochette, Émilien
QUEBEC-CENTRE	UN	Cloutier, Maurice
QUEBEC-EST	UN	Maltais, Armand
QUEBEC-UEST	L	Galipeault, Jean-Paul
RICHELIEU	UN	Gagné, Bernard
RICHMOND	L	Lafrance, Émilien
RIMOUSKI	L	Dionne, Albert
RIVIERE-DU-LOUP	L	Couturier, Alphonse
ROBERVAL	UN	Turcotte, Jean-Joseph
ROUVILLE	UN	Barré, Laurent
ROUYN-NORANDA	L	Turpin, Edgar
SAGUENAY	UN	Ouellet, Pierre
SAINT-HYACINTHE	L	Saint-Pierre, René
SAINT-JEAN	UN	Beaulieu, Jean-Paul
SAINT-MAURICE	L	Hamel, René
SAINT-SAUVEUR	UN	Boudreau, Francis
SHEFFORD	UN	Russell, Armand
SHERBROOKE	UN	Bourque, John Samuel
STANSTEAD	UN	Gérin, Léon-Denis
TÉMISCAMINGUE	UN	Larouche, Joseph-André
TÉMISCOUATA	UN	Raymond, Joseph-Antoine
TERREBONNE	UN	Blanchard, Joseph-Léonard
TROIS-RIVIÈRES	UN	Duplessis, Maurice Le Noblet
VAUDREUIL-SOULANGES	UN	Schmidt, Loyola
VERCHÈRES	UN	Ladouceur, Clodomir
WESTMOUNT-SAINT-GEORGES	L	Hyde, John Richard
WOLFE	UN	Vachon, Henri
YAMASKA	UN	Élie, Antonio

Allégeance politique :

- I - Indépendant
- L - Libéral
- UN - Union nationale

Séance du mercredi 19 novembre 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier¹

La séance est ouverte à 3 heures².

La législature ayant été prorogée le 21 février 1958, les députés se sont réunis aujourd'hui pour l'ouverture de la troisième session de la vingt-cinquième législature, après convocation par proclamation pour l'expédition des affaires.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du lieutenant-gouverneur³:

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, apporte le message suivant:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent auprès de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur dans la salle des séances du Conseil législatif et, après quelque temps, reviennent à la salle de l'Assemblée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) entre en Chambre⁴.

(Applaudissements à droite)⁵

Brefs d'élection:

District électoral de Matane

M. l'Orateur: J'ai l'honneur d'informer la Chambre que, à la réception de la notification par l'honorable M. Onésime Gagnon, à l'effet qu'il donnait sa démission comme député du district électoral de Matane à l'Assemblée législative de Québec, notification dont j'ai déjà informé cette Chambre au cours de sa première séance du 24 janvier 1958, j'ai adressé au président général des

élections un mandat lui enjoignant d'émettre un bref portant convocation du district électoral de Matane.

District électoral de Labelle

M. l'Orateur: J'ai l'honneur d'informer la Chambre que, à la réception de la notification suivante, j'ai adressé au président général des élections un mandat lui enjoignant d'émettre un nouveau bref portant convocation du district électoral de Labelle.

Vacances dans les districts électoraux:

District électoral de Labelle

Le 20 août 1958

L'honorable Maurice Tellier, c.r.
Orateur de l'Assemblée législative de Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec

Monsieur l'Orateur,

Je regrette que l'état de ma santé ne me permette pas de continuer le travail très absorbant nécessité par l'accomplissement de mon mandat de député de l'Assemblée législative de Québec et de ministre de la Santé de la province.

En conséquence, je donne par les présentes ma démission comme député du district électoral de Labelle à l'Assemblée législative de Québec.

Cette démission, je l'ai signée en présence de, et avec, l'honorable Maurice L. Duplessis, premier ministre et député du district électoral de Trois-Rivières à l'Assemblée législative de Québec, et l'honorable John S. Bourque, ministre des Finances de la province et député du district électoral de Sherbrooke à l'Assemblée législative de Québec.

(Signé) J.-H.-A. Paquette⁶

(Signé) M. L. Duplessis,
premier ministre et député du
district électoral de Trois-Rivières
(Signé) J. S. Bourque,
ministre des Finances et député
du district électoral de Sherbrooke

Brefs d'élection:**District électoral de Roberval**

M. l'Orateur: J'ai l'honneur d'informer la Chambre que, à la réception de la notification suivante, j'ai adressé au président général des élections un mandat lui enjoignant d'émettre un nouveau bref portant convocation du district électoral de Roberval.

Vacances dans les districts électoraux:**District électoral de Roberval**

Le 19 août 1958

L'honorable Maurice Tellier, c.r.
Orateur de l'Assemblée législative de Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec

Monsieur l'Orateur,

Je, soussigné, Paul-Henri Spence, député du district électoral de Roberval à l'Assemblée législative de Québec, donne par les présentes ma démission comme député du district électoral de Roberval à l'Assemblée législative de Québec.

Cette démission, je l'ai signée en présence de, et avec, l'honorable M. Jean-Jacques Bertrand, ministre des Terres et Forêts et député du district électoral de Missisquoi à l'Assemblée législative de Québec, et M. Germain Caron, député du district électoral de Maskinongé à l'Assemblée législative de Québec.

(Signé) Paul-Henri Spence

(Signé) Jean-J. Bertrand,
ministre des Terres et Forêts et député
de Missisquoi à l'Assemblée législative

(Signé) Germain Caron,
député du district électoral de
Maskinongé à l'Assemblée législative

Certificats d'élection:

M. l'Orateur: J'ai l'honneur d'informer la Chambre que j'ai reçu du président général des élections les certificats d'élection suivants:

District électoral de Matane

PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES
ÉLECTIONS

Québec, le 11 juillet 1958

À Monsieur l'Orateur,
Assemblée législative de Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec

Monsieur,

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le sept (7) mai mil neuf cent cinquante-huit (1958) et adressé à monsieur Armand Boucher, marchand, de la ville de Matane, monsieur Joseph-Rosaire-Benoît Gaboury, commerçant, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Matane, à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de l'honorable monsieur Onésime Gagnon, démissionnaire.

François Drouin, c.r.
Président général des élections

District électoral de Labelle

PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES
ÉLECTIONS

Québec, le 2 octobre 1958

À Monsieur l'Orateur,
Assemblée législative de Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec

Monsieur,

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le vingt (20) août mil neuf cent cinquante-huit (1958) et adressé à monsieur Henri LaFontaine, protonotaire et greffier, domicilié à Mont-Laurier, monsieur Pierre Bohémier, cultivateur, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Labelle, à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de l'honorable monsieur J.-H.-A. Paquette, démissionnaire.

François Drouin, c.r.
Président général des élections

District électoral de RobervalPRÉSIDENT GÉNÉRAL DES
ÉLECTIONS

Québec, le 23 octobre 1958

À Monsieur l'Orateur,
Assemblée législative de Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec

Monsieur,

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le vingt (20) août mil neuf cent cinquante-huit (1958) et adressé à monsieur Thomas-Xavier Cimon, notaire, domicilié à Roberval, monsieur Jean-Joseph Turcotte, notaire, Normandin, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Roberval, à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de monsieur Paul-Henri Spence, démissionnaire.

François Drouin, c.r.
Président général des élections

Présentation de nouveaux députés:**Député
de Matane**

Le nouveau député de Matane, accompagné de l'honorable premier ministre (M. Duplessis) et du ministre des Pêcheries (l'honorable M. Pouliot), se rend au bureau de la Chambre⁷.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
M. l'Orateur, j'ai l'honneur de vous présenter M. Joseph-Rosaire-Benoît Gaboury, député du collège électoral de Matane. M. Gaboury a prêté, puis souscrit sur le rôle, le serment prescrit par la loi, et il réclame maintenant le droit de siéger.

M. l'Orateur invite le nouveau député à prendre séance.

M. Gaboury s'avance et présente ses respects à l'Orateur, puis se rend à son siège.

(Applaudissements de la Chambre)

**Député
de Labelle**

Le nouveau député de Labelle, accompagné de l'honorable premier ministre (M. Duplessis) et du ministre du Bien-être social (l'honorable M. Sauvé), se rend au bureau de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
M. l'Orateur, j'ai l'honneur de vous présenter M. Pierre Bohémier, député du collège électoral de Labelle. M. Bohémier a prêté, puis souscrit sur le rôle, le serment prescrit par la loi, et il réclame maintenant le droit de siéger.

M. l'Orateur invite le nouveau député à prendre séance.

M. Bohémier s'avance et présente ses respects à l'Orateur, puis se rend à son siège.

(Applaudissements de la Chambre)

**Député
de Roberval**

Le nouveau député de Roberval, accompagné de l'honorable premier ministre (M. Duplessis) et du ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot), se rend au bureau de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
M. l'Orateur, j'ai l'honneur de vous présenter M. Jean-Joseph Turcotte, député du collège électoral de Roberval. M. Turcotte a prêté, puis souscrit sur le rôle, le serment prescrit par la loi, et il réclame maintenant le droit de siéger.

M. l'Orateur invite le nouveau député à prendre séance.

M. Turcotte s'avance et présente ses respects à l'Orateur, puis se rend à son siège.

(Applaudissements de la Chambre)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
(Avec humour) M. l'Orateur, avez-vous reçu des brefs d'élection concernant la nouvelle opposition⁸?

(Rires)

Projets de loi:

Prestation des serments d'office

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 1 relatif à la prestation des serments d'office.

M. Kirkland (Jacques-Cartier) fait une remarque.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ai-je entendu le chef de l'opposition ou le stratège⁹?

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Messages du lieutenant-gouverneur:

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, apporte le message suivant:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent auprès de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur dans la salle du Conseil législatif et, après quelque temps, reviennent à la salle de l'Assemblée.

Discours du trône¹⁰

M. l'Orateur: J'ai l'honneur de faire rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue, aujourd'hui, auprès de l'honorable lieutenant-gouverneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de lire un discours à l'adresse des deux Chambres de la Législature de cette province, et que, pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la Chambre.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Il m'est agréable d'inaugurer aujourd'hui la troisième session de la vingt-cinquième législature.

Depuis la prorogation des Chambres, de remarquables événements se sont produits, qui ont profondément impressionné la population de la province.

Au cours de l'été 1958, notre province a été heureuse d'accueillir Son Altesse Royale, la princesse Margaret, et de pouvoir manifester de nouveau sa traditionnelle loyauté.

Les fêtes qui ont marqué le centenaire de l'apparition de la Sainte Vierge à Lourdes, fêtes auxquelles la province était officiellement représentée, venaient à peine de se terminer que l'Eglise était plongée dans un deuil douloureux par la mort de son illustre chef, Sa Sainteté le pape Pie XII. Nous pleurons un grand pontife qui est entré vivant dans l'histoire, mais l'Eglise est éternelle, et nous avons aujourd'hui la joie d'offrir à Sa Sainteté le pape Jean XXIII nos religieux hommages, nos souhaits respectueux et l'assurance de notre filiale soumission.

Le 300^e anniversaire des débuts de l'établissement du sanctuaire national de Sainte-Anne-de-Beaupré et le 350^e anniversaire de la fondation de Québec par Champlain ont donné lieu à de mémorables manifestations religieuses et patriotiques auxquelles le gouvernement a été fier de coopérer. La province a été profondément honorée par la nomination de notre éminent compatriote, Son Éminence le cardinal Paul-Émile Léger, comme légat papal aux inoubliables cérémonies à Sainte-Anne-de-Beaupré.

Ces fêtes ont mis en lumière l'impérieux devoir qui nous incombe de conserver jalousement et de faire fructifier pour les générations futures l'incomparable héritage que nous devons au dévouement, à l'esprit de travail, à l'héroïsme et au patriotisme de nos ancêtres.

Aussi, le gouvernement continuera-t-il de mettre en application, dans tous les domaines de l'administration, une politique progressive qui s'inspire des leçons du passé, répond aux besoins du présent et sauvegarde l'avenir.

Le gouvernement se propose d'intensifier les mesures susceptibles de contribuer au progrès de l'agriculture, garantie de survivance et source de stabilité essentielles.

À cette fin, il vous demandera d'augmenter les fonds consacrés au prêt agricole, dont les bienfaits salutaires sont plus manifestes que jamais. Une nouvelle législation favorisant l'établissement des fils de cultivateurs sur la terre s'ajoutera aux avantages du prêt agricole, dont plus de 27,000 jeunes et leur famille ont profité.

Le gouvernement verra à compléter les travaux, aujourd'hui très avancés, de l'électrification rurale. Il accroîtra, par le drainage et la colonisation, l'étendue de nos terres arables. Il facilitera la vente des produits agricoles dans toute la mesure de ses droits constitutionnels. Il aidera généreusement au succès de l'enseignement agricole.

Tout en sauvegardant le caractère essentiellement agricole d'une bonne partie de notre province, le gouvernement continuera de coopérer à son développement industriel qui augmente les marchés agricoles et contribue puissamment à la prospérité de notre population.

C'est l'opinion définitive du gouvernement que la stabilité politique et administrative, s'inspirant des vérités fondamentales, est nécessaire pour assurer le progrès durable de la province.

L'entreprise libre, dont notre agriculture est un exemple, consciente de ses droits et respectueuse de ses obligations, constitue le moyen le plus efficace pour assurer la prospérité de la province.

L'étatisation, sauf dans des conditions exceptionnelles, ne répond pas aux besoins de la province et n'est pas conforme à ses meilleurs intérêts; elle est contraire aux principes démocratiques, à la véritable liberté et à l'esprit d'entreprise. De plus, elle tarirait les sources de revenus requises dans une province en plein essor et compromettrait gravement le pouvoir d'emprunt nécessaire à tous les paliers de l'administration publique.

Il est conforme à la politique et aux réalisations du gouvernement de faire respecter les droits légitimes de tous et chacun, les droits des cultivateurs et des ouvriers tout spécialement. Il faut ne jamais oublier qu'à tous les droits correspondent des devoirs inséparables.

D'ailleurs, employés et employeurs font généralement preuve d'une saine collaboration qui, malheureusement, jouit d'une publicité moins tapageuse que celle suscitée par les conflits de travail.

Grâce aux grandes et nouvelles améliorations dont elle profite, la province a réalisé de gigantesques progrès. L'amélioration dont notre voirie, en particulier notre voirie rurale, a bénéficié depuis quelques années et la multiplication de travaux publics très considérables à travers notre immense province apportent une puissante contribution à la prospérité de l'agriculture, du commerce, de l'industrie et au succès de notre importante industrie touristique. Aussi, le gouvernement se propose-t-il de multiplier ces progrès.

La mise en valeur de nos ressources forestières, hydrauliques et minières a nécessité, en ces derniers temps, des placements de capitaux se chiffrant à des centaines de millions de dollars. Ces énormes investissements ont profité à notre économie et créé de l'emploi pour nos jeunes au succès desquels le gouvernement s'intéresse de façon efficace et généreuse.

C'est pour aider à l'établissement durable et profitable de notre jeunesse que le gouvernement ne cesse de consacrer à l'éducation - domaine exclusivement réservé à la province - des subventions qui augmentent sans cesse et se totalisent à des centaines de millions de dollars. Il vous soumettra une nouvelle législation, dont le but et l'effet seront de l'autoriser à aider financièrement les étudiants pauvres en argent, mais riches en talents et en esprit de travail.

Depuis quelques années, les succès et les progrès réalisés ont été incomparables à tous les paliers de l'enseignement. Cette politique féconde se continuera à la lumière, comme il convient, des droits et des devoirs de tous et chacun.

Le gouvernement n'oublie pas qu'à la santé de l'esprit doit s'ajouter celle du corps, et c'est pourquoi il multiplie à travers la province les établissements d'hospitalisation, dans le but de rendre leurs services accessibles à toute la population de notre immense province, comme il est juste et à propos de le faire. Sans compromettre nos droits essentiels, le gouvernement se propose de multiplier les moyens d'action les meilleurs pour sauvegarder la santé publique.

Le gouvernement se propose d'ajouter aux bienfaits de la législation sociale qu'il a instaurée, en vous recommandant d'adopter une loi facilitant la construction d'établissements où les personnes âgées et sans foyer pourront demeurer.

En plusieurs circonstances, le gouvernement a généreusement coopéré au règlement des graves problèmes financiers qui affectent les corporations municipales. Il entend continuer cette opération et faire tout en son possible pour obtenir une répartition juste et appropriée des sources publiques de revenus.

La stabilité économique, sociale et nationale étant intimement liée à la stabilité constitutionnelle, le gouvernement considère toujours comme un problème de vitale importance celui des relations fiscales fédérales-provinciales. C'est pourquoi il réitère les déclarations contenues dans le discours du trône de 1954 pour affirmer, une fois de plus, sa politique constante et indéfectible en matière constitutionnelle:

"Les remarquables progrès dont bénéficient notre immense province et, spécialement, de grandes régions autrefois peu favorisées, progrès qui s'avèrent grandissants, nécessitent des dépenses considérables qui exigent l'utilisation plus complète des sources de revenus que la Constitution canadienne reconnaît aux provinces, à la province de Québec en particulier.

"Le gouvernement reconnaît les droits et les obligations de l'autorité fédérale; il réitère que la province ne demande pas de faveurs, mais bien le respect intégral de ses droits, prérogatives et libertés.

"Dans l'opinion définitive du gouvernement, les attributs essentiels du gouvernement responsable, qui ont coûté très cher et que nous considérons très précieux, doivent être respectés et sauvegardés. Il est indéniable qu'au point de vue matériel, un des éléments indispensables du gouvernement démocratique et responsable réside dans les pouvoirs fiscaux nécessaires à chaque autorité gouvernementale.

"C'est notre intime désir de coopérer à la grandeur et à la prospérité du pays dans le respect des droits et des prérogatives de tous et chacun."

De nombreux projets de loi d'intérêt privé et d'intérêt public vous seront soumis dont plusieurs, parmi ces derniers, seront portés à la connaissance de la Législature dès les premiers jours de la session, suivant une tradition établie depuis une dizaine d'années.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les *Comptes publics* de la dernière année fiscale vous seront communiqués avec diligence, comme cela se pratique maintenant, et vous voudrez bien voter les subsides nécessaires à l'administration de la province.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Je demande à la divine Providence de bénir et de féconder vos travaux au cours de cette session.

Prise en considération du discours du trône

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le discours de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province, prononcé devant les deux Chambres de la Législature, soit pris en considération à la prochaine séance.

Adopté.

Institution des comités permanents

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que les comités permanents suivants soient institués:

1. un comité des privilèges et des élections - Cette commission s'occupe notamment des élections. Bien entendu, ça n'intéresse pas l'opposition;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;
5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;
6. un comité des industries et du commerce;
7. un comité des relations industrielles;
8. un comité du Code municipal;
9. un comité des bills privés en général;
10. un comité des bills publics en général;
11. un comité de la Bibliothèque de la Législature;
12. un comité des impressions législatives.

Et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et de toutes les matières que la Chambre lui aura renvoyées ou qui sont de sa compétence, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et ces matières, et à envoyer chercher les personnes, les pièces et les dossiers dont il aura besoin.

Adopté.

Comité spécial

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour choisir les membres ainsi que le président de chaque comité dont la Chambre vient de décider la formation et pour fixer le nombre des membres ainsi que le quorum de chacun de ces comités; et que les honorables MM. Duplessis, Bourque, Élie, Leclerc et MM. Bellemare, Hamel, Hébert, Johnston, Kirkland, Lapalme et Ross forment ledit comité spécial.

Adopté.

Dépôt de documents:

*Comptes publics,
1957-1958*

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre les *Comptes*

publics de la province de Québec, pour l'exercice clos le 31 mars 1958. (Document de la session no 3)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

En agissant ainsi, le gouvernement de la province donne aux députés le temps d'étudier le rapport avant sa discussion. Autrefois, les *Comptes publics* n'étaient déposés que deux mois et plus, après le début de la session.

**Ministère de l'Agriculture,
Rapport 1957-1958**

L'honorable M. Barré (Rouville) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de l'Agriculture de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1958. (Document de la session no 4)

**Ministère des Mines,
Rapport 1957-1958**

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre des Mines de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1958. (Document de la session no 5)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Suivant l'habitude, le discours du trône met en valeur les mérites de l'Union nationale. Comme l'opposition a besoin de réfléchir après un discours du trône si substantiel, je propose que la Chambre soit ajournée jusqu'à demain après-midi.

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée¹¹.

NOTES

1. *L'Action catholique* du 15 novembre 1958, à la page 1, mentionne que non seulement le "grand ménage" traditionnel est terminé, dans le "salon de la race", mais que la masse, emblème de l'autorité,

resplendit sous une toilette nouvelle, faite surtout de feuilles d'or. Les cloches qui appelleront les députés pour un vote sonnent plus vigoureusement que jamais, après une révision complète de tout leur système de fonctionnement. Une marquise a été installée à la porte centrale du parlement où sera accueilli le représentant de la reine, lorsqu'il arrivera pour lire le discours du trône, qui marque l'ouverture de chaque session. Des tentures de drapeaux fleurdelisés ont été placées au-dessus de la porte où seront reçus les quelque 500 invités, après la cérémonie officielle. En outre, *Le Devoir* du 21 novembre 1958, à la page 2, nous apprend que, pendant la vacance parlementaire, l'on a percé un trou sur chaque pupitre pour recevoir un verre. Il arrivait fréquemment que des verres d'eau roulaient à terre. Enfin, *L'Action catholique* du 17 novembre 1958, à la page 11, précise que, lors de la cérémonie inaugurant la session, la garde d'honneur sera, autre nouveauté, formée de militaires des trois armes.

2. Au moins un député était absent lors de la séance: M. Barrette (Joliette), selon *L'Événement* du 4 décembre, à la page 18.

3. Onésime Gagnon (1888-1961) préside pour la première fois à l'ouverture d'une session. Ministre des Finances dans le cabinet Duplessis, d'août 1944 à janvier 1958, il a démissionné, le 14 janvier 1958, de son siège de député de Matane à l'Assemblée législative, qu'il occupait depuis les élections de 1936. Il fut nommé lieutenant-gouverneur le 14 février 1958.

4. Selon *L'Action catholique* du 20 novembre 1958, à la page 3, et le *Montréal-Matin* du 20 novembre 1958, à la page 5, le premier ministre a fait son entrée en Chambre peu après 4 h 30.

5. Le *Montréal-Matin* du 20 novembre 1958, à la page 7, ajoute que deux députés indépendants, Lionel Ross et Dave Rochon, ont joint leurs applaudissements à ceux des membres du parti ministériel. Les applaudissements soulignaient certainement, selon *La Presse* du 20 novembre 1958, à la page 27, le fait que le premier ministre Duplessis entamait une trente-troisième session à l'Assemblée législative.

6. Ministre de la Santé dans tous les cabinets de Duplessis et député de Labelle depuis 1935, il a démissionné en août 1958. En octobre de la même année, il était nommé conseiller législatif de la division de Rougemont.

7. *L'Action catholique* du 20 novembre 1958, à la page 3, relate ainsi les événements: "Les parrains sont allés chercher les nouveaux députés à l'extérieur de la salle et les ont accompagnés, à tour de rôle, jusqu'à la table du greffier de l'Assemblée législative, en face du trône de l'Orateur."

8. Cependant, *La Patrie* du 23 novembre 1958, à la page 92, soutient que le premier ministre s'adressait alors à M. Lapalme, le chef de l'opposition.

9. *La Patrie* du 23 novembre 1958, à la page 92, décrit l'incident en ces termes: "M. Kirkland fit une remarque que le premier ministre crut entendre venir de la bouche de M. René Hamel." En effet, *La Presse* du 21 novembre 1958, à la page 40, nous informe que M. Hamel a été récemment nommé chef adjoint du chef parlementaire en matière de stratégie.

10. Selon la procédure parlementaire, le texte du *Discours du trône* fait l'objet de deux lectures, une première fois à la salle du Conseil législatif par le lieutenant-gouverneur, et une seconde fois par l'Orateur de l'Assemblée législative, à la salle de l'Assemblée législative. Les députés peuvent toutefois exempter l'Orateur de procéder à cette seconde lecture. Selon les *Journaux de l'Assemblée législative*, à la page 6, rien n'indique que cette exemption ait été accordée à l'Orateur. De plus, aucun quotidien ne mentionne ni ne fait référence à cette possible exemption. Conformément aux *Journaux de l'Assemblée législative*, il est fort probable que l'Orateur ait repris la lecture du discours du trône. Toutefois, seule la lecture à l'Assemblée législative n'est retenue dans le présent contexte, afin d'éviter une répétition du texte qui ne comporte aucun élément nouveau.

11. *La Presse* du 20 novembre 1958, à la page 22, fournit toutefois quelques indications sur la durée de la séance: "Une séance de quelques minutes à peine a suivi, hier après-midi, l'inauguration des Chambres par le lieutenant-gouverneur."

Séance du jeudi 20 novembre 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de Harry Shapiro, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption de Laura Helen Thompson (M. Rochette);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Sainte-Germaine-du-Lac-Etchemin, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe d'éducation (M. Samson);

- de Denyse Fortier et Guy Fortier, demandant l'adoption d'une loi régularisant certains actes concernant l'administration de la succession de feu Hermann Fortier (M. Rochette);

- de Joffre-André Gravel et son épouse dame Françoise Lavoie, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption de Joseph-Guy-Marc Gravel (M. Rochette);

- de Charles-Hubert Caprari, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Caprarie-Melville (M. Rochette);

- de la ville de Courville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Rochette);

- des commissaires d'écoles pour la ville de Loretteville, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Rochette);

- de la succession de dame Arthur Bourdon, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de ladite dame Arthur Bourdon (M. Ross);

- de Jewish Peretz School Inc., demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Rochon);

- de la paroisse de Saint-Ambroise, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Rochette);

- de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Russell);

- de Michael Judah Katz, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom de famille en celui de Kates (M. Russell);

- des commissaires d'écoles de la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Samson);

- de la Commission des écoles catholiques de Pointe-Claire et Beaconsfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Schmidt);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Grande-Rivière, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Gagnon);

- des commissaires d'écoles de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Hébert);

- des commissaires d'écoles de la cité de Beauharnois, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à imposer une taxe de vente (M. Hébert);

- de Herbert C. Flood et son épouse, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption de Peter D. Leichsenring (M. Somerville);

- de Gérard D'Amour, demandant l'adoption d'une loi pour établir clairement des titres à une propriété (M. Gagné, Montréal-Laurier);

- de la corporation du village de Gaspé, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gaboury);

- de Fred Gallay et de son épouse dame Irene Smolig, demandant l'adoption d'une loi pour l'adoption de John Lomnitsky et pour changer son nom en celui de Gallay (M. Pouliot, Laval);

- de Léon Masson et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson (M. Blanchard);

- des commissaires d'écoles de la cité de Thetford Mines et de la ville de Black Lake, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Fortin);

- de la ville de Saint-Eustache, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);

- d'Alexandre Harbec et autres, demandant l'adoption d'une loi leur permettant de vendre certains immeubles faisant partie de la succession de dame Lucie Harbec (M. Thuot);

- de la ville de Black Lake, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Fortin);

- des commissaires d'écoles de la ville de Joliette, demandant l'adoption d'une loi autorisant le pouvoir d'augmenter la taxe d'éducation (M. Chartrand);

- des commissaires d'écoles de la ville de Plessisville, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Fortin);

- de The University of Bishop's College, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Bishop's University (M. Somerville);

- de la corporation du village de Price, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Gaboury);

- de dame Maria de Rutrecht, demandant l'adoption d'une loi validant son titre d'acquisition d'un immeuble qu'elle a acheté de la succession de feu Henri B. Rainville (M. Gagné, Mont-Laurier);

- des commissaires d'écoles de la ville de Rimouski, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à imposer une taxe d'éducation (M. Gaboury);

- des commissaires d'écoles catholiques de la cité de Sorel, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Gagné, Richelieu);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Sayabec, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe d'éducation (M. Gagnon);

- de Hugo Bartoli, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre à l'étude et à la pratique du droit (M. Maltais);

- de la corporation de Saint-Michel-des-Saints, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Lavallée);

- de M. Maximilien Polak, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à reconnaître l'équivalence de sa première année du cours régulier de droit de l'Université de Leyden, Hollande (M. Maltais);

- des commissaires d'écoles de Saint-Vincent-de-Paul, demandant l'adoption d'une loi autorisant une indemnité aux membres de la commission et leur accordant le droit de changer les fonctions des instituteurs (M. Pouliot, Laval);

- de Standard Chemical Limited, demandant l'adoption d'une loi confirmant une évaluation fixe pour fins d'impôt municipal et scolaire pour une période de dix années (M. Hébert);

- de la cité de Pointe-aux-Trembles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- de Marcel Van de Putte, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Marion (M. Pouliot, Laval).

Rapports du comité spécial:

Composition des comités permanents

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité des onze.

Votre comité a choisi l'honorable M. Duplessis pour son président.

Votre comité a nommé le président et les membres de chaque comité permanent et a fixé le nombre des membres et le quorum de chacun de ces comités ainsi qu'il suit:

Comité permanent des bills privés en général:

Président: M. Maltais².

Les honorables MM. Barrette, Bertrand, Bourque, Dozois, Duplessis, Élie, Labbé, Leclerc, Miquelon, Prévost, Rivard, Sauvé, Thibeault; MM. Auger, Bellemare, Blanchard, Boudreau, Brown, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Courcy, Custeau, Desjardins, Dionne, Ducharme, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Gagnon, Galipeault, Gérin, Gosselin, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnston, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lapalme, Levesque, Ouellet (Saguenay), Parent, Plourde, Poulin, Pouliot (Laval), Riendeau, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Samson, Somerville, Tremblay, Turpin.

Nombre de membres: 58.

Quorum: 17.

Comité permanent des bills publics en général:

Président: L'honorable M. Duplessis.

Les honorables MM. Bertrand, Cottingham, Élie, Johnson, Lorrain, Miquelon, Rivard, Sauvé, Talbot; MM. Bellemare, Blanchard, Chalifour, Cloutier, Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Earl, Gagnon, Galipeault, Gérin, Hamel, Hébert, Hyde, Johnston, Langlais, Lapalme, Lavallée, Levesque, Maltais, Poulin, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Turcotte.

Nombre de membres: 34.

Quorum: 12.

Comité permanent des règlements:

Président: M. Gagnon.

L'honorable M. Thibeault; MM. Bernatchez, Boudreau, Cloutier, Gagné (Richelieu), Galipeault, Gosselin, Ladouceur, Lafrance, Lalonde, Lavallée, Lizotte, Poirier, Poulin, Pouliot (Laval), Raymond, Ross, Somerville.

Nombre de membres: 19.

Quorum: 6.

Comité permanent des comptes publics:

Président: L'honorable M. Bertrand.

Les honorables MM. Beaulieu, Duplessis, Labbé, Miquelon; MM. Bernatchez, Boudreau, Charbonneau, Custeau, Desjardins, Earl, Gagnon, Gosselin, Guillemette, Hamel, Hébert, Hyde, Johnston, Lapalme, Lavallée, Levesque, Parent,

Plourde, Poirier, Poulin, Ross, Roy, Théberge, Tremblay.

Nombre de membres: 29.

Quorum: 14.

Comité permanent du Code municipal:

Président: M. Bernard.

Les honorables MM. Bertrand, Dozois, Labbé, Prévost; MM. Bernatchez, Bohémier, Brown, Chartrand, Courcy, Custeau, Desjardins, Dionne, Gagnon, Galipeault, Gérin, Hébert, Kirkland, Lavallée, Plourde, Poirier, Raymond, Riendeau, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Samson, Schmidt, Somerville, Turcotte, Vachon.

Nombre de membres: 31.

Quorum: 12.

Comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation:

Président: M. Riendeau.

Les honorables MM. Barré, Bégin, Duplessis, Élie, Labbé, Leclerc, Miquelon; MM. Bernatchez, Bohémier, Brown, Chalifour, Chartrand, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Desjardins, Dionne, Gosselin, Guillemette, Hamel, Laberge, Ladouceur, Lafrance, Lapalme, Larouche, Lavallée, Levesque, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Parent, Plourde, Poulin, Raymond, Roy, Russell, Turcotte, Turpin, Vachon.

Nombre de membres: 38.

Quorum: 18.

Comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication:

Président: M. Chartrand.

L'honorable M. Beaulieu; MM. Auger, Bellemare, Bernatchez, Bohémier, Brown, Cloutier, Courcy, Couturier (Gaspé-nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Hébert, Lalonde, Levesque, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Parent, Plourde, Poirier, Pouliot (Laval), Raymond, Rochette, Rochon, Roy, Schmidt, Somerville, Turcotte, Turpin.

Nombre de membres: 32.

Quorum: 12.

Comité permanent des privilèges et des élections:

Président: M. Gérin.

Les honorables MM. Bertrand, Bourque, Cottingham, Duplessis, Élie, Labbé, Leclerc, Miquelon; MM. Bellemare, Bernard, Bernatchez, Cloutier, Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau,

Desjardins, Gagnon, Guillemette, Hamel, Hyde, Kirkland, Lapalme, Lavallée, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Somerville, Théberge.

Nombre de membres: 28.

Quorum: 14.

Comité permanent des industries et du commerce:

Président: M. Johnston.

Les honorables MM. Beaulieu, Bourque, Thibeault; MM. Bellemare, Bernard, Boudreau, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Couture (Gaspé-Nord), Desjardins, Dionne, Earl, Gagnon, Gérin, Gosselin, Hébert, Hyde, Laberge, Lalonde, Levesque, Lizotte, Parent, Plourde, Rochette, Somerville, Théberge.

Nombre de membres: 28.

Quorum: 10.

Comité permanent des relations industrielles:

Président: M. Hébert.

Les honorables MM. Barrette, Duplessis, Élie, Leclerc, Thibeault; MM. Bellemare, Boudreau, Earl, Hamel, Lafrance, Lapalme, Levesque, Poulin, Roy.

Nombre de membres: 15.

Quorum: 6.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Prêts agricoles

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 2 autorisant de nouveaux crédits pour fins de prêts agricoles.

Un député de l'opposition demande que des explications soient données concernant ce bill.

Un député ministériel explique la nature du bill et en justifie l'opportunité³.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Fils de cultivateurs

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 17 pour faciliter davantage l'établissement des fils de cultivateurs sur des fermes.

Un député de l'opposition demande que des explications soient données concernant ce bill.

Un député ministériel explique la nature du bill et en justifie l'opportunité⁴.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Département du Bien-être social

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)⁵ propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 8 constituant le département du Bien-être social.

Un député de l'opposition demande que des explications soient données concernant ce bill.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) explique la nature du bill et en justifie l'opportunité.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Département de la Jeunesse

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 9 constituant le département de la Jeunesse.

Un député de l'opposition demande que des explications soient données concernant ce bill.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les deux lois constituant le département du Bien-être social et celui de la Jeunesse donnent une existence légale distincte aux deux divisions administratives qui tombent sous la juridiction de mon ministère⁶.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Foyers pour personnes âgées⁷

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 14 facilitant l'établissement de foyers pour les personnes âgées.

Un député de l'opposition demande que des explications soient données concernant ce bill.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Le gouvernement entend consacrer \$15,000,000 à l'établissement d'institutions et de maisons à l'usage des personnes âgées. Ces institutions nouvelles, que le gouvernement veut établir dans la province, dépendront du département du Bien-être social.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Conciliation entre locataires et propriétaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 4 prolongeant d'une année l'application de la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.

Un député de l'opposition demande que des explications soient données concernant ce bill.

Un député ministériel explique la nature du bill et en justifie l'opportunité.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Services d'aqueduc et d'égout

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 3 modifiant la loi pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et d'égout.

Un député de l'opposition demande que des explications soient données concernant ce bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement veut obtenir le pouvoir d'aider plus généreusement à l'établissement des services municipaux d'aqueduc et d'égout dans les municipalités rurales. Les modifications apportées à la loi pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et d'égout, dans les municipalités rurales dont la population n'excède pas 5,000 âmes, permettront au gouvernement de payer sa part d'intérêt, soit 4 %, sur le montant initial de l'emprunt, même lorsqu'il s'agit d'obligations émises en séries, c'est-à-dire dont l'échéance est répartie sur un certain nombre d'années. De plus, le montant mis à la disposition du gouvernement pour les fins de cette loi est porté de \$10,000,000 à \$15,000,000.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte d'Oka-sur-le-Lac

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 16 modifiant la charte de la ville d'Oka-sur-le-Lac.

Un député de l'opposition demande que des explications soient données concernant ce bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) rappelle que son gouvernement a fait adopter autrefois une loi pour sauver les sulpiciens de la banqueroute. Parmi leurs biens, poursuit-il, il y avait des propriétés à Oka. Un organisme municipal a été chargé d'administrer ces biens, mais son mandat finit en 1959. Nous le prolongerons tout simplement.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Saint-Jean

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 18 concernant la cité et les corporations scolaires de la cité de Saint-Jean.

Un député de l'opposition demande que des explications soient données concernant ce bill.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Le projet de loi permettra à la ville de Saint-Jean d'autoriser la construction de cette école dans le district où on veut l'élever. Ce district est actuellement considéré comme zone industrielle.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Bureau de la trésorerie

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 10 concernant le Bureau de la trésorerie.

Un député de l'opposition demande que des explications soient données concernant ce bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le but de cette loi est de permettre au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer les membres du

Bureau de la trésorerie comme cela se fait dans les autres Législatures, alors que, d'après notre ancienne loi, le premier ministre, le ministre des Finances, le ministre de l'Industrie et du Commerce et le ministre des Terres et Forêts en faisaient obligatoirement partie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Pension des députés

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 6 modifiant la loi concernant les membres de l'Assemblée législative et la loi de la Législature.

Un député de l'opposition demande que des explications soient données concernant ce bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi modifiant la loi concernant les membres de l'Assemblée législative et la loi de la Législature a pour but de rectifier une situation injuste. En vertu de la législation actuelle, il aurait fallu que M. Gagnon⁸ fût député au moment où la mesure fut sanctionnée, soit le 21 février de cette année, pour en bénéficier.

Or, il a démissionné quelques semaines plus tôt, en janvier, comme représentant du comté de Matane à l'Assemblée législative, avant sa nomination en tant que lieutenant-gouverneur, et n'a pas droit à la pension en vertu de la loi actuelle. Il s'agit d'empêcher qu'une telle anomalie se produise en vertu de la loi.

La loi lui permettra de retirer quand même la pension pour le remercer des 23 années durant lesquelles il a été député de Matane.

Un autre amendement aura aussi pour effet de stipuler que tout député qui deviendra sénateur, député fédéral, juge, ou qui sera nommé à un poste permanent au gouvernement, perdra sa pension pour la durée de son nouveau mandat.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Tribunaux judiciaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 12 relatif aux juges des sessions, aux juges de district et aux juges de la Cour du bien-être social.

Un député de l'opposition demande que des explications soient données concernant ce bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'importance de ces tribunaux provinciaux a considérablement augmenté en ces dernières années, par suite de l'augmentation de la population, des progrès considérables de la province sous l'administration actuelle et de l'accroissement de leur juridiction, d'où une augmentation correspondante des travaux judiciaires. Les traitements des juges doivent être augmentés. Ces hausses de traitement sont amplement justifiées par la besogne de plus en plus considérable qui leur échoit.

Les juges des tribunaux provinciaux toucheront désormais un traitement annuel de \$14,008. Les juges en chef de ces mêmes cours obtiendront \$16,000. Jusqu'ici, le traitement des juges des sessions, des juges de district et des juges de la Cour du bien-être social n'était que de \$12,000 par année. Les juges en chef de ces tribunaux recevaient \$14,000. Il s'agit donc, dans chacun des cas, d'une augmentation de l'ordre de \$2,000. Les juges de la Cour supérieure reçoivent \$16,900 par année et le juge en chef a un salaire de \$18,000 à \$20,000.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Cour supérieure du Québec

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 13 concernant la composition de la Cour supérieure de la province de Québec.

Un député de l'opposition demande que des explications soient données concernant ce bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Depuis quelques années, le gouvernement de l'Union nationale a amélioré considérablement l'expédition des affaires judiciaires en augmentant de temps en temps le nombre des juges de la Cour supérieure, en vertu du principe que "la province donne naissance aux juges et qu'Ottawa les baptise", ce qui veut dire que le gouvernement du Québec en fixe le nombre, fournit les facilités matérielles et paie les employés des juges, cependant qu'Ottawa les nomme et paie leur salaire.

Depuis quelques mois, on réclame de nouveaux juges pour accélérer l'expédition des affaires judiciaires. Le gouvernement du Québec a donc décidé de permettre la création de trois nouveaux districts judiciaires de la Cour supérieure et la nomination de trois nouveaux juges résidents de la Cour supérieure, à Chicoutimi, à Rimouski et à Rouyn. Dans le cas de Rouyn, il y a déjà un juge résident dans la personne du juge Henri Drouin. La loi permet d'en nommer un deuxième. Le district de Rouyn couvrira les comtés d'Abitibi-Ouest et d'Abitibi-Est, Rouyn-Noranda et Témiscamingue.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

École polytechnique, École des hautes études commerciales⁹

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 15 concernant l'École polytechnique et l'École des hautes études commerciales de Montréal.

Un député de l'opposition demande que des explications soient données concernant ce bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'École des hautes études commerciales de Montréal va être logée dans un nouvel édifice. Le gouvernement se fera autoriser à acquérir l'immeuble qui loge actuellement l'école, de même que l'ancien immeuble de l'École polytechnique. Le gouvernement deviendra propriétaire des bâtisses actuelles de l'école une fois qu'elles auront été évacuées.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Adjoint parlementaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 5 relatif aux adjoints parlementaires.

Un député de l'opposition demande que des explications soient données concernant ce bill.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Oui, oui, des explications! (Avec un sourire)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je suis surpris que l'opposition ait besoin d'explications. C'est conforme à l'habitude des grands Parlements de créer un système d'adjoints parlementaires, et la province de Québec a un grand Parlement, qui peut se comparer à n'importe lequel. Le but des adjoints est de représenter le gouvernement.

Grâce à la politique progressive de mon gouvernement, les ministres ont de plus en plus de travail à faire et ils doivent avoir des assistants pour les représenter en différentes circonstances. Or, les œuvres de l'Union nationale sont tellement nombreuses que nous recevons des demandes à droite et à gauche - mais pas de la gauche - pour les inaugurer. Nous portons donc le nombre des assistants de huit à dix.

Je ne sais pas si l'opposition a des candidats à présenter, mais je l'avertis d'avance que c'est inutile! (Rires)

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Prêts
agricoles**

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 2 autorisant de nouveaux crédits pour fin de prêts agricoles.

Adopté.

**Fils
de cultivateurs**

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 17 pour faciliter davantage l'établissement des fils de cultivateurs sur des fermes.

Adopté.

**Département
de la Jeunesse**

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 9 constituant le département de la Jeunesse.

Adopté.

**Foyers pour
personnes âgées****L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)**

propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 14 facilitant l'établissement de foyers pour les personnes âgées.

Adopté.

**Conciliation entre
locataires et propriétaires****L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 4 prolongeant d'une année l'application de la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.

Adopté.

**Services
d'aqueduc et d'égout****L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 3 modifiant la loi pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et d'égout.

Adopté.

Pension des députés**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 6 modifiant la loi concernant les membres de l'Assemblée législative et la loi de la Législature.

Adopté.

Tribunaux judiciaires**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 12 relatif aux juges des sessions, aux juges de district et aux juges de la Cour du bien-être social.

Adopté.

Adjoints parlementaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 5 relatif aux adjoints parlementaires.
Adopté.

Dépôt de documents:**État des mandats spéciaux**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: (Voir le tableau ci-dessous)

Rapport relatif à un mandat spécial émis durant la vacance du Parlement, suivant les rapports du Conseil, et soumis en vertu de l'article 10 du chapitre 72 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, préparé par l'auditeur de la province.

No	Service et rapports du Conseil	Au 19 novembre 1958		
		Montant	Mandat d'argent émis	Solde disponible
1.	Agriculture: Travaux de drainage (A. C. no 1094, du 29 octobre 1958)	\$1,215,000.00	\$416,950.42	\$798,049.58
		\$1,215,000.00	\$416,950.42	\$798,049.58

Ministre des Finances, Bureau de l'auditeur

L'auditeur de la province,
J.-A. Vézina

Québec, le 20 novembre 1958

(Document de la session no 6)

**Adresse en réponse
au discours du trône**

M. Bohémier (Labelle) propose, appuyé par le représentant de Matane (M. Gaboury), que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

Il (M. Bohémier) présente ses hommages à l'Orateur de la Chambre, un grand avocat et un législateur éminent¹⁰, précise-t-il, et fait l'éloge de celui

qu'il remplace comme député de Labelle, l'honorable Dr Albiny Paquette, maintenant conseiller législatif¹¹. Le bien immense qu'il a fait dans tout le comté pendant les 17 années qu'il a été ministre et les nombreux honneurs qu'il a fait rejaillir sur le comté de Labelle restent pour moi une inspiration. Je n'ai qu'une ambition bien déterminée, celle de servir, avec autant de dévouement que lui, les intérêts du comté de Labelle, qui vient de me faire l'honneur de me choisir pour le représenter ici.

Vous me permettrez bien de remercier mon comté et de mentionner avec un peu de fierté que mon élection est la première élection par acclamation dans le comté de Labelle depuis 40 ans¹². Cet hommage est un témoignage d'estime du comté de Labelle envers l'Union nationale et son chef. Il représente, dit-il, un comté qui porte le nom du curé Labelle¹³, un grand colonisateur qui fut le père de la colonisation dans le Nord. Les colons de l'ancien curé Labelle sont devenus des cultivateurs et d'autres colons sont venus depuis les rejoindre.

Nous avons vécu chez nous, dans ma circonscription, la grande aventure de l'agriculture

québécoise des 30 dernières années, que l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale a complètement transformée. Aventure d'abord triste et décourageante, quand le gouvernement du temps négligeait et isolait les cultivateurs, suivie d'une période d'espoir et, enfin, de la période consolante, la période de sécurité et de progrès, sous le gouvernement actuel. Cette histoire, c'est mon histoire¹⁴.

En 1929, je décidais d'aller m'établir, dans Labelle, sur une ferme, par goût héréditaire, par entraînement, par amour de la terre. J'avais alors 22 ans, j'étais plein d'ardeur, d'enthousiasme; je voulais réussir, fonder un foyer, élever une famille. J'ai travaillé, comme on peut le faire à cet âge-là, de toutes mes forces. L'année suivante, en 1930, je me suis marié à une fille courageuse qui, puissant support, s'est attelée à la besogne avec moi. Mais deux ans plus tard, en 1932, malgré nos efforts à tous les deux, malgré nos sacrifices, nous perdions notre terre parce que nos revenus n'étaient pas suffisants pour acquitter nos paiements.

Nous n'étions pas seuls comme cela. Autour de nous, on voyait des terres vendues par le shérif¹⁵ pour des hypothèques ou, par le conseil de comté, pour les taxes. Je partis avec beaucoup d'autres gagner ma vie comme journalier et comme bûcheron. Le fait que nous étions nombreux dans ce cas n'était pas une consolation, mais rendait la situation encore plus triste et plus décourageante. Pourquoi cette situation? Parce que nous n'avions pas de marchés, parce que nous n'avions pas de routes, parce que nous étions isolés, parce que nous étions oubliés¹⁶. Le gouvernement du temps nous refusait l'aide nécessaire. Il nous refusait le prêt agricole qu'il croyait inutile. Il n'avait pas confiance au cultivateur. La seule chose qu'il voulait du cultivateur, c'était son vote.

J'ai traîné comme ça ma tristesse avec les autres, avec mes frères les cultivateurs, pendant quelques années, jusqu'à ce qu'en 1936 un homme lance l'appel à tous les hommes de bonne volonté de la province, proclame sa foi dans le cultivateur et promette de l'aider. Je l'ai cru comme bien d'autres. Les cultivateurs du Québec doivent à l'Union nationale d'avoir pu surmonter la crise économique qui les assiégeait de 1930 à 1936. J'ai racheté une ferme en 1936 et, grâce aux lois passées par cet homme et son gouvernement, j'y ai élevé une famille de 10 enfants, je suis redevenu et je suis demeuré ce que j'ai toujours voulu être: un cultivateur.

Comprenez-vous maintenant pourquoi, M. l'Orateur, moi je suis de l'Union nationale, pourquoi je suis presque aussi fortement attaché à l'Union nationale et à son chef qu'à la terre que j'ai

toujours aimée? Au lieu d'injurier les cultivateurs de la province en cherchant toutes sortes de façons blessantes d'expliquer l'appui indéfectible qu'ils donnent au premier ministre et à l'Union nationale, les membres de l'opposition devraient comprendre que c'est notre façon de dire merci à ceux qui se sont occupés de nous. C'est notre façon de dire comment le prêt agricole nous a aidés en faisant cesser la vente aux enchères de nos terres pour des intérêts trop élevés que nous ne pouvions pas rencontrer; en permettant l'établissement de nos enfants autour de nous; en assurant la sécurité de nos foyers en faisant de nous des propriétaires dans le vrai sens du mot; en éteignant les dettes des commissions scolaires, en faisant entrer dans le Trésor municipal, paroissial, les taxes qui n'étaient pas payées. C'est notre façon, M. l'Orateur, de dire tout le confort et toute l'aide que nous a apportés l'électrification de nos campagnes. C'est notre façon de montrer notre appréciation pour le drainage de nos terres qui agrandit notre domaine. C'est notre façon de dire merci pour les sommes d'argent considérables que le gouvernement consacre aux travaux mécanisés sur nos fermes.

Le gouvernement va continuer d'intensifier sa politique de progrès agricole. Le gouvernement doit continuer de se montrer prudent dans l'octroi des prêts agricoles, qui ont fait cesser les ventes aux enchères, afin de ne pas favoriser la concentration de trois ou quatre terres dans les mains d'un même homme. Le gouvernement se doit de se montrer prudent dans ce domaine, si l'on veut éviter qu'un jour les campagnes ne comptent un grand nombre de cultivateurs salariés et une minorité de cultivateurs propriétaires. Le gouvernement a étendu la période pendant laquelle il aide à l'établissement des fils de cultivateurs de trois à cinq ans. Me serait-il permis de demander au gouvernement d'étudier la possibilité d'élever un peu le montant accordé dans ces cas? L'industrie qui s'établit de plus en plus chez nous, dans nos campagnes, fait miroiter aux yeux de nos jeunes des salaires qui sont une tentation à faire oublier les compensations que la terre offre à ceux qui l'adoptent.

Ma région en est une où le tourisme fleurit. La construction de la route Saint-Jérôme-Mont-Laurier-Senneterre a été pour Labelle une bénédiction. Les nombreuses routes qui relient nos paroisses à cette route permettent maintenant l'accès facile à toutes les richesses que renferment nos forêts. L'ouverture de l'autoroute des Laurentides que le premier ministre fera bientôt est encore une bénédiction pour notre région. Il (M. Bohémier) rend hommage au premier ministre pour la bataille faite pour que nous restions maîtres chez nous.

Il (M. Bohémier) rend hommage à la politique agricole du gouvernement de l'Union nationale. Le nom du premier ministre actuel sera longtemps connu dans l'histoire, affirme-t-il, parmi bien d'autres titres, sous celui de plus grand protecteur de l'agriculture. Que l'opposition cesse de chercher au cultivateur des motifs condamnables quand il vote pour l'Union nationale. L'explication est simple; le cultivateur est bâti tout d'une pièce et il aime bien ceux qui l'aiment¹⁷, et méprise ceux qui se rient de lui. Les cultivateurs du Québec savent que le gouvernement actuel va continuer à appliquer sa politique agricole et à la développer suivant les besoins qui surgissent. Il (M. Bohémier) termine en demandant au gouvernement de continuer à favoriser le comté de Labelle comme dans le passé.

(Applaudissements de la Chambre)

M. Gaboury (Matane) passe en revue, après les hommages et les félicitations d'usage, les œuvres accomplies par le présent gouvernement. Les cultivateurs, qui sont nombreux dans mon comté, dit-il, se sont souvenus que c'est le gouvernement de l'Union nationale qui leur a donné la loi salvatrice du crédit agricole, l'électrification rurale, le drainage des terres, l'amélioration des fermes par la mécanisation et la loi des marchés agricoles, pour ne mentionner que quelques excellentes initiatives du ministère de l'Agriculture.

Il félicite le député de Gaspé-Sud (l'honorable M. Pouliot), ministre de la Chasse et de la Pêche qui, dit-il, a si largement contribué au développement gigantesque de la Gaspésie et a donné un essor sans précédent à nos pêcheries. L'École des pêcheries, située à Grande-Rivière, la modernisation de la flotte des bateaux de pêche, l'aide généreuse accordée, par des octrois substantiels, à l'importante industrie de la pêche et aux pêcheurs, les travaux exécutés en Gaspésie et dans Matane par les ministères de la Voirie, des Travaux publics, les progrès énormes dans le domaine de la santé, de l'agriculture et de l'industrie ont imprimé à la Gaspésie un essor sans précédent, qui sera une source de progrès plus considérable et une garantie d'avenir. Les millions de dollars dépensés par l'administration pour l'enseignement, le réseau routier et la colonisation ont procuré d'immenses avantages à la population. Beaucoup a été réalisé dans le passé, dans la Gaspésie, et le gouvernement de la province accentuera davantage les énormes progrès réalisés à date.

L'une des nombreuses et fécondes réalisations de l'Union nationale a été de procurer à la Gaspésie et au Bas-Saint-Laurent les bienfaits qui découlent de l'utilisation de l'énergie électrique.

Grâce à la construction d'un câble sous-marin merveilleux de 32 milles de longueur - le plus long au monde - l'électricité est maintenant transportée de la rive nord, où elle existe en abondance, sur la rive sud, où la population était privée de ses bienfaits. Notre province, avec toutes les centrales électriques qui ont été aménagées depuis une dizaine d'années, est la plus importante productrice d'énergie électrique au Canada et l'une des plus importantes au monde. Proportionnellement à la population, la puissance électrique aménagée dans le Québec est la plus considérable au monde, avec 1,832 cheval-vapeur¹⁸ (sic) par habitant.

C'est la politique du gouvernement, et c'est juste et conforme aux meilleurs intérêts de la province, de multiplier les améliorations à la lumière des droits et des devoirs de tous et chacun. Dans le Québec, sous l'Union nationale, ce n'est pas la force qui fait le droit, c'est le droit qui fait la force, et aussi, en matière de traitement des minorités et grâce à notre système scolaire, unique au monde, nous donnons à tous, dans ce domaine comme dans bien d'autres, un exemple éloquent de justice, de "fair-play" et de progrès dans l'ordre.

Un exemple vivant de la popularité et de la fécondité de la politique d'enseignement spécialisé instaurée par le gouvernement provincial et par le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé), se trouve dans l'École des arts et métiers, chez nous, à Mont-Joli¹⁹. Lors de la fondation de cette école, en 1952, il y avait 14 élèves réguliers. Aujourd'hui, plus de 100 élèves suivent les cours durant le jour et 120 jeunes profitent des cours donnés le soir. Même les malades du sanatorium de Mont-Joli, dans la proportion de plus de 200 jeunes gens, ont profité de ces cours.

Je suis un diplômé de l'Institut provincial de papeterie de Trois-Rivières. De l'aveu de tous, cette école est la mieux outillée au monde; elle est unique en son genre en Amérique, et c'est par centaines et par centaines que ses élèves ont trouvé des emplois rémunérateurs dans les industries rattachées aux opérations forestières.

Aujourd'hui, la population du Bas-Saint-Laurent et de notre région, en particulier, n'a plus l'impression qu'elle avait autrefois d'être oubliée par l'administration provinciale. C'est par centaines que se chiffrent les améliorations que le gouvernement actuel a réalisées dans Matane et dans la Gaspésie et auxquelles ont puissamment contribué le premier ministre ainsi que son ancien collègue, l'honorable M. Onésime Gagnon. Le premier ministre n'est pas sage de nom seulement; il ne rejette pas ses partisans²⁰,

mais il coopère amicalement dans les rangs de l'Union nationale avec tous les gens de bonne volonté qui veulent le bien et la grandeur de notre province.

(Applaudissements à droite)

Mon prédécesseur, l'honorable Gagnon, lieutenant-gouverneur actuel de la province, a bien mérité le titre de "père du comté de Matane" que ses électeurs se plaisent à lui donner. Toute la Gaspésie, comme toute la province en général, se réjouit de l'honneur conféré à M. Gagnon, l'une des plus belles figures qui aient honoré l'Assemblée législative.

Il (M. Gaboury) remercie ensuite ses électeurs, qui ont manifesté leur confiance au gouvernement en donnant à son nouveau député la plus forte majorité qu'ils aient accordée à un de leurs représentants provinciaux à la Chambre basse de Québec, depuis plus de 50 ans. Il exprime sa gratitude à la population du comté de Matane pour le témoignage de confiance qu'elle lui accorde en se rappelant le travail patriotique et très fructueux du premier ministre.

Notre province n'est pas une province comme les autres; elle possède des caractéristiques spéciales, des traditions religieuses et nationales auxquelles elle tient de tout cœur. Le discours du trône déclare, avec raison, que la politique du gouvernement est basée sur la stabilité politique et administrative qui s'inspire des leçons du passé, répond aux besoins du présent et garantit l'avenir. La province ne croit pas aux théories nouvelles qui équivalent à la négation de ce qui a fait sa grandeur et assure son avenir. Cette politique de progrès, instaurée et poursuivie par le chef du gouvernement, offre d'incomparables garanties que l'électeur cherchera en vain chez les adversaires. Dans la lutte d'importance vitale que poursuit avec constance et fidélité le premier ministre de la province pour la conservation et la sauvegarde intégrale de nos droits, libertés et prérogatives, il répond aux sentiments intimes du peuple de Québec, et il offre des garanties de succès à nul autre pareil.

Si nous voulons réellement être dignes du passé, résoudre les problèmes du présent et préparer l'avenir, nous devons nous unir, au-dessus de la partisanerie politique, dans la revendication de nos droits provinciaux et dans la protection de nos précieuses traditions religieuses et nationales. Le discours du trône le déclare avec raison: les grandes fêtes religieuses et patriotiques qui ont marqué l'année qui finit mettent en lumière non seulement les gloires du passé, mais nous rappellent aussi notre devoir de conserver et de faire fructifier le riche héritage que nous ont légué nos aïeux.

(Applaudissements de la Chambre)

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Kirkland), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande la permission à l'Orateur de dire quelques mots avant que les députés ne quittent l'enceinte de l'Assemblée législative²¹. J'ai entendu avec satisfaction, dit-il, les applaudissements à l'adresse du chef de l'opposition. C'est une consolation qui doit l'aider, je suppose, à traverser l'épreuve dont il a été victime. Le premier ministre se demande ensuite à quel titre le député de Montréal-Outremont (M. Lapalme) parle²².

M. Hamel (Saint-Maurice): Il parle en qualité de chef de l'opposition²³.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) se dit fort heureux de voir même le voisin stratégique²⁴ se joindre à ceux qui applaudissent le chef de l'opposition²⁵.

(Se tournant alors vers le proposeur et le secondaire de l'adresse) Il les félicite tous deux. Le premier, dit-il, est un cultivateur pratique qui, grâce à son travail et à la compréhension du gouvernement, continue de faire fructifier la terre en élevant une belle famille et en poursuivant une carrière magnifique. Je le félicite tout comme je félicite le député de Matane (M. Gaboury). Ils ont, tous deux, fait des discours remarquables. Ils succèdent à de grands hommes et, comme coups d'essai, ils ont réussi des coups de maître. Nous sommes heureux de les avoir, de seconder leurs efforts et de travailler avec eux.

Je serai, dit-il, heureux d'entendre le chef de l'opposition mardi prochain, et plus heureux encore de lui répondre.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. *L'Action catholique* du 21 novembre 1958, à la page 3, donne quelques informations sur l'assistance: "La foule se pressait dans les galeries pour assister aux débuts des députés Pierre Bohémier et Benoît Gaboury. On remarquait, à la séance d'hier, Mme Pierre Bohémier, Mme Florian Ouellet et M. Florian Ouellet, respectivement fille et beau-fils du député de Labelle. Mentionnons aussi Mme Benoît Gaboury, le Dr et Mme Charles-E. Gosselin, M. et Mme Gilles Richard et M. et Mme Kenneth Patton." Au moins un député était absent lors de la séance: M. Barrette (Joliette), selon *L'Événement* du 4 décembre 1958, à la page 18.
2. Selon *L'Action catholique* du 21 novembre 1958, à la page 3, il remplace M. Germain Caron, c.r., député de Maskinongé, qui sera vraisemblablement nommé vice-président de la Chambre, après le débat sur l'adresse.
3. *L'Action catholique* du 21 novembre 1958, à la page 3, indique que l'opposition a exigé des précisions pour chacun des 15 bills ayant été votés au cours de cette séance.
4. *Le Nouvelliste* du 21 novembre 1958, à la page 17, et *La Presse* du 21 novembre 1958, à la page 40, contredisent *L'Action catholique* du 21 novembre 1958, à la page 3, en affirmant qu'aucune explication du parti gouvernemental n'a précédé l'adoption de ce projet de loi en première lecture.
5. *Le Devoir* du 21 novembre 1958, à la page 2, mentionne que M. Paul Sauvé siège maintenant à la droite du premier ministre. C'est M. Gagnon qui était là. Comme M. Duplessis, il aura maintenant le privilège de voter avant les autres ministres ou députés. C'est la consécration définitive de M. Sauvé comme héritier du chef actuel de l'Union nationale.
6. C'est-à-dire le ministère du Bien-être social et de la Jeunesse.
7. Selon *La Presse* du 21 novembre 1958, à la page 17, le texte du projet loi n'avait pas encore été distribué aux députés.
8. Ministre des Finances dans le cabinet Duplessis d'août 1944 à janvier 1958, Onésime Gagnon (1888-1961) a démissionné le 14 janvier 1958 de son siège de député de Matane à l'Assemblée législative, qu'il occupait depuis les élections de 1936. Il fut nommé lieutenant-gouverneur le 14 février 1958.
9. Selon *La Tribune* du 21 novembre 1958, à la page 19, le texte du projet de loi n'avait pas encore été distribué aux députés.
10. Selon le *Montréal-Matin* du 21 novembre 1958, à la page 17, il présente, au contraire, ses respects au premier ministre. La version de *L'Action catholique* du 21 novembre 1958, à la page 3, et du *Soleil* du 21 novembre 1958, à la page 3, a été retenue, car il est dans l'ordre normal de la procédure des assemblées délibérantes de saluer d'abord le président. Par ailleurs, le député exprime son admiration pour les qualités d'avocat et de législateur de son interlocuteur. Or, bien que le premier ministre Duplessis soit avocat de profession et l'acteur dominant du processus législatif tant dans les institutions parlementaires que gouvernementales, l'apparente insistance de M. Bohémier sur l'aspect proprement juridique de la carrière de son interlocuteur nous amène à penser qu'il voulait plutôt dire "légiste" que "législateur". Il est donc fort probable que les louanges du député aient été destinées à M. Tellier, éminent juriste et auteur de nombreux ouvrages juridiques.
11. Ministre de la Santé dans tous les cabinets de Duplessis et député de Labelle depuis 1935, Albiny Paquette (1888-1979) a démissionné en août 1958. En octobre de la même année, il était nommé conseiller législatif (unioniste) de la division de Rougemont.
12. Chiffre de *L'Action catholique* du 21 novembre 1958, à la page 7. *Le Temps* du 27 novembre 1958, à la page 6, mentionne 30 ans.
13. François-Xavier-Antoine Labelle (1833-1891), curé de son état, fut un des plus ardents propagandistes et un des plus énergiques artisans de la colonisation de la vallée de l'Outaouais. Nommé sous-ministre de l'Agriculture et de la Colonisation en 1888, il participa à la fondation d'une vingtaine de paroisses.
14. Le *Montréal-Matin* du 21 novembre 1958, à la page 17, commente ce passage du discours comme suit: M. Bohémier raconte alors, avec une pointe d'émotion, ce qu'il appelle "mon histoire".

15. Le shérif était un officier de justice, entre autres, chargé de la liquidation des biens saisis.

16. Pour sa part, *Le Soleil* du 21 novembre 1958, à la page 3, s'en tient, pour expliquer les raisons qui ont forcé M. Bohémier à se départir de sa terre, à la formule suivante: "à cause des conditions économiques qui prévalaient dans la région".

17. Le *Montréal-Matin* du 21 novembre 1958, à la page 17, écrit "qui l'aident".

18. Considérant qu'il est impossible de déterminer si la faute d'accord entre 1,832 et cheval(aux)-vapeur a été commise par le député ou par le journaliste, nous reproduisons le passage tel qu'il apparaît dans le journal *Le Soleil* du 21 novembre 1958, à la page 10.

19. M. Gaboury fut maire de Mont-Joli de 1955 à 1961.

20. Le représentant de Matane fait allusion à Jean Lesage, le nouveau chef du Parti libéral. Il évoque également l'expulsion, au début du mois de novembre, du maire de Montréal, Sarto Fournier, des rangs du Parti libéral. Les autorités du parti le considéraient comme un "collaborateur" du régime duplessiste, selon *Le Soleil* du 3 novembre 1958, à la page 3.

21. La réponse de l'Orateur n'étant rapportée par aucune de nos sources, nous présumons que le premier ministre reçut l'autorisation de poursuivre son intervention.

22. En effet, Jean Lesage, un ancien ministre du gouvernement fédéral, a remporté en mai 1958 la course à la direction du Parti libéral du Québec. Il succédait à M. Lapalme, qui exerçait cette fonction depuis mai 1950. En revanche, ce dernier a conservé son rôle de chef parlementaire de l'opposition, puisque M. Lesage, n'ayant pas été élu député à l'Assemblée législative, ne pouvait y siéger.

23. Selon *Le Nouvelliste* du 21 novembre 1958, à la page 17, le député de Saint-Maurice (M. Hamel) répliqua d'une voix ferme.

24. *La Presse* du 21 novembre 1958, à la page 40, nous informe que M. Hamel a été récemment nommé chef adjoint du chef parlementaire en matière de stratégie.

25. Il faut savoir que M. Hamel a, comme M. Lapalme, été défait par Jean Lesage dans la course à la direction du Parti libéral.

Séance du mardi 25 novembre 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la corporation et des commissaires d'écoles de Sainte-Marie, comté de Beauce, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Poulin);

- de la ville de Montmagny, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lizotte);

- de la ville de Gatineau et la Commission scolaire catholique de Gatineau, Papineau, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Desjardins);

- de la ville de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ouellet, Jonquière-Kénogami);

- de la ville de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Laberge);

- de la ville de Beauceville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Poulin);

- de la corporation de Les Escoumins, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ouellet, Saguenay)

- de Jean Lemire et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant la ville de Port-Cartier (M. Ouellet, Saguenay);

- des commissaires d'écoles du village de Lac-au-Saumon, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Gagnon);

- de la cité de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bernard);

- de L.-P. Gagnon et autres, demandant l'adoption d'une loi érigeant un territoire sous le nom de municipalité du village de Lac-Poulin (M. Poulin);

- de la ville de Hampstead, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);

- de la cité de Pointe-Claire, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Schmidt);

- de la cité de Sorel, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gagné, Richelieu);

- de la ville de Préville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);

- de la ville de Chambly, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);

- de la paroisse de Sainte-Monique, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Auger);

- des commissaires d'écoles catholiques de la ville de Windsor, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Gosselin);

- de la ville de Cookshire, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gosselin);

- de la ville de Sainte-Thérèse, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);

- de la municipalité de Sainte-Thérèse-Ouest, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);

- de Simco Entreprises Co. Ltd. et autres, demandant l'adoption d'une loi érigeant Ville d'Estérel en municipalité de ville (M. Blanchard);

- des commissaires d'écoles de la cité de Jonquière, demandant l'adoption d'une loi afin d'autoriser une indemnité aux commissaires et au président pour leurs frais de déplacement (M. Ouellet, Jonquière-Kénogami);

- de John Nemeth, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre à l'étude et à la pratique du droit (M. Custeau);

- des commissaires d'écoles de la cité de Rivière-du-Loup, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Raymond);

- de la cité de Shawinigan, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bellemare);

- de dame Jeanne Simard, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Georges Léveillé (M. Cloutier);

- de la corporation municipale de Portland-Est et la commission scolaire de Notre-Dame-de-la-Salette, demandant l'adoption d'une loi fixant les taxes municipales et scolaires de la compagnie James Maclaren Co. Ltd. (M. Desjardins);

- de l'Association des médecins de langue française du Canada, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Charbonneau);

- de Ludovic Polak, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Ludovic Diez-d'Aux (M. Custeau).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Harry Shapiro, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption de Laura Helen Thompson (M. Rochette);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Sainte-Germaine-du-Lac-Échemin, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe d'éducation (M. Samson);
- de Denyse Fortier et Guy Fortier, demandant l'adoption d'une loi régularisant certains actes concernant l'administration de la succession de feu Hermann Fortier (M. Rochette);
- de Joffre-André Gravel et son épouse dame Françoise Lavoie, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption de Joseph-Guy-Marc Gravel (M. Rochette);
- de Charles-Hubert Caprari, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Caprarie-Melville (M. Rochette);
- de la ville de Courville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Rochette);
- des commissaires d'écoles pour la ville de Loretteville, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Rochette);
- de la succession de dame Arthur Bourdon, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de ladite dame Arthur Bourdon (M. Ross);
- de Jewish Peretz School Inc., demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Rochon);
- de la paroisse de Saint-Ambroise, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Rochette);
- de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Russell);
- de Michael Judah Katz, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom de famille en celui de Kates (M. Russell);
- des commissaires d'écoles de la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Samson);
- de la Commission des écoles catholiques de Pointe-Claire et Beaconsfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Schmidt);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Grande-Rivière, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Gagnon);
- des commissaires d'écoles de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Hébert);

- des commissaires d'écoles de la cité de Beauharnois, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à imposer une taxe de vente (M. Hébert);
- de Herbert C. Flood et son épouse, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption de Peter D. Leichsenring (M. Somerville);
- de Gérard D'Amour, demandant l'adoption d'une loi pour établir clairement des titres à une propriété (M. Gagné, Montréal-Laurier);
- de la corporation du village de Gaspé, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gaboury);
- de Fred Gallay et de son épouse dame Irene Smolig, demandant l'adoption d'une loi pour l'adoption de John Lomnitsky et pour changer son nom en celui de Gallay (M. Pouliot, Laval);
- de Léon Masson et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson (M. Blanchard);
- des commissaires d'écoles de la cité de Thetford Mines et de la ville de Black Lake, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Fortin);
- de la ville de Saint-Eustache, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);
- d'Alexandre Harbec et autres, demandant l'adoption d'une loi leur permettant de vendre certains immeubles faisant partie de la succession de dame Lucie Harbec (M. Thuot);
- de la ville de Black Lake, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Fortin);
- des commissaires d'écoles de la ville de Joliette, demandant l'adoption d'une loi autorisant le pouvoir d'augmenter la taxe d'éducation (M. Chartrand);
- des commissaires d'écoles de la ville de Plessisville, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Fortin);
- de The University of Bishop's College, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Bishop's University (M. Somerville);
- de la corporation du village de Price, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Gaboury);
- de dame Maria de Rutrecht, demandant l'adoption d'une loi validant son titre d'acquisition d'un immeuble qu'elle a acheté de la succession de feu Henri B. Rainville (M. Gagné, Mont-Laurier);
- des commissaires d'écoles de la ville de Rimouski, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à imposer une taxe d'éducation (M. Gaboury);
- des commissaires d'écoles catholiques de la cité de Sorel, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Gagné, Richelieu);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Sayabec, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe d'éducation (M. Gagnon);

- de Hugo Bartoli, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre à l'étude et à la pratique du droit (M. Maltais);

- de la corporation de Saint-Michel-des-Saints, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Lavallée);

- de M. Maximilien Polak, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à reconnaître l'équivalence de sa première année du cours régulier de droit de l'Université de Leyden, Hollande (M. Maltais);

- des commissaires d'écoles de Saint-Vincent-de-Paul, demandant l'adoption d'une loi autorisant une indemnité aux membres de la commission et leur accordant le droit de changer les fonctions des instituteurs (M. Pouliot, Laval);

- de Standard Chemical Limited, demandant l'adoption d'une loi confirmant une évaluation fixe pour fins d'impôt municipal et scolaire pour une période de dix années (M. Hébert);

- de la cité de Pointe-aux-Trembles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- de Marcel Van de Putte, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Marion (M. Pouliot, Laval).

Dépôt de documents:

Arrêtés en vertu de la loi des pensions

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport sur les arrêtés du lieutenant-gouverneur en conseil, signés depuis le 14 novembre 1957, ledit rapport préparé conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi des pensions (Statuts refondus, 1941, chapitre 13). (Document de la session no 7)

Questions et réponses:

Travaux de chômage

M. Parent (Hull): Quelle attitude le gouvernement de Québec a-t-il prise ou entend-il prendre concernant l'offre du gouvernement fédéral

d'aider à parer au chômage en payant 50 % du coût de la main-d'œuvre qui serait affectée aux travaux municipaux entrepris pour lutter contre le chômage saisonnier, à compter de lundi prochain, le 1^{er} décembre²?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous adopterons la politique la plus conforme aux intérêts de la province de Québec vis-à-vis de l'offre faite par Ottawa, au sujet des travaux de chômage cet hiver.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 20 novembre dernier, sur la motion proposée par le représentant de Labelle (M. Bohémier) dont elle a été saisie le même jour: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il est dans la tradition, à l'ouverture de chaque session, de présenter nos hommages à celui qui détient l'autorité suprême dans cette Chambre. Il (M. Lapalme) ajoute à l'hommage qu'il adresse, comme député, à l'honorable Orateur de la Chambre basse l'hommage qu'il formule comme compagnon de jeunesse. Il fait observer que la politique n'a jamais réussi à ternir leur relation d'amitié. Puis, il souhaite la bienvenue aux nouveaux députés³. Comme le veut la tradition, il présente ses hommages au proposeur et au second de l'adresse⁴, sans vouloir critiquer la teneur de leur discours qu'il n'approuve pas. Il y a de nouveaux ministres par suite d'un remaniement ministériel⁵, dit-il. Il (M. Lapalme) ne leur reconnaît pas la grâce infuse, mais il leur souhaite cependant, dans l'exercice de leurs fonctions, des succès dont la province profiterait plus que leur parti.

Depuis la dernière session, la mort n'a pas éclairci les rangs des députés, mais, par contraste, il y a eu trois deuils à la Chambre haute, par suite de la

disparition des honorables Raymond, Thériault et Nicol⁶. Les uns et les autres avaient fait leur marque soit dans la politique, soit dans l'industrie ou le commerce. Leurs noms étaient connus dans toute la province. Et avec eux disparaît une période de l'histoire politique du Québec. Nous avons déjà adressé nos condoléances à leur famille; aujourd'hui nous le faisons publiquement. Il (M. Lapalme) rappelle ensuite la mémoire d'un ancien chef de l'opposition, M. Camillien Houde⁷, décédé il y a quelque temps.

Il (M. Lapalme) souligne le 300^e anniversaire de Sainte-Anne-de-Beaupré et le 350^e anniversaire de la fondation de Québec. Actes de foi et de réalisations matérielles, anniversaires qui nous ont ramenés, dit-il, à l'épopée mystique de la province de Québec. Au cours de l'année, le passage de la princesse Margaret⁸ nous a rappelé par ailleurs que nous faisons partie du Commonwealth.

Mais l'événement le plus saillant de l'histoire du monde a été la disparition de Sa Sainteté Pie XII⁹ et l'élection de son successeur, Jean XXIII¹⁰, dans un monde assez bouleversé. Cette disparition a été accueillie, dans l'univers entier, comme quelque chose de tellement extraordinaire que la presse y a consacré des pages entières pendant des jours, comme quoi, bien que dénuée d'armée et de force matérielle, la papauté représente la plus grande force dans le monde. J'exprime le vœu que l'Assemblée législative prie le représentant du Saint-Siège au Canada de transmettre ses hommages au nouveau successeur de Pierre¹¹. Comme vous le voyez, il y a des choses sur lesquelles nous nous entendons tous, mais il ne peut en être ainsi dans tous les domaines. Il vient un moment où il faut nous séparer.

À la fin de la dernière session, je ne savais pas moi-même, dit-il, si je reviendrais en Chambre. Si j'y reviens aujourd'hui, c'est qu'en réponse aux instances qui m'ont été faites, dit-il, je dois accomplir ici un devoir. Depuis lors, j'ai laissé mes responsabilités de chef de parti, mais celles de chef de l'opposition sont également assez lourdes¹². Il a toutefois le désir de remplir complètement son devoir... dans des circonstances à peu près identiques à celles que connut mon prédécesseur, l'honorable George Marler¹³.

Il assure le nouveau chef du Parti libéral provincial de son dévouement et de sa loyauté indéfectible. Il fait l'éloge de ce chef dont la carrière a été jusqu'ici bien remplie et qui continuera à rendre à la population de grands services. La situation, dit-il, à laquelle M. Lesage a à faire face, en accédant à la direction du parti, est différente sous bien des

aspects de celle que j'ai eu à affronter en succédant à M. Godbout¹⁴, en 1950, quand je suis devenu chef du parti. On m'a alors représenté comme un homme d'Ottawa.

Il (M. Lapalme) traitera de questions politiques, mais il se défend de vouloir tomber dans la politique partisane. Bien des questions qui ont été discutées de la façon que l'on sait par le premier ministre, les ministres et les députés de l'Union nationale, ne le seront plus jamais de la même façon à cause du changement de gouvernement à Ottawa et à cause de la présence dans la députation conservatrice fédérale d'une aile de la province.

Sur deux grandes questions politiques, dit-il, les subsides fédéraux aux universités et le plan Colombo¹⁵ pour l'aide aux nations sous-développées, on m'a imputé le blâme de la politique de l'ancien régime libéral d'Ottawa. À mon avis, dit-il, ces deux questions sont vidées, maintenant, parce que les nouveaux députés conservateurs ont voté en faveur d'une augmentation des subventions mises à la disposition des universités et d'une hausse de l'aide gouvernementale pour le plan Colombo. Les nouveaux députés, prétend-il, sont, en grande partie, des amis de l'Union nationale.

Il y a eu, cette année, des élections fédérales au cours desquelles le Parti conservateur a pris le pouvoir avec une majorité écrasante, que l'on ne peut discuter¹⁶. Dans tous les coins du Québec, on a vu l'Union nationale appuyer à fond ce parti, et les candidats élus ont été presque tous des militants de l'Union nationale. Plus est, nombre d'entre eux étaient sur la liste de paye de l'Union nationale. Je me demande si le parti de nos adversaires n'a pas deux visages. En 1952, ils basèrent toute leur campagne électorale sur des questions fédérales et, pendant des années, toute la propagande de l'Union nationale s'est appliquée à nous reprocher les actes du gouvernement fédéral¹⁷. Les accusations lancées par ces adversaires à notre endroit se résumaient à cela.

Quand les libéraux étaient au pouvoir à Ottawa, la propagande de l'Union nationale, pendant les élections provinciales, se faisait sur le dos des vaches sacrées de l'Inde. On nous dénonçait en particulier à cause des octrois fédéraux aux universités, dont nous n'étions évidemment pas responsables. On représentait aussi l'aide fédérale aux universités comme un crime. À ce propos, le solliciteur général de la province¹⁸ nous accusa même de semer des germes de mort. Tous les ministres de l'Union nationale et des gens comme MM. Balcer et Courtemanche¹⁹ nous associaient à des actes que nous n'avions pas posés.

Mais vinrent les élections de 1958 et la victoire du Parti conservateur. Maintenant que les conservateurs sont au pouvoir à Ottawa, les amis de l'Union nationale qui siègent aux Communes sont en faveur de l'augmentation des crédits au plan Colombo et des subventions aux universités. Et la chose laisse indifférents les gens de l'Union nationale.

Si les subventions de \$8,000,000 du Parti libéral fédéral aux universités étaient, paraît-il, un crime, alors qu'allaient être les subventions de \$18,000,000²⁰ du Parti conservateur? Et pourtant, à la fin de l'été, lorsque les crédits furent étudiés aux Communes, tous les gens de l'Union nationale fédérale, qui nous avaient tant de fois dénoncés à cause de ces octrois, y compris M. Balcer, M. Dorion²¹, M. Courtemanche et l'ancien gérant du crédit agricole²² votèrent pour les subventions, alors qu'ils auraient dû se lever pour les attaquer d'une seule voix.

Il (M. Lapalme) dit qu'à propos des subventions, on l'a qualifié un jour de "traître", mais que ces mêmes gens n'ont pas réagi devant l'attitude des conservateurs d'Ottawa. Silence absolu, dit-il, de MM. Balcer, Courtemanche et Comtois! Silence absolu de l'Union nationale provinciale! Silence aussi de la part de ceux qui siègent en cette Chambre! Silence absolu de l'Union nationale fédérale sur la question pour laquelle on m'avait fait la guerre pendant des années! Les crédits ont été votés par 105 voix contre aucune. Est-ce que les octrois seraient devenus moins néfastes du fait qu'ils ont été doublés?

(Applaudissements à gauche)

Aux élections de 1956, l'Union nationale porta de durs coups aux libéraux du Québec en disant que le plan Colombo était une chose de Lapalme et que ses amis venaient de faire voter à l'Assemblée législative... La participation canadienne à l'exécution de ce plan, participation qui avait été décidée à Ottawa par le Parti libéral, par M. Louis Saint-Laurent²³ et ses collaborateurs dans la capitale fédérale - l'Union nationale n'était pas encore représentée à Ottawa - a servi contre nous d'une façon que je ne veux pas qualifier.

Or, le 23 août dernier, aux Communes, on a porté à \$35,000,000 le montant de la contribution canadienne au plan de Colombo. Encore là, aucune voix dissidente de la part de ceux qui nous dénonçaient avec tant de virulence dans le cours de la campagne électorale de 1956 et qui, sur les entrefaites, avaient été élus députés à Ottawa. Toute l'Union nationale fédérale a voté pour \$35,000,000.

C'est pendant cette campagne provinciale que M. Paul-H. Spence²⁴, encore député de l'Union nationale de Roberval, avait fait paraître une annonce dans la région de Roberval; on y accusait les "amis de M. Lapalme de vouloir construire des usines atomiques aux vaches sacrées de l'Inde" avec cet argent du plan Colombo. Les vaches sacrées de l'Inde se sont promenées dans la province durant toute la campagne de 1956. Or, le Parti libéral fédéral avait fait voter \$25,000,000²⁵ pour la mise en œuvre du plan Colombo et, selon les porte-parole de l'Union nationale, c'était un crime. Je me souviens que le solliciteur général du Québec (l'honorable M. Rivard) a attaqué le Parti libéral parce qu'un montant de \$25,000,000 avait été voté au plan Colombo pour l'aide aux pays sous-développés.

Le Parti conservateur a fait ouvrir cette année des crédits de \$35,000,000, avec l'approbation de M. Balcer, de M. Courtemanche et de l'ancien gérant du crédit agricole, M. Comtois. Et maintenant M. Flemming²⁶ veut y consacrer \$50,000,000, alors que les gens qui dénonçaient le plan se promènent maintenant dans le monde²⁷ en promettant de lui donner de l'expansion. Le solliciteur général (l'honorable M. Rivard) combattait le plan il y a deux ans et demi. Est-ce qu'il va accuser maintenant le député fédéral de son comté de voter de l'argent pour les vaches sacrées de l'Inde? Mais des vaches sacrées de l'Inde, il n'en est plus jamais question. Si c'était du courage de combattre la mesure quand le montant était de \$25,000,000, je le défie de montrer autant de courage en face des conservateurs d'Ottawa qu'autrefois en face des libéraux.

L'Union nationale brûle, maintenant qu'il y a un gouvernement conservateur à Ottawa, ce qu'elle adorait quand les libéraux de Saint-Laurent étaient au pouvoir. L'autonomie, qui avait fait le thème des plus grandes déclarations, des dénonciations les plus solennelles des orateurs duplessistes il y a quelques années, est apparemment oubliée maintenant que M. Diefenbaker²⁸ a remplacé M. Saint-Laurent.

(Applaudissements à gauche)

Je ne sais pas si la lecture des journaux intéresse cette Chambre, mais pas plus tard qu'aujourd'hui, on lisait dans la presse que M. Diefenbaker avait reçu un accueil chaleureux dans les pays du plan de Colombo. Le premier ministre canadien a dit qu'il étudierait la possibilité de demander au Canada de faire le maximum pour aider ces pays. Je suis certain que l'ancien gérant du crédit agricole, que MM. Balcer et Courtemanche, que M. Dorion et tous les autres membres de l'Union nationale fédérale vont tous voter à deux mains pour

ces mesures. Je puis assurer le nouveau chef du Parti libéral provincial qu'il n'entendra plus parler des octrois aux universités. Il n'entendra plus parler probablement également de l'aide canadienne en vertu du plan Colombo. Je souhaite simplement qu'il continue à soulever ces questions en public, afin que nous sachions où sont les véritables hommes sincères.

Mais la contradiction ne s'arrête pas là dans le cas de l'Union nationale. Il y a eu des mensonges. Je ferai seulement remarquer en passant que, dans certains milieux de cette province, on me perçoit encore comme un communiste, et c'est le résultat de la campagne menée contre moi. Cette contradiction, on la retrouve constamment dans les actes et les paroles de l'Union nationale. La contradiction est maintenant érigée en système dans l'Union nationale. L'an dernier, au cours de la session, le premier ministre a refusé de recevoir les représentants officiels des étudiants des universités québécoises, qui voulaient lui exposer leurs problèmes. Je me souviens qu'à la même époque, nous avons eu le débat sur l'éducation.

J'ai revu les déclarations faites alors par le premier ministre et par le député de Deux-Montagnes (l'honorable M. Sauvé), déclarations que l'on peut résumer ainsi: Nous sommes à la limite, nous ne pouvons faire davantage pour l'éducation. On a donc refusé de recevoir les étudiants. Puis subitement - je ne parle pas de la petite organisation qui a réussi à entrouvrir la porte du premier ministre²⁹ - on décide de recevoir les étudiants, le 2 décembre³⁰, et le discours du trône nous annonce qu'on fera davantage, qu'on n'est plus au bout du possible. L'opinion publique n'avait cessé de harceler le gouvernement, qui a dû finalement se contredire lui-même. Entre deux sessions, l'erreur est devenue vérité. Contradiction absolue.

Je trouve une autre contradiction en lisant le discours du trône. Ce texte déclare que "l'étatisation, sauf dans des conditions exceptionnelles, ne répond pas aux besoins de la province et n'est pas conforme à ses meilleurs intérêts". Pourtant, si je me réfère au *Petit catéchisme des électeurs*, publié par l'Union nationale en 1936³¹, je lis qu'il sera nécessaire de combattre les trusts avec la dernière vigueur. On va même jusqu'à dire que le gouvernement devrait songer à faire une concurrence d'État, si nécessaire, aux trusts du charbon, de la gazoline et du pain. Au moment où on dénonce la nationalisation de l'électricité comme inacceptable, on sait que l'Hydro-Québec, une entreprise d'État, est quelque chose d'assez intéressant pour que le gouvernement de l'Union nationale tente de faire croire que c'est une réalisation à lui.

Le gouvernement prétend que la nationalisation tarirait les sources de revenus de l'État? L'Hydro est une entreprise importante dans la province. Et en même temps que l'électricité, on avait aussi nationalisé le gaz naturel. Cela rapportait des profits à la province. On l'a vendu à l'entreprise privée. La Corporation de gaz naturel, qui a acquis le service de distribution de gaz de l'Hydro-Québec, publie actuellement de grandes annonces pour démontrer combien ce combustible a un grand avenir. Il suffit de lire ces annonces pour constater que c'est une entreprise intéressante. C'était bon avant d'être nationalisé et ça s'améliore. Comment alors peut-on prétendre que la province n'y trouverait pas son profit? S'il y a des gens qui savent que c'est bon et que c'est payant, le gaz naturel, c'est bien ceux qui siègent en face de nous³²!

Je me suis demandé ce que signifiaient les précautions infinies que l'on prenait pour aborder le problème de l'étatisation dans le discours du trône. Est-ce à cause de la campagne que nous avons faite sur les ressources naturelles? Mais le parti n'a rien fait pour décentraliser Hydro-Québec. Ne serait-ce pas pour préparer la vente de la betteraverie de Saint-Hilaire, vente qui, selon certaines rumeurs, serait venue à un cheveu d'être bâclée il y a quelque temps? J'espère au moins que, si le gouvernement la vend, les actes accomplis lors de la vente du réseau du gaz ne se répéteront pas.

L'électoratisme a poussé le gouvernement à faire une campagne électorale qu'il renie aujourd'hui. Les déclarations de l'Union nationale semblent toujours inspirées par l'électoratisme. Le même souci d'électoratisme a empêché le gouvernement actuel de se préoccuper d'avoir une pensée politique pour le présent et pour l'avenir, un plan d'ensemble véritable. Dans le discours du trône de cette année, je relis simplement les discours du trône des années passées. On a été jusqu'à citer une partie du texte de celui de 1954. Si le gouvernement croit que c'est en faisant défiler les 21 départements provinciaux qu'il montre une pensée politique, on se trompe. On ne sait jamais quelles gamineries le premier ministre nous réserve. Je ne sais pas s'il m'accusera tantôt d'avoir critiqué le "discours de Sa Majesté". Je lui réponds d'avance que c'était, comme dans la Bible, la voix de Jacob, mais le poil d'Ésau³³. D'une année à l'autre, nous croyons en effet reconnaître, dans ce discours, des phrases que nous entendons régulièrement dans cette Chambre. Le discours du trône ne dévoile aucune législation précise, alors qu'il devrait être un plan d'ensemble, un programme concret de ce que le gouvernement entend appliquer pour le progrès futur de la province.

Manquons-nous de ce qu'il faut pour préparer un plan d'ensemble? Je réponds non et j'ajoute que le temps des trucs électoraux est révolu, parce que c'est l'avenir qui commence. Nous avons tout ce qu'il faut pour préparer un plan d'ensemble, un plan d'ensemble qui deviendrait notre politique nationale, car nous formons une nation dans la province de Québec³⁴.

Rappelons-nous tout le tapage qu'a fait le gouvernement lorsqu'il a constitué, en 1953, la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels, dite commission Tremblay³⁵. Le tout fut entouré d'une énorme propagande à la grandeur de la province. La commission Tremblay devait sauver la province. Le gouvernement s'était alors mérité les louanges non seulement des gens à sa solde, mais de gens qui sont indépendants en politique. Les discours qu'on a alors entendus nous ont laissé croire que la survivance serait assurée parce que le gouvernement avait eu une vision. En 1956, la Commission présentait son rapport. L'Union nationale se garde d'y référer.

La même année, nous avions une élection générale. Or, la campagne électorale ne s'est pas faite autour du rapport de la Commission, mais sur les vaches sacrées de l'Inde. Nous n'avions même pas de copies du rapport. En 1957, le rapport de cette commission fut enfin rendu public, mais le gouvernement fit le plus grand silence autour de cette question. Aux élections fédérales de 1958, même silence. On dirait vraiment que le gouvernement a peur des recommandations des experts qu'il avait lui-même choisis pour faire l'enquête, et pourtant, ce n'est pas du gaz naturel, ce n'est pas explosif!

Nous nous demandons si les ministres l'ont lu, le rapport de la commission Tremblay. S'ils l'ont lu, qu'attendent-ils pour agir et, s'ils ne l'ont pas lu, qu'attendent-ils pour le faire? Le gouvernement n'en tient pas compte. Serait-ce parce que nous avons là, justement dans ce rapport, le plan d'ensemble qui nous permettrait de faire une politique qui se tienne? Serait-ce parce que ce rapport réclame des choses que l'opposition a maintes fois demandées et auxquelles le gouvernement s'est publiquement opposé dans le passé? On a l'impression que la commission Tremblay fut pour le gouvernement un ballon politique qu'il a utilisé et qu'il ne veut plus toucher, maintenant que le rapport est déposé. Est-ce parce qu'il contredit certaines attitudes du gouvernement qu'on le tient dans l'oubli?

Parlant de la nécessité d'une politique pour l'exploitation des ressources naturelles, il (M. Lapalme)

cite ensuite un compte rendu d'une réunion des anciens de Laval dans lequel on rapporte un discours de l'ancien ministre des Finances de la province de Québec, M. Gagnon³⁶, déclarant que la tâche qui s'impose est de "se consacrer à la reconquête³⁷ de nos positions économiques perdues et à la conquête de nouvelles positions".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La décence élémentaire commande aux députés de ne pas mêler le lieutenant-gouverneur dans les débats.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Sur une question politique, très bien, mais, sur une question économique, je dirais oui.

Il (M. Lapalme) rappelle que le rapport Tremblay recommande de favoriser la recherche scientifique dans toutes les branches du savoir. Ledit rapport, renchérit-il, demande également de repenser toute la politique québécoise. Si on quitte les généralités, on a dans ce rapport toutes les données nécessaires pour repenser cette politique de la province de Québec.

Il y a d'abord le problème des relations fédérales-provinciales, qu'on ne discute pas avec la même acrimonie qu'autrefois, depuis qu'il y a un gouvernement conservateur à Ottawa, mais qui n'est tout de même pas réglé. Or, le rapport Tremblay contient des éléments qui pourraient sûrement aider à le régler. Le rapport recommande à ce sujet un secrétariat permanent des conférences fédérales-provinciales et la création d'un conseil permanent des provinces, à l'initiative de la province de Québec. Le Parti libéral provincial avait mis de tels projets de l'avant. Les membres de la commission Tremblay, qui ne sont ni des partisans ni des amis du gouvernement ou de l'opposition, en sont venus à des recommandations qui ne méritent pas d'être passées sous silence. Ces suggestions concernant la création de ce secrétariat et conseil devraient être mises en pratique, même si elles ont été faites par les libéraux bien avant le rapport.

Il y a notre agriculture qui décline. Malgré les vantardises du discours du trône, les spécialistes de la chose agricole se plaignent du déclin de la profession d'agriculteur. Fruits et légumes des autres provinces inondent le marché de Montréal. Nos productions agricoles sont déficitaires. Une enquête fédérale vient de révéler l'existence d'une conspiration illégale de compagnies contre les colons de la province de Québec qui vendent du bois de pulpe, pour en abaisser le prix. Pourtant, devant les

accusations portées à ce sujet, dans le passé, par le Parti libéral, le ministre des Terres et Forêts déclarait que rien de cela n'existait.

L'Union nationale se contente des mêmes législations depuis des années. Elle se vante de son crédit agricole. Et, si on a sauvé l'agriculture par le prêt agricole, comment se fait-il que nos cultivateurs sont encore obligés d'emprunter, et en plus grand nombre que jamais, que de moins en moins de fermes sont exploitées? Si l'agriculture est prospère, comment se fait-il qu'il y a importation massive de volailles américaines, au point qu'au dire des techniciens agricoles l'avenir de cette industrie dans la province est compromis?

Dans le comté de Montmagny, M. Antoine Rivard s'est joint à M. Louis Fortin³⁸ pour sauver les droits des cultivateurs du Québec, menacés par les centralisateurs d'Ottawa. Ce serait l'occasion pour M. Rivard de se joindre à M. Fortin, maintenant député à Ottawa, pour défendre ces droits agricoles si menacés par l'importation massive des volailles et des dindons américains. L'Union nationale ne dit plus rien, aujourd'hui, quand le gouvernement central conservateur permet cette importation massive.

Tout cela prouve la nécessité d'un plan d'ensemble. Le rapport Tremblay déclare que la province de Québec doit avoir une politique agricole d'autant plus attentive que par rapport à l'Ontario - encore des gens qui dénigrent leur province au prix de \$600,000 - la province de Québec est dans des conditions désavantageuses pour faire la concurrence.

Le premier ministre dit souvent que la province a un plan d'ensemble. Comment peut-elle avoir un plan d'ensemble pour la législation agricole comme pour l'éducation, quand il n'y a jamais eu dans le Québec une grande étude sociologique des mouvements démographiques, sur la répartition et l'utilisation de nos ressources matérielles et humaines, ce qui est à la base de toute politique générale?

Et en face de tous les besoins de la province pour l'avenir, le gouvernement nous arrive avec un discours du trône qui est à peu près semblable à celui d'il y a 10 ans. L'Union nationale n'a pas de plan d'ensemble, alors que les problèmes angoissants de l'heure exigent une planification économique poussée dans tous les domaines qui sont sous sa juridiction. Je sais que le premier ministre va de toute façon me répondre en disant que son gouvernement a consacré par le passé des millions dans ces domaines.

Il y a l'éducation qui est une question encore plus importante. Dans le domaine de l'éducation, le plan d'ensemble s'impose particulièrement. On ne comprend pas la question de l'éducation de la même façon à droite ou à gauche. Mais les faits demeurent. Lors du congrès de l'Union des municipalités du Québec, cet été, un conférencier a déclaré que la dette des corporations municipales et scolaires était de \$700,000,000 dont \$200,000,000³⁹ pour les corporations scolaires seulement, depuis la loi qui devait assurer le règlement définitif de leurs dettes.

Cette dette a augmenté de zéro qu'elle était en 1946, à l'époque où les déficits étaient payés par la province. Ce chiffre a été confirmé par le surintendant de l'Instruction publique, dans son rapport annuel qui fixe la dette scolaire du Québec à \$206,000,000⁴⁰.

Il (M. Lapalme) cite une foule de nouvelles parues dans les journaux depuis quelques mois relativement aux déficits et aux augmentations de taxes d'un nombre de plus en plus considérable de commissions scolaires. Il cite plus de 30 municipalités qui sont dans ce cas. En divers endroits, ajoute-t-il, on a dû fermer temporairement des écoles, faute d'argent⁴¹. Plusieurs n'ont même pas l'argent nécessaire pour payer les institutrices.

Toute cette nomenclature sonne drôlement en face de la déclaration du premier ministre qui présentait une loi pour régler définitivement le problème scolaire dans le Québec. Mais il n'y a pas que les corporations scolaires qui sont dans des difficultés. Il y a les collèges classiques, qui sont aussi en proie à de graves difficultés financières, dont certaines autorités ont dit qu'ils vivaient une "existence misérable", des universités comme celle de Montréal, dont le recteur disait qu'elle "était en train de mourir", comme celle de Québec dont le recteur annonçait un déficit de \$600,000, comme celle de McGill qui a dû augmenter ses frais de scolarité, etc. Les universités ont des déficits toujours accrus et doivent accroître les frais de scolarité. Puis, il y a la situation tragique des étudiants qui n'ont pas obtenu de travail, pour la plupart, cet été, à cause de la régression économique. Quand on a fait le tour, on s'aperçoit que tout va mal partout.

Voici donc un fait partout constaté: les maisons d'enseignement n'ont pas tout le personnel dont elles auraient besoin. Est-ce que cela dépend des salaires? Peut-être. Il faut évidemment faire en sorte que la profession d'instituteur ait quelque chose d'alléchant. Et les statistiques démontrent qu'il y a encore des enseignants qui gagnent \$30 par semaine. Le personnel enseignant est difficile à recruter par

suite de l'insuffisance des salaires qu'on lui accorde. Et il y a le fonds de pension, dont on a écrit qu'il était le plus chiche de tout le Canada. De toute façon, il est important de savoir ce qui a manqué, ce qu'il faudrait faire pour redresser la situation. Il faut, autrement dit, un plan d'ensemble, une pensée politique.

Il y a aussi le problème financier des étudiants qu'il faut examiner. Problème d'autant plus sérieux que nous traversons une période de récession et que les étudiants n'ont pas les mêmes facilités qu'autrefois pour gagner leurs cours. Le gouvernement s'est vanté à plusieurs reprises d'avoir donné des bourses, mais, l'an dernier, le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) a fait une colère parce que les étudiants ne remboursaient pas. Ont-ils cru, à cause de la propagande du gouvernement, que cet argent leur avait été donné? Le ministre a même parlé de prendre des procédures.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pour l'argent prêté, mais non pour l'argent donné.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Mais dans la propagande de l'Union nationale, on ne parle que de bourses données. C'est toujours le même électoralisme. Tout à l'heure, on me répondra encore en ne parlant que du passé, en faisant danser les millions. Les commissions scolaires, les éducateurs, les étudiants continueront d'être dans la même situation. On n'est pas capable d'admettre un problème, de l'exposer, de dire ce qu'on entend faire pour y remédier. Le rapport Tremblay dit en toutes lettres que la solution de tous ces problèmes implique une refonte générale des structures juridique, administrative et financière du régime de l'enseignement. Comme on dit, ce n'est pas des farces. C'est la conclusion à laquelle en sont arrivés les experts nommés par le gouvernement lui-même. Cela revient constamment dans le rapport: il nous faut une pensée politique.

On constate une même absence d'orientation politique dans le domaine de la santé. Qu'est-ce qui va se passer en ce qui concerne l'assurance-santé? On ne sait pas. La province de Québec va payer pour les systèmes d'assurance de l'Ontario et des autres provinces. Aurons-nous un plan basé sur des subventions à étiquettes rouges ou bleues? Peut-être que ce n'est pas un bon plan parce que les méchants libéraux l'ont suggéré. Laissera-t-on se répéter une situation que le premier ministre lui-même dénonçait autrefois avec tant de virulence, au sujet des pensions

de vieillesse? Où est la pensée politique dans tout cela? Sur ce thème de l'assurance-santé, la commission Tremblay dit que, si la province de Québec ne fait rien, tout le domaine sera bientôt envahi par Ottawa. Elle préconise une action immédiate.

Ce sont des choses que le Parti libéral provincial a souvent dites, mais on a traité ses membres de centralisateurs fédéraux. Est-ce pour cela qu'on laisse dormir le rapport de la commission? Je m'étonne que ce soit nous qui devions le sortir du silence, de l'oubli. Et où en sommes-nous avec les centres de diagnostic? Quand le gouvernement a-t-il l'intention de commencer à bâtir les centres de diagnostic pour lesquels il s'est fait voter plusieurs millions de dollars dès 1952? On ne sait pas.

Prenons le cas des municipalités. Autre domaine où on ne sait rien. Il y a eu une conférence municipale-fédérale, chose que l'Union nationale avait l'habitude de dénoncer, en octobre à Ottawa. Si cette conférence avait eu lieu du temps des libéraux, c'eût été un tollé! On aurait dénoncé l'ingérence d'Ottawa dans les affaires municipales, dans un domaine purement provincial. Mais on a gardé le silence, avec M. Diefenbaker au pouvoir. Il est vrai que la conférence a été un désappointement pour plusieurs. Le premier ministre Diefenbaker a écarté toute question de partage des revenus, disant que les paiements de péréquation devaient couvrir les besoins des municipalités comme ceux des provinces.

À la suite de quoi on a réclamé la tenue d'une conférence municipale-provinciale. Est-ce que le gouvernement va convoquer une telle conférence? N'a-t-il pas dit à maintes reprises que les municipalités étaient des émanations des provinces? Silence complet. La commission Tremblay a pourtant préconisé une réallocation des impôts entre Ottawa et les provinces d'abord, puis entre les provinces et les municipalités. Il y a eu quelque chose de fait avec les paiements de péréquation, mais le gouvernement les garde pour lui et l'on n'entend parler de rien.

Le gouvernement se propose-t-il de faire quelque chose contre le chômage? Le discours du trône ne dit pas un mot du chômage, bien qu'il y ait au moins 100,000 chômeurs dans le Québec. Question fédérale? Le rapport Tremblay dit que les provinces ont aussi des responsabilités en cette matière. Un rapport de la J.O.C.⁴² met en lumière les relations entre le manque d'instruction et le risque de ne pas trouver d'emploi. Ce n'est pas étonnant, car tout se tient en politique. On ne sait pourtant pas

encore ce que Québec entend faire à ce sujet. C'est pour cela qu'il faudrait un plan d'ensemble, une pensée politique.

Il (M. Lapalme) parle ensuite de l'assurance-vieillesse, en faveur de ceux de 65 à 69 ans. Le pourcentage, note-t-il, de ceux qui doivent compter sur l'assistance de l'État est de 32.46 % dans Québec, et de 13 % en Ontario. Quant aux mères nécessiteuses qui vivent de leur allocation, il y en a 20,000 dans Québec et 7,000 en Ontario. Il ne s'agit pas là d'une situation brillante.

Il parle des ressources naturelles et note que M. Cyrus Eaton coopère avec les intérêts Krupp⁴³ et qu'on prévoit une diminution importante, cette année, dans les opérations forestières. L'industrie du sciage, dit-il, déplore le fait que l'exploitation forestière se fait au petit bonheur. Il insiste sur le fait que la commission Tremblay a préconisé l'établissement d'agences à l'étranger.

La commission Tremblay attache une grande importance à la culture, dit-il, le rapport consacre à ce sujet une centaine de pages. Le gouvernement a le devoir de s'intéresser à la culture. On note également l'absence d'une pensée politique chez l'Union nationale en ce qui concerne cette question. C'est la même chose partout.

Devant les avenues nouvelles à ouvrir, le gouvernement va-t-il rester dans l'ornière de l'électoralisme? Je me demande si toutes les préoccupations de ceux qui ont présenté des mémoires devant la commission Tremblay et les membres de cette commission le laissent indifférent.

Quant à moi, j'ai cessé de diriger le Parti libéral, mais d'autres ont pris la relève et prendront le pouvoir. Ce sera l'occasion de les voir réédifier une nouvelle politique dans le Québec, une politique qui rayonnera dans un climat de liberté⁴⁴.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) se lève. (Applaudissements à droite)⁴⁵

Il déclare vouloir d'abord faire écho aux sentiments religieux et patriotiques exprimés dans la première partie du discours du trône et souligne qu'il est heureux, à l'occasion de l'anniversaire de naissance de Sa Sainteté Jean XXIII, de lui transmettre ses hommages et ses vœux respectueux. Puis il évoque la mémoire de plusieurs personnalités politiques décédées depuis la dernière session: MM. Camillien Houde, les honorables Alphonse Raymond, Élisée Thériault, Wilfrid Bovey⁴⁶ et Jacob Nicol. Aux familles de chacun de ces disparus, il réitère les condoléances qu'il leur a déjà fait parvenir privément ou pour la voie des journaux.

Il rend hommage aux quatre nouveaux ministres qui ont été nommés depuis la dernière session et se dit assuré que chacun d'eux sera digne de celui auquel il succède et qu'ils sauront continuer leurs traditions. Le chef de l'opposition, affirme-t-il, a consacré une bonne partie de son discours à expliquer pourquoi le parti qu'il a dirigé dans deux élections générales a été battu, et à faire remarquer que son successeur entre en fonction sous de bien meilleurs auspices, comment son remplaçant aura la tâche plus facile que lui. Cette remarque, au sujet de son successeur, a peut-être pour but de montrer à l'avance que le prochain échec de celui-ci devra être considéré comme plus humiliant que les siens propres, comme s'il avait voulu prouver sa supériorité personnelle sur celui qui lui a succédé.

Depuis les élections générales de 1956, il y a eu sept élections complémentaires dans la province, toutes gagnées par le gouvernement. Dans Mégantic, la majorité du candidat de l'Union nationale a doublé. Dans Compton, où l'opposition détenait antérieurement le siège, le candidat libéral a perdu, l'an dernier, son dépôt. Dans Châteauguay, ce fut la même chose, et la majorité du candidat du gouvernement a doublé le nombre de votes accordés à l'opposition. Dans Vaudreuil-Soulanges, la majorité du candidat ministériel contre M. Gérin-Lajoie⁴⁷ a doublé aussi...

Des députés de l'opposition: Ce n'est pas vrai...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Voyons, est-ce que le candidat défait au congrès libéral de mai dernier aurait encore quelques rares partisans en cette Chambre?

Lorsqu'il (M. Lapalme) était le chef du Parti libéral, les libéraux avaient des candidats dans ces quatre élections partielles. Il parcourait alors la province et on sait avec quels résultats. Après l'élection de son successeur à la direction du Parti libéral, M. Lesage, trois autres élections du même genre ont eu lieu. Le Parti libéral a décidé de ne pas s'en mêler officiellement et a fui le combat, même s'il a voulu travailler en sous-main à divers endroits. Dans le comté de Labelle, le candidat ministériel a été élu par acclamation, un fait sans précédent depuis 40 ans; dans Roberval, la majorité de l'Union nationale a doublé et, dans Matane, où l'Union nationale a obtenu la plus forte majorité depuis la Confédération, le candidat indépendant, clandestinement appuyé par les libéraux, a perdu son dépôt.

De toute façon, ces victoires aux élections complémentaires prouvent la popularité grandissante du gouvernement actuel. Nous croyons que nous avons fait du bon travail et le résultat des élections indique que la population endosse la politique de l'Union nationale. Mais, pendant que la population accorde ce témoignage à l'Union nationale, du côté libéral, c'est la désintégration, la contradiction et la confusion la plus complète⁴⁸. Qui est le véritable chef des libéraux? Est-ce l'ex-député fédéral de Montmagny-L'Islet? Est-ce le député d'Outremont à l'Assemblée législative⁴⁹? Est-ce l'ex-maire de Montréal⁵⁰? Est-ce l'ex-candidat battu à la convention de Québec?

Un député de l'opposition: C'est Lesage.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quelqu'un vient de mentionner le nom de l'ex-député de Montmagny-L'Islet? La servitude fédérale a hypothéqué cet homme pour la vie. Que penser de cet homme qui se rend à Ottawa pour y recevoir ses ordres et ses directives et qui préfère siéger au Club de Réforme, afin d'éviter ce qu'il appelle "des pièges à ours", et qui n'étaient même pas des pièges à lièvres?

Qui est donc le chef? L'ancien député fédéral de Joliette-L'Assomption-Montcalm⁵¹ nous a semblé avoir l'idée de retourner à Ottawa, car il a plus parlé d'Ottawa, dans son discours sur l'adresse de cet après-midi, qu'il n'a parlé des choses fédérales pendant tout le temps de son stage comme député à Ottawa. D'ailleurs, c'est la plus entière confusion. C'est le député de Montréal-Outremont (M. Lapalme) qui remplace ici celui qui l'a remplacé et qui sera remplacé, pour la stratégie et les règlements, s'il ne peut occuper son siège, à un moment donné, par celui qui n'a pas réussi à le remplacer au congrès de Québec⁵².

(Rires)

Il y a, dans la province, des ennemis invétérés dont les semences de haine, arrosées de fiel, ne sauraient produire les récoltes désirées. Pendant que l'opposition se désagrège, le gouvernement continue inlassablement de multiplier ses réalisations bienfaisantes, gigantesques, en s'inspirant des leçons du passé, en répondant aux besoins du présent et en sauvegardant l'avenir. La critique est dans l'ordre, elle peut même être utile. Qu'on critique les personnes et le gouvernement, mais, de grâce, qu'on cesse de jeter du discrédit sur sa province. Il est indécent de nier les progrès immenses de la province; c'est faire plaisir à nos ennemis. C'est une injustice à l'endroit des payeurs de taxes qui les ont rendus possibles.

L'opposition devrait se rendre compte une fois pour toutes que jamais Québec ne se fera la succursale d'un parti fédéral, quel qu'il soit. Que l'opposition se rende compte que jamais la population du Québec ne sera la vassale d'un Parti libéral, quel qu'il soit. Que l'opposition se rende compte qu'il n'est pas recommandable de broyer du noir quand la province bénéficie d'une prospérité exceptionnelle.

Le gouvernement actuel agit selon un plan d'ensemble dans la mise en vigueur de ses politiques. L'opposition est mal venue aujourd'hui de prétendre que le gouvernement ignore le rapport Tremblay, quand tout le monde se rappelle que l'opposition a essayé d'insinuer que le rapport avait été falsifié. Si le chef visible de l'opposition, sous la direction du chef invisible, veut bien y penser, il se rendra compte que jamais aucun gouvernement n'a eu comme le gouvernement actuel un véritable plan d'ensemble. Le gouvernement actuel a appliqué un plan bien structuré pour développer les nombreux services gouvernementaux et pour fournir à la population du Québec tous les services auxquels elle a droit. Le gouvernement de l'Union nationale poursuit, depuis 1944, sa politique selon un plan d'ensemble bien établi et suivant une pensée politique et sociale qui a déjà donné à la province une législation dont tous les Canadiens français doivent être fiers, qui a assuré les progrès que l'on constate aujourd'hui dans la province de Québec. Cette pensée politique se retrouve dans toutes les magnifiques réalisations de l'Union nationale.

Dans cette pensée politique, l'agriculture occupe une place fondamentale. Il trouve étranges, dit-il, les critiques des héritiers d'anciens régimes politiques qui ont laissé l'agriculture dans le marasme. L'agriculture a pris chez nous, sous l'Union nationale, un essor qu'elle n'avait jamais connu depuis les débuts de la Confédération. Certes, elle ne peut rester insensible aux crises qui sévissent partout. Mais, à tout prendre, elle n'est nulle part dans une meilleure situation, au point de vue économique, que dans la province de Québec. Cela a pu se faire grâce aux qualités de nos cultivateurs, mais aussi grâce à la coopération du gouvernement de Québec.

Les \$220,000,000 du prêt agricole mis à la disposition des cultivateurs qui avaient besoin de crédit au taux minime de 2.5 % d'intérêt par an, le plus bas à l'heure actuelle, ont permis à nos fermiers de traverser la crise économique. Le gouvernement a donné aux cultivateurs \$35,000,000 pour l'électrification rurale, ce qui remédie au problème

de la pénurie de main-d'œuvre. Par sa politique de drainage, il a augmenté notre domaine cultivable de 1,173,652 acres, qui ont bénéficié à 50,857 cultivateurs. Grâce à l'Union nationale, des écoles d'agriculture ont été établies un peu partout dans la province. Il y en aura une autre, bientôt, dans le comté de Deux-Montagnes, pour remplacer celle d'Oka. Nous leur avons attribué des millions, afin de donner aux jeunes se destinant à l'agriculture la connaissance et la compétence pour affronter la concurrence sur le marché. Voilà une pensée politique. Voilà des réalisations!

Grâce aux facilités de crédit accordées par mon gouvernement, plus de 27,000 jeunes gens établis sur des terres ont pu conserver leur caractère agricole. Grâce à la politique que nous avons réalisée, en vertu de notre doctrine, le gouvernement présentera à cette session une loi nouvelle qui ajoutera \$10,000,000 à des subventions de \$1,000 chacune aux fils de cultivateurs pour assurer davantage leur établissement. Ce sont des œuvres, cela.

C'est le gouvernement de l'Union nationale qui a institué les pensions de vieillesse, les pensions aux mères nécessiteuses, les pensions aux invalides, les pensions aux aveugles. Sous les régimes de nos adversaires, qui furent au pouvoir pendant 40 ans sans interruption, ces pensions n'étaient pas payées⁵³.

Sous le régime de nos adversaires, de 1939 à 1944, les pensions aux mères nécessiteuses ont été diminuées. Diminutions sous les libéraux; augmentations et réalisations sous l'Union nationale. Le gouvernement de la province a, jusqu'ici, payé \$92,380,430⁵⁴ en pensions de vieillesse; \$101,386,587⁵⁵ en allocations aux mères nécessiteuses; \$4,858,656⁵⁶ en pensions aux aveugles; \$17,082,863⁵⁷ aux invalides. Le coût d'administration de ces mesures a été de \$14,643,106, de sorte que la somme globale consacrée à toutes ces mesures s'élève à \$230,342,630⁵⁸. Voilà plus qu'une pensée politique. C'est une grande réalisation.

Le gouvernement présente à la session actuelle une loi en vertu de laquelle les personnes âgées, sans ressources et sans foyer, pourront bénéficier de maisons d'accueil où l'homme et sa femme pourront, dans une atmosphère agréable, passer les dernières années de leur vie ensemble. Un montant de \$15,000,000 sera voté pour l'application de cette législation. Voilà une pensée sociale.

Nous avons raison d'être fiers, nous, Canadiens français, des progrès réalisés par la

province de Québec dans le domaine de l'éducation. Je viens d'entendre des critiques formulées par les héritiers de ceux-là qui ont conduit la cause de l'éducation au bord de la faillite. Quand nous avons pris le pouvoir, en septembre 1944, le gouvernement héritait d'une situation désastreuse; un grand nombre de commissions scolaires de la province étaient sur le bord de la faillite. Elles n'avaient pas d'argent pour payer les professeurs, faire les réparations, améliorer.

C'était le résultat de 45 ans de régime libéral, dont 40 sans interruption. Nous nous sommes mis à l'œuvre et nous avons réglé définitivement le problème. Le gouvernement a payé \$100,000,000 en assumant, en 1946, les dettes des commissions scolaires et s'est en outre chargé du paiement de l'intérêt et du fonds d'amortissement, chaque année. Plus récemment encore, il allait plus loin en absorbant encore \$75,000,000 de dettes scolaires.

Par la suite, nous avons bâti des écoles. Les écoles du temps de nos adversaires, demandez à la population ce qu'elles étaient. La population de la province de Québec s'en rappelle. Nous avons porté le nombre de classes de 19,750, en 1944-1948⁵⁹, à 31,042, en 1957-1958. Et on viendra dire après qu'il ne se fait rien dans la province de Québec. On oublie que, depuis 1945, nous avons construit, grâce aux millions versés par le gouvernement provincial, 4,225 nouvelles écoles. C'est une réalisation. Sous le gouvernement actuel, nous avons payé, depuis 1945, pour augmenter les salaires des instituteurs et des institutrices de la campagne, \$124,600,000. C'est plus qu'une pensée, cela, c'est une réalisation patriotique et sociale.

En 1944-1945, il y avait 2,076 futurs professeurs dans les écoles normales, tandis qu'en 1957-1958, le nombre est porté à 9,658. Cela fait une augmentation de presque 500 % du nombre des normaliens. Une somme de \$360,001,054 a été consacrée à la construction de 41 écoles normales, aux réparations des vieilles bâtisses et au traitement des professeurs. Il y avait 80 écoles normales au Québec en 1945, alors qu'en 1958 ce nombre s'élève à 121.

Dans le domaine de l'enseignement spécialisé, professionnel et technique, qui est plus avancé ici qu'en aucune autre province au Canada, le gouvernement a versé \$139,588,680⁶⁰. Il (M. Duplessis) souligne que son gouvernement a aussi versé au-delà de \$15,000,000 pour la construction de collèges classiques et primes supplémentaires, et qu'il a assumé, plus récemment, \$72,000,000 de dettes scolaires.

L'aide financière aux étudiants des universités et des écoles spécialisées, y compris les bourses octroyées par le ministère de la Santé et le ministère des Mines, s'est élevée à \$20,784,782⁶¹. Ce sont les gens qui laissent les universités aller à la banqueroute, lance-t-il, qui viennent nous dire, aujourd'hui, que nous ne faisons rien pour les étudiants! Il a fallu aider, aussi, les élèves des écoles d'agriculture, de l'École forestière de Duchesnay, de l'École des pêcheries.

Lorsqu'on met la démagogie de côté et qu'on examine la situation bien en face, on constate qu'il y a d'autres élèves que les étudiants d'université à aider. Les cultivateurs en campagne ont le droit d'avoir des écoles et les ouvriers qui veulent apprendre la technique ont aussi droit. C'est ce que nous essayons de leur donner. Jamais je ne sacrifierai les fondations pour le dôme, l'enseignement élémentaire pour l'enseignement universitaire.

L'administration provinciale a versé, depuis 1945, un montant de plus de \$75,000,000⁶² pour aider les universités. L'Union nationale a payé presque toutes les bâtisses de l'Université Laval. Les plus grandes améliorations apportées à l'Université de Montréal ont été payées par l'Union nationale à même les impôts publics. J'espère que la question de l'aide aux étudiants universitaires ne deviendra pas un "ballon politique".

Il (l'honorable M. Duplessis) regrette la façon partisane avec laquelle l'opposition discute la question de la délégation des étudiants qu'il s'est engagé à recevoir. Nous allons présenter une loi nouvelle, dit-il, en faveur d'une aide financière aux étudiants. Les étudiants m'ont écrit à ce sujet et j'ai répondu que je serais heureux de discuter avec eux⁶³. J'ai accepté de recevoir, le 2 décembre prochain, les présidents des associations d'étudiants des six universités du Québec pour étudier avec eux le problème que vise le projet de loi en question. Je précise que je ne discuterai avec eux que de l'aide financière aux étudiants et non pas des problèmes financiers des universités. Voilà ce que j'ai dit.

Les questions intéressant les universités ne relèvent que des autorités universitaires et du gouvernement. Voilà notre position; elle ne changera pas. De 1945⁶⁴ à 1958, suivant un plan d'ensemble, le gouvernement a consacré une somme de \$781,245,187⁶⁵ à l'éducation. Et ce chiffre est incomplet, car il ne tient pas compte des bourses d'études fournies par plusieurs ministères et autres déboursés en faveur de l'enseignement. C'est plus qu'une pensée, c'est une belle réalisation. Et l'opposition a l'audace de dire que le gouvernement

n'a rien fait et que la province est arriérée! Le gouvernement ne peut uniquement se pencher sur les problèmes des étudiants universitaires. Les cultivateurs, les ouvriers et les institutions dispensant l'enseignement classique ont aussi des besoins.

La santé de l'esprit est nécessaire, mais il ne faut pas oublier la santé du corps. Le gouvernement a pris les mesures qui s'imposaient pour la protéger et la sauvegarder. Cette santé du corps, le Dr Albiny Paquette⁶⁶, qui fut le premier ministre de la Santé du Québec, à l'administration dévouée et compétente, s'en est occupé et, sous sa direction, le gouvernement a construit, de 1945 à 1958, 83 nouveaux hôpitaux et en a agrandi 55 autres, de sorte que ce sont 138 institutions que la province a ainsi mises à la disposition des malades. Le gouvernement a octroyé des subventions totalisant \$155,330,783 pour la construction de nouveaux hôpitaux. Puis le gouvernement a pris à sa charge 90 %⁶⁷ des frais d'hospitalisation des tuberculeux et des patients souffrant de maladies mentales, et il a augmenté de 28,584 lits le nombre des nouveaux lits mis à la disposition des malades dans les hôpitaux. Voilà plus qu'une pensée politique, c'est une grande réalisation.

Il fait ensuite une comparaison entre le coût de l'assistance publique en 1944 et en 1955-1956. Quand l'Union nationale est arrivée au pouvoir, rappelle-t-il, il en coûtait \$10,674,000⁶⁸ à la province pour aider les pauvres et les déshérités à recevoir les soins appropriés. Les derniers chiffres officiels disponibles pour 1956 établissent cette dépense annuelle à \$70,327,271, soit une augmentation de 700 %. Depuis lors, ces dépenses se sont accrues d'au moins \$6,000,000 annuellement. Les dépenses en vertu de la loi sur l'assistance publique du Québec et l'argent dépensé pour le soin et le traitement des malades mentaux totalisent \$640,588,506.

Dans le seul domaine de la santé publique, si on ajoute au coût des dépenses pour la santé ce que le gouvernement a dépensé pour l'assistance publique, le gouvernement de l'Union nationale a dépensé, depuis 1945⁶⁹, \$796,822,300⁷⁰ au bas mot, pour ces deux items seulement. Le gouvernement a pris à peu près toutes les dépenses à sa charge dans ce domaine. Aucun gouvernement n'a fait autant que celui de l'Union nationale.

Si on ajoute ce montant à celui qui a été dépensé pour l'éducation, pendant la même période, on arrive à un grand total de \$1,577,164,476⁷¹. L'argent dépensé par le gouvernement, pendant cette période, provenait de la poche du payeur de taxes québécois. Et ce chiffre ne tient pas compte d'une

foule d'autres déboursés. C'est plus qu'une pensée politique, c'est une réalisation extraordinaire!

La province ne peut s'arrêter là, car elle continue à progresser. Il va falloir construire encore des centaines d'autres écoles élémentaires, d'autres écoles spécialisées, des écoles agricoles, des collèges classiques, venir en aide davantage aux universités, seconder davantage les efforts des étudiants qui veulent s'aider eux-mêmes.

On a parlé des relations fiscales fédérales-provinciales? Je suis bien à mon aise pour aborder la question. La position et l'attitude du gouvernement provincial actuel et de celui qui vous parle n'ont pas varié d'une nuance et ne varieront pas, en matière de relations fédérales-provinciales, parce que la couleur du gouvernement fédéral a changé. Lorsque nous regardons les gouvernants d'Ottawa, nous, de l'Union nationale, ne voyons pas là-bas un régime ou un régime libéral, mais un régime national représentant tout le Canada, avec lequel nous sommes prêts à nous entendre et à coopérer, du moment que cette collaboration ne sera pas collusion et complicité, dans le respect des droits de chacun.

Je considère que la politique fédérale et la politique provinciale sont deux choses différentes. Chaque ministre, chaque député est libre de ses opinions aux élections fédérales, mais le gouvernement de l'Union nationale ne participe pas à de telles élections, et celui qui vous parle en ce moment n'y participe pas non plus. Si la Législature de Québec doit être une simple succursale d'Ottawa, il ne sert à rien d'avoir des élections.

À la première conférence intergouvernementale convoquée par l'honorable Diefenbaker, M. Gordon Churchill a rappelé les paroles de M. (Winston) Churchill: "Donnez-nous les outils et je finirai le travail."⁷² Il (M. Duplessis) avait répondu alors en disant aux autorités fédérales: Remettez-nous nos outils et nous allons faire notre ouvrage...⁷³

Comme question de fait, dit-il (l'honorable M. Duplessis), si chacun restait dans son domaine, si chacun se mêlait de ses affaires, Ottawa aurait bien moins de problèmes. La position que j'ai prise, que le peuple a approuvée et qu'il approuvera encore, n'a pas les couleurs de l'arc-en-ciel. Elle est à la hauteur des intérêts de la province et dépasse de beaucoup les intérêts purement partisans. Notre attitude est conforme à la saine doctrine libérale. Nous la maintiendrons intégralement. Peu importe le parti au pouvoir à Ottawa, l'attitude du gouvernement du Québec au sujet des droits municipaux ne changera pas. Mon gouvernement ne s'est jamais écarté de sa politique traditionnelle.

Ottawa accapare 75 % du produit de tous les impôts. Or, un dollar qui part de Québec pour aller à Ottawa ne revient pas plus gros quand il revient à Québec. Qu'Ottawa donne à la province ses pleins pouvoirs de taxation et nous verrons à ce que la population du Québec reçoive tous les outils nécessaires dans les domaines de la santé, de l'éducation et du bien-être social.

M. Lesage, le chef absent, lors d'une prétendue convention d'expulsion⁷⁴, est allé au monument Laurier, à l'ombre de Laurier, pour vanter la doctrine de Laurier⁷⁵. Ceux qui s'inspirent le plus des enseignements de Laurier sur l'autonomie et la souveraineté provinciales, à l'heure actuelle, c'est l'Union nationale et le gouvernement provincial présent. Alors que toute l'opposition et le Parti libéral ensemble n'ont pas pensé à élever un monument en l'honneur de Laurier à Québec, il a fallu le colonel Gilbert et la coopération du gouvernement de l'Union nationale pour faire ériger ce monument dans le comté de Québec-Est⁷⁶.

Il (l'honorable M. Duplessis) est d'accord avec Laurier, notamment pour dire que la Confédération a été fondée pour conserver à notre province ses caractéristiques, et pour dire également que mauvais est le principe voulant qu'un gouvernement dépense l'argent perçu par un autre gouvernement.

La province de Québec, c'est pour nous la maison paternelle dans la grande nation canadienne. Au point de vue administratif, la clé de la maison, c'est le droit de percevoir les revenus qui nous appartiennent, pour répondre aux besoins du présent et prévoir l'avenir. C'est pourquoi, dit-il, je continuerai d'exiger la clé de la maison, c'est-à-dire les pouvoirs fiscaux que le Québec réclame d'Ottawa, les autorités fédérales s'adjugeant 75 % du produit de tous les impôts.

Voilà pourquoi je répète, ajoute-t-il, que toute politique de subsides, pour remplacer nos droits fiscaux, est antilibérale, anticonstitutionnelle, antiparlementaire et contre toute logique. Jamais celui qui vous parle ni son gouvernement n'accepteront une telle politique condamnée par Laurier dont la doctrine autonomiste est mise en œuvre aujourd'hui par l'Union nationale et non par les libéraux.

On a parlé des octrois aux universités et on a fait des déclarations qui ne correspondent pas aux faits. Le gouvernement d'Ottawa, le gouvernement Diefenbaker, ne nous a pas consultés quand il s'est agi de hausser les subventions aux universités; c'est son affaire. Mais, vous verrez, on ne le consultera

pas non plus quand viendra le temps de prendre position dans ce domaine. Jamais le présent gouvernement provincial n'acceptera les subventions fédérales aux universités.

Agir autrement, accepter ces subventions, ce serait encourager la pénétration du gouvernement central dans deux domaines qui lui sont interdits: celui de l'éducation et celui de la perception d'impôts pour des fins provinciales. Le gouvernement fédéral n'a pas le droit de s'ingérer dans le domaine de l'enseignement, qui relève de la juridiction exclusive des provinces.

Les Pères de la Confédération n'ont jamais pensé à faire de la Constitution canadienne, qui représente un siècle de sacrifices, de luttas, d'efforts, de patriotisme, une enchère où les droits sacrés des Canadiens pourraient se vendre. Jamais⁷⁷. Ce n'est pas le montant d'une trahison qui en détermine le caractère odieux, c'est la trahison elle-même. Judas a été détesté pour avoir vendu son maître, non pour avoir accepté 30 deniers. Le gouvernement actuel ne vendra jamais les droits de la province et ne vendra jamais sa race⁷⁸.

(Applaudissements)

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. Hamel), que le débat soit de nouveau ajourné. Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant. Adopté.

La séance est levée à 6 h 15⁷⁹.

NOTES

1. *L'Action catholique* du 25 novembre 1958, à la page 3, dit que les galeries étaient remplies pour entendre les discours du chef de l'opposition et du chef du gouvernement. Selon *L'Événement* du 4 décembre 1958, à la page 18, au moins un député était absent lors de la séance: M. Barrette (Joliette).

2. *La Tribune* du 25 novembre 1958, à la page 1, rapporte que le mois dernier, le premier ministre Diefenbaker a annoncé que le gouvernement fédéral était prêt à payer, dans une proportion de 50 %, le coût des travaux que les municipalités entreprendraient cet hiver pour remédier au chômage. Les municipalités doivent obtenir le consentement des autorités provinciales avant d'accepter l'offre fédérale. Pour sa part, *Le Devoir* du 25 novembre 1958, à la page 1, dit que l'offre doit entrer en vigueur le 2 décembre.

3. Il s'agit de M. Bohémier (Labelle), de M. Gaboury (Matane) et de M. Turcotte (Roberval), tous députés de l'Union nationale.

4. Respectivement, M. Bohémier (Labelle) et M. Gaboury (Matane): ils ont été les premiers orateurs à s'exprimer, le 20 novembre, dans le cadre de l'adresse en réponse au discours du trône.

5. M. Bertrand (Missisquoi) a été nommé ministre des Terres et Forêts, M. Johnson (Bagot), ministre des Ressources hydrauliques, M. Leclerc (Charlevoix), ministre de la Santé et M. Thibeault (Montréal-Mercier), ministre d'État.

6. Alphonse Raymond (1884-1958) était conseiller législatif (unioniste) de la division de Lorimier depuis 1936. Élisée Thériault (1884-1958) siégeait comme conseiller législatif (libéral) de la division de Kennebec depuis 1929. Jacob Nicol (1876-1958, libéral) occupait le siège de la division de Bedford à la Chambre haute depuis 1929.

7. Camillien Houde (1889-1958) présida aux destinées du Parti conservateur, alors dans l'opposition, entre 1929 et 1932. Il fut aussi maire de Montréal de 1928 à 1932, de 1934 à 1936, de 1938 à 1940 et de 1944 à 1954.

8. La princesse Margaret effectua une visite officielle au Canada entre le 12 juillet et le 11 août 1958. Lors de son passage au Québec, elle s'arrêta à Hull, à Montréal et à Québec, selon *Le Soleil* du 26 novembre 1959, à la page 3.

9. Eugenio Pacelli (1876-1958), de son nom civil, fut souverain pontife (258^e pape) de 1939 à 1958.

10. Angelo Guiseppe Roncalli (1881-1963), de son nom civil, fut souverain pontife (259^e pape) de 1958 à 1963.

11. L'apôtre Pierre fut, selon la tradition, le premier évêque de Rome et le premier pape de la chrétienté. L'expression désigne ceux qui lui ont succédé sur le trône pontifical.

12. En effet, Jean Lesage, un ancien ministre du gouvernement fédéral, a remporté en mai 1958 la course à la direction du Parti libéral du Québec. Il succédait à M. Lapalme, qui exerçait cette fonction depuis mai 1950. En revanche, ce dernier a conservé son rôle de chef parlementaire de l'opposition puisque M. Lesage, n'ayant pas été élu député à l'Assemblée législative, ne pouvait y siéger.

13. George Carlyle Marler (1901-1981) fut chef intérimaire du Parti libéral de juillet 1949 à mai 1950, au moment de l'élection de M. Lapalme à la tête du parti. M. Marler continua à assumer les tâches de chef parlementaire de l'opposition jusqu'à l'entrée de M. Lapalme à l'Assemblée législative, à titre de représentant de Montréal-Outremont, en novembre 1953. À la session 1958-1959, les rôles étaient inversés: M. Lesage était chef du parti et M. Lapalme jouait le rôle de chef parlementaire de l'opposition.

14. Adélard Godbout (1892-1956), premier ministre du Québec du 11 juin au 26 août 1936 et de 1939 à 1944, démissionna, semble-t-il, de ses fonctions de chef du Parti libéral après sa nomination en tant que sénateur libéral de la division de Montarville, le 25 juin 1949. George Marler fut chef intérimaire du Parti libéral de juillet 1949 à mai 1950. M. Lapalme aurait donc officiellement succédé, le 20 mai 1950, à M. Godbout en tant que chef dûment désigné lors d'un congrès à la direction.

15. Le plan de Colombo, ainsi nommé car sa création fut décidée dans cette ville de l'actuel Sri Lanka, a été mis en place après une réunion des ministres des Affaires étrangères des pays du Commonwealth, en janvier 1950. Il visait à endiguer, en finançant des projets de développement économique coopératif, la progression des mouvements communistes dans les anciennes possessions britanniques d'Extrême-Orient. Il fut rapidement élargi pour englober l'ensemble des États de l'Asie du Sud et du Sud-Est asiatique ainsi que son principal bailleur de fonds, les États-Unis. La contribution initiale du gouvernement libéral de Louis Saint-Laurent fut de \$25,000,000 en 1951-1952.

16. Deux cent huit députés, soit la plus forte majorité jamais vue jusqu'alors.

17. Les libéraux de Louis Saint-Laurent ont été au pouvoir à Ottawa de 1948 à 1957.

18. L'honorable M. Rivard (Montmagny) était solliciteur général depuis 1950.

19. Léon Balcer, beau-frère de Duplessis, fut député conservateur à la Chambre des communes de 1949 à 1965, et solliciteur général, de 1957 à 1960.

Henri Coutemanche fut député conservateur à la Chambre des communes de 1949 à 1953, et de 1957 à 1960.

20. Chiffre du *Soleil* du 25 novembre 1958, à la page 3, et \$17,000,000 selon *The Gazette* du 25 novembre 1958, à la page 2.

21. Noël Dorion fut député conservateur à la Chambre des communes de 1958 à 1962.

22. Paul Comtois fut député conservateur à la Chambre des communes de 1957 à 1962. Il avait auparavant été gérant de l'Office du crédit agricole, de 1936 à 1957.

23. Député libéral aux Communes depuis 1942 et ministre dans le cabinet libéral de Mackenzie King, Louis Saint-Laurent (1882-1973) fut premier ministre du Canada de 1948 à 1957.

24. Paul-Henri Spence fut député de l'Union nationale dans la circonscription de Roberval de 1956 jusqu'à sa démission en août 1958.

25. Chiffre du *Soleil* du 25 novembre 1958, à la page 8; \$35,000,000, selon *The Montreal Daily Star* du 25 novembre 1958, à la page 2: le journaliste a probablement confondu les chiffres. Cette somme représente en fait les crédits votés par le gouvernement conservateur pour la poursuite du plan Colombo.

26. Donald Flemming fut ministre des Finances dans le cabinet Diefenbaker, de 1957 à 1962.

27. Le premier ministre canadien, John Diefenbaker, fit, en 1958, une série de visites officielles dans les pays du Commonwealth.

28. John Diefenbaker (1895-1979) fut premier ministre du Canada de 1957 à 1963. D'allégeance conservatrice, il avait été élu député pour la première fois en 1940.

29. *Le Soleil* du 13 novembre 1958, à la page 1, explique que le premier ministre a refusé de rencontrer les présidents des organisations étudiantes des six universités du Québec. En signe de protestation, les étudiants désertèrent pendant une journée les salles de cours. En outre, trois étudiants de l'Université de Montréal débutèrent, le 7 mars 1958, un siège de 37 jours du bureau du premier ministre, sans parvenir à obtenir une rencontre avec lui. Peu avant le début de la session, M. Duplessis rencontra les dirigeants de la Ligue d'action universitaire, organisation stigmatisée par les groupes d'étudiants comme une création du pouvoir unioniste.

30. *The Gazette* du 25 novembre 1958, à la page 1, prétend que la rencontre se tiendra le 4 décembre. Mais *La Presse* du 5 décembre 1958, à la page 17, après les faits donc, corrige cette affirmation erronée: l'entrevue a bien eu lieu le 2 décembre.

31. M. Lapalme fait référence au *Catéchisme des électeurs, d'après l'œuvre de A. Gérin-Lajoie*, Montréal, J.-B. Thivierge et Fils, 1935, 128 p. Les troupes du Parti conservateur et de l'Action libérale nationale, alliées à l'occasion de la campagne électorale de 1935, avaient fait imprimer, en vue de cette campagne, ce "catéchisme" à l'intention des électeurs qui s'inspiraient, comme son titre l'indique, du catéchisme de Gérin-Lajoie qui fut longtemps utilisé dans les écoles du Québec. Ce document présentait, sous forme de questions et réponses à apprendre par cœur, une critique virulente du régime libéral ainsi que le programme défendu par les représentants de la coalition Parti conservateur-Action libérale nationale. Ces deux partis fusionnèrent *de facto* en 1936 pour devenir l'Union nationale.

32. M. Lapalme fait allusion au scandale, qui a ébranlé le gouvernement unioniste, entourant la vente de réseau de distribution de gaz naturel d'Hydro-Québec à la Corporation de gaz naturel de Québec. *Le Devoir* du 13 juin 1958, à la page 1, révélait que plusieurs ministres, conseillers législatifs et hauts fonctionnaires avaient profité d'informations privilégiées pour spéculer sur cette transaction. *La Tribune* du 25 novembre 1958, à la page 19, rappelle que, le 23 septembre, M. Lesage et les députés libéraux ont remis au lieutenant-gouverneur une pétition demandant la tenue d'une enquête royale pour élucider les circonstances dans lesquelles s'est fait l'achat du réseau gazier d'Hydro-Québec.

33. M. Lapalme évoque une parabole tirée de l'*Ancien Testament* (*Genèse*, XXVII).

34. *L'Action catholique* du 25 novembre 1958, à la page 20, rapporte une formule plus vague: "puisque nous sommes une nationalité qui se distingue des autres". L'emploi de l'adjectif "nationale" s'était enraciné dans les usages, étant même l'étendard de certaines formations politiques: la défunte Action libérale nationale et l'Union nationale. Par contre, il s'agit certainement de la première utilisation, dans les débats de l'Assemblée législative, du substantif "nation" pour définir la collectivité québécoise, ce qui présageait son usage pendant la Révolution tranquille.

35. La Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (ou commission Tremblay), présidée par le juge Thomas Tremblay, avait été créée par le gouvernement du Québec en 1953, afin d'étudier le problème de la répartition des impôts entre les divers niveaux de gouvernement au Canada. Elle remit, en 1956, un rapport qui proposait une réforme fiscale et une plus grande autonomie des provinces à l'intérieur du Canada.

36. Ministre des Finances dans le cabinet Duplessis d'août 1944 à janvier 1958, Onésime Gagnon (1888-1961) a démissionné, le 14 janvier 1958, de son siège de député de Matane à l'Assemblée législative, qu'il occupait depuis les élections de 1936. Il fut nommé lieutenant-gouverneur, le 14 février 1958.

37. *La Tribune* du 25 novembre 1958, à la page 1, mentionne que M. Gagnon a dit: "de la conquête de nos positions économiques perdues et de la conquête de nouvelles positions".

38. Louis Fortin était à cette époque le député fédéral (conservateur, 1958-1962) de la circonscription de Montmagny-L'Islet.

39. Chiffre du *Soleil* du 25 novembre 1958, à la page 8; \$205,000,000, selon *La Presse* du 25 novembre 1958, à la page 44.

40. Chiffre du *Soleil* du 25 novembre 1958, à la page 8; \$205,000,000, selon *Le Nouvelliste* du 25 novembre 1958, à la page 15, et *Le Devoir* du 25 novembre 1958, à la page 2.

41. *The Montreal Daily Star* du 25 novembre 1958, à la page 2, restitue ce passage du discours en ces

mots: Dans ses remarques sur l'éducation, il parle de trois commissions scolaires qui ont été obligées de fermer leurs écoles, l'an dernier, à cause d'un manque de fonds. Il énumère plus d'une douzaine de villes et de municipalités où les commissions ont été obligées d'augmenter les taxes l'an dernier, à cause de déficits importants.

42. Implantée au Québec en 1931, la Jeunesse ouvrière catholique était une organisation d'encadrement religieux et social des jeunes ouvriers des deux sexes.

43. Industriel et financier canadien, Cyrus Eaton fit fortune en exploitant, entre autres, des mines de fer. En compagnie d'Alfred Krupp, héritier de l'empire industriel allemand du même nom, et d'autres associés, il fonda l'Ungava Iron Ore, afin d'exploiter le minerai de fer de la baie d'Ungava, dans le Nord du Québec.

44. *La Presse* du 25 novembre 1958, à la page 17, nous informe que le discours de M. Lapalme a duré deux heures cinq minutes, et fut ponctué par les applaudissements des députés de l'opposition.

45. *La Presse* du 25 novembre 1958, à la page 17, ajoute que le premier ministre "a été applaudi également à maintes reprises au cours de son discours", sans que l'on sache avec exactitude à quel moment.

46. Il est fort probable que le journaliste ait commis une erreur, car Wilfred Bovey, ancien conseiller législatif de la division de Rougemont, est décédé en 1956. Des hommages lui ont été rendus en Chambre, mais lors de la séance du 14 novembre 1956.

47. Docteur en droit, Paul Gérin-Lajoie était un jeune militant libéral. À la suite de sa défaite dans Vaudreuil-Soulanges, il figure comme candidat au congrès à la direction du Parti libéral, en mai 1958. Il sera élu député en 1960 et nommé ministre dans le cabinet Lesage.

48. Selon le *Montréal-Matin* du 25 novembre 1958, à la page 3, le premier ministre a plutôt dit que "l'opposition constitue présentement un parti de désagrégation, de contradictions et de désunion".

49. M. Duplessis fait référence à M. Lapalme. Cependant, le *Montréal-Matin* du 25 novembre 1958, à la page 3, soutient que cette même évocation

à été faite en rappelant ses mandats de député fédéral: "l'ex-député fédéral de Joliette-L'Assomption-Montcalm".

50. *The Quebec Chronicle* du 25 novembre 1958, à la page 2, précise à qui pense le premier ministre: L'honorable Jean Lesage, élu chef libéral du Québec en mai dernier, était auparavant député des Communes à Ottawa pour la circonscription de Montmagny-L'Islet. Le chef libéral en Chambre, Georges Lapalme, était un député fédéral pour la circonscription de Joliette-L'Assomption-Montcalm avant d'entrer en politique provinciale en 1950. La remarque au sujet de l'ancien maire de Montréal semble se rapporter à Jean Drapeau, dont la Ligue d'action civique envisage une action politique sur la scène provinciale.

51. *Le Soleil* du 25 novembre 1958, à la page 3, utilise pour sa part l'expression "député d'Outremont".

52. Il faut savoir que René Hamel, nommé chef adjoint en matière de stratégie, nous apprend *La Presse* du 21 novembre 1958, à la page 40, avait posé sa candidature à la direction du Parti libéral. Cependant, les suffrages ont penché en faveur de M. Lesage.

53. Le *Montréal-Matin* du 25 novembre 1958, à la page 3, rapporte ainsi les propos du premier ministre: "Pendant leur régime de 45 ans sur 50, les libéraux n'y avaient pas pensé."

54. Chiffre du *Soleil* du 25 novembre 1958, à la page 3; \$92,389,434, selon le *Montréal-Matin* du 25 novembre 1958, à la page 3, et \$92,380,000, selon *L'Événement* du 25 novembre 1958, à la page 8.

55. Chiffre du *Soleil* du 25 novembre 1958, à la page 3; \$101,386,597, selon le *Montréal-Matin* du 25 novembre 1958, à la page 3, et \$101,386,000, selon *L'Événement* du 25 novembre 1958, à la page 8.

56. Chiffre du *Soleil* du 25 novembre 1958, à la page 3; \$4,850,626, selon le *Montréal-Matin* du 25 novembre 1958, à la page 3, et \$4,858,000, selon *L'Événement* du 25 novembre 1958, à la page 8.

57. Chiffre du *Soleil* du 25 novembre 1958, à la page 3; \$17,072,863, selon le *Montréal-Matin* du 25 novembre 1958, à la page 3, et \$17,082,000, selon *L'Événement* du 25 novembre 1958, à la page 8.

58. Chiffre du *Soleil* du 25 novembre 1958, à la page 16; \$230,342,613, selon le *Montréal-Matin* du 25 novembre 1958, à la page 3.

59. Le *Montréal-Matin* du 25 novembre 1958, à la page 3, cite les années 1947-1948.

60. Chiffre du *Soleil* du 25 novembre 1958, à la page 16; \$139,588,000, selon *L'Événement* du 25 novembre 1958, à la page 8.

61. Chiffre de *L'Action catholique* du 25 novembre 1958, à la page 20; \$20,784,582, selon le *Montréal-Matin* du 25 novembre 1958, à la page 3. *L'Action catholique* du 25 novembre 1958, à la page 20, affirme incorrectement que ces sommes ont été consacrées au financement des universités et des écoles spécialisées. Toutefois, une édition ultérieure de *L'Action catholique* du 29 novembre, à la page 10, vient rectifier cette erreur.

62. Chiffre du *Soleil* du 25 novembre 1958, à la page 16; \$73,870,771, selon *The Gazette* du 9 décembre 1958, à la page 8.

63. Le *Soleil* du 25 novembre 1958, à la page 16, propose une version légèrement différente: "Il (M. Duplessis) rappelle que lorsqu'il a reçu les représentants des étudiants, il leur a dit qu'il les recevrait pour étudier avec eux un projet de loi pour leur venir en aide davantage."

64. Depuis 1944, selon *The Gazette* du 25 novembre 1958, à la page 1.

65. Chiffre du *Soleil* du 25 novembre 1958, à la page 16; selon *L'Événement* du 25 novembre 1958, à la page 8, le montant mentionné est le suivant, soit \$781,245,000.

66. Ministre de la Santé dans tous les cabinets de Duplessis et député de Labelle depuis 1935, il a démissionné en août 1958. En octobre de la même année, il était nommé conseiller législatif de la division de Rougemont.

67. "Presque la totalité des frais", suivant *L'Événement* du 25 novembre 1958, à la page 8.

68. Chiffre du *Soleil* du 25 novembre 1958, à la page 16. Quant au *Montréal-Matin* du 25 novembre 1958, à la page 5, il avance qu'en 1944-1945, l'assistance publique coûtait à la province \$10,675,150.

69. Depuis 1944, selon *Le Soleil* du 25 novembre 1958, à la page 16.

70. Chiffre du *Montréal-Matin* du 25 novembre 1958, à la page 5; \$796,822,000, selon *L'Événement* du 25 novembre 1958, à la page 8.

71. Chiffre du *Montréal-Matin* du 25 novembre 1958, à la page 5; \$1,807,503,089, selon *The Gazette* du 9 décembre 1958, à la page 8.

72. Ministre du Commerce (1957-1960) dans le cabinet conservateur, Gordon Minto Churchill était un intime du premier ministre Diefenbaker. Il reprenait, semble-t-il, les paroles, prononcées pendant une allocution radiophonique, le 9 février 1941, d'un homonyme autrement plus célèbre, l'ancien premier ministre britannique Winston Churchill: "Voici la réponse que je donnerai au président Roosevelt... Donnez-nous les outils et nous terminerons le travail."

73. Nous ignorons si cette citation a été prononcée en anglais ou en français. Voici donc la version de *The Gazette* du 25 novembre 1958, à la page 1: "Au cours d'une conférence fédérale-provinciale récente, il (M. Duplessis) a paraphrasé une expression du premier ministre Churchill en disant au gouvernement fédéral: "Redonnez-nous nos outils et nous ferons le travail."

74. Selon *Le Soleil* du 3 novembre 1958, à la page 3, le premier ministre évoque l'expulsion, au début du mois de novembre, du maire de Montréal, Sarto Fournier, des rangs du Parti libéral. Les autorités du parti le considéraient comme un "collaborateur" du régime duplessiste.

75. Sir Wilfrid Laurier fut chef du Parti libéral national de 1887 à 1919 et premier ministre du Canada de 1896 à 1911.

76. Le lieutenant-colonel Oscar Gilbert a initié la souscription publique qui a permis d'ériger le monument à la mémoire de M. Laurier sur le boulevard Langelier, dans le comté de Québec-Est. M. Laurier a représenté pendant longtemps ce comté à la Chambre des communes. La statue fut inaugurée le 21 novembre 1954, en présence de nombreux dignitaires, dont le premier ministre du Québec.

77. *Le Temps* du 27 novembre 1958, à la page 1, organe officieux de l'Union nationale, observe que le premier ministre s'exprima avec "force".

78. Si l'on se fie à *La Presse* du 25 novembre 1958, à la page 17, le premier ministre a pris la parole pendant environ une heure. Le *Montréal-Matin* du 25 novembre 1958, à la page 3, précise qu'il était apparemment "très en forme".

79. Le *Montréal-Matin* du 25 novembre 1958, à la page 3, spécifie que la séance fut ajournée à 5 h 15. C'est à n'en pas douter une erreur: le même journal, et sur ce point toutes les sources concordent, nous informe que "le premier ministre a parlé une heure durant, tandis que le chef de la gauche avait pris deux heures et cinq". La séance, qui débuta à 3 heures, aurait donc duré approximativement 3 h 15. Il est par conséquent impossible qu'elle se soit terminée à l'heure mentionnée par le journaliste. Le texte du *Montréal-Matin* nous apprend par ailleurs que "du consentement unanime de la Chambre, la séance s'est prolongée jusqu'à 6 h 15". Il y a donc eu entente entre le chef de l'opposition et celui du parti ministériel pour prolonger quelque peu la séance et permettre au premier ministre d'achever son discours. Nous sommes cependant incapables, en raison du silence des sources, de situer le moment où cela s'est produit.

Séance du mercredi 26 novembre 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la ville de Nicolet, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roy);
- du conseil municipal de la paroisse de Saint-Joachim de Châteauguay, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Laberge);
- de la ville de Candiac, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Riendeau);
- de l'Association provinciale des instituteurs protestants de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Earl);
- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);
- de la cité de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ladouceur);
- de la ville de Laval-Ouest, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);
- de Léonidas George Nicolopoulos, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Loney George Nicol (M. Bellemare);
- de Dominion Steel and Coal Corporation Limited, demandant l'adoption d'une loi aux fins de régulariser et valider certains titres de propriété (M. Ladouceur);
- de l'Institut des Frères des écoles chrétiennes, demandant l'adoption d'une loi autorisant une incorporation indépendante dans le diocèse de Nicolet, de Trois-Rivières et autres comtés (M. Bellemare);
- de la cité de Saint-Michel, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);
- de la cité de Sainte-Foy, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Rochette);

- de la ville de Richmond, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Langlais);

- des commissaires d'écoles de la cité de Sillery, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Rochette);

- de la ville de Saint-Félicien, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Turcotte);

- de la cité de Saint-Jean, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité d'Amos, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Larouche);

- de dame Hélène Carrignan, en religion mère Marie-Eudes, demandant l'adoption d'une loi incorporant les sœurs missionnaires de Notre-Dame-d'Afrique (M. Custeau);

- des commissaires d'écoles de Shawinigan, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Ducharme);

- de la Commission des écoles catholiques de la cité de Dorval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Schmidt);

- de la paroisse de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Schmidt);

- de The Laprairie Protestant Cemetery, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Riendeau).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la corporation et des commissaires d'écoles de Sainte-Marie, comté de Beauce, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Poulin);

- de la ville de Montmagny, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lizotte);

- de la ville de Gatineau et la Commission scolaire catholique de Gatineau, Papineau, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Desjardins);

- de la ville de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ouellet, Jonquière-Kénogami);

- de la ville de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Laberge);
- de la ville de Beauceville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Poulin);
- de la corporation de Les Escoumins, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ouellet, Saguenay);
- de Jean Lemire et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant la ville de Port-Cartier (M. Ouellet, Saguenay);
- des commissaires d'écoles du village de Lac-au-Saumon, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Gagnon);
- de la cité de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bernard);
- de L.-P. Gagnon et autres, demandant l'adoption d'une loi érigeant un territoire sous le nom de municipalité du village de Lac-Poulin (M. Poulin);
- de la ville de Hampstead, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);
- de la cité de Pointe-Claire, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Schmidt);
- de la cité de Sorel, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gagné, Richelieu);
- de la ville de Préville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);
- de la ville de Chambly, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);
- de la paroisse de Sainte-Monique, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Auger);
- des commissaires d'écoles catholiques de la ville de Windsor, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Gosselin);
- de la ville de Cookshire, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gosselin);
- de la ville de Sainte-Thérèse, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);
- de la municipalité de Sainte-Thérèse-Ouest, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);
- de Simco Entreprises Co. Ltd. et autres, demandant l'adoption d'une loi érigeant Ville d'Estérel en municipalité de ville (M. Blanchard);
- des commissaires d'écoles de la cité de Jonquière, demandant l'adoption d'une loi afin d'autoriser une indemnité aux commissaires et au président pour leurs frais de déplacement (M. Ouellet, Jonquière-Kénogami);
- de John Nemeth, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre à l'étude et à la pratique du droit (M. Custeau);

- des commissaires d'écoles de la cité de Rivière-du-Loup, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Raymond);
- de la cité de Shawinigan, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bellemare);
- de dame Jeanne Simard, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Georges Léveillé (M. Cloutier);
- de la corporation municipale de Portland-Est et la commission scolaire de Notre-Dame-de-la-Salette, demandant l'adoption d'une loi fixant les taxes municipales et scolaires de la compagnie James Maclaren Co. Ltd. (M. Desjardins);
- de l'Association des médecins de langue française du Canada, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Charbonneau);
- de Ludovic Polak, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Ludovic Diez-d'Aux (M. Custeau).

Rapports des comités permanents:

M. Gagnon (Matapédia): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants, et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Sainte-Germaine de Lac-Etchemin, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe d'éducation;
- de Joffre-André Gravel et son épouse, dame Françoise Lavoie, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption de Joseph Guy Marc Gravel;
- de Charles-Hubert Caprari, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Caprarie-Melville;
- des commissaires d'écoles pour la ville de Loretteville, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;
- de la succession de dame Arthur Bourdon, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de ladite dame Arthur Bourdon;
- de Jewish Peretz School Inc., demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Michael Judah Katz, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Kates;
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Grande-Rivière, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente;

- des commissaires d'écoles de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente;

- des commissaires d'écoles de la cité de Beauharnois, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à imposer une taxe de vente;

- de Herbert C. Flood et son épouse, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption de Peter D. Leichsenring;

- de Fred Gallay et son épouse dame Irène Smoliz, demandant l'adoption d'une loi pour l'adoption de John Lomnistky et changeant son nom en celui de Gallay;

- de Léon Masson et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson;

- d'Alexandre Harbec et autres, demandant l'adoption d'une loi leur permettant de vendre certains immeubles faisant partie de la succession de dame Lucie Harbec;

- des commissaires d'écoles de la ville de Joliette, demandant l'adoption d'une loi obtenant le pouvoir d'augmenter la taxe d'éducation;

- des commissaires d'écoles de la ville de Plessisville, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

- de Bishop's College, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Bishop's University;

- de Maria de Rutrecht, demandant l'adoption d'une loi validant son titre d'acquisition d'un immeuble qu'elle a acheté de la succession de feu Henri B. Rainville;

- des commissaires d'écoles de la ville de Rimouski, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à imposer une taxe d'éducation;

- des commissaires d'écoles catholiques de la cité de Sorel, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente;

- de Hugo Bartoli, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre à l'étude et à la profession du droit;

- de la corporation municipale de Saint-Michel-des-Saints, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente;

- de Maximilien Polak, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à reconnaître l'équivalence de sa première année du cours régulier de droit de l'Université de Leyden, en Hollande;

- de Marcel Van de Putte, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Marion.

Projets de loi:

Michael Judah Katz

M. Russell (Shefford) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 101 changeant le nom de famille de Michael Judah Katz en celui de Kates.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Plessisville

M. Fortin (Mégantic) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 103 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Plessisville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Taxe d'éducation à Sorel

M. Gagné (Richelieu) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 106 autorisant les commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sorel à imposer une taxe d'éducation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Maximilien Polak

M. Maltais (Québec-Est) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 107 autorisant le Barreau de la province à admettre Maximilien Polak à l'exercice de la profession d'avocat.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Hugo Bartoli

M. Maltais (Québec-Est) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 108 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Hugo Bartoli à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession Joseph Masson

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 111 concernant la succession de l'honorable Joseph Masson.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission scolaire
catholique de Loretteville**

M. Rochette (Québec) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 112 concernant la commission scolaire catholique de Loretteville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Propriété de
Maria de Rutrecht**

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 113 validant le titre de dame Maria de Rutrecht à un certain immeuble.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Marcel
Van de Putte**

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 114 changeant le nom de Marcel Van de Putte en celui de Marcel Marion.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission scolaire
de Joliette**

M. Chartrand (L'Assomption) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 116 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Joliette, dans le comté de Joliette.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Taxe de vente
à Saint-Michel-des-Saints**

M. Lavallée (Berthier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 117 accordant à la corporation de la paroisse de Saint-Michel-des-Saints le droit d'imposer une taxe de vente.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission scolaire
de Salaberry-de-Valleyfield**

M. Hébert (Beauharnois) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 118 concernant les commissaires d'écoles de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, comté de Beauharnois.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Bishop's
College**

M. Somerville (Huntingdon) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 119 concernant Bishop's College.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission scolaire
de Rimouski**

M. Gaboury (Matane) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 123 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Rimouski.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Jewish Peretz
School Inc.**

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 127 concernant les biens immobiliers de la Jewish Peretz School Inc.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission scolaire de
Sainte-Germaine-du-Lac-Étchemin**

M. Samson (Lévis) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 133 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Germaine-du-Lac-Étchemin.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Adoption de
Joseph G. M. Gravel**

M. Rochette (Québec) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 135 concernant l'adoption de Joseph Guy Marc Gravel.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Adoption de
Peter Detlev Leichsenring**

M. Somerville (Huntingdon) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 151 concernant l'adoption et le changement de nom de Peter Detlev Leichsenring.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission scolaire
de Grande-Rivière**

M. Gagnon (Matapédia) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 169 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Grande-Rivière, dans le comté de Gaspé-Sud.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission scolaire
de Beauharnois**

M. Hébert (Beauharnois) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 171 concernant les commissaires d'écoles de la cité de Beauharnois, dans le comté de Beauharnois.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charles Hubert
Caprari**

M. Rochette (Québec) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 174 changeant le nom de Charles Hubert Caprari en celui de Charles Hubert Caprarie-Melville.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

**John
Lomnitsky**

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 175 changeant le nom de John Lomnitsky en celui de Jack Gallay.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Successions Joseph Harbec
et Lucie Harbec**

M. Thuot (Iberville) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 193 concernant les successions de Joseph Harbec et de Lucie Harbec.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Succession
dame Arthur Bourdon**

M. Ross (Montréal-Verdun) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 195 concernant la succession de dame Arthur Bourdon.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

Messages du lieutenant-gouverneur:**Imprimeur
de la Reine**

L'honorable M. Prévost (Montmorency) transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable lieutenant-gouverneur.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

Onésime Gagnon, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'imprimeur de la Reine, indiquant le nombre d'exemplaires des Statuts de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des Statuts de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits Statuts.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, le 20 novembre 1958
(Document de la session no 8)

Questions et réponses:**Fuite
de gaz naturel**

M. Parent (Hull): Vu les événements que l'on attribue à des fuites de gaz naturel qui viennent de se produire un peu partout, le gouvernement a-t-il l'intention d'établir un code de sécurité concernant l'exploitation et la distribution du gaz naturel?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement, comme à l'ordinaire, verra à protéger la sécurité publique.

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 25 novembre courant, sur la motion proposée par le représentant de Labelle (M. Bohémier) dont elle a été saisie jeudi le

20 novembre courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce), pendant les souhaits et les hommages d'usage, rend hommage à feu le pape Pie XII³, qui passera à l'histoire pour les efforts qu'il a déployés afin d'assurer la paix dans le monde.

Le gouvernement dépasse toujours, dit-il, les estimés budgétaires dans la dépense et, au cours du dernier exercice financier, cette année encore, il a dépensé \$30,000,000 de plus qu'il n'avait été autorisé à le faire par l'Assemblée. Le gouvernement du Québec a dépensé plus de \$500,000,000, depuis 1948, sans l'approbation de la Législature. Le 7 février 1957, le ministre des Finances avait prédit une dépense globale de \$471,467,860 pour 1957-1958, soit environ \$30,000,000 de plus qu'en 1956-1957.

Les revenus réels sont beaucoup plus élevés que les \$472,000,000 prévus au budget par le ministre. D'autre part, les dépenses estimées à \$442,728,890 ont atteint un montant réel de \$471,467,860. Les revenus encaissés dépassent toujours également les prévisions. Le ministre des Finances avait prévu \$30,000,000 de dépenses de moins que la dépense réelle et \$30,000,000 de revenus de moins que l'encaissement réel. Cela fait un formidable écart de \$60,000,000.

J'ai analysé, dit-il, les états financiers pour découvrir d'où venait cet excédent de revenus. J'ai découvert qu'il provenait des taxes sur les corporations, sur le revenu personnel, sur les successions, de la Commission des liqueurs et du gouvernement fédéral, par le paiement de péréquation. Il (M. Earl) fait valoir que les taxes sur les sociétés, les impôts sur le revenu, les taxes sur l'essence et les véhicules, les droits de succession, et les revenus de la Commission des liqueurs de Québec et les subsides fédéraux représentent 66.66 % des revenus de la province. Les sociétés, affirme-t-il, paient 20 % de ces revenus pour avoir le droit de faire des affaires dans la province... la plus lourdement taxée du pays. Les salariés du Québec,

par suite de l'impôt provincial sur le revenu, une double taxation inique, sont les seuls au Canada à devoir établir deux déclarations d'impôts sur le revenu. Je suis persuadé que cet honneur les enchante.

Les automobilistes du Québec sont les plus lourdement taxés au Canada et roulent sur des routes plus mauvaises qu'ailleurs. J'ai entendu, ajoute-t-il, une fois un chauffeur d'autobus dire en traversant la frontière entre les États-Unis et la province de Québec: "Nous arrivons maintenant dans la province de Québec, connue pour ses routes défoncées." La taxe sur les successions, poursuit-il, frappe les héritages de \$10,000 et plus, alors qu'en Ontario, il y a exemption jusqu'à \$50,000. La Commission des liqueurs continue de percevoir des millions de taxe spéciale dite de chômage, mais le gouvernement ne fait rien pour les chômeurs.

Si le gouvernement s'en était tenu aux sommes votées l'an dernier par l'Assemblée législative pour la dépense publique, la province aurait eu un surplus substantiel. Cependant, pour réussir à annoncer un surplus de \$273,000 à la fin de l'exercice financier en question, le ministre des Finances a dû jongler avec les chiffres. Pour la première fois dans l'histoire de la province, à l'exercice financier 1957-1958, les revenus et les dépenses ont dépassé le palier du demi-milliard de dollars.

Je regrette qu'on n'ait pas plus de réalisations à montrer dans les circonstances. Cela ne signifie qu'une chose: gaspillage. C'est un fait que le gouvernement de l'Union nationale ne sait pas ce que signifie le contrôle budgétaire et qu'il ne fait rien pour instaurer un contrôle budgétaire sur la dépense de l'argent des contribuables.

Par exemple, le gouvernement a dépensé plus de \$500,000,000 pour la santé publique au cours des 10 dernières années. Or, les statistiques démographiques démontrent que nous traînons encore en arrière des autres provinces sur bien des points. L'administration n'a pas de plan d'ensemble pour la santé publique⁴. Dans la province de Québec, la mortalité maternelle est anormalement élevée et le gouvernement devrait faire quelque chose pour améliorer la situation. Le Québec est en retard sur les autres provinces dans les soins aux accouchées.

Je suis étonné, dit-il, de ce que le ministère de la Santé publique n'a pas fait davantage pour les mamans de la province. Il cite une affirmation du Dr Thomas Primerose, qui est attaché à l'hôpital Royal Victoria et qui préside le comité du bien-être maternel de l'Association médicale canadienne, qui déclarait que "les chances que les mères du Québec accouchent de manière sécuritaire sont "inégales", comparativement aux mères de la plupart des autres provinces".

À cause de cela, avance-t-il, la province de Québec vient en deuxième place pour la mort des mères après la naissance de leur bébé. Le Dr Primerose rapporte qu'en 1956 le taux de décès des accouchées était de 0.9 pour 1,000 naissances vivantes, comparativement à 0.7 pour l'ensemble du Canada. Seule la province de Terre-Neuve avait un taux supérieur au nôtre, avec 1.6. Dans toutes les autres provinces, le taux variait entre 0.3 et 0.5 par 1,000 naissances vivantes, soit 0.3 par 1,000 en Nouvelle-Écosse, en Saskatchewan et au Manitoba; 0.4 par 1,000 en Alberta, en Colombie-Britannique et dans l'Île-du-Prince-Édouard; 0.5 par 1,000 au Nouveau-Brunswick et en Ontario, etc. Le Dr Primerose croit que le nombre de décès chez les accouchées dans le Québec est plus élevé que ne le montrent les statistiques.

Le Dr Primerose préconise l'établissement de comités de bien-être maternel, par l'intermédiaire des sociétés médicales locales, avec l'appui du gouvernement et de l'Association médicale canadienne. Dans chacune des sept provinces où de semblables comités ont été établis, le taux de mortalité a baissé de façon draconienne chez les nouvelles mamans. Seuls le Québec, Terre-Neuve et la Colombie-Britannique ne possèdent pas de comités du bien-être maternel. Le gouvernement devrait d'ailleurs étudier la possibilité d'établir une commission de santé à cet effet. Le Dr Primerose recommande également de supprimer les maternités mal équipées et les petits hôpitaux privés.

Il (M. Earl) dit qu'il porte le problème à l'attention de la Chambre dans l'espoir que le département prenne des mesures appropriées, afin que des comités du bien-être maternel soient mis sur pied dans notre province, et pour faire en sorte que les mères québécoises aient autant de sécurité que celles des autres provinces. La province de Québec, rappelle-t-il, a dépensé \$500,000,000 pour la santé publique depuis 10 ou 11 ans, et elle tire de l'arrière quand il s'agit des soins maternels.

M. Lafrance (Richmond) parle en premier lieu de la lettre collective des évêques du Canada sur le grave problème de la famille, pour en venir à parler du rôle des autorités civiles dans la restauration familiale. Après les devoirs des parents et des éducateurs, dit-il, il y a l'État qui a une tâche vitale à accomplir, principalement en donnant des primes de natalité qui existent déjà dans d'autres provinces du Canada. Il (M. Lafrance) demande en outre une politique de logements familiaux. Il discute du travail de la mère hors du foyer, de la plaie du

divorce, du droit au plein-emploi. Il prie le gouvernement, dans toutes ses mesures, de songer toujours à la famille.

La lettre des évêques, remarque-t-il, est le véritable code de la famille chez nous, dont la principale caractéristique est d'être nombreuse. Il est inconcevable que le gouvernement du Québec, qui s'affiche comme étant le seul catholique du continent, n'ait pas encore songé à doter l'administration provinciale d'un code de la famille et d'un ministère des Affaires familiales ou du Bien-être familial, à côté de celui du Bien-être social. C'est alors seulement que le gouvernement pourra se vanter d'avoir doté la province d'une politique familiale vraiment pro-québécoise.

Il (M. Lafrance) commente ensuite cette partie du discours du trône, relative à l'initiative privée et à l'étatisation. À entendre les déclarations du premier ministre, dit-il, on croirait que l'Union nationale songe à établir une nouvelle ère dans Québec. L'histoire du régime de l'Union nationale depuis 1936 a été caractérisée par quatre grandes périodes très différentes. Il y a eu, en premier lieu, l'ère, éphémère et désappointante, de la fausse restauration sociale et politique du Québec. C'était en 1936, alors que l'Union nationale proclamait qu'il fallait mater les trusts, agrandir les prisons et les pénitenciers pour y entasser les bandits libéraux. Résultat: pas un seul libéral n'a été mis en prison et le peuple, au lieu d'être libéré des monopoles, a hérité d'un plus grand trust, celui de l'Union nationale.

Puis il y eut l'ère anticommuniste, qui fut l'occasion de la chasse aux pseudo-complots communistes. Elle fut marquée par la découverte d'un poste de radio clandestin en Abitibi, d'une cache de mitraillettes au Témiscamingue, du tunnel des plaines d'Abraham, etc. Il y a eu le complot prétendu contre le curé de Boischatel, les accusations contre Radio-Canada "infesté de communistes" et l'assimilation des "rouges d'Ottawa aux rouges de Moscou qui font le jeu des communistes et veulent enlever le crucifix aux religieux".

Suivit l'ère autonomiste. Ce fut l'âge d'or de l'Union nationale, un âge que l'on tentera vainement de faire revivre, surtout depuis que M. Diefenbaker⁵ a pris le pouvoir à Ottawa. Cette troisième grande croisade de l'Union nationale a été dirigée par le premier ministre contre les "centralisateurs d'Ottawa" qui, sous la direction de M. Saint-Laurent⁶, voulaient abolir la langue française et enlever les crucifix portés par les religieux. Cette période peut être qualifiée d'"Ottawamanie". On

disait que c'était au Québec que fleurit le christianisme le plus pieux, où on parle la langue française la plus pure et, enfin, où les mœurs politiques sont les plus honnêtes.

En tout cas, ce n'est pas dans la province de Québec, qui n'est pas une province comme les autres, où des ministres sont obligés de démissionner pour un scandale, ou encore moins, se font condamner à cinq ans de pénitencier pour corruption administrative. Dans le Québec, aucun ministre n'a été poursuivi ou condamné pour s'être enrichi⁷...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)⁸: Je soulève un point d'ordre. Le député n'a pas le droit de parler de cela. Il y a actuellement une motion pour mépris de cour contre un journal et son rédacteur en chef⁹. C'est du mépris de cour. La cause est *sub judice*. Je demande que le député soit requis de retirer ses paroles...

M. Lafrance (Richmond): Ce qui est devant les tribunaux, c'est l'action en dommages prise par le premier ministre. Ce qui est *sub judice*, c'est la réputation du premier ministre, qu'il a lui-même évaluée à mille dollars¹⁰. Mais la question de la vente du système de distribution de gaz à l'Hydro-Québec n'est pas *sub judice*...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député doit être averti immédiatement qu'un nouveau mépris de cour ne sera pas toléré ici. Une requête pour mépris de cour sera enregistrée non pas au sujet du premier ministre, mais par le ministre de la Santé du Québec à la suite d'une poursuite en libelles contre le journal *Le Devoir*¹¹ pour avoir commenté sur ses prétendues implications dans la vente de gaz, depuis que la poursuite en dommages a été formulée il y a de cela quelques mois. D'ailleurs, le député n'a pas le droit, en parlant sur le point d'ordre, de répéter ses injures¹²...

M. Lafrance (Richmond): La question de la vente du réseau de distribution de gaz de l'Hydro-Québec n'est pas *sub judice*...

M. l'Orateur: Le député de Richmond n'a pas le droit de développer le sujet qu'il était à traiter, qui est *sub judice*, en parlant sur le point d'ordre...

M. Lafrance (Richmond): Si l'on procède ainsi, il sera difficile de faire la lumière sur l'administration provinciale. Il suffira de dire qu'un aspect d'un problème est *sub judice* pour que nous ne

puissions en parler ici. Dans l'affaire du gaz, tout n'est pas *sub judice*...

M. l'Orateur: Le député parle-t-il encore sur le point d'ordre? Le député de Richmond doit savoir qu'il est justement en train de discuter une question qui est hors d'ordre justement parce qu'elle est soumise aux tribunaux.

M. Hamel (Saint-Maurice): Quand le point d'ordre a été soulevé, le député était à dire que, dans le Québec, aucun ministre n'a été poursuivi ou condamné pour s'être enrichi. Le député de Richmond n'a nommé personne. Pourquoi le gouvernement est-il si chatouilleux? Rien de cela n'est *sub judice*. Ce qui est *sub judice*, c'est la façon dont *Le Devoir* a expliqué toute l'affaire. Il s'agit de savoir si le journal a exagéré dans ses critiques ou si les ministres ont exagéré dans leurs réclamations¹³...

Décisions de l'Orateur:

Allusion injurieuse à des causes pendantes

M. l'Orateur: Au cours du débat, le député de Richmond (M. Lafrance) a fait des allusions injurieuses à l'endroit des membres de l'Exécutif de la province en les comparant à un ancien ministre de la Colombie-Britannique, M. Sommers qui, c'est de notoriété publique, vient d'être condamné à cinq ans d'emprisonnement.

L'honorable premier ministre soulève alors un point d'ordre alléguant que ces allusions sont injurieuses, illégales, défendues par les règlements de la Chambre, et qu'elles mettent en discussion des procédures actuellement pendantes devant les tribunaux, vu l'instance en mépris de cour actuellement dirigé contre *Le Devoir* et son directeur-gérant Gérard Filion, et l'honorable premier ministre ajoute qu'il s'agit d'une matière *sub judice*.

Après avoir entendu les arguments en faveur du point d'ordre ainsi que ceux à l'encontre, j'ai maintenu le point d'ordre de l'honorable premier ministre, parce que les déclarations du député de Richmond viennent à l'encontre de l'article 285 du Règlement et de la coutume suivie en cette Chambre, et qui défend de discuter, à la Législature, des causes *sub judice*¹⁴. La règle qui consiste à ne pas discuter des causes qui sont devant les tribunaux a été appliquée de façon régulière depuis son entrée en vigueur à l'Assemblée législative, il y a 17 ans. Et le

député n'a certainement pas le droit de faire indirectement ce qu'il ne peut faire directement. Conséquemment, je dois maintenir le point d'ordre.

M. Lafrance (Richmond): J'en appelle de votre décision¹⁵.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bohémier, Boudreau, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 68.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, 15.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Le débat se poursuit sur l'adresse.

M. Lafrance (Richmond): Vient ensuite l'ère de l'initiative privée, l'ère anti-étatisation, l'ère anti-socialisme, antichambre du communisme. On prépare la grande offensive qui servira de slogan à la prochaine élection générale¹⁶. Cette ère nouvelle, les économistes l'ont déjà baptisée de "gaucherie" en l'honneur de M. Robert Rumilly¹⁷.

Il (M. Lafrance) se proclame 100 % favorable à l'entreprise privée bien comprise, c'est-à-dire celle qui s'inspire de la doctrine sociale chrétienne, soit encore celle qui accorde la primauté à la personne humaine et non pas au profit à tout prix, celle que le gouvernement doit protéger. Il reproche au premier ministre de ne jamais assister aux inaugurations des petites entreprises de chez nous. Il se réserve toujours, déclare-t-il, pour les manifestations des grandes entreprises à capital étranger. Il n'a même pas assisté aux fêtes du 350^e anniversaire de la

fondation de Québec, mais le lendemain, il se rendit à Lachine pour l'inauguration d'une pelle mécanique.

Ce que le gouvernement vante, c'est seulement la pseudo-entreprise privée. On jette de la poudre aux yeux en présentant des trusts internationaux comme la véritable entreprise privée, bonne et saine, qu'il faut protéger chez nous. Il est temps de faire des distinctions. Ces entreprises gigantesques à ramifications internationales sont tout simplement des entreprises que l'on qualifiait autrefois de capitalistes, en tous points identiques à certains trusts que dénonçait si violemment le chef des conservateurs de 1936¹⁸, quand il fustigeait les "gros financiers malhonnêtes et les trusts odieux et véreux". Autres temps, autres attitudes.

Il est bien manifeste que certains capitalistes essaient d'assimiler le capitalisme au régime de la propriété privée¹⁹ et de l'entreprise libre, de telle sorte que tous ceux qui s'attaquent au capitalisme en prônant des réformes de structures ont vite fait de passer pour adversaire du droit de propriété privée et sont rangés au nombre des communistes. Pourtant, les uns et les autres sont les pires ennemis de la véritable entreprise libre. Chez nous, tous ceux qui n'ont pas perdu la notion des choses savent à quels abus les trusts se sont livrés et se livrent encore dans la catholique province de Québec.

Au nombre des entreprises capitalistes étrangères qui exploitent nos ressources naturelles, il (M. Lafrance) place l'Iron Ore Co., la Gaspe Copper Co., l'Associated Textile Co. of Canada, et autres, toutes inféodées à des trusts internationaux. Il s'attaque particulièrement à l'Association Textile, de Louiseville, où les ouvriers ont été maltraités par les capitalistes de New York et où le gérant de la compagnie déclarait qu'il en coûterait \$1,000,000 peut-être, mais que la compagnie "les aurait"²⁰. Il (M. Lafrance) parle aussi de la compagnie Gaspe Copper Mines à qui le gouvernement a cédé pour une chanson de riches gisements de cuivre et qui traite comme des cerfs²¹ les gens de l'endroit. Les ministres, déclare-t-il, ont permis l'établissement d'une ville fermée, Murdochville, sur le terrain concédé à la Gaspe Copper Mines Limited²²...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je soulève un point d'ordre. Le député n'a pas le droit de dire que le gouvernement en a fait une ville fermée. Cette ville a été érigée par une loi de la Législature, que le député n'a pas le droit de critiquer sans en demander le rappel.

M. l'Orateur maintient le point d'ordre.

M. Lafrance (Richmond): Il s'est produit là des actes antisociaux avec la complicité du gouvernement.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): soulève un autre point d'ordre.

M. l'Orateur maintient le point d'ordre. On n'a pas le droit, tranche-t-il, d'attaquer les ministres en disant qu'ils se sont rendus complices d'actes antisociaux.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'insiste pour que le député retire ses paroles.

M. Lafrance (Richmond): Je me sou mets à votre décision, M. l'Orateur, et je retire mes paroles.

Il (M. Lafrance) reproche au capitalisme étranger de vouloir asservir la population, et au gouvernement provincial de mettre sa Commission des relations ouvrières et sa police au service de ce capitalisme. Il cite une déclaration du premier ministre Duplessis, faite à Sept-Îles, dans laquelle celui-ci disait que "le capital étranger est bienvenu dans le Québec, que nous sommes fiers et satisfaits de ce capital qui exploite nos richesses naturelles". Il (M. Lafrance) ajoute qu'il n'est pas, lui, fier de ce régime de peuple nègre...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député de Richmond ne cite pas le texte du premier ministre correctement²³. Le premier ministre disait, à cette occasion, que "le capital qui respecte les droits et traditions du Québec est bienvenu". Pourquoi ne citez-vous pas honnêtement les textes?

M. Lafrance (Richmond): Je n'ai aucune leçon d'honnêteté à recevoir du ministre.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Quel éner gumène!

M. Hamel (Saint-Maurice): M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. C'est absolument contre les règlements de la Chambre d'insulter un député.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député de Saint-Maurice n'a pas le droit d'insulter son collègue de Richmond en prétendant que la remarque du ministre s'adressait à lui.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est absolument contre les règlements de la Chambre. Les mots sont

antiparlementaires et je demande au ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) de retirer ses paroles.

M. Lafrance (Richmond): Le ministre de la Voirie devrait retirer ses paroles.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): En parlant de point d'ordre, le ministre de la Voirie n'a pas dit que cela s'adressait au député de Richmond ou de Chicoutimi. La remarque ne s'appliquait à aucun membre de la Chambre en particulier. Il a tout simplement dit: "Quel éner gumène", et il n'y a donc aucune nécessité de retirer ces paroles. Si le député de Saint-Maurice croit que ça peut s'appliquer à son collègue...

Décisions de l'Orateur:

Paroles antiparlementaires

M. l'Orateur: Pendant le discours du député de Richmond (M. Lafrance) parlant sur l'adresse en réponse au discours du trône, un point d'ordre a été soulevé à l'effet que le ministre de la Voirie aurait traité le député de Richmond d'énergumène.

J'ai moi-même entendu le ministre de la Voirie qui a tout simplement prononcé les mots "quel éner gumène" sans mentionner qui que ce soit de cette Chambre. Il est évident que la remarque ne s'appliquait pas au député de Richmond. L'expression pouvait s'adresser aussi bien à un spectateur qu'au député.

C'est le député de Saint-Maurice (M. Hamel), dans son point d'ordre, qui a appliqué cette expression au député de Richmond. S'il y avait lieu de soulever un point d'ordre relativement à cette déclaration, c'est contre le député de Saint-Maurice qu'il aurait fallu le soulever et non contre le ministre de la Voirie qui n'avait désigné personne.

En conséquence, j'ai renvoyé le point d'ordre dirigé contre l'honorable ministre de la Voirie. Le ministre n'a rien à retirer.

L'opposition manifeste son mécontentement.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'en appelle de votre décision...

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bohémier,

Boudreau, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibault, Tremblay, Vachon, 67.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 15.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Le débat se poursuit sur l'adresse.

M. Lafrance (Richmond) affirme qu'il n'est pas opposé à la venue de capitaux étrangers quand ils élèvent le niveau de vie de nos familles. Il prédit qu'un jour le peuple du Québec cessera de ramasser les miettes qui tombent de la table des capitalistes étrangers, qu'il se ressaisira et qu'il prendra la place de maître qui revient aux descendants des défricheurs du pays.

Le chômage, constate-t-il, afflige la population. Il y a au moins 100,000 personnes qui n'ont pas de travail dans le moment chez nous. Il (M. Lafrance) réclame une action immédiate et audacieuse du gouvernement pour leur venir en aide, car l'État a toute la responsabilité dans ce domaine. Il regrette que le discours du trône n'ait pas un mot favorable pour les chômeurs du Québec, pas un mot d'espoir. Il maintient le fait que le plan d'ensemble du gouvernement est truffé de contradictions, de confusions, de millions et d'élections.

Il est grandement temps, dit-il, que le gouvernement cesse de songer à sa réhabilitation dans l'opinion publique, pour se préoccuper de la réhabilitation du bien-être des familles de notre province. Le chômage a augmenté au Québec plus rapidement qu'ailleurs, de 1957 à 1958; l'accroissement a été de l'ordre de 40 % dans notre province, et seulement de 25 % dans le Canada en général...

M. l'Orateur avertit M. Lafrance (Richmond) que le temps alloué par les règlements est expiré²⁴.

M. Lafrance (Richmond) accepte la décision. Il dit que la limite de temps de parole d'une heure l'empêche de soumettre quelques suggestions constructives, et déclare qu'il terminera ce sujet en une autre circonstance. L'une des plus importantes (suggestions), dit-il, consiste en la création d'une agence provinciale d'évaluation du crédit, afin d'aider à résoudre le problème du chômage. Il (M. Lafrance) prend aussi le temps de demander, comme remède au chômage, que la Banque centrale du Canada ouvre des crédits aux provinces et aux municipalités, pour qu'elles puissent aller de l'avant dans l'exécution de travaux publics.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) n'approuve pas du tout cette idée d'une coalition politique contre le gouvernement de l'Union nationale. Il qualifie de non-sens pur et simple le projet de coalition des forces d'opposition mis de l'avant par les libéraux, en vue des élections générales provinciales de 1960²⁵. Le peuple de la province, renchérit-il, est trop conscient de tout ce qu'a fait le gouvernement actuel dans tous les domaines pour promouvoir le bien-être de toutes les classes de la population pour s'en détacher. Les ouvriers notamment savent trop quels bienfaits ils ont retirés de la législation de l'Union nationale pour croire qu'ils pourront être mieux servis par un autre régime. Les travailleurs en particulier ont profité de "nombreuses opportunités" que l'administration Duplessis a mises à leur disposition.

Les Canadiens français devraient tirer une leçon de ce qui est arrivé en France. Si jamais, par impossible, suppose-t-il, cette coalition prenait le pouvoir, ce serait la confusion et le chaos, comme on a pu le voir en France avant l'arrivée du général de Gaulle²⁶, le sauveur de sa patrie. Il ne faut pas que la province de Québec devienne comme la France. L'administration de ce pays, dans le domaine international comme dans le domaine de la politique intérieure, a été paralysée par la multiplication des divers groupes politiques qui ont empêché le pays d'avoir un gouvernement stable. Il a fallu un homme dévoué et sincère, tel le général de Gaulle pour mettre fin à ce chaos. Nous avons le privilège d'avoir à la tête de la province un véritable chef politique depuis 1944, comme la France en a maintenant un avec de Gaulle.

M. Duplessis est le véritable sauveur de la province, un homme apte à rassembler tous les éléments de la province. Ce chef politique a fait des merveilles pour l'éducation, la santé, le bien-être social de la population, pour les ouvriers. Les

Québécois sont des gens intelligents et ils n'oublieront pas ce qu'il a fait pour eux. Je me demande vraiment pourquoi on se liguera pour renverser son gouvernement. Je me demande vraiment ce que la province gagnerait avec une coalition de groupements politiques, qui ne conduirait qu'à un cercle vicieux.

La population de langue anglaise du Québec ne se rend peut-être pas suffisamment compte de ce que l'Union nationale a fait pour elle. Il y a là une grave lacune. Personnellement, je veux faire tout mon possible pour expliquer aux citoyens de Montréal les bienfaits dont ils ont été l'objet et tout ce que la métropole du Canada doit à l'initiative du gouvernement provincial actuel.

Il (M. Hanley) s'éleve contre ce qu'il appelle les critiques mensongères qu'on colporte relativement à l'essor industriel du Québec. Il loue l'effort qu'a accompli le ministère de l'Industrie et du Commerce, dirigé par l'honorable M. Beaulieu, pour attirer de nouvelles industries dans la province. Il tient à féliciter le ministère provincial du Travail pour l'excellent travail qu'accomplit son service de placement à Montréal en faveur des sans-travail, particulièrement grâce aux efforts du directeur de ce service, M. Roland Guilbeault, et du surintendant général, M. Roméo Bergeron. Il a également félicité les industries de la région métropolitaine de leur contribution pour remédier au chômage.

Il salue la décision du gouvernement de donner à Montréal un gouvernement de type métropolitain. Il dit que le besoin pour un tel système est réel. Il propose également que l'on étudie la possibilité d'abolir le système des 99 conseillers municipaux à Montréal et d'établir une administration métropolitaine. Imaginez ce que ce serait si chaque circonscription provinciale comptait six députés représentant différents partis.

Je suis étonné, dit-il, de toute la confusion qu'on veut actuellement répandre autour du gaz naturel. L'affaire est pourtant bien simple. En 1955, l'Assemblée législative a voté à l'unanimité une loi incorporant la Corporation de gaz naturel. Le gouvernement a décidé de vendre le réseau gazier à cette société et ce fut une heureuse décision; en outre, le gaz vendu ne fait pas partie des richesses naturelles du Québec.

L'Hydro perdait de l'argent avec ce réseau et elle aurait couru le risque d'en perdre bien davantage, car la Corporation de gaz naturel avait conclu une entente avec la Trans-Canada Pipelines pour s'approvisionner en gaz naturel. Plus tard, le gaz du Québec aurait affronté la concurrence en

provenance de l'Ouest canadien. Je n'aurais pas accepté d'ailleurs que le gouvernement fasse concurrence à l'entreprise privée avec l'argent des contribuables. Tout ce qui a été fait a été bien fait. Il (M. Hanley) approuve entièrement la décision de l'Hydro-Québec de vendre son réseau gazier à la Corporation de gaz naturel.

Le gouvernement, devrait profiter de l'offre du gouvernement fédéral, au sujet du financement des travaux de chômage entrepris par les municipalités, pour donner de l'ouvrage à ceux qui n'en ont pas.

M. Couturier (Rivière-du-Loup) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Saint-Pierre), que le débat soit de nouveau ajourné²⁷.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Au moins un député était absent lors de la séance: M. Barrette (Joliette), selon *L'Événement* du 4 décembre 1958, à la page 18.

2. Dans *Le Devoir* du 1^{er} décembre 1958, à la page 4, il est écrit que le gaz naturel, qui à cette époque était inodore, avait depuis quelques mois été à l'origine d'une série d'explosions au Québec et en Ontario. Le bilan était lourd: six morts, 120 blessés et \$6,000,000 de dommages matériels.

3. Eugenio Pacelli (1876-1958), de son nom civil, fut souverain pontife (258^e pape) de 1939 à 1958.

4. D'après *Le Soleil* du 27 novembre 1958, à la page 17, M. Earl a consacré la principale partie de son discours à la santé publique.

5. John Diefenbaker (1895-1979) fut premier ministre du Canada de 1957 à 1963. D'allégeance

conservatrice, il avait été élu député pour la première fois en 1940.

6. Député libéral aux Communes depuis 1942 et ministre dans le cabinet libéral de Mackenzie King, Louis Saint-Laurent (1882-1973) fut premier ministre du Canada de 1948 à 1957.

7. *Le Soleil* du 27 novembre 1958, à la page 3, explique en ces termes le sens de la remarque de M. Lafrance (Richmond): "Il (M. Lafrance) venait de faire allusion à des démissions de ministres dans la province d'Ontario, à cause d'un scandale, et à une condamnation à cinq ans de pénitencier, dans une autre province, pour corruption administrative, lorsque M. Duplessis est intervenu pour s'objecter à la tournure que prenait la discussion." De toute évidence, M. Lafrance (Richmond) évoque indirectement le scandale, qui a ébranlé le gouvernement unioniste, entourant la vente du réseau de distribution de gaz naturel d'Hydro-Québec à la Corporation de gaz naturel de Québec. *Le Devoir* du 13 juin 1958, à la page 1, révélait que plusieurs ministres, conseillers législatifs et hauts fonctionnaires avaient profité d'informations privilégiées pour spéculer sur cette transaction. *La Tribune* du 26 novembre 1958, à la page 19, rappelle que, le 23 septembre, M. Lesage et les députés libéraux ont remis au lieutenant-gouverneur une pétition demandant la tenue d'une enquête royale pour élucider les circonstances dans lesquelles s'est fait l'achat du réseau gazier d'Hydro-Québec.

8. Selon *Le Devoir* du 27 novembre 1958, à la page 1, le premier ministre "a bondi de son siège pour le rappeler à l'ordre".

9. Le journaliste de *La Presse* du 27 novembre 1958, à la page 24, est à tout le moins imprécis sur ce point, car un peu plus loin, dans le même article, il mentionne que la requête "est" enregistrée. Une telle incertitude est compréhensible. Les détails de l'affaire judiciaire évoquée en Chambre demeuraient nébuleux même pour le principal intéressé, M. Leclerc (Charlevoix): "Après la séance, le Dr Leclerc a déclaré que M. Duplessis faisait allusion à une requête de mépris de cour qui doit être enregistrée à la suite de sa poursuite contre le journal (*Le Devoir*) et l'éditeur, M. Gérard Filion. Le Dr Leclerc a dit qu'il ne sait pas actuellement si la requête a été enregistrée, mais elle doit être soumise au tribunal de La Malbaie, dans le district judiciaire de Charlevoix. Le Dr Leclerc représente le comté de

Charlevoix à l'Assemblée législative. Il est l'un des sept ministres qui ont intenté des poursuites en libelles contre *Le Devoir* à la suite d'une série d'articles critiquant la vente du service de gaz." *Le Devoir* du 27 novembre 1958, à la page 1, bien informé, puisque partie dans la cause, précise que la requête fut déposée en réaction à un article de M. Filion publié dans les pages du même quotidien après la nomination, le 5 novembre, de M. Leclerc (Charlevoix) au poste de ministre de la Santé, en remplacement de M. Albiny Paquette. La poursuite en elle-même fut intentée après le scandale du gaz naturel, divulgué le 13 juin 1958 par *Le Devoir*.

10. Le commentaire de M. Lafrance (Richmond) concerne l'action en dommages entreprise par le premier ministre, au début du mois de septembre, contre *Le Devoir* et son directeur Gérard Filion, conséquemment à l'affaire du gaz naturel. M. Duplessis fit des émules dans son entourage: 15 autres poursuites en diffamation furent peu après déposées.

11. Voir la note 9.

12. Le courriériste parlementaire du *Devoir* du 27 novembre 1958, à la page 1, prétend que "l'allusion de M. Duplessis à une motion pour mépris de cour a pris tout le monde par surprise. Personne ne semblait au courant".

13. *The Montreal Daily Star* du 27 novembre 1958, à la page 2, prétend que cette réplique fut prononcée par M. Lafrance (Richmond). Tous les autres journaux s'entendent, au contraire, pour attribuer lesdits propos à M. Hamel (Saint-Maurice).

14. *Journaux de l'Assemblée législative 1957-1958*, page 438, May, 11^e édition, page 278.

15. Le *Montréal-Matin* du 27 novembre 1958, à la page 26, avance que quelques autres députés de l'opposition se sont joints à M. Lafrance (Richmond) pour demander que la décision du président soit soumise au vote de la Chambre.

16. Pour sa part, *Le Devoir* du 27 novembre 1958, à la page 3, adopte la formulation suivante: "préparatoire probablement à la grande offensive de la prochaine campagne électorale".

17. Robert Rumilly, *L'infiltration gauchiste au Canada français*, Montréal, s.éd., 1956, 147 p.

Robert Rumilly (1897-1983), historien d'origine française, émigra au Canada en 1928. Auteur prolifique, il fut également un chantre du régime duplessiste et un anticommuniste farouche.

18. Par cette remarque, M. Lafrance (Richmond) voulait probablement souligner que, si M. Duplessis (Trois-Rivières) avait bien été élu chef du Parti conservateur en 1933, il n'avait jamais été officiellement élu chef du parti qu'il avait fondé en 1935: l'Union nationale, formation issue de la fusion, *de facto*, du Parti conservateur et d'une aile dissidente du Parti libéral, l'Action libérale nationale.

19. Selon *L'Action catholique* du 27 novembre 1958, à la page 11, M. Lafrance (Richmond) aurait employé l'expression "entreprise privée".

20. La grève de Louiseville (1952-1953) fut brutalement réprimée par la police provinciale: le gouvernement unioniste appuya sans réserve les positions de l'Associated Textiles une fois qu'il eut remporté les élections provinciales de 1952.

21. *Le Soleil* du 27 novembre 1958, à la page 17, et la plupart des journaux écrivent "cerfs". Nous déduisons, considérant le sens de la phrase, que le journaliste a confondu ce mot avec le mot "serfs".

22. Une ville fermée est une municipalité soustraite au régime municipal, dépourvue donc de maire et de conseillers. Elle est directement gérée par un administrateur nommé par la compagnie sur la concession de laquelle la ville fermée est érigée. Ce système d'organisation municipale, expédient imaginé pour pallier au chômage massif engendré par la crise de 1929, se retrouvait surtout dans les régions éloignées du Québec, où la mise en exploitation d'une mine créait subitement la nécessité d'habitations permanentes.

23. *La Presse* du 27 novembre 1958, à la page 1, nous informe que "M. Sauvé dirigeait les débats pour les ministériels, en l'absence passagère de M. Duplessis".

24. C'est-à-dire une heure. *L'Événement* du 27 novembre 1958, à la page 8, confirme que, lorsqu'il fut interrompu par le président, M. Lafrance discourait depuis une heure. Ayant épuisé le temps qui lui était alloué par le Règlement, il n'a pu terminer son exposé. Il avait cependant distribué aux

journalistes de la Tribune de la presse des copies de son discours. *L'Événement* du 27 novembre 1958, à la page 8, résume ainsi la suite du discours: "Dans ce texte, pour la lutte contre le chômage, M. Lafrance suggérait, en plus, au gouvernement de: créer un Conseil économique; désigner une Commission pour enquêter sur le manque de travail (Ce pourrait être le "Conseil supérieur du travail"); collaborer étroitement avec Ottawa et les municipalités; réduire la semaine de travail; obliger les enfants à fréquenter l'école jusqu'à l'âge de 16 ans; inciter les étrangers qui placent leurs capitaux chez nous à y faire surgir de nouvelles industries; instituer un "Crédit urbain" qui intensifierait la construction, etc."

25. Selon *La Presse* du 14 novembre 1958, à la page 46, lors de son congrès de novembre 1958, la Fédération libérale provinciale - autrement dit, l'organisation partisane des libéraux du Québec - adopta une résolution ordonnant que soit formé un comité chargé d'examiner les modalités d'une éventuelle union des forces démocratiques.

26. Subséquemment à l'insurrection d'Alger en mai 1958, le général Charles de Gaulle (1890-1970) fut créé chef du gouvernement, afin de réformer les institutions politiques de la République française: l'instabilité gouvernementale sévissait en France depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le parti dirigé par de Gaulle sortit victorieux des élections législatives de novembre 1958. Un mois plus tard, le général accédait à la présidence.

27. Le compte rendu de la fin de la séance relaté par *L'Événement* du 27 novembre 1958, à la page 9, contredit celui apparaissant dans le procès-verbal. Selon le courriériste parlementaire de ce journal, M. Couturier (Rivière-du-Loup) se leva pour poursuivre l'adresse en réponse au discours du trône, mais il en fut empêché par le premier ministre qui proposa l'ajournement de la séance.

Séance du jeudi 27 novembre 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- des commissaires d'écoles catholiques de la cité de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de commission scolaire catholique de la cité de Longueuil et pour d'autres fins (M. Ladouceur);
- de Dominion Dock Company Limited, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ouellet, Saguenay);
- des Immeubles Delrano inc., demandant l'adoption d'une loi érigeant un territoire en municipalité de ville sous le nom de ville de Lac-Laron et modifiant leur charte (M. Rochette);
- de la Commission des écoles catholiques de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Boudreau);
- de la ville de Mackayville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);
- de la paroisse de Sainte-Geneviève, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);
- de dame Colette Perroux-Maranda, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes à l'admettre à l'exercice de la chirurgie dentaire (M. Custeau);
- des villages de Saint-Hilaire, d'Otterburn Park et de McMasterville, demandant l'adoption d'une loi concernant la Commission d'aqueduc de la vallée du Richelieu (M. Ladouceur);
- de la Commission scolaire de Mackayville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Riendeau);
- de la ville de Roxboro, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);
- de Trois-Rivières & Saint-Maurice, compagnie d'assurance mutuelle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Caron);
- de la compagnie des Ciments du Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Samson);

- de Didace Patenaude, demandant l'adoption d'une loi concernant la vente d'un morceau de terre à The Montreal Trust Company (M. Riendeau);

- de The Protestant School Board of Greater Montreal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Somerville);

- de Paul Rodier et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant le testament de feu Charles Séraphin Rodier (M. Custeau);

- des commissaires d'écoles de la ville d'Anjou, demandant l'adoption d'une loi modifiant la durée du terme d'office desdits commissaires (M. Pouliot, Laval);

- du Conseil supérieur de la chiropratique pour la province de Québec inc., demandant l'adoption d'une loi afin d'observer la reconnaissance professionnelle (M. Chartrand).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la ville de Nicolet, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roy);

- du conseil municipal de la paroisse de Saint-Joachim de Châteauguay, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Laberge);

- de la ville de Candiac, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Riendeau);

- de l'Association provinciale des instituteurs protestants de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Earl);

- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);

- de la cité de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ladouceur);

- de la ville de Laval-Ouest, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- de Léonidas George Nicolopoulos, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Loney George Nicol (M. Bellemare);

- de Dominion Steel and Coal Corporation Limited, demandant l'adoption d'une loi aux fins de régulariser et valider certains titres de propriété (M. Ladouceur);

- de l'Institut des Frères des écoles chrétiennes, demandant l'adoption d'une loi autorisant une incorporation indépendante dans le diocèse de Nicolet, de Trois-Rivières et autres comtés (M. Bellemare);

- de la cité de Saint-Michel, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- de la cité de Sainte-Foy, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Rochette);

- de la ville de Richmond, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Langlais);

- des commissaires d'écoles de la cité de Sillery, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Rochette);

- de la ville de Saint-Félicien, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Turcotte);

- de la cité de Saint-Jean, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité d'Amos, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Larouche);

- de dame Hélène Carrignan, en religion mère Marie-Eudes, demandant l'adoption d'une loi incorporant les sœurs missionnaires de Notre-Dame-d'Afrique (M. Custeau);

- des commissaires d'écoles de Shawinigan, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Ducharme);

- de la Commission des écoles catholiques de la cité de Dorval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Schmidt);

- de la paroisse de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Schmidt);

- de The Laprairie Protestant Cemetery, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Riendeau).

Rapports des comités permanents:

M. Gagnon (Matapédia): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- des commissaires d'écoles de la cité de Thetford Mines et de la ville de Black Lake, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

- de la ville de Black Lake, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- des commissaires d'écoles de Saint-Vincent-de-Paul, demandant l'adoption d'une loi autorisant une indemnité aux membres de la commission et leur accordant le droit de changer les fonctions des instituteurs;

- de la ville de Préville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- des commissaires de la cité de Jonquière, demandant l'adoption d'une loi afin d'autoriser une indemnité aux commissaires et aux présidents pour leurs frais de déplacement.

Explications sur des faits publiés:

Article du journal *Le Droit*

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) corrige une information publiée par le journal canadien-français d'Ottawa *Le Droit*. Il déclare que ce ne sont pas des prêts, mais des gratifications que son gouvernement accordera aux fils de cultivateurs en vertu de la nouvelle législation visant à favoriser l'établissement des jeunes ruraux sur la ferme. Il (M. Duplessis) fait cette mise au point en commentant un article, paru dans un journal de l'Ontario et qui avait été expédié par *La Presse canadienne*.

L'article, dit-il, disait que le gouvernement augmenterait de \$500 à \$1,000 au maximum le montant des "prêts". Cette nouvelle est aux antipodes de la vérité et non conforme aux faits. *La Presse canadienne*, dans sa dépêche, a parlé de prêts, payables à raison de cinq versements annuels égaux plutôt que de gratifications. Il s'agit purement et simplement de gratifications aux fils de cultivateurs, pour leur permettre de s'établir sur la terre. La législation, qui doit être étudiée par l'Assemblée législative, stipule des octrois jusqu'à une somme totale de \$10,000,000 pour aider à l'établissement des fils de cultivateurs. Les gratifications individuelles aux fils de cultivateurs seront portées de \$500 à \$1,000 chacune, payables en cinq versements annuels de \$200 chacun.

Questions et réponses:

Requête de la ville de Hull

M. Parent (Hull): J'apprends par les journaux que le gouvernement de la province a permis à la cité

de Québec de bénéficier de l'offre faite par la Société centrale d'hypothèques et de logement, de contribuer à raison de 75 % aux frais d'une enquête sur la situation du logement dans cette ville.

La cité de Hull a fait une demande semblable le 15 décembre 1956, soit depuis près de deux ans, et n'a pas encore eu de réponse. Peut-elle espérer bientôt une réponse précise en ce qui concerne l'enquête qu'elle se propose de faire sur le logement?

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):

Les faits parlent par eux-mêmes. Du reste, cette question ne relève pas du ministère des Affaires municipales.

M. Parent (Hull) tente d'obtenir une réponse du premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je pourrais bien, moi aussi, poser une question au député de Hull (M. Parent), mais il ne serait pas obligé de me répondre. Ainsi, je pourrais lui demander comment il se fait que l'organisateur du député de Saint-Maurice, au congrès plénier de mai, a fait faillite dans sa tentative de faire élire son candidat comme chef du Parti libéral³.

(Rires)

Projets de loi:

**Commission scolaire
de Jonquière**

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 104 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Jonquière, dans le comté de Jonquière-Kénogami.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Black Lake

M. Fortin (Mégantic) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 153 modifiant la charte de la ville de Black Lake.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commissions scolaires de
Thetford Mines et Black Lake**

M. Fortin (Mégantic) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 154 concernant les

commissaires d'écoles de la cité de Thetford Mines et les commissaires d'écoles de la ville de Black Lake.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission scolaire de
Saint-Vincent-de-Paul**

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 177 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Vincent-de-Paul, dans le comté de Laval.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Préville**

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 228 modifiant la charte de la ville de Préville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Explications sur des faits publiés:

**Texte inexact
du procès-verbal**

M. Hamel (Saint-Maurice) se lève sur une question de privilège et, se basant sur l'article 133 du Règlement, déclare: Je constate en lisant cet après-midi le procès-verbal de la séance d'hier que le compte rendu de la décision de l'Orateur de la Chambre, concernant l'incident relatif à certaines déclarations faites par le député de Richmond, est bien différent de celui qui apparaissait ce matin sur les épreuves que l'on m'a remises. Je veux donc que le texte soit rectifié de manière à concorder avec le texte des galées⁴ distribuées ce matin et dont la teneur est celle qui correspond de plus près aux événements qui ont occasionné la décision de M. l'Orateur, telle que rapportée à la page 62 des *Procès-verbaux* du 26 novembre 1958. Voici ce que je lis sur les épreuves:

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Bohémier proposant une adresse en réponse au discours du trône.

Au cours du débat, le député de Richmond dit qu'"il n'y a pas dans cette province de ministres qui ont été condamnés pour s'être enrichis".

Le premier ministre soulève un point d'ordre à l'encontre des paroles prononcées par le député de Richmond, parce qu'elles font allusion à des faits qui

sont *sub judice* et qu'on ne peut faire indirectement des choses qu'il est interdit de faire directement.

Après avoir entendu les arguments de part et d'autre, M. l'Orateur en vient à la conclusion que le député de Richmond avait fait allusion à des faits dont les tribunaux sont actuellement saisis, et que de tels faits ne peuvent faire le sujet d'un débat, et qu'on ne peut s'y référer directement, ni indirectement (article 150 du Règlement; jurisprudence suivie en cette Chambre), *Journaux* 1957-1958, page 438 et May, 11e édition, page 278).

En voici maintenant le texte officiel qui apparaît à la page 62 des *Procès-verbaux*:

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Bohémier proposant une adresse en réponse au discours du trône.

Au cours du débat, M. l'Orateur rend la décision suivante:

Au cours du débat, le député de Richmond a fait des allusions injurieuses à l'endroit des membres de l'Exécutif de la province en les comparant à un ancien ministre de la Colombie-Britannique, M. Sommers qui, c'est de notoriété publique, vient d'être condamné à cinq ans d'emprisonnement.

L'honorable premier ministre soulève alors un point d'ordre alléguant que ces allusions sont injurieuses, illégales, défendues par les règlements de la Chambre et qu'elles mettent en discussion des procédures actuellement pendantes devant les tribunaux, vu l'instance en mépris de cour actuellement dirigée contre *Le Devoir* et contre son directeur-gérant⁵, et l'honorable premier ministre ajoute qu'il s'agit d'une matière *sub judice*.

Après avoir entendu les arguments en faveur du point d'ordre ainsi que ceux à l'encontre, j'ai maintenu le point d'ordre de l'honorable premier ministre parce que les déclarations du député de Richmond viennent à l'encontre de l'article 285 des règlements et de la coutume suivie en cette Chambre et qui défend de discuter, à la Législature, des causes *sub judice* (*Journaux de l'Assemblée législative* 1957-1958, page 438; May, 11e édition, page 278). M. Lafrance (Richmond) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

Je soumetts que la façon dont le procès-verbal officiel rapporte l'incident de mercredi est différente de la manière⁶ dont le greffier l'avait expliqué sur l'épreuve typographique du matin. La version apparaissant dans le procès-verbal du matin est plus fidèle que la seconde. Je demande donc que des instructions soient données au greffier pour que le procès-verbal soit modifié et reproduise le texte qui apparaissait sur les épreuves.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il est élémentaire pour tout député qui connaît le Règlement, élémentaire pour tout avocat qui connaît son droit que le document officiel en Chambre, c'est le procès-verbal. Les épreuves typographiques⁷ ne constituent nullement un document officiel, pas plus que le brouillon du *factum* d'un avocat, en cour, constitue un document officiel. J'ai moi-même soulevé un point d'ordre quand le député de Richmond a déploré que des ministres du gouvernement actuel ne soient pas dans la même situation que le ministre Sommers...

M. Hamel (Saint-Maurice): Ce n'est pas ce qu'il a dit...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je demande au député de respecter les règlements que vous invoquez, car même si on est le stratège libéral⁸, on n'a pas le droit d'interrompre un orateur. C'est la seconde version qui est la plus conforme aux faits. Le député de Richmond a dit que la province de Québec était différente des autres provinces à cause du traitement dont ses ministres sont l'objet, et il a fait une comparaison - que tout le monde a comprise - entre les ministres du gouvernement actuel de la province et un ancien ministre de la Colombie-Britannique, M. Sommers, qui a été condamné à cinq ans de prison. Cela était excessivement injurieux. J'ai soulevé un point d'ordre en expliquant que le député ne faisait que répéter ce qui vaut à un journal qui s'intitule *Le Devoir* et à son directeur-gérant d'être poursuivis, devant le tribunal, à La Malbaie, pour mépris de cour. Le compte rendu parle par lui-même.

M. Lafrance (Richmond): Parlant sur le point d'ordre...

Des voix ministérielles: Il n'y a pas de point d'ordre, asseyez-vous!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le procès-verbal est évidemment le document officiel et la question de privilège est mal fondée.

M. Hamel (Saint-Maurice) affirme encore une fois que le texte paru sur l'épreuve typographique était le bon et que le texte inséré dans le procès-verbal définitif et officiel ne reflète pas la vérité. On a, dit-il, postérieurement apporté une correction au verdict rendu, la veille, par M. l'Orateur. On n'avait pas le droit. M. l'Orateur, votre décision a été corrigée.

M. Lafrance (Richmond): M. l'Orateur, j'ai le droit d'exprimer mon point de vue. Hier, je n'ai jamais mentionné le nom de M. Sommers, l'ancien ministre de la Colombie-Britannique, ou d'un ministre, quel qu'il soit. Tous les journalistes ont très bien rapporté mes paroles. J'ai simplement dit que ce n'est pas dans la catholique province de Québec, une province pas comme les autres, que des ministres sont obligés de démissionner à la suite d'un scandale ou sont condamnés à la prison. Mes remarques se seraient bornées à cela si le premier ministre n'était pas intervenu. Je dis que le procès-verbal officiel est inexact...

M. l'Orateur déclare que les galées en question ne sont que le résultat de notes rapides et incomplètes prises au cours des séances, mais que, en vertu des règlements, la rédaction définitive des *Procès-verbaux* est faite sous sa responsabilité et porte sa signature. Hier soir, poursuit-il, je n'ai pas eu le temps de consulter les notes prises durant la séance. La phraséologie n'était pas la mienne, parce que je n'avais pas eu le temps de rédiger quoi que ce soit. Mais, ce matin, j'ai pris connaissance des épreuves et j'ai pris sur moi de soumettre à l'imprimeur le texte qui apparaît aujourd'hui même dans le procès-verbal. On me reconnaîtra, je pense, le droit de vérifier le texte, quant à son authenticité et à sa véracité, de choses qui sont soumises et reproduites sous ma signature. C'est ce que j'ai fait par la suite. L'article 133 du Règlement, invoqué par le député de Saint-Maurice, se lit comme suit: "Quand il s'est glissé quelque erreur de fond dans le texte du procès-verbal d'une séance, le greffier peut le rectifier dans le procès-verbal du jour de séance suivant. Subséquemment, la rectification ne peut-être faite que par ordre de la Chambre."

Je suis d'avis que le texte soumis et reproduit sous ma signature⁹ ne comporte aucune erreur de fond. La discussion ne porte ici que sur une simple modification de phraséologie. Le texte de la décision rendue hier, tel qu'il apparaît à la page 62 des *Procès-verbaux*, est bien conforme à celui remis à l'imprimeur et correspond fidèlement à la situation qui s'est produite à la séance d'hier, ainsi qu'au point d'ordre qui a été soulevé et que j'ai maintenu. Il n'y a donc pas erreur de fond dans le texte du procès-verbal.

M. Hamel (Saint-Maurice): Dois-je comprendre que ma demande de rectification est refusée?

M. l'Orateur: Je la refuse parce que les changements entre le texte officiel et les épreuves ne

constituent que des changements de phraséologie. Je suis donc d'opinion que je dois refuser la demande du député de Saint-Maurice de changer ce texte. Je la refuse, parce que c'est moi qui porte la responsabilité de ce que j'ai signé. Je n'ai pas de responsabilité pour ce qui apparaît sur les épreuves. Pour moi, la version officielle est celle du procès-verbal.

M. Hamel (Saint-Maurice): Avec toute la déférence possible, M. l'Orateur, j'en appelle de votre décision.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas un point d'ordre.

M. l'Orateur: Qu'on appelle les députés.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bohémier, Boudreau, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochon, Ross, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 64¹⁰.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Thériège, Turpin, 16.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Projets de loi:

Michael Judah Katz

M. Russell (Shefford) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 101 changeant le nom de famille de Michael Judah Katz en celui de Kates soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission scolaire
de Plessisville**

M. Fortin (Mégantic) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 103 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Plessisville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Taxe d'éducation à Sorel

M. Gagné (Richelieu) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 106 autorisant les commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sorel, dans le comté de Richelieu, à imposer une taxe d'éducation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Maximilien Polak

M. Maltais (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 107 concernant le Barreau de la province de Québec et Maximilien Polak soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Hugo Bartoli

M. Maltais (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 108 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Hugo Bartoli à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission scolaire catholique
de Loretteville**

M. Rochette (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 112 concernant la Commission scolaire catholique de Loretteville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Marcel Van de Putte

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 114 changeant le nom de Marcel Van

de Putte en celui de Marcel Marion soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission scolaire de Joliette

M. Chartrand (L'Assomption) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 116 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Joliette, dans le comté de Joliette, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Taxe de vente
à Saint-Michel-des-Saints**

M. Lavallée (Berthier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 117 accordant à la corporation de la paroisse de Saint-Michel-des-Saints le droit d'imposer une taxe de vente soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission scolaire
de Salaberry-de-Valleyfield**

M. Hébert (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 118 concernant les commissaires d'écoles de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, comté de Beauharnois, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission scolaire
de Rimouski**

M. Gaboury (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 123 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Rimouski soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Jewish Peretz School Inc.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 127 concernant les biens immobiliers de la Jewish Peretz School Inc. soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission scolaire de
Sainte-Germaine-du-Lac-Échemin**

M. Samson (Lévis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 133 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Germaine-du-Lac-Échemin soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Adoption de Joseph G. M. Gravel

M. Rochette (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 135 concernant l'adoption de Joseph Guy Marc Gravel soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Adoption de
Peter Detlev Leichsenring**

M. Somerville (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 151 concernant l'adoption et le changement de nom de Peter Detlev Leichsenring soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission scolaire
de Grande-Rivière**

M. Gagnon (Matapédia) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 169 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Grande-Rivière, dans le comté de Gaspé-Sud, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission scolaire de Beauharnois

M. Hébert (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 171 concernant les commissaires d'écoles de la cité de Beauharnois, dans le comté de Beauharnois, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charles Hubert Caprari

M. Rochette (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 174 changeant le nom de Charles Hubert Caprari en celui de Charles Hubert Caprarie-Melville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

John Lomnitsky

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 175 concernant l'adoption de John Lomnitsky et le changement de son nom en celui de Jack Gallay soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Succession Joseph Masson

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 111 concernant la succession de l'honorable Joseph Masson soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Propriété de Maria de Rutrecht

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 113 validant le titre de dame Maria de Rutrecht à un certain immeuble soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Bishop's College

M. Somerville (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 119 concernant Bishop's College soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Successions Joseph Harbec
et Lucie Harbec**

M. Thuot (Iberville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 193 concernant les successions de Joseph Harbec et de Lucie Harbec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession
dame Arthur Bourdon**

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 195 concernant la succession de dame Arthur Bourdon soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 26 novembre courant, sur la motion proposée par le représentant de Labelle (M. Bohémier), dont elle a été saisie jeudi le 20 novembre courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Couturier (Rivière-du-Loup) rend hommage au nouveau ministre de la Santé (l'honorable M. Leclerc)¹¹, qui fut pour lui un confrère de collège, et déclare qu'il reste énormément à faire en ce domaine. L'assurance-hospitalisation, dit-il, est devenue une nécessité pour assurer à la classe moyenne et à la classe pauvre de notre province les soins nécessaires en cas de maladie grave. Il est bon de construire des hôpitaux nombreux, mais il reste beaucoup à faire, à part cela, pour assurer une santé convenable à la majorité de la population.

Il (M. Couturier) met le gouvernement en garde contre une trop grande confiance, lorsqu'il s'agit de combattre la tuberculose. Cette maladie, affirme-t-il, n'a pas encore été enrayerée. Il y a eu beaucoup de progrès dans ce domaine, mais la terrible maladie est toujours au guet et il faut exercer une vigilance de tous les instants. On dirait peut-être que la tuberculose est à la baisse et que les cas sont de moins en moins nombreux. Ce n'est pas l'avis d'un éminent médecin, directeur d'un sanatorium de la province; il estime à 25,000¹² environ le nombre

des tuberculeux qui ignorent, volontairement ou non, leur maladie, au Québec.

Il (M. Couturier) demande au ministre de la Santé de ne pas relâcher la vigilance de son département. Le ministre de la Santé publique, avertit-il, doit être convaincu que la tuberculose demeure une menace constante pour notre population; en 1957, le nombre des personnes mortes des suites de la tuberculose fut en moyenne de 12.4 sur 100,000 habitants dans la province et de 19.4 dans la région de Québec; il y a, dans notre province, six fois plus de malades qu'en Alberta, cinq fois plus qu'en Ontario.

Il (M. Couturier) réclame également que l'on mène une lutte vigoureuse à l'alcoolisme. Ainsi, que fait-on, demande-t-il, pour aider les alcooliques, les ivrognes? Ces gens sont avant tout de grands malades, qu'il faut traiter comme tels. L'alcoolisme, par la pauvreté et la misère qu'il engendre, est très souvent cause de la tuberculose. C'est pourquoi on réclame de plus, conformément à la suggestion du Dr Adrien Plouffe¹³, l'organisation de cliniques où l'on aiderait les patients à se réhabiliter et une assistance de l'État dans les soins à accorder aux alcooliques.

Il faudrait développer aussi l'enseignement anti-alcoolique dans les universités et même dans les écoles, suivant la suggestion du Dr Raoul Poulin, en 1939, premier président de l'Association Lacordaire et Jeanne d'Arc.

Il faudrait surtout faire respecter, par une application plus sévère, la loi des liqueurs. Il (M. Couturier) cite à ce sujet la déclaration que faisait le juge Gérard Lacroix¹⁴, en Cour supérieure à Québec, avant de condamner un accusé: le juge Lacroix a fustigé alors ces "tavernes, ces grills, ces débits et autres buvettes qui fournissent de la boisson aux jeunes jusqu'aux petites heures du matin et qui sont les véritables antichambres méprisables des cours criminelles".

Il (M. Couturier) reproche au gouvernement le retard pris dans la construction d'hôpitaux pour les malades mentaux. Il dit qu'à Montréal on garde de malheureuses démentes dans les cellules de l'immeuble de la police et qu'elles sont données en spectacle à des visiteurs nombreux et non nécessaires¹⁵. L'assurance-hospitalisation, soutient-il, est nécessaire et urgente d'abord pour aider la population du Québec, et elle serait en plus la seule solution au déficit des hôpitaux.

D'ailleurs, la Commission Tremblay¹⁶ a fait, dans son rapport, une recommandation en ce sens. Pourquoi donc le Québec traîne-t-il de l'arrière, alors que cinq autres provinces ont accepté de signer

l'entente fédérale¹⁷? Autonomie, me direz-vous. Le gouvernement provincial s'occupe-t-il de l'autonomie quand il accepte et reçoit des sommes considérables du fédéral pour aider à construire des hôpitaux?

Il n'y a pas seulement le ministère de la Santé qui reçoit de l'argent du fédéral. Presque tous les ministères provinciaux en reçoivent et je ne sache pas que l'autonomie soit pour cela violée. Il est grand temps d'agir, pour le Québec, d'autant plus que sa population envoie à Ottawa des fonds destinés à l'assurance-hospitalisation. Cette assurance ne coûtera au gouvernement de l'Ontario que \$20,000,000 par an; quant à l'administration provinciale du Québec, elle n'aurait pas à déboursier beaucoup plus qu'aujourd'hui, si l'on tient compte des dépenses déjà faites maintenant pour le traitement des indigents.

Il (M. Couturier) parle d'une affirmation du premier ministre (M. Duplessis), à Dolbeau. Selon le premier ministre, l'assistance publique est une meilleure solution que l'assurance sur la santé. Cette assertion, dit-il, ne peut être vraie, car avec l'assistance publique, seuls les indigents sont protégés. Il faut donc l'assurance-l'hospitalisation pour aider les gens de classe moyenne, les petits salariés et les petits propriétaires. À l'heure actuelle, uniquement les riches et les pauvres ont la possibilité de se faire soigner... Quand les autres sont frappés par la maladie, ils s'endettent pour des années.

Il (M. Couturier) rappelle un avertissement de Pie XII¹⁸ à l'effet que l'État doit intervenir dans le domaine de la santé, lorsque le bien public le demande. C'est donc dire, déclare-t-il, que l'État a un rôle supplétif ici à remplir. Toute la population sérieuse du Québec réclame l'assurance-hospitalisation. L'Association médicale du Canada, chapitre du Québec, a déploré, lors d'un congrès, le silence du gouvernement de Québec à ce sujet.

Il (M. Couturier) réclame aussi la construction d'hôpitaux pour les cancéreux, la construction d'établissements psychiatriques et une intensification de la lutte contre la tuberculose. Il reste, conclut-il, énormément à faire sur le plan de la santé dans la province: il faut lutter contre l'alcoolisme; il faut continuer à surveiller la tuberculose; il faut s'occuper des malades mentaux; il faut établir des centres de diagnostic au plus tôt; il faut mettre l'assurance-hospitalisation en vigueur.

M. Turpin (Rouyn-Noranda) présente ses hommages à l'Orateur de la Chambre, félicite le chef de l'opposition (M. Lapalme) pour son magistral

discours de mardi dernier et entreprend ensuite l'analyse de la législation annoncée dans le discours du trône.

Le gouvernement, analyse-t-il, n'a pas eu une pensée assez généreuse pour accorder la juste part qui devrait être allouée aux cultivateurs, dans la préparation des budgets¹⁹. Sous les derniers régimes libéraux, soit avant l'avènement de l'Union nationale en 1936, la partie du budget consacrée aux cultivateurs était d'environ 10 %²⁰. Les adversaires du gouvernement disaient alors que ce n'était pas suffisant. Mais l'Union nationale, loin de faire davantage, a réduit ce pourcentage du budget à 5 %. Elle a continué à ignorer constamment les cultivateurs.

Depuis 1946, la somme globale des budgets provinciaux s'est élevée à \$3,706,973,810.88. De cette somme, les cultivateurs n'ont obtenu que \$199,218,628.21, soit 5.36 %. Et, sur le montant de \$199,218,628.21, il faut soustraire \$25,516,298.49, représentant les octrois aux caisses populaires et les montants versés pour améliorer les conditions de l'habitation. Cette soustraction réduit la part des cultivateurs à 4 %.

Il est absolument faux de dire que l'agriculture est prospère dans le Québec. Les statistiques prouvent le contraire, de même que le nombre croissant des cultivateurs qui abandonnent leur ferme pour se chercher des emplois dans les villes. Le prêt agricole a été une bonne initiative, mais, si le gouvernement avait fait davantage pour aider l'agriculteur, un nombre beaucoup moins grand d'entre eux auraient été forcés d'emprunter. Si, au lieu de 4 % du budget, ils en avaient obtenu au moins 8 %, on n'aurait pas vu 50,000 d'entre eux forcés d'hypothéquer leur ferme, et moins de terres seraient aujourd'hui abandonnées, moins de fils de cultivateurs auraient quitté le sol.

Si les cultivateurs du Québec avaient eu leur juste part depuis 1946, ils auraient obtenu \$173,000,000 de plus. Si l'agriculture avait été plus prospère par des mesures appropriées, nous verrions moins de fils de cultivateurs en quête d'emploi dans nos villes. Si nos cultivateurs avaient une plus généreuse collaboration, nous n'aurions pas une diminution de milliers de fermes. Dans une province qu'on dit essentiellement agricole, à peine 5 % du budget va à l'agriculture. La proportion était beaucoup plus forte au temps des administrations libérales. Et le succès du crédit agricole prouve à sa façon l'absence d'une véritable politique agricole.

Dans le domaine du drainage, la part du lion va aux contracteurs, non aux fermiers. Les prix

unitaires payés aux entrepreneurs pour enlever les souches sont, en particulier, trop élevés. Avant de faire exécuter des travaux, le gouvernement devrait exiger des soumissions publiques. La majeure partie de l'argent attribué à la colonisation va aux contracteurs, et non pas aux colons. Il (M. Turpin) déplore qu'aucune mesure nouvelle n'ait été prise en ces dernières années pour aider les défricheurs et que la moyenne des primes de colonisation n'ait pas augmenté en comparaison de l'augmentation du coût de la vie. Si on avait établi, affirme-t-il, des primes plus élevées pour le défrichement, le labour, etc., nous aurions certainement moins de lots vacants, abandonnés.

Il est inconcevable de constater que le ministre de la Voirie, qui dépense des millions et des millions, dont la majeure partie pour des contrats sans soumissions publiques, n'a pas encore jugé bon de prendre à sa charge l'entretien des chemins en hiver. Le cultivateur et le colon, déjà négligés par l'administration actuelle, doivent payer leur part pour cet entretien des chemins.

Les salaires de nos ouvriers, particulièrement en forêt, sont loin de se comparer avec ceux que l'on paie en Ontario. La loi du salaire minimum permet encore de nos jours de payer des prix aussi bas que \$4.60 la corde pour le bois de quatre pieds, et les bûcherons sont obligés de marcher pendant une heure pour se rendre à leur travail sans compensation additionnelle.

M. Levesque (Bonaventure) félicite M. Lapalme pour le discours qu'il a prononcé mardi et il promet sa loyauté au nouveau chef du Parti libéral provincial, l'honorable Jean Lesage²¹...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Où est-il?

M. Levesque (Bonaventure) répond qu'il n'est pas chargé de mettre à jour le livre d'adresses du premier ministre²².

Il (M. Levesque) se réjouit du fait que le gouvernement provincial ait commencé la construction d'un autre pont, au-dessus de la rivière Cascapédia, pour remplacer celui qui a été incendié. Il rappelle les démarches nombreuses qu'il a faites à ce sujet et déclare que ses électeurs sont heureux du fait qu'elles aient enfin abouti. C'est un des problèmes de la Gaspésie, constate-t-il, qui est en voie de règlement, mais il en reste bien d'autres, notamment un surplus considérable de main-d'œuvre qui serait vite employé, si le gouvernement mettait à

exécution la loi qui ordonne d'ouvrir dans Québec le bois des forêts de notre province.

Il (M. Levesque) reproche au gouvernement provincial de laisser partir notre bois brut²³ pour les moulins du Nouveau-Brunswick. Cette exportation, dit-il, vers la province voisine se fait de façon systématique, alors que les ouvriers de la péninsule gaspésienne n'ont pas de travail et doivent s'expatrier pour gagner la vie de leur famille.

Une autre question qui intéresse mes électeurs, dit-il, est celle du bois de pulpe que les cultivateurs ne peuvent pas vendre à un prix convenable. Dans ce cas, comme dans le précédent, soutient-il, une loi provinciale est battue en brèche. Elle permet la création d'offices de producteurs, mais dès la formation de ces organismes, les compagnies refusent d'acheter le bois des colons, en dépit des promesses souvent faites par le premier ministre lui-même. Cette loi est donc inopérante et il importe d'y remédier immédiatement. C'est une affaire pressante à laquelle le gouvernement doit apporter toute son attention.

Il (M. Levesque) accuse les compagnies d'augmenter la coupe du bois sur les terres de la couronne, pour éviter d'acheter le bois des colons. On punit ainsi, croit-il, le producteur de son adhésion à une loi provinciale et, si l'État n'intervient pas, il agira de connivence avec les compagnies qui violent la loi provinciale. Il (M. Levesque) demande au gouvernement de faire en sorte que les compagnies qui exploitent les forêts de la couronne contribuent à la prospérité et non à l'appauvrissement de la population, qui est la propriétaire des ressources naturelles.

Dans le domaine de l'autonomie de la province, il (M. Levesque) trouve bien des contradictions, des choses qui sont irréconciliables. Il est difficile, enchaîne-t-il, de comprendre notamment comment le gouvernement s'obstine, au nom de l'autonomie, à ne pas s'entendre avec Ottawa, à refuser les crédits ouverts pour la route Trans-Canada, pour des subventions fédérales aux universités, pour l'assurance-hospitalisation et pour les travaux de chômage, alors qu'il accepte, d'autre part, en une seule année plus de \$67,000,000 d'Ottawa au chapitre du bien-être social, de la jeunesse, des hôpitaux, etc. Le gouvernement actuel s'attache uniquement à l'autonomie politique, négligeant tout à fait l'autonomie économique. Les deux devraient pourtant marcher de pair, autrement l'autonomie proprement dite devient inopérante.

Il (M. Levesque) demande au gouvernement de voir à ce que l'argent provenant des taxes soit

bien dépensé. Ce n'est pas, avance-t-il, le nombre de millions que l'on dépense pour une chose, mais bien la façon dont cette dépense est faite. Il faut obtenir le plus de valeur possible pour l'argent des contribuables de la province de Québec.

M. Théberge (Chambly): En matière d'agriculture, le gouvernement devrait faire plus que d'appliquer aux cultivateurs le cataplasme du prêt agricole. Le discours du trône insiste beaucoup, cette année, sur les inconvénients de l'étatisation.

C'est un sujet brûlant, et je voudrais demander à l'Orateur si je puis mentionner le mot... "gaz"²⁴! (Quelques secondes de silence)

Je vois que vous souriez, M. l'Orateur, et cela me dit que je puis me servir du mot...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, mais à la condition que vous ne vous évaporiez pas!

M. Théberge (Chambly): En 1936, le gouvernement Duplessis parlait de tout étatiser, y compris le lait, le charbon et le pain. Aujourd'hui, ce même gouvernement adopte une politique entièrement inverse. Le réseau gazier de l'Hydro-Québec était étatisé et il a été cédé à l'entreprise privée. Je n'ai jamais entendu dire que ce service produisait des déficits. Au contraire, on disait qu'avec l'arrivée du gaz naturel les profits allaient être plus grands que jamais, et tel paraît être le cas, puisque les actions de la Corporation de gaz naturel ont grimpé et grimperont encore. Dois-je comprendre que le gouvernement a l'intention de vendre le service d'électricité de l'Hydro?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non.

M. Théberge (Chambly): Dois-je comprendre que le gouvernement a l'intention de vendre la betteraverie de Saint-Hilaire?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non.

M. Théberge (Chambly): Alors, je comprends encore moins, après ces réponses, l'insistance du discours du trône sur l'entreprise privée à parler des dangers de l'étatisation.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 15

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur la motion proposée par le représentant de Labelle (M. Bohémier), dont elle a été saisie jeudi le 20 novembre courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Théberge (Chambly)²⁵ réclame un code du travail pour améliorer le sort des ouvriers. Le ministère de la Voirie, dit-il, devrait construire une route à quatre voies entre Montréal et Québec²⁶, par la rive sud, et améliorer le boulevard Marie-Victorin, entre Montréal, Sorel et Québec.

Il (M. Théberge) réclame l'institution d'un crédit municipal pour permettre aux municipalités d'emprunter à meilleur compte, et l'institution d'un crédit urbain, pour mettre l'habitation familiale à la portée de l'ouvrier et régler la crise du logement, comme le suggère le rapport Tremblay²⁷.

Il (M. Théberge) effleure une foule de questions avant d'aborder la question constitutionnelle, en s'appuyant sur les recommandations de la commission Tremblay.

M. Brown (Brome): Le gouvernement de l'Union nationale s'est enlisé dans une véritable ornière, et il ferme les yeux devant les problèmes réels auxquels sont confrontés les fermiers du Québec, aujourd'hui. Le discours du trône nous ramène le même vieux couplet sur la prospérité de l'agriculture, alors qu'en réalité elle est bien loin d'être rose, la situation du cultivateur qui, en plus de travailler du matin jusqu'au soir avec le désespoir au cœur, doit continuellement se battre contre les taxes, les hypothèques, les comptes d'hôpitaux, le coût de la vie, les frais d'exploitation et l'avitilissement du revenu. Au plan de l'agriculture, le Québec en est

encore à l'époque des chevaux et des charrues, et les prétentions de l'Union nationale à propos de la prospérité des fermiers sont énormément exagérées. Des députés de l'Union nationale ont déclaré à maintes reprises que les fermiers de cette province vivent dans l'aisance. Quand ils disent cela, ils se rendent coupables de la pire fausseté que le gouvernement puisse dire.

Ce qu'il faut à nos cultivateurs, ce ne sont pas de belles paroles, mais des prix raisonnables pour leurs produits, des prix proportionnés au coût inflationnaire des autres marchandises et de la main-d'œuvre. Dans la présente situation, et avec l'attitude actuelle du gouvernement et le fossé profond qui existe entre le producteur et le consommateur, les cultivateurs sont absolument incapables de vivre décemment avec leur famille. Ils ne font qu'exister. Ils sont de plus en plus nombreux à abandonner la terre en laissant de la honte et de la désolation là où il y avait de la croissance et de la beauté.

Faisons un calcul, pour voir quel peut être le revenu d'un cultivateur moyen dans les Cantons-de-l'Est. La ferme moyenne, dans le Québec, a un troupeau de 10,4 vaches, d'après les statistiques provinciales. Soyons généreux et mettons 11 vaches. La famille moyenne est de trois enfants, en plus du père et de la mère. Supposons que cette famille cultive une terre entièrement équipée et exempte de toute dette, ce qui n'est généralement pas le cas. Pour le reste du cheptel, mettons une moyenne de huit cochons, 100 poules et deux chevaux. Disons aussi que l'équipement comprend un tracteur et une automobile. D'après les experts, nos vaches produisent entre 4,000 et 8,000 livres de lait par année, si elles sont convenablement nourries. Entendons-nous pour 6,000 livres, soit un total de 66,000 livres de lait pour les 11 vaches. Dans 72 % des cas, le lait est envoyé à l'usine et rapporte environ \$3 les 100 livres, soit une recette de \$1,980. La vente des cochons, 200 livres chacun à 28 cents la livre, ce qui est plus que la moyenne, rapporte \$448. Mettons que le cultivateur tire de son érabièrre et de ses autres produits, en plus du lait et du porc, un montant de \$1,500. Nous arrivons à un grand total de \$3,928²⁸ pour les recettes.

Voyons maintenant les dépenses. D'une façon générale, il faut une livre de grain, ajoutée à la nourriture puisée sur la ferme, pour produire une livre de lait. Nous avons donc 66,000 livres de grain à 3 cents la livre, soit \$1,980, plus \$384²⁹ pour la nourriture des porcs, \$600 pour l'épicerie familiale, \$600 pour habiller et faire instruire les enfants, \$100 pour les taxes municipales et scolaires, \$360 pour l'automobile, \$240 pour le tracteur, \$240 pour

l'électricité, \$18³⁰ pour le téléphone, \$300 pour l'entretien des bâtisses de la ferme et de l'outillage, et \$72 pour la nourriture des chevaux. Nous arrivons à un total de \$4,884 pour les dépenses de l'année. Déduction faite des allocations familiales, le budget du cultivateur moyen se solde par un déficit de \$704³¹. Les dépenses couvrant les assurances, les factures médicales, etc. n'entrent pas en ligne de compte dans les chiffres que j'ai donnés à la Chambre. Autrement dit, le fermier moyen fonctionne encore dans le rouge, dans cette province, sous le régime de Duplessis. Si ce cultivateur est parmi les 28 % qui vendent leur lait en nature, au prix moyen de \$5.47 les 100 livres, il aura alors un mince profit de \$589.

Les vieilles méthodes et les vieilles idées ne sont pas suffisantes pour tirer le cultivateur, sel de la terre et de cette province, du sable de l'indifférence où le maintient le gouvernement actuel. Il faudrait convoquer le comité parlementaire de l'agriculture pour entendre des experts et prendre des mesures pour aider les cultivateurs, qui ne font pas suffisamment d'argent sur leur terre pour bien faire vivre leur famille. Ce serait la première fois que les membres de cet organisme se réuniraient sous le gouvernement de l'Union nationale. La question de l'agriculture ne devrait pas être le sujet de discussions partisans. Tous les partis devraient mettre leurs dissensions de côté pour sauver notre plus grande et plus importante industrie, voir à ce qu'on donne un prix équitable au fermier, voir à ce que les récoltes destinées à la vente soient encouragées de façon à diversifier et à augmenter le revenu du fermier.

Il cite en exemple l'industrie de la betterave à sucre, qui est très lucrative dans les autres provinces. Quand elle était dans l'opposition en 1943, dit-il, l'Union nationale a mené une de ses plus rudes batailles contre une loi du gouvernement Godbout qui avait pour but de créer une usine de betterave à sucre à Saint-Hilaire, Québec. L'industrie de la betterave à sucre, qui valait \$4,500,000 en 1944, s'est réduite à une production d'environ seulement \$500,000 en 1957. Il (M. Brown) reproche au gouvernement de laisser périliter la betteraverie de Saint-Hilaire. Ceci n'est qu'un exemple, déclare-t-il de l'hypocrisie du gouvernement de l'Union nationale, quand il prétend sauver les fermiers québécois. M. Brown demande aussi que des mesures soient prises, afin de réduire les profits des intermédiaires en agriculture. Le gouvernement ne fait que voter des motions pour aider sa meilleure et sa plus importante industrie.

Il (M. Brown) fait de sévères remarques à propos du manque d'action de la part de la Commission provinciale sur la pollution de l'eau nommée en 1955. Depuis, un des cinq membres de cette Commission est décédé, un autre est allé à Ottawa et les autres ne font rien, même si nous votons un crédit chaque année pour cette Commission. En particulier, la rivière Saint-François est polluée par des vidanges acides et des déchets industriels jetés à plusieurs endroits. À une certaine époque, le saumon de l'Atlantique remontait la rivière Saint-François, mais maintenant, de tels poissons tourneraient au blanc à cause des acides si seulement ils y tombaient. Une commission semblable de l'Ontario rapportait récemment que 90 % de l'eau de cette province était polluée, mais pouvait être nettoyée avec l'active coopération de ceux qui étaient concernés.

Il (M. Brown) demande l'aide du gouvernement provincial pour la culture dans les régions rurales. Une bibliothèque mobile parrainée par l'Université McGill a un besoin pressant d'argent, et le gouvernement vient en aide à seulement cinq musées dans la province, comparativement à l'Ontario où le gouvernement vient en aide à 72 musées. Knowlton possède un des plus beaux musées dans son genre. Le gouvernement devrait faire davantage pour aider au maintien des musées déjà existants.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Le gouvernement devrait remettre l'épargne à l'honneur pour combattre l'inflation, et les gouvernants devraient donner l'exemple de l'économie en utilisant l'argent des contribuables avec tout le discernement possible, particulièrement en demandant des soumissions avant de faire exécuter des travaux publics. En donnant l'exemple de l'épargne, les autorités provinciales encourageraient la population à investir ses économies dans l'industrie du Québec, ce qui serait une bonne façon d'assurer l'autonomie de la province.

Il (M. Saint-Pierre) parle des dangers de la circulation et insiste sur les difficultés d'accès de Montréal par le sud. Pour aplanir ces difficultés, il demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour qu'un nouveau pont soit érigé sur le Saint-Laurent, entre Montréal et la rive sud, et pour améliorer totalement les voies publiques conduisant de Saint-Hyacinthe à Montréal, dont la route Sir-Wilfrid-Laurier.

Il (M. Saint-Pierre) réclame une publicité plus grande autour de la nécessité de montrer de la prudence sur la route; l'uniformisation des signaux

routiers; une plus grande surveillance de la voie publique par la police; une application plus stricte de la législation régissant la vente de l'alcool, notamment pour protéger les adolescents. Ainsi, des policiers devraient surveiller les débits de boissons, particulièrement le samedi soir, pour empêcher les citoyens en état d'ivresse de conduire. Ce n'est plus le temps, quand une ou plusieurs pertes de vie sont à déplorer, de prendre des mesures préventives pour enrayer les accidents mortels. Il importe d'agir avant la catastrophe, non après.

Il (M. Saint-Pierre) suggère qu'un comité parlementaire soit constitué pour étudier le problème de l'éducation. Il est urgent d'agir, dit-il, si l'on veut que les enfants de la province de Québec reçoivent la formation voulue pour prendre demain les leviers de commande³². L'éducation doit s'élever au-dessus de la politique partisane. Le problème est trop important pour que des essais de solution deviennent impossibles à cause de l'obstination ou de l'aveuglement partisan. Je souhaite, dit-il, que la génération future devienne la pierre d'achoppement de notre émancipation économique.

Il n'y a pas d'autonomie politique sans autonomie économique véritable. Or, la seule façon de nous rendre maîtres de notre destinée, c'est de former des intelligences et des compétences qui pourront prendre les leviers de commande et jouer un rôle de premier plan dans toutes les sphères de notre vie économique, sociale, culturelle ou religieuse. L'éducation devrait être la principale préoccupation des législateurs, puisqu'elle implique l'avenir des générations futures. Espérons que le gouvernement provincial s'intéresse davantage aux problèmes de l'instruction.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): L'agriculture de la province de Québec n'est pas aussi prospère que le disent le premier ministre, le ministre de l'Agriculture et certains députés. Les cultivateurs le savent bien, eux, quand ils doivent emprunter du crédit agricole. Il (M. Courcy) reproche au gouvernement d'avoir diminué considérablement la proportion du budget global consacrée à l'agriculture. En 1930, affirme-t-il, c'était 11 % du budget qui allait aux cultivateurs. Aujourd'hui, c'est seulement 5.09 %.

Il (M. Courcy) cite certains chiffres d'une enquête qui a été faite dans son comté par l'U.C.C.³³. Sur 63 paroisses, déclare-t-il, plusieurs sont en recul et certaines devront être abandonnées par les cultivateurs. La même enquête a révélé que, sur 6,310 familles, 1,110 vivent de la terre et que 1,400 doivent

chercher ailleurs un supplément de revenus. Il y a 2,800 familles qui doivent gagner au dehors 90 % de leurs revenus. Si c'était vrai que l'agriculture a été sauvée par l'Union nationale...

(On entend des martèlements sur les bureaux du côté ministériel de la Chambre)³⁴

M. Courcy (Abitibi-Ouest): ...comme celle-ci le prétend, le nombre des emprunteurs du crédit agricole, créé en 1936, diminuerait.

Au contraire, chaque année, un groupe considérable de cultivateurs doit emprunter pour survivre. La banqueroute guette l'agriculture à cause du régime de l'Union nationale.

Il (M. Courcy) informe la Chambre du nombre de prêts agricoles accordés par le gouvernement en 1929.

(Applaudissements du parti ministériel)

M. Courcy (Abitibi-Ouest) informe la Chambre du nombre de prêts agricoles accordés par le gouvernement en 1930.

(Applaudissements du parti ministériel)

M. Courcy (Abitibi-Ouest) informe la Chambre du nombre de prêts agricoles accordés par le gouvernement en 1931.

(Applaudissements du parti ministériel)

M. Courcy (Abitibi-Ouest) informe la Chambre du nombre de prêts agricoles accordés par le gouvernement en 1932.

(Applaudissements du parti ministériel)

M. Courcy (Abitibi-Ouest) informe la Chambre du nombre de prêts agricoles accordés par le gouvernement en 1933.

(Applaudissements du parti ministériel)

M. Courcy (Abitibi-Ouest) informe la Chambre du nombre de prêts agricoles accordés par le gouvernement en 1934.

(Applaudissements du parti ministériel)

M. Courcy (Abitibi-Ouest) informe la Chambre du nombre de prêts agricoles accordés par le gouvernement en 1935.

(Applaudissements du parti ministériel)

M. Courcy (Abitibi-Ouest) informe la Chambre du nombre de prêts agricoles accordés par le gouvernement en 1936.

(Applaudissements du parti ministériel)

M. Courcy (Abitibi-Ouest) informe la Chambre du nombre de prêts agricoles accordés par le gouvernement en 1937.

(Applaudissements du parti ministériel)

M. Courcy (Abitibi-Ouest) informe la Chambre du nombre de prêts agricoles accordés par le gouvernement en 1938.

(Applaudissements du parti ministériel)

M. Courcy (Abitibi-Ouest) informe la Chambre du nombre de prêts agricoles accordés par le gouvernement en 1939, en 1940, en 1941, en 1942, en 1943, 1944, 1945.

(Applaudissements du parti ministériel)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est bien!

M. Courcy (Abitibi-Ouest) informe la Chambre du nombre de prêts agricoles accordés par le gouvernement en 1946.

(Applaudissements du parti ministériel)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est bien!

M. Courcy (Abitibi-Ouest) informe la Chambre du nombre de prêts agricoles accordés par le gouvernement en 1947, soit 1,169.

(Applaudissements du parti ministériel)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est bien!

M. Courcy (Abitibi-Ouest) informe la Chambre du nombre de prêts agricoles accordés par le gouvernement en 1948.

(Applaudissements du parti ministériel)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est bien!

M. Courcy (Abitibi-Ouest) informe la Chambre du nombre de prêts agricoles accordés par le gouvernement en 1949.

(Applaudissements du parti ministériel)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est bien!

M. Courcy (Abitibi-Ouest) informe la Chambre du nombre de prêts agricoles accordés par le gouvernement en 1950.

(Applaudissements du parti ministériel)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est bien!

M. Courcy (Abitibi-Ouest) informe la Chambre du nombre de prêts agricoles accordés par le gouvernement en 1951.

(Applaudissements du parti ministériel)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est bien!

M. Courcy (Abitibi-Ouest) informe la Chambre du nombre de prêts agricoles accordés par le gouvernement en 1952.

(Applaudissements du parti ministériel)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est bien!

M. Courcy (Abitibi-Ouest) informe la Chambre du nombre de prêts agricoles accordés par le gouvernement en 1953.

(Applaudissements du parti ministériel)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est bien!

M. Courcy (Abitibi-Ouest) informe la Chambre du nombre de prêts agricoles accordés par le gouvernement en 1954.

(Applaudissements du parti ministériel)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est bien!

M. Courcy (Abitibi-Ouest) informe la Chambre du nombre de prêts agricoles accordés par le gouvernement en 1955.

(Applaudissements du parti ministériel)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est bien!

M. Courcy (Abitibi-Ouest) informe la Chambre du nombre de prêts agricoles accordés par le gouvernement en 1956.

(Applaudissements du parti ministériel)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est bien!

M. Courcy (Abitibi-Ouest) informe la Chambre du nombre de prêts agricoles accordés par le gouvernement en 1957, soit 3,084.

(Applaudissements du parti ministériel)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est bien!

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Depuis quelques années d'ailleurs, une quarantaine de fermes ont été vendues, chaque année par l'Office du crédit agricole, parce que les cultivateurs n'ont pas été capables de faire face à leurs obligations de remboursement...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Oui, mais seulement 40 sur 55,000!

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le nombre de prêts agricoles autorisés par l'Office du crédit agricole a grimpé de 1,169 qu'il était en 1947 à 3,084 en 1957. Le gouvernement est très fier du grand nombre de prêts agricoles accordés chaque année, mais ces prêts prouvent seulement que les fermiers québécois s'enfoncent de plus en plus dans le rouge. En 1944, 4,202 demandes d'emprunt ont été faites et 1,149 ont été refusées parce que ces cultivateurs n'avaient pas en main les garanties nécessaires. C'est à peu près la même chose qui se répète chaque année, environ 1,000 demandes de prêts sont refusées par l'Office, toujours pour les mêmes raisons.

Il (M. Courcy) critique la façon dont le gouvernement distribue les subventions pour aider l'agriculture. Dans la majorité des cas, ces subventions sont distribuées par des gens en charge du patronage local de l'Union nationale, au lieu d'être envoyées directement aux fermiers. Le gouvernement, affirme-t-il, a été obligé de donner, l'an dernier, \$225,000 en secours directs pour que les nécessiteux établis sur les lots de colonisation puissent continuer à vivre.

Il (M. Courcy) cite des déclarations de M. L.-P. Poulin, secrétaire de l'U.C.C., à l'effet que la réalité ne correspond pas à certains discours que l'on entend dans les banquets. Nous ne pouvons concevoir, disait-il, qu'on parle de prospérité agricole en 1958. Les chiffres, ajoutait-il, démentent les beaux discours.

Il (M. Courcy) propose, appuyé par le représentant de Rimouski (M. Dionne), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Au moins un député était absent lors de la séance: M. Barrette, député de Joliette, selon *L'Événement* du 4 décembre 1958, à la page 18.
2. Le *Montréal-Matin* du 28 novembre 1958, à la page 3, remarque que "l'information ne venait pas du correspondant de ce journal (*Le Droit*) à la tribune des courriéristes parlementaires".
3. M. Parent fut, écrit *L'Action catholique* du 28 novembre 1958, à la page 3, l'organisateur politique de M. Hamel, candidat défait par Jean Lesage au congrès à la direction du Parti libéral tenu en mai 1958. Selon le même journal, "la réponse du premier ministre n'a pas soulevé d'autres commentaires".
4. Le terme "galées", signifiant épreuves typographiques, est un anglicisme calqué sur l'expression "galley proof".
5. C'est-à-dire Gérard Filion.
6. Une erreur s'est sans doute glissée dans le texte du journaliste du *Soleil* du 28 novembre 1958, à la page 3. On y lit, en effet, le mot "matière".
7. Certains journaux, par exemple *Le Soleil* du 28 novembre 1958, à la page 3, rapportent que le premier ministre a employé le mot "galées". Nous avons cependant retenu la version, plus complète, du *Montréal-Matin* du 28 novembre 1958, à la page 5.
8. *La Presse* du 21 novembre 1958, à la page 40, nous apprend que René Hamel faisait office, au sein du Parti libéral, de chef adjoint en matière de stratégie.
9. "Par moi-même", selon *Le Nouvelliste* du 28 novembre 1958, à la page 15.
10. *La Presse* du 28 novembre 1958, à la page 46, observe que les trois députés indépendants, M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne), M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) et M. Ross (Montréal-Verdun), votèrent de concert avec les ministériels.
11. C'est-à-dire M. Leclerc (Charlevoix).
12. Chiffre de *L'Événement* du 28 novembre 1958, à la page 7, et du *Nouvelliste* du 28 novembre 1958, à la page 13. Au moins 30,000 malades, selon *Le Devoir* du 28 novembre 1958, à la page 14.
13. Le Dr Adrien Plouffe était probablement déjà le directeur du Service de santé de la cité de Montréal.
14. Gérard Lacroix (1898-1984) était à cette époque juge à la Cour supérieure du Québec. Autorité en matière de droit pénal, il jugea, entre autres, l'affaire Coffin.
15. *La Presse* du 28 novembre 1958, à la page 46, rend les paroles de M. Couturier d'une façon quelque peu différente: "Il (M. Couturier) dit que des femmes plus ou moins vêtues sont gardées dans les cellules de l'hôtel de ville de Montréal et servent de spectacle à des visiteurs nombreux et non nécessaires."
16. La Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (ou commission Tremblay), présidée par le juge Thomas Tremblay, avait été créée par le gouvernement du Québec en 1953, afin d'étudier le problème de la répartition des impôts entre les divers niveaux de gouvernement au Canada. Elle remit en 1956 un rapport qui proposait une réforme fiscale et une plus grande autonomie des provinces à l'intérieur du Canada.
17. M. Couturier parle en fait du programme national d'assurance-santé du Canada. En effet, la loi sur l'assurance-hospitalisation et les services diagnostiques, adoptée par le Parlement fédéral en 1957, autorisait le gouvernement canadien à conclure des ententes avec les provinces, afin d'implanter dans l'ensemble du pays un régime universel d'assurance-hospitalisation.
18. Eugenio Pacelli (1876-1958), de son nom civil, fut souverain pontife (258^e pape) de 1939 à 1958.

19. M. Turpin, suivant *Le Soleil* du 28 novembre 1958, à la page 3, "représente un comté où il y a beaucoup d'agriculture". Nous ne pouvons cependant établir avec certitude si le député a lui-même apporté cette précision en Chambre.

20. Chiffre de *La Presse* du 28 novembre 1958, à la page 17; 11 % selon *L'Événement* du 28 novembre 1958, à la page 7.

21. En effet, Jean Lesage, un ancien ministre du gouvernement fédéral, a remporté en mai 1958 la course à la direction du Parti libéral du Québec. Il succédait à M. Lapalme qui exerçait cette fonction depuis mai 1950. En revanche, ce dernier a conservé son rôle de chef parlementaire de l'opposition, puisque M. Lesage, n'ayant pas été élu député à l'Assemblée législative, ne pouvait y siéger.

22. *Le Devoir* du 28 novembre 1958, à la page 1, affirme qu'"hier, plusieurs députés libéraux ont mentionné le nom de M. Jean Lesage. M. Duplessis a fini par demander à l'un d'eux: Où est-il?". Nous présumons que M. Duplessis a interrogé M. Levesque, car les sources ne font état d'aucune autre mention nominale de M. Lesage.

23. *Le Soleil* du 28 novembre 1958, à la page 3, écrit "bois de pulpe". Le journaliste s'est certainement trompé, ce bois étant destiné à la fabrication de pâte à papier.

24. M. Théberge fait allusion au scandale, qui a ébranlé le gouvernement unioniste, entourant la vente de réseau de distribution de gaz naturel d'Hydro-Québec à la Corporation de gaz naturel de Québec. *Le Devoir* du 13 juin 1958, à la page 1, révélait que plusieurs ministres, conseillers législatifs et hauts fonctionnaires avaient profité d'informations privilégiées pour spéculer sur cette transaction. En outre, lors de la séance du 26 novembre, l'Orateur a interdit toute discussion de cette affaire en Chambre.

25. *Le Nouvelliste* du 28 novembre 1958, à la page 13, indique que la suspension des travaux de la Chambre a eu lieu pendant l'exposé de M. Théberge (Chambly).

En consultant *L'Action catholique* du 28 novembre 1958, à la page 7, nous avons déduit que son discours fut interrompu à ce moment, puisque le journaliste commence cette partie de son article par la formule suivante: "Dans la suite de son discours, le député de Chambly..."

26. Quant à elle, *La Presse* du 28 novembre 1958, à la page 17, dit: "amélioration de la route no 9 reliant Montréal à Québec".

27. M. Théberge (Chambly), précise *Le Nouvelliste* du 28 novembre 1958, à la page 13, "a abordé la plupart des grands thèmes de la politique provinciale".

28. Chiffre de *L'Action catholique* du 28 novembre 1958, à la page 7; \$4,180, selon *The Gazette* du 11 décembre 1958, à la page 3.

29. Chiffre de *L'Action catholique* du 28 novembre 1958, à la page 7; \$385, selon *The Gazette* du 11 décembre 1958, à la page 3.

30. Chiffre de *La Presse* du 28 novembre 1958, à la page 46; \$48 selon *L'Action catholique* du 28 novembre 1958, à la page 7. Cette dernière somme nous semble trop considérable pour représenter les frais annuels de téléphone d'une famille rurale.

31. Chiffre de *L'Action catholique* du 28 novembre 1958, à la page 7. Selon *The Montreal Daily Star* du 28 novembre 1958, à la page 53, le fermier moyen des Cantons-de-l'Est encourt un déficit annuel variant de \$300 à \$700.

32. *Le Clairon mascotain* du 4 décembre 1958, à la page 1, précise que le discours du député de Saint-Hyacinthe (M. Saint-Pierre) dure près de trente minutes.

33. Créée en 1924, l'Union catholique des cultivateurs était, au Québec, tout à la fois un groupe de pression et un syndicat agricole.

34. *The Quebec Chronicle* du 28 novembre 1958, à la page 3, mentionne que "When Mr. Courcy repeated several times that Quebec agriculture was saved by Premier Duplessis, his statements were greeted by desk-thumping from the government side of the House". Considérant que seuls des fragments du discours de M. Courcy sont parvenus jusqu'à nous, nous nous voyons dans l'impossibilité d'identifier un autre endroit où nous pourrions insérer ces répliques.

Séance du vendredi 28 novembre 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 11 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la cité de Pointe-aux-Trembles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- de la Commission des écoles catholiques de Pointe-aux-Trembles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- de la ville de Montréal-Nord, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- des commissaires d'écoles de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Pouliot, Laval);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Haut de la Petite Côte Sainte-Rose, demandant l'adoption d'une loi aux fins de constituer une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de la municipalité scolaire de Fabreville (M. Pouliot, Laval);

- de Toronto General Trust Corporation, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu David John Garth (M. Custeau);

- de la cité de Dorval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Schmidt);

- de la cité de Saint-Lambert, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Charbonneau);

- de la ville de Sept-Îles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ouellet, Saguenay);

- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);

- de la ville de Saint-François, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- de la corporation municipale de la paroisse de Saint-Martin, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation de ville, sous le nom de Ville Leblanc (M. Pouliot, Laval);

- de dame Eugénie Guilbeault et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant la distribution des biens de feu Paul-Émile Guilbeault (M. Pouliot, Laval);

- de l'Association d'hospitalisation du Québec, demandant l'adoption d'une loi constituant la corporation sous le nom de La Compagnie d'Assurance-Vie Mutuelle de Québec (M. Charbonneau);

- des commissaires d'écoles de Sainte-Geneviève numéro 1 (village), demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Schmidt);

- du conseil municipal de Sainte-Dorothée, demandant l'adoption d'une loi érigeant son territoire en ville sous le nom de ville de Sainte-Dorothée (M. Schmidt);

- des commissaires d'écoles de la municipalité de Marieville, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Maltais);

- de la commission scolaire de Baie-Comeau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ouellet, Saguenay);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Kénogami, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Ouellet, Jonquière-Kénogami);

- des commissaires d'écoles de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Schmidt);

- de Norbert Franz Rinkenback, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Normand (M. Charbonneau);

- de la ville de Hauterive, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ouellet, Saguenay);

- de la cité de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);

- de la ville de Baie-Comeau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ouellet, Saguenay);

- de la ville de Laval-des-Rapides, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- de la cité de Saint-Martin, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- de Herman Renaud et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation La

Corporation des ajusteurs d'assurances de la province de Québec (M. Bellemare);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Schmidt);

- de la ville d'Anjou, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- des commissaires d'écoles catholiques de la cité de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de commission scolaire catholique de la cité de Longueuil et pour d'autres fins (M. Ladouceur);

- de Dominion Dock Company Limited, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ouellet, Saguenay);

- des Immeubles Delrano inc., demandant l'adoption d'une loi érigeant un territoire en municipalité de ville sous le nom de ville de Lac-Larron et modifiant leur charte (M. Rochette);

- de la Commission des écoles catholiques de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Boudreau);

- de la ville de Mackayville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);

- de la paroisse de Sainte-Geneviève, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- de dame Colette Perroux-Maranda, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes à l'admettre à l'exercice de la chirurgie dentaire (M. Custeau);

- des villages de Saint-Hilaire, d'Otterburn Park et de McMasterville, demandant l'adoption d'une loi concernant la Commission d'aqueduc de la vallée du Richelieu (M. Ladouceur);

- de la Commission scolaire de Mackayville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Riendeau);

- de la ville de Roxboro, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);

- de Trois-Rivières & Saint-Maurice, compagnie d'assurance mutuelle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Caron);

- de la compagnie des Ciments du Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Samson);

- de Didace Patenaude, demandant l'adoption d'une loi concernant la vente d'un morceau de terre à The Montreal Trust Company (M. Riendeau);

- de The Protestant School Board of Greater Montreal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Somerville);

- de Paul Rodier et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant le testament de feu Charles Séraphin Rodier (M. Custeau);

- des commissaires d'écoles de la ville d'Anjou, demandant l'adoption d'une loi modifiant la durée du terme d'office desdits commissaires (M. Pouliot, Laval);

- du Conseil supérieur de la chiropratique pour la province de Québec inc., demandant l'adoption d'une loi afin d'observer la reconnaissance professionnelle (M. Chartrand).

Rapports des comités permanents:

M. Gagnon (Matapédia): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants, et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- du conseil municipal de la paroisse de Saint-Joachim-de-Châteauguay, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Léonidas George Nicolopoulos, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Loney George Nicol;

- des commissaires d'écoles de la cité de Sillery, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

- de dame Hélène Carignan, en religion mère Marie-Eudes, demandant l'adoption d'une loi incorporant les sœurs missionnaires de Notre-Dame d'Afrique;

- des commissaires d'écoles de Shawinigan, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte.

Projets de loi:

Saint-Joachim-de-Châteauguay

M. Laberge (Châteauguay) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 157 concernant la paroisse de Saint-Joachim-de-Châteauguay.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Sœurs missionnaires
de Notre-Dame d'Afrique**

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 158 constituant en corporation les sœurs missionnaires de Notre-Dame d'Afrique.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission scolaire
de Shawinigan**

M. Ducharme (Lavolette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 196 concernant la Commission scolaire de Shawinigan et lui accordant des pouvoirs spéciaux.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Sillery

M. Rochette (Québec) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 203 concernant la Commission scolaire de Sillery.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Léonidas George Nicolopoulos

M. Bellemare (Champlain) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 210 pour changer le nom de Léonidas George Nicolopoulos en celui de Loney George Nicol.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Jonquière

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 104 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Jonquière, dans le comté de Jonquière-Kénogami, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Commissions scolaires de
Thetford Mines et Black Lake**

M. Fortin (Mégantic) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 154 concernant les commissaires d'écoles de la cité de Thetford Mines et les commissaires d'écoles de la ville de Black Lake soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Commission scolaire de
Saint-Vincent-de-Paul**

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 177 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Vincent-de-Paul, dans le comté de Laval, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Charte
de Black Lake**

M. Fortin (Mégantic) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 153 modifiant la charte de la ville de Black Lake soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Prévile**

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 228 modifiant la charte de la ville de Prévile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 27 novembre courant, sur la motion proposée par le représentant de Labelle (M. Bohémier), dont elle a été saisie jeudi le 20 novembre courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) décide de ne pas continuer son discours débuté lors de la séance de jeudi.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) reproche au gouvernement de procéder sans plan d'ensemble. Il regrette aussi que le discours du trône ne fasse aucune allusion à un régime métropolitain pour Montréal. Il suggère que le gouvernement provincial fasse quelques suggestions aux autorités municipales de Montréal concernant l'élaboration du bill qui mettra sur pied une forme d'administration métropolitaine pour l'île. Depuis les deux dernières années, dit-il, le premier ministre a proposé la création d'un régime métropolitain pour les municipalités de l'île de Montréal. Pour autant que je sache, ni le premier ministre ni un autre représentant du gouvernement n'a proposé quoi que ce soit quant à la forme que prendrait cette administration métropolitaine.

Dans les circonstances, le bill présenté par les autorités montréalaises ne sera probablement pas approuvé par les autorités provinciales, et le projet sera sans doute encore reporté, alors qu'un autre bill est en cours de préparation. À part Montréal, dit-il, d'autres municipalités s'intéressent à cette organisation métropolitaine. Ce ne serait, à mon avis, que justice que les autres municipalités soient consultées sur la question, de façon qu'elles puissent y aller de leurs suggestions et propositions.

Il attire également l'attention de l'Assemblée législative sur le fait que le projet intéresse également les corps publics de Montréal. Je suis persuadé, dit-il, que le Montreal Board of Trade et la Chambre de commerce auront leur mot à dire sur la question. Je suggère que le public soit informé sur la législation contenue dans le bill. De cette façon, il aura l'opportunité de l'examiner et de suggérer toute modification susceptible d'être d'intérêt public.

Il (M. Hyde) reproche au gouvernement de ne pas profiter de l'aide fédérale pour la construction de la section québécoise de la route transcanadienne. L'argent des contribuables du Québec s'en va à Ottawa et les autorités fédérales le distribuent parmi les autres provinces. La Colombie-Britannique a reçu jusqu'à ce jour \$40,000,000 et l'Ontario \$41,000,000, pour les travaux sur la route transcanadienne, mais Québec n'a pas reçu un seul sou. Je sais que l'actuel gouvernement du Québec est très jaloux de l'autonomie de la province, mais je crois qu'il est possible d'en arriver à une forme d'entente, de sorte que la province puisse recevoir sa part de l'argent dépensé par Ottawa.

(S'adressant au député de Montréal-Sainte-Anne, M. Hanley), Je remarque, dit-il, que l'opposition n'a pas voté autrefois en faveur de la loi autorisant la vente des canalisations de gaz de

l'Hydro-Québec lorsqu'elle fut présentée devant la Chambre, pendant la session 1956-1957. Il rappelle qu'en 1955, son parti a voté en faveur d'un bill accordant des pouvoirs spéciaux à l'Hydro-Québec. Lors de la présentation de deux bills concernant la vente en question, les libéraux ont voté contre. Et, quoique nous aurions pu voter en faveur, nous avons reçu des réponses à certaines questions que nous avions concernant ces bills.

Le député de Montréal-Sainte-Anne, dit-il (M. Hyde), a abordé cette question, hier, et il a fait l'éloge de la transaction conclue entre l'Hydro-Québec et la Corporation de gaz naturel² en donnant comme raison que l'Hydro perdait de l'argent dans la vente du gaz à Montréal. Peut-être ignorait-il que le service de gaz de l'Hydro réalisait plus de \$1,000,000 de profits par année. Un prospectus officiel faisait état qu'au cours des trois dernières années pendant lesquelles l'Hydro-Québec a été propriétaire de ce réseau de conduits, il a rapporté des bénéfices: \$1,300,000 en 1954; \$1,200,000 en 1955; \$700,000 durant 11 mois de 1956³. Il n'y avait donc pas de déficit.

Il (M. Hyde) se réfère à une option accordée en 1955 à la Compagnie de gaz naturel par Hydro-Québec, concernant son réseau de gaz⁴.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève alors un point d'ordre et de règlement. L'affaire, déclare-t-il, est actuellement *sub judice*.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Je ne veux parler ni des personnes en procès ni des sujets en litige, mais de la vente du gaz à la Corporation de gaz naturel⁵. Je parlais de choses antérieures à celles qui font l'objet de procédures.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Des personnes mal intentionnées ont parlé d'option mystérieuse en cette affaire et c'est justement ce qui fait l'objet des procédures. Il n'y a pas eu d'option mystérieuse. Tout s'est fait publiquement. Bien plus, c'est moi-même qui ai fourni les renseignements, qui ai dit à ceux qui nous critiquent que l'option avait été enregistrée au bureau d'enregistrement de Montréal et qu'on pouvait aller là pour avoir toutes les informations.

L'option accordée par Hydro-Québec, en 1955, est impliquée dans des causes actuellement pendantes contre le journal *Le Devoir* et son directeur-gérant⁶, et il n'est pas permis en conséquence d'en discuter en Chambre, puisqu'elle constitue une affaire *sub judice*. On veut commettre

un autre mépris de cour en discutant une chose qui est devant les tribunaux. Il a été décidé dans tous les Parlements britanniques qu'on ne peut soulever en Chambre des questions soumises aux tribunaux. Je ne permettrai pas que la Législature donne exemple d'un mépris de cour.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Je n'ai jamais parlé d'option mystérieuse. C'est l'honorable premier ministre (M. Duplessis) qui le mentionne. Je répète que je ne veux pas aborder le sujet des causes pendantes.

M. Hamel (Saint-Maurice) parle ensuite des faits invoqués dans les procédures. Il est important, affirme-t-il, de savoir ce qui est *sub judice* et ce qui ne l'est pas. Il y a eu huit ministres de mentionnés par un journal...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. C'est précisément ce qui fait l'objet des procès et de la motion pour mépris de cour. Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) est avocat et il devrait savoir que les questions qu'il vient de soulever sont justement celles qui font l'objet des procédures. Depuis les débuts du parlementarisme, il n'a jamais été permis d'en parler en Chambre.

Décisions de l'Orateur:

M. l'Orateur: Après avoir entendu les arguments de part et d'autre, je suis assez informé pour rendre ma décision. Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) n'a pas le droit d'utiliser précisément les expressions actuellement contestées pour expliquer son point d'ordre. Pour en discuter, le député de Saint-Maurice vient justement de parler des causes pendantes devant les tribunaux. Puisque l'option accordée par Hydro-Québec, en 1955, est impliquée dans des procédures actuellement pendantes devant les tribunaux, elle ne peut faire le sujet d'un débat en Chambre, comme le reconnaît une jurisprudence depuis longtemps établie et suivie par l'Assemblée législative du Québec (article 1, alinéa 5, du Règlement), jurisprudence qui est aussi conforme à la coutume suivie par les Parlements canadien, provinciaux et anglais.

Je réfère, dit-il, également à la décision que j'ai rendue le 26 novembre courant (page 62 des *Procès-verbaux* de la présente session).

En conséquence, je maintiens le point d'ordre soulevé par l'honorable premier ministre.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je proteste.

M. l'Orateur: En vertu des règlements, la seule façon de protester contre une décision de l'Orateur, c'est d'en appeler.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'en appelle de votre décision.

M. l'Orateur ordonne de faire sonner les cloches.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bohémier, Boudreau, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lizotte, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 60⁸.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lapalme, Levesque, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 15.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Le débat sur l'adresse se poursuit.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) accuse le gouvernement de n'avoir pas tenu les députés au courant du projet de vente du réseau gazier de l'Hydro dès février 1957. Il dénonce le secret qui a entouré le prix de vente, la transaction et l'option. Une enquête s'impose, déclare-t-il. L'opposition n'était pas en possession de tous les renseignements lorsque la loi autorisant la vente du système de distribution du gaz fut présentée en Chambre. Le gouvernement connaissait tous les détails de la transaction proposée et, pour une raison inexplicable, ces détails ne furent pas communiqués à la Chambre, ni à la population.

Plusieurs détails de cette vente sont demeurés inexpliqués et sont inexplicables, notamment au sujet

du prix de vente qui varie de quelques millions. Le prospectus de l'Hydro-Québec fixe à approximativement \$30,000,000 le prix de vente du système gazier. Celui de Trans-Canada Pine Lines le porte à environ \$35,000,000⁹. Celui de la Compagnie de gaz naturel dit que cette entreprise en fera l'acquisition pour "approximativement \$39,100,000", et le prospectus de l'Hydro-Québec parle de \$32,700,000¹⁰. Pourtant, six mois plus tard, en octobre 1957, Hydro-Québec mentionnait dans un prospectus que la vente se chiffrait à \$32,200,000. Il (M. Hyde) réclame des explications...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je soulève un point d'ordre. Le député n'a pas le droit de mentionner des renseignements aussi inexacts. Le montant de \$32,000,000, c'est le prix payé à l'Hydro. À part cela, un montant de \$4,500,000 a été payé aux intérêts américains qui étaient propriétaires d'une partie du système de distribution.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) fait remarquer qu'en effet, comme le disait le premier ministre, il cherchait justement des renseignements précis sur le prix de vente.

Je propose, appuyé par le représentant de Rimouski (M. Dionne), que la motion en discussion soit amendée en y ajoutant les mots suivants¹¹:

"Toutefois, nous regrettons que rien dans le discours du trône n'indique que le gouvernement ait l'intention d'instituer une enquête royale, telle que réclamée par l'opinion publique et les membres de la loyale opposition de Sa Majesté, sur une matière aussi fondamentale, se rattachant au bien-être de la population de la province, à savoir: la vente du réseau de gaz d'Hydro-Québec à la Quebec Natural Gas Corporation, en français, la Corporation de gaz naturel du Québec, et les faits qui ont entouré cette vente."

(Un page apporte le texte de l'amendement au premier ministre, qui en prend connaissance.)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La motion d'amendement est hors d'ordre pour deux raisons. Tout d'abord, parce qu'elle se rapporte à une quinzaine de causes qui sont pendantes devant les tribunaux. Or, parler hors de la cour d'affaires dont les juges sont saisis constitue un outrage au tribunal. On veut, par là, substituer l'autorité de la Chambre à celle des tribunaux, car la commission d'enquête aurait nécessairement à enquêter sur des faits dont

les tribunaux sont déjà saisis. L'effet de cette motion serait de substituer l'Assemblée législative aux juges chargés de décider des poursuites prises contre un certain journal de cette province. Rien dans les lois de la province de Québec n'autorise le gouvernement à ordonner une enquête royale sur la vente du réseau de gaz de l'Hydro-Québec à la Corporation de gaz naturel.

Deuxièmement, la motion est irrégulière parce qu'en proposant la tenue d'une enquête, qui entraînerait une dépense des deniers publics, elle rentre dans le domaine des matières de finances et empiète sur les prérogatives de la couronne en voulant faire effectuer des dépenses qui devraient être autorisées au préalable par le lieutenant-gouverneur ou le ministre.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) répond que sa motion ne fait que regretter l'inaction du gouvernement et qu'elle n'implique aucune dépense de fonds publics.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les faits soumis aux tribunaux dans les procédures en cours et ceux qui feraient l'objet d'une enquête royale sont différents. Je répète les arguments du premier ministre: il dit qu'on veut substituer une enquête royale aux tribunaux. En deuxième lieu, il dit qu'il s'agit d'une matière de finance. À l'heure actuelle, il y a des poursuites devant les tribunaux. Le journal *Le Devoir* a attaqué et critiqué les actes de personnes de l'administration et d'autres personnes. Les personnes ainsi attaquées ou critiquées ont poursuivi le journal *Le Devoir* en niant les faits. Les tribunaux auront à décider si le journal a dit vrai ou faux. S'il a dit vrai, les tribunaux le diront. S'il n'a pas dit vrai, ils détermineront la part des dommages, s'ils décident qu'il y en a, subis par chaque personne attaquée ou critiquée. Cela n'empêche aucunement la Chambre de regretter que le gouvernement ne fasse pas la lumière sur la vente d'un bien de la couronne. Les tribunaux jugent uniquement d'après la loi.

Il y a aussi à décider pour eux de la question de l'intérêt public. Ce qui est devant la Chambre, c'est une motion d'amendement exprimant le regret que rien n'indique dans le discours du trône que le gouvernement¹² ait l'intention de demander une enquête royale sur la vente du réseau de gaz à la Corporation de gaz naturel et sur les faits qui ont entouré la vente.

Il faut tenir compte des faits suivants: a) une enquête royale; b) une enquête sur la vente du réseau de gaz; c) une enquête sur les faits qui ont entouré la

vente. Il ne s'agit pas de se substituer aux juges ou de savoir, par une enquête royale, s'il y a eu des illégalités de commises, mais simplement de déterminer si des actes, qui sont contraires au parlementarisme britannique, ont été posés. Il peut y avoir eu des actes légaux ou non, posés par différentes personnes, qui peuvent leur être reprochés par une enquête royale en vertu de la simple décence politique.

La question de l'argent, je ne la qualifierais pas de ridicule, mais, en soi, elle n'existe pas. Une requête a été déposée chez le lieutenant-gouverneur de la province et chez le lieutenant-gouverneur en conseil¹³. Le cas s'est posé dans d'autres provinces et en aucun moment on n'a soulevé l'objection relevant d'une dépense d'argent. En droit parlementaire britannique, une motion de blâme n'est pas considérée comme une mesure comportant une dépense d'argent. Pour toutes ces raisons, je ne puis concevoir que l'amendement proposé par le député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) soit hors d'ordre. Il a finalement rappelé que l'honorable Jean Lesage¹⁴ avait soumis au lieutenant-gouverneur une requête en faveur de cette enquête.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) déclare qu'il commence par où le chef de l'opposition (M. Lapalme) a fini. Le chef de l'opposition, dit-il, invoque en terminant, comme argument, que le lieutenant-gouverneur, l'honorable Onésime Gagnon, vient d'être saisi de cette demande d'enquête. C'est la dernière chose, il me semble, dont il aurait dû parler. Je dois dire que le lieutenant-gouverneur en a été saisi par suite de fausses représentations.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je soulève un point d'ordre. J'ai dit que la requête avait été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil et je nie absolument la dernière partie de l'affirmation du ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé).

M. Hamel (Saint-Maurice) nie l'assertion du député de Deux-Montagnes (l'honorable M. Sauvé).

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai dit et je répète que la requête a été déposée chez le lieutenant-gouverneur, et j'ai ajouté qu'elle a été déposée à la suite de fausses représentations et de faux prétextes. Le représentant de Sa Majesté la reine a reçu un appel téléphonique du soi-disant chef du

Parti libéral, Jean Lesage, qui lui demandait une audience, et ce dernier a dit que c'était uniquement pour lui présenter des hommages pour sa nomination. Par la suite, le lieutenant-gouverneur a reçu un autre appel téléphonique lui demandant la permission d'amener les députés de l'opposition pour qu'eux aussi, prétendant le soi-disant chef, présentent des hommages au représentant de la reine. Le lieutenant-gouverneur a accepté gentiment de les recevoir. Quand ils sont arrivés chez le lieutenant-gouverneur, au lieu de lui présenter des hommages, ils l'ont insulté en profitant de l'occasion pour lui demander d'instituer une enquête royale sur la vente de gaz de l'Hydro-Québec.

Il (M. Sauvé) discute la première partie de l'argumentation du député de Montréal-Outremont (M. Lapalme) qui prétend que le fond de la motion en discussion n'a rien à voir avec les contestations devant les tribunaux. J'interviens, dit-il, dans le débat pour dire qu'une enquête royale ne peut pas avoir lieu en même temps que les juges de la Cour supérieure sont appelés à se prononcer sur des poursuites en dommages. Il faut se demander, ici, quelle serait la situation des commissaires-enquêteurs si la demande d'enquête était accordée maintenant.

Je rappelle, dit-il, que 15 poursuites en libelles intentées par l'honorable premier ministre et d'autres ministres et fonctionnaires provinciaux contre un quotidien de Montréal, *Le Devoir*, relativement à une série d'articles traitant de la transaction, sont actuellement devant les tribunaux. Est-ce que, décemment, les commissaires-enquêteurs pourraient poursuivre leur enquête pendant qu'il y a des causes pendantes devant les tribunaux? Les juges pourraient-ils entendre des témoins dans une quinzaine de causes si, en même temps, une enquête était en cours?

Pas un homme de bon sens, pas un avocat sensé ne prétendra que les deux causes, une enquête royale et les poursuites en libelle, peuvent être entendues en même temps sans causer de préjudice à l'une ou à l'autre. Ce serait une situation impossible. Pas un juge ne voudrait procéder à son enquête pendant que serait menée une enquête royale sur le même sujet.

Ce serait donc impossible en pratique. Ou bien les commissaires-enquêteurs refuseraient de siéger, ou bien les juges de la Cour supérieure de procéder. Et quand le premier ministre prétend que la motion en discussion aurait pour effet de substituer la Législature aux tribunaux de cette province, sa prétention est bien fondée, à mon sens.

M. Hamel (Saint-Maurice): Nous discutons depuis quelques jours le problème des relations entre les causes *sub judice* et les débats de l'Assemblée législative. Je dirai d'abord qu'il n'y a rien dans les règlements de la Chambre qui interdise de parler d'une cause pendante devant les tribunaux. Le seul point que l'on mentionne, à ce sujet, est à l'article 250. Cet article dit qu'une réponse donnée par un ministre ou un député ne doit pas préjudicier à une cause devant les tribunaux. C'est clair que la chose a du sens, car on ne saurait donner ici des informations qui pourraient modifier le cours du procès. En dehors de cela, il n'y a rien. Que dit le Règlement pour les cas qu'il ne prévoit pas? On s'en remet à la coutume. Or, quelle est la coutume dans cette Chambre? Elle n'est certainement pas à l'effet d'interdire la discussion dans les causes *sub judice*, car cela n'a pas de sens.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, à deux reprises déjà, vous avez décidé que cette Chambre ne doit pas discuter de matières soumises aux tribunaux. Le député ne s'en rend peut-être pas compte, mais ses propos sont une insulte pour vous.

M. Hamel (Saint-Maurice): Si mes paroles ont pu être involontairement blessantes pour vous, M. l'Orateur, je les retire.

La théorie acceptée en Chambre relativement aux causes pendantes pourrait conduire à l'absurde. Si on prenait la coutume au pied de la lettre, les députés ne pourraient discuter de la loi des véhicules automobiles parce qu'il y a des milliers de causes d'accidents de la route pendantes devant les tribunaux.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Soyons sérieux!

M. Hamel (Saint-Maurice): Il y a au moins deux exemples de cas où le gouvernement a non seulement discuté de causes pendantes, mais il a adopté des lois qui ont modifié le cours de certains procès.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quand ça?

M. Hamel (Saint-Maurice): Je suis heureux que le ministre pose la question, car il s'agit précisément de la municipalité d'Oka, dans son comté.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je constate que le député recommence la session comme il a fait les autres, en représentant mal les faits.

M. Hamel (Saint-Maurice): Point d'ordre. Le ministre n'a pas le droit de dire que je représente mal les faits.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce qu'il a dit est inexact, contraire aux faits. La loi dont il parle n'a eu aucun effet sur les causes pendantes, qui ont continué leur cours.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je disais donc...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député n'a pas le droit de parler deux fois sur un point d'ordre...

M. Hamel (Saint-Maurice): Il y a toujours un bout! C'est le ministre qui m'a interrompu pendant que je parlais.

M. l'Orateur: Je demande à la Chambre de songer un peu à moi dans cette affaire. Si ça continue, je ne sais plus combien j'aurai de jugements à rendre. Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) a la parole.

M. Hamel (Saint-Maurice): Si la théorie émise par le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) était suivie, il serait impossible de modifier quelque loi que ce soit, parce que des milliers de causes se rapportent à l'une ou l'autre des lois. D'ailleurs, la Chambre a déjà discuté et voté des lois alors que des causes étaient entendues. Il y a l'exemple des causes d'Oka. Je suis content d'entendre le ministre dire que les poursuites se poursuivent, et que la discussion de la loi ne leur a pas été préjudiciable.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Parce que la loi ne s'appliquait pas à ces causes.

M. Hamel (Saint-Maurice) mentionne une autre cause, celle des Godin à Trois-Rivières.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela n'est pas conforme aux faits.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre veut-il que je lui donne tous les détails? Je

soumets respectivement¹⁵ à l'Orateur qu'il devrait demander au premier ministre de déposer sur la table de la Chambre une copie de toutes les actions devant les tribunaux. Nous ne savons même pas le nom de tous les poursuivants et l'on voudrait qu'on ne parle pas.

Il (M. Hamel) réfute ensuite l'argument selon lequel la motion n'est pas régulière, parce qu'elle entraînerait une dépense gouvernementale et parce que seul un membre du gouvernement peut soumettre une motion entraînant une dépense. Au Québec, au Canada, dans tous les Parlements britanniques, soutient-il, une motion de regret ne constitue pas une motion qui entraîne des dépenses gouvernementales. La jurisprudence est unanime pour reconnaître qu'on ne fait pas dépenser de l'argent quand on regrette.

Quant à l'accusation portée contre M. Lesage et les députés de l'opposition, qui se seraient introduits sous un faux prétexte chez le lieutenant-gouverneur pour lui présenter la pétition réclamant l'enquête royale sur l'affaire du gaz, M. Lesage a dit qu'il était faux de prétendre qu'il y avait eu fausse représentation. Je préfère prendre la parole de M. Lesage¹⁶.

Qu'on mette aux voix notre motion d'amendement! Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse est libre de ses opinions et pourra voter contre, mais, à mon avis, il serait dangereux de décréter tout simplement hors d'ordre cette motion; ce serait dangereux pour nos libertés parlementaires. Qu'on vote et les gens de l'autre côté pourront voter contre. Qu'on vote! Ainsi, le droit de parole et de discussion de la loyale opposition de Sa Majesté sera sauvegardé¹⁷.

Décisions de l'Orateur:

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare qu'il n'y a aucun doute que les faits qui entourent la vente du réseau de gaz d'Hydro-Québec à la Corporation de gaz naturel du Québec sont impliqués dans les poursuites intentées contre le journal *Le Devoir* et son directeur-gérant, et qui sont encore pendantes, et que de tels faits ne peuvent en conséquence faire décernement l'objet d'une enquête royale, et qu'ils ne peuvent non plus être discutés en cette Chambre, à l'occasion d'un débat ou d'un amendement.

Or, de l'aveu même du député de Saint-Maurice, poursuit-il, il n'y a aucun texte formel dans le Règlement de la Chambre qui prohibe la discussion d'une question *sub judice*. L'article 1 du

Règlement de la Chambre traite spécialement de la question de savoir sur quoi doivent être basés les droits de parole et de discussion dans cette Chambre. Le paragraphe 5 de l'article 1 du Règlement décrète que lorsqu'il n'y a aucun texte formel, ce sont "les usages qui résultent d'une pratique habituelle et constante" qui sont applicables en pareil cas et, depuis que le Règlement actuel est en vigueur, il n'a jamais été permis de discuter en cette Chambre une question *sub judice*, l'immense majorité des députés ayant toujours reconnu et sanctionné ce principe, et cela, même au cours de la présente session. C'est la dix-huitième session durant laquelle j'assiste aux délibérations de l'Assemblée législative et, chaque fois qu'il a été question d'affaires portées devant les tribunaux, l'objection de ceux qui invoquaient une telle circonstance pour demander de ne pas continuer la discussion a toujours été maintenue. La raison en est simple: on a décidé, et c'est une coutume bien établie, qu'on ne doit jamais substituer aux tribunaux l'opinion de la Chambre ou d'un organisme extrajudiciaire. Je suis obligé de m'en tenir à la coutume ou aux usages de la Chambre.

Et je me réfère, dit-il, plus spécialement à la décision que j'ai rendue le 26 novembre courant (page 62 des *Procès-verbaux*) et à celle que je viens de rendre au cours de la présente séance (voir *supra*), décisions qui ont toutes deux été confirmées par la Chambre.

Par conséquent, me basant sur cette tradition et les décisions antérieures, et sachant qu'une enquête royale porterait sur les mêmes faits que certaines causes devant les tribunaux, je maintiens le point d'ordre soulevé par l'honorable premier ministre et déclare l'amendement proposé par M. Hyde irrégulier, illégal et hors d'ordre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur¹⁸.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bohémier, Boudreau, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lizotte, Lorrain, Maltais,

Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 60¹⁹.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lapalme, Levesque, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 15.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Le débat se poursuit sur l'adresse.

L'honorable M. Johnson (Bagot)²⁰ se lève, présente ses hommages à M. l'Orateur, décerne des compliments aux nouveaux députés²¹, félicite les proposeur et seconneur de l'adresse²², s'associe aux compliments et condoléances présentés par les orateurs précédents et déclare qu'il n'aura pas le temps de relever tout ce qui s'est dit au cours du débat sur l'adresse.

De ce côté-ci de la Chambre, M. l'Orateur, notre confiance envers notre chef est moins indécise que celle des membres de l'opposition quand il s'agit de choisir un chef²³. C'est pour cela que nous avons la conviction que notre mandat sera renouvelé pendant plusieurs années encore.

Je veux faire quelques remarques relativement au discours prononcé par le député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde). Il a prétendu que, dans la question du gaz, il y aurait une partie *sub judice* et une partie non *sub judice*. Un bon curé de mon comté m'a félicité d'avoir pris action. S'ils vont en cour, a-t-il (le curé) dit, c'est qu'ils n'ont rien à cacher. On ne va pas en cour quand on a quelque chose à cacher.

L'opposition libérale, dit-il, a eu toute l'opportunité de se renseigner lorsque la loi a été présentée à la Chambre pendant la session 1955-1956. Elle n'a pas demandé plus de renseignements aux autorités provinciales sur les intentions de la Corporation de gaz naturel quand la fondation de cette société a été reconnue officiellement par une loi. Cette loi avait pour but de constituer une corporation pour la vente et la distribution du gaz dans Montréal et la région métropolitaine, et elle accordait les pouvoirs nécessaires à ces fins. Le député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) a prétendu devant la Chambre qu'en 1956 l'opposition n'approuvait pas la loi incorporant la Corporation de gaz naturel. La vérité, affirme-t-il, qu'on peut trouver dans les documents de la Chambre, c'est qu'en

janvier 1956, lorsque la loi concernant la Corporation de gaz naturel du Québec est venue devant la Chambre, l'opposition, à tous les stades de la procédure, a voté avec le gouvernement en faveur de cette loi.

C'est le chapitre 157, 4-5 Elizabeth II. Dans le préambule, qui fait partie de la loi, on dit que la pétitionnaire est constituée dans le but de faire le commerce de vente et de distribution du gaz, principalement du gaz naturel. Donc, il n'y a pas eu de cachette, tout le monde a été averti, notamment lorsqu'il s'agit de permettre d'acheter d'autres réseaux de distribution de gaz. L'opposition a reconnu qu'il était dans l'intérêt public d'accorder à la pétitionnaire les pouvoirs nécessaires pour lui permettre de fournir le service de gaz, en particulier du gaz naturel, dans un territoire comprenant l'île de Montréal et certaines municipalités situées sur la rive sud, dans le voisinage de Montréal. À l'article 5, il était dit que "la compagnie est autorisée à acquérir, de gré à gré, tout système de distribution de gaz, avec toutes les franchises, droits de passage et servitudes s'y rattachant, et à exercer ces franchises, droits de passage et servitudes" (S.R.Q., 4-5 Elizabeth II). Tout le monde, par conséquent, était au courant des pouvoirs accordés à la Corporation du gaz naturel, et l'opposition a voté en faveur de la loi.

Comme il n'y avait qu'un système de distribution de gaz que la corporation pouvait acheter, soit celui de l'Hydro, il n'y avait donc aucun doute sur le but de la loi. De plus, quand a été discutée la loi autorisant la vente du service de l'Hydro à la corporation, le député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) a dit qu'il manquait d'information: le premier ministre lui a offert de remettre le bill à la semaine suivante, afin de permettre aux députés libéraux d'étudier la question. Mais le chef de la stratégie de l'opposition²⁴ a dit: "Nous sommes suffisamment renseignés." Le député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) est mal venu aujourd'hui de tenter de jeter du discrédit sur l'Hydro-Québec et le gouvernement.

Je ne nie point, dit-il, les statistiques citées, mercredi, sur la mortalité maternelle dans la province, par le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Earl), mais je souligne qu'elles peuvent donner une mauvaise impression, si elles ne sont pas interprétées. Ainsi, dit-il, on devrait souligner qu'une mère qui donne naissance à huit ou 10 enfants est plus exposée qu'une autre à être victime des fièvres puerpérales. Ce danger est plus considérable après une sixième ou une septième naissance qu'après une première ou une deuxième. Et c'est dans le Québec

qu'on trouve les familles les plus nombreuses. D'ailleurs, les statistiques fédérales sont à l'effet que la province de Québec a fait de considérables progrès sous ce rapport.

Selon ces statistiques, la mortalité par fièvre puerpérale était de 3.8 par 1,000 naissances au Québec, en 1921. En 1943, dernière année complète de la dernière administration libérale, ce pourcentage était encore de 3.2 par 1,000 naissances. Or, en 1956, toujours d'après la même source de renseignements et conformément d'ailleurs à ce qu'a cité le député de Notre-Dame-de-Grâce (M. Earl), ce pourcentage n'était plus que de 0.9 par 1,000. La proportion des décès est aujourd'hui près de quatre fois moindre. C'est un progrès extraordinaire rendu possible par l'excellente politique de notre ministère de la Santé et l'excellent travail de nos unités sanitaires²⁵.

Il propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Pouliot), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

NOTES

1. Selon *Le Nouvelliste* du 29 novembre 1958, à la page 13, la séance s'est ouverte un peu après 11 heures. Au moins un député était absent lors de la séance: M. Barrette, député de Joliette, selon *L'Événement* du 4 décembre 1958, à la page 18.

2. M. Hyde fait allusion au scandale, qui a ébranlé le gouvernement unioniste, entourant la vente de réseau de distribution de gaz naturel d'Hydro-Québec à la Corporation de gaz naturel de Québec. *Le Devoir* du 13 juin 1958, à la page 1, révélait que plusieurs ministres, conseillers législatifs et hauts fonctionnaires avaient profité d'informations privilégiées pour spéculer sur cette transaction.

3. Données du *Montreal Daily Star* du 28 novembre 1958, à la page 2; 1957 selon *L'Événement* du 29 novembre 1958, à la page 2.

4. C'est-à-dire avant l'adoption des lois, note *La Presse* du 29 novembre 1958, à la page 48.

5. Le commentaire de M. Hyde concerne l'action en dommages entreprise par le premier ministre au début du mois de septembre contre *Le Devoir* et son directeur Gérard Filion, conséquemment à l'affaire du gaz naturel. M. Duplessis fit des émules dans son entourage: 15 autres poursuites en diffamation furent peu après déposées.

6. Gérard Filion.

7. Selon le *Montréal-Matin* du 29 novembre 1958, à la page 2, journal d'allégeance unioniste, des désaccords se seraient manifestés à ce moment au sein de la députation libérale. Le chef parlementaire des libéraux, M. Lapalme, a fait un signe de la tête signifiant qu'il ne voulait pas de vote, mais M. Lafrance insistait pour que l'on vote. C'est l'avis de ce dernier qui a prévalu. Le chef de la stratégie de la gauche, M. Hamel, s'est levé pour demander ce vote, mais M. Lapalme a fait signe que non, M. Hyde l'a appuyé. Mais, aussitôt, M. Lafrance était debout et, à son invitation, quelques autres députés du groupe se sont également levés.

8. *La Presse* du 29 novembre 1958, à la page 48, observe que deux députés indépendants, M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) et M. Ross (Montréal-Verdun), votèrent de concert avec les ministériels.

9. Chiffre de *L'Action catholique* du 29 novembre 1958, à la page 21; \$32,000,000 selon le *Montréal-Matin* du 29 novembre 1958, à la page 3.

10. Chiffre de *L'Action catholique* du 29 novembre 1958, à la page 21; \$37,700,000 selon *Le Nouvelliste* du 29 novembre 1958, à la page 13.

11. *Le Nouvelliste* du 29 novembre 1958, à la page 13, nous informe que l'opposition libérale avait bien gardé le secret de la motion qu'elle devait présenter.

12. La Chambre, selon *Le Soleil* du 29 novembre 1958, à la page 6.

13. Le 23 septembre, M. Lesage et les députés libéraux ont remis au lieutenant-gouverneur une

pétition demandant la tenue d'une enquête royale pour élucider les circonstances entourant l'achat du réseau gazier d'Hydro-Québec.

14. Jean Lesage, un ancien ministre du gouvernement fédéral, a remporté, en mai 1958, la course à la direction du Parti libéral du Québec. Il succédait à M. Lapalme qui exerçait cette fonction depuis mai 1950. En revanche, ce dernier a conservé son rôle de chef parlementaire de l'opposition puisque M. Lesage, n'ayant pas été élu député à l'Assemblée législative, ne pouvait y siéger.

15. Le journaliste ou le député, c'est selon qui a employé l'adverbe "respectivement", voulait certainement dire "respectueusement". Ce mot serait beaucoup plus approprié à la situation.

16. *Le Devoir* du 29 novembre 1958, à la page 3, affirme que M. Hamel n'a pas attribué ces propos à M. Lesage: "Je dis qu'il est faux de prétendre qu'il y a eu fausse représentation."

17. À en croire *Le Soleil* du 29 novembre 1958, à la page 3, le débat sur la motion d'amendement fut violent.

18. *La Presse* du 29 novembre 1958, à la page 48, précise que le débat sur le point d'ordre soulevé par le premier ministre a duré près d'une demi-heure.

19. *Le Nouvelliste* du 29 novembre 1958, à la page 23, observe que deux députés indépendants, M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) et M. Ross (Montréal-Verdun), votèrent de concert avec les ministériels.

20. *La Presse* du 29 novembre 1958, à la page 48, apporte les précisions suivantes: "Il ne restait plus alors qu'une vingtaine de minutes avant la fin de la séance. L'honorable Daniel Johnson se lève, aussitôt le vote pris, pour reprendre le débat sur l'adresse."

21. Il s'agit de M. Bohémier (Labelle), de M. Gaboury (Matane) et de M. Turcotte (Roberval), tous députés de l'Union nationale.

22. Respectivement, M. Bohémier (Labelle) et M. Gaboury (Matane). Ils ont été les premiers orateurs à s'exprimer dans le cadre du débat sur l'adresse en réponse au discours du trône.

23. M. Johnson fait allusion à la répartition des tâches politiques et parlementaires au sein du Parti libéral: M. Lesage était le chef du parti, M. Lapalme

dirigeait la députation libérale en Chambre et M. Hamel faisait office de conseiller en matière de stratégie auprès de ce dernier.

24. En effet, *La Presse* du 21 novembre 1958, à la page 40, nous apprend que M. Hamel a été récemment nommé chef adjoint du chef parlementaire en matière de stratégie. Dans un autre ordre d'idées, *Le Soleil* du 29 novembre 1958, à la page 3, soutient que la réponse de l'opposition est venue d'un autre député: M. Hyde a répondu qu'il avait suffisamment de détails.

25. *Le Soleil* du 29 novembre 1958, à la page 3, remarque que, comme l'horloge de l'Assemblée législative indique alors qu'il est 1 heure de l'après-midi, M. Johnson arrête là son exposé et propose l'ajournement de la séance.

Séance du mardi 2 décembre 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la cité de Pointe-aux-Trembles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);
- de la Commission des écoles catholiques de Pointe-aux-Trembles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);
- de la ville de Montréal-Nord, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);
- des commissaires d'écoles de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Pouliot, Laval);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Haut de la Petite Côte Sainte-Rose, demandant l'adoption d'une loi aux fins de constituer une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de la municipalité scolaire de Fabreville (M. Pouliot, Laval);
- de Toronto General Trust Corporation, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu David John Garth (M. Custeau);
- de la cité de Dorval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Schmidt);
- de la cité de Saint-Lambert, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Charbonneau);
- de la ville de Sept-Îles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ouellet, Saguenay);
- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);
- de la ville de Saint-François, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);
- de la corporation municipale de la paroisse de Saint-Martin, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation de ville, sous le nom de Ville Leblanc (M. Pouliot, Laval);

- de dame Eugénie Guilbeault et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant la distribution des biens de feu Paul-Émile Guilbeault (M. Pouliot, Laval);

- de l'Association d'hospitalisation du Québec, demandant l'adoption d'une loi constituant la corporation sous le nom de La Compagnie d'Assurance-Vie Mutuelle de Québec (M. Charbonneau);

- des commissaires d'écoles de Sainte-Geneviève numéro 1 (village), demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Schmidt);

- du conseil municipal de Sainte-Dorothée, demandant l'adoption d'une loi érigeant son territoire en ville sous le nom de ville de Sainte-Dorothée (M. Schmidt);

- des commissaires d'écoles de la municipalité de Marieville, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Maltais);

- de la commission scolaire de Baie-Comeau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ouellet, Saguenay);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Kénogami, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Ouellet, Jonquière-Kénogami);

- des commissaires d'écoles de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Schmidt);

- de Norbert Franz Rinkenback, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Normand (M. Charbonneau);

- de la ville de Hauterive, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ouellet, Saguenay);

- de la cité de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);

- de la ville de Baie-Comeau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ouellet, Saguenay);

- de la ville de Laval-des-Rapides, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- de la cité de Saint-Martin, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- de Herman Renaud et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation La

Corporation des ajusteurs d'assurances de la province de Québec (M. Bellemare);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Schmidt);

- de la ville d'Anjou, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval).

Questions et réponses:

Prix du bois de pulpe

M. Courcy (Abitibi-Ouest)²: (S'adressant au ministre des Terres et Forêts, l'honorable M. Bertrand) Qu'est-ce que le gouvernement a l'intention de faire, pour aider les cultivateurs et les colons à obtenir un meilleur prix pour leur bois de pulpe invendu au commencement de l'hiver?

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) répond que son ministère a reçu plusieurs lettres de syndicats à ce sujet. Le ministère, dit-il, a répondu aux lettres. Il s'est intéressé au problème créé par l'abondance de bois à pâte que les cultivateurs du Québec ont à vendre. Il (M. Bertrand) affirme qu'il prendra les mesures les plus appropriées pour aider les cultivateurs et les colons, tant dans leur intérêt que dans celui de la province en général.

Vente des liqueurs alcooliques

M. Parent (Hull): Le 4 décembre 1957, le solliciteur général (l'honorable M. Rivard) transmettait un communiqué à la presse, établissant les heures d'opération des établissements détenant une licence pour la vente des liqueurs alcooliques. Il est évident, disait le communiqué, que les établissements non licenciés seront sujets à une étroite surveillance. Cette année, le communiqué officiel du solliciteur général relatif à la vente des liqueurs alcooliques dans le temps des fêtes ne mentionne pas, comme l'an dernier, le cas d'établissements non licenciés, mais bénéficiant d'une tolérance. Le solliciteur général pourrait-il dire à cette Chambre quels sont les règlements régissant les établissements non licenciés?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. D'après le Règlement de la Chambre, la question aurait dû être précédée d'un avis. Il ne peut être question de tolérance. C'est contraire aux faits³.

(Rires à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Tout ce que nous tolérons, c'est l'opposition.

Un député de l'opposition: Cette phrase illustre dans quelle estime le gouvernement tient la fonction constitutionnelle de l'opposition⁴.

M. Hamel (Saint-Maurice): La question du député de Hull (M. Parent) est claire. Elle ne comporte pas d'affirmation. Il a simplement cité le texte du communiqué émis le 7 décembre 1957. Il a dit qu'il faisait mention des établissements non licenciés et que la mention est disparue dans...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. La déclaration de l'an dernier a été mal interprétée. Elle disait simplement que le règlement de fermeture s'appliquerait à tout le monde.

Quand nous le mentionnons, l'opposition n'est pas satisfaite. Quand nous ne le mentionnons pas, elle ne l'est pas non plus. Qu'elle continue de critiquer, nous continuerons à faire notre devoir.

M. Parent (Hull): La déclaration de décembre 1957 disait bien "les établissements non licenciés seront sujets à une étroite surveillance".

M. l'Orateur: Le règlement dit que toute question doit être précédée d'un avis. Le ministre n'est donc pas obligé de répondre. La coutume dans cette Chambre, c'est qu'il n'y a jamais de questions posées directement aux ministres par les députés. Il faut un avis préalable.

M. Hamel (Saint-Maurice): Comme on va engager l'avenir, nous aimerions bien pouvoir discuter cette question.

M. l'Orateur: Je ferai connaître ma décision par écrit au *Procès-verbal* et fournirai les autorités sur lesquelles je la base.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Puisque nous parlons du *Procès-verbal*, je voudrais signaler que nous n'avons pas encore le procès-verbal de la séance de vendredi dernier.

M. l'Orateur: À cause des décisions que j'ai dû rendre au cours de cette séance, je n'ai communiqué le texte officiel à l'imprimeur que ce matin. Le *Procès-verbal* doit nous arriver d'un moment à l'autre.

Projets de loi:**Saint-Joachim-
de-Châteauguay**

M. Laberge (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 157 concernant la paroisse de Saint-Joachim-de-Châteauguay soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Commission scolaire
de Shawinigan**

M. Ducharme (Laviolette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 196 concernant la commission scolaire de Shawinigan et lui accordant des pouvoirs spéciaux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Sœurs missionnaires
de Notre-Dame d'Afrique**

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 158 constituant en corporation les sœurs missionnaires de Notre-Dame d'Afrique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission scolaire
de Sillery**

M. Rochette (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 203 concernant la commission scolaire de Sillery soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Léonidas George
Nicolopoulos**

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 210 pour changer le nom de Léonidas George Nicolopoulos en celui de Loney George Nicol soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné vendredi le 28 novembre courant, sur la motion proposée par le représentant de Labelle (M. Bohémier) dont elle a été saisie jeudi le 20 novembre courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

L'honorable M. Johnson (Bagot): J'avais commencé à mentionner des chiffres relatifs au progrès accompli dans le domaine de la protection des mères dans le Québec⁵. En 1921, le nombre des mortalités maternelles était de 3.8 par 1,000 naissances vivantes. En 1943, la proportion était encore 3.2. En 1954, grâce au travail incessant de l'Union nationale, le chiffre est baissé à seulement 1.1. Les centaines de vies sauvées chaque année sont attribuables au labeur incessant du ministre de la Santé et aux initiatives du ministère de la Santé, dirigé jusqu'à tout dernièrement par l'honorable Dr Albiny Paquette⁶, maintenant devenu conseiller législatif.

À écouter l'opposition, on a l'impression que tout va mal dans le Québec. On se croirait, ma foi, revenu à l'époque des administrations libérales! Si on regarde les statistiques que je n'ai pas le temps de citer toutes, on constate que la réalité est tout autre. L'épargne n'a jamais atteint un niveau aussi élevé dans nos banques. Ainsi, les dépôts y ont augmenté de près de \$1,000,000,000 au cours des 12 derniers mois. Ils s'élèvent actuellement à \$7,010,000,000. C'est un sommet sans précédent. Tout ne va donc pas si mal dans le Québec. En réalité, la province n'a jamais été en aussi bonne position.

Je représente une importante région rurale, et il est juste que j'aborde les questions agricoles. J'affirme qu'il est injuste, faux et contraire aux faits de dire que le gouvernement actuel ne fait pas assez pour l'agriculture et qu'il consacre à l'agriculture une plus faible proportion de son budget que les anciennes administrations libérales.

Les libéraux ont une façon à eux de présenter les statistiques. L'opposition se sert de chiffres incomplets, sans s'appliquer à représenter la vérité, ou bien elle a intérêt à masquer la réalité. Quand on veut donner un tableau complet de la situation, il faut tenir compte des formes d'assistance du gouvernement en dehors du budget, il faut parler de toutes les formes d'aide à l'agriculture.

Je ne mentionne pas le prêt agricole, mais je puis parler du remboursement de la taxe sur la gasoline, le paiement à 100 % de la construction des chemins ruraux. Autrefois, les cultivateurs devaient faire ces chemins à leurs frais, ou à peu près. Autrefois, quand le gouvernement libéral accordait une maigre subvention de 10 % pour la construction ou la réfection d'un pont, les gens faisaient un banquet pour célébrer la chose. Aujourd'hui, le gouvernement paie à 100 %. Il faut aussi tenir compte des octrois pour les écoles, des sommes considérables consacrées au drainage.

L'électrification rurale, un sujet dont nous n'avons presque jamais entendu parler sous le régime libéral précédent, est une mesure qui a rendu à la classe agricole d'immenses services depuis 1945, qu'il est difficile de s'imaginer. À ce moment-là, suivant des statistiques fédérales, il y avait 22,300 milles de lignes de distribution électrique rurales en Ontario, tandis qu'il y en avait seulement 8,000 dans le Québec. À ce moment-là, nous étions à la queue de tout le pays dans ce domaine. À cette même époque, 66 % des fermes de l'Ontario étaient électrifiées, comparativement à 20 % à peine dans le Québec. La situation est renversée, aujourd'hui, grâce à la loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise des coopératives d'électricité.

En 1956, nous avions, grâce à la loi de 1945, non seulement rattrapé l'Ontario, mais dépassé cette province. Grâce à notre loi, le nombre de milles de lignes rurales a augmenté de 19,969 milles⁸ et elles desservent maintenant 133,126 clients, apportant les bienfaits de l'électricité à environ 665,630 personnes. On a calculé que l'électrification rurale a apporté à nos terres une plus-value de \$75,000,000 à \$100,000,000.

Nous pouvons affirmer qu'aujourd'hui l'électrification rurale est complétée à environ 95 % et que la province est à la tête de toutes les provinces de la Confédération. Pour trouver une ferme non électrifiée, il faudra bientôt dépasser les frontières du Québec. Le gouvernement actuel a plus fait pour l'agriculture que tous les gouvernements antérieurs et la situation de la province est extrêmement prospère.

Il (M. Johnson) parle des progrès réalisés par l'Hydro-Québec depuis 1945. Les cours d'eau existaient à ce moment-là, dit-il, mais il a fallu la vision d'un gouvernement progressif pour les mettre en valeur. C'est cela qui a permis à l'Union nationale d'apporter aux cultivateurs les bienfaits de l'électrification rurale. Du 1^{er} janvier 1954 à octobre 1958, l'Hydro-Québec a investi plus d'un demi-milliard, soit \$509,614,425. Au 31 décembre 1953, sa valeur était de \$366,434,452. La valeur actuelle des installations de cet organisme est de \$876,048,872, comparativement à \$160,000,000 au 1^{er} avril 1944, soit une augmentation de 440 %. D'ici 10 ans, l'Hydro devra, pour répondre à la demande dans son seul secteur, investir un montant d'au-delà de \$1,000,000,000 dans la mise en valeur de notre houille blanche.

À cause des développements fantastiques de la province, l'Hydro avait besoin de consacrer toutes ses énergies, tous ses millions et tout son crédit à une ressource naturelle de la province de Québec, en provenance de la province de Québec. Je ne voudrais pas entrer dans un domaine où personne dans l'Union nationale n'a peur d'entrer, si peu peur que nous sommes prêts à aller en parler sous serment, mais j'affirme que l'Hydro doit songer à conserver ses forces et son crédit pour s'occuper de sa fonction primaire, l'électricité⁹. L'Hydro-Québec a agi sagement en vendant son système de distribution de gaz à l'entreprise privée, car elle devra investir tout son capital disponible pour développer son réseau électrique d'ici 10 ans.

Pendant ce temps, de grandes industries se sont fondées au Québec. Il (M. Johnson) parle de quatre grands projets réalisés dans le Québec ou en voie de l'être: la British Aluminium à Baie-Comeau, l'exploitation des gisements de minerai de fer à Shefferville, les travaux de la Québec Cartier Mining aux monts Wright et Reid¹⁰, et les investissements de l'Ungava Mine dans la baie d'Ungava.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
L'Aluminium à Baie-Comeau.

L'honorable M. Johnson (Bagot): Et il y a aussi l'usine de la British Aluminium à Baie-Comeau¹¹. En ces quatre endroits, il s'est investi ou il va s'investir un montant de plus de \$1,000,000,000. L'entreprise privée aura bientôt aménagé dans la province au-delà de 800 milles de chemins de fer, et cela, sans l'aide du gouvernement fédéral et sans subvention d'aucune sorte du gouvernement provincial.

Le Québec est la province canadienne qui s'industrialisera le plus au cours des prochaines années. Si de puissantes industries comme celles-là s'en viennent de plus en plus dans notre province et non pas ailleurs, c'est parce que c'est chez nous que se trouvent en abondance les ressources naturelles et les grandes ressources hydroélectriques, et aussi parce que nous avons un premier ministre et un gouvernement qui n'ont pas peur de prêcher l'encouragement à l'entreprise privée et qui continueront de le faire aussi longtemps qu'ils seront au pouvoir.

Si l'on regarde l'avenir, on réalise que, d'ici 25 ans, c'est dans le Québec que les grandes industries trouveront l'électricité à meilleur compte, car nous avons encore d'immenses réserves, pratiquement inépuisables, alors que les autres provinces ont presque épuisé les leurs.

La province d'Ontario, notre plus proche concurrent, a presque épuisé ses réserves, au point qu'il ne lui reste que 3,000,000 de chevaux-vapeur-an à développer, cependant que chez nous une seule rivière, la Manicouagan, a un débit assez considérable pour actionner, à elle seule, de nouvelles centrales électriques d'une puissance de 4,000,000 de chevaux-vapeur-an. Et ce n'est là qu'une des rivières qu'il reste à aménager au Québec.

D'ici 10 ans, le revenu *per capita* dans la province sera le plus élevé au Canada. Ce sera le résultat des grands développements industriels dont la province est le théâtre et de la politique du gouvernement actuel pour la mise en vigueur de nos ressources hydrauliques. Mais, pour que l'avenir soit aussi brillant qu'il s'annonce, pour que nous en profitons, il faut que notre jeunesse se prépare et que la population continue de faire confiance à des administrateurs qui encouragent l'initiative privée et refuse d'écouter certains intellectuels de gauche qui voudraient nous embarquer dans le char du socialisme. Notre province ne sera capable de progresser que si elle conserve à sa tête un gouvernement soucieux de protéger l'entreprise privée.

Il (M. Johnson) parle des mérites de la loi provinciale d'habitation¹², l'une de celles conçues, dit-il, pour aider la famille. Elle a permis à 152,000 familles de se construire. En vertu de cette loi, le gouvernement donne à l'ouvrier devenu petit propriétaire, en pur cadeau, une somme d'environ \$2,000. Comment peut-on comparer cela à la loi fédérale correspondante, administrée par une corporation de la couronne, la Société centrale

d'hypothèques, qui est une affaire payante, si payante que ceux qui sont chargés de l'appliquer ont réalisé tant de profits qu'ils ont dû verser \$900,000 d'impôt sur le revenu à Ottawa, tandis qu'ici nous prenons \$72,000,000 pour le donner au peuple?

Le député de Montréal-Outremont (M. Lapalme) a passé une heure...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Deux heures.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Tâchez de vous entendre!

L'honorable M. Johnson (Bagot): Dans notre parti, les fonctions sont clairement déterminées. Nous savons, nous, qui est le chef et qui est le whip, etc¹³. Le député de Montréal-Outremont (M. Lapalme) a employé une heure de son discours de deux heures de la semaine dernière à expliquer qu'il avait été attaqué et chargé de tous les péchés commis par le gouvernement fédéral au cours des 20 dernières années. Il est quelquefois difficile de comprendre comment fonctionne le Parti libéral. Imaginez alors ce qui arrivera un jour à celui qui est devenu chef à sa place et qui a fait cette politique fédérale! Je crois même que le député de Montréal-Outremont (M. Lapalme) entrevoit déjà la chose et qu'il y trouve un malin plaisir.

La population commençait à oublier que l'opposition avait comme chef un ancien député fédéral, et voilà que le Parti libéral s'en donne un autre tout neuf, celui-là même qui a participé à l'élaboration de la plus néfaste politique de centralisation que l'on connaisse¹⁴. Maintenant, M. Lesage consacrera les 10 prochaines années à essayer de faire oublier aux Québécois ses antécédents fédéraux. Pendant ce temps, le gouvernement du premier ministre Duplessis demeurera en fonction, et la province continuera à progresser à la même vitesse fantastique qu'elle a progressé depuis 1945.

C'est un chef invisible, qui aime mieux faire des discours en province que d'être présent en Chambre, qui rapporte des discours tenus en Chambre des versions contraires, qui refuse même de combattre quand on lui en donne l'occasion, malgré le fait que le gouvernement du Québec lui ait donné des occasions de siéger à l'Assemblée législative en déclenchant une série d'élections partielles plus tôt cette année. Mais il a boudé toutes les partielles jusqu'ici.

Il a parlé de soi-disant malversations; il a dit que jamais l'opposition libérale n'avait voté en faveur

du gaz naturel¹⁵. Mais les règlements de la Chambre m'interdisent de discuter de la vente du service de distribution de gaz d'Hydro-Québec de Montréal à la Corporation de gaz naturel du Québec. Cependant, je crois que je peux déclarer que j'aimerais voir le chef du Parti libéral Jean Lesage à l'Assemblée législative pour lui rappeler que, s'il y a actuellement un monopole de ce gaz au Canada, c'est le chef invisible de l'opposition, comme ministre fédéral, et son parti fédéral qui en sont responsables. L'ancien gouvernement libéral, un ami de l'opposition libérale en cette Chambre, l'a imposé avec l'argent des contribuables...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Et en imposant le bâillon.

L'honorable M. Johnson (Bagot): Et en imposant le bâillon¹⁶...
(Rires et protestations à gauche)

L'honorable M. Johnson (Bagot): ... à l'opposition conservatrice d'alors quand elle a tenté de s'opposer à ces mesures. M. Lesage a dit qu'il ne tombera dans aucun piège à ours tendu par le premier ministre Duplessis. Il serait plus intelligent de surveiller les pièges tendus par les membres de son propre parti quand ils étaient au pouvoir à Ottawa. J'admets que le chef absent peut être excusable de ne pas savoir ce qui se passe ici, mais au moins devrait-il se souvenir de ce qui s'est passé à Ottawa.

L'Union nationale sera encore longtemps au pouvoir, car nous avons l'impression d'avoir le peuple derrière nous. Ce dernier l'a démontré, dit-il, lors de la dernière élection générale et lors des sept élections partielles qui ont été tenues depuis¹⁷.

M. Hamel (Saint-Maurice) présente ses félicitations à l'Orateur de la Chambre, au proposeur et au second de l'adresse¹⁸, souligne le décès de Pie XII¹⁹ et l'avènement de Jean XXIII²⁰. Nous vivons, dit-il, dans une démocratie, et ainsi, personne ne peut rester indifférent quand la démocratie subit des épreuves.

Il offre ses plus sincères sympathies au premier ministre de l'Ontario, M. Leslie Frost, qui a cru nécessaire de se séparer de collaborateurs intimes parce que, à son avis, ils s'étaient rendus coupables d'indélicatesse dans l'exercice de leurs fonctions²¹. Il (M. Hamel) déclare qu'il veut aussi exprimer de semblables sympathies au premier ministre de la Colombie-Britannique, l'honorable William A. C. Bennett, qui s'est séparé d'un collaborateur intime

parce qu'il s'était rendu coupable de malversations dans l'exercice de ses fonctions²². Il (M. Hamel) dit que le président des États-Unis, M. Eisenhower²³, a dû, lui aussi, se défaire d'un haut fonctionnaire coupable d'indiscrétion. Au Manitoba, dit-il, le grand-père du premier ministre actuel, l'honorable M. Roblin, a été obligé d'abandonner son poste à la suite d'une enquête royale²⁴. On peut en tirer une première leçon. D'abord, le peuple est compréhensif. Il ne tient pas responsables les générations futures des erreurs commises par leurs ancêtres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il est inadmissible de présenter les faits de façon aussi tendancieuse. Il ne faut pas injurier les gens, surtout quand ils sont d'une autre province. L'histoire montre qu'aucun reproche ne fut adressé au grand-père du premier-ministre actuel du Manitoba.

M. Hamel (Saint-Maurice): La seule chose que j'ai dite, c'est ce que les journaux ont annoncé lors de l'élection de M. Roblin, il y a quelques mois. On a dit que l'honorable M. Roblin, grand-père du premier ministre actuel du Manitoba, avait cru bon d'abandonner le pouvoir après une enquête royale, même s'il n'avait été impliqué dans rien. La deuxième leçon à tirer des élections du Manitoba, c'est qu'on sent actuellement une espèce de fatigue des gouvernements au pouvoir depuis trop longtemps.

Je ne puis m'empêcher de rappeler l'opinion exprimée autrefois par le premier ministre lui-même, quand il faisait partie de l'opposition, à savoir qu'un gouvernement, après 15 années²⁵ de pouvoir, devient un gouvernement trop vieux. Il (M. Hamel) avance que les œuvres de l'Union nationale sont inexistantes. Il semble exister, dit-il, un profond mécontentement au Canada envers les gouvernements qui sont au pouvoir depuis plusieurs années. Les résultats des élections fédérales, du scrutin du Manitoba ou des États-Unis, illustrent cette thèse.

S'adressant au premier ministre, il (M. Hamel) parle au sujet de la convention de Sherbrooke, en réponse à des interventions ministérielles relatives à la convention libérale qui a choisi l'honorable Jean Lesage²⁶. Je suis opposé, dit-il, à toute comédie, à tout "frame-up". Je me suis présenté à ce congrès; on m'a préféré M. Jean Lesage comme chef de parti. J'accepte le verdict des congressistes libéraux parce qu'une chose est certaine, je suis un démocrate.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Vous ne me dites pas que vous avez encore changé de parti?

M. Hamel (Saint-Maurice): Cette réflexion va me permettre de dire ceci. Je ne voulais pas faire d'allusion blessante pour qui que ce soit. Je dirai que je suis entré dans le Parti libéral, en 1952, non pour une question d'intérêt, mais parce que je croyais - et je le crois encore - que la doctrine libérale répond mieux aux intérêts communs que l'absence de principes de l'Union nationale. Et parce que j'ai été battu au congrès plénier de Québec, ça n'a pas amélioré l'Union nationale. Les libéraux sont d'ailleurs plus unis que jamais. Il (M. Hamel) se dit fier de suivre un chef élu démocratiquement. J'ai entendu parler, dit-il, d'un certain autre congrès, celui de Sherbrooke.

Des députés de l'opposition: Ah!

M. Hamel (Saint-Maurice): Je ne sais pas si les journaux ont menti, mais, d'après les journaux du temps, le sang aurait coulé à cette convention...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

À Sherbrooke, c'est le bon sens qui a primé. À Québec, c'est le paquetage.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le congrès libéral de mai dernier a été extrêmement démocratique. On ne peut en dire autant du congrès qui a choisi le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) chef conservateur, il y a 25 ans. Il (M. Hamel) cite une série d'articles parus récemment dans *Le Devoir* sur ce congrès de Sherbrooke. On a lu, dit-il, que cette réunion avait été marquée de multiples points d'ordre.

Il (M. Hamel) reproche au ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Johnson) d'avoir fait des déclarations qui peuvent prêter à confusion au sujet de la vente du gaz par l'Hydro-Québec. Il proteste contre l'interprétation donnée par le député de Bagot (l'honorable M. Johnson) du vote libéral sur le bill privé de la Corporation de gaz naturel. Les députés libéraux, dit-il, n'ont jamais approuvé la vente du gaz, à l'Assemblée législative.

L'honorable M. Johnson (Bagot) soulève un point d'ordre. Ce que j'ai dit en Chambre, dans le discours de vendredi dernier, c'est que l'opposition, à tous les stades du bill de 1956, avait voté en faveur de la loi autorisant la Corporation de gaz naturel,

déjà incorporée, à établir et à développer un système public de distribution du gaz dans un territoire comprenant l'Île de Montréal et les municipalités de la rive sud du Saint-Laurent. Or, il n'y avait, à ce moment, qu'un système de distribution de gaz à Montréal, et c'était celui de l'Hydro-Québec.

M. Hamel (Saint-Maurice): L'opposition a voté pour le bill d'incorporation, comme elle l'a toujours fait, ou a peu près, dans le cas de compagnies présentant de tels projets de loi, mais elle a voté contre la loi permettant la vente des installations de l'Hydro. D'ailleurs, le bill privé auquel a référé le député de Bagot (l'honorable M. Johnson) disait, à l'article 8, que "rien dans la présente loi ne doit être interprété comme permettant à la compagnie de détériorer ou endommager aucun ouvrage faisant partie d'un système de gaz... ou comme portant préjudice aux droits de toute autre personne, compagnie ou corporation exploitant un service public dans le même territoire".

Il (M. Hamel) réfère aux trois lois qui ont été passées, concernant le gaz naturel, lit le procès-verbal de la Chambre qui rapporte le résultat des votes qui ont été enregistrés et donne lecture des noms des libéraux qui ont voté contre, tout en regrettant qu'il n'y ait pas de *Hansard*²⁷ à Québec. En somme, dit-il, la position des libéraux dans toute cette affaire a toujours été et demeure très claire: ils n'ont jamais approuvé la vente du service gazier de l'Hydro à une entreprise privée. Les libéraux ont voté contre cela. Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de discuter plus longtemps.

Il (M. Hamel) suggère à l'Orateur de la Chambre qu'il pourrait imiter ce qui se fait dans le domaine du hockey, où l'on fait arrêter les aiguilles de l'horloge quand se produit un hors-jeu. Il se demande si l'Orateur de la Chambre ne pourrait pas soustraire le temps qu'on fait ainsi perdre au député qui a la parole²⁸.

M. l'Orateur: Rien dans les règlements de la Chambre ni dans la coutume ne permet de procéder en Chambre comme on procède au hockey²⁹.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le gouvernement se vante d'avoir dépensé des millions pour l'agriculture, l'enseignement ou la santé publique. Ce qui compte pourtant, ce sont les résultats, pas les millions dépensés; et les résultats constituent une condamnation impitoyable de la politique de l'Union nationale. Des porte-parole du gouvernement ont prétendu qu'il avait agrandi la superficie des terres

arables de la province de Québec. Or, d'après l'*Annuaire statistique* de l'administration provinciale 1956-1957³⁰, on voit que la superficie des terres arables cultivées au Québec est passée de 18,062,564 acres, en 1941, à 15,910,128 en 1956. De même, la superficie des terres occupées par les principales cultures diminue: 7,879,000 acres, en 1957, et 7,847,000 acres en 1958. Le nombre de fermes diminue également.

Pendant combien de temps les chiffres publiés sous la responsabilité du gouvernement contrediront-ils ainsi ce qui se dit dans les discours des membres du gouvernement? Avec de tels chiffres, comment peut-on dire que la politique sage du gouvernement a pu profiter à l'agriculture? On ne peut pas se vanter d'une politique agricole progressive, lorsque l'agriculture recule à pas de géant et que les cultivateurs s'endettent de plus en plus, au point que chaque année l'Office du crédit agricole doit faire vendre une soixantaine de fermes dont les propriétaires ont emprunté l'argent de la province et ne peuvent plus faire face à leurs obligations.

Il (M. Hamel) cite alors diverses statistiques tendant à démontrer que la province de Québec est au dernier rang dans plusieurs domaines agricoles, et il reproche au gouvernement de consacrer de moins en moins d'argent au budget de l'agriculture. Jamais, dit-il, l'agriculture n'a autant reculé que sous l'Union nationale, jamais les cultivateurs n'ont été aussi endettés.

Pour ce qui est de l'éducation, la situation n'est pas meilleure. L'une des mesures qui aideraient davantage le cultivateur et l'ouvrier serait de mieux préparer notre jeunesse pour l'avenir. De partout, dans tous les milieux, on crie: "Donnez-nous les moyens de former nos enfants." Il importe donc de se demander où nous allons dans le domaine de l'éducation. Aussi longtemps que nous pataugerons comme actuellement, nous n'arriverons pas à une politique stable dans ce domaine si important.

Dans la période moderne que nous vivons, l'instruction doit être gratuite. Les compagnies en sont rendues à exiger une neuvième année ou une 12^e année des employés nouveaux qu'elles engagent, et, si nos enfants ne peuvent pas se qualifier à ce point de vue, on emploie des jeunes gens des autres provinces. Le gouvernement ne peut parler de prospérité, alors que nous avons une situation économique vraiment critique. C'est parce que l'instruction n'est pas assez poussée chez nous que nous avons actuellement plus de chômeurs que dans les autres provinces. Il y a certainement une relation entre l'instruction et le chômage.

Il (M. Hamel) voit dans le fait que seulement un petit nombre d'enfants dépasse la septième année du cours primaire une cause du fait que c'est dans la province de Québec qu'il y a actuellement le plus grand nombre de sans-travail. Le devoir du gouvernement, dit-il, c'est d'assurer à tous les enfants du Québec des droits égaux à l'instruction gratuite à tous les paliers. La commission Tremblay l'a dit son rapport³¹. On a l'instruction gratuite ailleurs. Pourquoi pas dans la province de Québec?

Je propose donc, en amendement, secondé par le député de Jacques-Cartier (M. Kirkland), que...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Jacques-Cartier (M. Kirkland) a déjà secondé une motion dans le présent débat. Il n'a pas droit d'agir dans celle-ci.

M. Hamel (Saint-Maurice) proteste, mais il se ravise et il demande au député de Hull (M. Parent) de seconder la motion.

Je propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Parent), que la motion en discussion soit amendée en y ajoutant les mots suivants:

"Toutefois, nous regrettons que rien dans le discours du trône n'indique que le gouvernement ait l'intention de demander à la Législature d'établir:

"a. la gratuité scolaire et la gratuité des manuels scolaires pour les élèves des commissions scolaires;

"b. des barèmes de subventions statutaires aux universités et autres institutions d'enseignement ainsi qu'aux corporations scolaires."

M. Lafrance (Richmond) déclare qu'il veut souligner, à la suite de cette motion, l'importance du problème de l'éducation, qui est mondial et qui ne concerne pas seulement la province de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

soulève un point d'ordre. Le député de Richmond (M. Lafrance), dit-il, n'a droit de parler que sur les trois sujets mentionnés dans la motion: gratuité scolaire, gratuité des manuels et subventions statutaires.

M. Hamel (Saint-Maurice) discute du point d'ordre.

M. Lafrance (Richmond) discute du point d'ordre.

M. l'Orateur: Le député de Richmond (M. Lafrance) doit s'en tenir aux trois items soulevés dans la motion.

M. Lafrance (Richmond): Le paiement du mensuel et les frais d'achat des livres scolaires sont une des causes principales de l'infériorité scolaire dans la province de Québec. Le rapport Tremblay le dit et il va plus loin en affirmant que la province de Québec est en retard de 25 ans dans le domaine de l'éducation, principalement à cause du coût de l'instruction et des manuels.

Nous préconisons la gratuité scolaire, parce que les revenus des ouvriers et de la classe moyenne ne permettent pas aux parents d'assumer ces frais considérables. Il (M. Lafrance) cite le cas d'un ouvrier de son comté, père de six enfants qui vont aux classes, qui a dû payer en septembre, cette année, \$103 pour les manuels de ses enfants. Et il ne gagne, dit-il, que \$44³² par semaine.

Il (M. Lafrance) croit qu'il faut étendre à toute la société, qui profite de l'instruction de ses membres, les frais de l'instruction, et il cite plusieurs autorités à ce sujet, notamment Léon XIII³³ et Pie XII, et autres. Où, dit-il, les autorités provinciales peuvent-elles trouver l'argent pour rendre l'enseignement gratuit? Certaines organisations ont déjà préconisé la création d'une corporation de la couronne qui veillerait à ce que nos richesses naturelles soient exploitées au profit de la population.

Un obstacle formidable à l'avancement de l'instruction chez nous, c'est l'existence des octrois discrétionnaires basés sur le seul caprice du gouvernement. C'est un système vicieux, car ces octrois favorisent l'électoratisme dans nos commissions scolaires, et celles-ci sont mises aux enchères électorales lorsque surviennent les élections générales ou partielles. Cela facilite le favoritisme dans l'octroi des contrats.

De plus, on peut réduire le prix de construction des écoles, assainir les finances des commissions scolaires par des subventions qui seraient distribuées non plus selon le bon plaisir du gouvernement, mais en vertu d'une loi générale. Dans le comté de Compton, le premier ministre a déclaré: "Si vous voulez des écoles, dites-nous le par votre vote."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Je n'ai jamais dit cela!

M. Lafrance (Richmond): Le premier ministre ne se souvient pas de ce qu'il a dit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande au député de retirer ses paroles.

M. Lafrance (Richmond)³⁴ retire ses paroles. En vertu du système discrétionnaire, dit-il, il y a des octrois qui vont de 50 % à 80 % pour la construction des écoles, selon l'influence des commissaires et du député du comté. Tout le monde doit se courber devant le patroneux du comté, au point que les lettres du surintendant de l'Instruction publique sont maintenant adressées au patroneux qui reçoit aussi les chèques à l'ordre des commissions scolaires et du député du comté. On en est rendu à donner des noms de ministres à des écoles et à placer, à côté du crucifix, le portrait du député.

Les octrois discrétionnaires sont un terrain de prédilection pour aider les amis du gouvernement. La preuve, c'est que, dans Jacques-Cartier, il y a eu un écart de \$400,000 pour deux écoles seulement. Il n'y a pas de doute que ce genre d'octroi est une porte ouverte au favoritisme. Les commissions scolaires sont devenues des succursales de l'Union nationale et les commissaires d'écoles sont devenus des chauffeurs de fournaise.

Le Parti libéral veut la disparition des octrois discrétionnaires pour quatre raisons: premièrement, sortir la politique des écoles; deuxièmement, rendre leur autonomie aux commissions scolaires; troisièmement, réduire le coût des travaux de construction d'écoles; quatrièmement, donner de la stabilité aux finances des commissions scolaires.

Il (M. Lafrance) déclare que presque tous les corps publics de la province sont en faveur de la gratuité scolaire et des octrois statutaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La motion principale en est une de remerciements à l'adresse du lieutenant-gouverneur, comme témoignage de politesse, de courtoisie et d'appréciation. Des remerciements conditionnels ne seraient pas des remerciements polis. Et l'amendement que présente l'opposition n'est pas, à mon sens, de ceux qui peuvent se présenter sur la motion de l'adresse.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Je soulève un point d'ordre. Le premier ministre devrait se contenter de discuter de l'amendement lui-même. Le premier ministre parle en dehors de la motion.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je vous demande, M. l'Orateur, d'excuser l'incompétence évidente du jeune député en matière de règlement parlementaire.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Je soulève un autre point d'ordre à l'encontre de ces

paroles. Elles ne sont pas parlementaires et l'honorable premier ministre devrait les retirer. Le premier ministre n'a pas le droit d'accuser d'incompétence un membre de cette Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'expression est absolument parlementaire, basée sur la vérité et les faits.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges):

M. l'Orateur, je demande une décision.

M. l'Orateur: Les règlements ne permettent pas d'échelonner les points d'ordre les uns sur les autres. C'est une chose qui a été décidée plusieurs fois en cette Chambre. Et quand le premier point d'ordre a été soulevé, le premier ministre était justement à parler de la motion.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): C'est sur l'accusation d'incompétence que le député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) demande une décision.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne retirerai jamais ça, c'est vrai. Le député est vraiment incompétent.

M. l'Orateur: Le point d'ordre est mal fondé parce que les paroles prononcées par l'honorable premier ministre ne s'adressent pas au député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde), mais à sa manière d'interpréter la procédure suivie par l'opposition en marge de la motion actuellement à l'étude.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bohémier, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau,

Rivard, Rochette, Rochon, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 66³⁵.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 16.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il ne convient pas d'apporter des restrictions dans les remerciements adressés au représentant de la reine. Un tel amendement pourrait venir sur une motion pour la formation du comité des subsides, mais rarement sur l'adresse. De plus, c'est une motion de non-confiance, alors que le peuple³⁶ a manifesté sa confiance au Parlement non seulement aux élections générales, mais dans de nombreuses élections complémentaires.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Hors d'ordre!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La motion dit que rien dans le discours du trône n'a pour effet d'établir la gratuité scolaire. Or, le député de Richmond (M. Lafrance) a dit lui-même, dans son discours, que ça existait presque partout³⁷.

M. Lafrance (Richmond): À certains endroits, mais pas dans le plus grand nombre des cas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Tout de même, ça existe et les commissions scolaires ont la faculté de l'établir. Si ça existe, pourquoi le demander? Du reste, je n'ai jamais vu de mot plus hypocrite que celui de "gratuité". Il n'y a rien de gratuit. Tout se paie. Et, si ce ne sont pas ceux qui bénéficient de l'instruction qui paient, il faut que ce soit le peuple. Pourquoi ceux qui n'en profitent pas paieraient-ils pour ceux qui en profitent?

J'ai appris au collège, avec de bons professeurs qui étaient aussi de bons catholiques, que la gratuité scolaire est une chose condamnée et condamnable. Pourquoi? Parce qu'elle conduit à l'étatisation. Si c'est le gouvernement qui paie tout, il a le devoir de surveiller la dépense, et cela veut dire l'intervention continuelle dans les affaires des commissions scolaires. Nous ne voulons pas nous engager sur la voie de l'étatisation de l'éducation. L'instruction gratuite conduirait à une politique rejetée par des membres du clergé.

Ce que nous avons, en fait, c'est une quasi-gratuité, compatible cependant avec les fonctions de l'État et les devoirs des parents et des commissions scolaires. À preuve, les millions que nous déboursions chaque année pour l'enseignement et même pour l'achat de livres. Mais la gratuité totale, c'est un mythe, un leurre, un danger qui mènera infailliblement à l'étatisation de l'enseignement. À part cela, il y a aussi le danger de l'éducation massive, dénoncé par de grands éducateurs et des chanceliers d'universités. Le gouvernement est toujours opposé à cela, bien qu'il soit toujours disposé à aider généreusement suivant les besoins, qui varient d'un endroit à un autre, et dans les cas qui s'y prêtent.

Quant à la gratuité des manuels, elle existe aussi en grande partie. On a malheureusement constaté que les gens ne prennent pas grand soin de ce qui ne leur coûte rien. On a trouvé des livres dans les fossés. Ce serait dangereux que le gouvernement paie tout, achète tout. Je crois avec beaucoup de gens qu'il y aurait lieu d'apporter plus de cohésion et d'uniformité dans l'achat des manuels, mais ces améliorations doivent être faites par les commissions scolaires et le Conseil de l'instruction publique, pas par le gouvernement. Celui-ci ne veut pas intervenir dans la régie des commissions scolaires, ni dans le choix et l'achat des manuels. Je suis convaincu que le peuple ne se laisse pas emberlificoter par les apparences fallacieuses d'une prétendue gratuité, qui n'est qu'un camouflage.

Quant aux octrois statutaires, c'est encore du camouflage. Il n'y a pas un octroi qui ne soit pas statutaire, puisque tous sont payés en vertu des Statuts de la province. Il n'existe aucune autre sorte d'octroi possible. Je comprends qu'il est difficile d'être clair quand on est membre d'une opposition dont la tête est en dehors. Ce que veulent dire nos amis d'en face par cette expression, c'est sans doute que nous devrions voter l'argent pour plusieurs années à venir. Or, on les a entendus déjà critiquer avec violence parce que nous essayions de prévoir pour deux ou trois ans d'avance. Ils se plaignaient de ce qu'il y eût trop de montants statutaires dans le budget.

Comment peuvent-ils nous demander de faire aujourd'hui ce qu'ils condamnaient hier? Si l'on veut parler d'octrois votés pour des années à l'avance, il n'est pas humainement possible d'avoir des octrois d'une telle rigidité. La Législature doit siéger tous les 12 mois, d'après la Constitution. Si tous les budgets étaient votés pour 40 ou 50 ans à venir, nous n'aurions plus besoin de convoquer les Chambres. Le gouvernement élu pour gouverner ne gouvernerait plus, il serait statufié. Dans une même famille...

Des voix de l'opposition: Les habits³⁸!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne parle pas des déshabillés, des décapités. Je dis que, dans une même famille, il y a des enfants de différentes grandeurs. Allons-nous placer tout le monde sur le même pied? Sur quoi établir des barèmes quand l'évaluation varie d'un endroit à l'autre? Sur le nombre d'élèves? Mais doit-on mettre sur le même pied les riches et les pauvres? Ça ne tient pas debout. L'opposition parle d'établir des barèmes qui s'appliqueraient à toutes les parties de la province pour ce qui est de déterminer le montant des octrois. C'est impossible parce que les besoins diffèrent d'un endroit à l'autre. Il faut rester dans les limites du possible.

Il faut aussi que tous les paliers de l'enseignement reçoivent leur juste part des deniers publics, proportionnellement à leur importance et compte tenu des besoins dans les autres domaines. Il ne faut pas sacrifier l'enseignement élémentaire, qui est à la base de tout, ni l'enseignement spécialisé. Nous avons fait des améliorations énormes et nous en ferons encore. Mais la motion de l'opposition est intempestive, inopportune. Elle ne répond pas aux besoins de l'heure, n'est pas digne des générations passées et est loin de préparer l'avenir.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Sans vouloir insulter le premier ministre, je dirai que je viens d'entendre la voix d'un autre âge. La question en discussion est excessivement importante, et le premier ministre la traite en faisant parfois des gamineries, parfois du lyrisme, mais sans tenir compte de l'intérêt du peuple.

La motion présentée par l'opposition est très simple. Elle exprime les regrets à l'encontre du discours du trône. D'après le premier ministre, de telles motions sont des impertinences. Pourtant, il suffit de consulter les journaux de la Chambre pour en trouver un très grand nombre, dans la même veine, sous la signature du premier ministre actuel. Il (M. Lapalme) cite plusieurs motions d'un autre âge à compter de 1929, qui expriment avec gaminerie de respectueux regrets. Pour avoir employé la formule chère au député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis), dit-il, l'opposition est traitée de Don Quichotte et accusée de faire de la politique anticléricale.

Il (M. Lapalme) dit qu'il croyait bien en avoir fini avec la manie de l'Union nationale de traîner la religion dans les débats politiques. Mais, dit-il, le chef du gouvernement, en ce faisant, en atteint bien

d'autres, puisque très nombreux sont les organismes qui ont fait de telles demandes. Si l'opposition est anticléricale, l'Association des étudiants de Laval, l'Institut des ingénieurs, l'Association des mouvements de jeunesse, le conseil de ville de Montmagny, la Confédération des travailleurs catholiques du Canada, le collège Sainte-Marie, le collège Jean Brébeuf, la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec, l'Université Laval, le séminaire de Sherbrooke, qui ont fait des réclamations, feraient-ils ainsi de la politique anticléricale et seraient-ils des Don Quichotte?

Relevant que la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières a demandé des octrois statutaires, il (M. Lapalme) ajoute: Apparemment, il y aurait des anticléricaux et des Don Quichotte jusque dans la ville de Trois-Rivières. Évidemment, le gouvernement veut attraper l'opposition. Ses déclarations sont à l'effet que demain on puisse lire dans les journaux que l'opposition a prôné une politique anticléricale.

Qui est contre la gratuité scolaire, aujourd'hui, dit-il, à part le premier ministre et l'Union nationale? On l'a établie ailleurs sans conduire à l'étatisation ni au socialisme. En notre province même, presque tous les corps publics l'ont réclamée. Le problème de la gratuité scolaire se pose partout, et partout il est traité avec sérieux. Il est clair que nous ne sortirons pas de la Chambre avec la gratuité scolaire.

À l'heure actuelle, tous les gouvernements du monde ont des problèmes éducationnels à résoudre. Ailleurs, on cherche quelque chose. Ici, l'on éteint. Nous autres, évidemment, on a ce qu'il y a de mieux! Ailleurs, on étudie pour voir si l'on ne peut faire davantage. Au Québec, on réprime toutes les suggestions visant à contribuer à résoudre le problème. Nous sommes encore à parler de ces questions alors que, dans d'autres pays, on a déjà dépassé ce stade et l'on cherche autre chose. Dans certains cas, les dirigeants gouvernementaux cherchent des moyens d'améliorer les systèmes de gratuité scolaire qui existent déjà.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Où?

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les revues de France et d'Angleterre sont remplies d'articles à ce sujet. Ici, on dit: Ça ne se fait pas, c'est impossible. Il me reste quelques minutes avant l'ajournement et je veux rappeler ce que dit le rapport Tremblay à ce sujet. Il (M. Lapalme) cite alors

quelques considérations du rapport Tremblay sur le problème de la gratuité scolaire.

Il (M. Lapalme) demande la suspension de la séance.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 15

La Chambre reprend le débat sur l'amendement proposé par le représentant de Saint-Maurice (M. Hamel) à la motion du député de Labelle (M. Bohémier) proposant une adresse en réponse au discours du trône.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): La gratuité scolaire, la gratuité des manuels et les subventions statutaires aux universités, aux autres institutions d'enseignement et aux commissions scolaires ont été maintes fois demandées par divers corps publics. L'opposition elle-même l'a évidemment demandée à diverses occasions. Il n'y a plus que le premier ministre et l'Union nationale à s'y opposer dans cette province. Déjà, en 1954, la Fédération des commissions scolaires catholiques de la province, en plus de la gratuité, a réclamé les octrois statutaires. Elle disait notamment qu'une politique d'octrois statutaires permettrait d'épargner \$1,000,000 par année et serait plus en harmonie avec l'autonomie des commissions scolaires. Elle s'appuyait, pour demander la gratuité de l'enseignement élémentaire primaire, sur le fait qu'il s'agit là d'un minimum auquel toute la population a droit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Est-ce que le chef visible de l'opposition a parlé de ça en 1956?

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Certainement. Ce n'est pas encore réalité, mais il y a bien des choses dont il a fallu parler longtemps dans la province avant de les obtenir. Il (M. Lapalme) reproche au gouvernement de ne jamais faire de cas des suggestions faites par ceux qui sont bien au courant du problème de l'éducation et qui réclament à grands cris la gratuité scolaire, celle des manuels et des octrois statutaires. Je suis sûr, dit-il, que, si Dieu me prête vie, je verrai certainement la réalisation des trois demandes contenues dans notre motion en amendement.

Il (M. Lapalme) rappelle encore les mémoires récents de la Fédération du travail du Québec et de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada qui demandent la gratuité scolaire. La classe ouvrière, dit-il, est la plus nombreuse et sa voix devrait être écoutée. Un autre organisme important, dans un mémoire présenté au premier ministre, en mai dernier, a demandé que l'instruction primaire soit gratuite jusqu'à la 12^e année. Le premier ministre a répondu que, avec un tel régime, les enfants des riches seraient sur le même pied que les enfants des pauvres, bénéficiant d'avantages dont ils n'ont pas besoin. Ce serait pourtant moins injuste que de priver les enfants de pauvres qui doivent payer comme les enfants de riches.

Le premier ministre a aussi prétendu qu'un tel système mènerait à l'étatisation. On a pourtant la gratuité dans les autres³⁹ provinces et les Anglais du Québec l'ont également. On n'a pourtant pas vu l'étatisation faire de progrès dans ces provinces ou dans les milieux anglais du Québec. Un expert, le professeur Arthur Tremblay⁴⁰, de Laval, a dit que la gratuité coûterait environ \$9,000,000...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il ne sait pas ce qu'il dit...

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Si les octrois statutaires sont impensables, que dire de l'ancien délégué apostolique au Canada, Son Excellence Mgr Ildebrando Antoniutti, le recteur de l'Université de Montréal, qui les réclame et qui déclarait, il n'y a pas si longtemps, qu'il chantera une messe d'Action de grâces, sur le campus de l'Université, le jour où le gouvernement accordera les octrois statutaires, et diverses autorités du genre? Il me semble que, si j'étais de l'autre côté de la Chambre, je serais un peu gêné de proclamer que tous ces gens-là ne savent rien, qu'ils ne connaissent rien.

Que dire aussi de l'Ontario, où on a établi les octrois aux commissions scolaires sur une base statuaire? On y a établi des barèmes qui tiennent compte à la fois de la population scolaire, des finances d'une région, de l'évaluation municipale et des divers facteurs qui peuvent entrer en ligne de compte. Mais tous ces barèmes sont fixés dans la loi et connus du public. Chaque commission scolaire peut savoir à l'avance ce qu'elle recevra du gouvernement et préparer son budget en conséquence.

Chaque commission scolaire devrait être capable de faire son budget, sans être obligée d'attendre pour savoir ce que le député et le

gouvernement vont lui octroyer. Avec des barèmes de subventions statutaires, les commissions scolaires savent ce qu'elles vont avoir et elles peuvent préparer leur budget en conséquence.

Il y aurait beaucoup de choses encore à dire. On va certainement rappeler que les parents ont des sacrifices à faire pour assurer l'éducation de leurs enfants. Ça, c'est une grande nouvelle. Je ne sais pas si on a vu, à la télévision, un programme assez bien fait qui s'intitule *Joindre les deux bouts* et qui traite des difficultés financières des familles. J'en ai vu quelques-uns et j'ai pu constater tous les sacrifices que les parents s'imposent. Il y a eu des reportages de tous genres. Une foule de journaux ont publié des opinions d'hommes de lettres sur le sujet. Un grand problème de la famille est celui que constitue la charge éducationnelle. On peut différer d'opinions sur les moyens à prendre pour régler le problème, mais pas lorsqu'il s'agit des charges de famille.

Nous sommes à un moment où l'Amérique du Nord a atteint sa plus grande prospérité, et pourtant, les charges éducationnelles sont de plus en plus lourdes. Je me demande comment il se fait que les parents tiennent le coup. Je ne sais pas comment il se fait que les parents aient encore plus de sécurité aujourd'hui qu'hier. On dira qu'ils dépensent, qu'ils sont gaspilleurs. Il y en aura toujours des gaspilleurs, mais ce n'est pas le grand nombre. Nous avons chacun un cercle restreint. C'est curieux comme dans le mien les gens ne sont pas des gaspilleurs. La plupart gèrent bien leur budget, et pourtant ils ont de la difficulté, bien que les salaires soient de plus en plus élevés.

Est-ce que je vais leur reprocher d'avoir un appareil de télévision et de ne pas faire parvenir leurs enfants à un grade supérieur? Il ne faut tout de même pas leur enlever le droit d'exister. C'est en face de cette situation que les gens se penchent et viennent exposer à ceux qui ont le nerf de la guerre, aux responsables de l'administration, les moyens d'améliorer le système et demander l'accession de tous les enfants à l'éducation. Ce n'est pas du socialisme, ça.

Dans de nombreux pays, l'enseignement est gratuit. C'est le cas en France, par exemple. Dans ces pays, on veut compléter ce qui existe déjà. Ici, on ne parle que du primaire et, si possible, du secondaire, afin que les commissions scolaires soient à l'abri de ce qu'elles ont elles-mêmes déploré.

Le principal problème réside dans les charges financières des pères de famille. Il n'y a pas un député dans la Chambre qui ne soit conscient des charges que doit rencontrer un père de cinq enfants,

gagnant un salaire de \$65 ou \$75 par semaine. C'est une question d'argent et il faut la résoudre à meilleur escient et le plus rapidement possible. Quand le gouvernement se retranche derrière un non absolu, là nous ne nous entendons plus. Je ne sais pas s'il y a moyen d'en venir à une entente partielle sur ce problème. Je ne sais pas où nous serons dans un an ou deux, mais, année après année, il y a une accumulation de plus en plus considérable de protestations, de demandes et de suggestions. Est-ce que nous piétons sur place? J'ai l'impression que oui. Mais on ne cherche pas la formule.

Il y en a qui trouveront que j'ai parlé trop longtemps. Mais c'est un problème qui mériterait une plus longue démonstration. La question devrait demeurer éternellement devant nos yeux. Est-ce qu'on est capable d'en parler sans faire des cabrioles, des jeux de mots?

Peu important les attaques dirigées contre moi personnellement. Ce que je voudrais, c'est qu'il sorte de ces débats quelque chose de concret au point de vue éducationnel. Nous, ici, à cause de notre petit nombre à comparer avec la carte mondiale, nous devons regarder vers l'éducation parce que c'est par elle que nous percerons encore davantage.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) déclare qu'il a consulté plusieurs auteurs éminents et examiné bien des documents importants en matière d'éducation, depuis qu'il a la charge de cette question dans la province de Québec. Il rappelle au député de Montréal-Outremont (M. Lapalme) que le document principal sur lequel il se base pour étudier toutes ces questions de gratuité et d'octrois statutaires est la grande encyclique du regretté pape Pie XII sur la question de l'éducation, croyant y trouver les meilleures directives pour assurer le maximum de profit à la jeunesse moderne.

Dans la partie de l'encyclique qui traite des devoirs et des obligations de chacun, dit-il, le grand pape parle du rôle de l'État en ce domaine et proclame que les gouvernements doivent s'en tenir à un rôle supplétif seulement, en insistant sur le fait que l'État ne doit en aucune façon empiéter sur le domaine réservé aux parents, dont c'est le principal devoir de s'occuper de leurs enfants. Qui pourrait nier que le plus grand pape des temps modernes n'a pas raison et que le rôle de l'État ne peut empiéter sur celui des parents? C'est celui que le gouvernement de Québec remplit.

Il (M. Prévost) se demande, à la lumière de cet enseignement pontifical, de quelle manière l'État doit remplir son rôle supplétif, et déclare qu'il tentera

d'éclairer les esprits à ce sujet. Tant qu'il faudra, dit-il, payer convenablement les professeurs, dont le nombre est passé en 10 ans de 23,000 à 38,000, et ce nombre augmentera de 10,000 d'ici 15 ans⁴¹, tant qu'il faudra construire, entretenir et chauffer des locaux nombreux, tant qu'il faudra multiplier les maisons d'enseignement à tous les niveaux, tant qu'il faudra rémunérer convenablement le personnel administratif, tant qu'il faudra multiplier les services éducationnels destinés à la jeunesse, on ne pourra pas parler, dans le véritable sens du mot, de gratuité de l'enseignement dans la province de Québec.

Il faudra parler, plutôt, de charges financières à distribuer. Les charges des corps publics sont déjà très lourdes dans notre province. On parle d'enseignement gratuit alors qu'il en coûte de plus en plus cher pour l'instruction chez nous. Ainsi, nous avons actuellement plus de 1,000,000 d'élèves dans la province de Québec. Pour les instruire, il faut rémunérer plus de 38,000⁴² instituteurs pour les seules écoles sous le contrôle du département de l'Instruction publique. Ces charges augmenteront d'année en année, si nous voulons continuer de donner à nos enfants la meilleure instruction possible.

La province dépensera cette année, au bas mot, \$116,000,000 pour l'éducation d'environ 1,000,000 d'enfants. De leur côté, les commissions scolaires dépenseront, dans le même but, \$80,000,000. Les institutions privées d'enseignement, que la province de Québec est la seule à posséder en grand nombre, dépenseront de leur côté environ \$75,000,000. En tout, cela fait un grand total, à l'heure actuelle, d'approximativement \$275,000,000, qui augmentera peut-être à \$300,000,000, pour 1,000,000 d'enfants. C'est près de \$1,000,000 qui sont dépensés par jour de fréquentation scolaire pour l'éducation.

Si on veut la gratuité scolaire, dans le sens où on l'entend pour remuer l'opinion publique, qui va payer ces \$300,000,000? Va-t-on faire disparaître ces charges annuelles? Par quoi va-t-on les remplacer? Peut-on raisonnablement cesser de construire des écoles, de les entretenir, de payer le corps professoral pour accorder la gratuité de l'instruction? Il faut bien que quelqu'un paie, en définitive. Loin d'être question de cesser de payer, il faudra songer à dépenser davantage. Dans quelques années, le chiffre atteindra \$350,000,000 par an.

Alors, qui paiera? On voit bien qu'il ne saurait être question de "gratuité" scolaire. Ce mot ne saurait être accepté dans le sens qu'on lui prête dans le langage courant. Ceux qui lui donnent cette

signification, à l'heure actuelle, veulent frapper l'opinion publique et l'imagination populaire bien plus qu'ils ne cherchent à collaborer à la cause de l'éducation. Si on doit payer, il reste à nous demander qui paiera et d'où viendra l'argent. N'oublions pas que l'argent ne peut venir que du peuple, des contribuables, des parents.

Et alors, comment va-t-on s'y prendre pour trouver ces \$300,000,000? Il faudra tout de même qu'ils viennent de quelque part? Si le rôle de l'État doit être supplétif, peut-on imaginer que, dans 678 endroits différents de la province, l'État souscrit, à l'heure qu'il est, plus par élève que les parents eux-mêmes? Que devient alors le rôle supplétif de l'État? Il ne faut pas dépasser certaines limites.

Il (l'honorable M. Prévost) souligne l'importance du groupement ou du classement des élèves dans un but d'économie. L'an dernier, dit-il, le nombre moyen d'élèves par classe était plus bas dans le Québec que dans toutes les autres provinces. Il s'établissait à 26 et une fraction, alors que, dans plusieurs provinces, on exige une présence moyenne de 31 élèves et plus par classe. Évidemment, plus nos classes sont petites, plus ça coûte cher en moyenne par élève. En procédant à un classement plus méthodique des élèves, on pourrait économiser beaucoup. La preuve en a été faite.

Il (l'honorable M. Prévost) signale des cas où des commissions scolaires ont trouvé moyen d'accueillir jusqu'à plus de 400 ou de 600 élèves. Une commission scolaire, dit-il, a pu accommoder 657 élèves de plus avec 12 classes de moins. Une autre a complètement éliminé son déficit de \$45,000, et cela, sans le moindre préjudice d'ordre pédagogique parce que le département n'en tolérerait pas. Que de déficits pourraient être éliminés si ce problème de regroupement était examiné partout dès la rentrée des classes!

J'en viens aux barèmes fixes des subventions. Notre mode d'évaluation municipale ne permet pas d'en établir un qui soit juste. J'ai étudié attentivement celui de l'Ontario et j'ai réalisé une chose: c'est que, s'il était en vigueur chez nous, la moitié environ de nos maisons d'enseignement construites l'an dernier n'auraient pas pu l'être. Prenons le cas de la ville de Hull. Elle est représentée ici par un membre de l'opposition, mais nous ne faisons pas de politique avec l'enseignement. Il s'y est construit, l'an dernier, deux écoles importantes, et le gouvernement a dû contribuer au coût de construction dans une proportion de 85 %. Si le barème de l'Ontario y avait été appliqué, il aurait manqué au moins le quart de la subvention. Si le barème de l'Ontario était en

vigueur dans la province de Québec, plus de la moitié de nos maisons d'enseignement devraient fermer leurs portes, faute d'argent.

Dans la province de Québec, l'évaluation foncière n'est pas déterminée sur une même base, une situation déplorable qui est la responsabilité exclusive des municipalités. Avec le système d'évaluation que nous avons malheureusement, il ne reste qu'un moyen pour être juste pour la population, la jeunesse étudiante et la société. Ce moyen consiste à essayer de découvrir les moyens locaux autrement qu'en se fiant à l'évaluation ou au taux de la taxe. Il est plus équitable de proportionner les octrois au manque de fonds des commissions.

Pour y arriver, ça prend, dans chaque cas, une enquête complète sur les moyens locaux et la valeur réelle des immeubles. Sans cela, impossible de rendre justice à la population. C'est le seul moyen par lequel le gouvernement peut arriver à une décision basée sur quelque chose de solide. Notre barème à nous part à zéro, puisqu'il y a quelques commissions scolaires qui sont capables de payer leurs dépenses⁴³ et qui n'ont besoin d'aucune subvention, et il se rend jusqu'à 100 % dans les territoires non organisés qui ne peuvent rien payer. Si vous arrêtez le barème en bas de 100 %, il y aura des écoles qui ne seront pas construites, des enfants qui seront privés d'instruction; si vous le partez à un certain niveau, vous donnerez de l'argent à des gens qui n'en ont pas besoin, de l'argent qui serait mieux utilisé ailleurs.

Qu'on cesse donc de leurrer la population. Le barème fixé des subventions ne pourrait s'appliquer dans notre province sans causer des préjudices à certaines commissions scolaires. Notre système actuel d'aide aux commissions scolaires est le plus souple, le plus juste, le seul qui soit applicable chez nous. Tant que l'évaluation sera ce qu'elle est, ce qui ne dépend pas de nous, il nous faudra enquêter dans chaque cas séparément afin de fixer le montant de l'octroi à accorder, si nous voulons tenir compte des moyens et de la valeur réelle des immeubles. Car il n'y a pas deux cas semblables dans toute la province. L'évaluation foncière, dit-il, diffère grandement d'une région à l'autre. La gratuité est impensable et l'on ne saurait parler d'octrois statutaires parce que l'on ne saurait trouver de bases justes pour les instituer.

Les statistiques au sujet de la fréquentation scolaire dans les écoles du Québec ne sont pas suffisamment connues. Alors que, de 1947-1948 à 1957-1958, la population de la province a augmenté dans la proportion de 28.9 % seulement, pendant ces 10 ans, le nombre des élèves inscrits dans

l'enseignement élémentaire et secondaire public s'est accru dans la proportion de 59.5 %⁴⁴ dans toutes les écoles dépendant du département ministériel de l'Instruction publique. La hausse dans le seul enseignement secondaire dépendant de ce département, soit de la huitième à la 12^e année, a été de 155.3 %⁴⁵; de 67 %⁴⁶ dans le cas des instituts familiaux; de 45.1 % dans le cas des écoles normales et scolasticats; de 47.8 % dans celui des collèges classiques; et de 54.5 % pour les universités. Cela veut dire que la fréquentation scolaire s'est sensiblement améliorée depuis 10 ans; on vient plus nombreux à l'école et les enfants y restent plus longtemps qu'auparavant. Ces chiffres mettent en lumière les efforts du gouvernement dans son rôle supplétif pour apporter des améliorations dans le domaine de l'éducation.

La carrière de l'enseignement devient aussi plus intéressante. Cette année, nous avons 9,325 élèves dans nos écoles normales, alors qu'il n'y en avait pas 3,000 il y a 10 ans⁴⁷, en 1947-1948. Notre déficit en personnel enseignant qualifié se comble rapidement. Les cours postsecondaires de perfectionnement sont fréquentés par 12,000 titulaires pour obtenir un brevet supérieur à celui qu'ils ont reçu à la sortie de l'école normale.

Dans le domaine de l'enseignement classique, le gouvernement a versé, en 1957-1958, \$5,680,000 aux collèges, ce qui constitue une amélioration de 1,896 % comparativement à ce qui leur était accordé il y a 10 ans. Mais nous aurons beau verser de l'argent, il ne faut pas oublier que le problème de l'éducation n'est pas seulement une question d'argent, car \$300,000,000 par année, ajoute-t-il, c'est beaucoup d'argent, mais ça ne servira à rien si l'on n'a pas, de la part des parents tout comme de celle des étudiants, la volonté de vaincre, de réussir, et l'esprit de sacrifice pour préparer son avenir. Sans cette volonté et cet esprit, une partie de l'argent investi dans l'éducation risque malheureusement d'être gaspillée. Aujourd'hui, c'est peut-être cette volonté et cet esprit qui font le plus défaut.

Il (l'honorable M. Prévost) déclare qu'il a rencontré en fin de semaine trois jeunes médecins étrangers, un Polonais, un Allemand et un Turc. Ce sont, dit-il, des jeunes qui ont beaucoup de mérite. Ils n'ont pas eu les avantages que les nôtres ont présentement. Ils ont fait des sacrifices pour venir se perfectionner aux États-Unis. Des offres alléchantes leur ont été faites par diverses institutions, mais ils continuent à vivre dans des conditions modestes parce qu'ils ne sont pas encore satisfaits du degré de savoir qu'ils ont réussi à obtenir. Il y a encore de ces

jeunes pour lesquels l'argent et le confort ne sont pas la principale ambition. L'argent importe, mais la clé du succès, c'est encore la volonté⁴⁸.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Les octrois statutaires à l'éducation devraient être établis dans la province de Québec, de façon à soustraire nos commissions scolaires et tous ceux qui ont charge de l'administration dans le domaine de l'enseignement à l'influence de la politique partisane. La chose est nécessaire à la solution de nos plus importants problèmes qui touchent à l'éducation.

Les octrois statutaires n'impliquent pas une redistribution aveugle des deniers publics. Ils peuvent, au contraire, être basés sur les besoins des commissions scolaires, des maisons d'enseignement secondaire et des universités. Mais, étant définis par des lois claires et précises, ils évitent le marchandage et le patronage.

Le département de l'Instruction publique doit être la grande autorité de la province dans le domaine de l'éducation. Il n'y a aucune raison pour que les demandes des commissions scolaires ayant trait à la construction des écoles passent par le truchement du député ou du patroneux. Le département de l'Instruction publique est un organisme hautement compétent, en mesure d'étudier les demandes des commissions scolaires à leur mérite. Les démarches des députés ou des patroneux ne font souvent qu'entraver le travail du département.

Les octrois statutaires à l'enseignement sont réclamés par la Fédération des commissions scolaires du Québec, une foule de mouvements syndicaux et un nombre de plus en plus grand d'organismes québécois. Il soumet que le gouvernement devrait acquiescer aux demandes d'une très grande majorité de l'opinion publique, qui considère les octrois statutaires comme une mesure législative indispensable au progrès des nôtres.

L'éducation doit devenir, dans la province de Québec, la pierre de taille de nos législations. Sans elle, impossible de songer à un avenir prometteur pour les générations futures. Elle devrait être le souci constant du gouvernement jusqu'à ce que celui-ci satisfasse aux immenses besoins dans ce domaine.

La gratuité des manuels scolaires et la gratuité de l'enseignement jusqu'à la 12^e année inclusivement sont des impératifs intimement liés à la formation d'une élite de jeunes Québécois.

M. Brown (Brome) propose, appuyé par le représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

Dépôt de documents:**Petite
industrie**

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) dépose sur le bureau de la Chambre les arrêtés en conseil adoptés en vertu de la loi 12 George VI, chapitre 19, article 8, pour stabiliser la petite industrie. (Document de la session no 9)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée vers 10 h 30⁴⁹.

NOTES

1. Au moins un député était absent lors de la séance: M. Barrette, député de Joliette selon *L'Événement* du 4 décembre 1958, à la page 18.

2. *Le Soleil* du 3 décembre 1958, à la page 12, émet le commentaire suivant: "M. Courcy est intervenu en même temps que M. Parent, mais sur une question différente." Cependant, nous avons suivi l'ordre des interventions tel qu'il apparaît dans ce même journal. En outre, rien dans le texte du journaliste ne traduit la soi-disant simultanéité des interventions, qui serait par ailleurs contraire à la procédure habituellement observée en Chambre.

3. *La Presse* du 3 décembre 1958, à la page 17, explique que le premier ministre répondit "au nom du solliciteur général (l'honorable M. Rivard) qui était, toutefois, en Chambre, à ce moment".

4. *Le Devoir* du 3 décembre 1958, à la page 2, le seul journal ayant rapporté cette réplique, ne précise malheureusement pas le nom de celui qui l'a prononcée, ni le moment où ces mots ont été dits. Il nous a semblé en accord avec le sens des propos de l'insérer à cet endroit.

5. M. Johnson avait entamé son discours à la fin de la séance précédente.

6. Ministre de la Santé dans tous les cabinets de Duplessis et député de Labelle depuis 1935, Albiny Paquette (1888-1979) a démissionné en août 1958. En octobre de la même année, il était nommé conseiller législatif (unioniste) de la division de Rougemont.

7. *Le Montréal-Matin* du 3 décembre 1958, à la page 7, rapporte une version légèrement différente des propos de M. Johnson: "Autrefois (...) les députés libéraux organisaient de grands banquets pour célébrer l'événement."

8. Chiffre du *Soleil* du 3 décembre 1958, à la page 22; 19,959 milles, selon *La Tribune* du 3 décembre 1958, à la page 11.

9. *La Presse* du 3 décembre 1958, à la page 17, écrit, sans toutefois donner plus de précisions, que "M. Johnson, avons-nous appris, se proposait d'entrer dans plus de détails qu'il ne l'a fait. Il se serait ravisé à la dernière minute. Il aurait aimé discuter à fond de toute l'affaire du gaz naturel." M. Johnson fait allusion au scandale, qui a ébranlé le gouvernement unioniste, entourant la vente du réseau de distribution de gaz naturel d'Hydro-Québec à la Corporation de gaz naturel de Québec. *Le Devoir* du 13 juin 1958, à la page 1, avait révélé que plusieurs ministres, conseillers législatifs et hauts fonctionnaires avaient profité d'informations privilégiées pour spéculer sur cette transaction.

10. *Le Soleil* du 3 décembre 1958, à la page 22, fait erreur en écrivant: "la compagnie Wright & Reid à Port-Cartier". Le journaliste confond la localisation géographique des exploitations minières avec la raison sociale de la compagnie.

11. *Le Devoir* du 3 décembre 1958, à la page 1, nous informe que le premier ministre s'était absenté pendant quelques minutes et que, par conséquent, il n'avait pu entendre le ministre Johnson mentionner le nom de la British Aluminium une première fois.

12. Loi de l'habitation familiale, selon *le Montréal-Matin* du 3 décembre 1958, à la page 7.

13. M. Johnson fait allusion à la répartition des tâches politiques et parlementaires au sein du Parti libéral. En effet, Jean Lesage, un ancien ministre du

gouvernement fédéral, a remporté, en mai 1958, la course à la direction du Parti libéral du Québec. Il succédait à M. Lapalme, qui exerçait cette fonction depuis mai 1950. En revanche, ce dernier a conservé son rôle de chef parlementaire de l'opposition puisque M. Lesage, n'ayant pas été élu député à l'Assemblée législative, ne pouvait y siéger. M. Hamel faisait office de conseiller en matière de stratégie auprès de M. Lapalme.

14. M. Lapalme siégea à la Chambre des communes, à titre de député de la circonscription de Joliette-L'Assomption-Montcalm, de 1945 jusqu'au moment de sa démission, en juin 1950. M. Lesage fut notamment, de décembre 1953 à juin 1957, ministre du Nord canadien et des Ressources nationales dans le cabinet libéral de Louis Saint-Laurent.

15. M. Johnson réplique ainsi à une affirmation de M. Lesage, citée par *Le Devoir* du 1^{er} décembre 1958, à la page 1, et faite lors d'une assemblée partisane ayant eu lieu à Joliette le 30 novembre: "Contrairement à ce que les députés ministériels propagent partout, et contrairement à ce que le ministre Johnson a déclaré en Chambre tout récemment, j'affirme que tous les députés libéraux se sont opposés, en 1957, à la vente de ce réseau de gaz naturel."

16. Dans ce cas précis, l'intervention du premier ministre est également rapportée par *Le Soleil* du 3 décembre 1958, à la page 22, et *La Tribune* du 3 décembre 1958, à la page 6. Dans un autre ordre d'idées, l'intervention du premier ministre fait écho à une déclaration relative à l'affaire du gaz naturel, faite par M. Lesage lors d'une assemblée partisane ayant eu lieu à Joliette, le 30 novembre. *Le Devoir* du 1^{er} décembre 1958, à la page 1, restitue ainsi les paroles du chef du Parti libéral: "Nous devons faire la lumière sur toute cette affaire. Et ce n'est pas les tactiques de M. Duplessis, ce n'est pas le bâillon imposé aux membres de l'opposition, qui m'empêcheront de parcourir la province pour demander une enquête royale sur ce scandale."

17. *Le Devoir* du 3 décembre 1958, à la page 1, un journal hostile au premier ministre et à l'Union nationale, rapporte des répliques que nous sommes malheureusement incapables de situer précisément dans le déroulement du discours de M. Johnson: "M. Duplessis est très réputé comme... souffleur. Quand ses ministres ou députés parlent, il leur suggère

des mots ou leur en interdit d'autres. Le ministre des Ressources hydrauliques, M. Daniel Johnson, n'a pas échappé à la règle générale. Au début de son discours, il a utilisé à quelques reprises l'expression consacrée pour s'adresser à l'opposition: "Mes honorables amis d'en face". Chaque fois qu'il le disait, M. Duplessis lui murmurait quelque chose. Comme il ne semblait pas comprendre, le premier ministre l'a finalement dit assez fort pour que nous l'entendions de la galerie des journalistes: "Non, Daniel, pas honorables!". M. Johnson a contourné la difficulté en parlant "des gens de l'opposition".

18. Respectivement, M. Bohémier (Labelle) et M. Gaboury (Matane); ils ont été les premiers orateurs à s'exprimer dans le cadre de l'adresse en réponse au discours du trône.

19. Eugenio Pacelli (1876-1958), de son nom civil, fut souverain pontife (258^e pape) de 1939 à 1958.

20. Angelo Guiseppe Roncalli (1881-1963), de son nom civil, fut souverain pontife (259^e pape) de 1958 à 1963.

21. Leslie M. Frost (1895-1973) fut premier ministre (conservateur) de l'Ontario de 1949 à 1961. M. Hamel fait une allusion indirecte au scandale du gaz naturel, puisque *Le Devoir* du 14 juin 1958, à la page 4, soutient que "deux ministres du cabinet ontarien ont démissionné ces derniers mois pour des fautes moins graves que celles dont se sont rendus coupables les membres du ministère Duplessis. Ils avaient reçu à un prix nominal des blocs d'actions d'une compagnie de gaz qui sollicitait une franchise. Mais, au moins, ils n'étaient pas responsables de la vente d'un actif public à la société en question. Ils ne s'étaient pas vendus à eux-mêmes un bien dont ils avaient l'administration. Ils avaient profité de leur situation pour faire un coup d'argent".

22. William Andrew Cecil Bennett (1900-1979) fut premier ministre (créditiste) de la Colombie-Britannique de 1952 à 1972. Nous savons par ailleurs qu'un ancien ministre de la Colombie-Britannique, Robert Edouard Sommers, fut condamné à cinq ans d'emprisonnement pour corruption.

23. Dwight D. Eisenhower (1890-1969) fut président des États-Unis de 1952 à 1960.

24. *La Presse* du 3 décembre 1958, à la page 17, mentionne un M. Robin, mais il s'agit en fait de

Dufferin Roblin qui fut premier ministre (conservateur) du Manitoba de 1958 à 1967. Son grand-père, Sir Rodmund Palen Roblin (1853-1937), occupa lui-même la fonction de premier ministre (conservateur) du Manitoba de 1900 à 1915. Il démissionna à la suite d'un scandale concernant la construction d'un édifice pour l'Assemblée législative du Manitoba, sans que l'on ait toutefois pu le relier directement à cette affaire.

25. Données de *L'Action catholique* du 3 décembre 1958, à la page 3; 17 ou 18 ans, selon *L'Événement* du 3 décembre 1958, à la page 7.

26. Maurice Duplessis fut élu chef du Parti conservateur du Québec lors de la convention tenue à Sherbrooke, les 4 et 5 octobre 1933. Il faut savoir aussi que René Hamel avait posé sa candidature à la direction du Parti libéral. Cependant, lors du congrès plénier, le 31 mai 1958, les suffrages des militants ont penché en faveur de M. Lesage.

27. C'est-à-dire un compte rendu officiel des débats parlementaires.

28. Pendant le débat sur l'adresse en réponse au discours du trône, le temps de parole de chaque député est limité à une heure. Le discours de M. Hamel venait, nous apprend *La Presse* du 3 décembre 1958, à la page 28, d'être interrompu à deux reprises par M. Johnson. En soulevant ces points d'ordre, qui pouvaient être discutés et devaient nécessairement être soumis au jugement du président, le temps de parole de M. Hamel s'en trouvait diminué d'autant. Les journaux ne font aucune mention du deuxième point d'ordre de M. Johnson. C'est pourquoi les commentaires de M. Hamel ont été insérés après que M. Johnson eut soulevé une première objection.

29. *La Presse* du 3 décembre 1958, à la page 28, indique que le député de Saint-Maurice (M. Hamel) "a accepté cette décision avec le sourire. Il n'en a pas appelé".

30. D'après les statistiques du ministère provincial de l'Industrie et du Commerce, selon *L'Événement* du 3 décembre 1958, à la page 7.

31. La Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (ou commission Tremblay), présidée par le juge Thomas Tremblay, avait été créée par le gouvernement du Québec, en

1953, afin d'étudier le problème de la répartition des impôts entre les divers niveaux de gouvernement au Canada. Elle remit, en 1956, un rapport qui proposait une réforme fiscale et une plus grande autonomie des provinces à l'intérieur du Canada.

32. Chiffre de *L'Action catholique* du 3 décembre 1958, à la page 9; \$41, selon *Le Soleil* du 3 décembre 1958, à la page 24.

33. Giacchino Pecci (1810-1903), de son nom civil, fut souverain pontife (254^e pape) de 1878 à 1903.

34. *Le Soleil* du 3 décembre 1958, à la page 24, précise que M. Lafrance est intervenu "comme le président Tellier allait se lever pour rendre une décision à ce sujet".

35. *La Presse* du 3 décembre 1958, à la page 17, mentionne que "M. Dave Rochon, le seul député indépendant alors en Chambre", vota avec le parti ministériel.

36. "L'électorat", selon *Le Soleil* du 3 décembre 1958, à la page 24.

37. Selon *Le Nouvelliste* du 3 décembre 1958, à la page 19, M. Duplessis aurait dit "qu'à certains endroits".

38. L'opposition anticipe ici, déduisons-nous de la lecture du *Devoir* du 3 décembre 1958, à la page 1, un argument habituel de M. Duplessis pour démontrer l'irréalisme d'une politique d'octrois statutaires: "tous les enfants d'une même famille ne portent pas des habits de même taille".

39. "Dans d'autres", selon *L'Action catholique* du 3 décembre 1958, à la page 10.

40. Arthur Tremblay était professeur titulaire à la Faculté des arts de l'Université Laval et avait été nommé, en 1945, directeur adjoint de l'École de pédagogie de cette même université.

41. Données du *Temps* du 11 décembre 1958, à la page 7. *Le Soleil* du 3 décembre 1958, à la page 24, écrit qu'"il y en a 23,000 actuellement et ce nombre augmentera à 38,000 d'ici 15 ans". Nous avons écarté les chiffres de ce journal, car ils contredisent une autre affirmation de M. Prévost. Pour sa part, le *Montréal-Matin* du 4 décembre 1958, à la page 4, affirme que "le nombre de professeurs augmentera de 15,000 d'ici 10 ans".

42. Chiffre du *Soleil* du 3 décembre 1958, à la page 24; 33,000, selon *Le Temps* du 11 décembre 1958, à la page 7.

43. *Le Soleil* du 3 décembre 1958, à la page 3, écrit "lorsque les contribuables ont les moyens de faire face à leurs obligations".

44. Chiffre du *Soleil* du 3 décembre 1958, à la page 24; 59.9 %, selon *La Patrie* du 7 décembre 1958, à la page 93.

45. Chiffre de *La Presse* du 3 décembre 1958, à la page 28; 153 %, selon *The Montreal Daily Star* du 3 décembre 1958, à la page 5.

46. Chiffre de *La Presse* du 3 décembre 1958, à la page 28; 69.7 %, selon *Le Temps* du 11 décembre 1958, à la page 11.

47. Chiffre du *Soleil* du 3 décembre 1958, à la page 26; comparé à quelque 3,200, en 1948, selon *The Montreal Daily Star* du 3 décembre 1958, à la page 5.

48. *Le Nouvelliste* du 3 décembre 1958, à la page 15, précise que plus de la moitié de l'après-midi et toute la soirée ont été consacrés par les députés à la discussion du problème de l'éducation.

49. Bien que *Le Nouvelliste* du 3 décembre 1958, à la page 15, mentionne deux heures contradictoires, soit 10 h 20 et 10 h 25, nous avons retenu l'information contenue dans *Le Soleil* du 3 décembre 1958, à la page 3, considérant que l'heure la plus tardive est la plus vraisemblable.

Séance du mercredi 3 décembre 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Sœurs de Sainte-Marcelline

M. Pouliot (Laval) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. Blanchard), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la très révérende mère Elisa Zanchi, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation Les Sœurs Sainte-Marcelline, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la très révérende mère Elisa Zanchi, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation Les Sœurs Sainte-Marcelline.

Loi des ingénieurs professionnels

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Maltais), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la Corporation des ingénieurs professionnels de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi des ingénieurs professionnels de Québec, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la Corporation des ingénieurs professionnels de Québec, demandant l'adoption

d'une loi modifiant la loi des ingénieurs professionnels de Québec.

**Vente entre
E. Ouellette et R. Liboiron**

M. Blanchard (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Pouliot), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Roland Liboiron, demandant l'adoption d'une loi concernant l'acte de vente consenti par dame Émilienne Ouellette à Roland Liboiron, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Roland Liboiron, demandant l'adoption d'une loi concernant l'acte de vente consenti par dame Émilienne Ouellette à Roland Liboiron.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 119 concernant Bishop's College;
- bill 193 concernant les successions de Joseph Harbec et de Lucie Harbec;
- bill 195 concernant la succession de dame Arthur Bourdon.

M. Maltais (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés en général.

- bill 103 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Plessisville;

- bill 106 autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Sorel, dans le comté de Richelieu, à imposer une taxe d'éducation;

- bill 116 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Joliette, dans le comté de Joliette;

- bill 123 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Rimouski.

Et, sans amendement, le bill 117 accordant à la corporation de la paroisse de Saint-Michel-des-Saints le droit d'imposer une taxe de vente.

Projets de loi:

Commission scolaire de Plessisville

M. Fortin (Mégantic) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 103 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Plessisville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 103 sans l'amender.

M. Fortin (Mégantic) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Taxe d'éducation à Sorel

M. Gagné (Richelieu) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 106 autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Sorel, dans le comté de Richelieu, à imposer une taxe d'éducation.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 106 sans l'amender.

M. Gagné (Richelieu) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Joliette

M. Chartrand (L'Assomption) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 116 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Joliette, dans le comté de Joliette.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 116 sans l'amender.

M. Chartrand (L'Assomption) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Rimouski

M. Gaboury (Matane) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 123 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Rimouski.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 123 sans l'amender.

M. Gaboury (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Taxe de vente à Saint-Michel-des-Saints

M. Lavallée (Berthier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 117 accordant à la corporation de la paroisse de Saint-Michel-des-Saints le droit d'imposer une taxe de vente.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 117 sans l'amender.

M. Lavallée (Berthier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Bishop's College

M. Somerville (Huntingdon) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 119 concernant Bishop's College.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 119 sans l'amender.

M. Somerville (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Succession dame Arthur Bourdon

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 195 concernant la succession de dame Arthur Bourdon.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 195 sans l'amender.

M. Ross (Montréal-Verdun) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Successions Joseph Harbec et Lucie Harbec

M. Thuot (Iberville) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 193 concernant les successions de Joseph Harbec et de Lucie Harbec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 193 sans l'amender.

M. Thuot (Iberville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Gagnon (Matapédia): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de dame Jeanne Simard, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Georges Léveillé;
- de la cité de Saint-Michel, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- des commissaires d'écoles pour la municipalité d'Amos, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente;
- de la paroisse de Sainte-Geneviève, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la commission scolaire de Mackayville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la Commission des écoles catholiques de Pointe-Claire et Beaconsfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la corporation de Les Escoumins, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville d'Hampstead, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Ludovic Polak, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Ludovic Diez-d'Aux;
- de l'Association provinciale des instituteurs protestants de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Saint-François, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- des commissaires d'écoles de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Haut de la Petite Côte Sainte-Rose,

demandant l'adoption d'une loi aux fins de constituer une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de la municipalité scolaire de Fabreville;

- de Toronto General Trust Corporation, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu David John Garth;

- de l'Association d'hospitalisation du Québec, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de La Compagnie d'Assurance-Vie Mutuelle de Québec;

- des commissaires d'écoles de la municipalité de Marieville, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente;

- de Norbert Franz Rinkenbach, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Normand;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Kénogami, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

- des commissaires d'écoles de la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

- des commissaires d'écoles du village de Lac-au-Saumon, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente;

- de la ville de Nicolet, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville de Laval-Ouest, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Didace Patenaude, demandant l'adoption d'une loi concernant la vente d'un morceau de terre à The Montreal Trust Company.

Projets de loi:

Commission scolaire catholique de Mackayville

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 109 concernant les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de Mackayville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Marieville

M. Maltais (Québec-Est) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 130 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Marieville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Pierrefonds

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 134 constituant en corporation la ville de Pierrefonds.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Fabreville

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 142 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Fabreville, dans le comté de Laval.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Saint-Léonard-de-Port-Maurice

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 143 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Saint-François

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 144 modifiant la charte de la ville de Saint-François.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Vente entre D. Patenaude et A. Séguin

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 150 corrigeant une désignation de lot dans un acte de vente entre Didace Patenaude et dame Alma Séguin.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Hampstead

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 155 modifiant la charte de la ville de Hampstead.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Succession
David John Garth**

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 156 concernant la succession de David John Garth.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission des écoles catholiques
de Pointe-Claire et Beaconsfield**

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 160 concernant la Commission des écoles catholiques de Pointe-Claire et Beaconsfield, dans le comté de Jacques-Cartier.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Taxe de vente
aux Escoumins**

M. Ouellet (Saguenay) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 167 concernant l'imposition d'une taxe de vente pour fins municipales aux Escoumins.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Compagnie d'Assurance-Vie
Mutuelle de Québec**

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 170 constituant en corporation La Compagnie d'Assurance-Vie Mutuelle de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Norbert Franz Rinkembach

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 206 changeant le nom de Norbert Franz Rinkembach en celui de Norbert Rinkembach Normand.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Succession
Georges Léveillé**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 207 concernant la succession Georges Léveillé.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Ludovic Polak

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 208 changeant le nom de Ludovic Polak en celui de Ludovic Diez-d'Aux.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Nicolet**

M. Roy (Nicolet) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 212 modifiant la charte de la ville de Nicolet.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Laval-Ouest**

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 215 modifiant la charte de la ville de Laval-Ouest.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commissions scolaires
d'Amos, Landrienne, Delâge et Dollard**

M. Larouche (Témiscamingue) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 216 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Amos, et les commissaires d'écoles pour les municipalités scolaires de Landrienne, de Delâge et de Dollard.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Saint-Michel**

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 218 modifiant la charte de la cité de Saint-Michel.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Association provinciale
des instituteurs protestants**

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 220 modifiant la charte de l'Association provinciale des instituteurs protestants de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Kénogami

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 221 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Kénogami, dans le comté de Jonquière-Kénogami.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Lac-au-Saumon

M. Gagnon (Matapédia) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 223 concernant la corporation du village de Lac-au-Saumon et les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Lac-au-Saumon, dans le comté de Matapédia.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Lévis

M. Samson (Lévis) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 230 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lévis, dans le comté de Lévis.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Directives de l'Orateur:

Questions aux ministres

M. l'Orateur: Au début des affaires du jour de la séance d'hier, j'ai promis de fournir à cette Chambre des indications sur la procédure concernant les questions aux ministres.

Après avoir décidé que les questions devaient être précédées d'un avis, je réfère cette Chambre, en premier lieu, à l'article 681 du Règlement qui décrète "qu'aucune question ne peut être posée à moins qu'il n'en ait été donné un avis suivant les règles relatives aux avis de motions".

En vertu de l'article 142, l'avis de motion doit être "donné par écrit, en français ou en anglais²..." et l'article 144 décrète "qu'il doit être donné au moins un jour franc avant celui où la motion doit être présentée" et enfin, l'article 118 mentionne que "Les motions, de même que les questions aux ministres et aux députés, sont inscrites au feuillet on suivant l'ordre dans lequel les avis ont été déposés". (Règlement 1941, article 118, page 36)

Je crois que ceci répond entièrement aux renseignements que j'avais promis de donner à cette Chambre sur ce sujet.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 2 décembre courant, sur l'amendement proposé par le représentant de Saint-Maurice (M. Hamel) à la motion du député de Labelle (M. Bohémier): Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

L'amendement se lit comme suit:

Que la motion en discussion soit amendée en y ajoutant les mots suivants:

"Toutefois, nous regrettons que rien dans le discours du trône n'indique que le gouvernement ait l'intention de demander à la Législature d'établir:

"a. la gratuité scolaire et la gratuité des manuels scolaires pour les élèves des commissions scolaires;

"b. des barèmes de subventions statutaires aux universités et autres institutions d'enseignement ainsi qu'aux corporations scolaires."

M. Brown (Brome): La question de l'éducation intéresse à la fois les élèves, les parents, le corps professoral, les commissaires d'écoles, les financiers, les travailleurs, les syndicats ouvriers et le gouvernement³. Celui-ci doit écouter les opinions émises par les divers intéressés et légiférer ensuite en tenant compte du bien commun. Hier, les étudiants ont exprimé leur opinion devant le premier ministre⁴. Ils ont dit que tous ceux qui ont le talent "devraient pouvoir franchir sans difficultés financières les degrés primaire et secondaire" et que l'aptitude intellectuelle des jeunes devrait être le seul critère d'admission à l'échelon universitaire. Les affirmations des étudiants, à l'effet qu'il est plus facile pour les classes sociales les plus à l'aise d'accéder à une éducation avancée, sont absolument vraies.

Les étudiants qui ont rencontré le premier ministre ont exposé ce qu'ils désirent. Ces étudiants ont demandé des bourses couvrant les frais de scolarité et d'entretien que plusieurs jeunes ne peuvent supporter, même avec l'aide de leurs parents. Ils ne veulent pas de bourses avec partie remboursable. Cela, c'est pour eux. Pour les universités, ils réclament des octrois statutaires.

On ne doit pas mésestimer le point de vue des jeunes. En temps de guerre, on leur fait confiance. Ce doit être la même chose en temps de paix. Les étudiants méritent d'ailleurs des félicitations, de même que les associations qu'ils représentent.

Ils méritent des félicitations pour la ténacité dont ils ont fait preuve au cours du printemps dernier, dans la revendication de ce dont ils ont besoin, auprès de l'honorable premier ministre. Grâce à la ténacité avec laquelle ils ont frappé à la porte du premier ministre, les étudiants ont fini par avoir accès à son bureau⁵.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Je soulève un point d'ordre à l'encontre des paroles prononcées par le député de Brome (M. Brown)⁶. Elles ne se rapportent pas au sujet de l'amendement actuellement soumis à la Chambre. Le député de Brome (M. Brown) s'égare en dehors du sujet de la motion.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le député de Brome (M. Brown) a le droit de féliciter les étudiants pour leur ténacité à demander ce que réclame la motion.

M. l'Orateur: Il n'y a aucun doute que les paroles prononcées par le député de Brome ne se rapportent aucunement au sujet de l'amendement. Toute référence aux étudiants universitaires est hors d'ordre.

Je maintiens donc le point d'ordre soulevé par l'honorable ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (M. Sauvé) en vertu de l'article 276, paragraphe 2 du Règlement.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

(Trois autres députés de la gauche se lèvent pour en appeler.)

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Y a-t-il maintenant quatre chefs de l'opposition? C'est le comble du ridicule!

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bohémier, Boudreau, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Guillemette, Hébert, Johnston, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lizotte, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Roy, Russel, Samson, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 63⁷.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 16.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. Brown (Brome) tente de lire le compte rendu de l'entrevue du premier ministre avec les représentants des étudiants universitaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)⁸:

Je demanderais aux journalistes de dire une fois pour toutes exactement ce qui s'est passé lors de la rencontre avec les présidents des six associations d'étudiants universitaires de la province. Je leur demanderais de bien souligner qu'il n'a jamais été question, au cours de la discussion, de discuter avec les étudiants des problèmes intéressant les universités elles-mêmes et le gouvernement. La seule chose qui était à l'ordre du jour, lors de la rencontre d'hier, concernait seulement les problèmes particuliers des étudiants eux-mêmes.

Nous avons reçu les étudiants pour entendre leurs suggestions au sujet du projet du gouvernement de présenter une loi pour augmenter l'aide gouvernementale aux étudiants dans le besoin, qui sera présenté au cours de la présente session. Il a été convenu que la question des octrois universitaires ne serait pas traitée.

Qu'on cesse donc de faire de la petite politique avec un problème aussi important que celui de l'éducation, un problème qui dépasse la politique partisane.

M. Brown (Brome): Les associations de parents réclament la gratuité scolaire et la gratuité des manuels; elles veulent des octrois statutaires pour les maisons d'enseignement et les commissions scolaires. Les membres des commissions scolaires sont fatigués également de la situation équivoque qui leur est faite par le caractère discrétionnaire des octrois. Des éducateurs, comme Mgr Irénée Lussier, P.D., recteur de l'Université de Montréal, et M. Cyril James, vice-chancelier et principal de l'Université McGill, n'ont pas parlé différemment. Un représentant aussi éminent de la finance que M. James Muir, président de la Banque Royale du Canada, a aussi abondé dans le sens de la motion de l'opposition, de même que les grandes centrales ouvrières. Le vœu paraît donc unanime. La motion reflète un sentiment général à travers toute la province.

Il (M. Brown) déplore le fait que les commissions scolaires sont toujours embêtées lorsqu'il est question de budgets, parce qu'elles ne savent jamais quel type d'octroi elles recevront du gouvernement. Je connais un honnête libéral qui s'abstient de voter, depuis qu'il est devenu maire d'un village de Brome, parce qu'il craint que son vote soit pris en compte lorsque, à chaque année, il va quérir un octroi.

Vous pouvez faire faire plein de trucs à un chien, en le flattant sur la tête ou en lui donnant des morceaux de viande. C'est cette attitude que le gouvernement adopte envers ses commissions scolaires. Le secrétaire provincial dit que la moitié des commissions scolaires n'arrivent pas à joindre les deux bouts, dû à un budget déficieux. Mais comment peuvent-elles espérer équilibrer leur budget si elles ne savent pas combien d'argent elles recevront en octrois?

Il (M. Brown) cite quelques statistiques sur la fréquentation scolaire. Ces statistiques, dit-il, sont pour l'année académique 1954-1955. Cette année-là, le nombre des élèves de la première jusqu'à la septième année s'élevait dans la province à 758,863⁹, soit 71 % de l'enregistrement total, 1,064,993, de toutes nos maisons d'enseignement. Le nombre des élèves fréquentant les cours de la huitième à la 11^e année était de 138,935, soit 13 % du total. Le nombre des élèves en 12^e année atteignait 5,165, soit 4 % du même total. Les universités comptaient, en première année, 3,385 étudiants et 7,648 dans les autres années du même cours universitaire. Ces statistiques prouvent que le problème est extrêmement sérieux et démontrent combien il reste de chemin à parcourir dans le Québec au chapitre de l'éducation.

M. Parent (Hull): Le gouvernement ne se rend pas compte du grand problème de l'éducation, et se contente d'offrir, en guise d'arguments contre la gratuité de l'école et des livres, une parade de millions. Le gouvernement se fait du capital politique avec cette question de l'éducation. Le cabinet n'expose pas la situation de l'enseignement sous son vrai jour et se rend coupable de vantardise en gonflant la partie du coût d'édification des écoles qu'il paie. Le fait que les subventions soient versées par tranches annuelles entraîne des frais qui, pratiquement, réduisent fortement l'importance des octrois. Le gouvernement ne fait qu'ajouter à ses vantardises et jeter de la poudre aux yeux, quand il affirme avoir donné une subvention de 85 % pour la construction d'écoles dans la cité de Hull.

Il (M. Parent) ne partage pas l'avis du secrétaire et registraire (l'honorable M. Prévost), qui affirmait précédemment que la construction dans Hull aurait été privée de 25 % des fonds nécessaires, si le barème de subventions statutaires en vigueur en Ontario avait été appliqué. Prenons le cas de l'école Gauvin, actuellement en construction. Le gouvernement a promis une subvention de \$339,940.50, ce qui semble un beau geste à première vue, puisque ce montant représente 85 % du coût de l'école.

Mais cette subvention ne sera payée que dans une période de cinq ans, les versements s'échelonnant entre \$33,000 pour la première année et \$101,000 pour la dernière année. En plus de payer le terrain et l'ameublement de l'école, la commission scolaire devra donc financer la subvention. Si elle paie un taux de 5 %, c'est une somme de \$57,489.58 qu'elle devra verser en intérêt.

De plus, les frais de finance représenteront environ \$15,000. Si l'on soustrait ces deux montants de la subvention, celle-ci ne représente plus qu'environ 65 % du coût, soit \$282,000 ou à peu près ce que la commission scolaire aurait reçu d'après le barème de subventions statutaires de l'Ontario. Le système ontarien fournit des octrois annuels sur un nombre fixe d'années, et l'intérêt cumulé sur les octrois obtenus plusieurs années à l'avance aurait augmenté le total du montant requis.

Il (M. Parent) conteste une affirmation du secrétaire et registraire (l'honorable M. Prévost), à savoir que le gouvernement ne fait pas de politique avec l'éducation. Le ministre lui-même, dit-il, nous a donné la preuve du contraire, quoique dans ses discours il condamne la pratique, dans la lettre qu'il a adressée le 24 novembre à M. Lucien Laverdure, secrétaire-trésorier de la Commission scolaire de Hull. Dans cette lettre qui a été publiée dans les

journaux et annonçant une certaine aide financière de l'Instruction publique, il précise que la subvention est accordée par suite de représentations faites par M. Roland Saint-Onge, le candidat défait de l'Union nationale, lors de la dernière élection provinciale dans mon comté. Je serais surpris que M. Saint-Onge ait rencontré le ministre à ce sujet, parce qu'il n'a pas le temps de venir à Québec.

On touche là la raison pour laquelle le gouvernement s'obstine à conserver les octrois discrétionnaires. Si on conserve le régime des octrois discrétionnaires, c'est que le gouvernement veut garder le patronage dans les comtés pour s'en servir à des fins de propagande politique, en faveur de l'Union nationale. Je trouve très mal placé de mêler la politique à l'éducation.

Encore dimanche dernier, l'honorable ministre des Travaux publics (M. Lorrain) a déclaré au cours d'une cérémonie, en présence des commissaires d'écoles, que dans la seule ville de Hull "nous avons bâti 11 écoles depuis 1945". Il a dit aussi que, depuis 1944¹⁰, le gouvernement avait bâti 4,225 écoles. Est-ce que les commissions scolaires existent? Pourquoi dire que c'est le gouvernement qui bâtit les écoles? D'après ce que disait hier le secrétaire et registraire (l'honorable M. Prévost), les commissions scolaires ont tout de même dépensé \$80,000,000, en plus de ce qu'elles ont reçu du gouvernement.

Que le gouvernement ait aidé à la construction de ces écoles, soit, mais que les ministres ne viennent pas dire: "Nous avons bâti." Le gouvernement n'a fait que contribuer partiellement à la construction des 4,225 établissements en question. Les contribuables scolaires, après tout, font leur large part. À Hull, la taxe scolaire a été augmentée de \$10 pour chaque \$1,000 d'évaluation.

Il (M. Parent) relève l'affirmation de certains ministériels à l'effet que la gratuité est un mythe, une contradiction, puisque tout doit évidemment se payer. La gratuité, dit-il, et les octrois statutaires existent ailleurs. Pourquoi le Québec n'en bénéficierait-il pas? En ce qui concerne la gratuité, il est bien évident que quelqu'un devra payer. C'est la même chose pour la construction des routes ou des ponts: le gouvernement paie, c'est-à-dire les contribuables.

Si le gouvernement a pu prendre en charge la construction des routes et des ponts, il peut faire la même chose pour les frais de scolarité et les manuels scolaires. Nous voulons la gratuité scolaire jusqu'à la 12^e année et la gratuité des manuels, parce que nous considérons qu'il est nécessaire qu'au Québec nous fassions autant que ce qui se fait dans les autres

provinces. Et ce n'est pas là faire de la petite politique. Nous ne faisons pas plus de petite politique avec cette affaire que les organismes sérieux qui réclament la même chose que nous.

Une solution est urgente, car la proportion des enfants et des jeunes qui vont à l'école est moindre au Québec que dans les autres provinces; elle est même plus basse que celles du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest. D'après le Bureau fédéral de la statistique, et cela pour l'année 1951, nous avions alors la plus faible proportion, chez les jeunes de 14 ans comme de 16 ans, pour la fréquentation scolaire.

Notre pourcentage de jeunes de 14 ans aux études était, cette année-là, de 79.8 %, comparé à 95.1 % en Alberta et en Colombie-Britannique et 80 % au Yukon. Le pourcentage de nos jeunes de 16 ans était de 39.7 %, alors qu'il était de 73.4 % en Colombie-Britannique, qui vient en tête, et d'environ 50 % au Yukon. Je ne dis pas cela pour dénigrer la province, mais pour qu'on en arrive à une solution du problème de l'éducation au Québec. Mais aussitôt que l'opposition émet quelques suggestions, on l'accuse de mêler le politique et l'éducation.

Notre loi obligeant les enfants à fréquenter l'école jusqu'à l'âge de 14 ans est insuffisante et devrait être modifiée pour porter cette limite plus haut. Il (M. Parent) admet le rôle supplétif de l'État en matière d'éducation. Ce rôle, dit-il, ne doit pas prendre la forme du patronage. Mais rien ne s'oppose, malgré cela, à rendre les octrois statutaires. Cela se fait en Ontario, d'après des barèmes que tous connaissent. Le secrétaire et registraire (l'honorable M. Prévost) a prétendu que, si l'on suivait ces barèmes, nombre de nos commissions scolaires recevraient moins qu'elles ne reçoivent présentement.

Ce n'est pas un argument sérieux. Il s'agit de modifier les barèmes pour qu'ils nous conviennent. L'argument de l'inégalité des évaluations municipales ne tient pas davantage. Il existait en Ontario, et on y a trouvé une solution. Le gouvernement ne peut prétendre qu'il est impossible de rendre les octrois statutaires quand l'Ontario, en particulier, le fait depuis des années.

Les barèmes statutaires de l'Ontario sont peut-être trop bas. Il ne conviendrait sans doute pas de les appliquer globalement dans notre province, puisque les besoins sont différents. N'empêche qu'ils sont statutaires et que les commissions scolaires peuvent tableer sur quelque chose de précis. Si nous les donnons comme exemples, c'est tout simplement pour démontrer qu'il est possible d'établir des barèmes fixes, qui conviennent à la très grande

majorité des cas. Nous voudrions voir s'établir dans le Québec non pas les mêmes barèmes, mais le même principe.

On dit que ce n'est pas possible dans le Québec, à cause des différences qui existent dans l'évaluation d'un endroit à l'autre. Mais le même problème s'est présenté en Ontario, et on l'a résolu en établissant un système d'égalisation. En Ontario, les subventions sont proportionnelles aux besoins et inversement proportionnelles aux ressources financières des commissions scolaires. Le département des Affaires municipales a pris l'initiative de fixer des normes d'évaluation. Le gouvernement ontarien a dû rendre uniforme l'évaluation des biens-fonds dans les diverses municipalités.

Il a même publié un manuel pour servir de guide aux évaluateurs. Il reste encore des corrections à faire, mais le principe des subventions statutaires est bien établi. Les autorités du Québec pourraient procéder à une uniformisation semblable. Avec le système actuel d'octroyer des subventions selon le bon plaisir du gouvernement, les commissions des écoles et la direction des maisons d'enseignement sont obligées de préparer leur budget sans savoir ce qu'elles obtiendront de Québec pendant l'année.

Ce qui est possible pour l'Ontario est également possible pour le Québec. La solution proposée par l'opposition est acceptable par tous et, si elle n'est pas mise en œuvre, c'est que le gouvernement ne le veut pas pour des raisons qu'il connaît bien. Le seul obstacle qui s'oppose chez nous aux subventions statutaires, c'est que le gouvernement provincial préfère garder le système actuel, parce qu'il lui permet de se faire injustement du capital politique, de se vanter de ses largesses. Tant que le régime actuel est au pouvoir, nous n'avons aucun espoir d'obtenir les subventions statutaires, parce que le gouvernement s'en sert pour des fins électorales et pour plier à ses vues les commissions scolaires. Pourtant, les octrois statutaires s'imposent au Québec.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Le secrétaire et registraire (l'honorable M. Prévost) a expliqué à cette Chambre¹¹ que les subventions pour construction d'écoles sont versées d'après un barème qui part de zéro et va jusqu'à 100 % du coût. Il a aussi dit que, dans 99,9 % des cas, c'est le surintendant de l'Instruction publique, Omer-Jules Desaulniers, qui prend seul les décisions. Est-ce que j'ai bien compris?

L'honorable M. Prévost (Montmorency): C'est ça.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Eh bien! Je dis que ce n'est pas là la fonction normale du surintendant. Celui-ci devrait s'occuper des problèmes éducationnels, pédagogiques. Et l'on dit, ce que je crois, que c'est un homme d'une grande compétence en cette matière. C'est pourquoi, à mon sens, on ne devrait pas le mettre dans une situation telle qu'il doive employer la majeure partie de son temps, dans différents coins de la province, à s'occuper de construction d'écoles et de finances scolaires, en étudiant chaque cas en particulier.

Il est mauvais que le surintendant provincial de l'éducation soit l'unique juge à décider combien d'argent le gouvernement devrait accorder aux commissions scolaires annuellement. Il devrait s'occuper des barèmes d'instruction, non pas des barèmes de subventions. Voilà pourquoi l'opposition réclame des barèmes statutaires¹².

L'amendement est mis aux voix.

M. Kirkland (Jacques-Cartier) se lève.

M. l'Orateur signifie au député de Jacques-Cartier (M. Kirkland) qu'il ne peut plus parler sur l'amendement.

Et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Gaipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 16.

Contre: MM. Barré, Barrette, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bohémier, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Larouche, Lavallée, Lizotte, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Roy, Russel, Samson, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 65¹³.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Au moment où cette Chambre semble devoir nous

faire entendre la dernière note de la symphonie pathétique que nous présente depuis plusieurs jours l'opposition, je n'ai certainement pas l'intention de faire un discours pour prolonger le débat sur l'adresse. Je me contenterai de souligner quelques aspects des déclarations faites par l'opposition.

Tout d'abord, la longue suite de discours des députés de la gauche, depuis le commencement du débat sur l'adresse, a eu pour effet de bien montrer à toute la province l'état de désintégration et de détérioration dans lequel est tombé le Parti libéral. Cet état de désintégration n'a jamais été aussi évident que pendant la première heure du discours du député de Montréal-Outremont (M. Lapalme).

Examinant la situation politique, il a employé cette heure à tenter de démontrer à ceux qui l'écoutaient que c'est lui qui avait raison. Et, pendant qu'il s'efforçait de prouver qu'il avait été mal compris, qu'on avait manqué de loyauté à son égard et de faire comprendre aux autres députés libéraux jusqu'à quel point ils lui avaient manqué de respect, chacun des députés qui l'entouraient applaudissait à tout rompre les paroles qui le condamnaient. Il y en avait même qui paraissaient entrer dans des transes en entendant de telles paroles prouvant qu'ils n'avaient pas été fins ni loyaux. Le député de Québec-Ouest (M. Galipeault) semblait même transporté de joie en entendant dire qu'il avait manqué de loyauté.

La démonstration de la désintégration du Parti libéral s'est continuée à chacun des discours qui ont suivi, tout particulièrement pendant le discours du député de Saint-Maurice (M. Hamel). (Se tournant vers M. Hamel) Le député de Saint-Maurice a cru bon de distribuer des sympathies à travers le monde: aux premiers ministres de l'Ontario et de la Colombie-Britannique, au président Eisenhower¹⁴. Il les plaignait d'avoir été privés des services de collaborateurs intimes. Certains membres de la Chambre ont dû être surpris de ce sentimentalisme. C'est un sentimentalisme qui surprend d'autant plus que l'opposition a eu à subir, déjà, des pertes semblables¹⁵.

Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) a parlé du congrès plénier libéral de juin dernier¹⁶, qu'il a appelé l'événement de l'année. Il voulait dire, sans doute, que ce fut l'événement drôle de l'année. Je comprends qu'il n'en ait parlé que brièvement, avec les 90 votes qu'il a reçus¹⁷.

M. Hamel (Saint-Maurice): Point d'ordre! J'ai reçu 97 votes et je tiens aux sept (votes) que le ministre n'a pas mentionnés.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quatre-vingt-dix-sept votes. Si l'on tient compte qu'il y a quelque 800 délégués, je me demande combien de fois le député de Saint-Maurice a pu perdre son dépôt. Ce n'est pas de nature à le rendre fier de lui, après la lutte qu'on lui a faite. C'était déjà beaucoup pour lui sans doute.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'ai recueilli 12 % des votes.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): En considérant l'opposition que le député de Saint-Maurice avait contre lui, le résultat est loin d'être reluisant. Même ses 97 votes nous ont fourni une preuve de plus de la désintégration du Parti libéral.

Mais ce n'est pas tout. Ça continue d'être drôle. Nous avons lu par la suite, dans les journaux, que M. Lesage¹⁸, le nouveau chef du Parti libéral, avait désigné le député de Saint-Maurice pour le remplacer en Chambre comme stratège¹⁹ du parti. Pour quiconque est familier avec les connaissances du député de Saint-Maurice (M. Hamel) sur les règlements et les Statuts, en particulier, la nomination a causé une surprise.

Il (M. Sauvé) cite divers cas tendant à faire voir que le député de Saint-Maurice a démontré par le passé qu'il est loin de bien connaître les règlements de la Chambre. Par exemple, il a déjà présenté un projet de loi électoral qui eût été un désastre s'il avait été adopté. Nous, dit-il, qui connaissons bien le député de Saint-Maurice, nous nous sommes dit: Il est impossible que M. Lesage lui ait confié une fonction hors de proportion avec ses qualifications. Mais on a vite réalisé qu'il y avait quelque chose là-dessous.

M. Hamel (Saint-Maurice): Merci!

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Attendez, pour les félicitations. Si on se réfère au *Dictionnaire Quillet* et à la définition qu'on y donne du mot "stratège", il s'agit d'un mot qui vient du grec *stratos*, armée, et *agôgos*, qui conduit. Dans l'Antiquité grecque, le mot voulait dire général d'armée. Toujours d'après *Quillet*, le mot "stratège", en Chambre, s'emploie aussi, dans le langage figuré, pour désigner le personnage qui, sans compétence, s'occupe de stratégie. Là, on a compris.

(Rires)

On a réalisé que le nouveau chef libéral avait voulu se venger de celui qui s'était présenté contre lui. On avait là son opinion du député de Saint-Maurice.

Dans son discours, le représentant de Saint-Maurice a traité de la vente du gaz²⁰ et de la situation agricole. Je vais tout d'abord m'attacher à ses remarques sur l'agriculture. Il me semble indiscutable que le député de Saint-Maurice a la réputation d'être celui qui passe le plus de temps à fouiller les statistiques, mais à sa manière. On appelle "rat de bibliothèque" celui qui passe son temps à fouiller dans les bibliothèques. Pourriez-vous me dire, M. l'Orateur, quel terme on pourrait employer pour qualifier celui qui passe tant de temps dans les annuaires statistiques?

C'est maintenant devenu une tradition, à chaque session, ce député fouille les statistiques, de façon à leur faire dire des choses qu'elles ne signifient pas. Le député de Saint-Maurice a cité une foule de statistiques pour essayer de trouver des chiffres qui feraient passer la province pour ce qu'elle n'est pas. Parce que l'honorable premier ministre avait affirmé dans son discours que le gouvernement avait agrandi le domaine cultivable de la province de Québec avec sa politique de drainage des terres, le député de Saint-Maurice a cherché des statistiques pour tenter de découvrir le contraire et a déclaré que cette affirmation est contredite par l'*Annuaire statistique* de la province de Québec. Et il a cité des chiffres disant qu'en 1941 il y avait tant de fermes et tant d'acres cultivables, tandis qu'en 1957 et 1956, il y en avait moins. C'est cela?

M. Hamel (Saint-Maurice): Vous me posez une question?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Oui.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'ai lu le texte de l'*Annuaire statistique* où l'on parle des terres arables.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Il est vrai que le nombre des fermes a diminué, de 1941 à 1956. Or, les chiffres employés ne peuvent servir de base valable à une comparaison, car ceux de 1941 et ceux de 1951 ont été compilés de façon différente. Il suffit de consulter l'*Annuaire statistique* provincial et l'*Annuaire statistique* fédéral pour s'en rendre compte. Comme dans les autres débats, vous en avez lu une partie, mais vous avez oublié de lire ce qui précédait. En citant les statistiques, le député de Saint-Maurice a oublié de tenir compte des distinctions que fait l'*Annuaire statistique du Canada*. Ce que le député de Saint-Maurice doit

savoir, ce qu'il a dû lire dans l'*Annuaire statistique* de la province de Québec et qui apparaît aussi dans l'*Annuaire statistique* fédéral, mais qu'il a omis de dire, c'est qu'au recensement de 1941, toutes les terres du nord, même celles d'un seul acre, étaient comptées comme fermes du moment qu'elles avaient une production d'une valeur de \$50 et plus.

En d'autres termes, avant 1951, les règlements fédéraux stipulaient que, pour fins de statistiques, un lopin d'un acre, pourvu qu'il produise pour \$50, était compté comme une ferme, alors qu'en 1951, les règlements de la statistique fédérale ont été changés, à Ottawa, pour porter l'étendue d'un lopin de terre à trois acres et ses revenus à \$250, avant de le compter comme ferme.

De plus, avant 1951, les règlements de la statistique fédérale prévoyaient que, si une terre était située en partie dans une municipalité et en partie dans une autre, avec un corps principal dans une troisième municipalité, cela comptait comme trois fermes, tandis que, depuis 1951, ça ne comptait plus que pour une ferme. On dit même que la diminution de la superficie en culture n'est qu'apparente. Tout cela est expliqué très clairement dans l'annuaire cité par le député de Saint-Maurice, mais il s'est gardé de le dire.

Il (M. Sauvé) explique que le procédé est le même pour le calcul des statistiques dans la province et reproche au député de Saint-Maurice de ne pas en avoir tenu compte et d'avoir eu de nouveau recours à des statistiques incomplètes pour attaquer la politique agricole du gouvernement de l'Union nationale. C'est le même procédé qui est poursuivi depuis cinq ou six ans par le député de Saint-Maurice. C'est un système chez lui... On croirait que le député de Saint-Maurice prend un malin plaisir à tenter de démontrer que ça va mal au Québec. Qu'on cesse donc de citer des statistiques en retranchant toutes les notes explicatives, pour essayer de démontrer que c'est noir lorsque c'est blanc et que c'est blanc lorsque c'est noir.

Il n'y a que le député de Saint-Maurice pour essayer de nier les améliorations apportées par le drainage des terres, qui a permis de récupérer de vastes étendues de terre cultivable. Sans doute, l'industrie et les développements domiciliaires ont fait une échancrure dans le domaine arable. La même chose s'est produite partout. Mais il est indiscutable qu'avec sa politique de drainage, le gouvernement a considérablement agrandi le domaine des terres cultivables. On a récupéré des acres de terre qu'on ne pouvait pas mettre en production. Que l'on cesse donc de dire...

M. Hamel (Saint-Maurice): Je soulève une question de privilège.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a pas de question de privilège. Les questions de privilège ne se soulèvent pas pendant un discours.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je soulève une question de privilège...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre!

M. Hamel (Saint-Maurice): L'honorable ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) ne rapporte pas mes paroles. J'ai dit, hier, que la province de Québec comptait, en 1956, 122,617 fermes représentant 15,910,128 acres, au regard de 134,336 fermes représentant 18,062,564 acres, en 1950-1951.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)²¹: Ce n'est pas en faisant semblant de s'indigner que le député de Saint-Maurice fera oublier à la Chambre sa façon de traiter les statistiques. Si, dans le bas d'une page, il peut trouver un chiffre qui nous est défavorable, vite il s'en empare. Que le député de Saint-Maurice n'essaie pas de détourner l'attention de la Chambre sur ce qu'il fait depuis quatre ou cinq ans.

M. Hamel (Saint-Maurice) attire l'attention sur le fait qu'il (M. Sauvé) a cité l'*Annuaire statistique* de 1954.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) dit qu'il a cité ce manuel pour démontrer que tous ceux qui consultent les deux annuaires connaissent l'explication sur la diminution du nombre de fermes et que, si le député de Saint-Maurice n'en a pas fait mention, c'est parce qu'il n'a pas voulu, et non pas parce qu'il ne le savait pas. Ce n'est pas la première fois, dit-il, que cela se produit. Ce n'est pas un accident, chez lui; la chose lui arrive plusieurs fois pendant chaque session. C'est une manie. Il y a une limite. Un accident peut arriver, mais pas deux, trois fois.

M. Hamel (Saint-Maurice): Quel énergumène²²!

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): D'après le dictionnaire, un énergumène est un homme qui s'emporte et emploie un langage violent.

J'ai raison de m'emporter, et les règlements de la Chambre m'empêchent de qualifier le député de Saint-Maurice (M. Hamel) comme je devrais.

M. Hamel (Saint-Maurice): Quel énergumène!

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne veux pas refaire l'argumentation qui a déjà été énoncée sur le développement agricole de notre province. Dès l'ouverture du débat, l'honorable premier ministre a parlé des réalisations bienfaites, et a donné une série de chiffres et une documentation qui font foi des progrès réalisés dans le domaine agricole, dans le domaine des hôpitaux et dans le domaine de l'éducation. Et, au cours de la longue série de discours qui nous ont été servis, personne n'a osé démentir un seul des chiffres cités par l'honorable premier ministre.

Le député de Saint-Maurice a parlé de la transaction par laquelle l'Hydro-Québec a vendu son réseau de distribution de gaz à la Corporation du gaz naturel du Québec pour affirmer que le Parti libéral n'avait jamais voté en faveur de cette vente.

Il y a eu deux lois à ce sujet, proposées et votées à l'Assemblée législative. La première loi, qui reçut la sanction royale le 2 février 1956, que l'on trouve dans le Statut 4-5 Elizabeth II, 1955-1956, donnait des pouvoirs à la Corporation du gaz naturel du Québec. Mais le député de Saint-Maurice, pour éviter de rencontrer l'argumentation du ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Johnson), a cité et fait grand état de l'article 8 de ce bill privé qui dit que la corporation ne doit rien faire qui puisse porter préjudice à aucune compagnie exploitant un service public dans le même territoire ou endommager aucun ouvrage faisant partie d'un système de gaz existant. L'article s'applique à toutes les compagnies qui font des demandes semblables.

C'est pourquoi, selon le député de Saint-Maurice, même en votant pour ce bill privé, l'opposition n'approuvait pas à l'avance la vente du service de gaz de l'Hydro à cette corporation. Ce que le député de Saint-Maurice a oublié de dire, c'est qu'il s'agit là d'un article standard. On trouve des pouvoirs et des obligations similaires, défendant de nuire au commerce de celles qui sont déjà établies, dans toutes les lois d'incorporation de compagnie. On les retrouve partout.

Mais ce qui n'est pas un article standard, c'est ce qu'on trouve dans le préambule de la loi, où on lit: "Attendu que, pour l'avenir immédiat, la pétitionnaire désire établir et développer un service public de gaz dans un territoire comprenant l'Île de Montréal et

certaines municipalités situées sur la rive sud du fleuve Saint-Laurent, dans le voisinage de l'Île de Montréal" (S.Q., 4-5 Elizabeth II, chapitre 157, préambule). Bien plus, un deuxième attendu dit qu'"il est dans l'intérêt public d'accorder à la pétitionnaire les pouvoirs nécessaires pour lui permettre de fournir le service du gaz, en particulier du gaz naturel, à la population de ce territoire" (S.Q., 4-5 Elizabeth II, chapitre 157, préambule).

Ce préambule fait partie de la loi. Tout cela, c'est clair, et même le député de Saint-Maurice ne peut pas dire qu'il n'a pas compris. Et tous les députés ont voté en faveur de la loi incorporant la Corporation du gaz naturel, y compris les députés de l'opposition. Ils ne peuvent pas maintenant plaider l'ignorance.

M. Hamel (Saint-Maurice): Où voyez-vous là-dedans que nous avons voté pour la vente du réseau de gaz de l'Hydro à la Corporation du gaz naturel?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est ce que nous allons voir. À l'article 5, et je le cite: "La compagnie est autorisée à acquérir, de gré à gré, tout système de distribution de gaz, avec toutes les franchises, droits de passage et servitudes s'y rattachant, et à exercer ces franchises, droits de passage et servitudes" (S.Q., 4-5 Elizabeth II, chapitre 157, article 5). Comme un attendu indiquait le désir de la compagnie de s'installer dans l'île de Montréal où il n'y avait que la canalisation de gaz de l'Hydro-Québec, le projet d'achat ne pouvait viser que ces canalisations. Tous les députés, y compris ceux de l'opposition, ont voté pour cet article comme pour tous les autres du bill privé, à tous les stades de la procédure parlementaire. En votant pour cet article, les députés libéraux ont voté unanimement pour autoriser la compagnie à acheter le système de distribution de gaz dans l'Île de Montréal.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande au ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) de lire une autre section de la loi.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) lit la section qui dit: "Rien dans la présente loi ne doit être interprété comme permettant à la compagnie de détériorer ou endommager aucun ouvrage faisant partie d'un système de gaz, d'eau, d'égout, d'électricité, de téléphone ou de télégraphe, ni aucun autre service public ou de gêner en quoi que ce soit

le bon fonctionnement de tels ouvrages ou services, ou comme portant préjudice aux droits de toute autre personne, compagnie ou corporation exploitant un service public dans le même territoire" (S.Q., 4-5 Elizabeth II, chapitre 157, article 8).

M. Hamel (Saint-Maurice): Très bien.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Cette disposition est dans toute loi qui accorde à une corporation des pouvoirs d'acquiescer un service. Il n'y a pas une demi-douzaine de systèmes de distribution de gaz à Montréal. Il n'y en a qu'un et il appartient à l'Hydro-Québec. L'opposition doit présument le savoir.

M. Hamel (Saint-Maurice): Qu'est-ce que cela prouve?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Cela prouve que les membres de l'opposition ont unanimement voté une loi qui autorisait la compagnie à acheter le système de distribution du gaz dans l'Île de Montréal. Cela prouve que les députés de l'opposition ont tous voté avec le gouvernement parce que, comme le disait la loi, ils considéraient que la mesure était dans l'intérêt public.

(Protestations à gauche)

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

À moins qu'ils ne veuillent plaider la démenche.

La deuxième loi a été soumise à la session de 1957 et votée en février 1957. Celle-ci autorisait l'Hydro-Québec à vendre son système de distribution de gaz à la Corporation du gaz naturel du Québec. Ce fut fait à la face de toute la province de Québec. Cette loi a été discutée en Chambre à tous les stades de la procédure parlementaire. Présentée en première lecture, elle a été discutée en deuxième lecture, en comité plénier, puis en troisième lecture.

M. Hamel (Saint-Maurice): Avons-nous voté contre?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Le gouvernement n'a rien caché, il a toujours été prêt à fournir à la Chambre tous les renseignements qu'elle désirait. Tout s'est fait publiquement. La première loi a été votée à l'unanimité, et la deuxième a reçu toute la publicité possible après que le premier ministre eut fourni à la Chambre des renseignements complets.

Des voix: Oh! Oh!

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je lis le compte rendu du débat de 1957, tel que publié dans le quotidien de Québec, *Le Soleil*...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Compte rendu rédigé par un fieffé libéral²³.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) lit le texte suivant:

"L'Hydro-Québec a été autorisée par la Législature, hier midi, à vendre son système de distribution de gaz à la Corporation de gaz naturel de Québec pour la somme \$33,000,000. C'est l'effet du bill 68 que l'honorable Maurice Duplessis a expliqué. L'Hydro-Québec qui a pour fins la production et la vente de l'électricité a, par la force des choses, lors de l'expropriation des actifs de la Montreal Light, Heat & Power, acquis un système de distribution de gaz. En acquérant ce système, l'Hydro devenait un actionnaire important des compagnies Montréal-Coke & Manufacturing Co., qui fabrique du gaz artificiel, et la Keystone Transports Limited, qui transporte le coke nécessaire à la fabrication de ce gaz.

"L'Hydro, à cause des développements hydroélectriques gigantesques, doit s'occuper exclusivement d'électricité. C'est pourquoi elle a décidé de se départir de son système de distribution de gaz.

"M. Duplessis fait une incidence au sujet du chauffage électrique. "Il y a une tendance, dit-il, à se servir de l'électricité pour le chauffage, et ceci n'est pas recommandable parce que cela prend une grande quantité d'électricité et prive d'autant l'industrie qui a besoin d'un potentiel élevé d'électricité."

Le bill a donc pour but de permettre à l'Hydro de vendre à la Corporation de gaz naturel du Québec, son système de distribution de gaz et les actions qu'elle possède dans les deux compagnies connexes.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Ce bill vient à la fin de la session, et pourtant il s'agit d'une question de première importance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas d'objection à remettre l'étude de ce bill à la semaine prochaine, si l'opposition n'est pas prête à la discuter.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Nous n'avons pas d'objection à discuter immédiatement,

mais j'attire quand même l'attention de cette Chambre sur le fait que ce bill nous est soumis à la dernière minute. Pourtant, dit-il, cette question de vente n'est pas chose nouvelle. On en parlait il y a quelques mois, on en parlait il y a même un an passé. Pourquoi a-t-on attendu à la dernière journée de la session pour nous soumettre ce projet de loi?

Il (M. Hyde) cite plusieurs journaux et prospectus de l'Hydro-Québec pour démontrer qu'il est question de la vente du système de gaz depuis longtemps. Si l'Hydro, dit-il, a accordé une option, c'est qu'elle se croyait autorisée à vendre. La Chambre aurait dû être saisie de cette question au moins à ce moment-là. Aujourd'hui, on nous met devant un fait accompli.

Enfin, je note, dit-il, que, dans un prospectus de l'Hydro-Québec à la Securities Exchange Commission des États-Unis, il est dit que l'Hydro se propose de vendre son système de distribution de gaz pour la somme de \$30,000,000. D'autre part, on a annoncé tout récemment que la vente de la compagnie de gaz pour la somme de \$33,000,000. Où ira le \$3,000,000 de différence, demande-t-il?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas avec des insinuations déplacées, injustes, que le député va acquérir la réputation d'être un homme gentil. Chaque fois que l'opposition a dit qu'elle n'était pas prête à discuter un projet de loi, nous l'avons remis.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Je n'ai pas dit que nous n'étions pas prêts, j'ai critiqué le "timing".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est illogique. Si l'opposition n'est pas prête, je le répète, je suis prêt à remettre l'étude du bill à la semaine prochaine. Le député a dit avec gentillesse que le mémoire de l'Hydro à la Securities Exchange parle d'une vente à \$30,000,000 et qu'aujourd'hui l'on parle d'une vente à \$33,000,000. Il s'inquiète de la différence. C'est parce que nous voulons que le système soit payé en entier. Il y a eu des améliorations de \$3,000,000 depuis la mention de \$30,000,000. Nous ne voulons pas que ce soit la province qui paie pour ces améliorations.

(Le premier ministre explique ensuite pourquoi on a tardé à présenter le projet de loi.) Tout homme d'affaires, dit-il, sait que ce n'est pas en laissant entendre qu'on est obligé de vendre que l'on obtient un bon prix. Au contraire, il faut laisser entendre que l'on ne veut pas vendre. Il y a eu des offres de faites. Les acheteurs tâtaient le terrain.

Quand l'Hydro a trouvé son prix, elle nous a avertis. C'est alors que nous avons présenté le projet de loi.

La deuxième lecture a été votée par 57 contre 13.

L'opposition vote ensuite contre les résolutions relatives au bill et, enfin, la loi subit sa troisième lecture par le même vote qu'en deuxième²⁴.

Les libéraux tentent de faire croire que beaucoup de mystère a entouré la transaction entre l'Hydro-Québec et la Corporation, mais, en 1957, ils ont refusé une offre du premier ministre de retarder le débat sur le bill autorisant l'Hydro-Québec à vendre son réseau de gaz.

Des députés de l'opposition: Nous avons voté contre la loi de 1957!

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Il est vrai que l'opposition a voté contre une des lois concernant la Corporation de gaz naturel, mais il est également vrai qu'ils ont voté en faveur de l'autre loi. Mais l'opposition ne peut pas dire que la législation a été passée hâtivement à l'Assemblée sans donner à l'opposition une chance d'établir ce qu'elle signifiait.

Il n'y avait rien de secret à ce sujet. Le projet de loi fut discuté en public et le premier ministre a donné à la Chambre toutes les informations possibles sur la question. L'opposition voudrait donner l'impression que tout fut manigancé en cachette et dans le noir. La vérité est que les libéraux ont eu toute l'opportunité d'en discuter.

Et c'est après tout cela que l'opposition vient prétendre à la face de cette Chambre que cela s'est fait à la cachette. À la cachette? Quand la première loi a été votée à l'unanimité, quand la seconde a été discutée ouvertement, à loisir, par les députés de l'opposition qui, à un moment donné, ont déclaré qu'ils en savaient assez, en même temps que le député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) déclarait qu'on savait, bien avant, que l'Hydro se préparait à vendre son réseau de gaz.

Les députés de l'opposition, tout comme le public en général, savaient depuis environ un an qu'Hydro-Québec projetait de vendre son réseau de distribution de gaz. L'opposition, cependant, tente délibérément de désinformer le public et de l'induire en erreur. Ces gens veulent donner l'impression que tout a été comploté dans le secret et dans le noir. La vérité, c'est qu'on leur a donné toutes les occasions de discuter la question. Les députés de l'opposition sont mal venus de vouloir donner, aujourd'hui, un

caractère mystérieux et cachottier à l'adoption de cette loi, quand tout le monde sait que l'Assemblée législative a agi ouvertement. Cette législation a été discutée au grand jour, à la face de toute la province. Si l'opposition n'a pas obtenu tous les détails qu'elle voulait, elle n'a qu'à s'en prendre à elle-même. Il n'y a eu ni mystère ni secret dans cette transaction. Qu'on cesse donc, dès lors, d'essayer de faire du mystère avec cette transaction dans un but de partisanerie politique.

Il (M. Sauvé) rappelle que plusieurs députés de l'opposition ont montré, au cours des dernières séances, énormément de sollicitude pour l'éducation des enfants, en réclamant notamment qu'elle soit maintenue au-dessus de toute partisanerie politique parce que l'école doit être mise sur un piédestal²⁵. Tout cela est bien beau. Tout le monde souscrit à de si beaux sentiments. Mais est-ce toujours ce qui se passe, même chez nos vertueux amis de l'opposition? Que ceux qui les proclament à tous les vents commencent eux-mêmes par les mettre en application. Le député de Hull (M. Parent), en Chambre, demande qu'on traite d'éducation sans partisanerie, mais, avant les élections, il distribuait des cadeaux aux enfants d'écoles, afin de témoigner de sa sollicitude pour l'éducation.

Il (M. Sauvé) informe la Chambre qu'il a reçu d'un ami, dernièrement, une carte à la fois amusante et déprimante. Cette carte porte, dit-il, le portrait fort joli du député de Hull (M. Parent). Elle est rédigée en français, avec des fautes, et en anglais. Elle a été envoyée aux écoliers de la ville de Hull. On peut y lire ce qui suit, entre autres choses: "Cher enfant, les amis de ton député t'invitent à une petite fête dans la cour de ton école..." On promet des rafraîchissements et un souvenir à tous les enfants qui s'y rendront.

(Rires)

Il est dit que l'invitation est adressée avec le souci de promouvoir la cause de l'éducation. Ce n'est pas tout. (D'un ton railleur) Il (M. Sauvé) cite un compte rendu du journal *Le Droit* du 23 septembre 1958. Le journal publie, dit-il, un appel du comité des amis du député de Hull (M. Parent) aux écoliers. Il est rédigé dans le même style et avec les mêmes fautes que la carte qu'on m'a adressée. On y lit ceci:

"Les enfants comme les adultes aiment rencontrer de près les hommes publics, et c'est la chose la plus naturelle au monde de vouloir serrer la main à des hommes et femmes qui représentent quelque chose dans la vie de sa ville, de sa province, de son pays tout entier.

"Un comité des amis de M. Parent, député provincial de Hull, a organisé une visite sociale de toutes les écoles de la région. Cela veut dire que 12,000 enfants pourront voir de près un homme public qui les représente à Québec. C'est M. Paul Bouvrette, président du comité des visites sociales, qui accompagnera M. Parent.

"On rencontrera les enfants au sortir de l'école, vers 4 heures, toute la semaine. Le programme final n'est pas encore établi. Mais, hier, M. Parent et M. Bouvrette ont rencontré les élèves des écoles suivantes: collège Notre-Dame, école Lecomte et académie Sainte-Marie. Chaque jour, les écoles seront averties à temps et chaque enfant recevra sa carte d'invitation pour une petite fête dans la cour ou la salle de son école. Il n'y aura évidemment pas de discours.

"On offrira aux enfants un rafraîchissement, de la crème glacée et un article d'usage scolaire comme souvenir de la rencontre, soit une règle de 12 pouces, avec les compliments de l'organisation des amis de M. Parent. La règle portera une inscription-souvenir bilingue.

"Interrogé par *Le Droit*, M. Parent a déclaré qu'il désirait rencontrer le plus d'enfants possible, personnellement, leur serrer la main et s'informer de leurs problèmes, sans leur parler de politique, bien entendu. Père de famille, M. Parent s'intéresse de très près à l'enseignement, et il veut voir les enfants de nos écoles, après leur journée terminée, au cours de quelques minutes de détente amicale et sociale²⁶."

L'affaire n'a pas marché toujours sur des roulettes. Des dirigeants d'écoles n'ont pas permis que la rencontre se fasse dans les classes et le député de Hull n'a eu, en certains cas, que la permission de rencontrer les écoliers dans la cour de l'école. Comme c'est vertueux et beau d'être aussi dévoué à la cause de l'éducation, sans motif politique! C'est la vertu qui coule. Mais je laisse à la population le soin de juger comme il convient la façon de certaines gens d'encourager vertueusement la cause de l'éducation.

Il (M. Sauvé) rappelle que trois élections partielles ont été tenues dans la province récemment. Dans chacune, dit-il, le nouveau chef du Parti libéral, M. Lesage, n'a pas osé se présenter, craignant "les pièges à ours" du gouvernement. Il a manqué du courage nécessaire pour se chercher un siège en Chambre et affronter l'électorat du Québec. Pourtant, ce nouveau chef s'est trouvé un siège. La presse annonçait, il y a quelques jours, que les députés de l'opposition avaient acheté un siège pour leur chef au Club de Réforme.

M. Lesage dit que la situation des agriculteurs du Québec est des plus tristes et qu'il y a une crise dans les campagnes. S'il est vrai, dit-il, que la population agricole est dans une situation grave comme les oppositionnistes le prétendent, comment se fait-il que leur chef ait manqué trois occasions de se trouver un siège en Chambre et d'aller dire aux cultivateurs ce qu'il affirme dans ses conférences de presse? Des élections partielles ont eu lieu récemment dans des comtés ruraux et M. Lesage n'a pas osé y aller répéter ce qu'il dit dans les villes. Comment expliquer cette crainte d'affronter l'électorat, si ce n'est pas le fait qu'il savait d'avance que ses prétentions seraient unanimement démenties par les cultivateurs eux-mêmes? Le député d'Abitibi-Ouest (M. Courcy) a dit, lui aussi, que les cultivateurs sont dans une situation périlleuse.

Bien plus, le chef libéral actuel du Québec disait le contraire quand il était ministre fédéral et qu'il voulait faire profiter son parti fédéral de ce qu'il qualifiait alors de "situation fort avantageuse des cultivateurs du Québec". En 1957, *La Réforme* publiait un discours de M. Lesage, alors député et ministre à Ottawa. Dans une assemblée, le 23 mai 1957, M. Lesage proclamait que le revenu des cultivateurs avait triplé, de 1935 à 1954, et que ce revenu, qui s'élevait à \$2,338,000,000, avait augmenté de 250 %. M. Lesage ne peut nier ce qu'il disait l'an dernier. Si c'était vrai en 1957 que les cultivateurs ont triplé leurs revenus, c'est encore vrai aujourd'hui.

Les membres de l'opposition libérale ont tenté de démontrer que les cultivateurs sont moins bien traités par l'administration provinciale actuelle, mais M. Lesage se charge d'avance de confondre ceux qui, aujourd'hui, viennent nous affirmer que les cultivateurs sont dans une situation grave. Ce qui est vrai, c'est que jamais aucun gouvernement précédent n'a apporté une aide aussi pratique, large et généreuse à la population agricole. Ce qui est vrai, c'est que le cultivateur du Québec se rend compte qu'avant l'arrivée de l'Union nationale, il était dans la dèche. On vendait ses terres. Ce qui est vrai, c'est que le premier ministre actuel l'a sauvé, en 1936, par la loi du crédit agricole.

S'il allait répéter aux cultivateurs ce qu'il dit de l'agriculture en ville, on pourrait lui rappeler ce qu'il proclamait en 1957. Il (M. Sauvé) invite le nouveau chef libéral, M. Lesage, à aller discuter avec les cultivateurs eux-mêmes ce qu'il prétend être leur triste situation. Si vous faites cela, dit-il, je suis certain que jamais vous ne viendrez discuter cette situation agricole à l'Assemblée législative²⁷. Au lieu

de fausser la situation agricole comme vous, les députés de l'opposition, le faites, venez donc discuter avec les cultivateurs de chez vous. Je suis convaincu qu'après, aucun de vous n'osera se remonter en Chambre²⁸.

(Applaudissements à droite)

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. Galipeault), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Selon *L'Événement* du 4 décembre 1958, à la page 18, M. Barrette, ministre du Travail, assistait aux délibérations de l'Assemblée législative. C'était la première fois depuis le début de sa maladie, en décembre 1957.

2. *La Presse*, *La Tribune*, *Le Nouvelliste* et *The Quebec Chronicle* du 4 décembre 1958, respectivement aux pages 17, 12, 20 et 2, citent, sans doute par erreur, le texte de l'article 141 du Règlement: "Sauf les exceptions prévues au Règlement, nul député ne peut faire une motion de fond, à moins qu'il ne l'ait annoncée par un avis".

3. Sur ce point, la version de *L'Événement* du 4 décembre 1958, à la page 1, diverge de celle des autres journaux: "Seul le gouvernement fait exception..."

4. *L'Action catholique* du 2 décembre 1958, à la page 10, précise que le premier ministre avait rencontré la veille les représentants des six universités de la province.

5. *Le Soleil* du 13 novembre 1958, à la page 1, explique que le premier ministre a refusé de

rencontrer les présidents des organisations étudiantes des six universités du Québec. En signe de protestation, les étudiants désertèrent pendant une journée les salles de cours. En outre, trois étudiants de l'Université de Montréal débutèrent, le 7 mars 1958, un siège de 37 jours du bureau du premier ministre, sans parvenir à obtenir une rencontre avec lui. M. Duplessis dut finalement céder aux pressions de l'opinion publique et décida de recevoir les leaders étudiants, le 2 décembre.

6. *La Presse* du 4 décembre 1958, à la page 17, rapporte que M. Sauvé dirigeait la députation gouvernementale en l'absence temporaire du premier ministre.

7. Le député de Montréal-Saint-Louis (M. Rochon) vota, nous dit *L'Action catholique* du 4 décembre 1958, à la page 10, avec le parti gouvernemental.

8. M. Duplessis, nous apprend *Le Nouvelliste* du 4 décembre 1958, à la page 19, est revenu en Chambre lorsque la cloche appela les députés pour le vote.

9. Chiffre du *Soleil* du 4 décembre 1958, à la page 54; 758,960 élèves, selon *La Tribune* du 4 décembre 1958, à la page 17.

10. Données de *L'Action catholique* du 4 décembre 1958, à la page 13; 1945, selon *L'Événement* du 4 décembre 1958, à la page 8.

11. Lors de la séance du 2 décembre.

12. *La Presse* du 4 décembre 1958, à la page 17, précise que le débat sur la motion d'amendement dont l'opposition a saisi la Chambre a duré près de deux heures.

13. Le député de Montréal-Saint-Louis (M. Rochon) vota, nous dit *Le Soleil* du 4 décembre 1958, à la page 26, avec le parti gouvernemental.

14. Leslie M. Frost (1895-1973) fut premier ministre (conservateur) de l'Ontario de 1949 à 1961. William Andrew Cecil Bennett (1900-1979) fut premier ministre (créditiste) de la Colombie-Britannique de 1952 à 1972. Dwight D. Eisenhower (1890-1969) fut président des États-Unis de 1952 à 1960.

15. En 1936, le premier ministre libéral Louis-Alexandre Taschereau fut forcé de démissionner car son gouvernement avait été discrédité par des

affaires de corruption impliquant plusieurs hauts fonctionnaires et le propre frère de Taschereau.

16. *L'Action catholique* du 4 décembre 1958, à la page 13, se trompe. En fait, le congrès libéral a eu lieu les 30 et 31 mai 1958.

17. M. Hamel avait posé sa candidature à la direction du Parti libéral.

18. En effet, Jean Lesage, un ancien ministre du gouvernement fédéral, a remporté, en mai 1958, la course à la direction du Parti libéral du Québec. Il succédait à M. Lapalme qui exerçait cette fonction depuis mai 1950. En revanche, ce dernier a conservé son rôle de chef parlementaire de l'opposition puisque M. Lesage, n'ayant pas été élu député à l'Assemblée législative, ne pouvait y siéger.

19. Le *Montréal-Matin* du 4 décembre 1958, à la page 5, écrit plutôt: "pour seconder M. Lapalme à titre de stratège du parti".

20. M. Sauvé fait allusion au scandale, qui a ébranlé le gouvernement unioniste, entourant la vente de réseau de distribution de gaz naturel d'Hydro-Québec à la Corporation de gaz naturel de Québec. *Le Devoir* du 13 juin 1958, à la page 1, révélait que plusieurs ministres, conseillers législatifs et hauts fonctionnaires avaient profité d'informations privilégiées pour spéculer sur cette transaction.

21. *La Presse* du 4 décembre 1958, à la page 24, intervertit, ainsi que la consultation des autres journaux l'atteste, l'ordre des interlocuteurs en écrivant que M. Hamel adresse des reproches à M. Sauvé.

22. *La Presse* du 4 décembre 1958, à la page 24, explique le sens de cette remarque en ces mots: "L'expression (quel énergumène) a été déclarée acceptable par le président de la Chambre, la semaine dernière, quand un ministre (M. Talbot) l'a employée durant un discours de M. Lafrance (séance du 26 novembre). M. Tellier a dit que ce n'était pas antiparlementaire, quand aucun nom n'est mentionné. Il n'y a donc pas eu de protestations du côté de la droite."

23. C'est-à-dire Henri Dutil, le courriériste parlementaire du *Soleil*.

24. "L'Hydro-Québec est autorisée à vendre son service de gaz", article du *Soleil* du 22 février 1957, aux pages 3 et 8.

25. *La Presse* du 4 décembre 1958, à la page 17, observe que M. Sauvé "a adopté le ton ironique pour parler de la dernière campagne électorale de M. Parent".

26. "M. Oswald Parent rencontre les écoliers de Hull", article du *Droit* du 23 septembre 1958, à la page 13.

27. Le discours de M. Sauvé fut, affirme *La Presse* du 4 décembre 1958, à la page 17, "maintes fois interrompu par les applaudissements de ses partisans". Le *Montréal-Matin* du 4 décembre 1958, à la page 5, un journal favorable à l'Union nationale, écrit que M. Sauvé était "en forme" et que son discours a duré près d'une heure. Selon le même journal, "les membres de l'opposition ont partagé, en maintes occasions, les rires moqueurs que M. Sauvé provoquait par ses réparties. À la fin, certains membres de la gauche ont voulu manifester leur impatience. L'Orateur a été obligé de les rappeler à l'ordre et on a vu un député de l'opposition, M. Hyde, réclamer de son voisin, M. Lafrance, un peu plus de tranquillité".

28. M. Sauvé, indique le *Montréal-Matin* du 4 décembre 1958, à la page 5, pointait du doigt les députés de la gauche en prononçant ces paroles.

Séance du jeudi 4 décembre 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Testament de
Emma Guay-Gagnon**

M. Ducharme (Laviolette) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. Blanchard), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition d'Onésime Tremblay, demandant l'adoption d'une loi modifiant le testament de dame Emma Guay-Gagnon, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- d'Onésime Tremblay, demandant l'adoption d'une loi modifiant le testament de dame Emma Guay-Gagnon.

**Charte
d'Anjou**

M. Pouliot (Laval) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. Blanchard), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la ville d'Anjou, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la ville d'Anjou, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**Charte
de Greenfield Park**

M. Gagné (Richelieu) propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. Ladouceur), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de Greenfield Park, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la ville de Greenfield Park, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 113 validant le titre de dame Maria de Rutrecht à un certain immeuble;

- bill 104 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Jonquière, dans le comté de Jonquière-Kénogami;

- bill 154 concernant les commissaires d'écoles de la cité de Thetford Mines et les commissaires d'écoles de la ville de Black Lake;

- bill 177 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Vincent-de-Paul, dans le comté de Laval.

M. Maltais (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 112 concernant la commission scolaire de Loretteville;

- bill 101 changeant le nom de famille de Michael Judah Katz en celui de Kates;

- bill 108 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Hugo Bartoli à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

- bill 127 concernant les biens immobiliers de la Jewish Peretz School Inc.;

- bill 169 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Grande-Rivière, dans le comté de Gaspé-Sud;

- bill 118 concernant les commissaires d'écoles de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, comté de Beauharnois;

- bill 171 concernant les commissaires d'écoles de la cité de Beauharnois, dans le comté de Beauharnois;

- bill 114 changeant le nom de Marcel Van de Putte en celui de Marcel Marion.

Votre comité recommande de prolonger au 20 janvier prochain, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Le rapport est adopté.

Motions de condoléances:

Décès du père du député d'Abitibi-Ouest, M. Courcy

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le député d'Abitibi-Ouest (M. Courcy) est particulièrement et durement éprouvé. Il y a 15 jours, le député d'Abitibi-Ouest avait le malheur de perdre sa vénérable mère. Aujourd'hui, c'est son père qui lui est ravi. Au nom des députés de l'opposition et en mon nom personnel, je voudrais offrir au député d'Abitibi-Ouest, ainsi qu'aux autres membres de sa famille, nos plus vives sympathies. Il n'est pas nécessaire de rappeler ce que l'on perd lorsque, dans une période aussi rapprochée, les auteurs de nos jours disparaissent. Nous réalisons tous, en cette Chambre, la cruelle épreuve que comporte la mort de son père et de sa mère.

Il (M. Lapalme) signale l'absence du député de Montréal-Verdun (M. Ross) dont le père est gravement malade. À titre personnel et au nom des députés de l'opposition, j'ai le regret d'apprendre la maladie du père du député de Montréal-Verdun et j'exprime le vœu que celui-ci recouvre la santé au plus tôt.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il n'y a pas de doute que, sur la terre, on est exposé à bien des épreuves et à un cortège de deuils. C'est inhérent à la vie humaine. Ayant moi-même déjà eu, il y a quelques années, la douleur de perdre ma mère

et mon père à peu d'intervalle l'un de l'autre, je réalise l'ampleur du deuil qui frappe le député d'Abitibi-Ouest. En mon nom personnel, au nom du gouvernement et des députés ministériels, je m'unis au chef de l'opposition pour transmettre au député d'Abitibi-Ouest nos vives condoléances et l'assurance de notre très vive sympathie dans cette cruelle épreuve. J'offre, dit-il, mes sympathies aux autres membres de la famille éprouvée.

Je sais que la Providence permettra au député de Montréal-Verdun de garder son père longtemps encore. La perte d'un père est irremplaçable, dit-il, et tous s'unissent à moi pour offrir des vœux de rétablissement au père du député de Montréal-Verdun.

Questions de privilège:

Article du Devoir

M. Rochette (Québec): (Tenant en main la coupure d'un article publié dans *Le Devoir* du 3 décembre) Je me lève sur une question de privilège. Le mercredi 3 décembre, *Le Devoir* a publié la photo du député de Québec de façon injurieuse.

Il (M. Rochette) se plaint du fait que *Le Devoir* ait publié, au bas d'une vignette le représentant, un texte injurieux à son endroit annonçant qu'il poursuivait M. Rochette pour outrage à la cour. Je tiens à protester contre l'article et la vignette, dit-il. C'est une façon de porter atteinte à la réputation d'un membre de cette Chambre. Je considère que cette façon d'agir porte atteinte aux privilèges de cette Chambre².

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je tiens à attirer l'attention des intéressés et de certains adversaires sur un fait qu'ils paraissent ignorer. C'est que les Statuts refondus de la province de Québec de 1941 reproduisent une loi antérieurement adoptée, soit en 1925, en vertu de laquelle, pendant toute la durée de la session, de même que pendant les 20 jours qui précèdent la session et les 20 jours qui la suivent, tous ceux qui injurient un membre de la Chambre³, ou publient des écrits injurieux ou diffamatoires envers un député ou un conseiller législatif se rendent coupables d'outrage à la Législature⁴. On trouvera cette disposition au chapitre 4, section 4, article 56, paragraphe 1 des Statuts refondus.

L'article 60 de la même section du même chapitre dit: "Quiconque commet une infraction aux

dispositions du présent paragraphe devient passible d'un emprisonnement pour telle période n'excédant pas un an, qui est déterminée par la Chambre qui s'est enquis de cette infraction." (S.R.Q. 1941, chapitre 4, article 60, page 261) Il se peut que certains adversaires ne soient pas suffisamment renseignés à ce sujet. Je tiens à avertir les intéressés de l'existence de cette loi. J'espère que certains adversaires en prendront note.

Projets de loi:

Propriété de Maria de Rutrecht

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 113 validant le titre de dame Maria de Rutrecht à un certain immeuble.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 113 sans l'amender.

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Jonquière

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 104 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Jonquière, dans le comté de Jonquière-Kénogami.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 104 sans l'amender.

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commissions scolaires de Thetford Mines et Black Lake

M. Fortin (Mégantic) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 154 concernant les commissaires d'écoles de la cité de Thetford Mines et les commissaires d'écoles de la ville de Black Lake.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 154 sans l'amender.

M. Fortin (Mégantic) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Saint-Vincent-de-Paul

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 177 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Vincent-de-Paul, dans le comté de Laval.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 177 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Loretteville

M. Rochette (Québec) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 112 concernant la commission scolaire de Loretteville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 112 sans l'amender.

M. Rochette (Québec) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Michael
Judah Katz**

M. Russell (Shefford) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 101 changeant le nom de famille de Michael Judah Katz en celui de Kates.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 101 sans l'amender.

M. Russell (Shefford) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Hugo Bartoli

M. Maltais (Québec-Est) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 108 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Hugo Bartoli à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 108 sans l'amender.

M. Maltais (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Jewish Peretz
School Inc.**

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme

en comité plénier pour étudier le bill 127 concernant les biens immobiliers de la Jewish Peretz School Inc.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 127 sans l'amender.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Commission scolaire
de Grande-Rivière**

M. Gagnon (Matapédia) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 169 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Grande-Rivière, dans le comté de Gaspé-Sud.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 169 sans l'amender.

M. Gagnon (Matapédia) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Commission scolaire
de Salaberry-de-Valleyfield**

M. Hébert (Beauharnois) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 118 concernant les commissaires d'écoles de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, comté de Beauharnois.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 118 sans l'amender.

M. Hébert (Beauharnois) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Beauharnois

M. Hébert (Beauharnois) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 171 concernant les commissaires d'écoles de la cité de Beauharnois, dans le comté de Beauharnois.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 171 sans l'amender.

M. Hébert (Beauharnois) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Marcel Van de Putte

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 114 changeant le nom de Marcel Van de Putte en celui de Marcel Marion.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 114 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Gagnon (Matapédia): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité recommande de prolonger au 20 janvier prochain, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Commission scolaire catholique de Mackayville

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 109 concernant les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de Mackayville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commission scolaire de Marieville

M. Maltais (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 130 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Marieville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commission scolaire de Fabreville

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 142 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Fabreville, dans le comté de Laval, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commission scolaire de Saint-Léonard-de-Port-Maurice

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 143 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Vente entre

D. Patenaude et A. Séguin

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 150 corrigeant une désignation de lot dans un acte de vente entre Didace Patenaude et dame Alma Séguin soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession
David John Garth**

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 156 concernant la succession de David John Garth soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Commission des écoles catholiques
de Pointe-Claire et Beaconsfield**

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 160 concernant la Commission des écoles catholiques de Pointe-Claire et Beaconsfield, dans le comté de Jacques-Cartier, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Taxe de vente
aux Escoumins**

M. Ouellet (Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 167 concernant l'imposition d'une taxe de vente pour fins municipales aux Escoumins soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Compagnie Mutuelle
d'Assurance-Vie de Québec**

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 170 constituant en corporation La Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession
Georges Léveillé**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 207 concernant la succession Georges Léveillé soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Commissions scolaires
d'Amos, Landrienne, Delâge et Dollard**

M. Larouche (Témiscamingue) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 216 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Amos soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Association provinciale
des instituteurs protestants**

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 220 modifiant la charte de l'Association provinciale des instituteurs protestants de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Commission scolaire
de Kénogami**

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 221 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Kénogami, dans le comté de Jonquière-Kénogami, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Lac-au-Saumon

M. Gagnon (Matapédia) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 223 concernant la corporation du village de Lac-au-Saumon et les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Lac-au-Saumon, dans le comté de Matapédia, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Commission scolaire
de Lévis**

M. Samson (Lévis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 230 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lévis, dans le comté de Lévis, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Pierrefonds

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 134 constituant en corporation la ville de Pierrefonds soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Saint-François**

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 144 modifiant la charte de la ville de Saint-François soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Hampstead**

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 155 modifiant la charte de la ville de Hampstead soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Norbert Franz Rinkenchach

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 206 changeant le nom de Norbert Franz Rinkenchach en celui de Norbert Rinkenchach Normand soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Ludovic Polak

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 208 changeant le nom de Ludovic Polak en celui de Ludovic Diez-d'Aux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Nicolet**

M. Roy (Nicolet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 212 modifiant la charte de la ville de Nicolet soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Laval-Ouest**

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 215 modifiant la charte de la ville de Laval-Ouest soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Saint-Michel**

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 218 modifiant la charte de la cité de Saint-Michel soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 3 décembre courant, sur la motion proposée par le représentant de Labelle (M. Bohémier) dont elle a été saisie jeudi le 20 novembre courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Kirkland (Jacques-Cartier) réclame du gouvernement de Québec des mesures radicales pour mettre fin à la pollution des eaux de nos grandes rivières et des lacs de notre province. C'est un problème d'une envergure exceptionnelle qui nécessiterait, dit-il, l'intervention du gouvernement d'Ottawa, parce que le problème n'est pas seulement local, mais également interprovincial. Le problème de la pollution de l'eau a plus besoin d'être examiné dans la région montréalaise de la province.

Il (M. Kirkland) soulève le problème que pose la pollution des eaux du lac Saint-Louis,

continuation de la rivière Outaouais sur sa rive nord, et du fleuve Saint-Laurent, sur sa rive sud. Il souligne que le lac Saint-Louis est dans un état de pollution extrême nuisible à la santé et aux prérogatives de nage et de pêche. La principale source de pollution, dit-il, dans l'Ouest de l'Île de Montréal, provient des égouts municipaux, et seulement Beaconsfield est équipée d'une usine d'épuration. La principale source de pollution sur la rive sud du lac est de la vase qui provient du canal Beauharnois et qui détruit les plantes aquatiques dont se nourrissent les poissons.

Il estime urgent que la qualité de l'eau du lac Saint-Louis soit améliorée par l'installation d'usines d'épuration, que l'eau de la rivière Outaouais soit elle-même épurée et que l'on scrute à fond le problème causé par le creusage du canal Beauharnois. La situation présente, dit-il, est une menace à l'expansion des villes de la banlieue de Montréal. Sont également polluées, à un degré très avancé, par les égouts domestiques et les déchets industriels, les eaux de la rivière Saint-François, au lac Saint-Pierre, qui se déversent dans le fleuve. À certains endroits, cette pollution atteint un degré très avancé. Et l'on peut dire, enfin, la même chose de la rivière Châteauguay où des essais bactériologiques ont démontré une contamination lamentable.

Devant cet état de choses, que fait le gouvernement? Aucune solution n'a été donnée au problème des eaux polluées. Il a institué un comité d'enquête sur la pollution de l'eau, formé de cinq membres grassement rémunérés, à la session de 1955-1956, mais qui apparemment n'ont pas fait grand-chose.

Le comité devait transmettre son rapport dans un an, mais il ne l'a pas encore fait. Ce comité était présidé par l'honorable juge Aimé Marchand, qui est décédé en août 1957, et l'un de ses autres membres était l'honorable Raymond O'Hurley⁵, devenu depuis membre du cabinet fédéral.

Les membres recevaient un salaire de \$600 par mois et le comité disposait d'un budget de \$200,000. Ce comité a coûté déjà en salaires la somme totale de \$63,886, mais n'a rien produit, du moins à ce que l'on sache. Le gouvernement a formé l'organisme seulement pour payer des salaires à des amis.

On aurait dû faire comme en Ontario où l'on a établi une commission d'experts semblable qui a donné de bons résultats. Le Grand Toronto compte aujourd'hui 20 usines d'épuration qui ont coûté \$150,000,000. Le tout a été payé par le fédéral et le gouvernement de l'Ontario.

Je demande, dit-il au gouvernement provincial de se hâter d'établir des centres de diagnostic et de l'assurance-hospitalisation dans la province de Québec, afin d'aider la classe moyenne et les ouvriers à recevoir les soins nécessaires, soins qu'ils ne peuvent pas payer eux-mêmes actuellement parce qu'ils coûtent trop cher. Les services de ces centres de diagnostic, dit-il, pourraient être gratuits ou à prix modique, grâce à une contribution de l'État. À l'heure actuelle, les médecins, les praticiens sont trop souvent gênés dans leurs moyens par l'absence de tels centres de diagnostic où ils pourraient conduire leurs malades.

On sait que les séjours à l'hôpital coûtent cher et que les examens de laboratoire ne sont pas à la portée de toutes les bourses. Si le gouvernement consent à consacrer des sommes importantes à la sécurité sociale, il devrait penser à accorder gratuitement certains examens médicaux ou analyses de laboratoire. Les services de radiologie de certains hôpitaux urbains et régionaux, bien équipés et surtout bien desservis par un personnel médical dûment spécialisé, pourraient être des centres d'examen. Si on ne peut pas obtenir une gratuité absolue, on devrait du moins pouvoir diminuer généreusement les honoraires exigés pour ces examens complémentaires grâce à une subvention de l'État, lequel contribuerait conjointement avec le malade.

Mon parti, dit-il, a voté une résolution demandant l'établissement de l'assurance-hospitalisation. Nous sommes opposés, dit-il, à la médecine d'État et le chef de notre parti a déclaré que ce n'est pas la médecine que nous voulons étatiser. Le Parti libéral provincial est en faveur de l'assurance-hospitalisation parce qu'il estime que la majorité des contribuables de la classe moyenne de la province de Québec n'ont pas les moyens de se faire traiter, d'aller à l'hôpital et de profiter des examens en laboratoire.

Le ministre de la Santé (l'honorable M. Leclerc), qui connaît les sentiments du député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) au sujet de l'autonomie provinciale, ne croit-il pas que son gouvernement devrait faire enquête sur l'assurance-santé et sur les possibilités d'organiser dans notre province un système adéquat d'assurance-hospitalisation avant qu'Ottawa n'impose son point de vue? Ce serait une nouvelle brèche dans l'autonomie provinciale si chère au député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis). Il n'est pas nécessaire d'être un spécialiste de la question de l'autonomie pour réaliser qu'une attitude réaliste et pratique s'impose à ce sujet.

Il (Kirkland) traite de questions intéressant particulièrement son comté. Il parle de la sécurité sur le boulevard Lakeshore, qui va de l'avenue Western au pont de Sainte-Anne-de-Bellevue. Cette route, dit-il, est le théâtre de nombreux accidents. Le nombre de policiers qui en font la patrouille devrait être triplé.

M. Guillemette (Frontenac): Je pense bien que personne ne m'en voudra d'être fier d'appartenir à un groupement qui, selon moi, incarne les aspirations fondamentales de notre peuple, avec un chef admiré et aimé, quand en face de nous s'agitent les rescapés d'une génération politique qui s'est entêtée à défier l'âme, les traditions et les intérêts des Canadiens français, dirigés des coulisses par des novateurs ou réformateurs socialisants qui visent à instaurer chez nous des formules étrangères et incompatibles avec les caractères essentiels de notre race.

À titre d'agronome, en contact avec les problèmes ruraux depuis 20 ans, je suis en mesure de constater tout le progrès dont la classe agricole, en particulier, a pu bénéficier grâce à la prévoyance persistante de la politique de l'Union nationale. Si je me reporte seulement 25 ans en arrière, je retrouve une agriculture abandonnée à son sort, parfois bafouée, se débattant dans les affres d'une crise à son déclin qui la laissait sans défense, aux prises avec des créances étouffantes. Mais des hommes se sont levés, qui ont revendiqué les droits des agriculteurs et ont uni leurs efforts dans une volonté commune d'émancipation. L'Union nationale est arrivée à temps, avec ses politiques, pour rendre possible une prise de conscience collective qui devait permettre aux cultivateurs de cette province de relever la tête.

Il (M. Guillemette) vante la classe agricole et félicite le gouvernement pour avoir tiré l'agriculture du marasme dans lequel elle se trouvait avant l'institution du crédit agricole. Il louange l'honorable premier ministre pour l'émancipation qu'il a donnée aux cultivateurs par le crédit agricole, l'électrification rurale, le drainage des terres, l'insémination artificielle, le Mérite agricole et d'autres mesures ministérielles. Ces dernières ont permis la renaissance sur laquelle ont veillé des agronomes aguerris et vaillants.

L'office des marchés, avec sa loi de mise sur le marché des produits agricoles, est venu libérer l'agriculture de ses dernières entraves. Cette loi, typiquement de l'Union nationale, constitue la consécration légale de la majorité de l'agriculture. Trop longtemps hélas! Particulièrement sous les

administrations antérieures, l'agriculture dans cette province avait été traitée en parent pauvre et considérée comme une mineure. Désormais, le cultivateur de Québec dispose de moyens légaux pour contracter, par l'intermédiaire de groupements spécifiques, concernant la vente de ses produits.

Il est donc devenu maître de son destin. Il a la loi qu'il lui faut pour tirer sa juste part des avantages inestimables qu'apportera à toute la province le phénoménal développement industriel auquel nous assistons, et que l'opposition critique pour tenter de jeter un voile. Je dis que la loi de mise sur le marché des produits agricoles, tout en étant le couronnement logique d'une politique agricole progressive, constitue la plus importante et la plus chargée d'avenir de toutes les lois agricoles que jamais un gouvernement n'ait données aux cultivateurs de Québec.

Je ne prétends pas que tout soit parfait. Mais je demeure convaincu qu'un avenir merveilleux est maintenant réservé à l'agriculture de notre province. Certes, il subsiste des difficultés, mais elles sont la rançon du progrès incontestable de la province de Québec depuis un certain nombre d'années. La prétendue crise, dont font grand état certains propagandistes intéressés à créer un état de psychose chez le peuple, pour en retirer des avantages politiques, n'est pas une crise de production, ni de prix, ni d'abandon de la terre.

C'est plutôt une crise d'adaptation aux progrès peut-être trop grands que notre agriculture a connus en peu de temps, une crise de dépenses trop considérables à absorber trop rapidement par une profession qui est partie de trop bas, sous un régime libéral, et qui a vu son niveau de vie s'améliorer trop vite, sous le régime de l'Union nationale. Avec l'électricité, avec une meilleure voirie et avec tous les avantages que le progrès et la science ont mis à la disposition des cultivateurs, des transformations fondamentales et parfois précipitées se sont accomplies, qui ont forcément vite ébranlé les assises anciennes de l'agriculture.

Je ne voudrais pas revenir en arrière au régime de la lampe à pétrole, des chemins boueux l'été et impraticables l'hiver, des petites écoles de rang laissant dans l'ignorance nos fils, au régime du puits qui servait de réfrigérateur. Je proclame que les cultivateurs de la province avaient droit aux avantages que le progrès a mis à la disposition de toutes les autres classes de la société. Ces avantages cependant, ça se paie, et pour se les procurer, ils ont vu leurs dépenses s'accroître d'une façon disproportionnée à une production et à des revenus

toujours croissants, mais toujours insuffisants. Et ils doivent en même temps s'adapter à des concepts nouveaux. C'est là le fond du problème qui nous confronte, qui fait trembler l'agriculture dans ses assises les plus profondes et qui nous obligera même à réviser dans bien des cas nos concepts anciens. Mais cette adaptation se fera et ces incertitudes disparaîtront.

Il (M. Guillemette) répond aux discours des députés de l'opposition, et particulièrement à une déclaration du député de Saint-Maurice (M. Hamel), qui avaient auparavant affirmé que l'agriculture québécoise est dans le marasme et que le nombre des fermes cultivées diminue dans le Québec. Par exemple, dit-il, si le nombre de cultivateurs diminue dans la province de Québec, c'est tout simplement parce que les fermes s'agrandissent, se centralisent. Le voisin achète ses voisins, parce qu'il s'est rendu compte que son ancienne exploitation agricole, devenue trop petite, ne pourrait normalement lui permettre de faire face à une mécanisation rentable et de satisfaire aux exigences des méthodes agricoles modernes. Car certaines terres, petites, pouvaient faire vivre leur homme avant l'arrivée de l'auto, du tracteur, de l'électricité, mais ne le peuvent plus aujourd'hui. Il loue les initiatives que prend le gouvernement pour diffuser la science de l'agriculture et de l'expérimentation.

Pendant que l'opposition ressasse de vieux clichés et se scandalise, dit-il, l'Union nationale continue sa recherche des solutions qui s'imposent. Elle améliore le crédit agricole, développe l'enseignement, diminue les charges municipales dans le domaine de la voirie, de la protection contre le feu, de l'assistance publique, de la pose d'aqueduc et d'égout, de la construction d'hôpitaux et d'hospices pour vieillards. Bref, le gouvernement actuel saura faire les gestes qu'il faut quand le temps sera venu d'un nouveau coup de barre vers de nouveaux sommets. Le gouvernement de l'Union nationale fait tout en son pouvoir pour répondre aux besoins essentiels des cultivateurs et de l'industrie agricole. Les nombreuses améliorations apportées dans le domaine de l'agriculture, dit-il, ont permis aux fermiers québécois de marcher la tête haute.

Il arrive cependant que nous ne puissions pas toujours faire tout ce que nous voudrions. Le gouvernement fait tout son possible et désirerait faire plus, mais les moyens financiers des autorités provinciales sont limités par des revenus insuffisants. Ce n'est tout de même pas notre faute si une administration libérale provinciale a cédé à un gouvernement central libéral nos plus importantes

sources de revenus, et si nous devons d'abord combattre pour récupérer les droits ainsi aliénés. Dieu merci! Nous croyons que le peuple de cette province est prêt à accepter les sacrifices temporaires nécessaires pour empêcher de se réaliser chez nous les sombres desseins du rapport Durham et de ses copies modernes, les rapports Rowel-Sirois et Massey.

Il (M. Guillemette) passe en revue l'histoire du système d'enseignement au Québec. Après la Conquête, dit-il, durant 80 ans, les Canadiens français n'ont pu avoir de système scolaire efficace. L'infériorité relative que nous avons longtemps connue dans le domaine de l'éducation et que certains critiques semblent se complaire aujourd'hui à lancer à la face de notre peuple, avec statistiques en main, a donc des causes historiques. Mais l'Union nationale et son gouvernement ont eu au moins le mérite d'instaurer une ère nouvelle qui a transformé en un temps record l'instruction et l'éducation, chez nous, qui a couvert la province de milliers de nouvelles écoles, donné de meilleurs salaires aux éducateurs, qui a développé l'enseignement spécialisé, bâti des instituts familiaux, des écoles d'agriculture, des centres d'apprentissage, des collèges classiques et même des universités. Une ère qui a lancé notre génération vers des sommets jamais encore entrevus.

Pour en arriver là en si peu de temps, il a fallu que parents, commissions scolaires, gouvernement se saignent à blanc. Mais qu'ont donc à nous offrir en échange nos adversaires qui ont drainé à Ottawa ce qui nous a manqué pour en faire davantage? Des cadeaux de grecs qu'ils nous blâment de refuser.

Il (M. Guillemette) reproche aux libéraux de préconiser la gratuité scolaire. Cette formule que tous les champions du libéralisme intégral, antichrétien et athée, que les socialistes et tous les communistes ont réclamée, afin de soustraire à la juridiction et à la responsabilité des parents et de l'Église le contrôle de la formation de l'enfant. Nous ne voulons pas de l'instruction gratuite parce qu'elle est illusoire et antisociale, parce qu'elle pourrait nous mener à l'école laïque, neutre et sans Dieu. Nous ne voulons pas, non plus, de l'intrusion du pouvoir central en ce domaine strictement provincial. Nous voulons la restitution sans condition de nos droits de taxation, afin que le gouvernement de cette province puisse lui-même jouer davantage un rôle supplétif.

Il mentionne les besoins urgents qu'a son comté d'une voirie plus adéquate, d'un hôpital, d'un bureau de voirie local, d'une école normale, d'une

école d'arts et métiers et d'hospices pour vieillards, particulièrement à Lac-Mégantic et à Notre-Dame-de-la-Guadeloupe. Si je me base sur la façon dont a été traité mon comté depuis 1956, je ne puis faire autrement que nourrir un immense espoir pour l'avenir immédiat.

(Applaudissements à droite)

M. Galipeault (Québec-Ouest) fait les compliments d'usage à l'Orateur. Il félicite les nouveaux ministres⁶ de leur entrée dans le cabinet, mais regrette cependant qu'ils soient entrés trop tard dans un gouvernement trop vieux. Il félicite le député de Montréal-Outremont (M. Lapalme) de son discours: un magnifique plaidoyer à l'encontre de la carence de pensée politique du gouvernement. Il commente le discours du premier ministre. La harangue du chef du gouvernement, dit-il, a été surtout remarquable par ce que le premier ministre n'a pas dit.

Je reproche au gouvernement de n'avoir rien fait en regard du chômage au Québec et exprime l'opinion que cette situation en est une de la première importance. Je regrette, dit-il, que le premier ministre n'ait pas parlé de chômage, dans son discours, alors qu'il y a une certaine section de son comté de Québec-Ouest où il y a beaucoup de sans-travail, et leur nombre s'accroît à mesure que progresse l'hiver.

Le chef du gouvernement réfère souvent au chef absent, en parlant de l'honorable Jean Lesage⁷. Je lui dirai qu'il y a des chefs absents qui ont plus la confiance de leurs partisans que certains chefs présents. Il y a un nombre de plus en plus grand de partisans de l'Union nationale qui veulent que le premier ministre cède sa place à un autre.

(Protestations à droite)

Il (M. Galipeault) mentionne le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) et le ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Johnson).

Il fait un éloge du député de Saint-Maurice (M. Hamel), un chevalier sans peur et sans reproche, et cite des statistiques qui ont fait, mercredi, le sujet d'une chaude passe d'armes entre le député de Saint-Maurice et le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse, relativement au nombre des fermes et à la superficie des acres en culture.

Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) a parlé de l'affaire du gaz naturel⁸ en déclarant qu'il voulait faire disparaître le caractère cachottier et mystérieux que les libéraux ont voulu attacher à cette transaction. C'est le gouvernement qui a voulu donner ce

caractère cachottier pour les raisons que l'on connaît. Je reproche au gouvernement, dit-il, d'avoir fait adopter à la hâte, au dernier jour d'une session, le projet de loi autorisant l'Hydro à vendre son système, alors que l'opposition n'avait pas tous les renseignements voulus. Nous étions, dit-il, aux dernières heures de la session de 1957. Il est 11 heures du matin et les Chambres doivent être prorogées dans l'après-midi. Déjà les députés se préparent à rentrer dans leur foyer. C'est le moment choisi par le premier ministre pour nous présenter la loi...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La loi a été présentée ouvertement et j'ai offert à l'opposition de retarder à la semaine suivante l'adoption de la loi et de retarder ainsi la prorogation des Chambres. J'ai offert des renseignements additionnels, mais le député de Saint-Maurice (M. Hamel) a refusé en déclarant que les libéraux en savaient assez sur cette affaire.

De toute façon, tout s'est passé au grand jour, et la loi que l'opposition critique aujourd'hui a été votée unanimement par ses députés. Les détails des échanges faits alors entre le chef du gouvernement et les députés libéraux ont été rapportés de façon incontestable dans le compte rendu du *Soleil* du 27 février 1957, sous la signature de M. Dutil⁹, un libéral convaincu, sinon convaincant.

M. Galipeault (Québec-Ouest) lit alors le *Procès-verbal* de la séance du matin, le 21 février 1957. Le bill, dit-il, fut lu une première fois...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Du consentement unanime de la Chambre.

M. Galipeault (Québec-Ouest) continue la lecture du document officiel. La loi, dit-il, fut lue une deuxième fois et une troisième fois dans l'après-midi...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Toujours avec le consentement unanime de la Chambre, après que j'eus offert des renseignements additionnels à l'opposition, renseignements qui furent refusés.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Il n'en reste pas moins que la loi la plus importante de la session de 1957 nous a été présentée la dernière journée de nos délibérations et votée en première, en deuxième et en troisième lecture.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Oui, mais avec le consentement unanime de toute la députation.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Le même jour, cette loi importante entre toutes était passée en vitesse par la Chambre basse et le Conseil législatif, à tous les stades, première, deuxième et troisième lecture. Si on ne nous avait pas amené cette loi aux dernières minutes de la session, elle n'aurait pas eu le caractère cachottier et mystérieux dont le gouvernement veut nous rendre responsables, mais dont il était lui-même responsable. Le ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Johnson) a dit qu'un bon curé de campagne lui a déclaré que, si des ministres ont pris action, c'est qu'ils n'avaient rien à craindre. Je puis ajouter...

M. l'Orateur: La question que veut traiter le député de Québec-Ouest (M. Galipeault) a déjà fait l'objet de plusieurs points d'ordre. Il a été décidé qu'on ne peut parler d'une question *sub judice*.

M. Galipeault (Québec-Ouest) attire alors l'attention sur la récente tragédie de Chicago, où 90 enfants et quelques religieuses ont perdu la vie dans un incendie. Il cite les suggestions faites par divers journaux pour prévenir de pareilles hécatombes dans notre province. Je demande au gouvernement, dit-il, de prendre les mesures qui s'imposent, pour protéger notre population contre des fléaux aussi désastreux.

J'ai l'immense regret de dire que pendant les 17 années pendant lesquelles l'Union nationale a été au pouvoir, aucun contrat pour des travaux de voirie n'a été accordé à la suite de soumissions publiques. C'est une politique qu'il pratique depuis 17 ans, alors que le même chef de ce gouvernement, autrefois dans l'opposition, promettait de toujours recourir aux soumissions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Québec-Ouest (M. Galipeault) s'aventure sur un terrain dangereux. Il parle de corde dans la maison d'un pendu¹⁰!

M. Galipeault (Québec-Ouest): Le système de contrats sans soumissions publiques a été appliqué au ministère des Travaux publics, au ministère de la Voirie, au ministère de l'Agriculture et même dans des organismes qui dépendent du gouvernement, tels l'Hydro-Québec et l'Office de l'autoroute. Dans la loi concernant les travaux publics, il est du devoir

des ministres de demander des soumissions publiques, sauf dans les cas d'urgence. Le gouvernement actuel n'a jamais respecté cette loi. En accordant des contrats pour la construction de routes et pour d'autres projets de cette façon, le gouvernement a violé l'esprit de la loi des travaux publics.

Pour s'excuser, on dit que les entrepreneurs sont nommés agents du gouvernement. Quand on agit de cette façon, on viole encore la loi. Une administration saine et honnête des deniers publics réclame que les contrats soient accordés à la suite de soumissions publiques. Sous les gouvernements Gouin, Taschereau et Godbout¹¹, l'octroi de contrats aux entrepreneurs se faisait généralement à la suite de soumissions publiques. En respectant la loi, on économisait de l'argent. Dans le fameux *Petit catéchisme des électeurs*¹², on ne reproche nulle part à M. Taschereau d'avoir donné des contrats sans soumissions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si le député veut parler de contrats, je l'avertis que nous sommes prêts à en parler.

M. Galipeault (Québec-Ouest): En 1936, à Baie-du-Febvre, le chef actuel du gouvernement préconisait l'octroi de contrats à la suite de soumissions publiques. D'après certains journaux du temps, le premier ministre aurait prétendu qu'on pourrait ainsi économiser \$2,000,000 par année. Il avait raison.

Je soutiens que les soumissions publiques feraient économiser de l'argent. Le chef de l'Union nationale se déclarait, en 1935 et 1936, en faveur de la soumission publique et en disait les avantages. Il parlait à ce moment bon sens et dans l'intérêt du peuple. Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) a lui-même déclaré que les soumissions publiques, c'est un attrape-nigaud.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est vrai.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Ottawa donne des contrats après soumissions publiques. C'est maintenant une procédure établie dans toutes les autres provinces, dit-il, de demander des soumissions publiques quand les administrations publiques accordent de tels contrats. Il mentionne, en citant des débats de 1952, que le premier ministre a dit alors que les contrats accordés avec soumissions publiques coûtaient plus cher que les autres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai dit que, dans 90 % des cas, les contrats accordés par soumissions publiques, au plus bas soumissionnaire, coûtaient plus cher que les contrats accordés au plus haut soumissionnaire. Il rappelle au député de Québec-Ouest (M. Galipeault) qu'on ne peut discuter une loi sans en demander le rappel.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Sous le régime de l'Union nationale, on a même mis de côté les contrats à forfait.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est dangereux de parler de corde dans la maison d'un pendu.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Le contrat à forfait est devenu une exception. J'ai même entendu le premier ministre dire qu'il favorisait le contrat à la journée, parce qu'il ne comportait pas d'extras.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai jamais dit ça. J'ai dit que nous pouvions sauver environ 10 % sur la taxe de vente.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Pourquoi l'honorable premier ministre (M. Duplessis) a-t-il mis de côté le système des soumissions publiques, et pourquoi donne-t-il des contrats de travaux publics importants à la journée, alors même qu'il avait promis le contraire en 1935 et 1936? La réponse est dans toutes vos bouches: c'est en effet pour donner le contrat à un favori du régime et retirer des fonds considérables pour la caisse électorale.

Le chef de l'opposition disait, à l'ouverture de la session, que l'Union nationale n'avait pas de pensée politique. Elle en a peut-être, M. l'Orateur, et je crois qu'on la retrouve dans la façon de l'Union nationale d'accorder les contrats pour les travaux publics.

Le premier ministre a déjà déclaré que la soumission publique pouvait faire économiser des millions au gouvernement. Je suis entièrement de son avis. Je sais, et chacun sait, bien que je sois incapable d'en déterminer le chiffre, que des millions et des millions auraient été économisés dans les 17 années au pouvoir de l'Union nationale. En mettant de côté les contrats avec soumissions publiques, le gouvernement de l'Union nationale a manqué totalement au principe élémentaire et fondamental d'une administration saine et honnête des deniers publics et doit être blâmé sévèrement pour la mal administration des deniers publics.

M. Parent (Hull): À la séance de jeudi soir, le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) nous a fait une petite manifestation théâtrale, au sujet d'une visite que j'ai faite aux enfants de nos écoles durant ma campagne électorale. J'ai trouvé cela amusant, mais le ministre s'est mis les pieds dans les plats. Il n'aurait pas dû se hasarder sur un tel terrain.

Il (M. Parent) souligne la sollicitude du premier ministre. Dans *Le Nouvelliste* du 15 août 1957, je trouve une photo très émouvante. Elle représente le premier ministre, chef du ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé), distribuant aux enfants de l'Ordre des terrains de jeux, dans son propre comté de Trois-Rivières, non pas des règles ou des articles scolaires¹³, mais des pièces de 10 sous.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le député de Hull avait été là, je lui en aurais donné comme aux autres.

M. Parent (Hull): Cette photo est très éloquente. On y voit une petite fille très gentille, profondément inclinée devant le premier ministre et tendant respectueusement la main. Quant au premier ministre, il paraît très jovial. Cela me fait penser à la chanson de Dominique Michel: "Mon oncle Albert, c'est un millionnaire, il a des contrats du gouvernement"¹⁴.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le député de Hull (M. Parent) vienne dire ça à Trois-Rivières; ce n'est pas la main que les enfants lui tendront, c'est le pied.

M. Parent (Hull): Je me suis demandé le pourquoi de cette photo. Veut-on enseigner aux enfants à s'incliner profondément devant le prince et à tendre la main? Veut-on leur indiquer que c'est la façon de réussir dans la vie? Est-ce une allusion au fait que, sous l'Union nationale, le 10 % est fort apprécié?

Il (M. Parent) parle des élections complémentaires. La démission soudaine, dit-il, de l'ancien député de Roberval, M. P. Spence¹⁵, a surpris tout le monde. La rumeur veut même que le premier ministre l'ait fait venir dans son bureau pour le forcer à démissionner.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député n'a pas le droit, sous prétexte de rapporter une rumeur, de mettre ainsi en doute la conduite du premier ministre.

M. Parent (Hull): Si le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) veut me laisser poursuivre...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Non. Je veux que le député de Hull retire ses paroles.

M. Parent (Hull): Que je retire quoi?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Que le premier ministre aurait fait venir l'ancien député de Roberval dans son bureau pour le forcer à démissionner.

M. l'Orateur: Ce que le député de Hull a dit n'est pas parlementaire et je lui demande de retirer ses paroles.

M. Parent (Hull): Je retire ce qui est antiparlementaire. Mais la population est en droit de demander des explications au premier ministre au sujet de cette démission¹⁶.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): À l'ordre! Que le député de Hull retire ses paroles sans restriction ou qu'on applique les sanctions!

M. Parent (Hull): Est-ce le bâillon?

M. l'Orateur: Je demande au député de Hull de retirer cette dernière expression qu'il vient d'employer et de retirer sans restriction ce qu'il a dit au sujet du premier ministre.

M. Parent (Hull): Je les retire. Je trouve cependant étrange la démission soudaine d'un député dont le premier ministre lui-même avait dit, pour faciliter son élection, qu'il ferait un excellent ministre.

Prenons maintenant le cas de l'élection de Matane. Le 20 juin, le premier ministre a déclaré que le bulletin de présentation du candidat Bélanger¹⁷ était illégal, et il a parlé des tactiques de nos adversaires, laissant entendre que ce candidat pouvait être lié de quelque façon au Parti libéral. La vérité, c'est qu'on a là un échantillon des procédés de l'Union nationale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'était le candidat de la République laurentienne, un groupe de jeunes qui veulent se rapprocher de l'opposition provinciale et qui tiennent des réunions à Montréal. Nous avons continué l'enquête. Nos renseignements sont à l'effet que le candidat aurait

lui-même inscrit 15 des 25 noms qui apparaissent sur son bulletin de présentation. C'est notre intention et notre désir de prendre des poursuites au criminel. On verra alors.

M. Parent (Hull): Je voulais justement demander au premier ministre s'il allait donner suite à son intention de prendre des procédures.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il vient de le dire¹⁸.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quel était le candidat de l'opposition dans Labelle?

M. Parent (Hull): Le premier ministre veut-il faire un discours?

Il parle des salaires des fonctionnaires provinciaux qu'il trouve insuffisants et sans proportion avec le coût de la vie et les obligations familiales. Il réclame une réforme de la Commission du service civil.

Il existe une tolérance manifeste de la part des établissements non licenciés qui vendent de la boisson au Québec, et la délinquance juvénile augmente progressivement dans la province de Québec.

Il (M. Parent) traite de problèmes qui intéressent particulièrement son comté. Il insiste sur la nécessité de payer une enquête sur la situation du logement et formule l'espoir que le premier ministre nomme bientôt un juge de la Cour du bien-être à Hull¹⁹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande le vote de l'adresse en réponse au discours du trône²⁰.

La motion est mise aux voix²¹.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): (S'étant tourné pour faire face aux députés de l'opposition) Qu'allons-nous faire²²?

Des députés de l'opposition: Nous votons contre.

La Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bohémier, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme,

Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Talbot, Turcotte, Vachon, 60²³.

M. l'Orateur: Ceux qui sont contre voudront bien se lever.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) et les députés de la gauche se lèvent pour voter contre l'adoption de l'adresse²⁴.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (En s'emparant rapidement du livre des règlements de l'Assemblée législative) C'est effrayant²⁵!

Des voix ministérielles: Honte! Honte! Déloyaux! Déloyaux!

Contre: MM. Brown, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lapalme, Levesque, Parent, Théberge, Turpin, 13²⁶.

Ainsi, la motion est adoptée.

M. Kirkland (Jacques-Cartier) déclare que 13 libéraux et... non 12, ont voté contre et que l'opposition demandera qu'une correction soit apportée au procès-verbal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, j'attire l'attention de la Chambre sur le fait qu'il s'agit d'un précédent dans l'histoire parlementaire. C'est la première fois qu'une opposition refuse de voter ses remerciements au lieutenant-gouverneur et met de côté un règlement formel de la Chambre qui stipule que la Chambre doit voter des remerciements au représentant de la reine dans la province de Québec, à la suite du discours du trône, pour la convocation de la session de la Législature.

Des députés de l'opposition: Nous votons contre le bâillon²⁷!

Institution du comité des subsides

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se

forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Institution du comité des voies et moyens

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Modification du vote sur l'adresse

M. le greffier annonce que le vote a été de 60 contre 12, mais que, à la suite de représentations qui lui ont été faites par le whip en chef de l'opposition, le député de Jacques-Cartier (M. Kirkland), il a reconnu son erreur et promis de la corriger. Le procès-verbal de la séance mentionnera, dit-il, un vote de 60 à 13.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux²⁸.

Reprise de la séance à 8 h 30

Les remerciements au lieutenant-gouverneur

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) déclare que maintenant que la Législature a accompli son devoir de courtoisie élémentaire en votant l'adresse, la Chambre peut maintenant se consacrer à d'autres sujets.

Prévention des incendies à Montréal

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis)²⁹ annonce qu'il a demandé la démission du chef du bureau de la prévention des incendies à Montréal, M. James McIsaac. Il précise qu'il a réclamé cette démission dans une lettre adressée au comité exécutif de Montréal.

Il se passe des choses à Montréal, dit-il, et quelqu'un doit être tenu responsable. Ainsi, dans les appartements Oldfield, d'après les rapports de l'enquête qui me sont parvenus, quelques locataires

devaient traverser deux appartements pour parvenir à un escalier de sauvetage. Il est mort, dans l'incendie Oldfield du 9 novembre, quelques personnes qui n'auraient pas dû périr, si les précautions voulues avaient été prises³⁰.

Orateur suppléant et président des comités pléniers

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. Germain Caron, député du collège électoral de Maskinongé, soit nommé président des comités pléniers de la Chambre³¹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) rend hommage au député de Maskinongé (M. Caron). Sous sa direction, dit-il, la ville de Louiseville a connu un essor considérable. Il préside les séances du conseil municipal de sa ville avec une dignité et une compétence qu'il pourra mettre à profit dans l'exercice de ses nouvelles fonctions, que la Chambre est heureuse de lui confier.

La motion est adoptée.

Projets de loi:

Prêts agricoles

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 2 concernant de nouveaux crédits pour fins de prêts agricoles.

L'honorable M. Barré (Rouville) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Barré (Rouville) propose:
1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse, aux conditions qu'il déterminera, autoriser le ministre

des Finances de la province à verser, à même le fonds consolidé du revenu, à l'Office du crédit agricole du Québec, en outre des sommes au montant total de cent soixante-dix millions de dollars que celui-ci est déjà autorisé à prêter aux agriculteurs, une somme de quinze millions de dollars, pour être employée aux fins prévues par la loi du crédit agricole du Québec [1 Édouard VIII (deuxième session), chapitre 3], en la manière et aux conditions déterminées par cette loi avant sa modification par la loi de 1940, 4 George VI, chapitre 6, en tenant compte toutefois des modifications apportées par les lois 1-2 Elizabeth II, chapitre 5; 2-3 Elizabeth II, chapitre 4, et 4-5 Elizabeth II, chapitre 4, et par les articles 2 et 3 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

En conséquence, les prêts qui seront faits aux agriculteurs à même ce crédit additionnel porteront intérêt au taux de deux et demi pour cent par année, payable semi-annuellement, et seront remboursables, au choix de l'emprunteur, soit en trente ans, par amortissement d'un et demi pour cent par année pendant cette période et paiement du solde à l'expiration de celle-ci, soit en trente-neuf ans et demi, par amortissement au même taux, l'emprunteur ou ses ayants droit conservant néanmoins le droit de rembourser tout prêt par anticipation, en totalité ou en partie.

2. Que l'article 8 de la loi du crédit agricole du Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 113), modifié par l'article 1 de la loi 6 George VI, chapitre 40, par l'article 1 de la loi 8 George VI, chapitre 25, par l'article 1 de la loi 8 George VI, chapitre 25, par l'article 1 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 5, par l'article 2 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 4, et par l'article 2 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 4, soit de nouveau modifié:

- a. en remplaçant, dans la huitième ligne du paragraphe d, le mot "huit" par le mot "neuf";
- b. en remplaçant, dans la huitième ligne du paragraphe e, le mot "huit" par le mot "neuf".

3. Que l'article 20 de ladite loi, remplacé par l'article 2 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 5, et modifié par l'article 3 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 4, soit de nouveau modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, le mot "huit" par le mot "neuf".

Le but général de ce bill est de permettre à l'Office de continuer une œuvre éminemment sociale. Cette politique a été souvent critiquée autrefois, mais on reconnaît aujourd'hui l'importance de l'œuvre qu'elle a accomplie dans la population

agricole. La loi a été votée en 1936 et les premiers prêts ont été effectués au début de 1937. Au 31 octobre 1958, sur les \$170,000,000 mis à la disposition de l'Office depuis 1936, une somme de \$162,528,995 a été prêtée à 55,951 cultivateurs emprunteurs, soit à environ 45 % de la population agricole du Québec; 27,000 fils de cultivateurs ont été établis sur des fermes à même ces crédits.

Il (M. Barré) rappelle que, l'an dernier, la Chambre a ajouté \$15,000,000 aux sommes déjà votées. Comme l'année financière ne se terminera que le 31 mars, dit-il, le gouvernement demande de mettre 15 autres millions de dollars à la disposition de l'Office pour qu'il continue à prêter.

Il y a encore des gens qui se demandent s'il faudra toujours prêter de l'argent aux cultivateurs et voter sans cesse des millions pour le crédit agricole. Tant qu'il y aura des cultivateurs prêts à s'établir sur la terre et désireux de s'assurer la propriété du sol, tant qu'il faudra emprunter pour effectuer des achats, le crédit agricole sera nécessaire parce qu'il assure la stabilité de la propriété.

Notre système de crédit agricole a prouvé son efficacité. Il est venu à l'aide des cultivateurs réduits à la merci de prêteurs, qui les obligeaient à rembourser le capital avec un avis de 30 jours. Cette initiative a été un puissant facteur de prospérité et de sécurité agricoles. Elle a permis à la classe paysanne d'obtenir le crédit nécessaire à un taux d'intérêt de 2.5 %, au lieu du taux courant de 6.5 % et même 7 %.

Le crédit agricole a été une mesure extrêmement salutaire, qui a donné la stabilité à l'agriculteur québécois qui n'est plus menacé d'être dépossédé de sa ferme. Les cultivateurs ont donné une réponse péremptoire à leurs détracteurs en remboursant bien: \$31,304,041.47 avant l'échéance des prêts et \$22,898,286.83 à l'échéance. C'est une réponse éloquentes à ceux qui disent que l'agriculture est dans le marasme. Les pertes de l'Office, depuis 1937, se sont seulement élevées à environ \$1,728.76.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On notera l'apathie et le mutisme de l'opposition à l'occasion d'une loi qui rend service au cultivateur. C'est une affaire qui ne l'intéresse pas. C'est peut-être qu'elle se sent dans une situation impossible.

J'ai eu connaissance, dit-il, de ce qui s'est passé sous l'administration libérale, avant 1936. Les régimes libéraux ont fait la sourde oreille aux réclamations des cultivateurs qui demandaient un prêt. À l'époque, l'agriculture était au bord de la faillite. Les libéraux refusaient tout crédit aux

cultivateurs. Les cultivateurs ne pouvaient payer leurs taxes, et les arriérés de taxes allaient s'accumulant. Les corporations municipales et scolaires s'en allaient à la banqueroute parce que les taxes n'étaient pas payées.

Si bien que les corporations municipales et scolaires, de même que les fabriques, se trouvaient dans une position angoissante. Nous le disions alors aux ancêtres de l'opposition actuelle, mais un ancien premier ministre libéral, feu Alexandre Taschereau, allait jusqu'à déclarer, en face de cette situation effarante, que les cultivateurs souffraient d'un excès de crédit et qu'il ne servait à rien de leur prêter de l'argent qu'ils ne rembourseraient jamais au gouvernement parce qu'ils étaient déjà trop endettés. Le prêt agricole, combattu par les libéraux, a permis de stabiliser cette situation.

L'Union nationale est arrivée au pouvoir en 1936 et a convoqué une session spéciale dès l'automne de 1936, au cours de laquelle a été votée la loi du prêt agricole, loi que l'opposition libérale du temps a critiquée en proclamant qu'il y avait une loi de crédit agricole en Ontario qui ne fonctionnait pas et que ce serait la même chose dans Québec. Les oppositionnistes ont encore prédit que les cultivateurs ne pourraient pas et ne voudraient pas rembourser. Néanmoins, l'Union nationale est allée de l'avant avec ce projet et l'expérience s'est avérée fructueuse, et les cultivateurs québécois ont pu se ressaisir de la crise des années trente. Dès la mise en force de la loi, les corporations municipales, scolaires et de fabriques ont récupéré leurs taxes non payées et l'agriculture du Québec était sauvée.

Après avoir refusé le prêt agricole pendant des années, les inspireurs des libéraux actuels ont eu l'audace de le saboter une fois revenus au pouvoir, de 1939 à 1944. Les libéraux ont tenté de détruire l'œuvre du crédit agricole en haussant le taux d'intérêt à 5.712 %, ce qui était même plus haut que le prêt fédéral, ce qui a privé un grand nombre de cultivateurs des prêts dont ils avaient besoin. Voilà qui permet d'apprécier la sincérité des promesses qu'ils font aujourd'hui. L'Union nationale s'est empressée de corriger cette situation en reprenant les responsabilités du pouvoir, en 1944. Elle a rabaisé le taux d'intérêt à ce qu'il était auparavant. Les cultivateurs peuvent juger où sont leurs amis.

Mercier³² a lancé un mot d'ordre qui était un grand programme: "Emparons-nous du sol." Eh bien, l'Union nationale a fait encore mieux, puisqu'elle a garanti aux nôtres la propriété du sol. Dans les pays d'Europe, dans les autres provinces, la propriété du sol passe entre les mains autres que celles des

cultivateurs et, très souvent, le propriétaire d'hier devient le serviteur de demain. Dans le Québec, les cultivateurs ne travaillent pas pour des intérêts plus importants, mais pour eux. Il n'y a pas un gouvernement au Canada qui puisse se vanter d'une réalisation aussi grande que le crédit agricole.

Alors que des industries très riches tremblent sur leur base parce que les taux d'intérêt sont trop élevés, l'agriculture du Québec est restée solide parce qu'elle a pu se procurer tout le crédit nécessaire à un taux extrêmement bas. Actuellement, le taux est encore de 2.5 %, bien que celui de nos propres emprunts ait monté à 3.4 % et même 5 %.

La différence, qui représente plusieurs millions de dollars, est absorbée par le gouvernement. L'agriculture, à l'instar du commerce et des affaires, a besoin de crédit pour survivre. L'Union nationale n'a pas seulement sauvé l'agriculture au Québec, mais elle a aussi assuré l'avenir des cultivateurs.

Le crédit agricole a permis aussi d'éclaircir, aux frais du gouvernement, bien des titres de propriété. En un mot, il a été une bénédiction pour notre classe rurale, et on veut partout le copier ou s'en inspirer. Des demandes de renseignements sur le fonctionnement de notre système nous viennent des autres provinces, et même des États-Unis et des pays d'Europe. C'est ainsi que, pendant que les libéraux critiquent, les œuvres de l'Union nationale rayonnent à travers le monde.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Voilà bien le plus bel exemple d'inconséquence que l'on puisse imaginer. Le premier ministre commence par nous reprocher notre silence, puis il termine en nous reprochant de trop critiquer le gouvernement. L'opposition n'a même pas dit un mot sur ce projet de loi. Comment peut-on lui reprocher ses critiques? C'est la cinquième fois que j'entends le même discours truffé d'inconséquences, de la part du premier ministre, au sujet des prêts agricoles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
On est conséquent.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Dans tous ces discours, quels sont les mots qui reviennent le plus souvent? "Union nationale" et "libéraux"! Voilà ce qui intéresse le premier ministre, beaucoup plus que les cultivateurs. Les grandes orgues de la propagande!

Je siège ici, à l'Assemblée législative, depuis 1953. Un bill semblable a été présenté à tous les ans.

Nous avons toujours voté les fonds réclamés pour l'Office du crédit agricole, malgré le fait que le premier ministre ait mentionné qu'un ancien régime libéral s'y était opposé. Nous avons même réclamé à plusieurs reprises une augmentation du montant de ces prêts. Le premier ministre nous a répondu en nous accusant de susciter des appétits stériles.

Et voilà qu'il se rend tout de même à notre suggestion, mais en nous reprochant de critiquer quand nous n'avons pas dit un mot. Dans ses efforts pour donner à son parti le crédit de cette mesure, le premier ministre a tendance à tout oublier au sujet des cultivateurs de la province. Il dit que ce qu'il trouve frappant au sujet des discussions sur le crédit agricole, c'est qu'ici règne l'éternelle présence des partis politiques. Tout ce qui semble importer au premier ministre, ce sont les partis politiques. Son attitude n'est pas digne des gens qui sont appelés à légiférer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

À chaque session, des députés libéraux ont critiqué le crédit agricole et d'aucuns s'en sont servi pour dire que la province était en faillite.

M. Brown (Brome) reproche au gouvernement de se présenter comme le sauveur des cultivateurs. Il tente de parler des crédits que le ministère a eus à sa disposition durant ces 12 dernières années...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)

demande que le député de Brome (M. Brown) soit rappelé à l'ordre.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté trois résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 concernant de nouveaux crédits pour fins de prêts agricoles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Saint-Jean

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 18 concernant la cité et les corporations scolaires de la cité de Saint-Jean soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) réclame des explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Saint-Jean a fait l'acquisition de terrains en vertu d'une loi passée il y a quelques années. Cette loi limite l'utilisation des lieux à la construction d'industries ou d'édifices municipaux, et la nouvelle législation accorde à la cité le droit de louer ou de vendre.

La motion est adoptée, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 18 sans l'amender.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte d'Oka-sur-le-Lac

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 modifiant la charte de la ville d'Oka-sur-le-Lac soit maintenant lu une deuxième fois.

Cette curatelle a été instaurée quand les prêtres sulpiciens de Montréal ont été incapables de faire face à des dettes totalisant \$5,000,000 et à un

autre montant de \$1,000,000 en intérêts. Le gouvernement a remboursé le montant dû, et les créanciers ont laissé tomber leurs revendications pour ce qui est des intérêts. La province ne voulait pas que des indésirables occupent le terrain que les Sulpiciens possèdent à Oka, et elle a instauré une curatelle provisoire à cet endroit.

La motion est adoptée, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 16 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill 16 soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Au moins un député était absent lors de cette séance: M. Ross, député de Montréal-Verdun, selon *Le Nouvelliste*, du 5 décembre 1958, à la page 11.

2. À ce sujet, *Le Soleil* du 5 décembre 1958, à la page 3, écrit: Pour la compréhension de ce qui

précède, rappelons que le journal *Le Devoir* a intenté une action pour mépris de cour au député de Québec (M. Rochette), en marge d'une conférence que M. Rochette a donnée au Club Renaissance, il y a deux semaines (le 26 novembre).

3. Du Parlement, selon *Le Soleil* du 5 décembre 1958, à la page 3.

4. La manière dont les journaux ont rapporté les paroles du premier ministre nous fait penser qu'il n'a pas cité le texte de l'article en Chambre. Nous en reproduisons tout de même ici le texte intégral: "Commettre des voies de fait sur la personne d'un conseiller législatif ou d'un député, ou proférer des injures ou publier des écrits diffamatoires à son adresse, pendant la session, ou pendant les 20 jours qui précèdent et les 20 jours qui suivent chaque session". (S.R.Q. 1941, chapitre 4, article 56, page 261, paragraphe 10

5. Raymond Joseph O'Hurley, député conservateur à la Chambre des communes, fut ministre de la Production de défense, de 1958 à 1963.

6. M. Bertrand (Missisquoi) a été nommé ministre des Terres et Forêts, M. Johnson (Bagot), ministre des Ressources hydrauliques, M. Leclerc (Charlevoix), ministre de la Santé et M. Thibeault (Montréal-Mercier), ministre d'État.

7. En effet, Jean Lesage, un ancien ministre du gouvernement fédéral, a remporté en mai 1958 la course à la direction du Parti libéral du Québec. Il succédait à M. Lapalme qui exerçait cette fonction depuis mai 1950. En revanche, ce dernier a conservé son rôle de chef parlementaire de l'opposition puisque M. Lesage, n'ayant pas été élu député à l'Assemblée législative, ne pouvait y siéger.

8. M. Galipeault fait allusion au scandale, qui a ébranlé le gouvernement unioniste, entourant la vente de réseau de distribution de gaz naturel d'Hydro-Québec à la Corporation de gaz naturel de Québec. *Le Devoir* du 13 juin 1958, à la page 1, révélait que plusieurs ministres, conseillers législatifs et hauts fonctionnaires avaient profité d'informations privilégiées pour spéculer sur cette transaction.

9. Henri Dutil était le courriériste parlementaire du *Soleil*.

10. En 1936, le premier ministre libéral Louis-Alexandre Taschereau fut forcé de démissionner, car

son gouvernement avait été discrédité par des affaires de corruption impliquant plusieurs hauts fonctionnaires et le propre frère de Taschereau.

11. Lomer Gouin (1861-1929) fut premier ministre (libéral) du Québec de 1905 à 1920. Louis-Alexandre Taschereau (1867-1952) fut premier ministre (libéral) du Québec de 1920 à 1936. Adélard Godbout (1892-1956) fut premier ministre (libéral) du Québec du 11 juin au 26 août 1936 et de 1939 à 1944.

12. *Catéchisme des électeurs, d'après l'œuvre de A. Gérin-Lajoie*, Montréal, J.-B. Thivierge et fils, 1935, 128 pages. Les troupes du Parti conservateur et de l'Action libérale nationale, alliées à l'occasion de la campagne électorale de 1935, avaient fait imprimer, en vue de cette campagne, ce "catéchisme" à l'intention des électeurs; il s'inspirait, comme son titre l'indique, du catéchisme de Gérin-Lajoie, qui fut longtemps utilisé dans les écoles du Québec. Ce document présentait, sous forme de questions et réponses à apprendre par cœur, une critique virulente du régime libéral ainsi que le programme défendu par les représentants de la coalition Parti conservateur-Action libérale nationale. Ces deux partis fusionnèrent *de facto* en 1936 pour devenir l'Union nationale.

13. De petits souvenirs, selon *L'Action catholique* du 5 décembre 1958, à la page 9.

14. Née en 1932, Dominique Michel pratiquait les métiers de chanteuse et de comédienne et connut beaucoup de succès à la fin des années 1950.

15. Paul-Henri Spence fut député de l'Union nationale dans la circonscription de Roberval, de 1956 jusqu'à sa démission en août 1958.

16. Décision, selon *La Presse* du 5 décembre 1958, à la page 29.

17. Joseph-Claude-Xavier Bélanger fut candidat indépendant dans la circonscription de Matane à l'élection partielle de 1958.

18. Cet échange de répliques fut, remarque *La Presse* du 5 décembre 1958, à la page 17, assez violent.

19. Le *Montréal-Matin* du 5 décembre 1958, à la page 3, nous informe que le débat sur l'adresse en réponse au discours du trône s'est terminé quelques minutes avant 6 heures.

20. *L'Action catholique* du 5 décembre 1958, à la page 3, rapporte que le débat sur l'adresse a été particulièrement long et plutôt vigoureux. Il a valu à la Chambre 21 discours sur l'adresse elle-même, et huit sur un amendement proposé par M. Hamel, député libéral de Saint-Maurice, pour provoquer un débat sur l'éducation.

21. *Le Montréal-Matin* du 5 décembre 1958, à la page 3, écrit que, comme à l'habitude, la cloche de la Chambre sonna pour avertir les députés qu'un vote allait être tenu.

22. *The Gazette* du 8 décembre 1958, à la page 4, indique que l'opposition libérale semble être prise par surprise, lorsque le premier ministre demande le vote. Voir la note 27 pour de plus amples explications.

23. *La Presse* du 5 décembre 1958, à la page 17, fait état que M. Rochon, le seul député indépendant en Chambre à ce moment-là, s'est rangé du côté du gouvernement. *La Tribune* du 5 décembre 1958, à la page 1, ainsi que le *Montréal-Matin* du 5 décembre 1958, à la page 3, soutiennent, avec raison, qu'un autre député indépendant, M. Hanley, a joint sa voix à celle du parti ministériel. En effet, son vote a été inscrit au procès-verbal de la séance.

24. *Le Devoir* du 5 décembre 1958, à la page 1, décrit ainsi la réaction des députés du parti gouvernemental:

"La consternation se répandit du côté ministériel de la Chambre lorsqu'on s'aperçut que l'opposition se préparait à voter contre l'adoption de l'adresse."

25. Selon *Le Devoir* du 5 décembre 1958, à la page 1, le premier ministre aurait dit: "C'est fantastique."

26. *Le Devoir* du 5 décembre 1958, à la page 1, nous apprend que le décompte officiel du vote de l'adresse en réponse au discours du trône a été contesté par M. Kirkland, le whip en chef de l'opposition. Le premier résultat du vote dénombrait 12 voix libérales contre l'adoption de l'adresse, mais le greffier corrigea par la suite le procès-verbal pour indiquer que 13 députés de la gauche avaient voté contre.

Étant donné que nous ignorons le nom du député dont le vote n'a pas été enregistré, nous avons conservé le décompte du vote tel que reproduit dans le procès-verbal officiel de la séance.

27. *L'Action catholique* du 5 décembre 1958, à la page 3, précise: "À 7 h 30, l'opposition a convoqué les journalistes à une conférence de presse, pour expliquer son attitude." Voici le compte rendu de cette conférence de presse, tel que publié dans *Le Soleil* du 5 décembre 1958, aux pages 3 et 26: "Les membres de l'opposition libérale ont créé, hier après-midi, un précédent en votant contre l'adoption de la motion de remerciements au lieutenant-gouverneur de la province de Québec. Dans une conférence de presse donnée peu de temps après cet incident, le chef de l'opposition, M. Georges Lapalme, a déclaré que les libéraux ont adopté cette attitude pour protester contre le fait que le lieutenant-gouverneur en conseil n'a pas accordé la requête qui lui avait été présentée par les libéraux réclamant une enquête royale sur l'affaire du gaz naturel. Dans sa conférence de presse, en présence de M. René Hamel et de quelques députés, le chef de l'opposition a déclaré que, s'il y a eu précédent du côté libéral, il y a eu également un précédent du côté ministériel, puisque le premier ministre a lui-même demandé le vote.

Voici la déclaration de M. Lapalme telle que rapportée par *Le Soleil* du 5 décembre 1958, à la page 3:

M. Lapalme

À la fin de la séance de ce soir, le premier ministre a déclaré que nous avons établi un précédent, à la suite du vote que nous avons donné. Je crois devoir dire qu'il y a plutôt deux précédents. Dans la tradition parlementaire britannique, sauf certaines exceptions, en divers Parlements de l'Empire, l'adresse est généralement adoptée sans vote, ce qui veut dire que le vote n'est pas demandé. Or, c'est le premier ministre lui-même qui a demandé le vote, chose qui n'a jamais été faite depuis longtemps, si jamais elle a été faite. D'après les auteurs en droit parlementaire, il est désirable que l'adresse soit adoptée sans vote, sans division, à moins qu'une question importante suscitant l'intérêt public ne se pose. Je ne sais pas si c'est à cause de cela que le premier ministre a demandé le vote, mais, à tout événement, le vote étant demandé, nous avons considéré, nous, qu'une importante question concernant l'intérêt public invitait la discussion.

En effet, nous avons présenté une demande d'enquête royale sur l'affaire du gaz naturel au lieutenant-gouverneur en conseil et nous n'avons jamais eu de réponse. En outre, nous avons présenté

un amendement regrettant qu'il n'ait pas été donné suite à notre demande d'enquête royale sur l'affaire du gaz naturel. Comme on le sait, il ne nous a pas été permis de discuter cette importante question en Chambre. Le premier ministre ayant demandé le vote, le nôtre a pris la signification que l'on connaît d'après notre attitude au sujet d'une enquête royale.

Un journaliste: Est-ce une protestation?

M. Lapalme: Je réponds oui.

Le chef de l'opposition a ajouté que, quand on parle d'une question importante concernant l'intérêt public, nous ne citons pas seulement notre opinion, mais nous référons également aux éditoriaux des grands journaux comme le *Star* et *Le Soleil*.

M. René Hamel

Si l'on prétend, dit à son tour M. René Hamel, député libéral de Saint-Maurice, que l'attitude de l'opposition est différente dans le Québec que celle qui est suivie par l'opposition dans les autres Parlements britanniques, c'est précisément parce que l'attitude du gouvernement lui-même est différente. Et cela démontre, poursuit M. Hamel, que nous n'avons aucune espèce de confiance dans le gouvernement que nous avons ici et qui nous afflige depuis 17 ans, c'est-à-dire depuis trop longtemps.

28. *Le Nouvelliste* du 5 décembre 1958, à la page 1, soutient que le vote sur l'adresse en réponse au discours du trône s'est tenu peu après 6 heures. La séance se serait donc prolongée quelque peu.

29. *La Presse* du 5 décembre 1958, à la page 17, écrit, sans donner de plus amples détails, que M. Rochon a fait cette intervention le soir du 4 décembre, après la reprise des travaux. Nous avons inséré ici le texte publié par ce journal, puisqu'il nous a semblé très probable que M. Rochon soit intervenu avant que la Chambre ne commence l'étude des projets de loi inscrits à l'ordre du jour.

30. *La Presse* du 5 décembre 1958, à la page 3, rapporte qu'une enquête sur cet incendie qui causa 16 pertes de vie se poursuit présentement à Montréal.

31. Les journaux, tels que *Le Nouvelliste* du 5 décembre 1958, à la page 1 et *L'Action catholique* du 5 décembre 1958, à la page 5, affirment que

M. Caron a été aussi élu vice-président de la Chambre. Bien que nous n'ayons retrouvé aucune trace de cette élection dans le procès-verbal de la séance, d'autres sources telles que le *Guide parlementaire québécois*, 1999, p. 6-1, ainsi que le *Dictionnaire des parlementaires du Québec, 1792-1992*, p. 132, confirment son élection comme Orateur suppléant et vice-président de l'Assemblée législative, le 4 décembre 1958. L'Orateur suppléant ou vice-président de l'Assemblée législative assume, selon le *Règlement de l'Assemblée législative* les fonctions de président des comités pléniers.

32. Honoré Mercier père (1840-1894) fut premier ministre (libéral) du Québec de 1887 à 1891.

Première séance du vendredi 5 décembre 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Communauté
helléno-canadienne**

M. Pouliot (Laval) propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. Ladouceur), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la communauté helléno-canadienne de l'Île de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la communauté helléno-canadienne de l'Île de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**Commission scolaire
de Drummondville**

M. Bernard (Drummond) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. Blanchard), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi leur permettant d'imposer une taxe d'éducation, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi leur permettant d'imposer une taxe d'éducation.

Rapports des comités permanents:

M. Maltais (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 133 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Germaine-du-Lac-Échemin;

- bill 174 changeant le nom de Charles Hubert Caprari en celui de Charles Hubert Caprarie-Melville;

- bill 175 changeant le nom de John Lomnitsky en celui de Jack Gallay.

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 153 modifiant la charte de la ville de Black Lake;

- bill 228 modifiant la charte de la ville de Préville.

**Aide fédérale
aux municipalités****L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

déclare qu'il a rencontré à Québec, plus tôt cette semaine, en compagnie de l'honorable Paul Dozois, ministre des Affaires municipales, l'honorable Raymond O'Hurley¹, ministre de la Production de défense dans le cabinet Diefenbaker², lors du passage du ministre fédéral à Québec à l'occasion d'une assemblée de la Chambre de commerce, devant laquelle ce dernier a prononcé une conférence.

Ils ont étudié ensemble, dit-il, toute la question du chômage dans Québec et causé de l'offre du gouvernement canadien de payer 50 % du coût de réalisation de tout éventuel projet de travaux publics, afin de combattre les effets du chômage au Canada cet hiver.

Le chômage relève évidemment du fédéral. Nous avons fait remarquer à M. O'Hurley qu'il est évident qu'à cause de son climat hivernal plus rigoureux, la province de Québec est dans une situation différente de celle de certaines autres provinces³ qui ont un climat moins rigoureux. Ces provinces possèdent des avantages que nous n'avons pas pour l'exécution des travaux. Le climat de la province de Québec ne permet pas tous les travaux de chômage, en hiver, mais il y a des travaux

d'aqueduc et d'égout que l'on peut entreprendre à assez bon compte. Il est évident et même juste de reconnaître que le gouvernement fédéral a bien agi et a apporté des améliorations considérables à la situation des sans-travail. Ottawa a aidé à diminuer les conséquences du chômage, notamment en prolongeant la période du paiement des prestations d'assurance-chômage. C'est une mesure qui a coûté plusieurs millions de dollars, mais il faut faire encore davantage.

Par ailleurs, le ministre du Travail d'Ottawa, l'honorable Michael Starr⁴, m'a écrit une lettre dans laquelle il demandait un exposé de la situation de la province relativement au chômage. Je lui ai répondu en demandant des détails sur le mécanisme de l'offre d'Ottawa pour les travaux remédiateurs au chômage⁵. À la suite de cette lettre et des explications fournies par M. O'Hurley, il semble que les travaux qui conviendraient le mieux pour nous, et qui seraient les plus avantageux à entreprendre pour donner de l'ouvrage aux sans-travail pendant la saison froide, seraient ceux qui ont trait à la construction d'aqueducs et d'égouts et de parcs.

Du moins, ces travaux peuvent se faire dans les grands centres. Le gouvernement fédéral est également prêt à prendre part à peut-être quelques autres genres de travaux adaptés aux conditions de la province de Québec. En vertu de l'offre du gouvernement fédéral aux municipalités, Ottawa paiera la moitié du coût de la main-d'œuvre pour l'exécution de certains travaux publics.

Mais, pour faire exécuter les travaux en question, les municipalités devront s'entendre avec Ottawa et contracter des emprunts. Cette dernière formalité, tout particulièrement, entraîne des délais inévitables.

Actuellement, des municipalités voudraient conclure des ententes avec Ottawa. En vertu de la loi municipale de Québec, les cités, les villes et les corporations municipales ne peuvent pas emprunter sans passer par de longues formalités: elles doivent normalement adopter un règlement d'emprunt et, dans plusieurs cas, tenir un référendum avant de pouvoir aller de l'avant dans la réalisation de leurs projets, ce qui entraîne des délais considérables.

Pour que l'offre du fédéral puisse réellement bénéficier aux municipalités dans les plus brefs délais possibles, il est essentiel que les municipalités soient soustraites à toutes les formalités habituellement exigées pour emprunter. Nous ferons disparaître les délais inhérents aux formalités pour un emprunt.

Dès le début de la semaine prochaine, pour faciliter les travaux que l'on voudrait entreprendre

pour aider les chômeurs, nous présenterons un projet de loi spécial autorisant les municipalités qui le désirent, et qui disposent des fonds nécessaires pour entreprendre les travaux, à faire une demande et à conclure directement des ententes avec Ottawa, dans le cadre de son programme visant à réduire le chômage en période hivernale. Ces ententes pourront être négociées à la suite de simples résolutions des conseils municipaux, ce qui évitera de recourir à des référendums pour l'adoption de règlements spéciaux, de motions et d'emprunts.

Nous permettrons aussi à ces mêmes conseils d'emprunter, s'il y a lieu, par simple résolution, les montants d'argent dont ils auront besoin pour défrayer leur part du coût d'exécution nécessaire à la réalisation des projets spéciaux de travaux d'hiver qu'ils auront en vue, de façon à retarder le moins possible les travaux que l'on veut entreprendre. Tout cela, dans le but de remédier au chômage dans la province de Québec.

En simplifiant la procédure, nous abrègerons ainsi les délais. De cette façon, nous faciliterons les choses et rendrons plus expéditives les initiatives qui devront être prises⁶. Avec l'introduction de la nouvelle loi, le gouvernement fera tout ce qui est possible pour faciliter la participation des municipalités dans le projet du fédéral en vue de réduire le chômage en période hivernale.

(Applaudissements)

Projets de loi:

Commission scolaire de Sainte-Germaine-du-Lac-Étchemin

M. Samson (Lévis) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 133 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Germaine-du-Lac-Étchemin.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 133 sans l'amender.

M. Samson (Lévis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charles Hubert
Caprari**

M. Rochette (Québec) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 174 changeant le nom de Charles Hubert Caprari en celui de Charles Hubert Caprarie-Melville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 174 sans l'amender.

M. Rochette (Québec) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

John Lomnitsky

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 175 concernant l'adoption de John Lomnitsky et le changement de son nom en celui de Jack Gallay.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 175 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de Black Lake**

M. Fortin (Mégantic) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 153 modifiant la charte de la ville de Black Lake.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 153 sans l'amender.

M. Fortin (Mégantic) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de Prévile**

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 228 modifiant la charte de la ville de Prévile.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 228 sans l'amender.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Décisions de l'Orateur:

**Retrait d'une motion irrégulière
inscrite au *Feuilleton***

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre d'une motion qui apparaît comme item no 25 sur le *Feuilleton* du jour, alléguant qu'elle est irrégulière et illégale. Je n'ai aucune objection à la motion elle-même, dit-il, mais à son préambule. Je constate que le préambule de cette motion constitue un pamphlet politique. Je demande donc que cette partie de la motion soit rayée du *Feuilleton*. Je n'ai aucune objection, cependant, à accepter que soit présentée sous une nouvelle forme cette partie de la motion exprimant un vœu aux autorités fédérales⁷.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) fait remarquer au premier ministre que le texte de cette motion a été copié textuellement, ou à peu près, sur celui d'une motion présentée il y a trois ans par un député ministériel, sur les importations de textiles. La résolution du député ministériel, dit-il, avait alors été jugée régulière et adoptée, sous l'Union nationale, par l'Assemblée législative.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Si l'opposition ne veut pas accepter mon offre, que toute la motion soit rayée de l'ordre du jour.

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare que la motion du député d'Abitibi-Ouest (M. Courcy) vient à l'encontre de l'article 672 du Règlement, et il décide que, en vertu des règlements de la Chambre, le point d'ordre de l'honorable premier ministre est bien fondé, parce que le préambule de la motion constitue un pamphlet politique. Il ordonne en conséquence que la motion, item no 25 du *Feuilleton* du jour, en soit rayée.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bohémier, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lorrain, Maltais, Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Talbot, Turcotte, Vachon, 56⁸.

Contre: MM. Brown, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lapalme, Parent, Turpin, 10.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Projets de loi:

Services d'aqueduc et d'égout

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 3 modifiant la loi pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et d'égout.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de

résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose 1. Que l'article 2 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 58, remplacé par l'article 2 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 39, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"2. Sous réserve de l'article 11, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le paiement, à toute corporation municipale qui contracte un emprunt pour établir ou améliorer dans son territoire un service d'aqueduc, un service d'égout ou l'un et l'autre, d'une subvention annuelle dont il fixe le montant, mais qui ne doit pas excéder 4 % du montant initial de tel emprunt, et cela, pendant une période que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil.

"Lorsque le règlement d'emprunt se rapporte aussi à d'autres travaux, la subvention est calculée exclusivement sur la portion de l'emprunt ayant trait aux travaux visés à l'alinéa précédent."

Adopté.

2. Que l'article 11 de ladite loi, modifié par l'article 11 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 39, soit de nouveau modifié en remplaçant, dans la troisième ligne du premier alinéa, le mot "quinze" par le mot "vingt".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
À la session de 1955-1956, à la suite d'une enquête par une commission provinciale, le gouvernement avait fait voter une loi pour aider les municipalités rurales et urbaines de moins de 7,000 âmes à aménager des services d'aqueduc et d'égout, ce qui améliorerait la qualité de vie de la population et leur permettrait d'être mieux en mesure de combattre les incendies.

Le Parlement avait d'abord voté un montant de \$10,000,000 à cette fin. Cette aide gouvernementale était de nature à stabiliser la population rurale, en rendant la campagne plus attrayante.

Au début, cette aide consistait pour le gouvernement à payer, durant l'année, une partie de

l'intérêt, soit jusqu'à concurrence de 3 %, sur les emprunts contractés par les municipalités pour construire ces systèmes d'aqueduc et d'égout⁹. La campagne électorale et les élections générales de 1956 ont retardé la mise en vigueur de la loi. À la dernière session¹⁰, le gouvernement s'est rendu compte que les besoins étaient de plus en plus nombreux, et il a fait amender la loi pour porter à \$15,000,000 le montant qu'il était autorisé à consacrer à cette aide. Il assumait en même temps le paiement de l'intérêt des sommes encore dues par la municipalité bénéficiant de la législation, jusqu'à concurrence de 4 %.

Cette année, le gouvernement va encore plus loin. De plus, le mode de calcul des subventions est changé. Ce 3 % ou 4 % était calculé sur le capital décroissant. En vertu du projet de loi de cette session, le 4 % sera désormais calculé sur la base du montant initial emprunté et ne diminuera pas, même lorsqu'une partie de ce capital aura été remboursée¹¹. Cela équivaut à une nouvelle hausse appréciable de la contribution du gouvernement.

C'est pourquoi, dans le même bill, nous portons à \$20,000,000 les sommes affectées à l'application de la loi, et donc à l'assistance aux municipalités concernées. Il s'agit d'une expérience nouvelle. Aucun autre gouvernement au Canada, probablement même en Amérique, n'a pris l'initiative d'apporter cette assistance dans un domaine aussi important. Cette loi est une initiative féconde de l'Union nationale. Le rôle du gouvernement est supplétif seulement et il ne paiera pas en entier les frais de construction d'un aqueduc ou d'un égout.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) se plaint de ne pas connaître le montant total des engagements du gouvernement. L'opposition, dit-il, est en droit de savoir quelle portion des fonds a été utilisée et combien de municipalités ont fait appel au gouvernement pour de l'aide dans ce domaine.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Un comité a été chargé d'étudier le problème des aqueducs et des égouts à la campagne, d'examiner les besoins des municipalités et de déterminer les meilleurs moyens de remédier à la situation. Le gouvernement actuel a déjà payé aux municipalités qui réclamaient son aide, en vertu d'une ancienne loi que la loi actuelle remplace, un montant de \$8,603,077, tandis que, de 1939 à 1944, l'ancien régime libéral n'avait trouvé moyen de leur donner que \$181,672.

M. Dionne (Rimouski) demande de faire quelque chose pour les municipalités qui ont installé des aqueducs et des égouts quelques années avant l'adoption de la loi. Il aurait voulu que l'on donne un effet rétroactif à ladite loi, de manière à ce qu'elle profite à plus de municipalités.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi s'applique aux municipalités dont les travaux étaient en marche durant la période qui a précédé la sanction.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): La loi devrait prévoir une aide similaire pour les municipalités d'au moins 25,000 âmes.

M. Hamel (Saint-Maurice) s'objecte au libellé du projet de loi, déclarant qu'il faut que le texte en soit plus clair, afin qu'on sache qui a droit à l'aide du gouvernement. À l'article 1, déclare-t-il, on dit que le lieutenant-gouverneur en conseil "peut" autoriser le paiement. On devrait remplacer le mot "peut" par le mot "doit", afin de sauvegarder l'autonomie et la dignité des municipalités. Autrement, ce sera encore une loi qui va permettre au gouvernement d'exiger qu'on vienne faire des révérences à Québec en demandant respectueusement.

C'est encore une loi qui, telle que rédigée, accorde des pouvoirs discrétionnaires au gouvernement, tant pour choisir les municipalités qui en bénéficieront que pour fixer le montant qui peut être alloué. Il est temps que cessent les pèlerinages des administrateurs municipaux à Québec. Ces visites sont un accroc à l'autonomie municipale. Toutes les municipalités qui sont dans les conditions prévues par la loi devraient pouvoir en profiter sans faire des courbettes et des génuflexions pour obtenir ce à quoi elles devraient normalement avoir droit.

Il (M. Hamel) se lance ensuite dans une discussion sur les élections municipales.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) s'élève contre cet excès de langage et ce manque de compréhension du député de Saint-Maurice (M. Hamel). L'argumentation du député de Saint-Maurice, dit-il, n'est pas logique. Il ose maintenant nous reprocher de recevoir trop de monde. Il a l'air de penser que, du moment que quelqu'un vient nous voir, c'est automatiquement pour nous apprendre qu'il est pour le gouvernement.

Voyez-vous ces gens-là, M. le président, les représentants en cette Chambre d'un parti en pleine décadence, venir nous parler de l'autonomie

municipale, eux qui ont eu l'audace de menacer d'expulsion de leur parti le maire de Montréal, le sénateur Sarto Fournier¹², qui ne pensait pas comme eux? C'est l'attitude d'une opposition en déconfiture, qui ne réalise pas que le moyen de gagner des votes, c'est d'avoir de nouveaux partisans et non pas d'expulser ceux qu'on a déjà et qui ont l'appui populaire.

M. Hamel (Saint-Maurice) soulève un point d'ordre.

M. le président: Le premier ministre ne faisait que répondre à une incidence provoquée par le député de Saint-Maurice.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si j'ai soulevé le cas du maire de Montréal, c'est pour répondre aux députés de l'opposition qui ne sont pas logiques quand ils parlent d'autonomie. Le Parti libéral a flanqué dehors le maire de Montréal parce qu'il ne voulait pas administrer les affaires municipales suivant leurs directives, et parce qu'il disait que le Parti libéral n'avait pas d'affaire à essayer de remplacer le gouvernement de Québec.

Le maire de Trois-Rivières décide de ne pas recevoir l'honorable Jean Lesage, et le député de Saint-Maurice donne tout de suite une entrevue aux journaux pour dire que le maire ne devrait pas faire ça¹³. Le nouveau chef du parti, M. Jean Lesage¹⁴, a critiqué le maire de Trois-Rivières, M. Laurent Paradis, parce qu'il avait décidé qu'il ne convenait pas que ce chef politique soit reçu officiellement à l'hôtel de ville de Trois-Rivières. Et ce sont ces gens-là qui viennent nous parler d'autonomie...

Un gouvernement qui sait se conduire doit avoir une certaine discrétion. Le peuple ne nous a pas mis des menottes aux mains, en nous élisant. Le peuple élit le gouvernement pour qu'il administre la province au meilleur de sa connaissance.

Il (l'honorable M. Duplessis) soutient que le peuple donne à ses ministres le privilège de discuter des problèmes avec les municipalités, ce qui, à son avis, ne pourrait se produire en changeant le mot "peut" pour le mot "doit".

Plusieurs ministères, dit-il, sont intéressés par la mise en vigueur de cette loi. Ce serait trop beau si nous pouvions accepter toutes les demandes. D'après le comité qui a fait enquête sur nos systèmes d'aqueduc et d'égout, les besoins sont si nombreux qu'il faudrait peut-être dépenser \$1,000,000,000 pour aider les municipalités à se munir des services d'aqueduc et d'égout dont elles ont besoin. Le

gouvernement fixe à \$20,000,000 le montant maximum qu'il consacre à cette assistance, parce qu'il doit tenir compte des besoins qui existent dans d'autres secteurs de l'administration.

Il y a autant de cas différents qu'il y a de municipalités différentes dans la province. Les demandes sont de plus en plus nombreuses. Cependant, les besoins ne sont pas les mêmes partout, et chaque demande doit être étudiée séparément, objectivement, si nous voulons répondre aux plus urgentes.

Pour protéger les contribuables, la législation exige que tout emprunt contracté par toute municipalité désireuse d'emprunter pour un système d'aqueduc ou d'égout soit approuvé par référendum, puis par la Commission municipale, et que les taux fixés par la municipalité soient ratifiés par la Régie des services publics et le ministre des Affaires municipales, afin que la municipalité puisse ensuite faire face à ses obligations. Chaque demande doit être étudiée par différents ministères et l'on doit examiner soigneusement chaque cas. Il n'y a pas deux municipalités dont l'état des finances soit identique. Il importe de s'assurer aussi que le coût des travaux déterminé par les municipalités est bien exact.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande au premier ministre de dire à la Chambre quels montants exacts ont été payés à même les \$15,000,000 déjà votés dans les lois précédentes, au cours des dernières sessions du Parlement, quels montants sont engagés et combien d'argent est encore disponible.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est une législation assez récente. Le gouvernement a dépensé une somme de moins de \$100,000 pour sa mise en vigueur jusqu'ici, et les engagements qu'il a pris, mais pour lesquels il n'a encore rien déboursé, ne dépassent pas \$300,000 ou \$400,000. Mais il y a des demandes en suspens qui ont été faites par différentes municipalités, pour environ \$3,000,000, et l'on prévoit que pas moins de 400 à 500 municipalités voudront se prévaloir de la loi dans un avenir rapproché.

D'après les estimés qui accompagnent les demandes déjà reçues, on peut calculer que le coût moyen de chacun de ces aqueducs sera de \$250,000. Si le gouvernement paie 4 % d'intérêt pendant six ans pour un seul aqueduc, cela veut dire un déboursé de \$60,000 pour l'administration provinciale. En multipliant ce chiffre de \$60,000 par 500, on arrive à

un montant global de \$30,000,000. Le gouvernement croit toutefois que, pour le moment, le maximum qu'il peut mettre à la disposition des municipalités est \$20,000,000.

M. Hamel (Saint-Maurice): Quel homme sérieux peut admettre qu'un gouvernement qui a déjà des crédits de \$15,000,000 à sa disposition, et qui n'en a dépensé qu'une infime partie, demande encore \$5,000,000 de plus? C'est comme un enfant qui a les yeux plus grands que la panse.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Qu'on nous prouve, chiffres en main, qu'on a besoin de \$20,000,000, et nous allons voter pour. Mais, si on ne le prouve pas, nous voterons contre. Si seulement \$100,000 ont été dépensés, il n'y a pas de raison valable pour demander d'augmenter encore de \$5,000,000 une somme déjà votée et non dépensée en grande partie.

M. Hamel (Saint-Maurice) insiste à nouveau pour obtenir des chiffres plus précis sur les sommes déjà payées ou engagées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement, répète-t-il, a dépensé moins de \$100,000 et a engagé entre \$200,000 et \$400,000. En outre, il a reçu des demandes d'environ \$500,000 ou \$600,000 dont l'étude est suspendue en attendant l'adoption du bill¹⁵.

M. Hamel (Saint-Maurice) insiste à nouveau pour obtenir des chiffres plus précis sur les sommes déjà payées ou engagées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement, répète-t-il, a dépensé moins de \$100,000 et a engagé entre \$200,000 et \$400,000. En outre, il a reçu des demandes d'environ \$500,000 ou \$600,000 dont l'étude est suspendue en attendant l'adoption du bill.

M. Hamel (Saint-Maurice) insiste à nouveau pour obtenir des chiffres plus précis sur les sommes déjà payées ou engagées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement, répète-t-il, a dépensé moins de \$100,000 et a engagé entre \$200,000 et \$400,000. En outre, il a reçu des demandes d'environ \$500,000 ou \$600,000 dont l'étude est suspendue en attendant l'adoption du bill.

M. Hamel (Saint-Maurice) insiste à nouveau pour obtenir des chiffres plus précis sur les sommes déjà payées ou engagées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement, répète-t-il, a dépensé moins de \$100,000 et a engagé entre \$200,000 et \$400,000. En outre, il a reçu des demandes d'environ \$500,000 ou \$600,000 dont l'étude est suspendue en attendant l'adoption du bill.

M. Hamel (Saint-Maurice) insiste à nouveau pour obtenir des chiffres plus précis sur les sommes déjà payées ou engagées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement, répète-t-il, a dépensé moins de \$100,000 et a engagé entre \$200,000 et \$400,000. En outre, il a reçu des demandes d'environ \$500,000 ou \$600,000 dont l'étude est suspendue en attendant l'adoption du bill.

M. Hamel (Saint-Maurice) insiste à nouveau pour obtenir des chiffres plus précis sur les sommes déjà payées ou engagées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement, répète-t-il, a dépensé moins de \$100,000 et a engagé entre \$200,000 et \$400,000. En outre, il a reçu des demandes d'environ \$500,000 ou \$600,000 dont l'étude est suspendue en attendant l'adoption du bill.

M. Hamel (Saint-Maurice) insiste à nouveau pour obtenir des chiffres plus précis sur les sommes déjà payées ou engagées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement, répète-t-il, a dépensé moins de \$100,000 et a engagé entre \$200,000 et \$400,000. En outre, il a reçu des demandes d'environ \$500,000 ou \$600,000 dont l'étude est suspendue en attendant l'adoption du bill.

M. Hamel (Saint-Maurice) insiste à nouveau pour obtenir des chiffres plus précis sur les sommes déjà payées ou engagées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement, répète-t-il, a dépensé moins de \$100,000 et a engagé entre \$200,000 et \$400,000. En outre, il a reçu des demandes d'environ \$500,000 ou \$600,000 dont l'étude est suspendue en attendant l'adoption du bill.

M. Hamel (Saint-Maurice) insiste à nouveau pour obtenir des chiffres plus précis sur les sommes déjà payées ou engagées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'affaire est pourtant simple. Il s'agit de payer de l'intérêt, donc de prendre des engagements pour une longue période. Il y a 1,700 municipalités au Québec. Le nombre des demandes des municipalités se monte à 125.

Le gouvernement tient en suspens, en attendant l'adoption de la loi, entre 250 et 300 demandes. Nous avons des demandes de tous les comtés, pour des montants considérables, mais elles n'ont pas toutes la même urgence. Ces demandes représentent de \$500,000 à \$600,000.

Avant de nous prononcer, avant de prendre des engagements pour des années à venir, il nous faut savoir quel montant la Chambre mettra à notre disposition pour rencontrer les obligations. Les cas réglés sont l'exception, et déjà, un montant d'entre \$300,000 et \$400,000 est engagé. Il y a quantité d'autres cas à examiner, et qui le seront dès que la loi aura été votée, car nous avons voulu attendre l'adoption de la présente loi. Il s'agit d'une mesure nouvelle, qui n'a jamais été appliquée nulle part. C'est une loi statutaire qui voit d'avance, pour garantir les versements annuels. Si l'opposition cherche des prétextes pour voter contre, qu'elle vote contre.

M. Hamel (Saint-Maurice): On n'a pas le droit de nous demander de voter à l'aveuglette des sommes aussi considérables, sans même nous dire ce qu'on a fait avec l'argent déjà voté. Combien a été payé à date? Il doit y avoir quelqu'un qui sait le montant exact qu'on a dépensé jusqu'ici. On procède d'une façon inqualifiable. Je me demande si je n'ai pas le droit de dire qu'il s'agit d'un tripotage de fonds publics.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande au député de retirer ses paroles.

M. le président ordonne au député de Saint-Maurice (M. Hamel) de retirer ses paroles, les jugeant antiparlementaires.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je les retire. Je reconnais que je suis allé trop loin. Je me suis laissé emporter par l'intérêt public. Mais je dirai que l'administration actuelle est la plus mauvaise que nous ayons eue depuis celle de l'intendant Bigot¹⁶.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande que le député retire ses paroles. Sinon, qu'on fasse rapport au président.

M. Hamel (Saint-Maurice): Pourquoi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) déclare que la comparaison lui paraît injurieuse. La comparaison avec l'intendant Bigot, dit-il, ne peut pas s'appliquer au gouvernement. Ce serait bon pour l'opposition.

M. le président ordonne à nouveau au député de Saint-Maurice (M. Hamel) de retirer ses paroles, les jugeant antiparlementaires.

M. Hamel (Saint-Maurice): Alors, je les retire. Et je dis que l'administration actuelle du Québec est tellement mauvaise qu'il n'est pas possible de trouver un terme de comparaison.

Il dit qu'il est convaincu que cela ne sert plus à rien d'insister. Il n'y a plus, dit-il, qu'à noter que le premier ministre ne veut pas fournir de réponse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les explications que j'ai déjà données sont suffisamment claires.

L'argent, dit-il, est administré honnêtement et les montants dépensés apparaissent dans les *Comptes publics*.

M. Hamel (Saint-Maurice) remarque qu'il n'a rien pu repérer dans ces mêmes *Comptes publics*¹⁷.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 5 décembre 1958**Présidence de l'honorable M. Tellier**

La séance est ouverte à 3 heures¹⁸.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Corporations scolaires dans
Chicoutimi et Jonquière-Kénogami**

M. Turcotte (Roberval) propose, appuyé par le représentant de Saguenay (M. Ouellet), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la Commission des écoles catholiques de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite commission, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- de la Commission des écoles catholiques de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite commission.

Projets de loi:**Emprunts municipaux
pour chômage**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 21 concernant les emprunts municipaux en matière de chômage.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Départements
de l'administration**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 19 concernant certains départements de l'administration de la province.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 19 concernant certains départements de l'administration de la province.

Adopté.

Services d'aqueduc et d'égout

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le projet de résolutions relatives au bill 3 modifiant la loi pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et d'égout.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis), à la séance précédente, et dont le texte se lit comme suit¹⁹:

1. Que l'article 2 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 58, remplacé par l'article 2 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 39, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"2. Sous réserve de l'article 11, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le paiement, à toute corporation municipale qui contracte un emprunt pour établir ou améliorer dans son territoire un service d'aqueduc, un service d'égout ou l'un et l'autre, d'une subvention annuelle dont il fixe le montant, mais qui ne doit pas excéder 4 % du montant initial de tel emprunt, et cela, pendant une période que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil.

"Lorsque le règlement d'emprunt se rapporte aussi à d'autres travaux, la subvention est calculée exclusivement sur la portion de l'emprunt ayant trait aux travaux visés à l'alinéa précédent."

2. Que l'article 11 de ladite loi, modifié par l'article 11 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 39, soit de nouveau modifié en remplaçant, dans la troisième ligne du premier alinéa, le mot "quinze" par le mot "vingt".

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

M. Turpin (Rouyn-Noranda) propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Parent), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"les résolutions relatives au bill 3 modifiant la loi pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et d'égout soient renvoyées de nouveau au comité plénier avec instruction de les modifier de façon que le paiement d'une partie de l'intérêt sur les emprunts de corporations municipales pour l'établissement ou l'amélioration de services d'aqueduc ou d'égout soit obligatoire et non facultatif de la part du gouvernement."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre à l'encontre de cet amendement. C'est, dit-il, un amendement illégal parce qu'il a pour effet de modifier des résolutions en rapport avec un bill qui a pour objet direct une subvention en argent, c'est-à-dire une matière de finance, ce qui ne peut se faire que par un ministre de la couronne, sur recommandation préalable du lieutenant-gouverneur.

M. Hamel (Saint-Maurice): Cette motion n'augmente pas les charges du gouvernement, mais lui enlève seulement toute discrétion dans l'application de la loi.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) appuie le premier ministre et déclare que l'adoption de cet amendement augmenterait certainement la dépense d'argent, car le gouvernement serait obligé d'accepter toutes les demandes faites.

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare que l'amendement proposé a pour effet de modifier des résolutions qui se rapportent sans aucun doute à une matière de finance, et qu'une semblable modification ne peut être proposée que par un ministre de la couronne, sur recommandation préalable du lieutenant-gouverneur (articles 155, 483, 529, 548, 790 et 793 du Règlement).

Le point d'ordre soulevé par l'honorable premier ministre est, en conséquence, maintenu et l'amendement est déclaré irrégulier et nul.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bohémier, Boudreau, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Custeau, Dozois, Duplessis, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Hébert, Johnson, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lorrain, Maltais, Ouellet (Saguenay), Plourde, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Rivard, Rochette, Rochon, Russell, Samson, Sauvé, Talbot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 47²⁰.

Contre: MM. Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lapalme, Parent, Turpin, 9.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Le débat continue sur la motion principale: Que ces résolutions soient maintenant agréées.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. Galipeault), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"les résolutions relatives au bill 3 modifiant la loi pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et d'égout soient renvoyées de nouveau au comité plénier avec instruction d'y annexer un état des sommes déjà payées et engagées à même la somme de \$15,000,000 déjà votée, de même que le montant encore disponible à même cette dite somme de \$15,000,000²¹."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lapalme, Parent, Turpin, 9.

Contre: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bohémier, Boudreau, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Custeau, Dozois, Duplessis, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Hébert, Johnson, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lorrain, Maltais, Ouellet (Saguenay), Plourde, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Rivard, Rochette, Rochon, Russell, Samson, Sauvé, Talbot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 47²².

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bohémier, Boudreau, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Custeau, Dozois, Duplessis, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Hébert, Johnson, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lorrain, Maltais, Ouellet (Saguenay), Plourde, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Rivard, Rochette, Rochon, Russell, Samson, Sauvé, Talbot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 47²³.

Contre: MM. Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lapalme, Parent, Turpin, 9.

Ainsi, la motion est adoptée. Les résolutions relatives au bill 3 sont, en conséquence, agréées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 modifiant la loi pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et d'égout soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bohémier, Boudreau, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Custeau, Dozois, Duplessis, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Hébert, Johnson, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lorrain, Maltais, Ouellet (Saguenay), Plourde, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Rivard, Rochette, Rochon, Russell, Samson, Sauvé, Talbot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 47²⁴.

Contre: MM. Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lapalme, Parent, Turpin, 9.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 3 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bohémier, Boudreau, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Custeau, Dozois, Duplessis, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Hébert, Johnson, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lorrain, Maltais, Ouellet (Saguenay), Plourde, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Rivard, Rochette, Rochon, Russell, Samson, Sauvé, Talbot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 47²⁵.

Contre: MM. Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lapalme, Parent, Turpin, 9.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Cour supérieure du Québec

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 13 concernant la composition de la Cour supérieure de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Dans le cas de la Cour supérieure, où le nombre des juges puînés se trouve porté de 48 à 51, dans le but de décentraliser toujours davantage l'administration de la justice, les trois juges additionnels pourront être nommés comme suit: un pour le district de Chicoutimi, un pour le district de Rimouski et un autre pour les districts réunis d'Abitibi, de Rouyn-Noranda et de Témiscamingue. Je n'hésite pas à proclamer que je suis un rural et je crois que c'est un malheur que tout soit centralisé à Québec ou à Montréal. La présence d'un juge résident dans les districts ruraux rend la justice plus facile, l'accès des justiciables aux tribunaux plus aisé et donne plus de prestige à la région.

C'est Ottawa qui doit faire les nominations. Nous mettons le bébé au monde et c'est Ottawa qui le baptisera. Il y aura des juges résidents à Rimouski, Rouyn-Noranda et Chicoutimi, ou dans les environs de ces villes.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Est-ce que les Barreaux des districts ruraux ont réclamé ça? Est-ce que les Barreaux régionaux ont été consultés?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si j'écoutais les juges en chef et le Barreau de chaque district, il y aurait deux juges dans chaque district et peut-être un juge dans chaque rang.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Autrefois, on a critiqué le système des juges résidents.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a plus d'avantages que d'inconvénients à ce système. On a tort de prétendre que des juges ayant fait de la politique avant leur nomination ne sont pas de bons juges. Un homme qui a fait de la politique est un honnête homme. Il a une plus grande expérience de la nature humaine. L'expérience qu'il a accumulée en suivant les délibérations des comités de la Chambre est précieuse.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il y a deux juges de la Cour supérieure à Trois-Rivières, et cela, depuis bien longtemps. Il y en avait deux, je pense, quand le premier ministre a commencé à faire de la politique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans ce temps-là, c'était suffisant parce que les avocats travaillaient.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je crois qu'il aurait été opportun de prévoir un nouveau juge de la Cour supérieure pour le district de Trois-Rivières, vu que celui-ci couvre les régions de Trois-Rivières, La Tuque et Nicolet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Celui qui vous parle est le député de Trois-Rivières. C'est un titre de gloire. Il représente sa ville à la Législature depuis 31 ans. Il a à cœur les intérêts de Trois-Rivières, mais il est aussi premier ministre, et il juge les besoins de son comté à la lumière des besoins de la province. S'il y a tant de causes en retard, s'il y a congestion des rôles dans les palais de justice...

Un député de l'opposition: À cause du manque de juges!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): ... cela dépend parfois des juges, mais cela peut aussi dépendre de certains avocats²⁶ qui ne sont pas prêts à

plaider. Si tout le monde mettait de l'eau dans son vin et si chacun faisait sa part, il y aurait moins de congestion. Il y aurait peut-être des congestions pulmonaires, mais pas de congestion judiciaire.

Il (l'honorable M. Duplessis) énumère les améliorations que l'Union nationale a apportées dans le domaine de la justice, notamment en augmentant le nombre des juges et en donnant une juridiction plus²⁷...

La motion est adoptée. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 13 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Adjoints parlementaires

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 5 relatif aux assistants parlementaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que l'article 1 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 20, soit remplacé par le suivant:

"1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer des adjoints parlementaires dont le nombre n'excède pas dix.

"Ceux-ci sont choisis parmi les membres de l'Assemblée législative."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): (Avec ironie) On demande une augmentation du nombre des adjoints parlementaires. Personnellement, je suis très heureux pour ceux qui vont en bénéficier, mais je ne participerai pas à leur bonheur en votant pour eux. Lorsque la loi a été votée pour créer les postes d'adjoints, nous avons dit que nous serions très curieux de voir fonctionner le nouveau système en Chambre. Aujourd'hui, tout le monde sait comment cela se passe.

Le premier ministre est une sorte d'adjoint parlementaire universel. Au lieu de multiplier le nombre des adjoints, on devrait tout simplement les supprimer et verser au chef du gouvernement les montants prévus pour les adjoints. Si le présent bill disait que tous les salaires des adjoints parlementaires seront versés au premier ministre, l'adjoint parlementaire universel, je voterais pour. Qu'on verse à ce super adjoint le montant de \$40,000 qui correspond au traitement des 10 adjoints, et je voterai pour la loi.

Autrefois, en proposant la loi, le premier ministre nous a dit qu'il y avait des adjoints parlementaires en Angleterre, à Ottawa, mais ils font du travail. Ils remplacent leur ministre en Chambre lorsqu'il est absent. Ce n'est pas le cas à Québec. Jusqu'ici, les assistants n'ont joué qu'un rôle extraparlémentaire en se faisant les thuriféraires du régime à l'occasion de manifestations publiques. À part le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé), qui prend de temps en temps quelque liberté, c'est le premier ministre qui fait tout pour les ministres, même présents.

D'ailleurs, on peut se demander quel rôle vont pouvoir jouer les adjoints parlementaires en Chambre. Jusqu'ici, leur rôle est si effacé que je serais bien embarrassé si je devais les nommer. Je crois que le député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais) en est un et qu'il est attaché au ministère des Mines. Est-ce qu'il y aurait des mines aux Îles? Tout ce qu'il a fait jusqu'à date, c'est de jouer un rôle extraparlémentaire. C'est le premier ministre qui fait tout, qui mène tout à la place de ses ministres. Lorsqu'un ministre se lève, nous entendons à l'avance l'adjoint parlementaire universel lui souffler ce qu'il doit dire. Le premier ministre répond au nom de tous ses députés et ministres.

En 1936, le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) promettait partout à travers la province qu'il allait réduire les dépenses et le nombre des ministres. Or, depuis cette époque, les dépenses gouvernementales se sont accrues. Non seulement il n'a pas diminué le nombre des ministres, mais il l'a augmenté. Il a créé des nouveaux ministères et des postes d'adjoints. Nous voilà arrivés avec 22 ou 23 ministres et, qui plus est, on adjoint aux ministres 10 assistants parlementaires. La moitié des députés de l'autre côté est en train d'y passer. Dans l'Union nationale, la moitié des députés sont maintenant des généraux. Ce n'est pas surprenant que l'on constate un coût si élevé quand on regarde les frais de la Législature.

Ce sont d'excellents garçons qu'on va nommer adjoints, je n'en doute pas. Mais j'estime que c'est une de ces lois qui servent à faire plaisir aux membres de l'autre côté. Aujourd'hui, on en nomme deux de plus. Dans un certain nombre d'années, dans trois ou quatre ans, ils vont revenir...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Vous admettez que nous allons être encore au pouvoir?

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre s'amuse d'un lapsus que je viens de commettre. Je m'en amuse moins, et je dis: Supposons que le pire va arriver, ils seront encore là et demanderont d'autres adjoints.

Je considère, dit-il, le projet de loi comme étant absolument inutile. Non seulement, ajoute-t-il, il contredit les promesses du premier ministre, mais il représente une dépense d'argent inutile de A jusqu'à Z. De l'autre côté, il n'y a qu'un homme qui ait le droit de tout faire. Qu'on lui paie donc un salaire et qu'on ne parle plus d'augmenter les ministres et les adjoints.

Il (M. Lapalme) cite plusieurs extraits du *Prince* de Machiavel²⁸, particulièrement les passages où l'auteur signale que le prince, avant de prendre le pouvoir, fait des promesses qu'il peut ensuite ne pas tenir et qu'une fois au pouvoir, il gave ses ministres de faveurs et d'honneurs pour mieux se les attacher²⁹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) félicite le chef de l'opposition pour sa culture et il dit être heureux de voir où celui-ci puise son inspiration politique. Le chef de l'opposition, dit-il, vient de nous parler avec une franchise dont je le félicite. Pour ma part, c'est la première fois que j'entends un homme politique de chez nous nous avouer qu'il cherche son inspiration dans les œuvres de Machiavel.

Je relève, dit-il, l'affirmation du député de Montréal-Outremont voulant que le premier ministre ait promis, en 1936, de réduire le nombre de ministres. Ce n'est pas leur diminution, dit-il, mais leur disparition que j'ai réclamée, après avoir constaté le gâchis que nous avons trouvé à notre arrivée au pouvoir. Il fallait pas mal d'hommes pour réparer les dommages.

Le député de Montréal-Outremont (M. Lapalme), en parlant comme il vient de le faire du *Prince*, a tracé un portrait qui convient admirablement à l'ancien député fédéral de Montmagny-L'Islet³⁰, qui a la prétention de croire qu'il faut deux hommes pour le remplacer en Chambre³¹.

Je ne peux concevoir, dit-il, que le député de Montréal-Outremont (M. Lapalme) critique ceux qui s'entourent de conseillers. Il nous parle des adjoints extraparlamentaires, mais il évite de nous dire ce qu'il pense du chef hors des murs³². Il évite soigneusement de parler des deux personnages qui l'entourent³³ et qui, loin de l'aider, ont toujours aspiré à sa succession³⁴. Vraiment, dans la situation qu'il occupe, le chef actuel de l'opposition aurait fourni un beau sujet de personnage à Machiavel. Si Machiavel vivait à notre époque, il aurait un beau livre à écrire sur l'opposition provinciale, ses secrétaires, ses assistants-secrétaires, ses Drapeau et Desmarais³⁵, ses aspirants et tous les adjoints qui rendent la situation de l'opposition très difficile.

La province de Québec progresse tellement, que l'ouvrage à abattre augmente énormément et que nous devons augmenter le nombre de nos collaborateurs. Dans une province en plein développement comme la nôtre, la tâche des ministres est énorme; ils ont besoin de plusieurs collaborateurs. Ils en trouvent d'efficaces dans les adjoints parlementaires. L'opposition, dit-il, manque de logique. Je ne conçois pas qu'elle m'accuse, d'une part, d'être un dictateur et qu'elle me reproche, d'autre part, de m'entourer de trop de conseillers.

La loi est excellente, dit-il, et je suis heureux de voir que l'opposition va la combattre, parce que c'est une garantie de succès et une assurance que la population va l'apprécier.

M. Lafrance (Richmond) fait remarquer que le député de Montréal-Outremont (M. Lapalme) est le chef de l'opposition en Chambre et demande qu'on le désigne de ce titre. C'est élémentaire, dit-il. Quant au chef du Parti libéral, je pense qu'il n'a jamais été aussi présent. Le premier ministre me fait penser à quelqu'un qui traverse le bois et qui n'est pas brave: il siffle.

Les adjoints parlementaires ont un supplément d'indemnité de \$4,000, en surplus de leur indemnité régulière de \$7,000 comme député. En portant leur nombre à 10, cela représentera pour la province une dépense de \$40,000. On impose une nouvelle charge aux contribuables. Jusqu'à date, les adjoints parlementaires n'ont pas démontré que la dépense faite à leur sujet était justifiée.

Le gouvernement ne confie, en pratique, aucun travail particulier à ces adjoints. Il s'agit d'un cadeau pur et simple de \$4,000 à des députés amis. C'est une simple récompense qui ne concorde pas avec les besoins de la Législature. La législation coûte \$371,000 en Ontario, et \$736,000 dans Québec. Cela non plus n'est pas justifiable³⁶.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bohémier, Boudreau, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Custeau, Dozois, Duplessis, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Hébert, Johnson, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lorrain, Maltais, Ouellet (Saguenay), Plourde, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Rivard, Rochette, Rochon, Russell, Samson, Sauvé, Talbot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 47.

Contre: MM. Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lapalme, Parent, Turpin, 9.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 5 est, en conséquence, agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 5 relatif aux adjoints parlementaires soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bohémier, Boudreau, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Custeau, Dozois, Duplessis, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Hébert, Johnson, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lorrain, Maltais, Ouellet (Saguenay), Plourde, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Rivard, Rochette, Rochon, Russell, Samson, Sauvé, Talbot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 47.

Contre: MM. Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lapalme, Parent, Turpin, 9.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill 5 soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bohémier, Boudreau, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Custeau, Dozois, Duplessis, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Hébert, Johnson, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lorrain, Maltais, Ouellet (Saguenay), Plourde, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Rivard, Rochette, Rochon, Russell, Samson, Sauvé, Talbot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 47.

Contre: MM. Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lapalme, Parent, Turpin, 9.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Tribunaux judiciaires

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 12 relatif aux juges des

sessions, aux juges de district et aux juges de la Cour de bien-être social.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que l'article 219 de la loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), modifié par l'article 4 de la loi 13 George VI, chapitre 19, par l'article 6 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 29, et par l'article 1 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 26, soit de nouveau modifié:

a. en remplaçant, dans la troisième ligne, le mot "quatorze" par le mot "seize";

b. en remplaçant, dans la cinquième ligne, le mot "douze" par le mot "quatorze".

Adopté.

2. Que l'article 236 de ladite loi, modifié par l'article 2 de la loi 9 George VI, chapitre 18, remplacé par l'article 5 de la loi 13 George VI, chapitre 19, et modifié par l'article 4 de la loi 14-15 George VI chapitre 55, par l'article 8 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 29, et par l'article 2 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 26, soit de nouveau modifié en remplaçant, à la fin, le millésime "1956" par le millésime "1958".

Adopté.

3. Que l'article 236a de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 13 George VI, chapitre 19, et modifié par l'article 5 de la loi 14-15 George VI, chapitre 55, par l'article 9 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 29 et par l'article 3 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 26, soit de nouveau modifié en remplaçant, à la fin, le millésime "1956" par le millésime "1958".

Adopté.

4. Que l'article 237 de ladite loi, modifié par l'article 2 de la loi 7 George VI, chapitre 11, par l'article 3 de la loi 9 George VI, chapitre 18, par l'article 2 de la loi 10 George VI, chapitre 12, remplacé par l'article 7 de la loi 13 George VI, chapitre 19, modifié par l'article 6 de la loi

14-15 George VI, chapitre 55, par l'article 10 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 29, et par l'article 4 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 26, soit de nouveau modifié en remplaçant, à la fin du second alinéa, le millésime "1956" par le millésime "1958".

Adopté.

5. Que l'article 238 de ladite loi, modifié par l'article 3 de la loi 10 George VI, chapitre 12, remplacé par l'article 8 de la loi 13 George VI, chapitre 19, et modifié par l'article 7 de la loi 14-15 George VI, chapitre 55, par l'article 11 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 29, et par l'article 5 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 26, soit de nouveau modifié en remplaçant, à la fin, le millésime "1956" par le millésime "1958".

Adopté.

6. Que l'article 240 de ladite loi, modifié par l'article 2 de la loi 6 George VI, chapitre 15, par l'article 4 de la loi 9 George VI, chapitre 18, remplacé par l'article 10 de la loi 13 George VI, chapitre 19, et modifié par l'article 8 de la loi 14-15 George VI, chapitre 55, par l'article 12 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 29, et par l'article 6 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 26, soit de nouveau modifié en remplaçant, à la fin du premier alinéa, le millésime "1956" par le millésime "1958".

Adopté.

7. Que l'article 266e de ladite loi, édicté par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 10, et modifié par l'article 9 de la loi 14-15 George VI, chapitre 55, par l'article 14 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 29, et par l'article 7 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 26, soit de nouveau modifié:

a. en remplaçant, dans la quatrième ligne du premier alinéa, le mot "quatorze" par le mot "seize";

b. en remplaçant, dans la cinquième ligne du même alinéa, le mot "douze" par le mot "quatorze".

Adopté.

8. Que l'article 272 de ladite loi, modifié par l'article 8 de la loi 9 George VI, chapitre 18, par l'article 2 de la loi 9 George VI, chapitre 20, par l'article 16 de la loi 13 George VI, chapitre 19, par l'article 16 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 29, et par l'article 8 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 26, soit de nouveau modifié:

a. en remplaçant, dans la deuxième ligne, le mot "quatorze" par le mot "seize";

b. en remplaçant, dans la quatrième ligne, le mot "douze" par le mot "quatorze".

Adopté.

9. Que les dispositions de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions s'appliquent à tous les juges des sessions, à tous les juges de district et à

tous les juges de la Cour de bien-être social en fonction lors de l'entrée en vigueur de ladite loi ou qui seront nommés par la suite.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 12 relatif aux juges des sessions, aux juges de district et aux juges de la Cour de bien-être social soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. Ladoueur), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition du village Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, demandant l'adoption d'une loi l'incorporant sous le nom de la ville de Sainte-Geneviève, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- du village Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, demandant l'adoption d'une loi l'incorporant sous le nom de la ville de Sainte-Geneviève.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.
Adopté.

La séance est levée à 5 heures.

NOTES

1. Raymond Joseph O'Hurley, député conservateur à la Chambre des communes, fut ministre de la Production de défense de 1958 à 1963.

2. John Diefenbaker (1895-1979) fut premier ministre du Canada de 1957 à 1963. D'allégeance conservatrice, il avait été élu député pour la première fois en 1940.

3. *La Presse* du 5 décembre 1958, à la page 1, rapporte l'expression suivante: "que celui des autres provinces en général".

4. Michael Starr fut ministre (conservateur) du Travail dans le cabinet Diefenbaker de 1957 à 1963.

5. Pour sa part, *The Montreal Daily Star* du 5 décembre 1958, à la page 1, soutient que la lettre en question fut envoyée par le ministère du Travail.

6. *The Gazette* du 6 décembre 1958, à la page 1, rapporte que l'annonce faite par le premier ministre a eu l'effet d'une surprise, puisque la semaine précédente, lorsque la question fut soulevée par un député de l'opposition, le premier ministre (M. Duplessis) avait refusé de préciser quoi que ce soit concernant la position de son gouvernement quant à la proposition du fédéral.

7. Cette motion, présentée par le député d'Abitibi-Ouest (M. Courcy), concernait l'industrie avicole québécoise.

8. *Le Soleil* du 6 décembre 1958, à la page 3, précise que M. Rochon et M. Hanley votèrent avec le gouvernement.

9. *Le Nouvelliste* du 6 décembre 1958, à la page 21, prétend que la première loi ne prévoyait pas le paiement par le gouvernement de 3 % de l'intérêt annuel sur les emprunts, cette mesure étant incluse dans une deuxième loi, et qu'une troisième loi fut ensuite adoptée pour porter le pourcentage de l'intérêt assumé par le gouvernement à 4 %.

10. "À la session suivante", selon le *Montréal-Matin* du 6 décembre 1958, à la page 9.

11. *L'Action catholique* du 6 décembre 1958, à la page 3, formule différemment les propos du premier ministre: "Le bill de cette année autorise le gouvernement à payer sa part d'intérêt sur tout le montant de l'emprunt, même lorsque l'échéance est répartie sur un certain nombre d'années." Nous avons opté pour la version de *La Presse* du 6 décembre 1958, à la page 2, car elle nous semble plus complète.

12. Sarto Fournier (1908-1980) fut maire de Montréal de 1957 à 1960. Il avait été nommé sénateur (libéral) en 1953. *The Quebec Chronicle* du 6 décembre 1958, à la page 3, nous informe que, le 2 novembre 1958, M. Fournier fut expulsé du Parti libéral pendant le congrès de la Fédération libérale du Québec.

13. *Le Nouvelliste* du 6 décembre 1958, à la page 3, explique ainsi l'événement évoqué par le premier ministre: "Le refus du maire Laurent Paradis d'accueillir l'honorable Jean Lesage à l'hôtel de ville, lors de sa récente visite à Trois-Rivières, a été brièvement commenté à l'Assemblée législative."

14. En effet, Jean Lesage, un ancien ministre du gouvernement fédéral, a remporté, en mai 1958, la course à la direction du Parti libéral du Québec. Il succédait à M. Lapalme, qui exerçait cette fonction depuis mai 1950. En revanche, ce dernier a conservé son rôle de chef parlementaire de l'opposition, puisque M. Lesage, n'ayant pas été élu député à l'Assemblée législative, ne pouvait y siéger.

15. D'une part, le *Montréal-Matin* du 6 décembre 1958, à la page 9, spécifie que le premier ministre répéta à huit ou 10 reprises la même réponse à la question de M. Hamel. D'autre part, *La Presse* du 6 décembre 1958, à la page 2, rapporte que M. Hamel a ensuite posé toute une série de questions au premier ministre pour l'amener à préciser le montant qui a été dépensé en vertu de la loi. Le

premier ministre ne donna pas de faits précis. Il a toujours répondu qu'il s'agissait d'un montant de moins de \$100,000. Nous nous en sommes tenus à l'évaluation la plus conservatrice, soit huit répétitions. En l'absence d'un compte rendu précis des paroles prononcées par M. Hamel, nous avons reproduit le texte publié dans *L'Action catholique* du 6 décembre 1958, à la page 9. La question de M. Hamel apparaît une neuvième fois, car le *Montréal-Matin* du 6 décembre 1958, à la page 9, indique, de surcroît, qu'une réponse plus longue fut donnée par le premier ministre au terme de l'échange entre les deux députés.

16. François Bigot (1703-1778) était intendant de la Nouvelle-France, pendant la guerre de Sept ans. Son administration était réputée, à tort sans doute, pour avoir été marquée à une échelle sans précédent par les malversations et la prévarication.

17. *Le Nouvelliste* du 6 décembre 1958, à la page 21, cesse à ce moment son compte rendu du débat pour dire que les protagonistes ont repris sensiblement les mêmes arguments, lorsque les délibérations sur ce projet de loi se sont poursuivies pendant la séance de l'après-midi. En l'absence d'autres indices, nous jugeons vraisemblable d'avancer que la discussion a été interrompue à ce moment, afin de procéder à l'ajournement de la séance. En outre, *The Montreal Daily Star* du 5 décembre 1958, à la page 1, précise qu'au moment de l'ajournement, à la suite de près de deux heures de débats, peu de progrès avaient été faits dans l'étude des résolutions concernant le projet de loi no 3.

18. Au moins deux députés étaient absents lors de la séance: M. Hanley, député de Montréal-Sainte-Anne, et M. Ross, député de Montréal-Verdun, selon *La Presse* du 6 décembre 1958, à la page 2.

19. Les délibérations, indique *L'Action catholique* du 6 décembre 1958, à la page 3, sur le projet de loi no 3, amorcées pendant la séance du matin, ont occupé une bonne part de celle de l'après-midi. Cependant, aucun journal n'a rapporté les débats de l'après-midi. Toutefois, une information contenue dans *Le Nouvelliste* du 6 décembre 1958, à la page 21, nous permet de dire que les protagonistes ont repris sensiblement les mêmes arguments.

20. Selon *La Presse* du 6 décembre 1958, à la page 2, M. Rochon, le seul député indépendant présent en Chambre, a voté avec le parti ministériel.

21. Le *Montréal-Matin* du 6 décembre 1958, à la page 9, affirme que la motion d'amendement fut présentée avant la troisième lecture du projet de loi. Cependant, en matière de procédure parlementaire, le procès-verbal de la séance fait autorité.

22. Le *Montréal-Matin* du 6 décembre 1958, à la page 9, nous informe que M. Rochon a voté avec le parti ministériel.

23. Selon *La Presse* du 6 décembre 1958, à la page 2, M. Rochon, le seul député indépendant présent en Chambre, a voté avec le parti ministériel.

24. Selon *La Presse* du 6 décembre 1958, à la page 2, M. Rochon, le seul député indépendant présent en Chambre, a voté avec le parti ministériel.

25. Selon *La Presse* du 6 décembre 1958, à la page 2, M. Rochon, le seul député indépendant présent en Chambre, a voté avec le parti ministériel.

26. *Le Nouvelliste* du 6 décembre 1958, à la page 13, écrit plutôt: "cela dépend en grande partie des avocats".

27. La fin de cette phrase n'apparaît pas dans l'article du *Soleil* du 6 décembre 1958, à la page 5.

28. Homme d'État et écrivain florentin, Nicolas Machiavel (1469-1527) publia, en 1513, *Le Prince*, un des monuments de la pensée politique occidentale.

29. *L'Action catholique* du 6 décembre 1958, à la page 1, mentionne que les citations du *Prince* de Machiavel, lues par M. Lapalme, n'ont pas manqué d'amuser la Chambre.

30. Jean Lesage fut député de Montmagny-L'Islet à la Chambre des communes de 1945 à 1958.

31. Il faut savoir que, pour épauler M. Lapalme, M. Hamel a été nommé chef adjoint en matière de stratégie, ce que mentionne *La Presse* du 21 novembre 1958, à la page 40.

32. Voir la note 14.

33. Le premier ministre fait probablement référence à M. Hamel et à M. Paul Gérin-Lajoie, tous deux candidats défaits au congrès à la direction du Parti libéral en mai 1958.

34. D'après *L'Action catholique* du 6 décembre 1958, à la page 1, le premier ministre aurait dit "à sa situation".

35. Jean Drapeau (1916-1999) fut maire de Montréal de 1954 à 1957 et de 1960 à 1986. En 1958, il était une des figures dominantes de l'opposition au régime duplessiste. Pierre Desmarais militait avec M. Drapeau dans la Ligue d'action civique.

36. *L'Action catholique* du 6 décembre 1958, à la page 1, décrit ainsi l'atmosphère du débat: "Le bill no 5 a été adopté après un débat très animé, très intéressant et fertile en réparties qui ont eu le bon effet de mettre la Chambre en belle humeur, avant l'ajournement de fin de semaine."

Séance du mardi 9 décembre 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Traian Constantin

M. Rochette (Québec) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Maltais), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Traian Constantin, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'étude du droit et à l'exercice de la profession, après examen, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Traian Constantin, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'étude du droit et à l'exercice de la profession, après examen.

Compagnie de
Films Transatlantique inc.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Pouliot), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Jacques Grinieff, demandant l'adoption d'une loi faisant revivre la charte de La Compagnie de Films Transatlantique inc. et la compagnie Radio City Music Hall Inc., et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Jacques Grinieff, demandant l'adoption d'une loi faisant revivre la charte de La Compagnie de Films Transatlantique inc. et La Compagnie Radio City Music Hall Inc.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 157 concernant la paroisse de Saint-Joachim-de-Châteauguay;

- bill 130 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Marieville;

- bill 196 concernant la Commission scolaire de Shawinigan et lui accordant des pouvoirs spéciaux;

- bill 142 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Fabreville, dans le comté de Laval;

- bill 143 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice;

- bill 167 concernant l'imposition d'une taxe de vente pour fins municipales aux Escoumins;

- bill 223 concernant la corporation du village de Lac-au-Saumon et les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Lac-au-Saumon, dans le comté de Matapédia.

Et, sans amendement, le bill 207 concernant la succession Georges Léveillé.

M. Maltais (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 107 concernant le Barreau de la province de Québec et Maximilien Polak;

- bill 203 concernant la Commission scolaire de Sillery;

- bill 212 modifiant la charte de la ville de Nicolet;

- bill 218 modifiant la charte de la cité de Saint-Michel.

Motions de condoléances:**Décès du père du député de
Montréal-Verdun, M. Ross**

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) informe la Chambre du décès du père du député de Montréal-Verdun (M. Ross).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) remarque que la mort d'un père ou d'une mère est toujours une épreuve cruelle, et il assure au député de Montréal-Verdun et à sa famille que le gouvernement et la députation ministérielle s'associent de tout cœur au deuil qui les frappe.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) s'associe aux remarques du premier ministre. Chacun, dit-il, est attaché à ses parents et la pitié filiale est quelque chose de remarquable chez le député de Montréal-Verdun. Au nom de mes collègues libéraux, j'offre au député de Montréal-Verdun (M. Ross) mes vives condoléances.

Questions de privilège:**Grève des
chauffeurs d'autobus**

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Vendredi dernier, à 3 heures de l'après-midi, les chauffeurs d'autobus de la compagnie Transport Provincial ont décidé, sans un mot d'avertissement, de faire la grève, ce qui a paralysé la circulation vers les banlieues pendant plus de six heures. Je trouve pour le moins étrange l'attitude qu'ils ont prise, sans notifier qui que ce soit. Les chefs syndicaux n'auraient pu choisir un pire moment pour faire une grève sauvage. Des milliers de banlieusards se trouvaient en ville en train de faire leurs achats de Noël, quand la grève a été déclenchée.

En somme, les chauffeurs, en agissant de la sorte, n'ont pas puni la compagnie, mais le pauvre monde. Il y avait des vieillards, des femmes et des enfants qui se sont soudain trouvés, par un froid très rigoureux, sans moyen de transport, dans l'impossibilité de regagner leur demeure.

J'ai vu que des centaines de mères avec leurs jeunes enfants se sont retrouvées à attendre en vain les autobus qui ne venaient pas, à la gare du Transport Provincial, sans savoir quoi faire. Dans de nombreux cas, les gens qui n'avaient pas le téléphone n'ont pu avertir leurs proches et leur donner la raison de leur retard.

Dans ces conditions, je me demande quelle peut être la raison qui a poussé les chauffeurs à agir de la sorte, sans avertissement, je le répète, si ce n'est de punir un public totalement innocent. On dirait que c'est une nouvelle manie dont les responsables de la grève devraient avoir honte. Comme député de Montréal-Saint-Louis et comme conseiller municipal, je désire attirer l'attention de la Chambre sur ce grave incident.

Comme nous représentons le public, je crois que nous avons le devoir de protester. Que les employés aient eu des griefs à faire valoir contre la compagnie, j'en suis, mais le moins qu'on aurait pu leur demander, c'est qu'ils avertissent les usagers. Autrement, ce n'est pas la compagnie qui écope, mais le public.

Si les chauffeurs d'autobus, dit-il, veulent parler contre moi aux prochaines élections, à cause de cette intervention, ils seront les bienvenus. Cela ne m'empêchera pas, déclare-t-il, de dire qu'ils devraient avoir honte de cette façon de déclarer une grève sans avis préalable, ce qui a causé des inquiétudes dans les familles et semé le désarroi chez une foule de gens. Des incidents comme celui-là ne devraient pas se produire. Le public doit être protégé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je crois que la mise au point du député de Montréal-Saint-Louis est opportune. Le droit de grève est un droit que je considère comme sacré; il procure aux employés un moyen de faire valoir leurs réclamations. Mais le droit de grève est un droit² extraordinaire auquel on ne doit avoir recours que dans des circonstances extraordinaires. Le droit de grève doit être utilisé uniquement en dernier recours, après avoir épuisé tous les autres moyens disponibles pour régler un conflit.

Dans une période de récession et d'inflation comme celle que nous traversons actuellement, il me semble que tout le monde devrait se donner la main, pour ne pas empirer les choses, et faire face à la situation.

Le droit de grève est légal et moral dans le cas de certains conflits entre employeurs et employés, mais il est immoral dans le cas d'un service public comme celui qui est en cause. On n'a pas le droit de punir le public et de poser des actes qui lui causent des dommages irréparables. Les gens qui ont attendu les autobus pendant plus de six heures, la semaine dernière, ont certainement subi des inconvénients qui eussent pu prendre un caractère grave. Dans une saison rigoureuse de l'année, des femmes avec leurs petits enfants ont été

abandonnées à leur sort. Il y avait des mères de famille avec leurs enfants qui auraient pu contracter des maladies assez sérieuses.

Je suis convaincu que la majorité des chauffeurs n'ont pas dû obéir à des sentiments personnels, mais qu'ils ont été forcés de faire la grève suite aux directives de certains leaders syndicaux irresponsables, plus soucieux de leur intérêt personnel que de l'intérêt des travailleurs ou du public. Il faut espérer que, de part et d'autre, tant du côté des employeurs que du côté des employés, l'on s'emploiera à l'avenir à penser davantage au respect de l'intérêt public. J'espère qu'employeurs et employés voudront faire preuve de bonne volonté, réaliser leur devoir et, à l'avenir, respecter les lois, de sorte que, si des conflits surgissent entre eux, le public n'ait pas à souffrir du contrecoup de leurs chicanes.

Projets de loi:

Saint-Joachim-de-Châteauguay

M. Laberge (Châteauguay) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 157 concernant la paroisse de Saint-Joachim-de-Châteauguay.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 157 sans l'amender.

M. Laberge (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Marieville

M. Maltais (Québec-Est) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 130 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Marieville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 130 sans l'amender.

M. Maltais (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Shawinigan

M. Ducharme (Lavolette) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 196 concernant la commission scolaire de Shawinigan et lui accordant des pouvoirs spéciaux.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 196 sans l'amender.

M. Ducharme (Lavolette) propose que le bill 196 soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Fabreville

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 142 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Fabreville, dans le comté de Laval.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 142 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Saint-Léonard-de-Port-Maurice

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier

pour étudier le bill 143 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 143 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Taxe de vente aux Escoumins

M. Ouellet (Saguenay) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 167 concernant l'imposition d'une taxe de vente pour fins municipales aux Escoumins.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 167 sans l'amender.

M. Ouellet (Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Lac-au-Saumon

M. Gagnon (Matapédia) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 223 concernant la corporation du village de Lac-au-Saumon et les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Lac-au-Saumon, dans le comté de Matapédia.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 223 sans l'amender.

M. Gagnon (Matapédia) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Succession Georges Léveillé

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 207 concernant la succession Georges Léveillé.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 207 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Maximilien Polak

M. Maltais (Québec-Est) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 107 concernant le Barreau de la province de Québec et Maximilien Polak.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 107 sans l'amender.

M. Maltais (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Sillery

M. Rochette (Québec) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 203 concernant la commission scolaire de Sillery.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 203 sans l'amender.

M. Rochette (Québec) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Nicolet

M. Roy (Nicolet) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 212 modifiant la charte de la ville de Nicolet.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 212 sans l'amender.

M. Roy (Nicolet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Saint-Michel

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 218 modifiant la charte de la cité de Saint-Michel.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 218 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Gagnon (Matapédia): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la paroisse de Saint-Ambroise, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Gérard D'Amour, demandant l'adoption d'une loi pour établir clairement des titres à une propriété;
- de la ville de Saint-Eustache, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la corporation du village de Price, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente;
- des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Sayabec, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe d'éducation;
- de la ville de Montmagny, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la corporation municipale de Portland-Est et la Commission scolaire de Notre-Dame-de-la-Salette, demandant l'adoption d'une loi fixant les taxes municipales et scolaires de la Compagnie James McLaren Co. Limited;
- de la cité de Saint-Jean, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de dame Eugénie Guilbault et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant la distribution des biens de feu Paul-Émile Guilbault;
- des commissaires d'écoles de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente;
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;
- de la très révérende mère Maria Éliza Zanchi, demandant l'adoption d'une loi instituant en corporation Les Sœurs de Sainte-Marcelline.

Projets de loi:

Portland et commission scolaire de Notre-Dame-de-la-Salette

M. Desjardins (Gatineau) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 102 concernant la corporation municipale de Portland et la Commission scolaire de Notre-Dame-de-la-Salette, dans le comté de Papineau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Price

M. Gaboury (Matane) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 115 concernant la corporation du village de Price.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Saint-Jean

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 122 modifiant la charte de la cité de Saint-Jean.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission scolaire
de Lachine**

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 137 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Montmagny

M. Lizotte (L'Islet) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 147 modifiant la charte de la ville de Montmagny.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Succession
Paul-Émile Guilbeault**

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 161 concernant la succession de Paul-Émile Guilbeault.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission scolaire
de l'Île-Bizard**

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 162 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Saint-Eustache

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 176 concernant la

ville de Saint-Eustache et la commission scolaire de Saint-Eustache.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Saint-Ambroise

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 178 concernant la corporation de la paroisse de Saint-Ambroise, dans le comté de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Sœurs
de Sainte-Marcelline**

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 179 constituant en corporation Les Sœurs de Sainte-Marcelline.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Propriété
de Gérard D'Amour**

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 183 concernant une propriété de Gérard D'Amour.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Sayabec

M. Gagnon (Matapédia) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 225 concernant la corporation du village de Sayabec et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sayabec, dans le comté de Matapédia.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Décisions de l'Orateur:**Ordre de production
des documents**

M. Hamel (Saint-Maurice): Le 15 janvier 1958, à la dernière session, une motion a été votée par la Chambre: "Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de tous les contrats octroyés pour la construction du pont pour la route 2, à Donnacona, dans le comté de Portneuf, depuis le 1^{er} janvier 1957 jusqu'au 31 décembre 1957, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes et conventions supplémentaires ou additionnelles³." Ces documents

n'ont pas encore été produits par le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain). Puis-je savoir du premier ministre quand ils le seront?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Cette motion a été adoptée en Chambre le 15 janvier 1958, soit dans les derniers jours de la session, alors que la besogne était pressante. Le temps a manqué, dit-il, pour y donner suite avant la prorogation. La preuve que le gouvernement n'a aucune objection à produire les documents, c'est que nous avons adopté la motion.

Dans les cas semblables, au lieu de faire perdre le temps de la Chambre, le député de Saint-Maurice (M. Hamel) aurait dû en dire personnellement un mot au ministre concerné, pour hâter la production des documents. De toute façon, les documents vont être produits très rapidement. On les présentera bientôt, au cours de la session actuelle.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le 15 janvier 1958, une motion a été adoptée par la Chambre: "Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de tous les contrats octroyés pour la construction d'un pont sur la rivière Saint-François, à Drummondville, depuis le 1^{er} janvier 1956 jusqu'au 31 décembre 1957, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes et conventions supplémentaires ou additionnelles." Ces documents n'ont pas encore été produits par le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain). Puis-je savoir du premier ministre quand ils le seront⁴?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Cette motion a été adoptée en Chambre le 15 janvier 1958, soit dans les derniers jours de la session, alors que la besogne était pressante. Le temps a manqué, dit-il, pour y donner suite avant la prorogation. De toute façon, les documents vont être produits très rapidement.

On les présentera bientôt, au cours de la session actuelle⁵. Il reproche au député de Saint-Maurice (M. Hamel) de faire perdre le temps de la Chambre, au lieu de s'adresser au ministre concerné.

M. Hamel (Saint-Maurice) soulève un point d'ordre. D'après le Règlement, dit-il, les demandes de renseignements des députés doivent être courtes pour ne pas soulever de débat. Les réponses également. La réponse du premier ministre va finalement en soulever un. Si les règlements sont les mêmes pour les deux côtés de la Chambre...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je demande au député de Saint-Maurice de retirer ses paroles injurieuses à l'adresse de l'Orateur. Puisqu'on veut absolument faire perdre le temps de la Chambre, je soulèverai un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cette manière de poser des questions.

M. l'Orateur a rendu une décision, ces jours derniers, à l'effet qu'un ministre n'est pas obligé de répondre à une question qui n'a pas été d'abord inscrite à l'ordre du jour. Si je l'ai fait jusque-là, dit-il, c'est par pure courtoisie. Le gouvernement est prêt à produire les documents réclamés.

Nous ne sommes pas obligés de répondre à de telles questions, mais, si je réponds, j'ai droit, en faisant ma réponse, d'examiner la situation des deux parties en cause: celui qui se plaint et qui n'a pas raison, et l'autre...

M. Hamel (Saint-Maurice): Le 12 février 1957⁶...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne suis pas obligé de répondre. C'est une perte de temps. Si le député de Saint-Maurice (M. Hamel) veut poser des questions, qu'il les pose à l'ordre du jour.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je suis obligé d'avoir affaire au premier ministre, puisque ce dernier remplace tous les ministres. Il est vrai que M. l'Orateur a fait connaître sa décision au sujet des questions aux ministres. Il s'agit, en l'occurrence, d'une tout autre affaire.

En effet, les membres de l'Assemblée ont le droit de s'enquérir verbalement de l'expédition des affaires de l'Assemblée et de demander des informations sur des questions d'intérêt public. Le deuxième paragraphe de l'article 114 du Règlement de l'Assemblée législative se lit comme suit:

"Immédiatement après l'expédition des affaires courantes et avant que la Chambre entame les affaires du jour, un député peut: soulever une question de privilège; donner des explications personnelles, soit pour relever l'inexactitude du compte rendu d'un de ses discours, soit pour nier des accusations portées contre lui dans une publication, soit pour établir le sens de remarques qu'il a faites précédemment, qui ont été mal comprises et qu'il n'a pas eu l'occasion d'expliquer; attirer l'attention du gouvernement sur le retard à déposer des documents demandés, à répondre à des questions inscrites au *Feuilleton*, ainsi que sur l'état incomplet de dossiers déposés; demander ou donner des renseignements au

sujet de la conduite des travaux de la Chambre ou au sujet de quelque autre affaire d'intérêt public. Mais, dans tous ces cas, sauf ceux qui sont autrement prévus au Règlement, les remarques doivent être brèves et faites de façon à ne pas provoquer de débats."

Quand nous fera-t-on parvenir les copies des contrats ci-haut mentionnés et des arrêtés ministériels relatifs aux concessions minières du Nouveau-Québec? Le 12 février 1958, l'ordre a été donné de produire...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Point d'ordre. C'est une perte de temps, M. l'Orateur, dans un cas semblable. Vous avez rendu une décision à ce sujet, la semaine dernière.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il s'agissait, à ce moment, de directives parfaitement légales. Aujourd'hui, nous ne posons pas de questions, nous demandons des renseignements. Le Règlement parlementaire fait une différence entre les deux choses.

Or, actuellement, il s'agit d'une demande de renseignements, et l'on n'a pas le droit de mettre de côté l'article du Règlement⁷.

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare que l'article 681 du règlement, qui s'applique à toutes les questions posées aux ministres, dit qu'"aucune question ne peut être posée à moins qu'il n'en ait été donné un avis suivant les règles relatives aux avis de motions". Et la note 2, qui accompagne l'article 114, stipule qu'"il est irrégulier de poser oralement des questions qui peuvent s'inscrire au *Feuilleton*".

Dans ces circonstances, le point d'ordre soulevé par l'honorable premier ministre est maintenu et la question que le député de Saint-Maurice veut poser devra être inscrite à l'ordre du jour de la Chambre, si le député désire obtenir une réponse. Dorénavant, les députés ne pourront pas poser directement des questions au chef du gouvernement, ou aux ministres, à moins de les avoir inscrites à l'ordre du jour au moins une journée à l'avance.

Si le député de Saint-Maurice n'est pas satisfait, malgré que le premier ministre ait répondu à deux questions irrégulières, il n'a qu'à s'en tenir aux prescriptions de l'article 681.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Desjardins, Ducharme, Duplessis, Élie, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Laberge, Ladouceur, Langlais, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kenogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 58⁸.

Contre: MM. Brown, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 15.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Projets de loi:

**Bureau
de la trésorerie**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 10 concernant le bureau de la trésorerie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 10 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division⁹.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Département du Bien-être social

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 8 constituant le département du Bien-être social soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il est devenu nécessaire de créer un département de la Jeunesse distinct de celui du Bien-être social. Au point de vue administratif, le travail a tellement augmenté qu'il est devenu nécessaire que chaque secteur de ce vaste ministère ait une entité légale distincte. Depuis quelques années, les responsabilités respectives de ces deux secteurs ont augmenté considérablement¹⁰.

Le ministère de la Jeunesse continuera de s'occuper de l'enseignement spécialisé, technique et professionnel, qui a connu en ces dernières années, dans la province, une expansion sur laquelle il n'est plus besoin d'insister. Nous avons construit tout un réseau d'écoles, pour la formation de la jeunesse, qui ne connaît rien de supérieur même en Amérique du Nord. Nous avons maintenant 12 instituts de technologie qui couvrent les principales régions de la province et qui fonctionnent suivant des normes insurpassables. Nous avons aussi ouvert, dans des centres où vivent des agglomérations importantes, une soixantaine d'écoles d'arts et métiers, qui non seulement permettent aux jeunes d'apprendre des métiers utiles, mais où l'on enseigne aussi sur place la première, la seconde et même la troisième année du cours technique, ce qui facilite l'accès aux écoles de technologie.

En outre, les bourses d'études ont été multipliées. Le nombre des étudiants qui bénéficient de bourses du gouvernement augmente chaque année. Cette année, le ministère aidera financièrement de cette façon au-delà de 9,000 étudiants. Voilà pour la Jeunesse!

En résumé, toutes les charges et toutes les responsabilités du ministère n'ont fait qu'augmenter d'année en année depuis 1946¹¹, date de la création du ministère. Je remercie, dit-il, le premier ministre de m'avoir confié la direction du Bien-être social et de la Jeunesse, en 1946. C'est un grand honneur qu'il m'a fait. La création de ce ministère de la Jeunesse a été une initiative qu'aucun autre gouvernement en Amérique du Nord n'avait prise.

Nous avons créé un organisme qui a permis aux jeunes de chez nous de se préparer aux carrières multiples que leur réserve l'essor industriel de la province. Je suis sûr que la population du Québec, et surtout la jeunesse, en gardera une éternelle reconnaissance au premier ministre de la province.

Quant au Bien-être social, le ministère a acquis de nouvelles responsabilités avec les années. Depuis l'an dernier, le gouvernement a confié juridiction au ministère sur toutes les institutions d'assistance publique qui ne concernent pas l'hospitalisation, et lui a donc transféré une foule de devoirs jusque-là confiés au ministère de la Santé. Notre ministère a maintenant juridiction sur 90 institutions de toutes sortes, comme des orphelinats, des crèches, etc., et sur 37 agences sociales. Cette partie de nos responsabilités est généralement trop mal connue du public.

Nous dépensons maintenant \$80,000,000 par année en allocations de toutes sortes, dont \$60,000,000 viennent des fonds de la province. À l'heure actuelle, près de 80,000 personnes reçoivent de l'assistance sociale du gouvernement et se partagent directement cette somme aux titres des allocations aux mères nécessiteuses, des pensions aux invalides, aux aveugles, ou aux vieux et aux vieilles. De plus, le gouvernement répartit indirectement, par l'intermédiaire des 37 agences sociales et œuvres diverses, environ \$80,000,000¹² pour aider 80,000 personnes miséreuses. Au total, c'est donc environ 160,000 personnes qui relèvent, directement ou indirectement, du gouvernement. Cela fait un grand total de \$160,000,000 distribués en allocations dans la province. Si l'on ajoute à cela le travail qu'imposent les personnes qui réclament des pensions et n'y ont pas droit, on se rend facilement compte qu'il est devenu nécessaire de diviser les tâches.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande au ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) si tout ce qui concerne les jeunes ne devrait pas relever du même département, bien qu'il soit probablement difficile d'établir une ligne de démarcation.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Tous les individus, quel que soit leur âge, qui offrent un problème dans leur comportement social, relèveront de la juridiction du Bien-être social. En examinant les différents aspects du problème de la jeunesse, on découvre certains cas difficiles. Il y a le cas, par exemple, de l'enfance malheureuse, qui a des problèmes sociaux. Ces cas relèveront du département du Bien-être social. Lorsqu'il s'agira de la jeunesse de tel à tel âge, le département de la Jeunesse agira.

Le comité étudie l'article 2 du chapitre 70A, introduit par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"1. Les programmes d'études dans toute école ou institution relevant du département du Bien-être social sont préparés et appliqués sous l'autorité et la surveillance du Conseil de l'instruction publique.

"Toute nomination dans le personnel enseignant de ces écoles doit être soumise avec diligence, pour révision, au Conseil de l'instruction publique, qui peut la désavouer dans un mois de la signification qui lui en est faite; cette nomination cesse d'avoir effet à compter du jour où le Conseil de l'instruction publique informe le ministre de ce désaveu."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

annonce que le gouvernement a voulu consacrer le caractère confessionnel des écoles spécialisées en soumettant leurs programmes et l'engagement des professeurs à la juridiction du comité de l'instruction publique, qui aura droit de veto à la fois sur les programmes et sur les nominations des titulaires. C'est moi-même, dit-il, qui ai tenu à placer cette garantie dans la loi, il y a quelques années¹³, et à la répéter dans les deux nouvelles lois créant les deux nouveaux ministères.

C'est, dit-il, une garantie au point de vue confessionnel, une garantie de la nature religieuse de l'éducation dans la province où les écoles sont soit protestantes ou catholiques romaines. Par cet article, nous donnons au Conseil de l'instruction publique des droits qu'il n'avait pas auparavant. Nous voulons éviter que des gens préconisant des théories subversives ou anticléricales soient nommés dans ces institutions.

(Rires à gauche)

Avec cette garantie, nous n'avons plus la menace d'écoles neutres comme autrefois. Nous prenons les moyens pour qu'il ne se glisse pas dans le personnel enseignant des gens qui ont des idées subversives ou dangereuses. Il y a eu autrefois, à

Saint-Hyacinthe, une école dont l'enseignement a provoqué des protestations, et c'est pour faire écho à ces protestations, notamment celles de l'évêque de Saint-Hyacinthe, que j'ai fait incorporer cet article dans la loi qui garantit notre enseignement, au point de vue confessionnel.

M. Hamel (Saint-Maurice): Va-t-on considérer comme subversif l'enseignement donné par un diplômé de l'École des sciences sociales de l'Université Laval?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Peu importe l'université qui a donné un diplôme à un professeur, si ce dernier a des idées saines, tout va bien. Un diplômé qui a des idées saines ou malsaines les conserve, qu'il soit diplômé de Laval ou de McGill. Le diplôme peut être une consécration de l'intelligence, mais il n'en donne pas.

M. Hamel (Saint-Maurice): Serait-il possible à des personnes qui favorisent l'enseignement gratuit de professer dans ces écoles ou en seront-elles exclues? Va-t-on les considérer comme des personnages subversifs à cause de leurs convictions?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Cette question montre bien le député de Saint-Maurice sous son vrai jour. Dans les écoles techniques ou spécialisées, tout est payé par le gouvernement. En outre, les élèves bénéficient de bourses d'études. Il n'y a personne de plus généreux au point de vue de l'enseignement spécialisé, en Amérique du Nord, que le gouvernement de l'Union nationale.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre ne répond pas à ma question. J'ai demandé si une personne qui favorise l'enseignement gratuit pourra enseigner dans ces écoles, ou si elle en sera exclue à cause de ses convictions à ce sujet.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Comme j'ai la responsabilité de faire les recommandations pour les nominations aux postes de professeur dans les institutions relevant de mon département, dans le cas cité par le député de Saint-Maurice, je ne recommanderais pas un professeur ayant ces idées. Si un tel professeur se présentait chez nous, on ne pourrait l'engager, parce que la première qualification que nous exigeons est d'être sérieux. Je crois bien que celui qui recommanderait l'enseignement gratuit ne posséderait pas cette qualification fondamentale.

M. Hamel (Saint-Maurice) veut continuer à discuter.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) rappelle au député de Saint-Maurice le point d'ordre soulevé par celui-ci, au début de la discussion en comité plénier, alors que le député de Saint-Maurice avait réclamé l'étude du bill article par article¹⁴. Ce n'est pas ma faute, dit-il, si le député de Saint-Maurice s'est barré les jambes en partant.

M. Hamel (Saint-Maurice): Les règlements disent qu'un député a droit de répondre à un argument.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Saint-Maurice connaît peu les règlements. Ces règlements exigent que le bill soit étudié article par article. Tenons-nous-en au Règlement.

M. Brown (Brome): C'est un geste important que nous allons poser. Je me demande si le gouvernement, avant de présenter la loi, a consulté les groupements les plus susceptibles de le renseigner sur ces questions. Trop de jeunes, dit-il, ne sont pas couverts par les diverses lois créées par le gouvernement pour les aider à se préparer un plus bel avenir et j'exprime l'espoir, ajoute-t-il, que le gouvernement fera tout son devoir dans ce domaine.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 13 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 8 sans l'amender.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que le bill 8 soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Département de la Jeunesse

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de

résolutions relatives au bill 9 constituant le département de la Jeunesse.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose: 1. Que l'article 5 de la loi de l'Exécutif (Statuts refondus, 1941, chapitre 7), modifié par l'article 5 de la loi 6 George VI, chapitre 55, par l'article 1 de la loi 7 George VI, chapitre 39, par l'article 2 de la loi 10 George VI, chapitre 22, par l'article 2 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 16, et par l'article 1 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 39, soit de nouveau modifié en y ajoutant le paragraphe suivant:

"18. Un ministre de la Jeunesse."

Adopté.

2. Que l'article 2 de la loi des départements (Statuts refondus, 1941, chapitre 43), modifié par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 55, par l'article 2 de la loi 7 George VI, chapitre 39, par l'article 1 de la loi 9 George VI, chapitre 32, par l'article 9 de la loi 10 George VI, chapitre 22, et par l'article 6 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 16, soit de nouveau modifié en y ajoutant, après le paragraphe 17°, le suivant:

"18° Le département de la Jeunesse, présidé par le ministre de la Jeunesse."

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que ces résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 9 constituant le département de la Jeunesse.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 9 constituant le département de la Jeunesse soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 9 sans l'amender.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Foyers pour personnes âgées

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 14 facilitant l'établissement de foyers pour les personnes âgées.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose: 1. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'affecter une somme de quinze millions de dollars à l'établissement, à la construction et au maintien de maisons d'accueil pour couples âgés.

2. Que les sommes affectées aux fins de la loi qui accompagne les présentes résolutions soient prises à même le fonds consolidé du revenu ou les fonds provenant de l'impôt provincial sur le revenu, dans les proportions que déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Dans bien des domaines, la province de Québec bat la marche. Mon gouvernement s'est occupé des divers secteurs de la population. Pendant plusieurs années, j'ai reçu des demandes de plusieurs organismes et de plusieurs personnes invitant le gouvernement à s'occuper des personnes âgées. Autrefois, les personnes âgées étaient adoptées par les familles. Aujourd'hui, dans bien des cas, on a tendance à les placer dans diverses institutions. Ces couples vivent séparés dans de nombreux cas.

La politique de l'Union nationale est d'organiser ainsi des maisons d'accueil où les vieux couples pourront séjourner dans un climat à la fois familial et régional, qui favorisera une heureuse vieillesse à ceux qui sont dans l'obligation de se confier aux soins de la communauté. Nous ne pouvons en établir partout¹⁵, mais nous voulons faire quelque chose dans ce domaine. Cependant, la province est grande et nous ne pouvons tout faire d'un seul coup.

Dès maintenant, nous avons décidé de consacrer un montant de \$15,000,000 pour l'organisation de maisons d'accueil. Je crois que c'est un devoir social important de ne pas oublier les vieux, après avoir pensé aux jeunes. À l'heure actuelle, trois projets sont sérieusement à l'étude. Notre intention est de construire les trois premières maisons d'accueil pour personnes âgées, à Saint-Tite, comté de Laviolette, à Courville, près de Québec¹⁶, ainsi qu'à Saint-Damien, comté de Bellechasse, en améliorant les conditions qui existent déjà à cet endroit. Elles seront confiées à des communautés religieuses.

D'autres projets sont aussi à l'étude. Nous verrons à pourvoir d'autres régions de ces maisons d'accueil pour permettre aux couples âgés de finir ensemble leur vie laborieuse. Notre but est de les multiplier, de les placer dans des endroits stratégiques, et là où existe une atmosphère familiale, en faisant en sorte qu'elles soient situées, autant que possible, dans les régions où habitent les parents de ces personnes.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) remarque que l'État doit maintenant s'intéresser au problème

du placement des personnes âgées, chose qui n'était pas nécessaire autrefois. Qui construira? Le gouvernement entend-il construire lui-même les maisons d'accueil et les placer sous la direction de communautés religieuses, ou songe-t-il à fournir des subventions à des communautés religieuses pour qu'elles construisent et maintiennent elles-mêmes ces maisons d'accueil? Le premier ministre peut-il nous dire le nombre approximatif de personnes que le gouvernement prévoit placer dans chacune de ces institutions?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Le nombre de vieux couples à héberger dans chaque maison n'est pas encore déterminé. On sait qu'il est présentement question de loger une cinquantaine de couples dans la maison d'accueil de Saint-Tite de Laviolette. Le plus difficile et le plus important, pour le présent, c'est de recruter le personnel compétent nécessaire pour ces maisons d'accueil.

Quand nous transigeons avec les communautés religieuses, il y a deux opinions: il y en a qui ne veulent pas construire elles-mêmes, qui aiment mieux que le gouvernement leur fournisse lui-même les locaux nécessaires et qui préfèrent assumer l'administration de l'établissement, tandis que d'autres préfèrent construire elles-mêmes les maisons avec une subvention du gouvernement.

Aujourd'hui même, deux cas différents se sont présentés. Le même problème va se répéter dans le cas des maisons d'accueil. Le premier ministre a parlé tout à l'heure de trois projets dont la réalisation est assurée.

D'autres projets sont à l'étude et pour lesquels des pourparlers sont déjà engagés. Aujourd'hui, nous prévoyons de dépenser \$15,000,000. Ce n'est qu'un commencement, une initiative nouvelle. Nous ferons davantage dès que les moyens financiers le permettront. Le gouvernement y ajoutera au fur et à mesure des besoins.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Quelles seront les conditions d'admission?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Il ne s'agira nullement d'une luxueuse hôtellerie pour les gens fortunés, mais d'institutions pour les gens qui sont réellement dans le besoin. Elles accueilleront des gens qui n'ont pas les moyens de se loger ailleurs, qui n'ont pour toute fortune, la plupart du temps, que leur pension de vieillesse.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 14 facilitant l'établissement de foyers pour les personnes âgées soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)

propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 14 sans l'amender.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Conciliation entre
locataires et propriétaires**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 4 prolongeant d'une année l'application de la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que l'application de la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires (14-15 George VI, chapitre 20), telle que modifiée par les Statuts subséquents, soit prolongée jusqu'au 30 avril 1960.

2. Que l'article 38 de ladite loi, modifié par l'article 16 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 9, par l'article 6 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 12, par l'article 6 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 7, par l'article 3 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 17, par l'article 2 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 28, et par l'article 9 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 7, soit de nouveau modifié en remplaçant, dans la dernière ligne, le millésime "1959" par le millésime "1960".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) souligne l'importance de cette législation qui vise à protéger les gens à revenus moyens et à prévenir les abus.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) se plaint de n'avoir pas encore de réponse aux questions qu'il a posées touchant le nombre des cas réglés dans les divers bureaux de la régie¹⁷.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) envoie chercher le document.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): (En attendant ces renseignements) L'utilité de certains bureaux de la Régie, comme ceux maintenus à Montréal et à Québec, ne saurait faire de doute. Mais j'entends dire, ajoute-t-il, que dans certains petits centres, les bureaux n'ont à peu près aucune cause à entendre.

Je crois le temps venu, sans abolir la Régie, de procéder graduellement à une sorte de "décontrôle", si l'on me permet cet anglicisme. En France, où le contrôle des loyers existe depuis 1914, les propriétaires ont cessé d'entretenir les immeubles et la situation est devenue impossible. Si les demandes se raréfient à tel point que le maintien d'un bureau soit devenu inutilement onéreux, je suggère qu'on le fusionne avec celui du centre le plus rapproché, dans la même région. Ainsi, une somme d'argent appréciable, actuellement versée en salaires, pourrait être épargnée.

(Un messenger apporte au député de Montréal-Outremont (M. Lapalme) le document demandé)

M. Lapalme (Montréal-Outremont) lit qu'en 1957, 1,443 décisions ont été rendues à Québec. Des milliers de cas, dit-il, ont aussi été réglés dans les différents bureaux de Montréal. Par contre, il n'y a eu que 60 décisions à Montmagny, 77 à Rimouski, 350¹⁸ à Chicoutimi et 76 à Thetford.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non seulement le nombre de causes entendues justifie le maintien de la Régie, mais celle-ci serait quand même nécessaire, même si le nombre des causes était moins élevé qu'en 1957. Il serait quand même nécessaire de maintenir des bureaux ailleurs, parce que la seule présence des régisseurs des loyers constitue en soi une protection contre les abus de la part de certains propriétaires, même si les bureaux régionaux n'ont pas beaucoup de travail à leur crédit. C'est que la Régie, qui est quelque chose d'anormal, sans doute, s'avère nécessaire parce qu'il y a encore des abus, même s'ils ne viennent que du petit nombre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): L'expression "décontrôle" que j'ai employée tantôt n'est peut-être pas exacte. Je crois que la Régie doit être maintenue dans toute la province. Mais est-il nécessaire de maintenir une infinité de bureaux un peu partout? Le temps n'est-il pas venu d'en centraliser quelques-uns? Ne serait-il pas à propos de procéder à un regroupement du travail pour éliminer certains bureaux dont l'existence n'est pas justifiée par le nombre de décisions rendues? Je conviens, dit-il, cependant du besoin de garder cette législation en vigueur pour une année supplémentaire.

M. Lafrance (Richmond) s'étonne de voir que 890 décisions ont été rendues par les régisseurs à Asbestos, cependant que celui de Sherbrooke n'en rendait que 156.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les chiffres d'Asbestos s'appliquent à toute la région. Par exemple, dit-il, le bureau d'Asbestos entend aussi les causes de Windsor Mills et de Richmond. Les trois quarts des dépenses faites par la Régie sont attribuables à Montréal et Québec, mais il est quand même nécessaire de maintenir des bureaux ailleurs, parce que leur présence constitue en soi une protection contre les abus.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que ces résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 4 prolongeant d'une année l'application de la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 4 prolongeant d'une année l'application de la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 4 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Demande et dépôt de documents:**Bureaux de la
Commission des loyers**

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

1. une copie du dernier rapport annuel de ses opérations que la Commission des loyers a transmis au gouvernement de la province ou à l'un de ses membres ou officiers;

2. un état indiquant les endroits où la Commission maintient des bureaux avec, en regard de chaque dit bureau, le montant de la dépense totale annuelle et le nombre des décisions rendues au cours

de la dernière année pour laquelle le gouvernement possède des statistiques.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 10)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant. Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. *The Gazette* du 6 décembre 1958, à la page 4, confirme que la grève fut déclenchée pendant une tempête de neige.

2. *L'Action catholique* du 10 décembre 1958, à la page 14, emploie le mot "moyen".

3. Nous reproduisons ici le texte de la motion adoptée en Chambre pour deux raisons: d'une part, il est fort possible que M. Hamel ait tout simplement fait lecture de la motion; d'autre part, la version des journaux épouse de très près, tout en étant moins complète, le libellé de la motion.

4. Même si *L'Action catholique* du 10 décembre 1958, à la page 2, fond en une seule les deux premières questions posées par M. Hamel, *Le Nouvelliste* du 10 décembre 1958, à la page 23, indique sans ambiguïté, en omettant toutefois d'en rapporter exhaustivement le texte, que le cas du pont de Donnacona et celui du pont de Drummondville ont fait l'objet de deux interrogations à la fois distinctes et similaires. En conséquence, pour reconstituer le texte de l'intervention de M. Hamel, nous avons repris les éléments pertinents contenus dans ces deux journaux et nous y avons greffé le texte de la motion. Cette manière de procéder nous semble justifiée. En effet, le texte et le sens des questions devaient être très semblables pour que

L'Action catholique du 10 décembre 1958, à la page 2, soit portée à les résumer en une seule question.

5. Nous déduisons de la lecture de *The Gazette* du 10 décembre 1958, à la page 4, que le premier ministre apporta une réponse pratiquement identique, tant du point de vue de la forme que de l'argumentation, aux deux premières questions de M. Hamel. En l'absence d'autres sources, nous reproduisons les phrases de la première réponse de M. Duplessis qui ont été répétées, si l'on se fie au précédent journal.

6. *La Presse* du 10 décembre 1958, à la page 17, rapporte que M. Hamel a alors voulu poser au premier ministre une question analogue relative à un ordre de la Chambre du 12 février 1958. Voici le texte de la motion tel qu'il apparaît dans le procès-verbal de la séance du 12 février 1958 (page 383): "Il est résolu que cette Chambre vote une adresse priant l'honorable lieutenant-gouverneur de faire déposer sur le bureau de la Chambre: Une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil depuis le 1^{er} janvier 1954 jusqu'au 31 décembre 1957, relativement à des concessions minières dans le territoire du Nouveau-Québec." Nous présumons que M. Hamel fit cette mise au point aux journalistes après la séance, car la version du *Devoir* du 10 décembre 1958, à la page 1, montre clairement que M. Hamel fut interrompu par le premier ministre avant d'avoir pu faire connaître à la Chambre l'objet de sa question. Cependant, il y reviendra un peu plus loin au cours de la discussion.

7. *Le Soleil* du 10 décembre 1958, à la page 3, rapporte que M. Duplessis et M. Hamel ont discuté longuement des articles 114 et 681 du Règlement.

8. M. Rochon, affirme *Le Nouvelliste* du 10 décembre 1958, à la page 23, vota avec le parti ministériel.

9. *Le Nouvelliste* du 10 décembre 1958, à la page 23, précise que ce projet de loi n'a soulevé aucune discussion. Toutefois, *L'Événement* du 10 décembre 1958, à la page 8, relate que ce dernier fut adopté "malgré les objections des libéraux". Ce dernier journal, croyons-nous, utilise cette expression pour traduire le fait que le projet de loi a été adopté sur division.

10. *Le Nouvelliste* du 10 décembre 1958, à la page 1, révèle que "cette loi et celle du département

de la Jeunesse donnent une entité légale distincte aux deux sections du ministère". Cette phrase nous permet de penser que l'utilité des deux projets de loi a été débattue en même temps et que la discussion a eu lieu pendant l'étude article par article du projet de loi concernant le département du Bien-être social, lequel est d'ailleurs soumis en premier à l'attention de la Chambre.

11. *Le Soleil* du 10 décembre 1958, à la page 3, écrit "1945", mais le ministère du Bien-être social et de la Jeunesse fut institué en 1946.

12. Chiffre du *Montréal-Matin* du 10 décembre 1958, à la page 5; \$31,000,000, selon *Le Soleil* du 10 décembre 1958, à la page 3.

13. En fait, rappelle *The Quebec Chronicle* du 10 décembre 1958, à la page 1, cette disposition avait été incluse dans la loi qui créa, en 1946, le ministère du Bien-être social et de la Jeunesse.

14. Nous avons laissé à cet endroit la mention du point d'ordre soulevé par M. Hamel, car nous ne savons où la placer dans le déroulement du débat. En fait, M. Hamel réclama sans doute plus tôt que l'on cesse d'expliquer le sens général du projet de loi, pour procéder immédiatement à l'étude systématique des articles.

15. *Le Montréal-Matin* du 10 décembre 1958, à la page 3, écrit au contraire: "Nous voulons en établir partout."

16. Données du *Montréal-Matin* du 10 décembre 1958, à la page 3, et du *Montreal Daily Star* du 10 décembre 1958, à la page 10; "Dans la ville de Québec même", selon *Le Soleil* du 10 décembre 1958, à la page 44.

17. Cette demande est officiellement consignée au procès-verbal, sous la rubrique "Bureaux de la Commission des loyers". Cependant, la demande et le dépôt de documents ont bel et bien eu lieu à ce moment du débat.

18. Donnée de *L'Action catholique* du 10 décembre 1958, à la page 3; 360, selon *Le Devoir* du 10 décembre 1958, à la page 2.

Séance du mercredi 10 décembre 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Charte de Fort Chambly

M. Gagné (Richelieu) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Pouliot), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de Fort Chambly, demandant l'adoption d'une loi afin que de nouveaux pouvoirs lui soient accordés, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la ville de Fort Chambly, demandant l'adoption d'une loi afin que de nouveaux pouvoirs lui soient accordés.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 156 concernant la succession de David John Garth;

- bill 160 concernant la Commission des écoles catholiques de Pointe-Claire et Beaconsfield, dans le comté de Jacques-Cartier;

- bill 221 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Kénogami, dans le comté de Jonquière-Kénogami.

Et, sans amendement, le bill 230 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lévis, dans le comté de Lévis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 220 modifiant la charte de l'Association provinciale des instituteurs protestants de Québec;

- bill 150 corrigeant une désignation de lot dans un acte de vente entre Didace Patenaude et dame Alma Séguin.

M. Maltais (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 155 modifiant la charte de la ville de Hampstead;

- bill 144 modifiant la charte de la ville de Saint-François;

- bill 135 concernant l'adoption de Joseph Guy Marc Gravel;

- bill 134 constituant en corporation la ville de Sainte-Geneviève.

Votre comité, au sujet de ce bill, désire faire observer à votre honorable Chambre que, du consentement unanime des membres de votre comité et de celui des promoteurs intéressés dans ce bill, il a convenu de recommander à votre honorable Chambre que le titre en soit changé en celui de "loi constituant en corporation la ville de Pierrefonds".

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill 210 pour changer le nom de Léonidas George Nicolopoulos, en celui de Loney George Nicol, n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Le rapport est adopté.

M. Maltais (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 158 constituant en corporation les sœurs missionnaires de Notre-Dame d'Afrique.

Projets de loi:

Succession David John Garth

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme

en comité plénier pour étudier le bill 156 concernant la succession de David John Garth.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 156 sans l'amender.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission des écoles catholiques de Pointe-Claire et Beaconsfield

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 160 concernant la Commission des écoles catholiques de Pointe-Claire et Beaconsfield, dans le comté de Jacques-Cartier.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 160 sans l'amender.

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Kénogami

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 221 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Kénogami, dans le comté de Jonquière-Kénogami.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 221 sans l'amender.

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Lévis

M. Samson (Lévis) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 230 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lévis, dans le comté de Lévis.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 230 sans l'amender.

M. Samson (Lévis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Association provinciale des instituteurs protestants

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 220 modifiant la charte de l'Association provinciale des instituteurs protestants de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 220 sans l'amender.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Vente entre D. Patenaude et A. Séguin

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 150 corrigeant

une désignation de lot dans un acte de vente entre Didace Patenaude et dame Alma Séguin.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 150 sans l'amender.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Hampstead

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 155 modifiant la charte de la ville de Hampstead.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 155 sans l'amender.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Saint-François

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 144 modifiant la charte de la ville de Saint-François.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 144 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Adoption de Joseph G. M. Gravel

M. Rochette (Québec) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 135 concernant l'adoption de Joseph Guy Marc Gravel.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 135 sans l'amender.

M. Rochette (Québec) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Sœurs missionnaires de Notre-Dame d'Afrique

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 158 constituant en corporation les sœurs missionnaires de Notre-Dame d'Afrique.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 158 sans l'amender.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Pierrefonds

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 134 constituant en corporation la ville de Pierrefonds.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 134 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Gagnon (Matapédia): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville de Courville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- du village de Gaspé, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Beauceville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Sainte-Thérèse, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la municipalité de Sainte-Thérèse-Ouest, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Simco Enterprises Company Ltd. et autres, demandant l'adoption d'une loi érigeant ville d'Estérel en municipalité de ville;
- des commissaires d'écoles de la cité de Rivière-du-Loup, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;
- de Dominion Steel and Coal Corporation Company Ltd., demandant l'adoption d'une loi aux fins de régulariser et valider certains titres de propriété;
- de l'Institut des Frères des écoles chrétiennes, demandant l'adoption d'une loi autorisant une corporation indépendante dans le diocèse de Nicolet, de Trois-Rivières et autres comtés;
- de la ville de Saint-Félicien, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de dame Colette Perroux-Maranda, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes à l'admettre à l'exercice de la chirurgie dentaire, après examen;
- de la ville de Candiac, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Roland Liboiron, demandant l'adoption d'une loi concernant l'acte de vente consenti par dame Émilienne Ouellette à Roland Liboiron.

Projets de loi:

Beauceville

M. Poulin (Beauce) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 110 modifiant la charte de la ville de Beauceville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Gaspé

M. Gaboury (Matane) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 124 incorporant la ville de Gaspé et concernant les écoles protestantes de la municipalité de Gaspé.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Saint-Félicien

M. Turcotte (Roberval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 126 modifiant la charte de la ville de Saint-Félicien.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Courville

M. Rochette (Québec) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 145 modifiant la charte de la ville de Courville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Sainte-Thérèse

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 148 concernant la charte de la ville de Sainte-Thérèse.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Sainte-Thérèse-Ouest

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 149 concernant la corporation municipale de Sainte-Thérèse-Ouest.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Vente entre É. Ouellette et R. Liboiron

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 182 concernant

l'acte de vente consenti par dame Émilienne Ouellette à Roland Liboiron.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Candiac et Iroquois Glass Ltd.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 200 concernant la ville de Candiac, les corporations scolaires catholique et protestante de la ville de Candiac et Iroquois Glass Limited.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Dominion Steel and Coal Corporation Ltd.

M. Ladouceur (Verchères) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 202 pour valider le titre de Dominion Steel and Coal Corporation Limited sur certaines propriétés et pour valider certains accords faits par cette compagnie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Frères des écoles chrétiennes de Trois-Rivières

M. Bellemare (Champlain) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 224 constituant en corporation les Frères des écoles chrétiennes de Trois-Rivières.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Estérel

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 229 constituant en corporation la ville d'Estérel.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Colette Perroux-Maranda

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 237 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre dame Colette Perroux-Maranda au nombre de ses membres, après examen.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Instruction publique à Rivière-du-Loup

M. Raymond (Témiscouata) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 238 modifiant la

loi concernant l'instruction publique dans la cité de Rivière-du-Loup.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Ordre de production de documents²

M. Hamel (Saint-Maurice): Je voudrais attirer l'attention de la Chambre sur un fait particulier. Le 12 février 1958, la Chambre a donné ordre au gouvernement de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil, depuis le 1^{er} janvier 1954 jusqu'au 31 décembre 1957, relativement à des concessions minières dans le territoire du Nouveau-Québec³. On n'a pas donné suite à cet ordre. Quand le gouvernement a-t-il l'intention d'y donner suite?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est évident que le député de Saint-Maurice veut faire perdre le temps de la Chambre. Il n'a qu'à communiquer avec le ministre intéressé. Je suis sûr que les documents seront produits. Le gouvernement est disposé à fournir ces renseignements, puisqu'il a déjà accepté de le faire. Mais, d'autre part, il ne faut pas oublier que l'ordre a été donné à la fin de la dernière session.

Il (l'honorable M. Duplessis) fait remarquer à M. l'Orateur que le député de Saint-Maurice (M. Hamel) ne fait que répéter la question de la veille. Il conseille de nouveau au député de Saint-Maurice de s'adresser au ministre concerné.

Projets de loi:

Emprunts municipaux pour chômage

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 21 concernant les emprunts municipaux en matière de chômage soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) refuse d'étudier la loi. Quant à moi, dit-il, je n'ai eu le texte du projet de loi, qui sort tout juste de chez l'imprimeur, qu'au début de la séance à 3 heures. Je suis, comme les autres députés, dans l'impossibilité, n'ayant pas eu le temps de l'étudier à fond, de procéder immédiatement. J'ai besoin de plus de temps pour l'examiner de plus près.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) tient à donner aux députés des explications additionnelles à celles qu'il avait fournies vendredi dernier, lorsqu'il avait annoncé son intention de présenter ce projet de loi. Il s'agit, dit-il, d'un problème qu'il est urgent de régler. C'est pourquoi je veux faire adopter ma loi le plus rapidement possible. L'objet du bill est bien simple. Il y a quelque temps, les autorités fédérales ont offert de verser une contribution de 50 % du coût de la main-d'œuvre de certains travaux qui seraient exécutés par les corporations municipales en vue de remédier au chômage. Mon intention, dit-il, en pressant l'adoption de cette loi, est de permettre aux municipalités de profiter rapidement de l'offre du gouvernement d'Ottawa pour les travaux de chômage.

Mais, comme les renseignements que nous avons obtenus par les journaux, au sujet de cette proposition, n'avaient pas un caractère officiel, ne paraissaient pas fournir tous les détails et permettaient difficilement de se former une opinion sur la nature des travaux auxquels Ottawa est prêt à contribuer, j'ai communiqué avec le ministre fédéral du Travail, l'honorable Michael Starr⁴, pour obtenir des informations supplémentaires au sujet des travaux qui peuvent faire partie de ce programme. Il m'a donné une liste des travaux que l'on peut entreprendre avec l'aide du gouvernement fédéral. Mais certains de ces travaux ne peuvent pas être exécutés en hiver, dans la province de Québec, à cause des conditions climatiques (sic).

J'ai aussi rencontré, lors de sa récente visite à Québec, l'honorable Raymond O'Hurley⁵, ministre fédéral de la Production de défense. Nous avons discuté le problème. Plus tard, j'ai communiqué de nouveau avec le ministre du Travail. J'ai appris de M. Starr que les autorités fédérales seraient prêtes à payer 50 % du coût de la main-d'œuvre pour la pose de tuyaux, dans le cadre de travaux d'installation d'aqueduc et d'égout.

Ainsi, il semble que les travaux d'aqueduc, y compris la pose des conduites principales d'un système d'aqueduc, pourraient compter comme des travaux de nature à remédier au chômage, et donc bénéficier de la subvention fédérale, qui s'applique toutefois au coût de la main-d'œuvre, et non pas à l'achat des matériaux. Il y a là des possibilités, pour certaines municipalités de la province de Québec, de profiter de cette offre. À Montréal, à Québec et dans d'autres municipalités, le conseil municipal a préparé une liste de travaux auxquels le gouvernement fédéral pourrait contribuer dans le cadre du programme.

Une délégation de la province est partie pour Ottawa, afin de discuter le problème avec les autorités fédérales. La délégation comprend le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Dozois), M. Jean-Louis Doucet, sous-ministre des Affaires municipales, et M. Donat Quimper, sous-ministre adjoint du Travail. Les membres de la délégation ont pour mission de rencontrer le ministre fédéral du Travail, M. Starr, afin d'obtenir une liste aussi complète et précise que possible des travaux susceptibles d'être exécutés, dans la province, avec l'aide de la contribution de l'administration fédérale, pour pallier le chômage saisonnier. Le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Dozois) et les deux sous-ministres ont quitté Montréal pour Ottawa dès hier soir⁶.

Si elles procédaient en vertu de la législation provinciale actuelle, les corporations municipales qui voudraient se prévaloir de la loi fédérale et négocier des emprunts pour l'exécution de ces travaux seraient astreintes à des formalités parfois très longues, qui auraient pour effet de retarder considérablement l'exécution des travaux.

Il faudrait des avis de motion, procéder par référendum, etc. Or, l'offre d'Ottawa n'est valable que pour la période allant du 1^{er} décembre 1958 au 30 avril 1959. La législation nouvelle abrégera ces délais au minimum.

La loi que je présente a pour but de faire disparaître toutes les formalités concernant les emprunts et l'obtention des fonds nécessaires aux municipalités. La loi stipule donc que les conseils municipaux pourront procéder par simple résolution. Le référendum et le règlement ne seront pas nécessaires.

Cela permettra de hâter le commencement des travaux. La résolution des conseils municipaux entrera en vigueur dès que la Commission municipale du Québec et le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Dozois) l'auront approuvée.

De plus, la nouvelle loi accordera aux municipalités le droit de conclure des ententes avec le fédéral. Elle donnera aux corporations municipales tous les pouvoirs nécessaires pour leur permettre de profiter de l'offre fédérale avec le minimum de formalités et de délais.

Les pouvoirs accordés vaudront du 5 décembre au 2 mai, étant basés sur la période déterminée par l'offre d'Ottawa. Il s'agit d'une délégation de pouvoirs spéciaux pour faire face à une situation spéciale. Il s'agit aussi d'une loi urgente. Nous voulons que la loi soit adoptée le plus tôt

possible par les Chambres, et j'espère qu'elle pourra être sanctionnée le plus rapidement possible par le lieutenant-gouverneur, afin de permettre aux municipalités d'aller de l'avant avec leurs projets pour remédier au problème du chômage.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Si le gouvernement voulait l'étudier à cette séance, s'il était pressé de faire voter sa loi, c'était à lui à la faire imprimer plus tôt pour que les députés de l'opposition puissent en prendre connaissance avant la discussion en comité plénier. C'est une législation trop sérieuse pour l'adopter à toute vapeur.

L'opposition reconnaît le caractère d'urgence du projet de loi, mais ce n'est pas de sa faute si ce bill important lui a été remis à la dernière minute. L'opposition ne doit pas payer pour le retard de l'imprimeur. Ce n'est pas le but de l'opposition de retarder le passage de la loi. L'opposition est bien obligée, vu les circonstances, de remettre à plus tard le débat. Et, puisqu'un ministre et deux sous-ministres sont à Ottawa pour obtenir des informations supplémentaires, pourquoi ne pas attendre leur retour?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'attire l'attention du député de Montréal-Outremont (M. Lapalme) sur le fait que les renseignements que j'ai donnés à la Chambre sont des renseignements complets. La loi est claire et précise.

Elle a pour but d'autoriser les corporations municipales à conclure des ententes avec Ottawa, et pour but également de faire disparaître tous les délais pour l'exécution immédiate des travaux.

Si l'on préfère ajourner à demain, soit. Mais, si l'opposition dit qu'elle n'est pas prête pour l'étude du bill, elle portera la responsabilité du retard apporté à l'adoption de la loi.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ce n'est pas nous qui porterons la responsabilité de n'avoir pas présenté le projet de loi plus tôt.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Kirkland), que le débat soit maintenant ajourné.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand l'opposition sera-t-elle prête?

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Demain.

La motion est adoptée.

Portland et commission scolaire de Notre-Dame-de-la-Salette

M. Desjardins (Gatineau) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 102 concernant la corporation du canton de Portland et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette, dans le comté de Papineau, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Price

M. Gaboury (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 115 concernant la corporation du village de Price soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession Paul-Émile Guilbeault

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 161 concernant la succession de Paul-Émile Guilbeault soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commission scolaire de l'Île-Bizard

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 162 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Saint-Eustache

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 176 concernant la ville de Saint-Eustache et la Commission scolaire de Saint-Eustache soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Propriété de Gérard D'Amour

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 183 concernant une propriété de Gérard D'Amour soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Saint-Jean

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 122 modifiant la charte de la cité de Saint-Jean soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission scolaire de Lachine

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 137 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Montmagny

M. Lizotte (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 147 modifiant la charte de la ville de Montmagny soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Saint-Ambroise

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 178 concernant la corporation de la paroisse de Saint-Ambroise, dans le comté de Québec, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Sœurs de Sainte-Marcelline

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 179 constituant en corporation les sœurs de Sainte-Marcelline soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Sayabec

M. Gagnon (Matapédia) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 225 concernant la corporation du village de Sayabec et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sayabec, dans le comté de Matapédia, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Pension des députés

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 6 modifiant la loi concernant les membres de l'Assemblée législative et la loi de la Législature.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que l'article 1 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 19, soit modifié en remplaçant le paragraphe *a* par le suivant:

a. "député" signifie une personne qui était membre de l'Assemblée législative le 1^{er} janvier 1958 ou qui l'est devenue ou le deviendra après cette date:".

2. Que l'article 3 de ladite loi soit modifié:

a. en remplaçant, dans la première ligne du premier alinéa de la version française, les mots "chacun d'eux" par les mots "chaque député";

b. en remplaçant le second alinéa par le suivant:

"Ces contributions commencent avec la présente session quant aux personnes qui étaient députés le 1^{er} janvier 1958 et, quant à toute personne qui l'est devenue ou le deviendra par la suite, avec la première session qui suit son élection."

3. Que l'article 10 dans ladite loi soit modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

"Cet avis doit être donné, suivant une formule fournie ou approuvée par le ministre des Finances, dans les 15 mois de l'entrée en vigueur de la présente loi, quant aux personnes qui étaient députés le 1^{er} janvier 1958 et, le cas échéant, dans les 15 mois de leur élection, quant aux personnes qui ne l'étaient pas alors, mais qui l'avaient été auparavant et le sont redevenues par la suite."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Cette loi concerne les modalités de la pension que l'Assemblée législative a votée l'an dernier aux députés qui ont passé 10 années de leur vie au service de leur province.

Il s'agit d'y apporter un amendement qui permettra au lieutenant-gouverneur de la province⁷, qui a passé 23 ans à l'Assemblée législative, de jouir de la pension une fois qu'il aura quitté ses fonctions de représentant de la reine dans la province de Québec.

Pour ce faire, cet amendement stipule que la loi de la pension sera applicable à toute personne qui était membre de l'Assemblée législative à la date du 1^{er} janvier 1958, et non plus au jour de la sanction de la loi.

M. Gagnon n'est pas admissible à cette pension en vertu des Statuts actuels, étant donné qu'il a quitté son siège à l'Assemblée et son poste de ministre des Finances, avant que les modalités de la pension n'aient force de loi. Cela apparaît très injuste en regard des 23 années de service de M. Gagnon comme député de l'Union nationale, pour le comté de Matane. Un amendement déclare aussi que la personne qui reçoit des émoluments, soit de la province, soit du gouvernement fédéral, ne peut pas bénéficier de la pension pendant qu'elle reçoit ainsi ces argents. Par surcroît, un membre ancien de la Législature qui reçoit la pension doit subir la suspension des paiements pendant tout le temps qu'il passe à la Chambre basse si, plus tard, il est réélu.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Il serait normal qu'un député nommé à un autre poste gouvernemental continue de recevoir sa pension. Il

(M. Rochon) proteste contre ce qu'il qualifie d'injustice à l'égard d'un ancien député qui, ayant droit à la pension, est nommé juge, par exemple. Il est d'avis que ce juge devrait retirer sa pension d'ancien député en même temps que son salaire de juge.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le but de la loi n'est pas de permettre à un homme de s'enrichir, mais plutôt d'empêcher celui qui a passé 10 ans dans la vie publique, et qui s'est dévoué pour ses concitoyens, de tomber dans la misère, s'il est privé d'autres revenus. La pension des députés est calculée selon les règles établies par les actuaires. Il est impossible de permettre à un pensionné qui est nommé juge de retirer son salaire et la pension en même temps.

Il demande aux députés de se souvenir que la vie publique est une vie de sacrifices et non pas d'enrichissement matériel. J'ai toujours pensé, dit-il, que le métier de député ne devait pas permettre à un homme de s'enrichir.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Quelle est la raison qui amène le gouvernement à imposer un délai de 15 mois pour signifier l'intention qu'on a de bénéficier de la pension? On devrait enlever le délai ou le raccourcir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le but du délai est de permettre au ministre des Finances (l'honorable M. Bourque) de prendre les mesures nécessaires pour rencontrer les dépenses de la pension au moment où il faudra la payer. Les juges relevant d'Ottawa ont droit à une pension, mais, s'ils veulent que leur veuve en bénéficie, ils doivent donner un avis préalable au Trésor fédéral. Dans ce cas, la pension du juge est immédiatement diminuée dans une proportion qui compense ce qui sera payé à sa veuve. Il y a un *proviso* dans la loi de Québec qui protège les veuves des députés pensionnés, s'ils ont payé 6 % au lieu de 5 %.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le simple délai de 15 mois que la loi accorde à un député pour décider si, oui ou non, il désire faire compter, pour fins de sa pension, les années antérieures au cours desquelles il a siégé, est trop court et menace de priver certains députés de droits acquis. En effet, ceux qui n'auront pas donné leur avis, le 1^{er} mai prochain, ne pourront plus bénéficier de la pension pour les années antérieures à l'adoption de la loi⁸.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je n'ai pas donné l'avis requis, et c'est volontairement que je ne l'ai pas fait.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) révèle qu'il n'a pas encore avisé le ministre des Finances (l'honorable M. Bourque) de son intention de bénéficier de la loi de pension des députés en ce qui a trait au rachat possible des années antérieures à l'adoption de cette loi, votée l'an dernier.

À mon avis, dit-il, un député devrait avoir le loisir, en tout temps, de donner un avis d'un an au ministère des Finances, avis par lequel il demande de racheter, c'est-à-dire de faire compter les années de son mandat antérieures à la mise en vigueur de la loi de pension.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) trouve beaucoup de bon à cette suggestion, mais il se demande si elle ne chambarde pas un peu trop l'esprit de la loi et n'y ajoute pas un caractère d'incertitude, en ce qui concerne le trésor provincial. Il propose que la loi soit amendée et qu'elle stipule que l'avis en question puisse être donné en tout temps, mais pas plus tard que six mois après que le bénéficiaire aura cessé d'être membre de l'Assemblée législative.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté trois résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que ces résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 6.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 6 modifiant la loi concernant les membres de l'Assemblée législative et la loi de la Législature soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 6 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Départements de l'administration

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 19 concernant certains départements de l'administration de la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que l'article 5 de la loi de l'Exécutif (Statuts refondus, 1941, chapitre 7), modifié par l'article 5 de la loi 6 George VI, chapitre 55, par l'article 1 de la loi 7 George VI, chapitre 39, par l'article 2 de la loi 10 George VI, chapitre 22, par l'article 2 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 16, et par l'article 1 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 39, soit de nouveau modifié:

a. en y ajoutant, après le paragraphe 5°, le suivant:

"5°a Un ministre des Ressources hydrauliques,";

b. en remplaçant le paragraphe 14° par le suivant:

"14° Un ministre des Pêcheries et de la Chasse,";

c. en y retranchant le paragraphe 15°.

2. Que l'article 2 de la loi des départements (Statuts refondus, 1941, chapitre 43), modifié par

l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 55, par l'article 2 de la loi 7 George VI, chapitre 39, par l'article 1 de la loi 9 George VI, chapitre 32, par l'article 1 de la loi 10 George VI, chapitre 22, et par l'article 6 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 16, soit de nouveau modifié:

a. en remplaçant le paragraphe 5^a par le suivant:

"5^a Le département des Ressources hydrauliques, présidé par le ministre des Ressources hydrauliques;"

b. en remplaçant les paragraphes 14^o et 14^a par les suivants:

"14^o Le département de la Chasse, présidé par le ministre des Pêcheries et de la Chasse;

"14^a Le département des Pêcheries, présidé par le ministre des Pêcheries et de la Chasse;"

3. Que les modifications apportées à la loi de l'exécutif et à la loi des départements par les paragraphes *a* des articles 1 et 2 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, respectivement, aient leur effet depuis le 30 avril 1958.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La Chasse et les Pêcheries sont déjà administrées par un seul ministre, le député de Gaspé-Sud (l'honorable M. Pouliot), et le bill ne vient que confirmer un état de choses existant.

Les Ressources hydrauliques et les Terres et Forêts sont depuis déjà quelques mois dirigées par deux ministres qui sont, respectivement, le député de Bagot (l'honorable M. Johnson) et le député de Missisquoi (l'honorable M. Bertrand).

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté trois résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

Adopté après division. Les résolutions relatives au bill 19 sont agréées.

Il est ordonné que ces résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 19 concernant certains départements de l'administration de la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 19 concernant certains départements de l'administration de la province soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 19 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division¹⁰.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 30.

NOTES

1. Au moins un député était absent lors de la séance: M. Dozois, député de Montréal-Saint-Jacques, selon le *Montréal-Matin* du 12 décembre 1958, à la page 2.

2. *Le Nouvelliste* du 11 décembre 1958, à la page 5, affirme que l'intervention de M. Hamel survint juste avant que la Chambre ne passe à l'étude du projet de loi concernant les emprunts municipaux en matière de chômage.

3. Nous reproduisons ici le texte de la motion adoptée en Chambre pour deux raisons: d'une part, il est fort possible que M. Hamel ait tout simplement

fait lecture de la motion; d'autre part, la version des journaux épouse de très près, tout en étant moins complète, le libellé de la motion.

4. Michael Starr fut ministre (conservateur) du Travail dans le cabinet Diefenbaker de 1957 à 1963.

5. Raymond Joseph O'Hurley, député conservateur à la Chambre des communes, fut ministre de la Production de défense de 1958 à 1963.

6. "Hier matin", selon *La Tribune* du 11 décembre 1958, à la page 1.

7. Ministre des Finances dans le cabinet Duplessis de août 1944 à janvier 1958, Onésime Gagnon (1888-1961) a démissionné le 14 janvier 1958 de son siège de député de Matane à l'Assemblée législative, qu'il occupait depuis les élections de 1936. Il fut nommé lieutenant-gouverneur le 14 février 1958.

8. *Le Nouvelliste* du 11 décembre 1958, à la page 20, nous dit que M. Lapalme et M. Duplessis "ont longuement discuté de cet aspect du problème".

9. *La Presse* du 11 décembre 1958, à la page 17, remarque que "M. Duplessis pourrait ainsi racheter environ 30 années. Il aurait la plus forte pension de tous les membres de l'Assemblée législative".

10. *Le Devoir* du 11 décembre 1958, à la page 7, précise que ce projet de loi fut adopté "en moins de cinq minutes" par l'Assemblée législative.

Séance du jeudi 11 décembre 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions de privilège:

Article paru dans *The Gazette de Montréal* concernant le braconnage

M. Hamel (Saint-Maurice) (En exhibant une copie du quotidien montréalais) se lève pour se plaindre qu'une violation de privilège aurait été commise par un journal de Montréal¹...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de toute cette procédure, alléguant qu'elle est irrégulière. Que le député de Saint-Maurice (M. Hamel), dit-il, suive le Règlement. Qu'il inscrive un avis de motion au *feuilleton* de la Chambre. La motion aurait dû être annoncée avant d'être déposée.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande que le point d'ordre soulevé par le premier ministre soit rejeté, car le Règlement est formel: une motion de ce genre n'a pas besoin d'être annoncée par un avis de motion. Il lit l'article 197, paragraphe 3 des règlements de la Chambre: "Quand il s'agit d'une violation de privilège commise dans un journal, le journal est déposé et l'écrit dont on se plaint est lu. La Chambre, si elle le juge à propos, vote ensuite, sur une motion non annoncée, une résolution déclarant que l'écrit lu constitue une violation de privilège, puis un ordre assignant l'éditeur du journal ou l'auteur de l'écrit à comparaître à la barre de la Chambre; et l'on procède comme dans le cas du paragraphe 2". [Règlement, 1941, article 197, paragraphe 3, page 63]

Je suis donc dans l'ordre, et je propose, en conséquence, appuyé par le représentant de Hull (M. Parent)²:

Que la Chambre déclare que le passage suivant d'un article publié dans le journal *The Gazette* de Montréal du 27 novembre 1958, page 27, par George Carpenter³, de Montréal, sous la signature de Izaak Hunter et le titre "Rod & Gun", et le sous-titre "Start with a prayer", savoir:

"Visitors from Ontario who are many up the Gatineau Valley, might really lose their guns and equipment if caught erring, but there are justified doubts as to what would be the case in seizures from voters for a certain poacher-protecting M.L.A. on the Québec side"⁴, constitue une violation de privilège des membres de l'Assemblée législative et que l'Orateur lance un mandat ordonnant au Sergent d'armes d'arrêter George Carpenter, écrivant sous le nom de Izaak Hunter de Montréal, ayant rédigé le 27 novembre 1958, dans le journal de Montréal, *The Gazette*, sous le titre "Rod & Gun", et le sous-titre "Start it with a prayer", un article constituant une violation de privilège des membres de l'Assemblée législative, et de l'amener à la barre de l'Assemblée législative, le 17 décembre 1958, à quatre heures de l'après-midi, pour qu'il dise quel membre de l'Assemblée législative il vise dans son article⁵.

(Rires à droite)

Il déclare vouloir déposer sur le bureau de la Chambre une copie du journal *The Gazette* de Montréal en date du 27 novembre 1958.

Il (M. Hamel) envoie une copie de la motion à l'Orateur et au premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ils ne sont pas tous renfermés!

M. l'Orateur: Ceux qui sont en faveur de la motion voudront bien se lever...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

s'oppose à l'adoption immédiate de la motion. M. l'Orateur, dit-il, j'ai soulevé un point d'ordre à l'effet que la motion devait être précédée d'un avis de motion et je voudrais qu'une décision soit rendue.

M. l'Orateur: Messieurs, j'ai laissé le député de Saint-Maurice (M. Hamel) lire sa motion en dépit du point d'ordre, mais, puisqu'un membre de cette Chambre insiste pour avoir une décision sur le point d'ordre qu'il a soulevé plus tôt, je...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

En délibéré.

M. l'Orateur: Depuis 17 ans que je siège dans cette Chambre, c'est la première fois, à ma connaissance, qu'une pareille motion est présentée⁶. Je vais prendre le point d'ordre en délibéré et rendrai

ma décision lorsque la Chambre se réunira de nouveau mardi prochain⁷.

Projets de loi:

Gaspé

M. Gaboury (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 124 constituant en corporation la ville de Gaspé et concernant les écoles protestantes de la municipalité de Gaspé soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Vente entre É. Ouellette et R. Liboiron

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 182 concernant l'acte de vente consenti par dame Émilienne Ouellette à Roland Liboiron soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Candiac et Iroquois Glass Ltd.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 200 concernant la ville de Candiac, les corporations scolaires catholique et protestante de la ville de Candiac et Iroquois Glass Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Dominion Steel and Coal Corporation Ltd.

M. Ladouceur (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 202 pour valider le titre de Dominion Steel and Coal Corporation Limited sur certaines propriétés et pour valider certains accords faits par cette compagnie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Estérel

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 229 constituant en corporation la ville d'Estérel soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Instruction publique à Rivière-du-Loup

M. Raymond (Témiscouata) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 238 modifiant la loi concernant l'instruction publique dans la cité de Rivière-du-Loup soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Beauceville

M. Poulin (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 110 modifiant la charte de la ville de Beauceville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Saint-Félicien

M. Turcotte (Roberval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 126 modifiant la charte de la ville de Saint-Félicien soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Courville

M. Rochette (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 145 modifiant la charte de la ville de Courville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Sainte-Thérèse

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 148 concernant la charte de la ville de Sainte-Thérèse soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Sainte-Thérèse-Ouest

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 149 concernant la corporation municipale de Sainte-Thérèse-Ouest soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Frères des écoles chrétiennes
de Trois-Rivières**

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 224 constituant en corporation les Frères des écoles chrétiennes de Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Colette Perroux-Maranda

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 237 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre dame Colette Perroux-Maranda au nombre de ses membres, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Rachat de rentes constituées,
Îles-de-la-Madeleine**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 20 facilitant le rachat des rentes constituées aux Îles-de-la-Madeleine.

(En souriant) Depuis que le député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais) est député de ces îles, il a tellement transformé cette région que ces îles seraient mieux désignées, en réalité, sous le nom des Îles à Midas⁸ ou des Îles à Langlais.

Le seul gros problème qui reste à régler est celui des rentes constituées que le gouvernement veut racheter.

La motion est adoptée. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier

pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 20 facilitant le rachat des rentes constituées aux Îles-de-la-Madeleine.

Adopté.

**Emprunts municipaux
pour chômage**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 10 décembre 1958, sur la motion du représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) proposant que le bill 21 concernant les emprunts municipaux en matière de chômage soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) déclare qu'il veut que la situation soit bien clairement délimitée entre le gouvernement et la gauche. Le fait que nous parlions de chômage dans l'étude de ce bill, dit-il, ne doit pas signifier qu'il sera interdit d'en parler plus tard. Il est impossible de parler de ce bill sans nous référer au chômage, car il a trait à cette question.

Il est difficile de savoir exactement quelle est la situation au sujet du chômage dans notre province. Certains organismes spécialisés ont donné des chiffres, mais les dernières statistiques que j'ai pu consulter remontent seulement à la fin d'octobre. Elles nous montrent une situation à laquelle nous devons nous intéresser, car le chômage atteint des proportions graves - la situation n'est pas aussi mauvaise qu'elle l'était dans les années trente - et frappe ceux qui sont le moins capables financièrement d'y faire face. La loi elle-même est d'ailleurs un aveu que quelque chose ne va pas.

Nous avons un plus grand nombre de chômeurs que la province d'Ontario, qui est quand même plus peuplée que le Québec. Ottawa a offert de payer la moitié du coût de la main-d'œuvre pour l'exécution de certains travaux municipaux. Les municipalités ont répondu que, vu les conditions climatiques (sic), peu d'entre elles pourraient en profiter et que, dans plusieurs cas, la limite du pouvoir d'emprunt des municipalités avait été atteinte. Ces dernières ne peuvent s'endetter davantage.

La situation actuelle rappelle celle de 1930, alors qu'une mesure à peu près semblable avait été adoptée. Le gouvernement d'alors avait, lui aussi, permis aux municipalités d'emprunter pour payer des travaux de chômage. Beaucoup de municipalités s'étaient endettées bien au-delà de leur pouvoir de taxation. Ce fut le début du commencement de la fin pour nombre de municipalités, qui durent se mettre sous l'administration de la Commission municipale,

ne pouvant plus faire face à leurs obligations. La ressemblance est frappante avec la situation actuelle. Le gouvernement ne fait rien pour régler le problème du chômage. Je crains que la même situation ne se répète si la participation de la province se borne à permettre aux municipalités de s'endetter pour combattre le chômage.

D'autres provinces contribuent aux travaux de chômage. Au Manitoba, le Trésor provincial prend à sa charge 30 % du coût des travaux. L'Ontario, la Saskatchewan et l'Alberta contribueront aussi jusqu'à concurrence de 25 %. La province de Québec ne devrait pas se contenter de passer le fardeau à d'autres.

Elle devrait participer, elle aussi, au coût des travaux, puisqu'elle perçoit depuis plusieurs années une taxe spéciale, dite de chômage, sur la vente des liqueurs qui lui a rapporté \$16,000,000. Je rappelle qu'il y a plusieurs millions dans le fonds du chômage et que cet argent pourrait au moins être utilisé par le gouvernement pour contribuer financièrement à des travaux de chômage.

Il y a présentement des milliers de chômeurs au Québec; on en a compté jusqu'à 108,000⁹. Ils ont besoin d'une aide immédiate. Nous allons accorder aux municipalités les pouvoirs prévus dans le bill, mais ceux qui vont être chargés d'appliquer la loi vont avoir à prendre de nombreuses précautions. Et je ne crois pas que la participation du gouvernement provincial à la lutte contre le chômage doive se limiter à la présentation de ce bill.

La loi ne prévoit aucune aide du gouvernement de la province. Tout ce que la nouvelle loi va donner aux municipalités, c'est le droit de s'endetter plus facilement et davantage, pour venir en aide à leurs sans-travail. En agissant ainsi, le gouvernement de l'Union nationale semble vouloir faire du chômage un problème municipal et fédéral. Or, dans son rapport, la commission Tremblay¹⁰ laissait entendre que la collaboration de Québec et d'Ottawa était nécessaire pour résoudre ce problème, mais les commissaires ne mentionnaient pas la nécessité d'une intervention des municipalités.

Il (M. Lapalme) donne lecture d'un passage du rapport de la commission Tremblay disant que la prévention et la lutte contre le chômage nécessitent la collaboration des gouvernements, soit de Québec et d'Ottawa¹¹. Le Parlement provincial, dit-il, doit intervenir de façon beaucoup plus positive. Nous réclamons cette intervention sans vouloir retarder le déroulement de la procédure en Chambre. Pourquoi le gouvernement n'emploie-t-il pas les argents perçus par la taxe spéciale pour le chômage?

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Kirkland), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"la Chambre est d'avis que le gouvernement devrait, avant la seconde lecture du bill 21 concernant les emprunts municipaux en matière de chômage, considérer les mesures à prendre pour contribuer plus efficacement à l'exécution des travaux destinés à remédier au chômage."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cet amendement, alléguant qu'il est irrégulier puisqu'il a pour effet, en pratique, de vouloir engager le gouvernement dans des dépenses d'argent et qu'un amendement ou une motion devant entraîner une plus forte dépense de fonds gouvernementaux ne peut en conséquence, car elle empiéterait sur leurs privilèges, être présenté que par un ministre de la couronne sur résolution préalablement recommandée par le lieutenant-gouverneur.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) soutient que "considérer les mesures à prendre pour contribuer plus efficacement à l'exécution des travaux destinés à remédier au chômage" n'entraîne pas de dépenses.

Décisions de l'Orateur:

Initiative financière de la couronne

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare que les mots "mesures à prendre pour contribuer plus efficacement à l'exécution des travaux destinés à remédier au chômage" ne peuvent avoir qu'un sens, celui d'une contribution en argent.

Et il conclut qu'une telle proposition ne peut être faite que par un ministre (article 538 du Règlement), sur recommandation du lieutenant-gouverneur (articles 155, 483, 529, 548, 790 et 793 du Règlement). Il déclare qu'il lui faut appliquer un Règlement formel sur ce point et il décide en conséquence que l'amendement est irrégulier et hors d'ordre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Bohémier, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Rivard, Rochette, Rochon, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 62.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, LaFrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 17.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. Hamel (Saint-Maurice) prétend que le gouvernement, en présentant cette mesure, n'est pas allé assez loin, et il l'exhorte à prendre des moyens plus efficaces pour lutter contre le problème du chômage cet hiver au Québec. Il soutient que plusieurs questions doivent être envisagées. Quelle est actuellement, dit-il, la situation au point de vue du chômage dans le Québec et dans tout le pays? Quelles sont les causes du chômage actuel? Et quels sont les moyens de remédier réellement au chômage?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cette manière de discuter, alléguant que le principe du bill n'est pas la question du chômage en elle-même. Il n'est pas nécessaire de discuter de ce bill. Il est simple et honnête. Notre projet de loi, dit-il, vise seulement à augmenter les pouvoirs des corporations municipales, pour faciliter et simplifier les procédures qui leur sont imposées par diverses lois, et pour leur permettre ainsi d'exécuter plus rapidement les travaux de chômage. Voilà toute la loi. Comme nous sommes en deuxième lecture, c'est le principe mis en jeu par le projet loi que nous devons discuter, pas autre chose.

Il fait allusion à la motion présentée au début de la séance par le député de Saint-Maurice (M. Hamel) et la qualifie de ridicule.

M. Hamel (Saint-Maurice): En vertu de l'article 556 du Règlement de la Chambre, "le débat sur toute motion de deuxième lecture doit être

restreint à la portée, à l'à-propos, aux principes fondamentaux et à la valeur intrinsèque du bill pris dans son ensemble, ou à toute autre méthode d'atteindre les fins du bill". On a donc le droit, à ce moment-ci de la procédure, d'étudier tout le problème du chômage et d'en chercher les causes.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) appuie le premier ministre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) exprime le même avis que le député de Saint-Maurice (M. Hamel).

Décisions de l'Orateur:

Débat en deuxième lecture

M. l'Orateur: Il ne s'agit pas ici d'examiner les causes du chômage. Un tel débat dépasse l'objet du bill qui est simplement de se prononcer sur l'opportunité de permettre aux municipalités d'accepter, sur simple résolution, l'offre du fédéral et d'emprunter de la même façon pour exécuter ces travaux rapidement, en simplifiant les formalités imposées par diverses lois générales ou particulières que les corporations municipales ont à remplir pour des emprunts. L'article 556 du Règlement invoqué par le député de Saint-Maurice (M. Hamel) est formel à ce sujet. Il exige précisément que "le débat sur toute motion de deuxième lecture doit être restreint à la portée, à l'à-propos, aux principes fondamentaux et à la valeur intrinsèque du bill pris dans son ensemble, ou à toute autre méthode d'atteindre les fins du bill".

En conséquence, le point d'ordre soulevé par l'honorable premier ministre est maintenu. Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) doit s'en tenir à cela.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): J'en appelle à la Chambre de votre décision, M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Bohémier, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu),

Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 64.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 17.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) signifie que l'opposition votera en faveur du projet. Un petit pain, c'est mieux que pas de pain du tout, déclare-t-il.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) fait remarquer au chef de l'opposition que le fonds du chômage a été institué par une loi de 1932, qui a créé à cet effet une taxe sur la vente des liqueurs alcooliques. La taxe de chômage dont a parlé le chef de l'opposition a été, dit-il, instituée par le gouvernement Taschereau¹², pour payer les intérêts sur des emprunts contractés durant la crise, il y a un quart de siècle. Grâce à elle, l'administration provinciale lève un impôt lors de la vente des boissons alcooliques. Le produit de cet impôt, qui constitue le fonds, doit servir à rembourser les emprunts passés, présents et futurs, contractés pour donner de l'ouvrage aux sans-travail.

Or, les emprunts garantis atteignent \$85,000,000. Les intérêts coûtent au moins \$3,250,000 par an à la province, et cela ne tient pas compte de l'amortissement. Ceux qui parlent des \$16,000,000 ne sont pas sérieux, puisque les revenus de la taxe pour le chômage ne suffisent même pas pour défrayer le montant annuel des intérêts des anciennes dépenses encourues par le gouvernement. Comment pourrait-on l'appliquer à d'autres travaux?

Le but du projet de loi est d'augmenter les pouvoirs des corporations municipales pour lutter contre le chômage, et ceux qui reprochent au gouvernement de ne pas en faire suffisamment ne sont pas sérieux.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Bohémier, Boudreau, Bourque, Brown, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Duplessis, Earl, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Galipeault, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hamel, Hyde, Johnson, Johnston, Kirkland, Labbé, Ladouceur, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lapalme, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levesque, Lizotte, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Parent, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Théberge, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Turpin, Vachon, 81.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 21 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 21 concernant les emprunts municipaux en matière de chômage.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 21 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) exige que le vote soit enregistré.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Bohémier, Boudreau, Bourque, Brown, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Duplessis, Earl, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Galipeault, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hamel, Hyde, Johnson, Johnston, Kirkland, Labbé,

Ladouceur, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lapalme, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levesque, Lizotte, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kenogami), Ouellet (Saguenay), Parent, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Théberge, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Turpin, Vachon, 81.

Contre: 0.

(Railleries à droite)

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 21 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Fils de cultivateurs

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 17 pour faciliter davantage l'établissement des fils de cultivateurs sur des fermes.

L'honorable M. Barré (Rouville) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Barré (Rouville) propose: Que, pour faciliter davantage l'établissement des fils de cultivateurs sur des fermes dans la province, il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'affecter, aux fins de la loi qui accompagne la présente résolution, à même le fonds consolidé du revenu, une somme de dix millions de dollars.

Cette mesure, dit-il, est une initiative sans précédent dans l'histoire de la Législature. La résolution présentement devant la Chambre, dit-il, comporte l'appropriation d'un montant de \$10,000,000, pris à même le fonds consolidé de la province, pour aider à l'établissement des fils de

cultivateurs dans la province. Il s'agit d'une dotation de \$1,000 pour chaque fils de cultivateur qui veut s'installer à son tour sur une ferme et travailler. Ces seules explications suffiraient à provoquer un vote unanime de la Chambre sur le bill 17.

Mais je voudrais ajouter certaines considérations particulières. Je ferai remarquer que le fonds consolidé de la province est le bien commun de la population, mais le véritable actif d'un pays, c'est la valeur intellectuelle et morale de sa population. Je veux souligner le fait que la richesse d'un pays repose sur l'esprit de travail de sa population. Il n'y a rien à faire si l'on prépare une génération de paresseux.

Il y a un demi-siècle, le problème de l'établissement des fils de cultivateurs existait déjà, mais il fallait alors moins d'argent pour arriver à cette fin louable de garder sur le sol ancestral les jeunes gens désireux de suivre l'exemple de leur père. On considérait que le cultivateur qui pouvait donner à son fils \$500 ou \$1,000 pour s'établir avait assez bien réussi. Aujourd'hui, le gouvernement est d'opinion qu'il peut donner \$1,000 à un fils de cultivateur pour s'établir, en outre de ce qu'il peut recevoir de son père.

Il (M. Barré) rend hommage aux politiques instaurées par le premier ministre Duplessis. Ce que j'admire le plus, dit-il, chez le chef actuel du gouvernement, c'est l'esprit de travail qui l'anime. Pendant tout le cours de sa vie, il a donné l'exemple de l'acharnement au travail. La jeunesse agricole d'aujourd'hui, qui trime dur, prend exemple sur le chef du gouvernement. Notre jeunesse agricole actuelle, je la vois, je la côtoie et je l'admire. Les jeunes cultivateurs d'aujourd'hui ont autant de cœur et d'esprit de travail que ceux d'il y a 50 ans.

Nous voulons fournir à cette jeunesse les moyens de mettre en application sa valeur et son esprit de travail, en l'aidant à s'établir. J'admetts que les jeunes de mon temps ont réussi à s'établir sans autant d'argent que ceux d'aujourd'hui. Mais les temps ont changé. À tout événement, ceux qui ont réussi sont ceux qui ont travaillé, qu'ils aient été cultivateurs ou autre chose. Il (M. Barré) engage la jeunesse à faire preuve d'esprit de travail et de modération. Il déclare que le gouvernement est heureux de lui fournir les moyens de s'établir sur des terres en augmentant les octrois d'établissement.

(Applaudissements à droite)

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Comme nous avons depuis longtemps préconisé l'adoption de crédits plus élevés, afin de fournir une aide plus

généreuse aux jeunes agriculteurs, nous voyons avec plaisir le gouvernement abonder dans le sens de l'opposition. Je suis heureux, dit-il, d'appuyer la mesure, parce que l'opposition demande depuis longtemps d'augmenter à \$1,000 les octrois d'établissement des fils de cultivateurs. D'autre part, ajoute-t-il, comme nous avons toujours été en faveur des octrois statutaires, nous sommes heureux de voir le gouvernement s'engager dans cette voie, du moins dans cette section de ses activités.

Il (M. Lapalme) affirme qu'il décèle dans la loi un germe de possibilité d'octrois statutaires et qu'il espère que ce germe se développera.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) félicite le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) de la façon magistrale avec laquelle il a présenté l'une des législations les plus progressives qui ne soient jamais entrées dans nos Statuts. Le chef de l'opposition, dit-il, est venu tout prêt de dire que c'était sa loi. Il a dit que c'était une réforme qu'il voulait réaliser.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Depuis longtemps.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition a pensé sans rien faire, et le gouvernement a réalisé l'importance d'une telle mesure et a fait le nécessaire pour l'instaurer.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Réalisé sans penser?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement n'est pas obligé de penser pour faire son devoir, c'est naturel chez lui. Le peuple en est fier, aujourd'hui. Nos adversaires ont été au pouvoir pendant 45 ans sur 48, et ils n'y ont pas pensé.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Pas moi, au pouvoir!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas le chef numéro 1 de l'opposition¹³, sans doute, mais son gouvernement.

Le député de Montréal-Outremont (M. Lapalme) s'est contenté d'être député à Ottawa, et on ne s'en est pas rendu compte. La loi que nous présentons n'est qu'un complément de la politique de l'Union nationale en matière agricole. Il ne faut pas oublier que 27,327 jeunes fils de cultivateurs ont déjà

été établis sur des terres grâce à une autre législation, celle du crédit agricole.

En vertu de la nouvelle législation, ils vont recevoir \$1,000. Ce sont des faits et des réalisations. Le nouveau geste qu'accomplit aujourd'hui le gouvernement contribuera d'avance à assurer la continuité de la vocation agricole parmi les jeunes. Si nous faisons beaucoup pour la jeunesse en général, nous voulons faire aussi beaucoup pour la jeunesse agricole, puisque le fondement le plus sûr de notre économie, c'est encore l'agriculture.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): On dirait que le premier ministre veut absolument que je fasse un discours, bien que j'aie déjà dit que nous voterions pour la loi. L'octroi pour aider à l'établissement des fils de cultivateurs était autrefois de \$300. Comme le coût de la vie a beaucoup augmenté, il s'imposait depuis longtemps d'augmenter cette subvention. Il y a déjà plusieurs années que l'ancien député libéral de Verchères, M. Arthur Dupré¹⁴, et d'autres ont demandé dans cette même Chambre que la subvention soit portée à \$1,000. Le premier ministre et le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) nous ont alors reproché de susciter des appétits stériles. Ce qui était autrefois susciter des appétits stériles est devenu quelque chose de grandiose, tout simplement parce que le gouvernement a enfin décidé de se rendre à nos demandes et à celles des cultivateurs.

L'honorable M. Barré (Rouville): Les libéraux ont une attitude fort différente quand ils sont dans l'opposition et quand ils sont au pouvoir: ils sont toujours pour les bonnes mesures quand ils sont dans l'opposition, mais c'est bien différent quand ils prennent le pouvoir. C'est ainsi qu'en 1939, au retour au pouvoir du régime Godbout¹⁵, la bonne foi du peuple de la province a été surprise. Un gouvernement libéral, dont le premier ministre était ministre de l'Agriculture et de la Colonisation, a omis d'inclure dans le budget les montants nécessaires au paiement du premier versement de l'octroi. Il n'y avait pas un sou à l'item d'aide aux fils de fermiers. C'est tellement vrai que, si l'on consulte les *Comptes publics* de 1941, on constate qu'au premier versement prévu, rien n'a été payé.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Voulez-vous, oui ou non, que nous votions pour la loi? Dieu! Que c'est dur d'adopter des lois ici!

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que cette résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 17 pour faciliter davantage l'établissement des fils de cultivateurs sur des fermes.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 17 pour faciliter davantage l'établissement des fils de cultivateurs sur des fermes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 17 sans l'amender.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que le bill 17 soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Brébeuf

M. Blanchard (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Laviolette (M. Ducharme), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la corporation de la paroisse de Brébeuf, dans le comté de Terrebonne, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la corporation de la paroisse de Brébeuf, dans le comté de Terrebonne, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. *The Quebec Chronicle* du 12 décembre 1958, à la page 1, rapporte que le premier ministre Duplessis, qui écoutait avec une grande attention de l'autre côté de l'Assemblée, a bondi sur ses pieds pour interrompre M. Hamel.

2. *The Gazette* du 12 décembre 1958, à la page 1, décrit ainsi l'atmosphère qui régnait en Chambre à ce moment: M. Hamel commença à lire le texte de la motion au milieu d'un silence total dans l'Assemblée.

3. *The Quebec Chronicle* du 12 décembre 1958, à la page 1, fournit quelques informations biographiques au sujet de George Carpenter: Izaak Hunter est le pseudonyme de George Carpenter, éditeur en chef de la *Gazette*, qui a beaucoup voyagé au Québec et dans d'autres parties de l'Amérique du Nord, en recueillant de l'information sur le plein air et la conservation de la faune pour sa rubrique Fusil et canne à pêche.

4. Voici le texte intégral de l'article paru dans *The Gazette* du 27 novembre 1958, à la page 27:

Start it with a prayer

The bid event of this week for anglers and hunters is the annual meeting of the Quebec Federation of Fish and Game Associations at St. Jerome. Delegates from all sections of the province will be in attendance to discuss matters involved with fishing and hunting among themselves and with provincial fish and game authorities. It is a meeting in which a very great deal of good could be accomplished and it should be opened with a devout prayer that this might be so. Indications are that

attendance might be at a record level, reservations already having nearly exhausted the St. Jerome capacity for accommodation. Headquarters for the convention will be at the Lapointe Hotel. After a joint meeting of the Quebec Forestry Association and Federation Thursday afternoon and evening the Federation's sessions will get under way Friday morning, Nov. 28 and end with a luncheon Saturday noon under the patronage of Hon. Camille E. Pouliot, M.D., Minister of Game and Fisheries.

Moose Will Be Discussed

The Quebec moose situation, more especially the legal hunting season dates, has been a major subject for discussion and contention at the conventions of recent years. It promises to be so again this year, and some new and interesting proposals might be heard. For one thing, it might be suggested that zones, at least two of them, should be established for staggering the moose season. Any such proposal might be expected to come from the direction of the Quebec Outfitters Association. Ontario offers a notable precedent in the operation of a zoning system. And on the basis of what I have experienced I'd be in favor of two zones, a week or ten days apart in Quebec.

Might Save Some Lives

While it might be difficult to establish a definite spread in the dates of the moose calling season, say north of Lake St. John and below that latitude, there is a definite consideration in the matter of weather. A few days spread in the zonal dates might save some lives as well as aid the northern outfitters. As for the latter I have found them to have made marked progress in the realization and acceptance of their responsibilities as the holders of exclusive Quebec fishing and hunting territories. And certain it is they bring to their council tables a broader and more intimate knowledge of hunting and fishing conditions in Quebec than is generally revealed by Federation convention delegates in convention assembled, and which leaves much to be desired.

Gatineau Valley News

In its Nov. 19 edition, The Ottawa Journal published a picture of Western Quebec's Chief Game Warden, Alphege Godmaire, together with a collection of guns and other paraphernalia described

thus: "an arsenal of confiscated weapons and other hunting and fishing equipment seized from violators of Quebec's game laws. Seizures were made at roadblocks set up to stop unlicensed hunters and fishermen with illegal catches. Some 600 pounds of whitefish and three deer were also seized."

This, of course is offered as evidence that Chief Godmaire and this men of the Hull office of the Department of Game and Fisheries have not been idle in coping with transgressors against the fish and game laws of their province. And it is fine as far as it goes, but no specific cases were cited although, as everybody knows, detailed publicity is a far greater deterrent to violation of these laws than are the usually modest fines imposed. Those might be made to stick. Visitors from Ontario, who are many up the Gatineau Valley, might really lose their guns and equipment if caught erring, but there are justified doubts as to what would be the case in seizures from voters for a certain poacher-protecting M.L.A. on the Quebec side.

Mr. Godmaire A Busy Man

Mr. Godmaire must be a pretty busy man for he is Chief of police for Hull South as well as Chief Game Warden for Western Quebec. The picture published in The Journal was not accompanied by any report of progress in the Soucy case involving illegal killing, sale, possession and purchase of five deer. As a gesture which might be helpful to this busy man in his investigation of that case, I might suggest to The Journal that next time they talk to the chief, they ask him if he has made inquiries around the south gate of de la Varendry Park, a restaurant perhaps. And surely by this time Mr. Godmaire must be able to shed light upon the circumstances of one of his wardens issuing transport permits in Maniwaki for five deer in names and addresses in Montreal which were proven to be non-existent. The public is entitled to know these things, and if the Quebec Federation of Fish and Game Associations is the sort of organization, it professes to be they should insist upon knowing these things.

Grey Cup Shoot Promises Fun

The Grey Cup Shoot inaugurated two or three years ago by Don McVicar has become a fixture at the O'Connell Field skeet and trap layout of Montreal Anglers and Hunters. It will again be held this coming Saturday. Len Scott and Frank McCormick advise that Don has some new wrinkles

up his sleeve this year including a 5-man team set-up with weird and wonderful rules, with possibly the makings of a duck dinner for the winners. And of course there will be TV facilities for those wishing to watch the big game. The section has issued an interesting program of shooting for the season just starting of which details will be published next week.

Montreal Anglers Meeting

Montreal Anglers and Hunters are having their regular monthly meeting on the evening of Tuesday, Dec. 2, starting at 8 o'clock in the Champlain Room of the Sheraton Mount Royal Hotel. Leo Henrichon, professional movie photographer from Three Rivers will show pictures of the Lake St. John area, Ungava Bay and the Upper St. Maurice Valley, providing his own commentary. Door prizes of course.

Traduction:

Commençons par une prière

L'événement le plus important de cette semaine pour les chasseurs et les pêcheurs est la réunion annuelle de la Fédération québécoise des associations de chasse et de pêche qui se tient à Saint-Jérôme. Des délégués de toutes les sections de la province y seront présents pour discuter de sujets concernant la chasse et la pêche entre eux et avec les autorités provinciales de la chasse et de la pêche. C'est une rencontre qui pourrait mener à beaucoup de belles réalisations et on devrait la débiter par une prière fervente pour que ce soit le cas. Tout porte à croire que l'assistance pourrait battre des records, le nombre de réservations ayant presque dépassé les capacités d'hébergement de la ville de Saint-Jérôme. Le quartier général de la convention occupera les locaux de l'Hôtel Lapointe. Après une réunion mixte de l'Association forestière du Québec et de la Fédération jeudi, en après-midi et en soirée, les séances de la Fédération prendront fin vendredi le 28 novembre en avant-midi et se termineront par un goûter samedi midi, sous le parrainage de l'honorable Dr Camille E. Pouliot, ministre de la Chasse et de la Pêche.

On parlera des originaux

La situation des originaux au Québec, et plus spécialement les dates légales de la saison de la

chasse, a été le principal sujet de discussion et de disputes au cours des conventions des dernières années. Il appert qu'il en sera de même encore cette année, et on pourra entendre des propositions nouvelles et intéressantes. On pourrait d'abord suggérer que des secteurs - au moins deux - soient délimités pour étaler la saison de la chasse à l'original. On peut s'attendre à une telle proposition de la part des dirigeants de l'Association des pourvoyeurs du Québec. L'Ontario crée un précédent remarquable dans l'exploitation d'un système de zonage. Et, d'après mon expérience, je serais en faveur de deux secteurs au Québec, avec un écart d'une semaine ou de 10 jours.

On pourrait sauver des vies

Quoiqu'il puisse être difficile d'établir une progression précise dans les dates de la saison d'appel à l'original, disons au nord du Lac Saint-Jean et en-dessous de cette latitude, il faut certainement considérer la question de la température. Une progression de quelques jours dans les dates, relativement aux secteurs, peut sauver des vies et aider les pourvoyeurs du Nord. Pour ce qui est de ces derniers, j'ai remarqué qu'ils avaient fait des progrès remarquables dans la compréhension et l'acceptation de leurs responsabilités en tant que propriétaires de territoires exclusifs de chasse et de pêche au Québec. Ils apportent sûrement à leurs tables de réunions une connaissance plus vaste et plus profonde des conditions de chasse et de pêche au Québec que celle des délégués de la Fédération réunis à cette convention, et qui laissent à désirer.

Des nouvelles de la vallée de la Gatineau

Dans son édition du 19 novembre, le *Ottawa Journal* publie une photographie du chef des gardes-chasse pour l'Ouest du Québec, Alphège Godmaire, aux côtés d'une collection de fusils et d'autres attirails de chasse et de pêche qu'on nous décrit ainsi: "un arsenal d'armes confisquées et d'équipements de chasse et de pêche saisis sur les violateurs des lois provinciales sur la chasse. Les saisies ont été effectuées à des barrages dressés pour arrêter les chasseurs et les pêcheurs sans permis transportant des prises illégales. On a aussi saisi trois chevreuils et 600 livres de poisson blanc".

Ceci prouve naturellement que le chef Godmaire et ses hommes du bureau de Hull du ministère de la Chasse et de la Pêche ne se sont pas tournés les pouces en se mesurant aux transgresseurs

des lois sur la chasse et la pêche de leur province. Tout va bien jusqu'ici, mais aucun cas particulier n'a été cité même si, comme chacun sait, une publicité détaillée est un moyen de dissuasion beaucoup plus efficace, en regard de la violation de ces lois, que le sont les amendes minimales qui sont imposées, et qui semblent faites pour durer. Les visiteurs ontariens, qui sont nombreux dans le haut de la vallée de la Gatineau, peuvent réellement perdre leurs fusils et leur équipement s'ils sont pris à violer la loi, mais il y a des doutes justifiés quant à ce qui arriverait dans les cas de saisie sur des électeurs qui votent pour un certain député protecteur des braconniers du côté du Québec.

M. Godmaire, un homme très occupé

M. Godmaire doit être un homme très occupé, puisqu'il est chef de la police de Hull-Sud et chef des gardes-chasse pour l'Ouest du Québec. La photographie publiée dans le *Journal* n'était accompagnée d'aucun rapport sur les progrès accomplis dans l'affaire Soucy qui impliquait l'abattage illégal, la vente, la possession et l'achat de cinq chevreuils. Afin d'aider cet homme occupé dans son enquête sur cette affaire, je pourrais suggérer au *Journal* que, la prochaine fois qu'ils parleront au chef, ils lui demandent s'il a cherché des renseignements près de la barrière sud du parc de La Vérendrye, peut-être à un restaurant. Et d'ici là M. Godmaire pourra sûrement éclairer les circonstances qui ont amené un de ses gardes-chasse à émettre des permis de transport à Maniwaki pour cinq chevreuils à des noms et des adresses de Montréal qui se sont révélés inexistantes. Le public a le droit de savoir ces choses et, si la Fédération québécoise des associations de chasse et de pêche est la sorte d'organisation qu'ils affirment être, ils devraient insister pour être tenus au courant de ces choses.

La Coupe Grey promet beaucoup de plaisir

La chasse de la Coupe Grey, inaugurée il y a deux ou trois ans par Don McVicar, est devenue une épreuve du club de tir au pigeon d'argile O'Connell des chasseurs et pêcheurs de Montréal. Elle aura lieu encore samedi prochain. Len Scott et Frank McCormick font remarquer que Don a quelques nouveaux tuyaux dans sa manche cette année, y compris une équipe de cinq hommes avec des règlements bizarres et formidables, et peut-être un dîner au canard pour les gagnants. Et il y aura naturellement des télévisions pour ceux qui désirent

regarder la grande partie. La section a émis un programme de chasse intéressant pour la saison qui vient tout juste de commencer et dont les détails seront publiés la semaine prochaine.

Rencontre des pêcheurs de Montréal

La réunion mensuelle habituelle des chasseurs et des pêcheurs de Montréal aura lieu mardi le 2 décembre en soirée et débutera à 8 heures à la salle Champlain de l'Hôtel Sheraton Mont Royal. Léo Henrichon, photographe professionnel de Trois-Rivières, exposera des photos de la région du lac Saint-Jean, de la baie d'Ungava et de la vallée de la Haute Mauricie, agrémentées de ses propres commentaires. Il y aura aussi des prix de présence.

5. *Le Devoir* à la page 1, un journal hostile à l'Union nationale, rapporte que M. Hamel lisait sa motion quand le premier ministre a eu ce mot aimable, digne des plus grands parlementaires, à l'adresse du député de Saint-Maurice (M. Hamel): "Ils ne sont pas tous renfermés!" (Version exacte: "Y sont pas tous ranfermés.") En outre, *La Presse* du 12 décembre 1958, à la page 1, écrit que la motion Hamel a semblé prendre les ministériels par surprise. Il y a quelques jours à peine, soit le 4 décembre, M. Duplessis lui-même donnait l'avertissement aux "adversaires qui ne seraient pas renseignés" que toute personne qui tient des propos "injurieux ou diffamatoires" à l'encontre d'un membre du Parlement, durant la session ou dans les 20 jours qui la précèdent et la suivent, se rend coupable de "mépris de la Législature" et est passible d'un emprisonnement pouvant aller jusqu'à 12 mois. Or, le 27 novembre tombait évidemment en pleine session du Parlement provincial. Dans un autre ordre d'idées, le même journal, à la page 6, explique que l'article de M. Hunter faisait allusion à une photo publiée dans l'*Ottawa Journal* du 19 novembre, montrant un nommé Alphège Godmaire, inspecteur en chef pour la chasse dans l'ouest du Québec, avec une collection d'armes et d'équipements de pêche confisqués. C'est cette photo qui lui avait apparemment suggéré ses remarques sur ce qui se passerait, selon lui, dans la vallée de la Gatineau.

6. Version du *Devoir* du 15 décembre 1958, à la page 6. *The Gazette* du 12 décembre 1958, à la page 1, soutient au contraire que M. Tellier dit que, pendant les 17 années où il a été député, l'Assemblée n'a jamais considéré un point d'ordre sur un sujet semblable.

7. *La Presse* du 12 décembre 1958, à la page 6, rappelle qu'un journaliste canadien-français, Olivar Asselin, fut condamné à deux semaines de détention par le président de l'Assemblée législative, en 1909, pour avoir frappé à la figure de M. Alexandre Taschereau, alors que celui-ci quittait la Chambre à la suite d'une séance. M. Asselin n'avait pas été cité à la barre, mais condamné séance tenante par le président. *Le Soleil* du 12 décembre 1958, à la page 3, précise que le dernier journaliste traduit à la barre de l'Assemblée législative avait été M. George Roberts, père du journaliste M. Leslie Roberts, sous le régime libéral de l'honorable Alexandre Taschereau. M. Roberts avait été condamné à une semaine de prison pour un article paru dans un magazine, *The Axe*. *La Presse* du 12 décembre 1958, à la page 6, ajoute que la citation à comparaître a été émise à la suite de propos jugés injurieux à l'égard de certains députés, en relation avec la célèbre affaire Blanche Garneau. La comparution eut lieu lors de la séance du 2 novembre 1922.

8. Le jeu de mots lancé par le premier ministre lui a été inspiré par le prénom du député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais): Hormisdas.

9. Chiffre du *Nouvelliste* du 12 décembre 1958, à la page 12; 109,000, selon *Le Soleil* du 12 décembre 1958, à la page 3.

10. La Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (ou commission Tremblay), présidée par le juge Thomas Tremblay, avait été créée par le gouvernement du Québec en 1953, afin d'étudier le problème de la répartition des impôts entre les divers niveaux de gouvernement au Canada. Elle remit en 1956 un rapport qui proposait une réforme fiscale et une plus grande autonomie des provinces à l'intérieur du Canada.

11. Bien que cette phrase semble constituer une répétition de la précédente, en l'absence d'autres précisions, nous présumons que M. Lapalme a d'abord introduit l'extrait du rapport de la commission Tremblay par une phrase résumant le texte qu'il a ensuite cité.

12. Louis-Alexandre Taschereau (1867-1952) fut premier ministre (libéral) du Québec de 1920 à 1936.

13. *La Presse* du 21 novembre 1958, à la page 40, nous informe que M. Hamel a été, avant le début de la session parlementaire, nommé chef adjoint du chef parlementaire en matière de stratégie.

14. Arthur Dupré (1905-1983) fut député (libéral) de Verchères de 1944 à 1956.

15. Adélard Godbout (1892-1956) fut premier ministre (libéral) du Québec du 11 juin au 26 août 1936 et de 1939 à 1944.

Séance du mardi 16 décembre 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Commission des écoles catholiques
de Mont-Royal**

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Pouliot), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition des commissaires d'écoles pour la municipalité de ville Mont-Royal, demandant l'adoption d'une loi amendant leur charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de ville Mont-Royal, demandant l'adoption d'une loi amendant leur charte.

Propriété de Wilfrid Simoneau

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Pouliot), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Wilfrid Simoneau, demandant l'adoption d'une loi relativement au titre de propriété aux lots 163-691 et 163-739 du cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Wilfrid Simoneau, demandant l'adoption d'une loi relativement au titre de propriété aux lots

163-691 et 163-739 du cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet.

Waterloo

M. Guillemette (Frontenac) propose, appuyé par le représentant de Stanstead (M. Gérin), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de Waterloo, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la ville de Waterloo, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Charte de Salaberry-de-Valleyfield

M. Hébert (Beauharnois) propose, appuyé par le représentant de Napierville-Laprairie (M. Riendeau), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**Assurances du
Club Automobile de Québec**

M. Maltais (Québec-Est) propose, appuyé par le représentant de Québec (M. Rochette), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la Compagnie d'assurances du Club Automobile de

Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la cité de Québec, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la Compagnie d'assurances du Club Automobile de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la cité de Québec.

Sainte-Dorothée

M. Pouliot (Laval) propose, appuyé par le représentant de L'Assomption (M. Chartrand), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la corporation municipale du village de Sainte-Dorothée, dans le comté de Laval, demandant l'adoption d'une loi l'incorporant en municipalité de ville, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la corporation municipale du village de Sainte-Dorothée, dans le comté de Laval, demandant l'adoption d'une loi l'incorporant en municipalité de ville.

BP Canada Ltd.

M. Pouliot (Laval) propose, appuyé par le représentant de L'Assomption (M. Chartrand), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de BP Canada Limited, demandant l'adoption d'une loi légalisant et validant certains actes, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de BP Canada Limited, demandant l'adoption d'une loi légalisant et validant certains actes.

Commission scolaire de Rawdon

M. Chartrand (L'Assomption) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Pouliot), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la commission scolaire du village de Rawdon, demandant l'adoption d'une loi prélevant une taxe de 1 %, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la commission scolaire du village de Rawdon, demandant l'adoption d'une loi prélevant une taxe de 1 %.

Saint-Constant et Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose, appuyé par le représentant de L'Assomption (M. Chartrand), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Montreal Trust Company and Sogemines Consultants Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains règlements et autres pouvoirs, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Montreal Trust Company and Sogemines Consultants Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains règlements et autres pouvoirs.

Succession J. Timothy Donohue

M. Rochette (Québec) propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Boudreau), que les articles 615 et 616 du Règlement soient

suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de George Donohue et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de J. Timothy Donohue, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de George Donohue et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de J. Timothy Donohue.

Pincourt

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, appuyé par le représentant de Stanstead (M. Gérin), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la corporation du village de Pincourt, demandant l'adoption d'une loi constituant le village de Pincourt en corporation de ville, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la corporation du village de Pincourt, demandant l'adoption d'une loi constituant le village de Pincourt en corporation de ville.

Charte de Granby

M. Russell (Shefford) propose, appuyé par le représentant de Stanstead (M. Gérin), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Granby, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la cité de Granby, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 216 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Amos.

Votre comité, au sujet de ce bill, désire faire observer à votre honorable Chambre que, du consentement unanime des membres de votre comité et de celui des promoteurs intéressés dans ce bill, il a convenu de recommander à votre honorable Chambre que le titre en soit changé en celui de "loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Amos et des commissaires d'écoles pour les municipalités scolaires de Landrienne, de Delâge et de Dollard".

- bill 162 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard.

Votre comité recommande de plus à votre honorable Chambre que le titre du bill 162, ci-dessus mentionné, intitulé "loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard", soit changé en celui de "loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de l'Île-Bizard, dans le comté de Jacques-Cartier".

- bill 176 concernant la ville de Saint-Eustache et la Commission scolaire de Saint-Eustache;

- bill 109 concernant les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de Mackayville;

- bill 115 concernant la corporation du village de Price.

Le rapport est adopté.

M. Maltais (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 122 modifiant la charte de la cité de Saint-Jean;

- bill 147 modifiant la charte de la ville de Montmagny;

- bill 225 concernant la corporation du village de Sayabec et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sayabec, dans le comté de Matapédia.

Votre comité recommande de plus à votre honorable Chambre que le titre du bill 225 concernant la corporation du village de Sayabec et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sayabec, dans le comté de Matapédia, soit changé en celui de: Loi concernant la corporation du village de Sayabec et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sayabec, dans le comté de Matapédia, ainsi que la corporation de la paroisse de Sainte-Marie-de-Sayabec.

Votre comité recommande de prolonger au 29 janvier prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur les bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Commissions scolaires d'Amos, Landrienne, Delâge et Dollard

M. Larouche (Témiscamingue) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 216 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Amos, et les commissaires d'écoles pour les municipalités scolaires de Landrienne, de Delâge et de Dollard.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 216 sans l'amender.

M. Larouche (Témiscamingue) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de l'Île-Bizard

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 162 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de l'Île-Bizard, dans le comté de Jacques-Cartier.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 162 sans l'amender.

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire catholique de Mackayville

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 109 concernant les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de Mackayville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 109 sans l'amender.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Price

M. Gaboury (Matane) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 115 concernant la corporation du village de Price.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 115 sans l'amender.

M. Gaboury (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Saint-Jean

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 122 modifiant la charte de la cité de Saint-Jean.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 122 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Montmagny

M. Lizotte (L'Islet) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 147 modifiant la charte de la ville de Montmagny.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 147 sans l'amender.

M. Lizotte (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Sayabec

M. Gagnon (Matapédia) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 225 concernant la corporation du village de Sayabec et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sayabec, dans le comté de Matapédia, ainsi que la corporation de la paroisse de Sainte-Marie-de-Sayabec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 225 sans l'amender.

M. Gagnon (Matapédia) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Saint-Eustache

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 176 concernant la ville de Saint-Eustache et la commission scolaire de Saint-Eustache.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 176 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Gagnon (Matapédia): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Standard Chemical Company Limited, demandant l'adoption d'une loi confirmant une évaluation fixe pour fins d'impôt municipal et scolaire pour une période de dix années;

- de la corporation et des commissaires d'écoles de Sainte-Marie, dans le comté de Beauce, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

- de la ville de Gatineau et la commission scolaire catholique de Gatineau, Papineau, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

- des commissaires d'écoles catholiques de la ville de Windsor, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente;

- de la cité de Shawinigan, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- du bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Richmond, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la Commission des écoles catholiques de la cité de Dorval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la Commission des écoles catholiques de la cité de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de la commission scolaire catholique de la cité de Longueuil et pour d'autres fins;
- des commissaires d'écoles de la ville d'Anjou, demandant l'adoption d'une loi modifiant la durée du terme d'office desdits commissaires;
- du Conseil supérieur de la chiropratique pour la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi afin d'obtenir la reconnaissance professionnelle;
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi leur permettant d'imposer une taxe d'éducation;
- de Jacques Grinieff, demandant l'adoption d'une loi faisant revivre la charte de la Compagnie de Films Transatlantique Inc. et la Compagnie Radio City Music Hall Inc.

Votre comité recommande de prolonger au 29 janvier prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Sainte-Marie

M. Poulin (Beauce) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 120 concernant la municipalité de la paroisse de Sainte-Marie, dans le comté de Beauce, et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Sainte-Marie, dans le comté de Beauce.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Corporation scolaire de Windsor

M. Gosselin (Compton) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 131 concernant les corporations scolaires de Windsor Mills et East Angus.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Richmond

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 132 modifiant la charte de la ville de Richmond.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission des écoles catholiques de Dorval

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 168 concernant la Commission des écoles catholiques de la cité de Dorval.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Longueuil

M. Ladouceur (Verchères) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 185 concernant les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la cité de Longueuil.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire d'Anjou

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 186 modifiant le mode de l'élection des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Anjou, dans le comté de Laval.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Chiropratique au Québec

M. Chartrand (L'Assomption) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 201 de la chiropratique dans la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Ratification de résolutions à Beauharnois

M. Hébert (Beauharnois) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 204 ratifiant, confirmant et validant certaines résolutions du conseil municipal de la cité de Beauharnois, et des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Beauharnois.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Shawinigan

M. Bellemare (Champlain) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 214 modifiant la charte de la cité de Shawinigan.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Gatineau

M. Desjardins (Gatineau) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 217 concernant les corporations municipales de la ville de Gatineau et les commissaires d'écoles pour la Commission scolaire catholique de Gatineau, Papineau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Instruction publique à Sherbrooke

M. Gérin (Stanstead) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 239 concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Compagnie de Films Transatlantique Inc.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 251 concernant la Compagnie de Films Transatlantique Inc.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Drummondville

M. Bernard (Drummond) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 252 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Drummondville, dans le comté de Drummond.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Appels en Cour du banc de la reine

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 23 concernant les appels devant la Cour du banc de la reine¹.

Il s'agit, dit-il, d'une mesure destinée à améliorer les procédures et à accélérer encore davantage l'expédition des affaires devant la Cour

d'appel. Nous revenons à la loi d'autrefois, qui était plus claire. Dans toutes les causes où la somme réclamée n'excède pas \$1,500, et dans toutes celles où il s'agit de déterminer la responsabilité en matière d'accidents d'automobile, peu importe le montant, les appels seront entendus devant un banc composé seulement de trois juges. Toutes les autres causes seront plaidées devant un banc de cinq juges, à moins que le juge en chef n'en augmente le nombre pour des raisons spéciales. Le juge en chef garde toujours le droit de fixer un nombre plus grand de juges, six ou sept, s'il le croit opportun.

La motion est adoptée. Le bill est lu une première fois.

Organismes provinciaux

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 24 concernant certains organismes provinciaux².

Dans le cas des commissions provinciales, dit-il, les salaires de leurs membres sont fixés tantôt par la loi qui crée la commission, tantôt par le lieutenant-gouverneur en conseil. Lorsque le salaire est fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil, il peut être élevé à mesure que monte le coût de la vie. En vertu du projet de loi, les traitements fixés par la loi seront considérés comme un salaire minimum, de sorte qu'ils pourront effectivement être portés par le gouvernement, si cela est souhaité, au même niveau que les autres. Il s'agirait, par exemple, de donner au juge André Regnier, qui est président de la Commission des accidents du travail, et au juge Conrad Pelletier, président de la Commission des relations ouvrières, qui autrement ne bénéficieraient pas des hausses de salaires attribuées plus tôt aux juges des cours provinciales, des salaires correspondant aux salaires des juges des cours provinciales.

La motion est adoptée. Le bill est lu une première fois.

Courtiers en immeubles et agents d'immeubles

M. Ouellet (Saguenay) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 99 concernant les courtiers en immeubles et les agents d'immeubles³.

La loi concernant les courtiers en immeubles et les agents d'immeubles a surtout pour but de protéger l'épargne populaire. Le projet de loi exigera que ces courtiers et agents obtiennent un permis, comme cela se fait dans le domaine de l'assurance.

La motion est adoptée. Le bill est lu une première fois.

Questions de privilège:

Article du *Nouvelliste*

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (En brandissant une copie d'un journal) M. l'Orateur, on me signale que, dans *Le Nouvelliste*, en date du 12 décembre dernier, on pouvait lire que l'Assemblée législative avait adopté unanimement un projet de loi du gouvernement par lequel une somme de \$10,000 serait affectée à des prêts aux fils de cultivateurs. Or, tout le monde sait que ce n'est pas \$10,000 mais \$10,000,000 que le gouvernement a votés pour accorder des octrois de \$1,000 aux fils de cultivateurs. Je ne sais pas de quoi dépend cette erreur monumentale. C'est peut-être la *Presse canadienne* qui l'a commise, parce que j'ai constaté que la dépêche portait la mention P. C., ce qui indiquait qu'il s'agissait d'une dépêche de la *Presse canadienne*. Peut-être ne s'agit-il que d'une faute du télégraphiste ou du typographe. Mais je constate qu'une fois encore, c'est la *Presse canadienne* qui est en cause. De toute façon, je tiens à rétablir les faits⁴.

(Applaudissements à droite)

Demande de rectification du procès-verbal

M. Hamel (Saint-Maurice) attire l'attention de l'Orateur sur le procès-verbal de la séance du jeudi 11 décembre 1958. Le procès-verbal de la séance de jeudi dernier n'est pas, dit-il, conforme aux faits. On y lit deux choses: "Et M. Hamel déclare vouloir déposer sur le bureau de la Chambre une copie du journal *The Gazette* de Montréal en date du 27 novembre 1958. L'honorable premier ministre soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de toute cette procédure, alléguant qu'elle est irrégulière, contraire au Règlement, et, en particulier, qu'elle devrait être annoncée. M. l'Orateur réserve sa décision."

Le procès-verbal ne rapporte pas les choses comme elles se sont passées. Je n'ai pas simplement

dit que je désirais déposer une copie du journal, je l'ai bel et bien déposée dans les mains du greffier. Pourquoi le rédacteur n'a-t-il pas rapporté le fait tel qu'il est survenu? Pourquoi dire: "M. Hamel déclare vouloir déposer..."? Par la suite, le procès-verbal ajoute: "L'honorable premier ministre soulève un point d'ordre..." C'est encore faux. Le seul point que le premier ministre a soulevé, c'est que la motion était irrégulière parce que non précédée d'un avis, c'est-à-dire non annoncée. J'invoque, dit-il, l'article 69 du Règlement, disant que "toute question d'ordre ou de règlement peut être discutée avant que l'Orateur se prononce, mais la discussion doit se borner rigoureusement au point soulevé".

Si le procès-verbal invoque d'autres arguments, j'affirme que l'opposition a le droit de les analyser avant que la décision de l'Orateur soit rendue. Le procès-verbal devrait souligner que le seul point souligné par le premier ministre, c'est que la motion aurait dû être annoncée. Je demande, dit-il, que le procès-verbal de cette séance de la Chambre soit corrigé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) a procédé de façon inusitée. Il a commencé à lire ce qu'il a appelé une motion. Il l'a lue. Je me suis levé. J'ai soulevé un point d'ordre. J'ai dit que la motion était irrégulière, entre autres raisons, parce qu'elle n'avait pas été annoncée par un avis. C'est ça qui correspond à la vérité et c'est pour cela que j'ai soulevé un point d'ordre. D'ailleurs, en vertu du Règlement, l'Orateur peut d'autorité déclarer qu'une procédure est irrégulière.

M. l'Orateur: Nous n'avons pas de sténographe officiel, au Parlement provincial, pour rapporter les débats, et donc pas de notes sténographiques pour trancher la question. Ce sont les officiers de la Chambre qui prennent note de ce qui se passe. Ils ne peuvent évidemment, dans les circonstances, arriver au mot à mot dans tous les cas. D'ailleurs, ce n'est pas une innovation que nous n'ayons pas de *Hansard*⁵ dans cette Chambre. Il suffit de lire les journaux pour constater que le premier ministre en a dit plus que le député de Saint-Maurice n'a prétendu.

Quant à prétendre que le député de Saint-Maurice "a déposé" une copie de la *Gazette* et n'a pas simplement "désiré la déposer", je lui dirai qu'aussi longtemps que la motion n'a pas été votée par la Chambre, un dépôt n'est pas officiel. Le compte rendu reflète donc bien la réalité, car, faute

d'acceptation, le député de Saint-Maurice ne peut qu'exprimer un désir. Il n'y a eu que velléité de dépôt. Le premier ministre a soulevé un point d'ordre. Je rendrai ma décision tout à l'heure. Toute la procédure à suivre sera décidée et le litige réglé.

Remerciements du député de Montréal-Verdun à la Chambre

M. Ross (Montréal-Verdun) remercie l'Assemblée législative des marques de sympathie qu'elle a formulées à l'occasion de la mort récente de son père.

Il se dit très touché de cette courtoisie des membres des deux côtés de la Chambre. Il remercie le premier ministre, le chef de l'opposition, son collègue le député indépendant de Montréal-Saint-Louis (M. Rochon), et tous les députés et courriéristes parlementaires pour la sympathie qu'ils lui ont témoignée à l'occasion de cette cruelle épreuve. Je les remercie tous, dit-il, du fond de mon cœur⁶.

Décisions de l'Orateur:

Article paru dans *The Gazette de Montréal* concernant le braconnage

M. l'Orateur: Jeudi dernier, le député de Saint-Maurice (M. Hamel) a soulevé une question de privilège. Il se plaint d'un article publié le 27 novembre 1958 dans le journal *The Gazette* de Montréal, sous la signature Izaak Hunter; le député de Saint-Maurice prétend alors que Izaak Hunter désigne George Carpenter, journaliste à la *Gazette*.

Il a présenté, appuyé par le député de Hull (M. Parent), une motion portant trois conclusions dans la même motion: premièrement, que le journaliste en question serait George Carpenter; deuxièmement, que l'article visé constitue une violation de privilège des membres de l'Assemblée législative; troisièmement, qu'un mandat soit émis pour amener à la barre de l'Assemblée législative le 17 décembre 1958, à 4 heures de l'après-midi, ladite personne incriminée, afin qu'elle dise quel membre de l'Assemblée législative elle vise dans son article.

Le premier ministre soulève alors un point d'ordre alléguant que la façon de procéder du député de Saint-Maurice (M. Hamel) est irrégulière et contraire aux règlements de la Chambre, entre autres raisons parce que cette motion n'a pas été annoncée. Le député de Saint-Maurice déclare alors vouloir déposer un exemplaire dudit journal *The Gazette*.

Me basant sur l'article 70 des règlements, j'ai pris la question en délibéré et voici ma décision.

Une motion de la nature de celle dudit député n'a pas besoin d'être annoncée, mais je n'ai aucun doute que la façon de procéder du député de Saint-Maurice en cette affaire est irrégulière et contraire aux règlements de la Chambre.

L'étude de l'article 197 des règlements nous démontre qu'il y a trois étapes pour une procédure de ce genre: la première consiste à remettre au greffier, afin qu'il le lise, l'article incriminé; la deuxième, une motion demandant à la Chambre de déclarer que l'écrit en question constitue une violation de privilège et, si la Chambre décide qu'il y a violation de privilège, une troisième motion pour assigner la personne incriminée à comparaître à la barre de la Chambre.

Or, au lieu de procéder de cette façon, c'est-à-dire graduellement, le député de Saint-Maurice (M. Hamel) a procédé de façon cumulative, de manière irrégulière et contrairement aux règlements de la Chambre.

La comparution d'une personne incriminée à la barre de la Chambre n'est pas le moyen de procéder à l'enquête visée dans la motion du député de Saint-Maurice, mais c'est une procédure adoptée pour fournir à la personne incriminée l'opportunité de se faire entendre et de s'expliquer, si elle le juge à propos, afin que la Chambre puisse décider en toute connaissance de cause si la personne traduite à la barre de la Chambre est coupable.

La motion du député de Saint-Maurice prend pour acquis qu'il y a violation de privilège, alors qu'en réalité c'est à la Chambre et non au député de Saint-Maurice de décider du cas. De fait, même si cette Chambre décide qu'il y a violation de privilège, elle possède le droit incontestable de décider, sur une nouvelle procédure nécessaire, si l'ordre de comparaître à la barre de la Chambre est opportun et justifié.

Pour ces motifs, je considère que la façon de procéder de député de Saint-Maurice et sa motion sont irrégulières et contraires aux règlements, et je les déclare hors d'ordre.

Je réfère cette Chambre aux *Journaux de l'Assemblée législative*, volume 57, 1922, en particulier aux pages 26 et 27 concernant l'affaire dite Roberts. En consultant ce document, la Chambre constatera que l'honorable M. Taschereau, qui était un expert en procédure parlementaire, a fait trois motions distinctes: une pour demander au greffier de lire l'article incriminé, une autre pour demander à la Chambre de déclarer qu'il s'agissait alors d'une violation des privilèges de la Chambre, et une troisième pour traduire à la barre de la Chambre la personne incriminée.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bohémier, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 68.

Contre: MM. Brown, Courcy, Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 16.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 2 autorisant de nouveaux crédits pour fins de prêts agricoles;

- bill 3 modifiant la loi pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et d'égout;

- bill 4 prolongeant d'une année l'application de la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires;

- bill 5 relatif aux adjoints parlementaires;

- bill 10 concernant le Bureau de la trésorerie;

- bill 12 relatif aux juges des sessions, aux juges de district et aux juges de la Cour de bien-être social;

- bill 14 facilitant l'établissement de foyers pour les personnes âgées;

- bill 16 modifiant la charte de la ville d'Oka-sur-le-Lac;

- bill 18 concernant la cité et les corporations scolaires de la cité de Saint-Jean;

- bill 103 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Plessisville;

- bill 104 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Jonquière, dans le comté de Jonquière-Kénogami;

- bill 106 autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Sorel, dans le comté de Richelieu, à imposer une taxe d'éducation;

- bill 108 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Hugo Bartoli à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

- bill 116 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Joliette, dans le comté de Joliette;

- bill 117 accordant à la corporation de la paroisse de Saint-Michel-des-Saints le droit d'imposer une taxe de vente;

- bill 123 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Rimouski;

- bill 153 modifiant la charte de la ville de Black Lake;

- bill 169 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Grande-Rivière, dans le comté de Gaspé-Sud;

- bill 174 changeant le nom de Charles Hubert Caprari en celui de Charles Hubert Caprarie-Melville;

- bill 175 changeant le nom de John Lomnitsky en celui de Jack Galloway;

- bill 177 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Vincent-de-Paul, dans le comté de Laval;

- bill 193 concernant les successions de Joseph Harbec et de Lucie Harbec;

- bill 228 modifiant la charte de la ville de Préville;

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 8 constituant le département du Bien-être social, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 13 est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, les mots "le premier janvier" par "le quinze janvier".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 9 constituant le département de la Jeunesse, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 16 est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, les mots "le premier janvier" par "le quinze janvier".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 101 changeant le nom et le prénom de Michael Judah Katz en celui de Michael Judah Katz Kates, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

Le titre est remplacé par le suivant: "Loi changeant le nom et le prénom de Michael Judah Katz en celui de Michael Judah Katz Kates".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 133 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Germaine-du-Lac-Échemin, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié en remplaçant, dans les quatorzième et quinzième lignes de la page 2, les mots "une taxe de un pour cent" par les mots "une taxe n'excédant pas deux pour cent".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 154 concernant les commissaires d'écoles de la cité de Thetford Mines et les commissaires d'écoles de la ville de Black Lake, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 3 est modifié en ajoutant, à la fin de cet article, ce qui suit:

", et seront continuées, dans le cas du régisseur, à sa veuve, et, dans le cas du secrétaire-trésorier, à sa veuve s'il se marie, sinon à sa sœur Thérèse Beaudoin."

Projets de loi:

Département du Bien-être social

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 8 constituant le département du Bien-être social.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Département de la Jeunesse

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 9 constituant le département de la Jeunesse.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Michael Judah Katz

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 101 changeant le nom et le prénom de Michael Judah Katz en celui de Michael Judah Katz Kates.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission scolaire de Sainte-Germaine-du-Lac-Échemin

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 133 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Germaine-du-Lac-Échemin.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commissions scolaires de Thetford Mines et Black Lake

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 154 concernant les commissaires d'écoles de la cité de Thetford Mines et les commissaires d'écoles de la ville de Black Lake.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 112 concernant la Commission scolaire catholique de Loretteville, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le titre, le préambule et les articles 1, 3 et 4 sont amendés en y remplaçant les mots "la Commission scolaire de Loretteville" par les mots "la Commission scolaire catholique de Loretteville".

2. Le préambule est modifié en biffant les sixième et septième paragraphes qui se lisent comme suit:

"Qu'il y aurait également lieu que l'engagement des instituteurs et des institutrices se fasse par résolution de la commission;

"Qu'il y aurait lieu de plus de modifier quant à eux les dispositions de la loi de l'instruction publique relativement à la lecture et à la publication du texte des résolutions;"

3. L'article 2 est biffé.

4. Les articles 3, 4 et 5 deviennent articles 2, 3 et 4.

5. L'article 4, devenu article 3, est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne, les mots "une rémunération" par ce qui suit:

"à titre d'indemnité pour frais de représentation, de déplacement et autres dépenses, une somme".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 118 concernant les commissaires d'écoles de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, comté de Beauharnois, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en ajoutant, dans la dixième ligne de la page 2, après le mot "sanctions", ce qui suit: "et exemptions".

2. Ce qui suit est ajouté, après l'article 1, comme article 2:

"2. Toute personne résidant ordinairement dans le territoire soumis à la juridiction des commissaires d'écoles de la cité de Salaberry-de-Valleyfield ou y faisant affaire qui, elle-même ou par l'intermédiaire de toute autre, y apporte ou fait en sorte qu'il y soit apporté ou qu'il lui y soit livré quelque bien mobilier, pour consommation ou usage dans le territoire soumis à la juridiction des commissaires d'écoles de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, doit immédiatement en faire rapport au secrétaire-trésorier de la municipalité scolaire de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, en lui transmettant ou produisant la facture, s'il y en a, avec tout renseignement que celui-ci pourra exiger et, en outre, doit payer aux commissaires d'écoles de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, sur le prix d'achat, la même taxe sur la consommation ou l'usage de ce bien qui eût été payable, si ce bien avait été acheté au même prix à une vente en détail dans le territoire de

ladite municipalité scolaire ou dans tout autre territoire qui pourrait être annexé à ladite municipalité scolaire."

Les articles 2, 3, 4, 5, 6 et 7 deviennent les articles 3, 4, 5, 6, 7 et 8.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 171 concernant les commissaires d'écoles de la cité de Beauharnois, dans le comté de Beauharnois, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Version anglaise seulement (préambule).

2. Ce qui suit est ajouté après l'article 1 comme article 2:

"2. Toute personne résidant ordinairement dans le territoire soumis à la juridiction des commissaires d'écoles de la cité de Beauharnois ou y faisant affaire qui, elle-même ou par l'intermédiaire de toute autre, y apporte ou fait en sorte qu'il y soit apporté ou qu'il lui y soit livré quelque bien mobilier, pour consommation ou usage dans le territoire soumis à la juridiction des commissaires d'écoles de la cité de Beauharnois, doit immédiatement en faire rapport au secrétaire-trésorier de la municipalité scolaire de la cité de Beauharnois, en lui transmettant ou produisant la facture, s'il y en a, avec tout renseignement que celui-ci pourra exiger et, en outre, doit payer aux commissaires d'écoles de la cité de Beauharnois, sur le prix d'achat, la même taxe sur la consommation ou l'usage de ce bien qui eût été payable, si ce bien avait été acheté au même prix à une vente en détail dans le territoire de ladite municipalité scolaire ou dans tout autre territoire qui pourrait être annexé à ladite municipalité scolaire."

3. L'article 2 devient l'article 3 et est modifié en ajoutant, dans la huitième ligne, après le mot "sanctions", ce qui suit: "et exemptions".

4. Les articles 3, 4, 5, 6, 7 et 8 deviennent les articles 4, 5, 6, 7, 8 et 9.

Projets de loi:

Commission scolaire catholique de Loretteville

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 112 concernant la Commission scolaire catholique de Loretteville.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission scolaire de Salaberry-de-Valleyfield

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 118 concernant les commissaires d'écoles de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, comté de Beauharnois.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission scolaire de Beauharnois

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 171 concernant les commissaires d'écoles de la cité de Beauharnois, dans le comté de Beauharnois.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Organismes provinciaux

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 24 concernant certains organismes provinciaux.

Adopté.

Rachat de rentes constituées, Îles-de-la-Madeleine

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 20 facilitant le rachat des rentes constituées aux Îles-de-la-Madeleine soit maintenant lu une deuxième fois.

Il rend hommage au travail du député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais). Ce projet de loi, dit-il, est présenté à l'instigation du député des Îles-de-la-Madeleine qui a réussi à replacer ce comté, longtemps laissé à l'abandon, sur la carte de la province.

Autrefois, l'archipel a été le lieu de refuge d'une foule d'Acadiens victimes de la dispersion. Il a été concédé à un seigneur, qui avait le droit de

percevoir des rentes constituées. Il subsiste encore un reste de féodalité, qui est de nature à retarder l'essor donné aux Îles-de-la-Madeleine par son député actuel.

Ces rentes créent de nombreuses difficultés pour les occupants des lots. À la suite d'une faillite, un constructeur du nom de Paltiel⁸ s'est porté acquéreur de ce qui restait de rentes constituées. Des doutes se sont élevés au sujet du rachat de certaines rentes, et un montant de \$2,000 a même été déposé entre les mains du ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bertrand) par des occupants désireux de libérer leurs terres.

Nous avons cru que le meilleur moyen, pour la province, de mettre fin à ces difficultés, c'était de se porter acquéreur de tous les droits de M. Paltiel, afin d'être en mesure de donner des titres clairs. Nous sommes entrés en pourparlers avec le sénateur Gustave Monette⁹, avocat de M. Paltiel. Nous en sommes venus à la conclusion qu'un montant de \$75,000 pourrait couvrir la valeur de ce qui reste de rentes. Le montant que recevait M. Paltiel était d'environ \$3,000 par année.

En vertu du projet de loi, le gouvernement de la province versera donc \$75,000 à M. Paltiel et deviendra propriétaire incontestable de tous ses droits sur les terres des Îles-de-la-Madeleine. Les cultivateurs concernés de cette région de la province n'auront à rembourser qu'une partie de ce montant au trésor provincial. Les propriétaires des lots auront le droit de se libérer totalement en payant 45 % d'un capital suffisant pour produire annuellement la somme de \$3,000. Nous allons avoir ainsi une situation nette.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Grâce au gouvernement actuel, les Îles-de-la-Madeleine, jadis à peine connues de notre population, sont devenues un actif pour la province. L'industrie de la pêche y est particulièrement prospère. Restait à régler le cas de ces baux emphytéotiques, toutes les rentes seigneuriales ayant déjà été abolies dans la province.

Le paiement des rentes est de nature à retarder l'essor économique des Îles-de-la-Madeleine. Je remercie le premier ministre d'avoir si bien compris la situation¹⁰.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Kirkland), que le débat soit maintenant ajourné¹¹.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à 3 h 30 de l'après-midi.
Adopté.

La séance est levée¹².

NOTES

1. *L'Action catholique* du 17 décembre 1958, à la page 3, nous informe que le texte du projet de loi n'avait pas encore été distribué en Chambre.

2. *L'Action catholique* du 17 décembre 1958, à la page 3, nous informe que le texte du projet de loi n'avait pas encore été distribué en Chambre.

3. *L'Action catholique* du 17 décembre 1958, à la page 3, nous informe que le texte du projet de loi n'avait pas encore été distribué en Chambre.

4. *Le Devoir* du 17 décembre 1958, à la page 1, un journal hostile à l'Union nationale, rapporte que tout en parlant, le premier ministre promenait un regard vengeur du côté de la Tribune de la presse. Il cherchait visiblement des yeux le représentant de la *Presse canadienne* et peut-être aussi celui du *Nouvelliste*. Puis M. Duplessis s'est rassis. De retour à la galerie de la presse, les journalistes ont été incapables de retrouver dans *Le Nouvelliste* le texte incriminé. Ils ont cherché jusqu'à ce que M. Duplessis déclare à l'oreille d'un correspondant qu'il s'était trompé, que c'est dans *Le Droit* et non pas dans *Le Nouvelliste* que la nouvelle avait paru. *La Presse canadienne* a déclaré que c'est à la suite d'une erreur dans la transmission télégraphique qu'on a annoncé que le total des gratifications s'élevait à \$10,000 au lieu de \$10,000,000. Par contre, le *Montréal-Matin* du 17 décembre 1958, à la page 5, un journal favorable à l'Union nationale, attribue directement l'erreur factuelle au *Droit*, sans mentionner que M. Duplessis s'en est pris au mauvais journal. *Le Nouvelliste* du 17 décembre 1958, à la page 3, le journal réprimandé à tort par le premier ministre, confirme la version du *Devoir*.

5. C'est-à-dire un compte rendu officiel des débats de la Chambre.

6. *Le Nouvelliste* du 17 décembre 1958, à la page 21, écrit que M. Ross était visiblement ému.

7. *Le Soleil* du 17 décembre 1958, à la page 3, mentionne que les trois députés indépendants, M. Rochon, de Saint-Louis, M. Ross, de Verdun, et M. Hanley, de Sainte-Anne, ont appuyé la décision du président.

8. Aaron D. Paltiel.

9. Né en 1887, Gustave Monette fut nommé sénateur (conservateur) en 1957.

10. *Le Nouvelliste* du 17 décembre 1958, à la page 21, précise que le débat sur ce projet de loi fut relativement bref.

11. *La Presse* du 17 décembre 1958, à la page 17, explique la raison de l'ajournement du débat: M. Duplessis a fourni ces explications en présentant le projet de loi. Le premier ministre aurait voulu que le projet de loi soit adopté en deuxième lecture à cette séance, mais, comme l'opposition n'en avait reçu qu'une copie, et ce, tout juste au début de la séance, elle a demandé que le débat sur la mesure soit reporté à cet après-midi.

12. Nous déduisons à la lecture du *Nouvelliste* du 17 décembre 1958, à la page 21, que la séance n'a pas dû être bien longue, car le comité des bills publics et le comité des bills privés siégeaient tous deux à 4 heures.

Séance du mercredi 17 décembre 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Charte
de Verdun**

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Rochon), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 102 concernant la corporation municipale de Portland et la commission scolaire Notre-Dame-de-la-Salette, dans le comté de Papineau.

Votre comité recommande de plus à votre honorable Chambre que le titre du bill 102, ci-dessus mentionné, intitulé: Loi concernant la corporation municipale de Portland et la commission scolaire Notre-Dame-de-la-Salette, dans le comté de Papineau, soit changé en celui de: Loi concernant la corporation du canton de Portland et les commissaires d'écoles pour la Commission scolaire de Notre-Dame-de-la-Salette, dans le comté de Papineau.

- bill 183 concernant une propriété de Gérard D'Amour.

Et, sans amendement, le bill 161 concernant la succession de Paul-Émile Guilbeault.

Le rapport est adopté.

M. Maltais (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 178 concernant la corporation de la paroisse de Saint-Ambroise, dans le comté de Québec.

Votre comité fait aussi rapport qu'il réfère à votre honorable Chambre, pour considération, le bill 206 changeant le nom de Norbert Franz Rinkenbach en celui de Norbert Franz Normand.

Projets de loi:

**Propriété
de Gérard D'Amour**

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 183 concernant une propriété de Gérard D'Amour.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 183 sans l'amender.

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Succession
Paul-Émile Guilbeault**

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 161 concernant la succession de Paul-Émile Guilbeault.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 161 sans l'amender.

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Saint-Ambroise

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 178 concernant la corporation de la paroisse de Saint-Ambroise, dans le comté de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 178 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Portland et commission scolaire de Notre-Dame-de-la-Salette

M. Desjardins (Gatineau) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 102 concernant la corporation du canton de Portland et les commissaires d'écoles pour la Commission scolaire de Notre-Dame-de-la-Salette, dans le comté de Papineau.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 102 sans l'amender.

M. Desjardins (Gatineau) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Gagnon (Matapédia): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de George Donohue et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Timothy J. Donohue.

Projets de loi:

Charte de Salaberry-de-Valleyfield

M. Hébert (Beauharnois) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 249 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession J. Timothy Donohue

M. Rochette (Québec) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 258 concernant le testament de feu J. Timothy Donohue.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Questions de règlement:

Motions des députés

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) appelle l'article 33 du *Feuilleton*, lequel concerne l'ordre du gouvernement suivant:

16 décembre - Reprise du débat sur la motion de l'honorable M. Duplessis proposant la deuxième lecture du bill 20 facilitant le rachat des rentes constituées aux Îles-de-la-Madeleine. - M. Lapalme.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cette manière de procéder. Nous sommes aujourd'hui mercredi, et je crois qu'il est temps que le gouvernement tienne compte des questions des députés et de leurs motions. Il y a depuis quelque

temps, sur l'ordre du jour, un nombre considérable de questions et de motions inscrites au nom des députés libéraux, sans que le gouvernement ne prenne de décision à leur sujet.

On est aujourd'hui un mercredi. Or, en vertu du deuxième paragraphe de l'article 115 du Règlement, les questions et les motions annoncées par les députés devraient avoir préséance, le mercredi, sur les bills et ordres inscrits au nom du gouvernement.

Je demande, dit-il, que le gouvernement suive la procédure habituelle. Je comprends que le gouvernement ne puisse pas répondre immédiatement à toutes les questions, mais il y en a plusieurs qui demandent peu de recherches.

Je demande au premier ministre, répète-t-il, de mettre plus de diligence à répondre aux questions posées par les membres de l'opposition, qui ont souvent besoin des renseignements demandés pour discuter des projets de loi ou pour soulever des débats.

Dans certains cas, il se peut que le gouvernement soit dans l'impossibilité physique d'y répondre, mais certaines demandes de renseignements peuvent être accordées très facilement. Par exemple, il est facile de dire au député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Earl) le montant des bons du Trésor en circulation le 30 novembre 1958, ou de faire connaître au député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) la date de l'option donnée par l'Hydro-Québec à la Compagnie de gaz naturel, en 1955, ou encore de révéler la nature du montant de \$1,865,422 payé en 1957-1958 par les autorités provinciales et qui apparaît dans les *Comptes publics*, sous la rubrique "Pont entre Trois-Rivières et Cap-de-la-Madeleine"¹ⁿ.

À la veille de l'ajournement des Fêtes, il me semble que le gouvernement devrait accorder plus d'attention aux privilèges des députés et aux demandes de renseignements qui lui sont faites par les députés de l'opposition, dans certains cas, depuis un laps de temps assez considérable.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Montréal-Outremont (M. Lapalme) n'est pas au courant du Règlement. Ça fait à peine une semaine que la plupart des questions et motions de l'opposition ont été inscrites à l'ordre du jour. Le gouvernement ne peut y répondre en l'espace de huit jours, quand les règlements donnent un délai de 20 jours pour y répondre et que, du reste, un ministre n'est même pas obligé de répondre à une question, si l'intérêt public peut être mieux servi de cette façon.

J'ai pris soin d'appeler d'abord les bills privés présentés par les députés, pour bien marquer que nous respectons les privilèges des membres de la Chambre. Les députés n'ont pas été ignorés et l'opposition n'a été privée d'aucun droit à cet égard. La semaine dernière, nous avons siégé plusieurs fois en comité des bills privés ou en comité des bills publics. Depuis le début de la session, nous avons consacré beaucoup de temps à l'étude des bills privés qui sont tous présentés au nom des députés. Jusqu'ici, on ne peut donc se plaindre d'aucun retard de notre part. D'ailleurs, c'est le leader de la Chambre² qui fixe l'ordre des travaux de la Chambre.

M. Hamel (Saint-Maurice): En effet, c'est la responsabilité du leader de la Chambre de fixer l'ordre des travaux de la Chambre, mais il n'est pas pour autant au-dessus du Règlement. Le lundi, le mardi, le jeudi et le vendredi, ce sont les affaires du gouvernement qui ont préséance. Il ne reste donc aux députés de l'opposition que le mercredi. Le Règlement fait du mercredi la journée des députés. La coutume en train de s'établir, à l'effet d'ignorer ce privilège, ne saurait prévaloir contre le Règlement. La chose est d'autant plus importante que l'on restreint considérablement notre droit de poser des questions oralement aux ministres. Autrefois, la possibilité de demander des renseignements au commencement d'une séance constituait un exutoire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) ne peut parler comme cela. Il n'a pas le droit de critiquer les décisions de la Chambre et de son président.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je ne critique pas ces décisions. Je constate un état de fait.

M. l'Orateur: Le député de Saint-Maurice se plaint de ce qu'on n'a pas laissé à l'opposition autant de latitude qu'il l'aurait voulu pour poser des questions. L'article 681 du Règlement stipule bien qu'aucune question ne peut être posée, à moins qu'il n'en ait été donné un avis.

M. Hamel (Saint-Maurice): Cela rend plus évidente la nécessité de respecter dans toute sa plénitude le jour des députés. On peut bien penser dans la province que le mercredi, c'est le jour du premier ministre, mais, à l'Assemblée législative, le Règlement en fait le jour des députés! Les prérogatives du premier ministre doivent être

subordonnées au Règlement. Le mercredi au moins, on devrait répondre à nos questions. Je vois qu'une motion est réimprimée chaque jour depuis le 28 novembre et qu'une autre du député de Brome (M. Brown) porte la date du 10 décembre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Ça fait une semaine.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le député de Brome demande des renseignements sur les octrois accordés par le ministère de l'Agriculture dans quatre comtés pour la construction de silos. Si le gouvernement ne tient pas les comptes de la province sur l'emballage de paquets de cigarettes, il doit y avoir des fonctionnaires qui les tiennent dans des registres. Alors, s'il y a eu des octrois, il serait facile d'y répondre. Le gouvernement tarde trop à donner des réponses.

Et il y a d'autres motions du même genre qui attendent au *Feuilleton* le bon vouloir du gouvernement. Ainsi, le député de Montréal-Outremont (M. Lapalme) a réclamé la copie de l'arrêté no 267, émis cette année et concernant un engagement, d'ordre financier, pris par le gouvernement à propos de la reconstruction du pont de Trois-Rivières.

On demande la copie d'un arrêté ministériel. Nous n'exigeons pas que l'administration fournisse cette copie immédiatement, mais le chef du gouvernement pourrait nous dire, sur l'heure, s'il autorise, oui ou non, la production du document. Dès le lendemain de l'inscription d'une motion à l'ordre du jour, le premier ministre devrait prendre une décision à son sujet et faire savoir à la Chambre si, oui ou non, une réponse sera fournie ou si un document sera déposé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Quelle ignorance!

M. Hamel (Saint-Maurice): Oui! Quelle ignorance! Le premier ministre voudrait ignorer notre mercredi, la journée des députés. Tout ce que nous faisons, c'est d'insister pour que le Règlement soit mieux observé en Chambre. Le premier ministre nous déclare que l'administration des affaires de cette immense province est très absorbante, mais je lui dirai que la surveillance des agissements du gouvernement actuel nous prend aussi beaucoup de temps.

Le travail de l'opposition n'est pas facile. Nous devons savoir à quoi nous en tenir. Nous avons demandé des documents. Il y a des motions que nous

attendons depuis 11 mois, ordonnant la production de certains documents que nous n'avons pas encore. Un arrêté ministériel, je suppose que ça ne s'écrit pas sur des paquets de cigarettes. Il y a un greffier pour les conserver. Pour en avoir une copie, ça ne prend donc qu'une dactylographe. Avec ce que nous payons de machines à écrire, il doit y en avoir suffisamment dans le parlement pour copier un arrêté ministériel.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Très drôle.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ce n'est pas drôle. Nous sommes obligés de faire une lutte continuelle pour que les privilèges des députés soient respectés dans cette Chambre. On dirait que le gouvernement cherche des technicalités pour frustrer les députés de leurs privilèges.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
À l'ordre. Le député de Saint-Maurice n'a pas le droit de prononcer de telles paroles. Il devrait les retirer.

M. Hamel (Saint-Maurice): Bien humblement, je retire mes paroles. Je conviens que je suis allé plus loin que le Règlement de la Chambre ne me le permettait et je crois que, dans cette Chambre, je dois donner l'exemple de l'observance des règlements.

Il réclame une décision de la Chambre sur la question de savoir si la préséance sera accordée aux députés le mercredi. Mais, dit-il, il n'y a pas que des questions à l'ordre du jour, il y a aussi des motions pour production de documents. Nous ne demandons pas que ces documents soient produits tout de suite, mais qu'on appelle au moins les motions pour permettre à la Chambre de se prononcer.

De toute façon, si le gouvernement refuse d'accorder la préséance aux questions des députés comme le prévoit le Règlement, pour le mercredi, il assumera la responsabilité de sa décision. S'il accepte, au contraire, nous attendrons avec patience le moment où les documents que nous réclamons nous seront fournis. Nous sommes habitués à attendre avec patience³.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Et vous allez attendre encore longtemps avec patience.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande que l'ordre du jour soit appelé selon les prescriptions du Règlement, qui donnent préséance aux questions et aux motions des députés.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Toute cette affaire n'est qu'une tempête dans un verre d'eau. La date de la convocation de la session a été annoncée par le premier ministre deux mois avant son ouverture le 19 novembre, et les premières questions inscrites par l'opposition sont en date du 10 décembre. L'opposition a donc eu tout le temps voulu pour préparer ses questions et ses motions. Mais, le 19 novembre, elle n'avait rien de prêt, et ce n'est qu'environ trois semaines après le commencement des travaux sessionnels, le 9 décembre, que les députés de l'opposition commencent à inscrire leurs questions et motions à l'ordre du jour.

Et ils crient maintenant que le gouvernement essaie de gagner du temps parce qu'il n'a pas donné de réponse en l'espace de cinq ou six jours. Comment peut-on exiger que nous répondions en une semaine à des questions qu'on a pris deux mois et demi à rédiger? Si les députés veulent obtenir des réponses rapidement, qu'ils présentent rapidement leurs questions.

En fait, jamais la Chambre n'a consacré autant de temps aux affaires des députés, notamment à l'étude des bills qu'ils ont présentés. Jamais le gouvernement n'a montré autant de diligence. Depuis une semaine, presque tout le temps a été consacré aux travaux des comités. En résumé, les députés de l'opposition ne se sont pas préparés à la session et ils voudraient maintenant que le gouvernement réponde immédiatement aux nombreuses questions qu'ils ont posées. De plus, les règlements de l'Assemblée stipulent que les affaires des députés sont traitées le mercredi, mais l'Assemblée peut en décider autrement si elle le désire.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Je ne veux pas prolonger indûment ce débat. Je voudrais simplement souligner que le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) n'a pas dit un seul mot du point d'ordre soulevé par le chef de l'opposition. La seule chose à décider est celle-ci: allons-nous, oui ou non, respecter le Règlement de cette Chambre et accorder priorité aux motions des députés le mercredi?

Décisions de l'Orateur:**Motions des députés**

M. l'Orateur: Tout le débat porte sur un seul point, à savoir à quel moment le gouvernement doit répondre aux questions inscrites au *Feuilleton* de la

Chambre par les députés. Le premier ministre a fait remarquer que les questions ne sont inscrites que depuis cinq ou six jours et qu'il n'y a donc pas de retard sérieux à répondre aux questions justifiant un point d'ordre. Je crois qu'il a raison. Il a aussi souligné que la Chambre a fréquemment ajourné ses séances pour permettre aux comités d'étudier les bills privés présentés par les députés. Cela s'est fait même aux heures où la Chambre devait normalement siéger.

Je ferai également remarquer à cette Chambre que le Règlement comporte un article très clair. L'article 686 dit que les ministres ne sont pas obligés de répondre aux questions des députés et qu'ils n'ont pas de raisons à fournir pour expliquer leur silence. Le Règlement ajoute même que, devant ce refus, les députés n'ont pas le droit d'insister.

Je crois que le député de Saint-Maurice (M. Hamel) a voulu faire une tempête dans un verre d'eau. D'autant plus que le premier ministre ne dit pas qu'il refuse de répondre aux questions. Il dit simplement que les réponses aux questions ne sont pas prêtes.

Je déclare donc que le point d'ordre est bien fondé.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le point d'ordre est bien fondé? C'est moi qui l'ai soulevé!

M. l'Orateur: Je dis que le point d'ordre du premier ministre à l'occasion des propos du chef de l'opposition est bien fondé.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre n'a soulevé aucun point d'ordre!

M. l'Orateur: À tout événement, je décide que la procédure adoptée par le gouvernement est conforme aux articles 685 et suivants du Règlement (voir note 1, sous l'article 686, paragraphe 2) de la Chambre et que l'opposition n'a pas raison de se plaindre. Il y a alors renvoi du point d'ordre soulevé par le député de Montréal-Outremont (M. Lapalme).

M. Lapalme (Montréal-Outremont): M. l'Orateur, j'en appelle de votre décision⁴.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bohémier, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour,

Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 70⁵.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Thériberge, Turpin, 15.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill 19 concernant certains départements de l'administration de la province.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 6 modifiant la loi concernant les membres de l'Assemblée législative et la loi de la Législature, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 3 est modifié en remplaçant, dans la première ligne de la page 2, les mots "six mois" par les mots "douze mois".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 13 concernant la composition de la Cour supérieure de la province de Québec, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 3 est modifié en remplaçant le deuxième paragraphe par ce qui suit:

"De même, tout juge de la Cour supérieure nommé pour le district de Saint-François, avec résidence dans la cité de Sherbrooke ou son voisinage immédiat, n'est pas tenu d'administrer la justice ailleurs que dans le district judiciaire de Saint-François, et tout juge de la Cour supérieure nommé pour les districts de Saint-François et de

Bedford, avec résidence à Sherbrooke, n'est pas tenu d'administrer la justice ailleurs que dans les districts judiciaires de Saint-François et de Bedford."

Projets de loi:

Pension des députés

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 6 modifiant la loi concernant les membres de l'Assemblée législative et la loi de la Législature.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Cour supérieure du Québec

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 13 concernant la composition de la Cour supérieure de la province de Québec.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Corporations scolaires de Windsor Mills et East Angus

M. Gosselin (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 131 concernant les corporations scolaires de Windsor Mills et East Angus soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commission des écoles catholiques de Dorval

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 168 concernant la Commission des écoles catholiques de la cité de Dorval soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Ratification de résolutions à Beauharnois

M. Hébert (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 204 ratifiant, confirmant et validant certaines résolutions du conseil municipal

de la cité de Beauharnois, et des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Beauharnois soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Gatineau

M. Desjardins (Gatineau) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 217 concernant les corporations municipales de la ville de Gatineau et les commissaires d'écoles pour la Commission scolaire catholique de Gatineau, Papineau, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Instruction publique à Sherbrooke

M. Gérin (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 239 concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Compagnie de Films Transatlantique inc.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 251 concernant la Compagnie de Films Transatlantique inc. soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Sainte-Marie

M. Poulin (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 120 concernant la municipalité de la paroisse de Sainte-Marie, dans le comté de Beauce, et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Sainte-Marie, dans le comté de Beauce, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Richmond

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 132 modifiant la

charte de la ville de Richmond soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission scolaire de Longueuil

M. Ladouceur (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 185 concernant les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la cité de Longueuil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission scolaire d'Anjou

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 186 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de ville d'Anjou, dans le comté de Laval, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Chiropratique au Québec

M. Chartrand (L'Assomption) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 201 de la chiropratique dans la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Shawinigan

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 214 modifiant la charte de la cité de Shawinigan soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission scolaire de Drummondville

M. Bernard (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 252 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité

de Drummondville, dans le comté de Drummond, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Rachat de rentes constituées, Îles-de-la-Madeleine

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 16 décembre courant, sur la motion du représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) proposant que le bill 20 facilitant le rachat des rentes constituées aux Îles-de-la-Madeleine soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Avant 1798, les terrains concédés aux Madelinots par les anciens propriétaires étaient tous occupés en vertu de baux emphytéotiques. Aucun possesseur ne pouvait avoir un titre clair, devenir propriétaire absolu de son lot. Une loi a été votée en 1798, en vertu de laquelle les rentes constituées sont devenues rachetables. Les possesseurs ont alors commencé à se libérer peu à peu. Ils devaient payer les deux tiers du capital de la rente pour obtenir des titres définitifs.

Dois-je comprendre que ce M. Paltiel⁶ dont la province achètera les droits en vertu de ce bill est le seul qui détienne encore des baux sur un certain nombre de ces terrains? Autrement dit, est-ce que ce projet de loi permettra de libérer entièrement les Îles-de-la-Madeleine?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui. La province sera désormais la seule créancière de ce qui reste des rentes. Les possesseurs pourront se libérer en payant 45 % du capital. Cette loi a nécessité énormément de travail et de recherches dans les vieux bouquins.

Mais elle nettoie tout, en ce qui concerne les terrains autrefois concédés par le roi à Coffin⁷. Les droits, sur certains terrains des Îles-de-la-Madeleine, ont été cédés en 1798 et loués pour des périodes très longues en vertu d'un système qu'on nomme "rentes constituées". La présente législation effacera les derniers vestiges de l'ancien système.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Combien reste-t-il de ces rentes?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y en a pour un montant de \$3,000 par année, ce qui, à 5 %, représente un capital de \$60,000. De plus, le paiement des rentes avait été suspendu, il y a deux

ans, à la demande du gouvernement, en attendant le règlement définitif dont cette loi nous fournit le moyen. Il y avait aussi certains droits sur les dunes et un montant de \$2,000 déposé au ministère des Terres et Forêts. La province rachète tout cela, en payant \$75,000 au constructeur montréalais Aaron D. Paltiel.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Il reste un nombre considérable de rentes à racheter sur l'île Amherst et à L'Étang-du-Nord, mais les terres du Havre-aux-Maisons et de Cap-aux-Meules ont été libérées au complet.

La motion est mise aux voix et la Chambre l'adopte. Le bill 20 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 20 facilitant le rachat des rentes constituées aux Îles-de-la-Madeleine.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que le ministre des Finances soit autorisé à payer au concessionnaire actuel, pour les droits et actifs mentionnés à l'article 2 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, une somme de soixante-quinze mille dollars, à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

2. Que les dépenses occasionnées par l'exécution de la loi qui accompagne les présentes résolutions soient payées à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que ces résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 20 facilitant le rachat des rentes constituées aux Îles-de-la-Madeleine.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 20 facilitant le rachat des rentes constituées aux Îles-de-la-Madeleine.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 20 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Organismes provinciaux

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 24 concernant certains organismes provinciaux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que l'article 3 de la loi 14-15 George VI,

chapitre 20, remplacé par l'article 1 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 11, et par l'article 1 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 64, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"3. Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine le traitement de chacun des membres de la Commission, lequel ne doit pas être inférieur, dans chaque cas, à celui qui était payé à la date du quinze décembre 1958."

2. Que l'article 5 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 37, modifié par l'article 2 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 64, soit de nouveau modifié en remplaçant le dernier alinéa par le suivant:

"Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine le traitement de chacun des membres de l'Office, lequel ne doit pas être inférieur, dans chaque cas, à celui qui était payé à la date du quinze décembre 1958."

3. Que l'article 30 de la loi des relations ouvrières (Statuts refondus, 1941, chapitre 162A, édicté par l'article 1 de la loi 8 George VI, chapitre 30), remplacé par l'article 4 de la loi 10 George VI, chapitre 37, et par l'article 1 de la loi 14-15 George VI, chapitre 35, soit modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Toutefois, les traitements du président, du vice-président et des autres membres de la Commission ne doivent, dans aucun cas, être inférieurs à ceux qui étaient payés pour l'exercice de chacune de ces fonctions respectivement à la date du quinze décembre 1958."

4. Que l'article 52 de la loi des accidents du travail (Statuts refondus, 1941, chapitre 160), modifié par l'article 1 de la loi 9 George VI, chapitre 42, par l'article 1 de la loi 10 George VI, chapitre 35, par l'article 1 de la loi 13 George VI, chapitre 53, et par l'article 1 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 37, soit de nouveau modifié en y insérant, entre le premier et le deuxième alinéa du paragraphe 2, l'alinéa suivant:

"Toutefois, les traitements du président, du vice-président et des autres membres de la commission ne doivent, dans aucun cas, être inférieurs à ceux qui étaient payés pour l'exercice de chacune de ces fonctions respectivement à la date du quinze décembre 1958."

5. Que l'article 2 de la loi de la Régie provinciale de l'électricité (Statuts refondus, 1941, chapitre 16A, édicté par l'article 6 de la loi 9 George VI, chapitre 21), modifié par l'article 1 de la loi 11 George VI, chapitre 26, par l'article 1 de la loi 13 George VI, chapitre 22, et par l'article 2 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 44, soit de nouveau modifié en y insérant, entre le deuxième et le troisième alinéa, le suivant:

"Toutefois, les traitements du président, du vice-président et de l'autre régisseur ne doivent, dans aucun cas, être inférieurs à ceux qui étaient payés pour l'exercice de chacune de ces fonctions respectivement à la date du quinze décembre 1958."

6. Que l'article 4 de la loi du salaire minimum (Statuts refondus, 1941, chapitre 164) soit modifié en y insérant, entre le premier et le deuxième alinéa, le suivant:

"Toutefois, les traitements du président, du vice-président et des autres membres de la corporation ne doivent, dans aucun cas, être inférieurs à ceux qui étaient payés pour l'exercice de chacune de ces fonctions respectivement à la date du quinze décembre 1958."

7. Que l'article 3 de la loi de la Régie des transports (Statuts refondus, 1941, chapitre 16), modifié par l'article 1 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 41, par l'article 1 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 44, et par l'article 2 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 12, soit de nouveau modifié en y insérant, entre le deuxième et le troisième alinéa, le suivant:

"Toutefois, les traitements du président, du vice-président et des autres régisseurs ne doivent, dans aucun cas, être inférieurs à ceux qui étaient payés pour l'exercice de chacune de ces fonctions respectivement à la date du quinze décembre 1958."

8. Que l'article 3a de la loi des services publics (Statuts refondus, 1941, chapitre 143), édicté par l'article 4 de la loi 13 George VI, chapitre 47, et modifié par l'article 3 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 44, soit de nouveau modifié en y insérant, entre le deuxième et le troisième alinéa, le suivant:

"Toutefois, les traitements du président, du vice-président et de l'autre régisseur ne doivent, dans aucun cas, être inférieurs à ceux qui étaient payés pour l'exercice de chacune de ces fonctions respectivement à la date du quinze décembre 1958."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le but du projet de loi est de fixer un salaire minimum aux présidents et vice-présidents des régies provinciales. Les salaires sont, actuellement, fixés dans la loi. Mais il existe plusieurs régies présidées par des juges.

Il (M. Duplessis) mentionne la Commission des accidents de travail, la Commission du salaire minimum, la Régie de l'électricité, la Régie des loyers. Il n'est que juste qu'ils reçoivent des émoluments égaux à ceux qui viennent d'être accordés aux juges des cours provinciales, en vertu d'une loi votée à l'Assemblée législative⁸, il y a quelques jours.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) signale qu'il n'a pas eu le temps de référer à chacune des lois mentionnées dans l'article. Il relève une différence dans la phraséologie des diverses dispositions du bill. D'aucunes, dit-il, mentionnent les mots "président", "vice-président" et "membres", tandis que d'autres ne parlent que des membres. Il demande des explications à ce sujet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Certains organismes comportent un président et un vice-président, tandis que d'autres ne comptent qu'un président. Certains articles précisent les fonctions du président et de vice-président, et les autres s'en tiennent au terme général de "membres", qui couvre tous les intéressés puisque, avant d'être président ou vice-président, il faut être membre. Il trouve juste qu'un président de commission, quand il est membre de la magistrature, ait un salaire minimum.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande des explications additionnelles en se référant à la loi existante.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

Adopté, après division. Les résolutions relatives au bill 24 sont agréées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 24 concernant certains organismes provinciaux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Appels en Cour du banc de la reine

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 23 concernant les appels devant la Cour du banc de la reine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre⁹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 43 du Code de procédure civile, remplacé par l'article 1 de la loi 8 Édouard VII, chapitre 74, par l'article 1 de la loi 10 George V, chapitre 79, et modifié par l'article 7 de la loi 19 George V, chapitre 85, par l'article 2 de la loi 1 Édouard VIII (deuxième session), chapitre 41, par l'article 7 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 18, et par l'article 1 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 33, et par l'article 2 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 46, est de nouveau modifié en remplaçant le sous-paragraphe c du paragraphe 1 par le suivant:

"c. dans les causes où la somme demandée ou la valeur de la chose réclamée est de moins de cinq cents dollars."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À compter du 1^{er} janvier 1959, le droit d'appel devant la Cour du banc de la reine, dans les causes visées par les articles 1 et 3, sera basé sur la somme demandée ou la valeur de la chose réclamée. Pour aller en appel, il faudra que la valeur réclamée soit de \$500 et plus. On revient à la situation qui existait autrefois.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) souligne le danger de toucher au Code civil ou au Code de procédure civile. Plusieurs articles du Code civil, dit-il, ont subi l'épreuve du temps. J'espère qu'on ne touchera plus à la disposition en question et qu'on décrètera une fois pour toutes que, pour aller en

appel, il faudra que la somme réclamée soit de \$500¹⁰.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les dispositions du Code civil ont été amendées pour répondre aux développements de la province et à la suggestion du juge en chef.

Il fallait décongestionner les tribunaux. Maintenant que le but est atteint, nous revenons au montant de \$500¹¹. Il existait un état de choses particulier et nous nous sommes pliés aux circonstances. L'Union nationale se met à la portée du progrès.

Il y a, dit-il, 1,000,000 d'automobiles dans la province et les quatre cinquièmes des causes se rapportent aux accidents d'automobile.

M. Hamel (Saint-Maurice): On voit que ça fait longtemps que le premier ministre ne pratique plus le droit.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 6 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 23 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. *Le Soleil* du 18 décembre 1958, à la page 3, nous révèle que cette dernière motion fut inscrite au *Feuilleton* de la Chambre par M. Lapalme lui-même, le 11 décembre.

2. C'est-à-dire M. Duplessis.

3. *L'Action catholique* du 18 décembre 1958, à la page 26, écrit plutôt: "Si la Chambre ordonne ensuite la production des documents, nous attendrons avec patience."

4. *Le Montréal-Matin* du 18 décembre 1958, à la page 5, précise que ce débat a duré plus de 45 minutes.

5. *Le Soleil* du 18 décembre 1958, à la page 12, ajoute que les trois députés indépendants ont voté avec le gouvernement. Il s'agit de M. Hanley, de M. Rochon et de M. Ross.

6. Aaron D. Paltiel, un constructeur de Montréal.

7. Officier dans la marine royale britannique, Isaac Coffin (1759-1839) fut créé seigneur des Îles-de-la-Madeleine, en 1798, par le roi de Grande-Bretagne et d'Irlande, George III (1738-1820).

8. Le bill 12 relatif aux juges des sessions, aux juges de district et aux juges de la Cour de bien-être social a été adopté en troisième lecture par la Chambre, lors de la deuxième séance du 5 décembre 1958.

9. L'étude en comité plénier n'est pas consignée dans le procès-verbal. Il s'agit d'une omission, car l'index des *Journaux de l'Assemblée législative*, *L'Action catholique* du 18 décembre 1958, à la page 3, et le projet de loi (initialé et signé par le président des comités pléniers de la Chambre, M. Caron) prouvent que le projet de loi n'a pas échappé à cette étape du processus législatif.

10. Chiffre de *L'Action catholique* du 18 décembre 1958, à la page 3; \$1,500, selon *Le Nouvelliste* du 18 décembre 1958, à la page 31.

11. Chiffre de *L'Action catholique* du 18 décembre 1958, à la page 3; \$1,500, selon *Le Nouvelliste* du 18 décembre 1958, à la page 31.

Séance du jeudi 18 décembre 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Corporation de Gaz Cartier

M. Russell (Shefford) propose, appuyé par le représentant de Frontenac (M. Guillemette), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la Corporation de Gaz Cartier (Cartier Gas Corporation), demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à transporter, vendre et distribuer le gaz naturel dans une partie de la province de Québec, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la Corporation de Gaz Cartier (Cartier Gas Corporation), demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à transporter, vendre et distribuer le gaz naturel dans une partie de la province de Québec.

**Charte
de L'Abord-à-Plouffe**

M. Pouliot (Laval) propose, appuyé par le représentant de Vaudreuil-Soulanges (M. Schmidt), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de L'Abord-à-Plouffe, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la ville de L'Abord-à-Plouffe, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**Marché central
de Montréal**

M. Pouliot (Laval) propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Bellemare), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la Compagnie du marché central métropolitain ltée, demandant l'adoption d'une loi relative à la Compagnie du marché central métropolitain ltée, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la Compagnie du marché central métropolitain ltée, demandant l'adoption d'une loi relative à la Compagnie du marché central métropolitain ltée.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 200 concernant la ville de Candiac, les corporations scolaires catholique et protestante de la ville de Candiac et Iroquois Glass Limited;

- bill 238 modifiant la loi concernant l'instruction publique dans la cité de Rivière-du-Loup;

- bill 124 constituant en corporation la ville de Gaspé et concernant les écoles protestantes de la municipalité de Gaspé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 182 concernant l'acte de vente consenti par dame Émilienne Ouellette à Roland Liboiron;

- bill 229 constituant en corporation la ville d'Estérel.

M. Maltais (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 148 modifiant la charte de la ville de Sainte-Thérèse;

- bill 237 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre dame Colette Perroux-Maranda au nombre de ses membres, après examen;

- bill 151 concernant l'adoption et le changement de nom de Peter Detlev Leichsenring;

- bill 224 constituant en corporation les Frères des écoles chrétiennes de Trois-Rivières;

- bill 110 modifiant la charte de la ville de Beauceville et concernant certaines corporations municipales et scolaires;

- bill 126 modifiant la charte de la ville de Saint-Félicien.

Et, sans amendement, le bill 149 concernant la corporation municipale de Sainte-Thérèse-Ouest.

Projets de loi:

Instruction publique à Rivière-du-Loup

M. Raymond (Témiscouata) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 238 modifiant la loi concernant l'instruction publique dans la cité de Rivière-du-Loup.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 238 sans l'amender.

M. Raymond (Témiscouata) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Vente entre É. Ouellette et R. Liboiron

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 182 concernant

l'acte de vente consenti par dame Émilienne Ouellette à Roland Liboiron.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 182 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Sainte-Thérèse

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 148 modifiant la charte de la ville de Sainte-Thérèse.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 148 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Colette Perroux-Maranda

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 237 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre dame Colette Perroux-Maranda au nombre de ses membres, après examen.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 237 sans l'amender.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Adoption de
Peter Detlev Leichsenring**

M. Somerville (Huntingdon) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 151 concernant l'adoption et le changement de nom de Peter Detlev Leichsenring.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 151 sans l'amender.

M. Somerville (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Frères des écoles chrétiennes
de Trois-Rivières**

M. Bellemare (Champlain) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 224 constituant en corporation les Frères des écoles chrétiennes de Trois-Rivières.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 224 sans l'amender.

M. Bellemare (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Beauceville, Beauceville-Est,
Saint-François-Ouest,
Saint-François-de-Beauce**

M. Poulin (Beauce) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 110 modifiant la

charte de la ville de Beauceville et concernant certaines corporations municipales et scolaires.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 110 sans l'amender.

M. Poulin (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Sainte-Thérèse-Ouest

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 149 concernant la corporation municipale de Sainte-Thérèse-Ouest.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 149 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Candiac et
Iroquois Glass Ltd.**

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 200 concernant la ville de Candiac, les corporations scolaires catholique et protestante de la ville de Candiac et Iroquois Glass Limited.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 200 sans l'amender.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Gaspé

M. Gaboury (Matane) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 124 constituant en corporation la ville de Gaspé et concernant les écoles protestantes de la municipalité de Gaspé.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 124 sans l'amender.

M. Gaboury (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Estérel

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 229 constituant en corporation la ville d'Estérel.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 229 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Saint-Félicien

M. Turcotte (Roberval) propose, du consentement, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 126 modifiant la charte de la ville de Saint-Félicien.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 126 sans l'amender.

M. Turcotte (Roberval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 17 pour faciliter davantage l'établissement des fils de cultivateurs sur des fermes;
- bill 113 validant le titre de dame Maria de Rutrecht à un certain immeuble;
- bill 114 changeant le nom de Marcel Van de Putte en celui de Marcel Marion;
- bill 119 concernant Bishop's College;
- bill 135 concernant l'adoption de Joseph Guy Marc Gravel;
- bill 143 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice;
- bill 150 corrigeant une désignation de lot dans un acte de vente entre Didace Patenaude et dame Alma Séguin;
- bill 155 modifiant la charte de la ville de Hampstead;
- bill 156 concernant la succession de David John Garth;
- bill 157 concernant la paroisse de Saint-Joachim-de-Châteauguay;
- bill 158 constituant en corporation les sœurs missionnaires de Notre-Dame d'Afrique;
- bill 160 concernant la Commission des écoles catholiques de Pointe-Claire et Beaconsfield, dans le comté de Jacques-Cartier;
- bill 195 concernant la succession de dame Arthur Bourdon;
- bill 196 concernant la Commission scolaire de Shawinigan et lui accordant des pouvoirs spéciaux;
- bill 207 concernant la succession Georges Léveillé;
- bill 220 modifiant la charte de l'Association provinciale des instituteurs protestants de Québec.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill 20 facilitant le rachat des rentes constituées aux Îles-de-la-Madeleine.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 21 concernant les emprunts municipaux en matière de chômage, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

Ce qui suit est ajouté à la fin de l'article 5:

" , sauf en ce qui concerne les débetures ou obligations destinées à payer le coût desdits travaux qui ont été exécutés pendant la période mentionnée au présent article; ces débetures ou obligations pourront être émises après cette dernière date."

Projets de loi:

Emprunts municipaux pour chômage

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 21 concernant les emprunts municipaux en matière de chômage.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 107 concernant le Barreau de la province de Québec et Maximilien Polak, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

Le titre est remplacé par le suivant: Loi autorisant le Barreau de la province à admettre Maximilien Polak à l'exercice de la profession d'avocat.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 144 modifiant la charte de la ville de Saint-François, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 6 est modifié en remplaçant le deuxième paragraphe par ce qui suit:

"Un territoire se composant de cette partie du lit de la rivière des Mille Îles et des îles qui s'y trouvent, renfermées dans les limites suivantes, à savoir: partant d'un point sur l'axe du chenal, passant entre les îles désignées sous le numéro 203 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-François-de-Sales et sous le numéro 406 du cadastre officiel de la ville de Terrebonne; de là, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Louis de Terrebonne, une ligne dans ledit chenal passant au sud des îles numéros 597 et 598, puis l'axe dans un autre chenal au sud-est des lots numéros 608A et 608 de l'Île aux Vaches; puis suivant le chenal sud de la rivière des Mille Îles, en passant au sud des îles numéros 609, 610, 611, 612, 613, 614 et 615; une ligne passant au nord-ouest des îles numéros 615 et 616, puis suivant le chenal nord de la rivière des Mille Îles en passant au nord des îles numéros 601, 600, 599, 598 et 597 pour revenir au point de départ."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 167 concernant l'imposition d'une taxe de vente pour fins municipales aux Escoumins, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié en remplaçant, dans les neuvième et dixième lignes, les mots "sujets aux mêmes exemptions" par ce qui suit: "sujets aux mêmes sanctions et exemptions".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 212 modifiant la charte de la ville de Nicolet, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 5 est modifié dans le sous-article 526b:

a. en remplaçant, dans les cinquième et sixième lignes, les mots "sujette aux mêmes exemptions" par les mots: "sujette aux mêmes sanctions et exemptions";

b. en insérant dans la quatrième ligne du troisième paragraphe dudit sous-article, après les mots "avec les mêmes sanctions", les mots "et exemptions".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 221 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Kénogami, dans le comté de Jonquière-Kénogami, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié en biffant, dans la cinquième ligne, le mot "catholiques".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 223 concernant la corporation du village de Lac-au-Saumon et les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Lac-au-Saumon, dans le comté de Matapédia, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 2 est modifié en ajoutant dans la troisième ligne, après les mots "mêmes conditions", les mots ", sanctions et exemptions".

Projets de loi:

Maximilien Polak

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 107 autorisant le Barreau de la province à admettre Maximilien Polak à l'exercice de la profession d'avocat.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Saint-François

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 144 modifiant la charte de la ville de Saint-François.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Taxe de vente aux Escoumins

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 167 concernant l'imposition d'une taxe de vente pour fins municipales aux Escoumins.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Nicolet

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 212 modifiant la charte de la ville de Nicolet.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission scolaire de Kénogami

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 221 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Kénogami, dans le comté de Jonquière-Kénogami.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Lac-au-Saumon

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 223 concernant la corporation du village de Lac-au-Saumon et les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Lac-au-Saumon, dans le comté de Matapédia.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 127 concernant les biens immobiliers de la Jewish Peretz School Inc., avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le préambule est modifié en ajoutant, après le troisième paragraphe à la page 2, se terminant par les mots "fins susdites", le paragraphe suivant:

"Attendu que le conseil municipal de la ville de Côte-Saint-Luc et le Bureau central des écoles protestantes de Montréal ont donné leur consentement aux exemptions de taxes ci-après mentionnées;"

2. L'article 2 est modifié en biffant, dans les trois dernières lignes de la page 3, les mots "mais pourvu que les autorités municipales et scolaires compétentes y consentent".

Le Conseil législatif a voté le bill 130 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Marieville, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 3 est modifié en remplaçant, dans la onzième ligne, les mots "une taxe de 1 %" par les mots "une taxe n'excédant pas 2 %".

2. L'article 4 est modifié en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes, les mots "les mêmes sanctions" par les mots "les mêmes sanctions et exemptions".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 134 constituant en corporation la ville de Pierrefonds, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 7 est modifié en ajoutant, dans la quatrième ligne de la page 3, après les mots "actuellement en vigueur", ce qui suit: "dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Genève".

2. L'article 22 est modifié dans la quatrième ligne du sous-article 114, après les mots "pourra être diminué", ce qui suit: ", lors du renouvellement ou de la prolongation de son contrat d'engagement ou de la conclusion d'un nouveau."

3. L'article 23 est modifié en biffant, dans les 11^e et 12^e lignes, les mots suivants "mille dollars (\$1,000.00) quant".

4. L'article 36 est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne du sous-article 494a, le mot "public" par le mot "professionnel".

5. L'article 40 est modifié en remplaçant, dans les trois premières lignes du sous-article 497a, les mots "Le conseil a toujours été dispensé et le bureau de révision est dispensé" par les mots: "Le conseil et le bureau de révision sont dispensés".

6. L'article 42 est biffé.

7. Les articles 43 et 44 deviennent 42 et 43.

8. L'article 45 devient l'article 44 et est modifié en remplaçant le deuxième paragraphe par ce qui suit:

"De plus, tous les lots situés à l'ouest de la Montée Saint-Charles ne pourront, pendant une période de dix ans, être portés au rôle d'évaluation, pour un montant excédant celui de leur évaluation pour l'année 1958, et ce, à la condition que ces lots continuent d'être des terres en culture et qu'ils demeurent la propriété des propriétaires actuels ou de leurs héritiers."

9. Les articles 46, 47, 48, 49 et 50 deviennent 45, 46, 47, 48 et 49.

10. L'article 51 devient article 50 et est modifié:

a. en remplaçant, dans les cinquième et sixième lignes, les mots "sujette aux mêmes exemptions" par "sujette aux mêmes sanctions et exemptions";

b. en ajoutant, dans la cinquième ligne du troisième paragraphe, après le mot "sanctions", les mots "et exemptions".

11. L'article 52 devient l'article 51.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 142 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Fabreville, dans le comté de Laval, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le titre est remplacé par le suivant: "Loi concernant les commissaires d'écoles de Fabreville".

2. L'article 1 est modifié en remplaçant les trois dernières lignes par ce qui suit: "est constitué en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de La municipalité scolaire de Fabreville".

3. L'article 6 est modifié en biffant, dans la septième ligne, les mots "dans le comté de Laval".

4. L'article 8 est modifié en biffant, dans les première et deuxième lignes de la page 4, les mots "dans le comté de Laval".

5. L'article 10 est modifié en biffant, dans les troisième et quatrième lignes, les mots "dans le comté de Laval".

6. L'article 12 est modifié en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes, les mots "sera composé de cinq commissaires" par les mots "sera composé de six commissaires".

7. L'article 13 est modifié en remplaçant, dans la première ligne du quatrième paragraphe, les mots "Deux commissaires" par les mots "Trois commissaires".

8. L'article 14 est modifié en remplaçant, dans la première ligne, les mots "Les cinq commissaires" par les mots "Les six commissaires".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 203 concernant la Commission scolaire de Sillery, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le titre est modifié dans la version anglaise seulement.

2. Le préambule est modifié:

a. dans la version anglaise seulement;

b. en biffant le sixième paragraphe se terminant par les mots "contracte mariage".

3. L'article 1 est modifié en remplaçant, dans les trois dernières lignes, les mots "La Commission des écoles catholiques de Sillery" par les mots "La Commission scolaire de Sillery".

4. Dans la version anglaise seulement, l'article 2 est amendé.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 218 modifiant la charte de la cité de Saint-Michel, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté après l'article 3 comme articles 4 et 5:

"4. Seront tenues pour légales et valides à toutes fins que de droit les adjudications et ventes pour taxes faites, avant l'année 1952, *super non domino*, par le conseil de la ville de Saint-Michel, de lots ou parties de lots situés dans son territoire et toutes réclamations et droits d'action en revendication de la propriété de ces lots ou parties de lots seront absolument éteints et prescrits s'ils ne sont pas exercés par action intentée devant une cour de justice de juridiction compétente dans l'année suivant la publication d'un avis de la sanction de la présente loi reproduisant le présent article dans la *Gazette officielle de Québec* et en français et en anglais dans un journal anglais du district de Montréal.

"5. Est déclarée valide et légale la vente par la cité de Saint-Michel à Raymond Loranger par acte de vente reçu le 7 octobre 1958, devant Me André Paquette, notaire, à Montréal, portant le numéro 606 des minutes dudit notaire et enregistré à la division d'enregistrement de Montréal, le 14 octobre 1958, sous le numéro 1,366,466, des lisières de terrain ci-après désignées et faisant anciennement partie de la Montée Saint-Michel, maintenant abandonnée, décrites et bornées comme suit, à savoir:

"1. Vers le nord-est, par une partie du lot numéro 353-1 et en partie par une partie du lot 352-2, vers l'est et le sud-est, par les lots numéros 352-2-1-2 et 352-2-1-1, vers le sud-ouest, par l'ancien chemin public (Montée Saint-Michel) et par les lots numéros 126-959 et 126-653, tous des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, division d'enregistrement de Montréal, vers le nord-ouest, par l'ancien chemin public (Montée Saint-Michel).

"Cedit lopin de terre mesure environ trente-quatre pieds de largeur par des longueurs de deux cent soixante pieds environ dans sa ligne sud-ouest, et trois cent dix pieds environ dans sa ligne nord-est

et contient neuf mille sept cents pieds carrés en superficie, le tout mesure anglaise.

"La limite sud-est du lopin de terre ci-haut décrit est aussi la limite nord-est du boulevard Saint-Michel actuel.

"La limite nord-ouest de ce même lopin de terre est une ligne droite parallèle à et située à une distance de cent quarante-cinq pieds et un dixième vers le nord-ouest de la ligne de division entre les lots 352-2 et 353-1.

"2. Vers le nord-est par une partie du lot 353-1, vers le sud-est par section de l'ancien chemin public (Montée Saint-Michel) et au sud-ouest par la partie du lot 126-653, tous des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, division d'enregistrement de Montréal, vers le nord-ouest, par l'emprise est du nouveau boulevard Saint-Michel.

"Cedit lopin de terre mesure environ trente-quatre pieds de largeur, par des longueurs de cent soixante pieds et cinquante-quatre pieds et contient trois mille six cent trente-huit pieds carrés en superficie, le tout mesure anglaise."

2. L'article 4 devient l'article 6.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 230 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lévis, dans le comté de Lévis, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté après le préambule comme article 1:

"1. Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lévis, dans le comté de Lévis, seront dorénavant connus sous le nom de "La Commission scolaire de Lévis" ci-après appelée "commission".

2. L'article 1 devient l'article 2 et est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne, les mots "les commissaires auront" par les mots "la commission aura".

3. L'article 2 devient l'article 3 et est modifié:

a. en remplaçant, dans les deuxième, troisième et quatrième lignes, les mots "Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lévis, dans le comté de Lévis, sont autorisés" par les mots "la commission est autorisée".

b. en remplaçant, dans la septième ligne, les mots "mille cinq cents dollars" par les mots "mille deux cents dollars".

c. en remplaçant, dans la neuvième ligne, les mots "neuf cents dollars" par les mots "six cents dollars".

4. L'article 3 devient l'article 4 et est amendé:

a. en remplaçant, dans les trois premières lignes, les mots "Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité Lévis, dans le comté de Lévis, peuvent" par les mots: "La Commission peut";

b. en remplaçant, dans les treizième, quatorzième et quinzième lignes, les mots "Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lévis, dans le comté de Lévis," par les mots "La Commission";

c. en remplaçant, dans les trois dernières lignes, les mots "Les commissaires d'écoles de la municipalité de la cité de Lévis, dans le comté de Lévis," par les mots "La Commission".

5. L'article 4 devient l'article 5.

Projets de loi:

Jewish Peretz School Inc.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 127 concernant les biens immobiliers de la Jewish Peretz School Inc.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission scolaire de Marieville

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 130 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Marieville.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Pierrefonds

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 134 constituant en corporation la ville de Pierrefonds.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission scolaire de Fabreville

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 142 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Fabreville, dans le comté de Laval.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission scolaire de Sillery

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 203 concernant la commission scolaire de Sillery.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Saint-Michel

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 218 modifiant la charte de la cité de Saint-Michel.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission scolaire de Lévis

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 230 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lévis, dans le comté de Lévis.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission scolaire de Saint-Louis

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Pouliot), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Louis, dans le comté de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi leur accordant certains pouvoirs, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
 - des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Louis, dans le comté de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi leur accordant certains pouvoirs.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:
 - bill 23 concernant les appels devant la Cour du banc de la reine;
 - bill 24 concernant certains organismes provinciaux.

Projets de loi:

Courtiers en immeubles et agents d'immeubles

M. Ouellet (Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 99 concernant les courtiers en immeubles et les agents d'immeubles soit maintenant lu une deuxième fois².

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
 Le projet de loi consiste à proposer une mesure pour que soit exercée une plus grande surveillance en vue de protéger l'épargne populaire dans toute la province. Lorsqu'il s'agit de ventes d'immeubles... Il arrive qu'on surprenne la bonne foi des gens... Des abus ont été commis, qui sont sans doute le fait d'un petit nombre, mais qui sont quand même de nature à déprécier la profession. Ce n'est pas juste pour les autres. C'est pourquoi, à la suggestion du député de Saguenay (M. Ouellet), on va obliger ceux qui sont dans le commerce de l'immeuble à obtenir un permis pour exercer leur profession. Il y a déjà un précédent dans le domaine de l'assurance.

C'est une mesure nouvelle et je comprends qu'elle pourra peut-être soulever des objections sérieuses. Comme il s'agit d'une innovation dans le commerce de l'immeuble, je suggère que nous adoptions le bill sur division en deuxième lecture et que nous le référons ensuite, pour étude, avant la troisième lecture, au comité des bills publics, lorsqu'il siégera après le jour de

l'An. Ainsi, les intéressés auront la possibilité, s'ils le désirent, de faire connaître leur point de vue³ au législateur et de formuler des objections, s'il y a lieu.

La motion est adoptée. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession

J. Timothy Donohue

M. Rochette (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 258 concernant la succession de feu J. Timothy Donohue soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de

Salaberry-de-Valleyfield

M. Hébert (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 249 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Sanction royale

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

2 Loi autorisant de nouveaux crédits pour fin de prêts agricoles;

3 Loi modifiant la loi pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et d'égout;

4 Loi prolongeant d'une année l'application de la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires;

5 Loi relative aux adjoints parlementaires;

6 Loi modifiant la loi concernant les membres de l'Assemblée législative et la loi de la Législature;

8 Loi constituant le département du Bien-être social;

9 Loi constituant le département de la Jeunesse;

10 Loi concernant le bureau de la trésorerie;

12 Loi relative aux juges des sessions, aux juges de district et aux juges de la Cour de bien-être social;

13 Loi concernant la composition de la Cour supérieure de la province de Québec;

14 Loi facilitant l'établissement de foyers pour les personnes âgées;

16 Loi modifiant la charte de la ville d'Oka-sur-le-Lac;

17 Loi pour faciliter davantage l'établissement des fils de cultivateurs sur des fermes;

18 Loi concernant la cité et les corporations scolaires de la cité de Saint-Jean;

19 Loi concernant certains départements de l'administration de la province;

20 Loi facilitant le rachat des rentes constituées aux Îles-de-la-Madeleine;

21 Loi concernant les emprunts municipaux en matière de chômage;

23 Loi concernant les appels devant la Cour du banc de la reine;

24 Loi concernant certains organismes provinciaux;

101 Loi changeant le nom et le prénom de Michael Judah Katz en celui de Michael Judah Katz Kates;

103 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Plessisville;

104 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Jonquière, dans le comté de Jonquière-Kénogami;

106 Loi autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Sorel, dans le comté de Richelieu, à imposer une taxe d'éducation;

107 Loi autorisant le Barreau de la province à admettre Maximilien Polak à l'exercice de la profession d'avocat;

108 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Hugo Bartoli à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

112 Loi concernant la Commission scolaire catholique de Loretteville;

113 Loi validant le titre de dame Maria de Rutrecht à un certain immeuble;

114 Loi changeant le nom de Marcel Van de Putte en celui de Marcel Marion;

116 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Joliette, dans le comté de Joliette;

117 Loi accordant à la corporation de la paroisse de Saint-Michel-des-Saints le droit d'imposer une taxe de vente;

118 Loi concernant les commissaires d'écoles de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, comté de Beauharnois;

119 Loi concernant Bishop's College;

123 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Rimouski;

127 Loi concernant les biens immobiliers de la Jewish Peretz School Inc.;

130 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Marieville;

133 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Germaine-du-Lac-Etchemin;

134 Loi constituant en corporation la ville de Pierrefonds;

135 Loi concernant l'adoption de Joseph Guy Marc Gravel;

142 Loi concernant les commissaires d'écoles de Fabreville;

143 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice;

144 Loi modifiant la charte de la ville de Saint-François;

150 Loi corrigeant une désignation de lot dans un acte de vente entre Didace Patenaude et dame Alma Séguin;

153 Loi modifiant la charte de la ville de Black Lake;

154 Loi concernant les commissaires d'écoles de la cité de Thetford Mines et les commissaires d'écoles de la ville de Black Lake;

155 Loi modifiant la charte de la ville de Hampstead;

156 Loi concernant la succession de David John Garth;

157 Loi concernant la paroisse de Saint-Joachim-de-Châteauguay;

158 Loi constituant en corporation les sœurs missionnaires de Notre-Dame d'Afrique;

160 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Pointe-Claire et Beaconsfield, dans le comté de Jacques-Cartier;

167 Loi concernant l'imposition d'une taxe de vente pour fins municipales aux Escoumins;

169 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Grande-Rivière, dans le comté de Gaspé-Sud;

171 Loi concernant les commissaires d'écoles de la cité de Beauharnois, dans le comté de Beauharnois;

174 Loi changeant le nom de Charles Hubert Caprari en celui de Charles Hubert Caprarie-Melville;

175 Loi changeant le nom de John Lomnitsky en celui de Jack Galloway;

177 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Vincent-de-Paul, dans le comté de Laval;

193 Loi concernant les successions de Joseph Harbec et de Lucie Harbec;

195 Loi concernant la succession de dame Arthur Bourdon;

196 Loi concernant la Commission scolaire de Shawinigan et lui accordant des pouvoirs spéciaux;

203 Loi concernant la Commission scolaire de Sillery;

207 Loi concernant la succession Georges Lévillé;

212 Loi modifiant la charte de la ville de Nicolet;

218 Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Michel;

220 Loi modifiant la charte de l'Association provinciale des instituteurs protestants de Québec;

221 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Kénogami, dans le comté de Jonquière-Kénogami;

223 Loi concernant la corporation du village de Lac-au-Saumon et les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Lac-au-Saumon, dans le comté de Matapédia;

228 Loi modifiant la charte de la ville de Prévile;

230 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lévis, dans le comté de Lévis.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Vœux pour la période des fêtes

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La sanction des nouvelles lois adoptées depuis le début de la session consacre un travail bienfaisant accompli pour la province jusqu'à date.

À cette période de l'année, il est de tradition de présenter des souhaits avant l'ajournement qui renverra les députés dans leur famille pour la période des fêtes.

On comprendra facilement que je les présente d'abord à mes collègues du Conseil exécutif et aux députés de l'Union nationale. Je veux également y associer avec gaieté et cordialité les membres de l'opposition et les députés indépendants. Je souhaite à tous et à chacun le bonheur et la prospérité désirables.

Il (l'honorable M. Duplessis) souhaite à tous les députés ministériels de continuer à progresser. J'aime bien distribuer, dit-il, des vœux à droite et à gauche, mais je réalise qu'il est impossible de concilier le bien de l'opposition avec le bien de la province. Tout ce que je puis souhaiter de mieux à l'opposition, c'est la patience et la compréhension pour mieux juger nos problèmes. Je souhaite, dit-il, à l'opposition d'employer ces jours de congé pour réfléchir, afin qu'elle puisse enfin ouvrir les yeux à la lumière.

La semaine prochaine, nous célébrerons la belle fête de Noël. Une semaine plus tard, ce sera la fête traditionnelle du jour de l'An, toujours bien célébrée dans la province. Il ne serait pas raisonnable de déranger les députés à cette époque de réjouissances familiales qui jettent dans la vie des rayons chauds, et de les obliger à venir à Québec. Comme la fête des Rois, qui est traditionnellement observée aussi chez nous, tombe au début d'une autre semaine, je ne crois pas raisonnable de réunir la Chambre le lendemain. Je propose donc que la Chambre soit ajournée jusqu'au 13 janvier.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): (En souriant) Ainsi soit-il! Durant le temps des fêtes, l'opposition va prier⁴ pour que le gouvernement fasse plus souvent acte d'humilité. Je souhaite, dit-il, que le gouvernement du Québec profite de la période des fêtes pour préparer ses réponses aux nombreuses questions inscrites au *Feuilleton* de la Chambre par l'opposition.

Il offre ses vœux et ceux de l'opposition au premier ministre, puis à tous les députés ministériels. (Se tournant vers l'Orateur) Quant à vous, M. l'Orateur, cette période des fêtes vous permettra, dit-il, de vous détendre beaucoup plus que vous ne pouvez le faire sur le trône que vous occupez.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) souhaite bonheur et santé au premier ministre ainsi qu'au chef de l'opposition et formule les souhaits des indépendants à l'adresse de la droite et de la gauche.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée au mardi 13 janvier 1959.

Adopté.

La séance est levée⁵.

officielle, puis se sont serré la main sur le parquet de la Chambre avant de quitter le parlement."

NOTES

1. *La Presse* du 19 décembre 1958, à la page 37, rapporte que, comme par les années passées, le premier ministre s'est très rarement absenté de son pupitre depuis le début de la session et que chacune de ses absences n'a été que de quelques minutes. Il n'a manqué aucune séance. M. Georges Lapalme a d'ailleurs manifesté la même assiduité.

2. *La Presse* du 19 décembre 1958, à la page 37, précise que le texte du projet de loi n'avait pas encore été imprimé.

3. Version du *Devoir* du 19 décembre 1958, à la page 9. *Le Soleil* du 19 décembre 1958, à la page 22, écrit curieusement: "le procès-verbal".

4. Version du *Soleil* du 19 décembre 1958, à la page 22. "Offrir ses souffrances", selon le *Montréal-Matin* du 19 décembre 1958, à la page 7.

5. *La Presse* du 19 décembre 1958, à la page 37, décrit ainsi l'atmosphère qui régnait alors en Chambre: "Comme à l'ordinaire, c'est dans un climat de cordialité et de bonne entente que les députés se sont séparés. Ils ont échangé des vœux de façon

Séance du mardi 13 janvier 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Robert Archambault

M. Blanchard (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. Bernatchez), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Robert Archambault, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre à l'exercice de l'art dentaire, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Robert Archambault, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre à l'exercice de l'art dentaire.

**Charte
de Saint-Jérôme**

M. Blanchard (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Laviolette (M. Ducharme), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la cité de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**Commission scolaire
de Saint-Charles**

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. Blanchard), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition des commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de la ville de la Petite-Rivière, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- des commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de la ville de la Petite-Rivière, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte.

**Communauté des sœurs de la
Charité de la Providence**

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Pouliot), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition des sœurs de la Charité de la Providence, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- des sœurs de la Charité de la Providence, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte.

Saint-Michel-Archange et Giffard

M. Rochette (Québec) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Maltais), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition des sœurs

de la Charité de Québec et la cité de Giffard, demandant l'adoption d'une loi les concernant, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- des sœurs de la Charité de Québec et la cité de Giffard, demandant l'adoption d'une loi les concernant.

Succession Georges Élie Amyot

M. Rochette (Québec) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Maltais), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de L. J. Adjutor Amyot et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu l'honorable Georges Élie Amyot, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de L. J. Adjutor Amyot et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu l'honorable Georges Élie Amyot.

Instruction publique à Granby

M. Russell (Shefford) propose, appuyé par représentant de Frontenac (M. Guillemette), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Granby, demandant l'adoption d'une loi imposant une taxe dite "taxe d'éducation", et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Granby, demandant l'adoption d'une loi imposant une taxe dite "taxe d'éducation".

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 204 ratifiant, confirmant et validant certaines résolutions du conseil municipal de la cité de Beauharnois, et des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Beauharnois;

- bill 217 concernant la ville de Gatineau et la Commission scolaire catholique de Gatineau, Papineau.

Et, sans amendement, le bill 131 concernant la corporation scolaire de Windsor.

M. Maltais (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 120 concernant la municipalité de la paroisse de Sainte-Marie, dans le comté de Beauce, et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Sainte-Marie, dans le comté de Beauce;

- bill 214 modifiant la charte de la cité de Shawinigan.

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 252 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Drummondville, dans le comté de Drummond;

- bill 132 modifiant la charte de la ville de Richmond.

Projets de loi:

Gatineau

M. Desjardins (Gatineau) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 217 concernant la ville de Gatineau et la commission scolaire catholique de Gatineau, Papineau.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 217 sans l'amender.

M. Desjardins (Gatineau) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Corporation scolaire de Windsor

M. Gosselin (Compton) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 131 concernant la corporation scolaire de Windsor.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 131 sans l'amender.

M. Gosselin (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Sainte-Marie

M. Poulin (Beauce) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 120 concernant la municipalité de la paroisse de Sainte-Marie, dans le comté de Beauce, et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Sainte-Marie, dans le comté de Beauce.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 120 sans l'amender.

M. Poulin (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Shawinigan

M. Bellemare (Champlain) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 214 modifiant la charte de la cité de Shawinigan.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 214 sans l'amender.

M. Bellemare (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Drummondville

M. Bernard (Drummond) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 252 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Drummondville, dans le comté de Drummond.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 252 sans l'amender.

M. Bernard (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Richmond

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 132 modifiant la charte de la ville de Richmond.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 132 sans l'amender.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ratification de résolutions à Beauharnois

M. Hébert (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 204 ratifiant, confirmant et validant certaines résolutions du conseil municipal de la cité de Beauharnois, et des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Beauharnois.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 204 sans l'amender.

M. Hébert (Beauharnois) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Gagnon (Matapédia): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la Compagnie des Ciments du Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Pointe-aux-Trembles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la Commission des écoles catholiques de Pointe-aux-Trembles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Laval-des-Rapides, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la Commission des écoles catholiques de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite commission;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville Mont-Royal, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

- de BP Canada Limited, demandant l'adoption d'une loi légalisant et validant certains actes;

- de la Commission scolaire du village de Rawdon, demandant l'adoption d'une loi prélevant une taxe de 1 %;

- de Montreal Trust et Sogemines Consultants Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains règlements et autres pouvoirs.

Projets de loi:

Charte de Drummondville

M. Bernard (Drummond) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 128 modifiant la charte de la cité de Drummondville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Saint-Hyacinthe

M. Russell (Shefford) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 152 concernant la cité de Saint-Hyacinthe.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Laval-des-Rapides

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 165 concernant la charte de la ville de Laval-des-Rapides.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Compagnie des Ciments du Saint-Laurent

M. Samson (Lévis) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 232 concernant la Compagnie des Ciments du Saint-Laurent.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission des écoles catholiques de Pointe-aux-Trembles

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 234

concernant la Commission des écoles catholiques de Pointe-aux-Trembles.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Pointe-aux-Trembles

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 236 modifiant la charte de la cité de la Pointe-aux-Trembles.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Corporations scolaires dans Chicoutimi et Jonquière-Kénogami

M. Turcotte (Roberval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 254 concernant certaines corporations scolaires des comtés de Chicoutimi, Jonquière-Kénogami et la corporation des écoles catholiques de Chicoutimi.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission des écoles catholiques de Mont-Royal

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 259 concernant la Commission des écoles catholiques de Mont-Royal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Saint-Constant et Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 260 concernant Montreal Trust Company, Sogemines Consultants Limited, les paroisses de Saint-Constant et de Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, les commissaires d'écoles pour la paroisse de Saint-Constant et les commissaires d'écoles pour la paroisse de Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Rawdon

M. Chartrand (L'Assomption) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 261 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Rawdon.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

BP Canada Ltd.

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 263 légalisant un certain acte entre BP Canada Limited et la cité de Montréal et le règlement numéro 2,450 de la cité de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Écoles professionnelles privées

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 22 concernant les écoles professionnelles privées.

Le bill, dit-il, comporte une série d'amendements à la loi existante, pour permettre une meilleure application de la législation. Des sanctions seront notamment prévues.

La motion est adoptée. Le bill est lu une première fois.

Loi de l'instruction publique

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 26 modifiant la loi de l'instruction publique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)²:
Le surintendant de l'Instruction publique de notre province, M. Omer-Jules Desaulniers, recevra désormais un salaire de \$10,000 par année, au lieu des \$9,000 qu'il a dans le moment, et il sera placé sur le même pied que l'auditeur de la province, ce qui veut dire qu'il ne peut pas être destitué sans un vote concurrent des deux Chambres, après une enquête.

La même loi donnera aux commissions scolaires le droit de changer les instituteurs de classes, et les contrats pour le transport des élèves seront désormais signés pour cinq ans au lieu de trois ans.

La motion est adoptée. Le bill est lu une première fois.

École d'agriculture à Oka

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit

permis de présenter le bill 27 autorisant l'établissement d'une nouvelle école d'agriculture à Oka³.

Le gouvernement actuel a multiplié dans la province les écoles d'agriculture, moyennes et supérieures. Il en a triplé le nombre. À Oka, il y avait un institut agricole logé dans l'immeuble appartenant aux révérends pères Trappistes, qui ne peuvent plus continuer à s'occuper de leur institut. Comme les pères ont manifesté l'intention de reprendre possession de tout leur édifice, le gouvernement a résolu de construire un édifice pour loger cette école d'agriculture. Le but de ce projet de loi est de l'autoriser à ériger cette école à Oka ou dans les environs.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) interroge le premier ministre à ce sujet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce sera une école supérieure. Avec l'Union nationale, toutes les écoles d'agriculture sont supérieures.

La motion est adoptée. Le bill est lu une première fois.

Accès aux études supérieures

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 29 facilitant l'accès aux études supérieures.

La province de Québec, dit-il, est incontestablement celle qui fait déjà le plus pour aider les étudiants à poursuivre leurs études. Grâce à ce projet de loi, nous entendons demander à la Chambre l'autorisation d'encourager de plus en plus les étudiants et de faire encore davantage pour aider les jeunes gens à poursuivre leurs études supérieures.

La motion est adoptée. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Projet de pont entre Hull et Ottawa

M. Parent (Hull): D'après *Le Droit* du 8 janvier, un porte-parole du ministère fédéral des Travaux publics aurait déclaré, au sujet du projet de

pont interprovincial entre Ottawa et Hull, que sa réalisation retarderait par la faute de Québec. Le porte-parole fédéral a dit qu'une entente serait déjà conclue entre les gouvernements d'Ottawa et de Toronto, et que seul le retard de la province de Québec à prendre une décision empêchait le début des travaux. Le gouvernement peut-il renseigner la Chambre sur l'attitude qu'il entend prendre en cette matière? Pourquoi les autorités provinciales ne s'entendent-elles pas avec les gouvernements intéressés pour l'édification du pont entre Hull et Ottawa?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La question est irrégulière parce qu'elle ouvre la porte à des contestations. Il n'appartient à personne à Ottawa de juger de la politique du gouvernement de Québec. Chacun son affaire. J'ai déjà dit et je répète que le gouvernement de la province de Québec est en faveur de la construction d'un pont interprovincial entre Ottawa et Hull, mais je crois que ce pont devrait être construit et entièrement payé par les autorités fédérales.

Panne d'électricité en Gaspésie

M. Levesque (Bonaventure), invoquant l'urgence, demande au ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Johnson) quelle était la situation hier, en Gaspésie, à la suite de la privation d'électricité occasionnée par le bris des câbles sous-marins qui apportent l'électricité depuis la Côte-Nord⁴.

Il demande ce qu'ont fait le gouvernement et l'Hydro-Québec pour remédier à la situation grave causée par cette panne, qui prive d'électricité toute la Gaspésie et une partie du Bas-Saint-Laurent, et quelles sont les mesures prises pour en empêcher la répétition?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) se lève...

M. Hamel (Saint-Maurice): Est-ce le nouveau ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Johnson)?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Comme il s'agit d'une question de politique générale du gouvernement, je crois avoir le droit de répondre. De plus, je dois dire que, de notre côté, il y a un chef et il siège en Chambre.

Il y a quelques années, la Gaspésie était privée d'électricité, et tout le bas du Saint-Laurent aussi. Le gouvernement actuel a fait harnacher les pouvoirs hydrauliques de la rivière Bersimis et pris des dispositions pour donner à la rive sud le bénéfice du développement hydroélectrique. À cette fin, il a fait installer des câbles sous-marins pour transporter l'énergie électrique sur une distance de 31 milles. Il s'agit du plus long câble sous-marin de transmission électrique qui ait jamais été installé n'importe où dans le monde. L'Hydro-Québec a réussi là une expérience unique dans le développement hydroélectrique mondial.

Ce câble a rendu à la Gaspésie des services signalés. Il a bien fonctionné pendant quelques années. Le câble est enfoui à 1,200 pieds sous la surface de la mer. Il est composé de trois câbles. Deux câbles fonctionnent en permanence; le troisième doit être utilisé en cas de défectuosité dans l'un des deux premiers⁵. Il y a quelques jours, une panne s'est produite dans la transmission sur l'un des deux câbles. Aussitôt, l'Hydro-Québec a mis en action le câble d'urgence, qui a subi à son tour une panne.

Des aléas dont personne n'est responsable sont toujours possibles. Des accidents de ce genre sont bien excusables pendant un hiver rigoureux et dans cette partie du cours d'eau où les glaces s'amoncellent et provoquent des commotions sous-marines.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre voudrait s'en servir comme d'une voie d'évitement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La situation qui en a résulté et les difficultés avec lesquelles la Gaspésie se trouve aujourd'hui aux prises, à la suite de la défection du câble, sont une preuve additionnelle des bienfaits énormes qu'a apportés à cette région l'initiative sans précédent du gouvernement avec l'installation des câbles sous-marins, pour apporter à la péninsule et au Bas-Saint-Laurent l'énergie électrique qui faisait défaut, et prouvent combien le gouvernement a eu raison de donner plus d'électricité à cette région. La prospérité actuelle de la région de Gaspé-Bas-Saint-Laurent témoigne de la bonne volonté du gouvernement de faire tout ce qui est en son pouvoir pour améliorer les conditions de vie de la population.

(Applaudissements à droite)

L'Hydro fait de son mieux pour réparer les dommages, et le service habituel reprendra aussitôt que possible. L'Hydro-Québec a envoyé immédiatement là-bas ses meilleurs ingénieurs. Elle a aussi dépêché à Rimouski, aux Boules et à Gaspé, des moteurs

diesel pour faire face à la situation et pour suppléer temporairement à la pénurie d'électricité, en attendant la réfection des câbles. L'Hydro a agi avec toute la célérité possible et des équipes sont à installer des génératrices au diesel là où c'est nécessaire.

Nous sommes en hiver, et il y a des difficultés de transport parce que la Gaspésie n'a malheureusement pas les moyens de transport ferroviaire auxquels elle aurait droit si les gouvernements précédents⁶ s'étaient occupés de la question. De toute façon, nous ferons tout ce qui sera humainement possible pour remédier à une situation qui est totalement indépendante de notre volonté et au-dessus de tout contrôle humain. Personne n'est à blâmer pour la panne d'électricité collective qui a frappé la région de Gaspé la fin de semaine dernière.

Déneigement des routes

M. Brown (Brome) demande au ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) quelles mesures ont été prises pour dégager les routes après la dernière tempête. Il demande au gouvernement de la province de Québec de prendre les mesures appropriées pour remédier à la situation critique causée par l'accumulation de la neige sur les routes rurales et sur les routes de grande circulation dans son comté de Brome et, généralement, dans la région des Cantons-de-l'Est⁷.

La semaine dernière, la tempête et la neige ont bloqué les routes. Les moyens de communication ont été paralysés. Dans plusieurs cas, les gens ont manqué de nourriture. Dans certaines régions, les écoles sont restées fermées pendant huit jours à cause de la neige accumulée par bancs, un peu partout. Dans le même temps, une femme âgée est décédée et sa dépouille est restée trois jours chez elle en attendant qu'elle soit transportée en traîneau, parce que tout autre moyen de transport était impraticable. Une mère a donné naissance à des jumeaux chez elle et est restée sans soins, parce qu'il a été impossible de la transporter à l'hôpital. Une femme malade n'a pas pu avoir un médecin et des personnes qu'il fallait transporter à l'hôpital ne l'ont été qu'après bien des difficultés.

Plus de 50 % des cultivateurs du comté de Brome ont été incapables de transporter leur lait, à la fabrique de beurre ou aux marchés locaux, pour le vendre. Il en fut de même pour bien d'autres produits de la ferme. Des milliers de gens auraient été retenus chez eux du fait que des routes étaient bloquées par la neige.

Il y a eu des assemblées de protestations parce que certains entrepreneurs n'ont pas l'outillage voulu pour faire face à des situations comme celles-là. Il demande une loi pour protéger le public contre la répétition d'une telle calamité. Il demande au gouvernement d'augmenter de \$100 à \$500 par mille son octroi pour l'entretien des chemins d'hiver et l'exhorte à mieux se préparer à faire face aux futures urgences pendant les tempêtes de neige.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Tout le monde sait qu'en décembre et au début de janvier, les conditions atmosphériques sont exceptionnellement mauvaises. Nous n'avions pas eu de pareille tempête depuis une cinquantaine d'années. Souvent, on ne peut contrer les éléments. Dans ces circonstances, le ministère de la Voirie a fait son possible pour maintenir ouvertes toutes les routes de la province, dont l'entretien relève en entier du gouvernement, et continuera de faire son possible, malgré des conditions atmosphériques défavorables.

Les quelques routes qui ont été fermées par la neige ne l'ont été que pendant quelques heures. Il a pu en être autrement pour les routes locales qui ne relèvent pas de la juridiction provinciale et dont le déneigement est effectué par les municipalités, grâce à des octrois du gouvernement provincial. Mais, dans ce cas, nous n'avons aucun contrôle là-dessus.

Loi des liqueurs

M. Galipeault (Québec-Ouest) cite une déclaration de M. Gérard Corriveau, lequel aurait dit en cour, au palais de justice de Québec, que la loi des liqueurs alcooliques était appliquée de façon discriminatoire dans la province de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): S'il fallait s'occuper de tout ce que les avocats disent dans leurs plaidoiries... Tout ce que je sais, c'est que jamais la loi des liqueurs n'a été aussi bien appliquée et observée dans la province de Québec qu'aujourd'hui.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Budget supplémentaire 1958-1959

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

Onésime Gagnon, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1959, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement
Québec, le 13 janvier 1959
(Document de la session no 2)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le message de l'honorable lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.
Adopté.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Budget des dépenses 1959-1960

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

Onésime Gagnon, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1960, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement
Québec, le 13 janvier 1959
(Document de la session no 1)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le message de l'honorable lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget qui l'accompagne.
Adopté.

Travaux de la Chambre

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande pourquoi le gouvernement n'a pas répondu à 21 questions soumises à la Chambre par des députés en décembre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dit qu'il fournit maintenant des réponses écrites à 10 de ces questions, et des réponses à huit autres motions qui remontent aussi au mois de décembre. Plusieurs de ces questions ne peuvent obtenir de réponse du jour au lendemain et, quelquefois, il y a des retards dus aux contraintes du travail. Mais le gouvernement n'a rien à cacher, ajoute-t-il.

Questions et réponses:

Construction de silos

M. Brown (Brome): Le département de l'Agriculture de la province a-t-il accordé des octrois pour la construction de silos au cours de l'année finissant le 31 mars 1957, dans les comtés de Missisquoi, Brome, Sherbrooke et Shefford?

Si oui, donnez les nom et adresse des personnes qui ont bénéficié de ces octrois, avec, en regard de chaque nom, le montant de l'octroi.

L'honorable M. Barré (Rouville): Non.

Mesures de sécurité contre l'incendie dans les écoles

M. Brown (Brome): Quelles mesures le gouvernement a-t-il prises, depuis le début de novembre 1958, pour assurer la sécurité des étudiants vis-à-vis des dangers de feu dans les écoles ou autres institutions éducationnelles dans la province⁸?

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Avant et depuis le début de novembre 1958, le gouvernement actuel s'est occupé efficacement d'assurer la sécurité des étudiants à l'encontre des dangers de feu dans les écoles ou autres institutions éducationnelles dans la province, et cela, de la manière ci-après:

a. en facilitant et en encourageant la construction de nouvelles écoles et de nouvelles maisons d'enseignement à l'épreuve du feu, en autant que raisonnablement possible, ou bâties de façon à

protéger les étudiants contre les dangers de feu dans ces écoles et maisons d'enseignement;

b. en encourageant et en facilitant l'établissement et la construction de systèmes de protection contre l'incendie, conformément à la politique du gouvernement actuel qui a consacré à ces fins, et entend consacrer à l'avenir, plusieurs millions de dollars des fonds publics (voir 6-7 Elizabeth II, chapitre 17).

Chevreuil confisqués

M. Brown (Brome): Quel est le nom de l'employé au département de la Chasse et Pêche qui, en 1958, a remis à M. Gérard Soucy, de Saint-Édouard de Lotbinière, cinq étiquettes pour cinq chevreuils qui furent confisqués à L'Annonciation le ou vers le 26 octobre 1958?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Des cinq chevreuils qui furent confisqués, deux ont été enregistrés par Mme Antonio Larche, épouse de M. Antonio Larche, employé civil, de Maniwaki, et trois l'ont été par Mme J. D. McFaul, épouse de M. J. D. McFaul, employé civil, du même endroit.

Bons du Trésor

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Quel était le montant total des bons du Trésor en cours, au 30 novembre 1958, tenant compte que, à pareille date, ils atteignent d'habitude le niveau le plus élevé?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Il est notoire - et le député qui pose la question ne saurait l'ignorer - que les bons du Trésor atteignent, en règle générale, leur point le plus élevé au cours des mois d'octobre, novembre (date mentionnée) et décembre (Voir *Journaux de l'Assemblée législative* 1954-1955, p. 142, *Journaux de l'Assemblée législative* 1955-1956, p. 204, et *Journaux de l'Assemblée législative* 1956-1957, p. 227). Il convient de noter que les revenus provenant de la taxe sur les corporations (profits et capital) ne sont en grande partie perçus qu'en janvier, mars et mai. Le 30 novembre 1958, les bons du Trésor en cours s'élevaient à \$36,000,000.

Vente du système de distribution de gaz d'Hydro-Québec

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): 1. À quelle date fut enregistrée l'option accordée par

l'Hydro-Québec, en 1955, pour la vente de son système de distribution de gaz?

2. À quel bureau d'enregistrement de la province et sous quel numéro cette option a-t-elle été enregistrée?

L'honorable M. Johnson (Bagot): 1 et 2. Aucune option ne fut enregistrée, mais le contrat de vente par l'Hydro-Québec à la Corporation de gaz naturel du Québec, et qui établit les conditions définitives acceptées de part et d'autre, fut enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Montréal, le 25 avril 1957, sous le numéro 1,267,044, et, par cet enregistrement, les termes et conditions de la vente par l'Hydro-Québec de son système de distribution de gaz artificiel à la Corporation de gaz naturel du Québec sont de notoriété publique.

Aide à la petite industrie à Saint-Pamphile de L'Islet

M. Courcy (Abitibi-Ouest): 1. Quels sont les noms des sociétés, entreprises, associations ou compagnies de Saint-Pamphile de L'Islet, ainsi que les nom et prénom de personnes de cette même localité, à qui le gouvernement de la province a payé ou promis de payer des octrois ou subventions, à titre d'aide à la petite industrie, depuis le 1^{er} avril 1954 jusqu'au 30 novembre 1958?

2. Quel montant a été payé dans chaque cas, et par l'intermédiaire de quel département?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): 1 et 2. Par le département de l'Industrie et du Commerce:

- a. Caron et Frère, 9 octobre 1954, \$1,000;
- b. Troie, Lucien, 26 avril 1955, \$500;
- c. Alexandre, J.-A., 15 septembre 1955, \$500;
- d. Caron et Frère, 28 avril 1956, \$1,000;
- e. Dubé, Odilon, 25 août 1958, \$1,000.

Pont entre Trois-Rivières et Cap-de-la-Madeleine

M. Lapalme (Montréal-Outremont): 1. À qui le gouvernement a-t-il payé le montant de \$1,865,422.28 qui apparaît à la page 435 du volume des *Comptes publics de la province de Québec* pour l'exercice 1957-1958, sous la rubrique "Pont entre Trois-Rivières et Cap-de-la-Madeleine"?

2. Ce déboursé a-t-il été effectué en rapport avec les travaux de reconstruction du pont Duplessis, au-dessus de la rivière Saint-Maurice, entre Trois-Rivières et Cap-de-la-Madeleine?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): 1 et 2. \$1,800,000 ont été payés conformément à l'ordre en conseil no 267, 1958, dont copie authentique est produite et déposée ce jour en Chambre; \$45,000 représentent un octroi spécial accordé à la cité de Trois-Rivières, relativement à la construction du pont communiquant à l'île Wayagamac, où travaillent des centaines d'employés, et la balance comprend les dépenses d'entretien ordinaire du pont entre Trois-Rivières et Cap-de-la-Madeleine.

Maisons financées par l'Office du crédit agricole

M. Brown (Brome): 1. Combien de nouvelles demeures ont été construites par des cultivateurs, du 1^{er} décembre 1956 au 1^{er} décembre 1958, à même des emprunts consentis par l'Office du crédit agricole?

2. Combien de ces nouvelles demeures ont été construites durant ladite période, dans le comté de Brome, grâce aux avances consenties par l'Office du crédit agricole?

L'honorable M. Barré (Rouville): 1. L'Office du crédit agricole ne possède pas de statistiques définitives relativement au nombre de nouvelles demeures construites par les cultivateurs, mais l'Office a prêté, pour ces fins: en 1956, \$428,850; en 1957, \$381,950; et du 1^{er} janvier au 1^{er} décembre 1958, \$401,975.

2. Aucune, à la connaissance de l'Office.

Route 24, entre Saint-Pamphile et Saint-Adalbert

M. Courcy (Abitibi-Ouest): 1. Quels sont les nom et prénom des personnes auxquelles le gouvernement a payé des montants d'argent pour achats ou expropriations de terrains et bâtisses en rapport avec les travaux d'élargissement et de redressement sur la route 24, entre Saint-Pamphile et Saint-Adalbert (rang double), dans le comté de L'Islet, depuis le 1^{er} avril 1954 jusqu'au 30 novembre 1958?

2. Quel montant total a été payé à chacune de ces personnes?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): 1 et 2. Syndicat d'aqueduc de Saint-Pamphile, \$447.72; Paul-Émile Gagnon, \$814; Albert Miville, \$452.04; Jean-Baptiste Castonguay, \$2,200; Gérard Jalbert, \$2,760.25; Léon Bourgault, \$2,000; Gérard Dubé,

\$1,821; Émile Jalbert, \$2,768.50; Noël Bourgault, \$92.50; Adjutor Bourgault, \$1,808.05; Louis Gauvin, \$700; Amédée Miville, \$207.55; Alphonse Fortin, \$394.95; Edgar Miville, \$72; Prudent Guillemette, \$833.25; Raymond Guillemette, \$446.15; Elzéar Miville, \$52.55; Josaphat Miville, \$210.60; Conrad Bourgault, \$138.45; Siméon Bourgault, \$425.95; Auguste Fortin, \$410.75; Romuald Pelletier, \$3,016; commission scolaire de Saint-Pamphile, \$482; Jean-Baptiste Dubé, \$1,922.79; Benoît Gauvin, \$250; Alphonse Gauvin, \$108.50; Joseph Guillemette, \$1,614.90; Alma Bélanger, \$100; Hervé Bélanger, \$75; Oscar Bélanger, \$136.30; Pierre Blanchet, \$636.90; Mme Armand Bourgault, \$1,693.80; Josaphat Bourgault, \$2,865; Jean-Paul Gauvin, \$96.48; Roland Pelletier, \$715.50; Ernest Miville, \$277.55; Adrien Bélanger, \$528.25; Joseph Bourgault, \$214; Paul Blanchet, \$340.25; Alfred-Prudent Blanchet, \$842.10; Josaphat Robichaud, \$277.95; Albert Bourgault, \$360; Hervé Charrois, \$513.50; Jules Bélanger, \$5,256.40; Josaphat Gauvin, \$202.45; Adrien Miville, \$191.20; Armand Gauvin, \$189.50; Jean-Paul Thibault, \$502.70; Louis Charland, \$852.20; Odilon Jean, \$1,756.40.

Emprunts du gouvernement

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):

1. Le gouvernement a-t-il, depuis le 1^{er} avril 1958 jusqu'au 30 novembre 1958, emprunté de l'argent:

- a. De l'Hydro-Québec?
- b. De la Commission des liqueurs?
- c. De la Commission des accidents du travail?
- d. De la Commission du salaire minimum?

2. Dans l'affirmative:

a. À quelle date chacun des emprunts a-t-il été effectué?

b. Quel fut le montant emprunté dans chaque cas?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): 1.

b. ...

c. Non.

d. ...

a. À la date du 1^{er} novembre 1958, l'Hydro-Québec fit un emprunt sur le marché public au montant de \$30,000,000; à même cette somme, l'Hydro-Québec a fait un placement dans les valeurs de la province pour un montant de \$5,000,000 temporairement disponible. Ce placement de l'Hydro-Québec, remboursable le 16 février prochain, porte intérêt à 3½ %.

Centres médicaux de diagnostic

M. Kirkland (Jacques-Cartier): Relativement à la loi assurant l'établissement de centres médicaux de diagnostic dans la province (15-16 George VI, chapitre 8), et amendements:

1. Combien de centres médicaux de diagnostic le gouvernement a-t-il construits et aménagés dans la province et à quels endroits?

2. Quel montant le gouvernement avait-il dépensé à ces fins le 31 octobre 1958?

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): 1. et 2. Dans le but d'augmenter les facilités d'hospitalisation et d'établir un centre médical de diagnostic dans la cité de Montréal, le gouvernement a acquis, au coût de \$3,075,000, les propriétés de l'ancien hôpital Sainte-Justine de Montréal et une partie de ses biens.

Seigneurie de Pabos

M. Levesque (Bonaventure): 1. Depuis le 1^{er} janvier 1956, les lots 26 et 27 du quatrième rang de la seigneurie de Pabos, dans le comté de Gaspé-Sud, ont-ils été patentés?

2. Dans l'affirmative:

a. Au nom de qui chaque lot a-t-il été patenté?

b. Quel montant le gouvernement a-t-il demandé pour chaque lot et quel montant a été, dans chaque cas, payé au gouvernement et à quelle date?

3. Quelle quantité:

a. de bois de chauffage,

b. de bois de construction,

c. de bois de pulpe

y avait-il sur chacun desdits lots au moment de l'émission des lettres patentes, d'après l'inventaire forestier du gouvernement?

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): 1. Oui.

2. a. le lot 26 à M. Jean-Paul Duguay; le lot 27 à M. David Duguay.

b. Montants demandés et payés: pour le lot 26, \$300, le 15 juin 1956; pour le lot 27, \$200, le 15 juin 1956;

3 a., b., c. Vu qu'il s'agissait de lots pauvrement boisés et impropres à constituer des établissements agricoles, les officiers du département des Terres et Forêts n'ont pas jugé à propos d'effectuer préalablement à l'émission des lettres

patentes un inventaire forestier spécifique dont le coût, dans la plupart des cas semblables où des lots vacants sont situés à proximité des terres habitées, représente souvent à lui seul la valeur des bois de pauvre qualité et de faible quantité s'y trouvant.

Réfection de chemins dans le canton Wotton

M. Courcy (Abitibi-Ouest): 1. Quelles sommes d'argent le ministre de la Colonisation a-t-il dépensées, au cours de l'exercice financier 1957-1958, pour travaux de réfection de chemin:

a. Dans les rangs II et III du canton Wotton, dans le comté de Wolfe?

b. Dans les rangs VI et VII du canton Wotton, dans le comté de Wolfe?

c. Dans le rang X du canton Wotton, dans le comté de Wolfe?

2. Quelles personnes ont été engagées pour diriger les travaux dans chaque cas?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): 1. Aucune. *a.* Aucune. *b.* Aucune. *c.* Aucune.

2. Aucune.

Commission des loyers

M. Parent (Hull): 1. Quels sont les nom, prénom et adresse des personnes des cités de Hull, Aylmer, Gatineau et Buckingham auxquelles la Commission des loyers a payé un traitement, salaire, rémunération ou des honoraires:

a. En 1957?

b. Du 1^{er} janvier 1958 au 10 décembre 1958?

2. Quel a été le montant payé à chaque personne au cours de chacune de ces susdites années?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): 1. et 2.

	1957	1958
François Groulx,		
69 Prud'homme, Hull.....	\$2,400	\$2,200
Monderie, Paulette,		
155 Principale, Hull.....	150
Mongeot, Lionel,		
90 Jacques, Hull.....	1,200	1,100
Patry, Mme C.,		
18 Maisonneuve, Hull.....	3,000	2,750

Patry, Réjean,		
45a Principale, Hull.....	\$1,200	\$1,100
St-Onge, Roland,		
127a Binet, Hull.....	2,400	2,200
Wallace, Miller,		
190 Principale, Hull.....	1,200	1,100
Charron Gérard		
Buckingham.....	1,200	1,100
Théoret, Roland,		
181 boulevard Maloney, Gatineau.	1,200	1,100

Projets de loi:

École d'agriculture à Oka

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 27 autorisant l'établissement d'une nouvelle école d'agriculture à Oka.

Adopté.

Accès aux études supérieures

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 29 facilitant l'accès aux études supérieures.

Adopté.

Demande et dépôt de documents:

Pont de Trois-Rivières

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de l'arrêté ministériel no 267 adopté par le lieutenant-gouverneur en conseil au cours de l'année 1958, relativement à un engagement financier contracté par le gouvernement de la province en rapport avec la reconstruction du pont de Trois-Rivières.

Adopté.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 11)

Acquisition de territoires forestiers

M. Dionne (Rimouski) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1^{er} décembre 1957 jusqu'au 30 novembre 1958, se rapportant à la loi concernant l'acquisition de certains territoires forestiers (15-16 George VI, 1951-1952, chapitre 38) et amendements.

Adopté.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 12)

Forces hydrauliques

M. Levesque (Bonaventure) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil, depuis le 1^{er} janvier 1958 jusqu'au 30 novembre 1958, concernant la concession, la location, l'acquisition ou l'aliénation des forces hydrauliques dans la province, ou la construction, la réparation, l'agrandissement ou la reconstruction d'écluses ou de barrages pour l'aménagement de forces hydrauliques ou leur régularisation par emmagasinement.

Adopté.

L'honorable M. Johnson (Bagot) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 13)

Développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1^{er} janvier 1958 jusqu'au 30 novembre 1958, relativement à la révision de la rente annuelle imposée à la compagnie concessionnaire visée à la loi pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec (10 George VI, chapitre 42), et ses amendements.

Adopté.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 14)

Concessions forestières

M. Turpin (Rouyn-Noranda) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1^{er} janvier 1958 jusqu'au 30 novembre 1958, concernant des concessions forestières ou des échanges de concessions forestières.

Adopté.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 15)

Subsides:

Budget supplémentaire 1958-1959

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Garage du département (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Encouragement à l'agriculture en général; indemnités pour l'abattage d'animaux souffrant de maladies contagieuses (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à la jeunesse: école d'enseignement spécialisé, aide à l'établissement des jeunes et

bourses d'études (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles d'enseignement spécialisé: construction (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pisciculture (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réserves de pêche (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Amélioration des conditions de chasse et de pêche (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Parcs nationaux (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Constructions diverses (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Travaux de colonisation (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de chemins et ponts de colonisation (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Plaques: véhicules automobiles et colporteurs (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage et de bureau (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas quatre millions cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions aux corporations scolaires (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions éducationnelles scolaires (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles normales (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Organisation de bibliothèques pédagogiques et scolaires, de cours de perfectionnement et d'examen (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à la recherche des mines (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Chemins de mines (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entrepôts (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Assistance aux pêcheurs et à l'industrie (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Sûreté provinciale (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Administration des palais de justice et prisons, entretien des prisonniers (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Coroners

(procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Divers travaux de construction, réfection, de barrage (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bourses d'études au personnel technique (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Hôpitaux généraux (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

40. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Unités sanitaires de comtés (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

41. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service médical des colons (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

42. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

43. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

44. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Ponts: réparations et entretiens: construction de ponts semi-permanents (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

45. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entretien, réparations, aménagements des palais de justice, prisons et loyers d'édifices publics (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

46. Qu'un crédit n'excédant pas un million de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de ponts permanents (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

47. Qu'un crédit n'excédant pas six cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réparation et entretien des chemins (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, au cours de la présente séance, se forme de nouveau en comité des subsides.

Voies et moyens:

Budget supplémentaire 1958-1959

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des voies et moyens.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour les dépenses de l'année financière se terminant le 31 mars 1959, il soit permis de tirer du fonds consolidé de la province une somme ne dépassant pas \$12,024,500.

Adopté.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

Projets de loi:

Loi des subsides No 1, 1958-1959

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 25 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1959, et pour d'autres fins.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1959-1960

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Traitements, Conseil législatif (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) reconnaît qu'il ne s'agit pas de crédits contentieux, mais soulève un débat sur la façon de procéder du gouvernement. Il (M. Lapalme) fait quelques remarques d'ordre général. Nous commençons, dit-il, l'étude d'un budget au moment même où on nous le remet. Nous avons jusque-là uniquement les *Comptes publics* pour la dernière année fiscale complète. C'est pourquoi je dis que, s'il s'agissait de tout autre département que la législation, nous serions dans l'impossibilité de discuter. Nous aurions refusé d'étudier un budget que nous ne connaissons pas.

Relativement aux inscriptions qui apparaissent au budget, je voudrais faire une suggestion au gouvernement. Dans le texte tel que soumis à la Chambre, il est impossible de dire à première vue quels changements sont survenus relativement au budget de l'année précédente. Il (M. Lapalme) se plaint que, de nouveau cette année, l'auditeur de la province n'a pas fait concorder les items des crédits avec les *Comptes publics*.

Il suggère au gouvernement de faire imprimer, pour faciliter les rapprochements, un état comparatif des dépenses de l'année en cours, à côté des prévisions budgétaires de la prochaine année. La suggestion que je fais, dit-il, n'a pas pour but de critiquer, mais je crois qu'elle est constructive. J'ai devant moi, par exemple, le budget des dépenses du gouvernement fédéral. À chaque item, on met en regard la dépense de l'année précédente. Dans le budget de Terre-Neuve, on fournit plus encore de détails, car on donne les sommes dépensées pour les trois années précédentes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ferai d'abord remarquer que la principale partie du budget réside dans les *Comptes publics*. Or, sous l'Union nationale, le volume des *Comptes publics* a toujours été déposé le jour même de l'ouverture de la session provinciale. Sous les anciens gouvernements, il n'était soumis qu'à la fin de la session. Je me rappelle, dit-il, avoir vu le gouvernement présenter son budget avant que les *Comptes publics* ne soient produits. C'est une incontestable amélioration sur le passé. L'opposition bénéficie d'une situation privilégiée sous ce rapport. On ne peut certainement pas nous demander de produire les états en cours, puisque la dépense n'est pas encore complète.

L'opposition a certainement en main tous les budgets des années précédentes et, en outre, dispose des *Comptes publics* dès le début de la session. Elle n'a qu'à les consulter. Elle a tout ce qu'il faut pour faire des comparaisons avec les années antérieures. La session est annoncée deux mois et plus à l'avance. Au lieu de se promener et de se quereller en public, les membres de l'opposition feraient bien de travailler, d'étudier les documents qu'on leur donne, afin d'être prêts quand commence la session.

Si l'opposition se préparait mieux, elle serait en mesure de discuter le budget en connaissance de cause. Depuis que je siège en cette Chambre, c'est-à-dire depuis 31 ans, jamais un gouvernement n'a présenté sa législation aussi tôt que le nôtre et n'a donné plus de détails sur l'emploi des deniers publics.

Quant à moi, je suis opposé à faire imprimer un budget qui reproduirait les budgets de deux années antérieures. Encore une fois, l'opposition n'a pas à se plaindre. Elle possède plus d'avantages pour se préparer que je n'en avais moi-même. Les sessions coûtent cher, et c'est une dépense nécessaire, mais, au moins, que les gens travaillent. On fournit tous les documents à l'opposition, mais, si elle est trop paresseuse pour les étudier, qu'elle ne nous demande pas d'imprimer deux fois ce qui l'a déjà été une fois.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je me demande vraiment si jamais le premier ministre pourra discuter une question à son mérite. C'est probablement incurable chez lui. On s'habitue sans doute à sa manière de procéder, mais je me demande si l'on ne devrait pas s'étonner de le voir, tel un professeur d'école, traiter les élèves de paresseux. Du moment que ça parle vaguement de politique et que c'est farci de calembours, on est satisfait de l'autre côté de la Chambre. Paresseux les membres de l'opposition? Nous avons été des jours entiers sans la moindre législation à étudier. Si on avait procédé comme c'est l'usage, si la Chambre avait réellement siégé, nous aurions épuisé le *Feuilleton* dès le lendemain du discours du trône.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Ce que dit le chef de l'opposition n'est pas exact. Nous avons siégé aux comités de la Chambre plusieurs fois le soir, pour hâter l'étude des bills privés, épargnant ainsi des frais onéreux à la province. Les premiers jours de la session ont été consacrés à la législation privée, pour éviter des dépenses aux conseils municipaux, aux commissions scolaires et aux particuliers qui avaient des bills à présenter. C'est du travail, cela.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ça ne change pas le fait que l'agenda était vidé de législation. Je suis arrivé hier pour la reprise de la session. Le gouvernement a pourtant attendu à ce jour pour nous donner le seul projet de loi qui est prêt.

J'ai dit que le seul item susceptible d'être adopté aujourd'hui dans le budget, c'est la législation, et c'est parce qu'il n'est pas contentieux. Autrement, je refuserais de procéder, car je n'ai pas le droit de consentir à étudier un budget sans même l'avoir regardé.

À jeter un rapide coup d'œil sur le budget, on constate que, comme d'habitude, tout est vague. Nous avons demandé et nous demandons des informations additionnelles. Le gouvernement dit que nous avons les *Comptes publics*? Peut-être, mais le passé démontre qu'il y a souvent des écarts considérables entre le rêve que constitue le budget et la réalité que sont les *Comptes publics*.

Le premier ministre dit que nous savons tous depuis longtemps qu'il n'y a que lui de travaillant dans la province, que lui seul possède toutes les vertus. Les autres, ce sont des ignorants, des paresseux. Je suis au-dessus de ces choses, semble dire le premier ministre. Quant à moi, j'hésite à qualifier publiquement ce genre d'hommes qui ne se voient que des qualités et qui ne voient que des défauts aux autres, qui ne pensent que du bien d'eux et que du mal des autres. Je dis toutefois au premier ministre qu'il devrait faire ici un sérieux acte d'humilité. Il (M. Lapalme) déclare qu'il n'a pas de certificat de compétence à décerner au gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Notre certificat de compétence, nous le détenons du peuple qui nous l'a renouvelé plusieurs fois.

Je note, reprend le premier ministre, que le chef de l'opposition a dit que l'item "législation" n'était pas contentieux, mais il a quand même fait deux discours sur le sujet et parlé pendant un quart d'heure, avant d'aborder l'étude du budget de l'Orateur des deux Chambres. Je n'ai jamais dit que j'étais le seul à travailler, mais j'affirme que je travaille. Quand j'étais dans l'opposition⁹, je faisais à moi seul plus de travail que toute l'opposition actuelle.

Un député de l'opposition: Voyez-moi ce surhomme!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Montréal-Outremont a bien des

problèmes, ayant à ses côtés un stratège et un chef qui n'est pas en Chambre¹⁰, mais ce n'est pas une raison pour parler sur l'ensemble du budget, quand on discute un seul item. Pourquoi ces apartés, ces longueurs?

Je dis et je répète que la session est commencée depuis deux mois et qu'après ce laps de temps, une opposition qui fait son devoir est prête. Une opposition consciencieuse devrait être prête à procéder quand le début de la session a été annoncé au-delà de deux mois à l'avance. Je rappelle aussi qu'au cours de la première partie de la session, nous avons étudié, voté et adopté 67 projets de loi. C'est du travail, cela.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): L'opposition est prête à procéder, mais le gouvernement démontre qu'il n'est pas prêt. Le budget nous est présenté aujourd'hui comme un pis-aller. La seule loi que nous avons devant nous nous a été distribuée à 3 heures.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition s'est-il rendu compte qu'au début de la séance nous avons répondu à un très grand nombre de questions? C'est de l'ouvrage, ça.

M. Hamel (Saint-Maurice): Qu'on vienne discuter un budget de \$500,000,000...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. J'ai permis au chef de l'opposition de faire quelques remarques, mais qu'on en vienne à l'item qui a été appelé.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre nous a accusés de paresse et nous n'aurions pas le droit de lui répondre?

M. le président décide que le débat engagé par l'opposition n'est pas dans l'ordre et demande qu'on en vienne à l'item 1.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) reproche au gouvernement de ne pas indiquer suffisamment les articles à discuter dans le budget, de ne pas donner de têtes de chapitres, de rendre l'étude des crédits très difficile. Les renseignements, dit-il, devraient être plus clairs et plus complets. Le premier ministre doit sans doute s'attendre à ce que je parle d'un sujet qui me tient à cœur: l'établissement d'un *Hansard*¹¹. Je me demande à quel item je puis aborder la question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
À l'item 3.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau et dépenses diverses, Conseil législatif (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Traitements, Assemblée législative (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) réclame l'établissement d'un journal officiel, semblable au *Hansard* d'Ottawa, où seraient rapportés intégralement, par des sténographes, les débats de l'Assemblée législative, ou de tout autre système permettant d'enregistrer de façon exacte les débats parlementaires et de renseigner officiellement la population sur ce qui se passe en Chambre¹². À la suite d'une récente discussion, l'Orateur a allégué, dit-il, que nous n'avions pas de notes sténographiques pour trancher le différend. Cela nous démontre la nécessité d'un *Hansard* ou de procès-verbaux¹³ de la Chambre.

Il (M. Lapalme) cite un extrait d'un article du *Star* de Montréal:

La discussion qui a lieu à l'Assemblée législative du Québec sur la version de l'Orateur du débat sur le gaz naturel soulève encore une fois la question de savoir si Québec ne devrait pas avoir un compte rendu de type *Hansard* de ses débats. Les *Hansard* sont pour la majeure partie ennuyeux à lire, mais ils constituent pourtant un registre de ce qui se dit et des décisions de l'Orateur sur les points d'ordre soulevés au cours des débats.

Un tel registre se serait avéré utile jeudi dernier. Deux versions des débats de la veille ont paru dans les "Votes et comptes rendus de l'Assemblée". La première est dans une épreuve de ce qui était vraisemblablement un brouillon. La deuxième version était le texte officiel de l'Orateur. Aucune ne correspondait aux comptes rendus approfondis des journaux sur les débats.

Les comptes rendus des journaux ne sont évidemment pas des comptes rendus officiels. On ne peut s'y référer dans un tribunal ni, pour des fins officielles, dans la Législature. Ce sont pourtant les

seuls comptes rendus que nous ayons et les seuls que les députés possèdent. S'ils ne sont pas cités en tant que rapports officiels dans les tribunaux, ils sont considérés comme parole d'évangile pendant les campagnes électorales.

Tout ceci mène à des opinions contradictoires sur ce qui se passe à la Législature. Il est assez naturel que les parties adverses adoptent des points de vue différents à l'Assemblée même, mais le public, qui veut connaître la vérité au sujet des débats, devrait avoir accès à un registre tel que le *Hansard*.

Des suggestions de ce genre ont été faites auparavant, et le gouvernement a dit qu'il étudierait la question. Aucune étude sérieuse ne semble avoir été faite à ce sujet. On a soulevé des objections pour des raisons monétaires, mais on doit comparer les coûts à l'utilité d'un tel système. L'électeur a le droit de savoir ce que son député dit¹⁴.

Les rapports de journaux, ajoutait le quotidien montréalais, ne peuvent être considérés comme des rapports officiels ni cités en cour comme documents officiels. Il (le journal) concluait à la nécessité d'un *Hansard*, même si cela peut coûter cher, car, disait-il, le peuple a le droit d'être bien renseigné sur ce qui se passe en Chambre.

Il (M. Lapalme) cite un extrait d'un article de M. Roger Duhamel¹⁵, en date du 7 décembre, dans *La Patrie*:

"Il est curieux de constater que tout le monde admet l'existence d'un *Hansard* pour conserver le texte des débats au Parlement fédéral et qu'il existe de l'opposition à la création d'un *Hansard* semblable au Parlement provincial. Il nous semble que c'est le même principe qui est en jeu, si principe il y a, et que les délibérations de Québec sont aussi importantes, au moins pour notre province, que celles d'Ottawa. Dans une Chambre comme dans l'autre, on y discute de ce qui est de l'intérêt général de la population. On répondra que les journaux font office de *Hansard*; c'est une solution très insuffisante. Malgré leur compétence et leur intégrité, les correspondants parlementaires ne sont pas des sténographes. Le seraient-ils que leurs journaux n'auraient pas l'espace nécessaire pour publier des textes aussi longs et il n'est pas assuré que leurs lecteurs leur en sauraient gré.

"Au surplus, le résumé d'un courriériste n'a rien d'officiel; c'est l'interprétation d'un auditeur de bonne foi, pas davantage. Nous reconnaissons volontiers qu'un *Hansard* n'a pas la vogue populaire d'un roman sentimental, là n'est pas la question. Il renferme néanmoins, dans une bonne mesure,

l'histoire de la nation au jour le jour. Il comporte d'autres avantages, ne serait-ce que celui d'empêcher des députés de se livrer à des extravagances de langage qu'ils ne souhaiteraient pas voir inscrites à jamais dans un document officiel. Il y a là une source d'informations dont nous aurions tort de nous priver. Si le *Hansard* fédéral rend d'immenses services, nous en concluons très simplement qu'un *Hansard* provincial serait aussi utile et que la population accepterait les dépenses relativement modérées qu'il entraînerait. Il y a là une lacune à combler¹⁶."

M. Duhamel faisait remarquer, dit-il, que les courréristes parlementaires ne sont pas des sténographes et que, même s'ils l'étaient, ils seraient obligés de condenser leurs notes et que, par le fait même, leur rapport perdrait tout caractère officiel. Il (M. Duhamel) ajoutait qu'un *Hansard* aurait aussi pour avantage de forcer les députés à éviter les écarts de langage.

En 1945, dans le procès-verbal de la Chambre, une motion de M. René Chaloult, secondé par M. André Laurendeau¹⁷, demande l'établissement en Chambre d'un système de radiodiffusion.

Il (M. Lapalme) cite un article paru dans *L'Action catholique*, le 30 novembre 1958¹⁸, au sujet de l'établissement d'un *Hansard* au Manitoba. En Ontario et dans les provinces de l'Ouest, dit-il, on aurait décidé d'enregistrer les rapports de la Chambre sur ruban magnétique. Des copistes les transcriraient pour les remettre gratuitement aux députés qui en feraient la demande et aux gens de l'extérieur, contre un paiement insignifiant.

Le premier ministre allègue la question d'argent. Je ne crois pas qu'une question d'argent - le coût serait d'ailleurs assez minime - soit une raison suffisante pour empêcher la population d'être renseignée sur ce qui se passe en Chambre. On pourrait se dispenser de recourir à des sténographes; il suffirait d'enregistrer les délibérations avec des magnétophones. Si nous pouvons avoir, pour un prix modique, quelque chose comme un système de photographie de la parole, nous avons tout intérêt à affronter pareille dépense, ne fût-ce que pour enregistrer les débats sur lesquels des décisions doivent être prises. L'on pourrait, sans se lancer dans des frais élevés, avoir un système de compte rendu officiel qui rendrait justice à tous les législateurs en enregistrant la vie parlementaire de la province au jour le jour.

Un *Hansard* serait de nature à tenir élevé le niveau des débats, et les députés se surveilleraient davantage. Le public serait ainsi mieux renseigné et la dépense minime serait amplement justifiée.

Il (M. Lapalme) insiste de nouveau sur l'importance d'un *Hansard* et note qu'aux Communes, à Ottawa, le *Hansard* est lu avec rigueur, et qu'on soulève quelquefois des discussions sur le changement d'un seul mot. Un grand débat a eu lieu à la Chambre des communes, dit-il, parce qu'un député avait fait corriger son discours pour changer les mots "kicked out" par "left out".

Les discours improvisés n'ont pas la fraîcheur et le fini de ceux qui sont préparés d'avance, mais ce n'est pas une raison pour qu'on n'enregistre pas les faits et gestes des représentants du peuple. J'espère que, sous la pression de l'opinion publique, un jour viendra où les paroles que nous prononçons en Chambre seront enregistrées, et l'on ne pourra les interpréter d'une façon que nous ne pourrions considérer injuste.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Montréal-Outremont a parlé de nouveau d'une question qui lui est chère. De l'avis du chef de l'opposition, un *Hansard* est la condition essentielle du jugement que les électeurs sont appelés à rendre sur le gouvernement. Mais il est toujours plus facile de proposer des dépenses, surtout quand on est dans l'opposition, que de les rencontrer.

Les actes parlent plus fort que les paroles. Ce qui compte dans l'esprit du peuple, ce ne sont pas tant les explosions verbales que l'éloquence des faits.

Il (M. Duplessis) déclare qu'il n'entend pas distraire des crédits destinés à des œuvres importantes, pour les employer à reproduire des textes que personne, ou à peu près, ne lira. La population a déjà, dit-il, tous les documents dont elle a besoin pour se renseigner sur les activités de l'Assemblée législative. Nous avons les Statuts qui reproduisent toutes les lois votées par la Chambre et qui sont à la portée du public. Voilà des actes qui comptent. Nous avons aussi le *Feuilleton*, qui constitue le programme des travaux de la Chambre, qui indique la marche des lois et contient les questions et les motions des députés. Et nous avons les *Journaux de l'Assemblée législative*, dans lesquels on enregistre les votes donnés sur telle ou telle loi, qui rendent compte des attitudes des députés sur les différentes questions. Voilà des actes, quelque chose de durable, et non pas simplement des paroles. Tous ces documents sont des choses tangibles.

Il se glisse parfois, même avec la meilleure volonté du monde, des erreurs dans les comptes rendus des discours prononcés, faites par les journalistes de la tribune parlementaire, mais de telles erreurs ne sont pas tellement nombreuses et

elles peuvent s'expliquer, au moins à l'occasion, par une mauvaise acoustique, et plusieurs députés parlent trop vite ou trop lentement. D'ailleurs, même un journal officiel des débats n'est pas à l'abri de toute erreur. Un *Hansard*, que les débats soient transcrits ou enregistrés, ne peut jamais reproduire fidèlement ce qui se dit. Il ne peut, par exemple, reproduire les inflexions de la voix, la signification spéciale que prend une déclaration par un geste ou un sourire fait au moment voulu, toutes les nuances de la pensée dans un discours qui ont leur importance quand on veut connaître la pensée d'un orateur.

Il y a à Ottawa un *Hansard* que personne ne lit. On le consulte occasionnellement mais assez rarement. Ce document coûte, au bas mot, \$200,000 par année au gouvernement, et le chiffre de la dépense augmentera avec la traduction simultanée. Mais, dans l'ensemble, c'est un gaspillage des fonds publics. Il en coûterait donc environ \$200,000 chaque année pour établir ce système à l'Assemblée législative.

Cet argent serait mieux employé s'il était consacré à quelque chose de durable. Ah! si nous avions en Chambre des Démosthène¹⁹, des Monsabré²⁰, des Bossuet²¹ ou des Lacordaire²², je ne dis pas qu'il ne vaudrait pas la peine de conserver leurs discours pour la postérité. Mais, dans les conditions actuelles, un *Hansard* n'offrirait pas des avantages qui justifieraient la dépense que sa publication entraînerait, surtout avec les besoins énormes de la province. Pour ma part, j'aime mieux employer cette somme à bâtir des écoles, à aider les pauvres dans les hôpitaux, à venir en aide aux cultivateurs et aux ouvriers, à faire des routes et des travaux publics, ce qui profiterait à toute la population, plutôt que de la faire servir à glorifier nos paroles. Par surcroît, pas une Législature n'a un rapport mot à mot de ses délibérations, mais du condensé.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il n'est pas question de rapport condensé quand on parle d'un *Hansard*, mais d'un compte rendu exact de ce qui s'est dit. Les procès-verbaux de l'Assemblée législative ne rapportent pas le pourquoi d'un vote. Depuis 1947, la Législature de l'Ontario a un rapport verbatim officiel qui ne coûte pas cher à la province. On a commencé avec une dépense de \$5,000. Aujourd'hui, avec environ \$10,000, il serait possible de créer un système qui donnerait satisfaction. On pourrait payer une machine à ruban magnétique dont on tirerait des copies. Il ne s'agit certainement pas du prix d'une école technique. À entendre le chef du

gouvernement, on croirait qu'il veut placer en face de cette petite dépense de \$10,000 toute la dépense annuelle du gouvernement. C'est une comparaison boiteuse.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 4. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau et dépenses diverses, Assemblée législative (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Traitements, Bibliothèque de la Législature (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Hamel (Saint-Maurice) réclame un bon salaire pour les employés de la Bibliothèque du Parlement. Un bon employé d'une bibliothèque importante devrait être bien payé, dit-il. Il y a encore des salaires trop bas, soit de \$2,000, \$2,600, \$2,900, \$3,000 et \$3,600.

M. l'Orateur: Depuis le mois d'avril 1958, 22 des 25 employés de la Bibliothèque ont reçu des augmentations de salaire. Les trois autres avaient reçu des augmentations précédemment. Plusieurs des employés suivent des cours de bibliothéconomie aux frais du gouvernement et ils ont une augmentation de salaire dès qu'ils ont passé les examens²³.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 6. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Achat de livres, Bibliothèque de la Législature (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Existe-t-il un catalogue des livres qu'on conserve à la Bibliothèque de la Législature?

M. l'Orateur: Un catalogue a été établi et on y ajoute chaque année, à mesure qu'arrivent les nouveaux volumes et les brochures nouvelles. Au 1^{er} janvier 1958, il y avait 225,089²⁴ volumes dans la Bibliothèque. Au cours de l'année 1958, la Bibliothèque a fait l'acquisition de 1,986 nouveaux volumes, 893 brochures, 4,655²⁵ revues et 77²⁶ journaux.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Cette précieuse collection est-elle bien protégée contre le feu?

M. l'Orateur: La partie supérieure de l'édifice de la Bibliothèque est à l'épreuve du feu. Toutefois, le sous-sol n'est pas à l'abri d'un incendie. On y a placé cependant de nombreux extincteurs chimiques.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Souvent, les dégâts aux bibliothèques sont plus considérables par l'eau que par le feu.

M. Hamel (Saint-Maurice): Achète-t-on plusieurs exemplaires d'un même volume?

M. l'Orateur: Dans le cas des ouvrages importants, le bibliothécaire en achète deux exemplaires.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande à M. l'Orateur si la Bibliothèque a acheté plusieurs exemplaires de *Réalisations* publié par Robert Rumilly²⁷.

(Rires)

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 7. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Reliure, frais de bureau et dépenses diverses, Bibliothèque de la Législature (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature, Bibliothèque de la Législature (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): D'après une information publiée par un journaliste dans *The Gazette* du 13 janvier 1958²⁸, une vingtaine de compagnies d'assurances étudient la possibilité de cesser leurs opérations dans notre province. Or, depuis que cela a été écrit, je n'en ai pas entendu parler. Le ministre des Transports et des Communications (l'honorable M. Rivard) a déclaré, en 1957²⁹, que ces

compagnies devraient s'expliquer sur l'augmentation des taux que l'on prévoyait alors. J'ai entendu dire qu'elles se proposaient d'abandonner leurs opérations. Je me demande si le ministre des Transports et des Communications (l'honorable M. Rivard) n'a pas une déclaration à faire et des précisions à donner sur ce sujet qui préoccupe la population.

L'honorable M. Rivard (Montmagny):

Cette déclaration a été faite lors de la visite d'une délégation venue parler du point de vue de la sécurité routière dans la région de Chicoutimi et du Lac-Saint-Jean. Après une campagne de sécurité intense, il y a une diminution du nombre d'accidents et les taux d'assurance ont diminué, permettant aux automobilistes de réaliser une économie de \$5,000,000. L'année suivante, ils ont pu bénéficier d'une autre économie d'à peu près \$2,500,000. Mais le nombre de véhicules-moteurs a augmenté et, même si les accidents mortels diminuent, les taux remontent. J'ai demandé des explications, et celles que l'on peut me donner, c'est que, étant donné la solidité des voitures, un accident même mineur entraîne des réparations considérables en raison du nouveau mode de construction des autos.

J'espère que les compagnies d'assurances prendront en considération le fait que nous avons accompli des progrès considérables dans le domaine de la sécurité routière. À la fin du mois de novembre dernier, on comptait 774 victimes de la route, comparativement à 799 l'an dernier, malgré le fait que le nombre de véhicules-moteurs ait augmenté. Je me permets d'espérer qu'elles tiendront compte des efforts faits non seulement par le ministère, mais aussi par les comités qui se sont multipliés dans toute la province. J'espère que les compagnies d'assurances considéreront les résultats obtenus pour les transposer dans le domaine de l'assurance.

Le nombre de blessés dans des accidents de la route est à peu près le même que l'an dernier, mais il ne faut jamais perdre de vue que le nombre de véhicules augmente sans cesse. Aucun accident mortel n'a été enregistré au jour de l'An. La situation, durant toute la période des fêtes, s'est améliorée considérablement en regard des années antérieures. Il y a lieu de remercier et de féliciter la population et les associations qui ont prêché la sécurité, ainsi que la presse, la radio et la télévision. À mon sens, c'est une question d'éducation. Il faut multiplier les appels et ramener constamment à la mémoire des automobilistes la prudence et les prescriptions des lois qui les protègent, tout en leur permettant de protéger les autres.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Est-ce que le ministre des Transports et des Communications (l'honorable M. Rivard), ou une autre autorité du gouvernement, a rencontré les représentants des compagnies d'assurances pour avoir des explications sur la hausse des taux?

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Oui, après cette déclaration. Et les raisons qu'on m'a données sont celles que j'ai données tout à l'heure.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) parle du système de points qui entrera en vigueur le 1^{er} février en Ontario, et en vertu duquel le conducteur qui a accumulé un certain nombre de "démérites", à la suite d'infractions au code de la route, reçoit d'abord un avertissement de la police, puis perd son permis, pour une durée déterminée, quand il a atteint un total de 12 points en deux ans.

Il dit que le système est intéressant en ce que les automobilistes reçoivent des avertissements écrits et sont même convoqués par la police avant d'avoir accumulé le nombre total de démérites qui entraînera la suspension de leur permis de conduire. Qu'en pense le ministre des Transports et des Communications (l'honorable M. Rivard)?

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Je surveillerai certainement cette expérience avec intérêt, mais, à première vue, le système me paraît compliqué. Il y a aussi un danger, du fait que c'est le policier qui devient le juge. La sanction la plus efficace, à mon sens, c'est l'annulation du permis. Car c'est une sanction éducative autant que punitive. Il faut toujours en revenir à l'éducation du public. Plus de 3,000³⁰ permis ont été annulés l'an dernier dans la province de Québec.

Lorsqu'un automobiliste se fait suspendre son permis de conduire, il en tire généralement une bonne leçon et, quand il pourra à nouveau prendre le volant, il y pensera à deux fois avant d'enfreindre la loi. Il arrive souvent que la suspension du permis de conduire soit même plus efficace qu'un séjour en prison.

Je suis convaincu, dit-il, que les campagnes d'éducation sont de loin plus efficaces que ne l'est l'utilisation d'un système de points démérites, et celles qui ont été menées dans le passé donnent aujourd'hui des résultats. Les autorités provinciales devraient cependant étudier le système de points conjointement avec les autres plans qui ont été conçus, dans le but de rendre les routes plus sécuritaires.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le gouvernement a-t-il fait quelque chose pour uniformiser les signaux et les règlements, de façon à rendre plus efficace, sans violer pour autant l'autonomie des municipalités, le travail de prévention des accidents?

L'honorable M. Rivard (Montmagny): J'ai tenu des réunions chaque année, dans toutes les régions de la province, avec les autorités municipales et les différents corps de police qui surveillent la circulation. Je leur ai demandé d'uniformiser leurs règlements et de coopérer avec nous dans toute la mesure du possible.

Je crois que, de ce côté-là, nous n'avons qu'à nous féliciter des résultats obtenus. En 1953, il y avait eu 901 pertes de vie dues à des accidents de la circulation pour 649,000 véhicules-moteurs en circulation. En 1957, il n'y a eu que 879 pertes de vie pour 950,000 véhicules. Si le ministère des Transports n'avait pas eu la coopération des municipalités, il n'aurait jamais pu obtenir ce résultat. Ce n'est pas encore parfait, mais nous allons continuer.

Un député de l'opposition pose une question.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Le nombre d'automobilistes qui subissent des examens de conduite chaque année dans le Québec s'élève actuellement à plus de 100,000. Doivent se soumettre à ces examens, pour l'obtention du permis de conduire, tous ceux qui demandent un permis pour la première fois, tous ceux dont le permis a été suspendu, tous ceux qui ont passé deux ans ou plus sans conduire et les conducteurs qui atteignent l'âge de 70 ans.

Un député de l'opposition: N'est-il pas question d'exiger l'examen pour tout le monde?

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Avec l'organisation actuelle, il serait impossible de faire subir des examens annuels à tous les automobilistes. Le nombre atteindrait à peu près un million d'examen par année.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 10. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de

voyage (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Dépôt de documents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants:

Pont sur la route 2, à Donnacona

Réponse à un ordre de l'Assemblée, en date du 15 janvier 1958, pour la production d'une copie de tous les contrats octroyés pour la construction du pont sur la route 2, à Donnacona, dans le comté de Portneuf, depuis le 1^{er} janvier 1957 jusqu'au 31 décembre 1957, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes et conventions supplémentaires ou additionnelles. (Document de la session no 16)

Pont sur la rivière Saint-François à Drummondville

Réponse à un ordre de l'Assemblée, en date du 15 janvier 1958, pour la production d'une copie de tous les contrats octroyés pour la construction d'un pont sur la rivière Saint-François, à

Drummondville, depuis le 1^{er} janvier 1956 jusqu'au 31 décembre 1957, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes et conventions supplémentaires ou additionnelles. (Document de la session no 17)

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée.

NOTES

1. Au moins un député était absent lors de cette séance: M. Prévost, député de Montmorency, selon le *Montréal-Matin* du 14 janvier 1959, à la page 13.

2. Selon le *Montréal-Matin* du 14 janvier 1959, à la page 13, M. Duplessis remplaçait M. Prévost, "retenu chez lui par la grippe."

3. *L'Action catholique* du 14 janvier 1959, à la page 12, précise que le texte du projet de loi n'avait pas été encore déposé.

4. Le *Montréal-Matin* du 12 janvier 1959, à la page 13, explique que la première panne est survenue le vendredi 9 janvier 1959, et la seconde, le dimanche 11 janvier.

5. Par contre, un communiqué émis par Hydro-Québec et reproduit dans le *Montréal-Matin* du 12 janvier 1959, à la page 13, mentionne quatre câbles.

6. Version du *Soleil* du 14 janvier 1959, à la page 12; "les gouvernements fédéraux", selon *L'Événement* du 14 janvier 1959, à la page 8.

7. Le *Montréal-Matin* du 15 janvier 1959, à la page 15, prétend que la question de M. Brown concernait la région de Québec, mais les autres journaux tels que *La Tribune* du 14 janvier 1959, à la page 11, qui rapportent l'intervention du député, le contredisent.

8. Le 3 décembre 1958, M. Brown avait déclaré à *The Gazette* du 4 décembre 1958, à la page 1, qu'il

avait l'intention de soulever une question de privilège à ce sujet, lors de la séance du lendemain. Il semble s'être ravisé: le 11 décembre, il a finalement inscrit cette question au *Feuilleton* de la Chambre. L'interrogation de M. Brown faisait suite à l'incendie qui a ravagé l'école Our Lady of the Angels à Chicago, le 1^{er} décembre 1958 (90 personnes y laissèrent leur vie).

9. Version de *L'Action catholique* du 14 janvier 1959, à la page 17; "Comme chef de gouvernement", selon *Le Devoir* du 14 janvier 1959, à la page 1.

10. En effet, Jean Lesage, un ancien ministre du gouvernement fédéral, a remporté en mai 1958 la course à la direction du Parti libéral du Québec. Il succédait à M. Lapalme qui exerçait cette fonction depuis mai 1950. En revanche, ce dernier a conservé son rôle de chef parlementaire de l'opposition, puisque M. Lesage, n'ayant pas été élu député à l'Assemblée législative, ne pouvait y siéger. Il faut aussi savoir que M. Hamel, nommé, nous apprend *La Presse* du 21 novembre 1958, à la page 40, chef adjoint en matière de stratégie, avait posé sa candidature à la direction du Parti libéral.

11. C'est-à-dire un compte rendu officiel des débats de la Chambre.

12. *Le Nouvelliste* du 14 janvier 1959, à la page 18, rapporte que M. Lapalme revient régulièrement sur le sujet depuis quelques années.

13. Cette affirmation est surprenante: le raisonnement de M. Lapalme s'articule justement autour de l'idée que le procès-verbal rapporte de manière trop succincte et partielle les délibérations des parlementaires.

14. *The Montreal Daily Star*, "Hansard for Quebec", article du 29 novembre 1958, à la page 10.

15. Critique littéraire, journaliste et haut fonctionnaire, Roger Duhamel (1916-1985) fut rédacteur en chef de *La Patrie* de 1953 à 1959.

16. *La Patrie*, "Pourquoi pas un Hansard?", article du 7 décembre 1958, à la page 98.

17. René Chaloult (1901-1978) fut député (Union nationale) de Kamouraska à l'Assemblée législative de 1936 à 1939, député (libéral) de Lotbinière de 1939 à 1944, et député (indépendant) du comté de Québec, de 1944 à 1952. André Laurendeau (1912-

1968), intellectuel et auteur, fut député de Montréal-Laurier (Bloc populaire) à l'Assemblée législative de 1944 à 1948. En outre, il exerça les fonctions de rédacteur en chef du *Devoir*, de 1957 à 1968.

18. Nous n'avons pu retrouver l'article en question, car la référence est incorrecte. Le 30 novembre 1958 est un dimanche et, à cette époque, les journaux ne publiaient pas d'édition dominicale.

19. L'athénien Démosthène (~384 ~322) est généralement tenu pour le plus grand orateur de la Grèce ancienne. Ardent politique et démocrate convaincu, il se fit surtout connaître par la lutte farouche qu'il mena contre l'influence et la domination macédoniennes dans le monde hellénique.

20. Prêtre et dominicain français, Jacques-Marie-Louis Monsabré (1827-1907) était reconnu pour sa grande éloquence en chaire.

21. Prêlat, penseur et écrivain français, Jacques Bénigne Bossuet (1627-1704) avait la réputation d'être un prédicateur de première force.

22. Prêtre et dominicain français, Henri Lacordaire (1802-1861) se distinguait, entre autres, par ses dons oratoires.

23. *La Presse* du 14 janvier 1959, à la page 49 précise que les crédits affectés à la législation ont été adoptés rapidement dans leur entier.

24. Chiffre de *L'Action catholique* du 14 janvier 1959, à la page 17; 255,059, selon le *Montréal-Matin* du 15 janvier 1959, à la page 4.

25. Chiffre de *L'Action catholique* du 14 janvier 1959, à la page 17; 465, selon le *Montréal-Matin* du 15 janvier 1959, à la page 4.

26. Chiffre de *L'Action catholique* du 14 janvier 1959, à la page 17; 177, selon le *Montréal-Matin* du 15 janvier 1959, à la page 4.

27. Robert Rumilly, *Quinze années de réalisations: Les faits parlent*, Montréal, s. éd., 1956, 237 pages. Robert Rumilly (1897-1983), historien d'origine française, émigra au Canada en 1928. Auteur prolifique, il fut également un chantre du régime duplessiste et un anticommuniste farouche. Les *Réalisations* constituaient une œuvre de propagande

unioniste diffusée en vue des élections générales de 1956.

28. *L'Action catholique* du 14 janvier 1959, à la page 16, cite incorrectement la source, puisque, après vérification, nous pouvons affirmer que l'article mentionné ne fut pas publié dans l'édition du 13 novembre 1958 de *The Gazette*.

29. Curieusement, si l'on en croit *L'Action catholique* du 14 janvier 1959, à la page 16, M. Rivard aurait fait sa déclaration avant la publication de l'article.

30. Chiffre du *Soleil* du 14 janvier 1959, à la page 3; 900, selon *The Montreal Daily Star* du 14 janvier 1959, à la page 33.

Séance du mercredi 14 janvier 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 251 concernant la Compagnie de Films Transatlantique inc.

M. Maltais (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 145 modifiant la charte de la ville de Courville;

- bill 249 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield;

- bill 179 constituant en corporation les sœurs de Sainte-Marcelline.

Votre comité fait aussi rapport qu'il réfère à votre honorable Chambre, pour considération, le bill 137 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier.

Projets de loi:

**Compagnie de
Films Transatlantique inc.**

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 251 concernant la Compagnie de Films Transatlantique inc.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 251 sans l'amender.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de Courville**

M. Rochette (Québec) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 145 modifiant la charte de la ville de Courville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 145 sans l'amender.

M. Rochette (Québec) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte de
Salaberry-de-Valleyfield**

M. Hébert (Beauharnois) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 249 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 249 sans l'amender.

M. Hébert (Beauharnois) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Sœurs de Sainte-Marcelline

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier

pour étudier le bill 179 constituant en corporation les sœurs de Sainte-Marcelline.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 179 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Gagnon (Matapédia): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Sorel, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Chambly, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de l'Association des médecins de langue française du Canada, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;
- de la paroisse de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Roxboro, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Saint-Lambert, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Greenfield Park, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Fort-Chambly, demandant l'adoption d'une loi afin que de nouveaux pouvoirs lui soient accordés;
- de la ville de Waterloo, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Granby, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de L'Abord-à-Plouffe, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Laprairie Protestant Cemetery, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Wilfrid Simoneau, demandant l'adoption d'une loi relativement au titre de propriété aux lots 163-691 et 163-739 du cadastre officiel de la paroisse du Saut-au-Récollet;

- de Robert Archambault, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre à l'exercice de l'art dentaire.

Projets de loi:

Chambly

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 159 concernant la ville de Chambly.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Sherbrooke

M. Gérin (Stanstead) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 181 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Roxboro

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 192 modifiant la charte de la ville de Roxboro.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Saint-Lambert

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 197 modifiant la charte de la cité de Saint-Lambert.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Laprairie Protestant Cemetery

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 199 relatif à The Laprairie Protestant Cemetery.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Association des médecins
de langue française du Canada**

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 219 modifiant la loi concernant l'Association des médecins de langue française du Canada.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Sorel

M. Gagné (Richelieu) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 233 modifiant la charte de la cité de Sorel.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Notre-Dame-de-l'Île-Perrot

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 235 concernant la paroisse de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Fort-Chambly**

M. Gagné (Richelieu) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 240 modifiant la charte de la ville de Fort-Chambly.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Greenfield Park**

M. Gagné (Richelieu) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 250 modifiant la charte de la ville de Greenfield Park.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Granby**

M. Russell (Shefford) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 264 modifiant la charte de la cité de Granby.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Waterloo

M. Guillemette (Frontenac) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 265 concernant la ville de Waterloo.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Propriété
de Wilfrid Simoneau**

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 267 relatif au titre de propriété de Wilfrid Simoneau aux lots 163-691 et 163-739 du cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de L'Abord-à-Plouffe**

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 269 modifiant la charte de la ville de L'Abord-à-Plouffe.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Robert Archambault

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 275 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Robert Archambault au nombre de ses membres.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi électorale

M. Galipeault (Québec-Ouest) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 98 abrogeant certaines lois ayant modifié la loi électorale de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Nous pourrions faire déclarer irrégulier et contraire aux règlements de la Chambre le bill se rapportant à la loi électorale, puisqu'il comporte des dépenses d'argent additionnelles et que tout projet de loi comportant une dépense ne doit être présenté que par un ministre de la couronne, à la suite d'une recommandation du lieutenant-gouverneur.

Mais, comme il est évident que l'opposition ne sait pas comment procéder et ne connaît pas les règlements de la Chambre, ainsi qu'elle le prouve tous les jours, nous allons, par condescendance, accepter le bill en première lecture et permettre la discussion du projet. Nous ne tiendrons pas compte de l'objection fondamentale à la présentation du bill. Si tout ce que l'opposition désire en fin de compte, c'est un débat sur la loi électorale, nous ne voyons, pour notre part, aucune objection à lui en donner l'occasion.

La motion est adoptée. Le bill est lu une première fois.

Régie provinciale de l'électricité

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 97 modifiant la loi concernant la vente et la distribution du gaz et la Régie provinciale de l'électricité.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Questions de privilège:

Réseau de gaz d'Hydro-Québec

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) (Se levant, avant l'appel des affaires du jour, sur une question de privilège) demande des explications puisqu'il semble y avoir contradiction flagrante entre la réponse à une question de l'opposition, par le ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Johnson), produite le 13 janvier 1959 (page 226 des *Procès-verbaux*), où il est dit qu'aucune option accordée par l'Hydro-Québec concernant son réseau de gaz ne fut enregistrée, et une déclaration de novembre dernier, attribuée à l'honorable premier ministre, à l'effet qu'une option aurait été enregistrée en 1955.

Plus tôt dans la session, dit-il, j'ai cherché à savoir si une option sur les parts de la Corporation de gaz naturel du Québec avait été enregistrée, lors de l'achat par la Corporation du réseau de distribution de gaz de l'Hydro-Québec. Le premier ministre avait alors répondu que l'option se trouvait au bureau d'enregistrement de Montréal et que tous pouvaient la consulter. Je voudrais, dit-il, me référer aux procès-verbaux de l'Assemblée législative, à la date du 28 novembre 1958, page 78, où je lis la décision suivante de M. l'Orateur disant:

"Au cours du débat, le député de Westmount-Saint-Georges se réfère à une option accordée en 1955 à la Compagnie de gaz naturel par l'Hydro-Québec concernant son réseau de gaz.

"L'honorable premier ministre soulève alors un point d'ordre et de règlement, alléguant que l'option accordée par l'Hydro-Québec en 1955, qui d'ailleurs fut enregistrée au bureau d'enregistrement de Montréal, est impliquée dans des causes actuellement pendantes contre le journal *Le Devoir* et

son directeur-gérant, et qu'il n'est pas permis, en conséquence, d'en discuter en Chambre, puisqu'elle constitue une affaire *sub judice*.

"Après avoir entendu les arguments de part et d'autre, M. l'Orateur déclare que, puisque l'option accordée par l'Hydro-Québec en 1955 est impliquée dans des procédures actuellement pendantes devant les tribunaux, elle ne peut faire le sujet d'un débat en Chambre, comme le reconnaît une jurisprudence depuis longtemps établie et suivie par l'Assemblée législative du Québec (article 1, alinéa 5°, du Règlement), jurisprudence qui est aussi conforme à la coutume suivie par les Parlements canadiens, provinciaux et anglais, et M. l'Orateur se réfère également à la décision qu'il a rendue le 26 novembre courant (page 62 des *Procès-verbaux* ou page 43 des *Journaux* de la présente session).

"M. l'Orateur maintient en conséquence le point d'ordre soulevé par l'honorable premier ministre'."

Or, à la date du 11 décembre, j'ai fait inscrire des questions au *Feuilleton*, à propos de l'enregistrement d'une telle option:

1. À quelle date fut enregistrée l'option accordée par l'Hydro-Québec en 1955 pour la vente de son système de distribution de gaz?

2. À quel bureau d'enregistrement de la province et sous quel numéro cette option a-t-elle été enregistrée?

Puis, dans le procès-verbal de l'Assemblée législative hier, le ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Johnson) a répondu par écrit à ces questions en disant:

"1. et 2. Aucune option ne fut enregistrée, mais le contrat de vente par l'Hydro-Québec, à la Corporation de gaz naturel du Québec, et qui établit les conditions définitives acceptées de part et d'autre, fut enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Montréal, le 25 avril 1957, sous le numéro 1,267,044, et, par cet enregistrement, les termes et conditions de la vente par l'Hydro-Québec de son système de distribution de gaz artificiel à la Corporation de gaz naturel du Québec sont de notoriété publique."

Je pose une question de privilège. La Chambre a été induite en erreur, et c'est un privilège de la Chambre qu'elle soit adéquatement renseignée. Me référant à la déclaration faite par le premier ministre le 28 novembre dernier, et à la réponse du ministre des Ressources hydrauliques, je demande, dit-il, sur quoi le premier ministre s'était basé pour dire que l'option de 1955 avait été enregistrée, alors que le ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Johnson) vient de dire...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Il (M. Duplessis) nie cette déclaration et soutient que le rapport de l'Orateur de la Chambre ne lui attribuait pas les paroles exactes qu'il avait alors prononcées. L'Hydro-Québec, dit-il, a vendu son système de distribution de gaz artificiel à la Corporation de gaz naturel. Toutes les conditions de la vente sont mentionnées dans le contrat qui a été enregistré dans la division de Montréal.

Ce que j'ai dit en novembre en Chambre, et ce que je répète, c'est que toutes les conditions contenues dans l'option accordée en 1955 à la Corporation de gaz naturel du Québec, et répétées dans le contrat de vente, s'étaient trouvées enregistrées lors et par le fait même de l'enregistrement du contrat au bureau d'enregistrement de Montréal. C'est donc public. Il n'y a donc aucune contradiction entre ma réponse et celle du ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Johnson). Cette contradiction n'est qu'apparente et n'existe que dans l'esprit de l'opposition.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Nous n'avons pas de *Hansard*². Le premier ministre avait dit catégoriquement que l'option de 1955 avait été enregistrée au bureau d'enregistrement de Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai dit que toutes les conditions de la vente de l'option ont été enregistrées à la date mentionnée.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Quelqu'un a trompé la Chambre. Est-ce le premier ministre ou son ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Johnson)?

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre est en train de démentir un rapport officiel de la Chambre, le procès-verbal signé par M. l'Orateur, qui lui attribue les paroles que le député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) a citées. Ce que nous avons devant nous, ce n'est pas une déclaration du premier ministre rapportée par les journaux, mais sa déclaration contenue dans le rapport officiel du débat de la Chambre. On nous a dit de nous baser sur de tels rapports officiels, mais voici qu'aujourd'hui le premier ministre met de côté un rapport officiel et qu'il dit le contraire. Je demande des explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je répète ce que j'ai déjà déclaré. Je fais la

rectification que je dois faire. Toutes les conditions de la vente et de l'option sont mentionnées dans l'acte de vente.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ça devient compliqué. À un moment donné, nous avons apporté les témoignages de 15 journaux, et le premier ministre a répondu que ces journaux s'étaient tous trompés. Aujourd'hui, nous nous basons sur les documents officiels de la Chambre et le premier ministre déclare: "Je n'ai pas encore dit ça." C'est, selon lui, M. l'Orateur qui s'est trompé. Ce qui est vrai, c'est que la déclaration du premier ministre constitue une insulte à M. l'Orateur de l'Assemblée.

Il (M. Hamel) relit un passage du texte du 28 novembre:

"Au cours du débat, le député de Westmount-Saint-Georges se réfère à une option accordée en 1955 à la Compagnie de gaz naturel par l'Hydro-Québec concernant son réseau de gaz.

"L'honorable premier ministre soulève alors un point d'ordre et de règlement, alléguant que l'option accordée par l'Hydro-Québec en 1955, qui d'ailleurs fut enregistrée au bureau d'enregistrement de Montréal, est impliquée dans des causes actuellement pendantes contre le journal *Le Devoir* et son directeur-gérant, et qu'il n'est pas permis, en conséquence, d'en discuter en Chambre puisqu'elle constitue une affaire *sub judice*.

"Après avoir entendu les arguments de part et d'autre, M. l'Orateur déclare que, puisque l'option accordée par l'Hydro-Québec en 1955 est impliquée dans des procédures actuellement pendantes devant les tribunaux, elle ne peut faire le sujet d'un débat en Chambre, comme le reconnaît une jurisprudence depuis longtemps établie et suivie par l'Assemblée législative du Québec (article 1, alinéa 5°, du Règlement), jurisprudence qui est aussi conforme à la coutume suivie par les Parlements canadien, provinciaux et anglais, et M. l'Orateur se réfère également à la décision qu'il a rendue le 26 novembre courant (page 62 des *Procès-verbaux* ou page 43 des *Journaux* de la présente session).

"M. l'Orateur maintient en conséquence le point d'ordre soulevé par l'honorable premier ministre³."

La première partie du texte officiel mentionne que cette option a été enregistrée. Pourquoi, M. l'Orateur, avez-vous déclaré ça? Parce que le premier ministre avait déclaré qu'il y avait eu une option.

Je ne sais pas combien de fois le gouvernement actuel s'est moqué de cette Chambre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
À l'ordre.

M. Hamel (Saint-Maurice): Et actuellement, tous les ministres...

M. l'Orateur rappelle à l'ordre le député de Saint-Maurice. Ces paroles sont antiparlementaires, dit-il, et je demande au député de Saint-Maurice de les retirer. Il n'a pas le droit de dire que le premier ministre et ses ministres se moquent de cette Chambre.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je les retire. Mais je dirai que le premier ministre et les ministres répondent à cette Chambre comme s'ils s'adressaient à des enfants dont ils voudraient se débarrasser. Le 28 novembre, le premier ministre a fait une déclaration qui a servi de base à un jugement de M. l'Orateur. Ou bien il savait qu'il y avait une option, ou il ne le savait pas. S'il ne le savait pas, il a trompé la Chambre. S'il le savait...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Ce n'est pas ça que j'ai dit. J'ai dit alors que toutes les conditions de l'option étaient dans le contrat de vente qui a été enregistré.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il s'agit de savoir qui a trompé la Chambre: le premier ministre ou le ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Johnson).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Personne n'a trompé la Chambre. Tous ceux qui veulent comprendre ont compris alors ce que je disais. Les conditions de la vente, conséquemment les conditions de l'option, ont été enregistrées.

M. Hamel (Saint-Maurice): Jamais point d'ordre n'a été aussi mal fondé que celui du premier ministre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Les règlements de la Chambre obligent ses membres à accepter la parole d'un député. Conséquemment, la Chambre doit accepter les explications du premier ministre. D'ailleurs, le jugement rendu par M. l'Orateur le 28 novembre ne concernait pas la promesse de vente, mais l'affaire du gaz dont il disait qu'on ne devait pas la discuter parce que les tribunaux en étaient saisis. C'est M. l'Orateur et non le premier ministre qui a dit que l'option a été enregistrée.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Mais le procès-verbal est pourtant bien clair: "L'honorable premier ministre soulève alors un point d'ordre et de règlement, alléguant que l'option accordée par l'Hydro-Québec en 1955, qui d'ailleurs fut enregistrée..."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est M. le greffier qui a écrit cela.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Qui a raison: le ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Johnson) ou le premier ministre?

M. l'Orateur: La décision que j'ai rendue le 28 novembre n'avait pas trait à la question de l'option en elle-même, mais à l'objet des transactions au sujet de l'affaire du gaz, question qui était et qui est encore *sub judice*. C'est ça qui a été l'objet de la décision. Ça n'implique pas du tout contradiction. La décision n'était pas basée sur les paroles du premier ministre, mais sur le fait que l'affaire était devant les tribunaux. Sur l'enregistrement, le premier ministre vient de donner des explications. Le Règlement exige qu'on prenne sa parole.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il y a une question de privilège de la Chambre elle-même et tous les députés peuvent y participer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre à l'encontre de cette manière de faire. Toutes les conditions, dit-il, non seulement de l'option, mais de la vente elle-même, se trouvent dans le contrat qui a été enregistré à Montréal. Une question de privilège, dit-il, ne doit pas soulever de débat et le député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) s'est contenté de réclamer sans faire de motion.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) déclare que, comme député, il a pris connaissance des documents publics: les procès-verbaux et la réponse du ministre des Ressources hydrauliques. Le procès-verbal, affirme-t-il, dit que l'option a été enregistrée et ensuite...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un autre point d'ordre. Il accuse le chef de l'opposition de prendre des moyens détournés pour arriver à son but.

M. l'Orateur demande au chef libéral (M. Lapalme) de rester dans les limites des règlements.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): En confrontant les deux éditions du procès-verbal, on reste tout de même en face d'une contradiction flagrante.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le débat en cours n'a pas sa raison d'être, puisque le député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) n'a pas présenté une motion et qu'il ne peut pas y avoir un débat sur une question de privilège.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le débat en cours n'a pas sa raison d'être, puisque le député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) n'a pas présenté une motion et qu'il ne peut pas y avoir un débat sur une question de privilège.

M. Hamel (Saint-Maurice): La Chambre a été trompée.

M. l'Orateur lui demande de retirer cette affirmation.

M. Hamel (Saint-Maurice) retire ses paroles. Il est, dit-il, souverainement important pour la dignité de la Chambre d'éclairer une situation aussi confuse.

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, décide qu'en vertu de l'article 195 du Règlement, il ne peut y avoir de débat, vu que le député qui a soulevé la question de privilège n'a pas fait de motion. Le Règlement de la Chambre oblige tous ses membres à accepter la déclaration du premier ministre. Or, le premier ministre affirme qu'il n'a jamais dit que l'option avait été enregistrée⁴.

Il maintient le point d'ordre soulevé par l'honorable premier ministre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bohémier, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert,

Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 63.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 17.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Souhaits d'anniversaire

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans toute cette discussion, l'opposition a oublié un devoir qu'il me fait plaisir de remplir à sa place. C'est aujourd'hui l'anniversaire de naissance du chef de l'opposition⁵ (M. Lapalme). Il convient donc de lui souhaiter beaucoup de santé et beaucoup de bonheur. Et à un pécheur, personne ne souhaite la mort, mais seulement qu'il se convertisse. J'espère que je parle aussi au nom de l'opposition en formulant ces vœux, mais je suis sûr de parler au nom du gouvernement.

Dans toute sa carrière, le chef de l'opposition s'est distingué par son esprit de travail, par sa ténacité. Il lui fallait en effet beaucoup de courage pour s'attaquer à un bon gouvernement comme celui qui est actuellement au pouvoir, surtout sans recevoir de ses amis toute l'aide qu'il était en droit d'attendre d'eux. Puisse-t-il recouvrer complètement la santé et être conservé longtemps à l'affection des siens.

(Applaudissements à droite)⁶

Il ne m'appartient pas de faire des prophéties, mais je suis sûr d'une chose, c'est que le chef de l'opposition est infiniment supérieur à ceux qui ont été chargés d'essayer de le remplacer⁷.

M. Hamel (Saint-Maurice): Comme on ne prête aux autres que ce qu'on a, j'ai supposé, en écoutant le premier ministre, qu'il aurait été grandement énervé et humilié si, à l'occasion de son anniversaire, personne ne s'était levé pour faire son éloge.

Une voix ministérielle: Avec raison.

M. Hamel (Saint-Maurice): Les députés de l'opposition ont fait déposer, avant la séance, des fleurs sur le bureau du député de Montréal-Outremont (M. Lapalme), le chef qu'ils respectent, qu'ils admirent et qui peut compter sur leur

collaboration⁸. Il y joint les meilleurs vœux du parti. Il promet la collaboration de tous les libéraux au député de Montréal-Outremont. Si, dit-il, les députés libéraux n'ont pas souligné l'anniversaire de leur chef, c'est à la demande expresse de ce dernier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Des fleurs sur le pupitre et un poignard dans le dos!

M. Hamel (Saint-Maurice): J'ai voulu me lever au début de la séance pour offrir des vœux au chef de l'opposition et pour souligner, comme l'a fait le premier ministre, son esprit de travail. C'est le chef de l'opposition lui-même qui m'a prié de n'en rien faire.

Une voix ministérielle: Et pour cause.

M. Hamel (Saint-Maurice): On ne comprend pas une telle humilité de l'autre côté de la Chambre. Tout le régime actuel est fondé sur la louange. C'est pour me conformer à ses instructions formelles que je n'ai pas souligné autrement l'anniversaire du chef de l'opposition. Une fois de plus, le premier ministre a fait "fall ball".

M. Ross (Montréal-Verdun) formule aussi des vœux à l'adresse du député de Montréal-Outremont (M. Lapalme) et l'assure de sa très sincère amitié.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): Les membres de l'opposition ne devraient pas se contenter, comme l'a fait le député de Saint-Maurice, de protester de leur respect pour leur chef en Chambre, mais devraient surtout l'appuyer en dehors de la Chambre. Il est toujours facile de présenter des fleurs à un homme, après lui avoir planté un poignard dans le dos. Il (M. Hanley) formule des vœux à l'adresse du député de Montréal-Outremont. J'espère, en terminant, qu'il restera longtemps à la tête de l'opposition.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je propose l'ajournement de ce débat en remerciant tout le monde de leurs bons vœux. Il est exact qu'il y avait des fleurs sur mon pupitre et que je les ai envoyées à l'extérieur. J'ai aussi demandé au député de Saint-Maurice de ne pas parler de cette chose toujours un peu attristante que constitue un anniversaire de naissance, puisqu'il nous rappelle que nous perdons une autre année. J'ai entendu des hommages et des louanges de différents caractères, ce qui me rappelle le vers célèbre *Timeo Danaos et*

*dona ferentes*⁹. Je n'en remercie pas moins tout le monde. Et je demande que l'on cesse de parler des hommes pour parler plutôt de la législation que nous avons devant nous.

Motions de condoléances:

Décès du père du député de Jacques-Cartier, M. Kirkland

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) présente ses condoléances au député de Jacques-Cartier (M. Kirkland)¹⁰.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) présente ses condoléances au député de Jacques-Cartier (M. Kirkland).

M. Ross (Montréal-Verdun) présente ses condoléances au député de Jacques-Cartier (M. Kirkland).

M. Kirkland (Jacques-Cartier) se dit très sensible à ce témoignage de sympathie.

Questions et réponses:

Ernest Bruyère

M. Thériage (Chambly): 1. M. Ernest Bruyère, de La Malbaie, est-il à l'emploi du gouvernement de la province de Québec?

2. Dans l'affirmative:

a. Depuis quand?

b. Dans quel ministère, office, régie ou commission?

c. Quel salaire reçoit-il?

d. Quelles fonctions remplit-il?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): 1. et 2. Non.

Chemin à l'est de Sainte-Germaine-Boulé

M. Courcy (Abitibi-Ouest): 1. Depuis le 1^{er} avril 1957, le gouvernement a-t-il payé ou promis de payer une subvention pour la réfection d'un chemin, dans les rangs 2 et 3, à l'est du village de Sainte-Germaine-Boulé, dans le comté d'Abitibi-Ouest?

2. Dans l'affirmative:

a. Quel a été le montant payé ou promis?

b. Quels sont les nom, prénom et adresse des personnes à qui la subvention a été payée ou promise et à quelle date le paiement a-t-il été ou sera-t-il effectué?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): 1. et 2. Non. Le ministère de la Colonisation a entretenu le chemin en question par l'intermédiaire de ses employés.

Demandes de documents:

Pollution des eaux en Ontario et au Nouveau-Brunswick

M. Brown (Brome) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province de Québec et Ontario Water Resources Commission, et aussi entre le gouvernement de la province de Québec et New Brunswick Water Resources Commission, concernant l'élimination et la régularisation de la pollution des rivières, ruisseaux et lacs appartenant au domaine public en Ontario et au Nouveau-Brunswick.

Adopté.

Développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de tout télégramme, lettre ou autre message échangé entre le premier ministre de la province, son chef de cabinet, le ministre des Mines et son sous-ministre, et toute personne, compagnie, société ou corporation, depuis le 1^{er} janvier 1958 jusqu'au 30 novembre 1958, relativement à la révision de la rente annuelle imposée à la compagnie concessionnaire visée à la loi pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec (10 George VI, chapitre 42) et ses amendements.

Adopté.

Répartition fiscale et formule de péréquation

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-

gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre:

a. une copie de toute correspondance, télégramme, mémoire, etc., échangé entre le premier ministre de la province, son chef de cabinet, le ministre des Finances et son sous-ministre, et le gouvernement du Canada, aucun de ses membres ou officiers, depuis le 1^{er} avril 1957 jusqu'au 15 décembre 1958, relativement au problème de la répartition fiscale et à la formule des paiements de péréquation;

b. un état, par ordre de date, des montants que le gouvernement fédéral a transmis au gouvernement de la province au cours de ladite période au titre de paiement de péréquation.

Adopté.

Motion des députés:

Industrie avicole

M. Courcy (Abitibi-Ouest)¹¹ propose, appuyé par le représentant de Rouyn-Noranda (M. Turpin), que:

Attendu que l'aviticulture constitue l'une des rares industries rémunératrices dans l'économie rurale de notre province;

Attendu qu'il existe, aujourd'hui, dans la province de nombreux couvoirs coopératifs et privés, et plusieurs milliers d'aviculteurs;

Attendu que les importations massives, depuis quelques mois, des surplus de chair de volaille et de dindon, en provenance des États-Unis, constituent une concurrence injuste et dommageable à l'industrie avicole de la province et menace de ruiner nos aviculteurs;

Attendu qu'il est urgent de faire cesser cette concurrence injuste et dommageable;

Attendu que les autorités fédérales possèdent tous les pouvoirs constitutionnels nécessaires pour remédier à cette situation dommageable;

Cette Chambre prie respectueusement les autorités fédérales d'adopter, avec diligence, les moyens appropriés et justes pour mettre fin incessamment à cette concurrence desdits produits étrangers sur le marché de la province;

Qu'il soit donné ordre au greffier de l'Assemblée législative de faire parvenir, sans délai, au premier ministre du Canada et au ministre de l'Agriculture dans le gouvernement fédéral une copie de la présente résolution¹².

M. l'Orateur, depuis 1941, des efforts considérables ont été faits dans notre province pour améliorer notre industrie avicole. Des couvoirs coopératifs et privés ont surgi un peu partout. En 1956, deux des principaux groupes intéressés à l'aviculture se sont rencontrés pour former le Conseil avicole du Québec. La formation de cet organisme a éveillé l'attention du public par une propagande indispensable en faveur de l'aviculture. Une grande campagne d'éducation a également été faite auprès des consommateurs, pour qu'ils donnent leur préférence à l'achat des produits avicoles du Québec.

D'un côté, nous avons les aviculteurs eux-mêmes qui comprennent les producteurs d'œufs, les éleveurs de poulets de grill, les éleveurs de dindons et les couvoirs coopératifs et privés. L'autre groupe comprend les conditionneurs, les fabricants de moulées et autres fabricants de produits de nutrition. La formation de cet organisme a éveillé l'attention du public par une propagande indispensable en faveur de l'aviculture, par l'organisation de cours spéciaux sur l'élevage et la vente des produits avicoles.

Aux différentes expositions agricoles, on pouvait voir des étalages spécialement destinés aux consommateurs pour leur démontrer les différentes variétés des produits de la volaille, leur classement, et sur les multiples avantages des produits. Une grande campagne d'éducation des consommateurs fut faite pour ceux-ci, donnant leur préférence à l'achat des produits avicoles du Québec. En même temps, il y eut un effort conjugué par les propagandistes, spécialistes en aviculture du ministère de l'Agriculture qui organisèrent des groupes de producteurs de dindons pour aller visiter de bons éleveurs américains, en vue d'importer des œufs d'incubation et même de jeunes dindonneaux pour les futurs centres d'élevage. Tout ceci a grandement aidé au départ de cette industrie.

D'autres groupements d'éleveurs se sont formés, les couvoirs donnèrent un meilleur rendement et l'on vit aussi l'établissement de postes d'abattage, complément logique à l'industrie. Tout cela s'est organisé afin d'avoir, le plus vite possible, l'uniformité dans l'abattage, l'emballage et, en un mot, l'amélioration dans la présentation du produit sur le marché.

En même temps que cet élevage de la volaille s'organisait sur une base d'affaires, les statistiques dans le rapport du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré), pour l'année 1956, nous montraient une déficience de 40 % à compléter pour les besoins de notre consommation dans la province.

Dans le recensement du Canada, nous trouvions aussi, en 1956, dans notre province, ces fermes déclarant au sujet de la volaille:

Agriculteurs-aviculteurs
(moins de 527 oiseaux par fermes)

Poulets	71,095
Poules et poulettes	68,958
Dindons.....	2,123

Agriculteurs-aviculteurs
(plus de 527 oiseaux par fermes)

Poulets	3,921
Poules et poulettes	443
Dindons.....	259

Grand total des fermes

Poulets	75,016
Poules et poulettes	69,401
Dindons.....	2,382

C'est donc dire toute l'importance que nous devons apporter à la protection de cette industrie, chez nous, qui possède, d'après les renseignements obtenus du Conseil avicole du Québec, environ \$18,000,000 pour le poulet de grill et \$32,000,000 pour la volaille et le dindon de capital investi, totalisant environ \$50,000,000.

Nos aviculteurs, ayant répondu à la demande des spécialistes et à la propagande faite, ont donc augmenté leur production, et les statistiques officielles nous le démontrent. Par comparaison à 1957, la situation dans le placement des dindonneaux sur les fermes du Québec, pour les dix premiers mois de 1958, se résume comme suit:

Dindonneaux

	1957	1958
De grill.....	281,582	763,162
Ordinaires	<u>708,161</u>	<u>454,818</u>
Total.....	989,281	1,218,000

Ces efforts pour donner un nouvel essor à l'aviculture ont donné d'excellents résultats. C'est ainsi que l'on a constaté, l'an dernier, une augmentation de 170 % dans l'élevage des dindonneaux de grill, de 23 % dans le nombre total

des dindonneaux mis en élevage et une diminution de 35 % dans l'élevage des gros dindons.

Pour ce qui regarde l'élevage du poulet de grill, les premiers neuf mois de 1958, à comparer aux premiers neuf mois de 1957, donnent les résultats suivants: 11,801,741 poulets en 1968, contre 9,023,654 poulets en 1957, soit une augmentation de 2,778,087 poulets. Si je mentionne spécialement ces deux catégories, c'est que nous avons un équilibre dans la production et la consommation dans ces deux

items pour l'année 1958, d'après les renseignements obtenus de la Coopérative avicole du Québec.

Si nous étudions les ventes de volaille pour les neuf premiers mois de chacune des années 1957 et 1958, nous constatons que la publicité faite à l'entour de cet élevage a grandement servi les intérêts des aviculteurs, puisque nous constatons une augmentation très marquée dans la consommation du dindon de grill et du poulet de grill, comme suit: (Voir le tableau ci-dessous)

	1957	1958	Variations
Poulets de grill	6,160,500 livres	9,620,600 livres	+ 56.1 %
Autres poules et poulets	7,105,000 livres	7,522,000 livres	+ 5.8 %
Dindons de grill	291,000 livres	768,600 livres	+ 163.3 %
Autres dindons	762,600 livres	502,100 livres	- 34.2 %

Or, M. l'Orateur, voilà que, depuis quelques mois, le gouvernement fédéral a ouvert toutes grandes les portes d'entrée de notre pays à la chair de volaille venant des États-Unis, après que M. Harkness¹³, ministre fédéral de l'Agriculture, eut promis aux éleveurs, le printemps dernier, qu'aucune importation de chair de dindon en provenance des États-Unis ne serait autorisée par le gouvernement, à moins que la production canadienne ne puisse satisfaire à la demande des consommateurs à un prix raisonnable. En somme, le gouvernement fédéral a autorisé les éleveurs américains à déverser, même à perte, sur nos marchés le trop-plein de leur production d'oiseaux de basse-cour. Il s'agit d'une concurrence injuste pour nos cultivateurs et nos couvoirs coopératifs. En effet, le gouvernement canadien a levé ces restrictions américaines sous prétexte que la production canadienne ne suffisait pas à la demande. Comme l'a dit l'honorable ministre de l'Agriculture canadien, il y avait aussi lieu d'établir de bonnes relations commerciales et amicales entre le Canada et les États-Unis.

Actuellement, M. l'Orateur, nos entrepôts sont remplis, et nos aviculteurs ne peuvent abattre leurs oiseaux de basse-cour. De plus, ils sont dans l'obligation de nourrir plus longtemps ces oiseaux, qui prendront, certes, du poids, mais diminueront de qualité et se vendront moins cher. Il est regrettable, M. l'Orateur, que ces importations se fassent, surtout à l'époque où partout, généralement, on abat les oiseaux. Nos aviculteurs sont donc contraints de payer la note de bonne entente entre les deux pays. C'est à cause de cette situation que les aviculteurs québécois protestent à grands cris contre le dumping. Et ils ont raison, c'est du véritable dumping dans tout le sens du mot. Voici d'ailleurs leur déclaration:

1. Lors d'une réunion de l'Association des éleveurs de dindons du Québec, tenue à Trois-Rivières le 12 novembre 1958, sous la présidence de M. Tardif, conseiller législatif, représentant la division Lavallière, ami du premier ministre, ils ont réitéré leur opposition à l'entrée au pays de toute volaille américaine et ont réclamé le maintien intégral de la règle fédérale sur les importations.

2. Dans *L'Action catholique* du 24 octobre 1958, M. Jean-Baptiste Roy, secrétaire-gérant de la Coopérative avicole du Québec, a affirmé que si aucune mesure efficace n'était prise pour enrayer le flot actuel des importations américaines de chair de volaille...

3. La *Gazette* du 5 novembre 1958 rapporte la protestation de l'Association des éleveurs de dindons du Québec, etc.

4. *L'Action catholique* du 7 novembre, sous la signature de M. Guy Hamel, président diocésain de l'U.C.C., etc.

5. Le *Montreal Star* du 24 novembre 1958... signé Poultry Farmer.

C'est donc une pratique discriminatoire et dommageable et qui entraînera notre aviculture à la ruine. Déjà, nous trouvons, à la page 11 de *l'Aviculture Québécois* de novembre 1958, les directives données à ses membres par la Coopérative avicole du Québec. C'est pourquoi, M. l'Orateur, j'ai présenté cette motion et j'ose croire que tous les membres de cette Chambre l'appuieront avec plaisir, pour le plus grand bien de nos agriculteurs aviculteurs¹⁴.

M. Brown (Brome) et M. Riendeau (Napierville-Laprairie) se lèvent ensemble pour prendre la parole.

M. l'Orateur donne la parole au député de Napierville-Laprairie (M. Riendeau).

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Bellemare), que le débat soit maintenant ajourné.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bohémier, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 60.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 19¹⁵.

Ainsi, la motion est adoptée. Le débat est, en conséquence, ajourné.

Projets de loi:

Compagnie des Ciments du Saint-Laurent

M. Samson (Lévis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 232 concernant La Compagnie des Ciments du Saint-Laurent soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commission des écoles catholiques de Pointe-aux-Trembles

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 234 concernant la Commission des écoles catholiques de Pointe-aux-Trembles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Corporations scolaires dans Chicoutimi et Jonquière-Kénogami

M. Turcotte (Roberval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 254 concernant certaines corporations scolaires des comtés de Chicoutimi, Jonquière-Kénogami et la corporation des écoles catholiques de Chicoutimi soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commission des écoles catholiques de Mont-Royal

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 259 concernant la Commission des écoles catholiques de Mont-Royal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Saint-Constant et Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 260 concernant Montreal Trust Company, Sogemines Consultants Limited, les paroisses de Saint-Constant et de Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, les commissaires d'écoles pour la paroisse de Saint-Constant et les commissaires d'écoles pour la paroisse de Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

BP Canada Ltd.

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 263 légalisant un certain acte entre BP Canada Limited et la cité de Montréal et le règlement numéro 2,450 de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Drummondville

M. Bernard (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 128 modifiant la charte de la cité de Drummondville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Saint-Hyacinthe

M. Russell (Shefford) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 152 concernant la cité de Saint-Hyacinthe soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Laval-des-Rapides

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 165 modifiant la charte de la ville de Laval-des-Rapides soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Pointe-aux-Trembles

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 236 modifiant la charte de la cité de la Pointe-aux-Trembles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission scolaire de Rawdon

M. Chartrand (L'Assomption) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 261 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Rawdon soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Loi de l'instruction publique

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 26 modifiant la loi de l'instruction publique soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier article tend à placer le surintendant de

l'Instruction publique sur le même pied que le vérificateur de la province, avec un salaire d'au moins \$10,000 annuellement. Le surintendant est nommé durant bonne conduite.

L'article 2 permet au lieutenant-gouverneur en conseil d'annexer à une municipalité scolaire voisine ou d'ériger en municipalité scolaire distincte, sans requête de la part des contribuables, tout territoire non organisé en municipalité scolaire, dans toute l'étendue de la province, alors qu'auparavant cette disposition ne s'appliquait qu'aux districts électoraux d'Abitibi et de Témiscamingue.

L'article 3 a pour but de permettre aux commissions scolaires de conclure des contrats d'une durée de cinq ans pour le transport des élèves.

L'article 4 permet au secrétaire-trésorier de convoquer lui-même des sessions spéciales des commissaires d'écoles. Seul le président peut actuellement le faire.

L'article 5 permet aux commissaires ou syndics d'écoles de changer de classe, d'école ou de fonction pédagogique, en tout temps durant l'année scolaire, un instituteur ou une institutrice, pourvu que son traitement ne soit pas réduit.

En vertu de l'article 6, il ne sera plus nécessaire d'inclure un dimanche dans le délai intermédiaire des avis spéciaux.

L'article 7 permet à toute commission scolaire de nommer un assistant secrétaire-trésorier avec les pouvoirs et devoirs du secrétaire-trésorier et exerçant ses fonctions sous la direction de ce dernier.

La motion est adoptée. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 26 sans l'amender.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**École polytechnique,
École des hautes études commerciales**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 15 concernant l'École polytechnique et l'École des hautes études commerciales de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet de loi, dit-il, se rapporte à deux écoles d'une importance vitale dans la période de développement intense que traverse la province de Québec. La principale de ces maisons de haut savoir est la Polytechnique. Les jeunes ont négligé pendant trop longtemps les carrières découlant du génie, mais, avec le développement phénoménal de la province, la situation a totalement changé. Les jeunes de notre province se dirigent de plus en plus vers les carrières de génie.

C'est grâce, dit-il, à la publicité de mon gouvernement que l'École polytechnique s'est trouvée trop petite pour accueillir les élèves. Le nombre d'étudiants à l'École polytechnique se situe présentement entre 1,200 et 1,300 élèves. Cette école, dont on fait l'éloge dans le monde entier, plus particulièrement aux États-Unis d'où viennent souvent des experts se renseigner sur place, a déjà la réputation d'être l'une des mieux organisées de toute l'Amérique du Nord.

Au dire d'une haute autorité dans le domaine de la technologie, le principal du Massachusetts Institute of Technology, l'École polytechnique de Montréal est l'une des plus progressives et des plus avancées en Amérique du Nord. La construction de cette école est commencée, et la loi a pour but de permettre au gouvernement de continuer les travaux, de déclarer la corporation de l'École polytechnique propriétaire de l'immeuble, sans toutefois lui donner le droit de la vendre ou de la céder à qui que ce soit. L'ancienne école, une fois désaffectée, deviendra la propriété de la province.

La deuxième partie du bill a trait à l'École des hautes études commerciales. Il existe présentement une école des hautes études, à Montréal. C'est une initiative heureuse et féconde du gouvernement de Sir Lomer Gouin¹⁶ pour aider les jeunes qui se destinent au commerce.

Ce fut une initiative féconde parce que pendant trop d'années, aussi, les jeunes se sont désintéressés du commerce. L'École des hautes études, a elle aussi accompli des progrès énormes en ces dernières années. Aujourd'hui, les cadres de l'école sont dépassés par l'affluence des élèves:

l'institution est devenue trop petite et le nombre des élèves atteint 1,000 ou 1,200.

La présente loi a pour effet d'autoriser le gouvernement à construire une nouvelle école qui appartiendra à la corporation de l'École des hautes études. Le site de la future école n'est pas encore décidé¹⁷. La construction débutera sans retard. Il se peut qu'elle s'élève sur le terrain actuel de l'Université de Montréal, ce qui serait particulièrement avantageux.

Le projet de loi accorde à la corporation de l'école le pouvoir de signer une entente avec l'Université de Montréal pour y construire l'immeuble sur le campus proprement dit, où se trouve déjà l'École polytechnique. Un bail a été signé avec cette institution pour grouper et coordonner l'enseignement universitaire avec l'université et l'École polytechnique. Ceci permet de diminuer les dépenses de l'université considérablement, parce que la nouvelle école assume une partie des frais de chauffage, d'entretien, etc. La loi dit aussi que l'ancienne école appartient au gouvernement.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): La question de l'École polytechnique n'est pas nouvelle, puisque la Chambre s'est déjà entendue sur des lois passées à cet effet. À une époque pas très éloignée, l'École polytechnique était considérée par les jeunes non pas avec mépris, mais comme une institution un peu inférieure aux autres. Il en était de même de l'École des hautes études.

Il (M. Lapalme) dit qu'au moment de son entrée dans la vie professionnelle, les jeunes préféraient étudier le droit ou la médecine. Il y avait beaucoup moins d'élèves dans ces écoles, dit-il, que dans d'autres facultés universitaires vers lesquelles on a dirigé, avec erreur, infiniment trop de nos jeunes. Aujourd'hui, la situation nouvelle a fait ouvrir les yeux à beaucoup de jeunes.

Si le gouvernement, dit-il, a fait de la publicité pour l'École polytechnique, j'ai personnellement, moi aussi, essayé de mieux faire connaître son rôle.

L'École polytechnique compte plus d'élèves, à l'heure actuelle, que les facultés de droit et de médecine réunies. L'École des hautes études commerciales, pour laquelle M. Édouard Montpetit¹⁸ a fait beaucoup, a accompli des progrès énormes. Dans le passé, nous avons parlé souvent de l'École polytechnique et de l'École des hautes études commerciales. Sans enlever leur mérite à ceux qui les ont fondées, nous les avons toujours favorisées, et il est évident que je suis en faveur.

Les étudiants à la Polytechnique sont rendus dans la nouvelle école, tandis que ceux des Hautes études commerciales sont dans l'école que nous connaissons. Il (M. Lapalme) ajoute qu'il se pose des questions, en deuxième lecture. S'agit-il de combler une différence dans le coût de construction de l'École polytechnique?

Il (M. Lapalme) promet de soulever une discussion sur la question financière au moment de l'adoption de la résolution. Le Parti libéral, dit-il, s'est toujours intéressé à ces institutions et il votera en faveur du bill.

La motion est adoptée. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 15 concernant l'École polytechnique et l'École des hautes études commerciales de Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que les sommes nécessaires à l'exécution de la loi qui accompagne la présente résolution soient prises à même les revenus provenant de la loi

assurant à la province les revenus nécessités par ses développements (2-3 Elizabeth II, chapitre 17, et ses amendements) et à même le fonds consolidé du revenu, dans les proportions respectives que déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil.

La construction de l'École polytechnique sur le campus de l'Université de Montréal sera terminée d'ici deux ou trois mois. À l'heure actuelle, les travaux de construction et d'aménagement ont coûté de \$11,000,000 à \$12,000,000; le coût total atteindra environ \$14,000,000, ce qui comprend tout. En outre, le budget de cette année prévoit un subside de \$1,200,000 pour le paiement du salaire des professeurs et pour l'entretien. Ce sont autant de choses dont certaines personnes devraient tenir compte quand elles parlent de subvention à l'université.

M. Parent (Hull) veut connaître le nom de l'entrepreneur qui a construit l'école et avoir certaines informations sur le contrat.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond que le contrat a été donné par la corporation de l'École polytechnique et qu'il a parfaitement confiance dans les gens qui en sont membres. Je ne voudrais pas, dit-il, mettre en doute leur honnêteté.

M. Parent (Hull): Il n'est pas question de la mettre en doute, mais les députés ont le droit de savoir comment on dépense l'argent de la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) réfère le député de Hull (M. Parent) aux *Comptes publics*.

Il y a plusieurs projets au sujet de l'utilisation des anciens locaux de l'École polytechnique, mais rien de décidé. Le gouvernement s'en servira pour centraliser autant que possible ses bureaux. Des services du gouvernement seront installés dans ces deux immeubles.

Il a d'abord été question que le ministère des Mines s'en serve pour y installer, entre autres choses, ses laboratoires de recherche. On songe à y installer la police provinciale. La censure du film s'y installera peut-être. D'autre part, le ministère de la Jeunesse, à la suite de l'expansion extraordinaire de l'enseignement spécialisé, a demandé lui aussi à prendre possession de l'immeuble. Le cas est à l'étude.

Quant à l'immeuble actuel de l'École des hautes études, il servira peut-être pour y loger certaines cours qui sont à l'étroit à Montréal.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) déclare qu'il est favorable à la construction de la nouvelle école sur le campus universitaire, pour permettre aux élèves de profiter du centre social et de la maison des étudiants. Il (M. Lapalme) demande également que ce soit dans le même style que les autres immeubles universitaires.

Il exprime sa dissidence sur la façon proposée par le gouvernement de se procurer les fonds nécessaires. Les résolutions ne mentionnent pas de montant, dit-il. La clause en question stipule que les sommes nécessaires pourront être prises à même le fonds de l'éducation et à même le fonds consolidé du revenu, dans les proportions respectives que décidera le gouvernement.

Il eût mieux valu que l'on stipule que ces sommes soient prises à même les deniers publics votés annuellement par la Législature.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) réplique qu'il n'a pas d'objection à mentionner dans le projet de loi un montant de \$30,000,000, payé entièrement par l'administration provinciale, pour les travaux d'édification des deux bâtisses de Polytechnique et des Hautes études commerciales. Ce montant comprendra également, dit-il, ce qui a déjà été payé par la province pour l'École polytechnique.

Un député de l'opposition reconnaît la nécessité de favoriser dans toute la mesure du possible les études supérieures en matière de commerce et de génie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'une des raisons pour lesquelles certains travaux ont coûté cher, sous les anciens régimes, c'est que le gouvernement voulait procéder année par année. Il est impossible d'accorder un contrat à des conditions avantageuses, si le gouvernement ne sait pas d'avance que l'argent nécessaire lui sera voté.

Jamais la province ne peut construire des édifices de cette importance en votant des montants annuellement. Il faut que le gouvernement puisse donner les contrats et être certain qu'il pourra payer les entrepreneurs. C'est ce que dit la clause.

M. Calipeault (Québec-Ouest): Le gouvernement peut faire la même chose qu'il fait lorsqu'il construit des hôpitaux, des ponts et des routes.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 15 concernant l'École polytechnique et l'École des hautes études commerciales de Montréal.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 15 concernant l'École polytechnique et l'École des hautes études commerciales de Montréal.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 15 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. *Journaux de l'Assemblée législative*, séance du 28 novembre, pages 61 et 62.

2. C'est-à-dire un compte rendu officiel des délibérations de la Chambre.

3. *Journaux de l'Assemblée législative*, séance du 28 novembre, pages 61 et 62.

4. *Le Nouvelliste* du 15 janvier 1959, à la page 11, indique que le débat fut vif.

5. M. Lapalme fêtait son 52^e anniversaire de naissance.

6. *The Montreal Daily Star* du 15 janvier 1959, à la page 25, commente ainsi les événements: "Il a fallu 30 secondes aux libéraux pour se rendre compte que les députés du gouvernement applaudissaient leur propre chef et pour se joindre au concert de pupitres."

7. En effet, Jean Lesage, un ancien ministre du gouvernement fédéral, a remporté en mai 1958 la course à la direction du Parti libéral du Québec. Il succédait à M. Lapalme qui exerçait cette fonction depuis mai 1950. En revanche, ce dernier a conservé son rôle de chef parlementaire de l'opposition, puisque M. Lesage, n'ayant pas été élu député à l'Assemblée législative, ne pouvait y siéger. Il faut aussi savoir que René Hamel, nommé chef adjoint en matière de stratégie, nous apprend *La Presse* du 21 novembre 1958, à la page 40, avait posé sa candidature à la direction du Parti libéral. Cependant, les suffrages penchèrent en faveur de M. Lesage.

8. *La Presse* du 15 janvier 1959, à la page 28, mentionne que des roses rouges avaient été déposées sur le pupitre de M. Lapalme "avant le début de la séance, mais elles étaient disparues, sur son ordre, comme les députés entraient pour siéger".

9. Cette locution se traduit ainsi: Je crains les Grecs, même quand ils font des offrandes [aux dieux].

10. *La Presse* du 15 janvier 1959, à la page 28, rapporte que M. Kirkland "a perdu son père, M. Otis Kirkland, ancien échevin de Ville Saint-Pierre, au cours du congé des Fêtes".

11. *Le Soleil* du 15 janvier 1959, à la page 39, affirme que M. Courcy reprenait "pour la première fois depuis quelques années la coutume des motions discutées par les députés, le mercredi".

12. M. Courcy avait déjà présenté une motion semblable lors de la séance du 5 décembre 1958.

13. Né en 1903, Douglass Harkness fut, entre autres, ministre (conservateur) de l'Agriculture de 1957 à 1960.

14. Les sources indiquent que c'est à ce moment que le député d'Abitibi-Ouest (M. Courcy) présente sa motion.

15. *La Presse* du 15 janvier 1959, à la page 28, indique que, pour la première fois depuis le début de la session parlementaire, deux députés indépendants, M. Rochon et M. Ross, ont appuyé l'opposition.

16. Lomer Gouin (1861-1929) fut premier ministre (libéral) du Québec de 1905 à 1920.

17. Version du *Montréal-Matin* du 15 janvier 1959, à la page 5. *L'Action catholique* du 15 janvier 1959, à la page 21, écrit plutôt: "On reconstruira sur la montagne, de façon à mieux coordonner l'enseignement universitaire et à réduire certaines dépenses."

18. Professeur d'université et administrateur, Édouard Monpetit (1881-1954) enseigna à l'École des hautes études commerciales de 1910 à 1939.

Séance du jeudi 15 janvier 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Charte de Laprairie

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose, appuyé par le représentant de L'Assomption (M. Chartrand), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de Laprairie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la ville de Laprairie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**Mutuelle générale
des commissions scolaires**

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (M. Laberge), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la commission scolaire de Rosemère et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de La Mutuelle générale des commissions scolaires, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la commission scolaire de Rosemère et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de La Mutuelle générale des commissions scolaires.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 202 pour valider le titre de Dominion Steel and Coal Corporation Limited sur certaines propriétés et pour valider certains accords faits par cette compagnie.

Projets de loi:

**Dominion Steel and
Coal Corporation Ltd.**

M. Ladouceur (Verchères) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 202 pour valider le titre de Dominion Steel and Coal Corporation Limited sur certaines propriétés et pour valider certains accords faits par cette compagnie.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 202 sans l'amender.

M. Ladouceur (Verchères) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Questions et réponses:

Maladie avicole "New Castle"

M. Courcy (Abitibi-Ouest): 1. Le gouvernement a-t-il accordé des indemnités, au cours de chacun des exercices financiers 1956-1957, 1957-1958, et pour la période du 1^{er} avril 1958 jusqu'au 15 décembre 1958, aux aviculteurs de la province dont les animaux de basse-cour ont été abattus par suite d'épidémie occasionnée par la maladie "New Castle"?

2. Dans l'affirmative, quels montants le gouvernement a-t-il ainsi payés en indemnités au cours de chacune des susdites années?

L'honorable M. Barré (Rouville): 1. Oui.

2. 1956-1957.....	\$ 15,223.44
1957-1958.....	\$ 246,565.91
Pour la période du 1 ^{er} avril 1958 jusqu'au 15 décembre 1958.....	\$ 95,419.68

Travaux de drainage

M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri): Quels sont les nom, prénom et adresse des personnes, sociétés d'entreprises, associations ou compagnies à qui ont été payées des sommes d'argent dont le paiement a été autorisé par le mandat spécial no 1, en date du 31 octobre 1958, au montant de \$1,215,000 relativement à des travaux de drainage entrepris par le ministère de l'Agriculture?

L'honorable M. Barré (Rouville): (Voir le tableau à la page suivante)

<i>Noms et prénoms</i>	<i>Adresses</i>
A.-W Construction	Sainte-Thérèse, Terrebonne
Baillargeon, Philippe	264, rue Champlain, Saint-Jean
Baillargeon, P. Ltée	24, rue Montcalm, Iberville
Beaudoyin, P.-E.	407, 3 ^{ème} avenue, Québec
Belle Construction Ltée	304, des Ormes, Isle-Maligne, Lac-Saint-Jean-Est
Blanchet, Noël Ltée	Malartic, Abitibi-Est
Bouchard, Arthur	Sainte-Claire, Dorchester
Casaubon, Napoléon	Saint-Édouard, Maskinongé
Choinière, Joseph	R. R. 4, Roxton Pond, Shefford
Cie de Sable & Gravier Monette Ltée	2190 Blvd Gouin-Est, Montréal
Cloutier, Jean-Paul	Saint-Paul, Montmagny
Construction Saint-Paul Inc.	Saint-Paul d'Abbotsford, Rouville
Constructions du Saint-Laurent Ltée (Les)	Villeneuve, Beauport-Est, Québec
Cormier Ltée	Victoriaville, Arthabaska
Drainage Saint-Marie Inc.	Centre Industriel No 5, Saint-Malo, Québec
Drainages de Labelle Inc. (Les)	Mont-Laurier, Labelle
Dutil, Hervé	Saint-Georges-Ouest, Beauce
Entreprises Marci & Frères Inc. (Les)	Saint-Chrysostome, Châteauguay
Gagnon Construction Co. Ltd.	Acton Vale, Bagot
Gagnon, Cyprien Ltée	183 Blvd Bernard, Drummondville
Gatineau Excavation Co. Ltd.	Maniwaki, Gatineau
Grenier, William	Mont-Laurier, Labelle
Laurin, Adonias	Saint-Jacques, Montcalm
Mégantic Construction Inc	Lac Mégantic, Frontenac
Morin Henri,	Ville Saint-Georges-Est, Beauce
Nadeau & Frères Ltée	Dosquet, Lotbinière
O'Connell, H.-J. Ltd.	606 Cathcart, Montréal
Proulx, Bernard	Nicolet, P. Q.
Proulx, Bernard Inc.	Nicolet, P. Q.
Rheault & Frères Ltée	260 rue Notre-Dame, Sainte-Tite, Laviolette
Rigaud Construction Ltée	Rigaud, Vaudreuil
Roy & Trottier Inc.	La Baie, Yamaska
Séguin, Jean-Marc	Rigaud, Vaudreuil
Service d'Améliorations des Fermes Inc. (Les)	Saint-Henri-de-Lévis, Lévis
Sicotte, Armand & Fils Ltée	950 Est, rue Sherbrooke, Montréal
Saint-Cyr, Jean-Paul	83 rue Octave, Victoriaville, Arthabaska
Sainte-Marie, André Inc.	770 Blvd des Chûtes, Beauport-Est, Québec
Turnbull, Georges	Lavaltrie, Berthier

Projets de loi:**Commission scolaire
de Lachine**

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 137 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le comité se lève sans faire rapport.

Laprairie Protestant Cemetery

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 199 relatif à The Laprairie Protestant Cemetery soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Association des médecins
de langue française du Canada**

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 219 modifiant la loi concernant l'Association des médecins de langue française du Canada soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Notre-Dame-
de-l'Île-Perrot**

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 235 concernant la paroisse de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Propriété
de Wilfrid Simoneau**

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 267 relatif au titre de propriété de Wilfrid Simoneau aux lots 163-691 et 163-739 du cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Chambly

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 159 concernant la ville de Chambly soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Sherbrooke

M. Gérin (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 181 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Roxboro

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 192 modifiant la

charte de la ville de Roxboro soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Saint-Lambert

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 197 modifiant la charte de la cité de Saint-Lambert soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Sorel

M. Gagné (Richelieu) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 233 modifiant la charte de la cité de Sorel soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Fort-Chambly

M. Gagné (Richelieu) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 240 modifiant la charte de la ville de Fort-Chambly soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Greenfield Park

M. Gagné (Richelieu) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 250 modifiant la charte de la ville de Greenfield Park soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Granby

M. Russell (Shefford) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 264 modifiant la charte de la cité de Granby soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Waterloo

M. Guillemette (Frontenac) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 265 concernant la ville de Waterloo soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de L'Abord-à-Plouffe

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 269 modifiant la charte de la ville de L'Abord-à-Plouffe soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Robert Archambault

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 275 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Robert Archambault au nombre de ses membres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

École d'agriculture à Oka

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 27 autorisant l'établissement d'une nouvelle école d'agriculture à Oka soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) rend hommage à l'œuvre des pères Trappistes, et en général des professeurs de l'enseignement agricole, et interroge le premier ministre et les membres du gouvernement sur leurs intentions à ce sujet.

Les Trappistes n'abandonnent-ils pas leur enseignement agricole à cause de la révolution qui se produit en agriculture? Une question se pose, à savoir si l'enseignement supérieur agricole et l'enseignement agronomique peuvent encore, en face de changements modernes, être dispensés dans des institutions isolées. La Coopérative fédérée et la Corporation des agronomes sont d'avis contraire. Devant les changements majeurs que subit l'agriculture québécoise de nos jours, la Corporation des agronomes du Québec, après une étude de la situation, en est venue, en effet, à la conclusion que l'enseignement agronomique ne peut plus se dispenser en dehors du milieu universitaire, du campus universitaire. L'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) et la Coopérative fédérée du Québec ont exprimé des opinions semblables.

À cause de cela, le gouvernement a devant lui un problème qui exige une solution immédiate. Le

Québec, poursuit-il, a un urgent besoin de techniciens agricoles et d'agronomes encore mieux préparés, pour que l'agriculture puisse faire face à la situation causée par la mécanisation et l'industrialisation. Mais le gouvernement traite les agronomes et les cultivateurs en parents pauvres, en citoyens de second ordre, voire même en commissionnaires.

D'après l'U.C.C. et la Coopérative fédérée, dont on ne peut ignorer l'importance et les qualifications, l'enseignement post-gradué et la recherche agricole sont impossibles en dehors de l'université. L'enseignement agronomique, à cause de cela, relève de l'université.

Pourquoi cet enseignement ne serait-il pas groupé autour de l'Université de Montréal, ce qui éviterait d'envoyer nos agronomes parfaire leurs études supérieures dans d'autres provinces ou dans les grandes écoles américaines? Malheureusement, l'installation d'une école nouvelle à Oka ne résout pas le problème qui se pose et ne répond pas aux nouveaux besoins de l'agriculture qui a recours de plus en plus à des méthodes scientifiques, car le gouvernement semble vouloir s'en tenir au *statu quo*. En ce sens, le projet du gouvernement laisse perplexes les agronomes du Québec.

Il fait l'historique de l'enseignement agricole dans la province depuis 1832, quand Joseph-François Perreault a fondé la ferme modèle près de Québec.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qu'est-ce que ça peut faire pour l'adoption du bill en deuxième lecture que Joseph-François Perreault ait fondé une ferme modèle en 1832?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre à l'encontre de cette manière de discuter qui n'est pas pertinente, alors qu'il s'agit de la deuxième lecture du bill et que le débat ne doit porter que sur le principe et la valeur intrinsèque du bill. Que l'on s'en tienne au bill lui-même, dont l'objet n'est pas l'enseignement agricole dans la province, mais seulement la construction d'une nouvelle école à Oka.

Les députés de l'opposition protestent.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) s'oppose à ce point de vue du chef du gouvernement en se basant sur l'un des "attendus" du projet de loi qui dit "qu'il est conforme aux meilleurs intérêts de la province de faciliter et de favoriser l'enseignement agricole".

M. Hamel (Saint-Maurice) opine dans le même sens. Le premier ministre a-t-il peur qu'on lui dise que quelque chose a été accompli avant le présent gouvernement au profit de l'agriculture?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai peur de personne, encore moins de l'opposition actuelle.

M. Galipeault (Québec-Ouest) soutient le point de vue du chef de l'opposition.

Décisions de l'Orateur:

Restriction du débat en deuxième lecture

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, invite le représentant d'Abitibi-Ouest (M. Courcy) à s'en tenir au principe du bill. Ce n'est pas, dit-il, le moment de faire l'historique de l'enseignement agricole, lequel n'a aucun rapport avec le principe du bill. Se basant sur les dispositions de l'article 556 du Règlement, il maintient le point d'ordre soulevé par l'honorable premier ministre et déclare que seul le principe mis en jeu par le projet de loi peut être discuté. Ce n'est pas, ajoute-t-il, en remontant à 1832 qu'on arrivera à faire le point sur la situation de l'enseignement agricole.

(Les députés de l'opposition protestent)

M. Lapalme (Montréal-Outremont) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bohémier, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Couturier (Gaspé-Nord), Cusseau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Poirier, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 62.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, 17.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue¹.

Le débat se poursuit.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Pourquoi ne permettrait-on pas que l'enseignement agronomique soit diffusé à l'ombre des universités? L'École polytechnique et l'École des hautes études commerciales ne sont-elles pas regroupées près de l'Université de Montréal? Et n'enseigne-t-on pas le commerce sous l'égide de l'Université Laval? Dès que les pères Trappistes eurent décidé, en 1957, d'abandonner la direction de leur Institut agricole d'Oka, la Corporation des agronomes a immédiatement formé un comité interprofessionnel pour étudier toute la question de l'enseignement agronomique dans la province.

Les commissions Tremblay et Héon ont fait ressortir la nécessité d'un enseignement agricole basé sur la recherche et capable de constituer véritablement le cerveau de notre agriculture. Elles ont démontré l'importance de développer dans notre province un enseignement agronomique vraiment conforme aux besoins de l'heure, appuyé sur la recherche et auréolé du prestige universitaire.

Actuellement, l'enseignement agronomique dans le Québec n'est pas au niveau de celui des autres disciplines. La fermeture prochaine de l'école d'Oka nous fournit justement une excellente occasion de réorganiser tout notre enseignement agricole sur des bases nouvelles.

En cette ère de révolution industrielle et scientifique, nous ne pouvons plus nous permettre de rester tributaires de l'étranger, en ce qui concerne la science agronomique, laquelle doit être basée sur la recherche. Nous avons un climat et des besoins qui nous sont particuliers; nos étudiants ne devraient pas être obligés d'aller se perfectionner dans les autres provinces pour compléter ailleurs leurs connaissances agricoles.

L'enseignement agricole ne peut être donné efficacement dans des écoles isolées. En France, il y a une école d'agriculture; aux États-Unis, toutes les écoles sont rattachées aux universités. Puisque les pères Trappistes désirent se consacrer à d'autres tâches, l'occasion est excellente d'amorcer cette réforme nécessaire et de grouper tout notre enseignement agronomique autour de l'université.

Les projets du gouvernement de l'Union nationale ont rendu perplexes les spécialistes agricoles. Le gouvernement ignore les recommandations des experts qui suggèrent une complète réorganisation de notre enseignement agronomique supérieur au Québec. Selon l'opinion de l'U.C.C. et de la Coopérative fédérée des agronomes, rappelle-t-il, cet enseignement devrait être dispensé à l'ombre de nos universités hors desquelles la recherche est impossible.

Pourquoi, avant de construire une nouvelle école, le gouvernement ne consulte-t-il pas l'U.C.C., la Coopérative fédérée et spécialement les agronomes, puisque ce sont eux qui connaissent le mieux les problèmes et qui désirent le plus ardemment l'avancement de leur profession?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député d'Abitibi-Ouest a commencé par dire qu'il ne voulait pas faire de la politique avec cette question et son discours était farci de considérations partisans.

Il a dit que l'agriculture était traitée en parent pauvre dans le Québec. C'est une affirmation que je ne prendrai pas la peine de réfuter, car elle est de toute évidence contraire aux faits. D'ailleurs, les cultivateurs ont répondu eux-mêmes à cette question.

La situation est bien simple. Les pères Trappistes ont mérité l'admiration de la province pour le dévouement à la cause de l'enseignement. Ils se sont dévoués pendant des années pour maintenir un institut agricole et une école de médecine vétérinaire.

Ils ont abandonné cette dernière. Il y a quelques mois, ils nous ont dit qu'ils n'étaient plus en état de continuer et ont demandé au gouvernement de les libérer de cette charge, parce qu'ils veulent consacrer tout leur temps au service de leur communauté. C'était une demande légitime et raisonnable, que le gouvernement a accueillie comme telle et avec sympathie.

D'autre part, le député d'Abitibi-Ouest (M. Courcy) a souligné avec raison l'importance de l'agronomie. Il a fait une longue dissertation sur l'enseignement agricole et sur les agronomes. S'il y a un gouvernement qui respecte et admire les agronomes, c'est bien le gouvernement actuel. Nous l'avons prouvé en nommant un agronome comme sous-ministre de l'Agriculture et un autre sous-ministre comme adjoint parlementaire à la Colonisation. Le gouvernement actuel a reconnu cette importance, puisqu'il a aussi augmenté les salaires des agronomes dans une proportion de 40 %.

Il est temps de fournir à la région de nouvelles installations. Il faut donc faire face à la situation. L'école d'Oka va fermer ses portes si le gouvernement ne construit pas. C'est le problème à résoudre. Allons-nous priver la région des bienfaits d'une école d'agriculture dont elle a besoin et qui a rendu des services insurpassables? On ne peut se passer des services de tout un personnel enseignant établi là, qui a consacré une partie de sa vie à cette institution.

Notre projet de loi ne ferme pas la porte, loin de là, à d'autres initiatives. Il ne veut pas dire qu'il n'y aura pas d'autres améliorations, si elles s'imposent. Le gouvernement est toujours anxieux de recevoir les suggestions constructives qu'il étudie à la lumière des besoins et des possibilités de l'heure. Nous avons plus que quadruplé le nombre des écoles d'agriculture dans la province de Québec. Nous en avons établi dans presque toutes les régions. Allons-nous fermer l'école d'agriculture de Sainte-Anne de la Pocatière comme le voudrait le député de l'Abitibi? Je dis non! Allons-nous fermer les écoles d'agriculture de Chicoutimi, de Ville-Marie, d'Amos, de Sainte-Croix, de Nicolet, de Sherbrooke que nous avons établies? Jamais! Et les autres non plus. Les gens du Bas-du-Fleuve ont le droit d'être traités avec justice. La région d'Oka, comme les autres, doit conserver le bénéfice d'un système d'enseignement qui fait beaucoup de bien. C'est pourquoi nous voulons lui donner les avantages d'une école pour remplacer celle que les pères Trappistes ne peuvent plus maintenir. Si l'opposition est contre, qu'elle prenne la responsabilité de voter contre la mesure.

Quant aux agronomes, il est injuste d'insinuer qu'ils ont besoin de plus d'instruction. Nos agronomes sont, au contraire, parmi les meilleurs au Canada. Nous avons un système d'enseignement agricole qui n'est surpassé dans aucune autre province et qui répond aux besoins de la situation, bien qu'il soit opportun de compléter l'ouvrage au fur et à mesure des possibilités.

Je suis contre la centralisation dans ce domaine-là comme dans les autres, et c'est la politique du gouvernement de l'Union nationale de construire des écoles d'agriculture régionales partout dans la province. Plusieurs de ces écoles ont déjà été construites, et la nouvelle école d'Oka, qui remplacera celle qui vient de fermer ses portes, poursuivra cette politique. Cette manie qu'on a de vouloir tout centraliser est contraire aux meilleurs intérêts de l'agriculture, car chaque région a des besoins particuliers. Il faut, au contraire, rendre le plus accessible que cela se peut nos écoles d'agriculture.

Enfin, le gouvernement sera heureux de recevoir prochainement une délégation d'agronomes favorables à une réorganisation de l'enseignement agricole. Ils nous parleront probablement de leurs recommandations qui se rapprochent peut-être de celle du député d'Abitibi-Ouest. Nous étudierons leurs suggestions. Nous verrons plus tard, en temps et lieu, les réformes qui pourront s'imposer. Pour le moment, nous avons dans le bill actuel un projet défini qui répond aux besoins d'Oka et de l'agriculture. Le bill prévoit que la direction, la surveillance et l'administration de la nouvelle école qui sera construite relèveront du ministre de l'Agriculture, mais que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre à conclure des ententes avec toute personne, société ou corporation pour leur confier la direction de l'école.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): À la suite des questions posées par le représentant d'Abitibi-Ouest, l'opposition était en droit de s'attendre à des réponses pertinentes au lieu du discours passionné qu'a prononcé le chef du gouvernement, avec comme résultat que la question la plus importante a été laissée de côté. Le premier ministre est resté dans les généralités. Il s'agit de savoir ce que le gouvernement entend faire pour participer au grand mouvement canadien de réorganisation de l'enseignement agronomique. Nous n'avons jamais préconisé la fermeture d'aucune école et le problème du site n'est pas en cause.

Les députés qui ne sont ni agronomes ni cultivateurs ont le devoir de se renseigner, quand une question comme celle qu'a provoquée le bill est soulevée. Il y a, dans la députation libérale, un agronome, le député d'Abitibi-Ouest, et je lui ai demandé de s'occuper de cette question.

Le représentant d'Abitibi-Ouest (M. Courcy) a déclaré que la Corporation des agronomes s'inquiète de la situation de notre enseignement agricole, et il a demandé au gouvernement s'il a consulté des experts avant de prendre une décision. Le premier ministre a répondu par des considérations partisans qu'il a résumées en déclarant qu'il s'agissait de savoir si on allait priver le comté de Deux-Montagnes de son école. Ce n'est pas cela qui est en jeu, mais la question des études agronomiques et autres, dans ce domaine agricole. L'opposition n'a pas d'objection au site, si on établit clairement qu'il doit être là. Mais pourquoi à Oka en particulier? L'opposition est en faveur du principe de la mesure, mais aimerait connaître l'opinion de spécialistes en agriculture à ce sujet.

Le représentant d'Abitibi-Ouest (M. Courcy) a référé aux recommandations des commissions Tremblay et Héon sur la question de l'enseignement agricole. À la suite de ces recommandations basées sur des opinions expertes, les députés ont le droit de réfléchir en Chambre sur les problèmes agricoles, s'ils veulent faire leur devoir. Il n'a jamais été question de fermer les écoles de Sainte-Anne-de-la-Pocatière ou de Saint-Hyacinthe.

Le premier ministre a annoncé qu'il va recevoir bientôt une délégation de la Corporation des agronomes. On aurait mieux aimé que cette délégation vienne au Parlement avant cette loi, plutôt qu'après. Qu'est-ce que le gouvernement a l'intention de faire pour participer au grand mouvement canadien de réorganisation de l'enseignement agronomique et agricole supérieur?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le chef de l'opposition n'a pas besoin de s'étonner du ton passionné du discours du premier ministre. C'est compréhensible. Le député d'Abitibi-Ouest (M. Courcy) avait promis de tenir le débat au-dessus de la petite politique partisane, mais il a vite oublié sa promesse. Entre autres amabilités, il a déclaré que le gouvernement traitait les agriculteurs et les agronomes en parents pauvres, qu'il devrait cesser de considérer les agronomes comme des commissionnaires. C'est sa façon à lui de ne pas faire de politique. Il ne faut donc pas se surprendre que le premier ministre ait élevé quelque peu la voix en lui répondant.

Le chef de l'opposition a déclaré que le premier ministre a passé à côté de la question. Nous ne parlons pas de la même chose, le gouvernement et l'opposition. L'objectif de cette loi, le point important de cette législation est de fournir à Oka une nouvelle école d'agriculture d'ici à 1960, quand les pères Trappistes laisseront leurs fonctions d'enseignement.

Nous avons trois écoles supérieures d'agriculture, dont deux de langue française, celle d'Oka et celle de Sainte-Anne. Le but de cette loi, c'est de remplacer l'école agronomique que les pères Trappistes, à la demande de leur supérieur général, veulent abandonner pour se consacrer exclusivement à leurs œuvres. Déjà, le gouvernement a dû reprendre l'école vétérinaire qu'ils avaient.

Nous sommes en janvier 1959, et la date limite pour remplacer l'école dirigée actuellement par les Trappistes est septembre 1960. Il faut une solution de continuité, dans l'enseignement, et nous devons nous préparer pour recevoir les élèves en

septembre 1960. Quand on aura paré au plus urgent, l'administration provinciale pourra recevoir ceux qui ont des projets pour la réorganisation de l'enseignement dans la province. Il nous faut dès maintenant préparer les plans d'une nouvelle école et la construire, de façon à ce que les cours se continuent en septembre 1960. Voilà la raison du projet de loi. Il n'y a aucune contradiction dans cette mesure avec le désir de certaines personnes de pousser l'enseignement agricole à un niveau plus élevé.

On dit: "Pourquoi Oka?" Je pourrais bien répondre tout de suite: "Pourquoi ailleurs? Il n'y a rien qui nous démontre que cette école ne sera pas à sa place à Oka. Le premier ministre a dit lui-même que le projet de loi ne ferme pas la porte à d'autres initiatives. Il me semble que cette déclaration est rassurante pour l'avenir.

Le premier ministre va recevoir ceux qui ont des projets pour la réorganisation de l'enseignement agricole dans la province de Québec. En attendant, nous devons faire des projets, puisqu'il faut absolument une école pour le mois de septembre 1960, et elle sera construite à Oka où se trouvait déjà celle que les pères Trappistes abandonnent.

La motion est mise aux voix et la Chambre l'adopte à l'unanimité. Le bill 27 est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité. Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 27 autorisant l'établissement d'une nouvelle école d'agriculture à Oka.

L'honorable M. Barré (Rouville) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Barré (Rouville) propose: Que le coût d'acquisition des immeubles et droits réels, de la construction, de l'organisation et de l'ameublement des immeubles destinés à l'établissement et à la mise en marche de l'école d'agriculture mentionnée dans la loi qui accompagne la présente résolution, soit payé à même le fonds consolidé du revenu et que toutes autres dépenses résultant de l'exécution de ladite loi soient payées à même les deniers votés annuellement à ces fins par la Législature, sauf les dépenses de l'année fiscale 1959-1960, qui seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

Un député demande où sera située l'école.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La région d'Oka est reconnue comme un centre d'enseignement agricole. Nous ne pouvons mentionner l'endroit exact où sera située l'école, afin de ne pas faire monter les prix.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande que toutes les sommes à dépenser soient placées dans le budget.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que cette résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 27 autorisant l'établissement d'une nouvelle école d'agriculture à Oka.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 27 autorisant l'établissement d'une nouvelle école d'agriculture à Oka.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 27 sans l'amender.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois. Adopté à l'unanimité.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1959-1960

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Lafrance (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot "que" par les suivants:

"cette Chambre, tout en étant prête à voter à Sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, regrette que le gouvernement n'ait annoncé aucune mesure législative en vue d'établir un code réglementant l'utilisation du gaz naturel dans la province de Québec, de façon à assurer plus de sécurité à la population".

Chaque année, on déplore des centaines de mortalités par les accidents de la route, les accidents de travail et les incendies. Une bonne partie de ces tragédies sont attribuables à la négligence.

Plusieurs tragédies ont été causées récemment par le gaz naturel et d'autres sortes de gaz domestiques. Il rappelle les tragédies récentes survenues à Montréal et à l'extérieur de la province, où le gaz naturel semble avoir été en cause dans la perte de vies humaines.

Dans le Québec, dit-il, il est urgent d'assurer la sécurité de la population, parce que le gaz naturel est quelque chose de nouveau et, généralement, on n'est pas encore assez familier avec l'emploi du gaz naturel, du gaz propane et du gaz fabriqué avec du charbon. Je crois qu'il est vrai de dire que le public a peur du gaz naturel. Devant de telles tragédies, le gouvernement ne doit pas hésiter à agir. Il faut protéger le public, qui est justement inquiet.

En Ontario, on a pris les mesures nécessaires pour empêcher la répétition des tragédies. Je suis surpris que le gouvernement de Québec n'ait pas encore légiféré pour donner un tel code de sécurité. On exige un permis des électriciens et des plombiers, alors que le premier venu peut se présenter pour installer le gaz naturel.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) appuie la motion du représentant de Richmond (M. Lafrance). Il cite quelques articles de journaux rapportant des opinions de personnes autorisées sur les causes principales des explosions: la propriété du gaz naturel qui est plus sec que le gaz usiné, et le mauvais état, dans bien des cas, des conduits de gaz. Le gouvernement de l'Ontario, rappelle-t-il, a fait préparer un code pour réglementer les installations et la distribution du gaz. Je regrette, dit-il, que le gouvernement n'ait pas annoncé de mesures législatives, en vertu d'établir un code réglementant l'utilisation du gaz naturel dans la province de Québec. Huit mois et plus après la multiplication des usagers de gaz naturel, il est grand temps que le gouvernement provincial fasse quelque chose pour assurer la sécurité du public en ce domaine, afin d'éviter que d'autres explosions ne se produisent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il faut d'abord apprécier comme il convient la motion devant la Chambre, savoir sa signification et la conclusion qu'elle comporte. Je me demande si le proposeur et le secondeur connaissent ou non la portée de la motion. S'ils ne le savent pas, la conclusion s'impose tout de suite; s'ils le savent, ils ont tous deux pris une attitude regrettable. C'est une motion de non-confiance dans le gouvernement et c'est élémentaire pour quiconque connaît la procédure. Parce que l'opposition a fait enlever tous les mots après le mot "que" pour les remplacer par ceux réclamant une législation sur le gaz naturel, son adoption par l'Assemblée signifierait que le comité des subsides ne pourra pas siéger, qu'on ne pourra pas voter les crédits mis à la disposition de la population.

L'opposition fait de la petite politique avec la question de la distribution du gaz naturel. La sécurité publique est une affaire qui est bien au-dessus de toute partisanerie politique. En lisant les termes de la motion, on se demande si ce n'est pas l'opposition qui va maintenant proposer le programme législatif de la Chambre. Et, comme il s'agit d'une motion de non-confiance, l'opposition ne peut demander au gouvernement de se blâmer lui-même quand la population, à maintes reprises, lui a manifesté sa confiance. Cet amendement, en outre d'être un amendement de politique partisane, ne reflète pas la vérité.

Le gaz naturel représente une force double de celle du gaz artificiel, de sorte qu'il faut l'utiliser avec plus de prudence. Tout le monde doit le savoir, car des avis publics ont été donnés à ce sujet. Si nous regardons le nombre des usagers du gaz naturel et le nombre d'explosions survenues, on en vient à la

conclusion que la proportion des accidents est minime. Mais ce n'est pas une raison, évidemment, pour ne pas prendre les mesures qui sont à la portée du gouvernement. La province de Québec possède déjà, dans ses Statuts, des règlements qui doivent être suivis dans la manutention des produits dangereux comme le gaz. Des codes de sécurité sont actuellement en vigueur dans d'autres services d'utilité publique, comme l'électricité, et il y aurait sûrement bien des choses qu'on pourrait y emprunter. Mais la question de la distribution et de l'utilisation du gaz naturel est relativement nouvelle au Québec et présente des problèmes différents.

Le gaz artificiel, le gaz naturel et d'autres sont essentiellement des facteurs de danger comme l'électricité. S'il y a eu des tragédies, il faut admettre que le nombre en a été heureusement assez réduit. Mais, d'autre part, toute tragédie reste déplorable et tout doit être mis en œuvre pour éviter que des choses semblables se produisent. À l'heure actuelle, la province de Québec est sans doute celle où l'on a le plus de protection au Canada. Mais ce n'est pas suffisant, et c'est pourquoi nous allons faire davantage. Pour la sécurité des usagers du gaz naturel, les compagnies qui vendent du gaz ont été averties de prendre les mesures nécessaires pour protéger leurs clients contre tous les dangers que peuvent causer l'utilisation et la distribution de ce combustible moderne. Et, par surcroît de précaution, le gouvernement prépare une loi qui sera soumise aux Chambres.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Quelles mesures?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il faut d'abord prendre des précautions. La manutention soigneuse des appareils de gaz naturel est nécessaire. Comparée au nombre des usagers, la fréquence des accidents est peu élevée. N'importe quelle réglementation n'a pas d'effet si on n'est pas prudent. Il n'y a rien à faire pour empêcher la négligence. Par contre, il faut que les compagnies coopèrent pour assurer la sécurité du public. C'est ce qui a été fait et c'est ce que nous allons continuer de faire.

Des compagnies de gaz ont entamé des pourparlers avec des municipalités, dans le but d'obtenir une franchise pour distribuer le gaz naturel. Aucune charte n'a encore été accordée. Le travail et les efforts du gouvernement sont, ajoute-t-il, surtout dirigés du côté où il y a le plus d'usagers du gaz naturel, c'est-à-dire Montréal et la région métropolitaine, qui est présentement la seule région de la province où l'on distribue le gaz naturel.

Je regrette, dit-il, qu'on ait voulu faire de la politique avec une question comme celle-là. Nous ne sommes pas prêts à voter une motion de non-confiance au gouvernement qui a été élu, réélu et qui va encore être réélu, longtemps après qu'on aura oublié l'opposition et certains membres qui la composent actuellement. Nous allons, quant à nous, continuer à assurer la protection des usagers du gaz naturel, de l'électricité et de n'importe quel autre produit nécessaire au progrès de la province.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre a fait du patinage de haute fantaisie. D'ailleurs, il n'a pu le faire sans rire lui-même. On a dit que ce gaz avait un grand avenir. C'est sans doute vrai, mais actuellement il n'existe pas de code de sécurité. Pour autant que je sache, il n'y a pas encore eu d'instructions données par le gouvernement aux usagers du gaz naturel sur les précautions à prendre contre les dangers qu'il présente. La motion de non-confiance tente d'attirer l'attention sur ce fait. Une motion comme celle-là est la façon traditionnelle de soulever une question d'intérêt public, du côté de l'opposition.

Le premier ministre aurait pu trouver le principe de la suggestion acceptable, la chose s'est déjà faite de la part d'autres premiers ministres, tout en expliquant qu'il devait voter contre, parce qu'il s'agissait d'une question de confiance. De l'autre côté de la Chambre, on ne semble pas lire suffisamment l'histoire des institutions parlementaires britanniques. Si ces gens les lisaient, ils auraient dû démissionner au moins deux fois.

(À ce moment, le premier ministre est à lire son journal)

Le premier ministre est-il à prendre connaissance des cotes la Corporation du gaz naturel du Québec?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond qu'il ne s'intéresse sûrement pas aux cotes du chef de l'opposition².

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Antérieurement, j'ai incité le gouvernement à faire quelque chose et rapidement. Je crois qu'il est exact de dire qu'il y a une peur générale du gaz naturel. Personnellement, chez moi, j'en ai toujours eu peur.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pourtant pas ce qui vous a fait sauter.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Non, mais c'est ce qui va faire sauter le gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est une remarque de "saut".

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il me semble que le premier ministre devrait donner l'exemple d'un meilleur langage en cette Chambre. À cause des inventions modernes, le devoir de l'autorité de protéger les personnes et la propriété est devenu plus impérieux que jamais. La population du Québec, qui utilise le gaz naturel, est dans l'inquiétude à la suite des tragédies qui se sont produites. Ce gaz est très dangereux; il n'a pas d'odeur et il exige une meilleure tuyauterie que le gaz artificiel. Le gaz naturel est certes appelé à jouer un grand rôle dans le domaine du chauffage et dans le domaine industriel, mais il est un gaz dangereux, et l'autorité a la responsabilité de prendre les mesures qui s'imposent pour protéger le public. Il est anormal qu'on exige un permis des électriciens et des plombiers, alors que le premier venu peut se présenter pour installer un système de gaz naturel.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) cite son cas personnel pour dire que la Corporation de gaz naturel a pris, chez lui, les précautions qui s'imposaient, et, vu l'annonce d'une législation prochaine par le premier ministre, il ne voit plus, dit-il, l'utilité de la motion du représentant de Richmond (M. Lafrance).

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) réclame des mesures spéciales et parle de la nécessité d'un programme d'éducation de la population. L'éducation publique sur la façon de se servir des appareils qui fonctionnent au gaz naturel, dit-il, est probablement la réponse à l'élimination de la crainte qui existe incontestablement chez le public. En effet, je crois qu'il est exact de dire que les gens ont peur du gaz naturel.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 15.

Contre: MM. Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bohémier, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge,

Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Poirier, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 61³.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte et se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Publicité éducative (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

L'étude de la résolution est suspendue.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, au cours de la présente séance, se forme de nouveau en comité des subsides.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Subsides:

Budget des dépenses 1959-1960

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Le comité poursuit l'étude de la résolution présentée précédemment par l'honorable M. Bourque (Sherbrooke), proposant:

1. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Publicité éducative (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il existe une tendance, dans les municipalités de la province de Québec, à évaluer la propriété au-dessous de la valeur réelle des propriétés, et cette basse évaluation nuit au crédit provincial et municipal. L'évaluation, précise-t-il, est parfois un dixième, parfois un tiers de sa valeur réelle.

En 1950, des incendies qui avaient pris des proportions désastreuses avaient détruit une partie des municipalités de Rimouski et Cabano. Pour dédommager les propriétaires de la perte de leur propriété, il a été nécessaire de multiplier l'indice de l'évaluation municipale par trois à Rimouski et par six à Cabano.

À Saint-Urbain, dans le comté de Charlevoix, un incendie identique a détruit un grand nombre de demeures, et à cet endroit, on a constaté que l'évaluation de la propriété était un quatorzième de la valeur réelle des propriétés détruites.

Ce qui incite les municipalités à fixer ainsi arbitrairement le pourcentage d'évaluation par rapport à la valeur réelle, c'est que chaque village ne veut payer plus que le village voisin au chapitre des taxes cantonales. On croit couramment, dit-il, dans les paroisses rurales, que, si une municipalité a un taux plus élevé d'évaluation, elle paiera des redevances plus fortes au conseil de comté, pour compenser pour des municipalités jouissant d'une évaluation moindre.

Le problème est difficile à résoudre parce qu'il y a de nombreuses opinions à ce sujet.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq

mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyages (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Codification des lois municipales (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):

La province de Québec aura un nouveau Code municipal mis à date par la Commission qui travaille à cette tâche depuis plusieurs années.

M. Dionne (Rimouski)⁴: Le ministre croit-il que la codification sera terminée prochainement?

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):

Oui, et les codificateurs sont à la veille de faire leur rapport final. La codification des lois municipales, commencée il y a une dizaine d'années, sera terminée bientôt, et le rapport final des commissaires sera probablement déposé en Chambre d'ici quelques semaines. Au cours de la présente session, le texte du nouveau Code sera d'abord soumis au comité parlementaire des affaires municipales, puis il reviendra devant la Chambre qui se prononcera en dernière analyse sur les modifications proposées. Mais il est peu probable que le Code puisse être adopté définitivement à la présente session.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est un travail qui s'est étendu sur une période de plus de 10 ans, excessivement compliqué, qui demande beaucoup de compétence et de soin. Les lois municipales constituaient un fouillis de textes contradictoires où les avocats pouvaient trouver des arguments pour n'importe quelle cause. Nous avons presque fini le travail. Un exemplaire du Code nouveau sera déposé en Chambre avant la fin de la session et, si on en a le temps, le document sera soumis pour étude et approbation au comité des affaires municipales de l'Assemblée législative. Ces derniers décideront si les articles doivent être amendés ou adoptés tels quels.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):

J'ai promis au représentant de Westmount-Saint-

Georges (M. Hyde) qu'un exemplaire du Code sera remis à chaque député pour qu'il puisse faire des suggestions, s'il y a lieu.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il devrait être soumis au moins à une majorité de gens, un groupe de jeunes avocats et notaires s'y connaissant en fait de lois municipales. On parle de quelques semaines. Pourrait-on être plus précis? Est-ce que ce sera fait avant le 1^{er} mars?

Un député: Avant cela!

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Est-ce qu'il s'agira d'un travail définitif, complet en soi, ou est-ce qu'on va placer le nouveau texte à côté de l'ancien?

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Le texte sera complet en soi, mais il y aura une annexe qui indiquera quels articles de l'ancien texte ont été changés, supprimés ou remplacés.

M. Levesque (Bonaventure): Est-ce que le Code sera prêt à entrer en vigueur?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'étude du texte devrait être assez longue parce qu'il faudra en profiter pour résoudre certains problèmes. Par exemple: Est-ce que l'on doit modifier les pouvoirs des conseils de comté? On supprimera, dit-il, des procédures désuètes du Code actuel et on formulera des lois plus précises quant à plusieurs autres aspects de l'administration. On examinera tout cela lorsque le projet de Code sera soumis aux législateurs; on pourra faire des suggestions. Si la session est trop avancée au moment de la production du Code, ce travail d'approbation sera renvoyé à la prochaine session.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 6. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission municipale de Québec (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Pourquoi le budget de la Commission municipale de Québec est-il toujours fixé à \$250,000 alors que la Commission n'a jamais dépensé plus de \$212,000 par année budgétaire?

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):

Le ministère s'agrandit à cause de la quantité accrue de travail exigée par des villes et des municipalités plus grandes. Il y a présentement quatre fois plus de prêts contractés qu'il y a quelques années, et on a besoin de plus de personnel.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les prêts proposés par les municipalités et les commissions scolaires sont approuvés ou rejetés par la Commission municipale, selon l'évaluation et les capacités de remboursement. Je constate, dit-il, qu'il existe présentement une tendance à faire une évaluation exacte alors qu'auparavant on donnait rarement la vraie valeur des immeubles. La Commission municipale ne fait pas de politique; elle rend de grands services en s'appliquant à préserver le crédit des municipalités.

Il fait l'éloge de cet organisme: M. Charles de L. Migneault, M. Paul Lambert, qui a été nommé par les libéraux, et M. Jean-Louis Doucet. Ce dernier est un brillant avocat, originaire de la région de Trois-Rivières, et c'est le meilleur sous-ministre des Affaires municipales que la province n'ait jamais eu. Depuis l'an dernier, M. Doucet a été nommé troisième membre de la Commission municipale, et il y aurait lieu de rajuster son salaire en conséquence. On s'en occupera bientôt.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les libéraux se sont réjouis, l'an dernier, lorsque le député de Trois-Rivières a annoncé que Me Doucet deviendrait membre de la Commission municipale. Il est surpris, dit-il, que l'on n'ait pas encore pourvu au salaire que comporterait la double responsabilité qu'assume quotidiennement le sous-ministre des Affaires municipales. Il croyait que M. Doucet avait, depuis ce temps, reçu non seulement la promesse, mais également le salaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je suis très heureux de voir le chef de l'opposition reconnaître les mérites d'un homme que j'ai connu bien jeune, à Trois-Rivières, qui a vécu dans le rayonnement trifluvien et que j'ai porté sur les fonts baptismaux du service civil.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): C'est bien les seuls fonts baptismaux sur lesquels le premier ministre a porté quelqu'un.

(Rires)

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 7. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service d'urbanisme (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Dionne (Rimouski): Il semble que le gouvernement n'attache pas assez d'importance à ce service et n'y consacre pas assez d'argent. Les urbanistes provinciaux devraient surveiller la construction le long des grandes routes et prévenir des erreurs qu'il faudra réparer à coups de millions. Il cite à ce sujet un article de M. C.-E. Campeau, de Montréal, président de l'Association canadienne d'urbanisme, qui, dans une conférence, regrettait qu'on laisse se développer à la diable des villes et des villages, où on ne prévoit pas d'espace pour les parcs et les terrains de jeux. Le ministre des Affaires municipales (M. Dozois) a-t-il des projets pour améliorer le Service d'urbanisme?

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):

Les urbanistes du ministère des Affaires municipales donnent des conseils et font œuvre éducative, mais, avant tout, le premier principe à observer est de respecter l'autonomie des municipalités. Elles ont tous les pouvoirs nécessaires pour mettre de l'ordre dans les développements domiciliaires et le service provincial d'urbanisme est toujours prêt à les aider. Il fournit des plans de zonage, des plans de lotissements directeurs. Le ministère a aussi des films documentaires montrant comment procéder. La nécessité de l'urbanisme bien compris sera de plus en plus appréciée dans la province de Québec, espère-t-il. Les employés du service sont très compétents.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il y a des situations particulières un peu partout dans les paroisses, et le gouvernement a pour principe de respecter l'autonomie des municipalités ainsi que le droit de propriété.

Il félicite le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Dozois) de l'efficacité qu'il a su donner au service provincial d'urbanisme qui dépend de ce ministère. Il a fait appel à des compétences pour diriger le service et sauvegarder le plus possible la physionomie du Québec. Mais les

officiers de l'urbanisme ne peuvent se substituer aux officiers municipaux; le droit de propriété existe toujours dans la province.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) n'est, dit-il, guère impressionné par le service d'urbanisme du gouvernement provincial. La somme de \$50,000 du ministère des Affaires municipales est peu élevée; il n'est pas, ajoute-t-il, surpris qu'on ne semble rien faire. Lorsqu'on voyage le moins dans la province, on voit des atrocités architecturales comme des autoroutes encombrées autour de Montréal, que l'on ne devrait pas tolérer au détriment de l'autonomie.

Le visage français de notre province devrait entrer dans les préoccupations de ceux qui dirigent l'urbanisme chez nous, et la somme de \$36,000 par année dépensée, en moyenne, depuis quelques années n'est pas suffisante pour assurer un bon service provincial d'urbanisme. Le service provincial d'urbanisme devrait avoir un budget plus considérable que \$50,000. On devrait entreprendre une campagne de persuasion⁵ à ce sujet pour mettre en garde la population et ainsi éviter des erreurs qu'il faudra réparer plus tard à coups de millions.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 9. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Inspection, protection et service technique (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Levesque (Bonaventure): Est-il vrai que l'administration provinciale renonce à l'inspection du poisson et en charge les services fédéraux?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Ce serait souhaitable, car les inspecteurs provinciaux n'ont aucune autorité relativement au poisson destiné à l'exportation. La majorité des inspecteurs deviendront peut-être sous peu des fonctionnaires fédéraux. Les inspecteurs qui resteront avec le ministère provincial continueront à inspecter le poisson pour consommation dans la province. En réalité, il y a là, en quelque sorte, double emploi.

Un député: La subvention de \$25,000 accordée par le gouvernement à la compagnie transgaspésienne de transport aérien, dont M. Michel Pouliot est président, a-t-elle pour but d'aider à assurer un service régulier d'avions dans cette région?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Les gens de la Gaspésie sont isolés du reste de la province. Il est évident que cette région souffre du manque de voies de communication et que les lignes aériennes lui sont nécessaires. Un tel service est une chose non seulement utile mais nécessaire. Avant la formation de la société, les personnes qui devaient se rendre en avion aux Îles-de-la-Madeleine devaient voyager par le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard. La société contribue au développement de la péninsule gaspésienne.

M. Levesque (Bonaventure): Le ministre des Pêcheries n'a-t-il pas l'impression que l'argent du gouvernement versé à la société Trans-Gaspésien Aérien limitée aurait dû venir d'un autre ministère que celui des Pêcheries?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) félicite le ministre des Pêcheries pour avoir encouragé l'établissement d'une société de transport aérien qui effectue des envolées régulières de Gaspé aux Îles-de-la-Madeleine et la côte nord du Saint-Laurent. Je ne vois pas, dit-il, pourquoi l'argent du gouvernement versé à la société Trans-Gaspésien Aérien limitée aurait dû venir d'un autre ministère que celui des Pêcheries, puisque la société aérienne sert une population de pêcheurs. La péninsule gaspésienne a été une région isolée pendant de nombreuses années. Il a été difficile, à cause de cela, de stabiliser l'industrie des pêcheries. Un service aérien régulier était une contribution au problème du transport dans la région.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) abonde dans le même sens que le représentant de Gaspé-Sud (l'honorable M. Pouliot) et fait remarquer que ce service est, en particulier, extrêmement précieux pour le transport des malades.

Un député: Le ministre des Pêcheries (l'honorable M. Pouliot) sait-il qui est le président de la société aérienne?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Michel Pouliot.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 14. Qu'un crédit n'excédant pas un million deux cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entrepôts (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Levesque (Bonaventure) questionne longuement le ministre des Pêcheries sur les crédits de son ministère.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 15. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Assistance aux pêcheurs et à l'industrie (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Biologie (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles de pêcheries (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subsides à des compagnies de transport (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Constructions diverses (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté⁶.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Messages du Conseil législatif:

Comité mixte de la Bibliothèque de la Législature

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

20 novembre 1958

Ordonné: Que les honorables MM. Baribeau, Barrette, Connors, Laferté, Martineau, Paquette et Tardif forment un comité permanent pour aider le président dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, dans la mesure où les intérêts du Conseil législatif sont en cause, et pour représenter cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres chargé d'administrer la Bibliothèque; et que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre envoie un message au Conseil législatif pour l'informer que les honorables

MM. Bertrand, Prévost et Rivard, et MM. Bernard, Chalifour, Desjardins, Gérin, Hébert, Hyde, Kirkland, Larouche, Maltais, Poirier, Riendeau et Ross constitueront le comité permanent de la Bibliothèque de la Législature en tant que les intérêts de l'Assemblée législative sont en cause et qu'ils représenteront celle-ci comme membres du comité mixte des deux Chambres chargé de l'administration de la Bibliothèque; et que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Adopté.

Comité mixte des impressions législatives

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à l'Assemblée législative pour instituer un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours, et l'informant que l'honorable M. Bertrand, et MM. Bellemare, Gérin, Gosselin, Johnston, Lafrance, Maltais, Ross, Roy, Thuot et Turcotte représenteront l'Assemblée législative dans ledit comité mixte; et que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. *Le Soleil* du 16 janvier 1959, à la page 3, fait remarquer que les trois députés indépendants, MM. Lionel Ross, de Verdun, Dave Rochon, de Saint-Louis, et Frank Hanley, de Sainte-Anne, ont voté avec le gouvernement.

2. *L'Événement* du 16 janvier 1959, à la page 6, écrit: M. Duplessis répond qu'il ne s'y intéresse pas comme le chef de l'opposition.

3. *Le Nouvelliste* du 16 janvier 1959, à la page 9, note que les députés indépendants Dave Rochon et Lionel Ross se sont rangés du côté du gouvernement.

4. Selon *Le Soleil* du 16 janvier 1959, à la page 2, M. Albert Dionne, député libéral de Rimouski, dirigeait la discussion des crédits du département de M. Dozois, pour le compte de l'opposition libérale.

5. Dans *L'Événement* du 16 janvier 1959, à la page 6, on utilise plutôt les termes "campagne de publicité".

6. Dans *La Presse* du 16 janvier 1959, à la page 6, on dit que les crédits de M. Dozois ont été approuvés rapidement.

Séance du vendredi 16 janvier 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Institut agréé des secrétaires
de compagnies par actions**

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. Ladouceur), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Clifford Wright Harris et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de The Chartered Institute of Secretaries of Joint Stock Companies and other Public Bodies in Quebec, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Clifford Wright Harris et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de The Chartered Institute of Secretaries of Joint Stock Companies and other Public Bodies in Quebec.

**Commission des écoles catholiques
de Trois-Rivières**

M. Bellemare (Champlain) propose, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. Caron), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la Commission des écoles catholiques de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Le bill n'est pas encore publié, mais il comporte, entre autres choses, une demande à l'effet de hausser la taxe éducative à un taux n'excédant pas 2 %, de répartir le produit de cette taxe au *pro rata* du nombre d'étudiants, plutôt qu'en fonction des élèves

enregistrés dans les écoles catholiques de Trois-Rivières et du Cap ainsi qu'au High School.

Le projet de loi a aussi pour but de créer un fonds de pension contributoire pour les employés de la Commission et de réclamer la fermeture des tavernes et des grills le jour des élections scolaires.

La motion est adoptée.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la Commission des écoles catholiques de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**Domaine d'Estérel inc.,
Orleans Establishment Inc.
et Trust Général du Canada**

M. Blanchard (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Pouliot), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de du Trust Général du Canada, demandant l'adoption d'une loi concernant le Domaine d'Estérel inc., et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- du Trust Général du Canada, demandant l'adoption d'une loi concernant le Domaine d'Estérel inc.

**Corporation
du comté de Laval**

M. Pouliot (Laval) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. Blanchard), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la corporation du comté de Laval, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la corporation du comté de Laval, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs.

**Commission scolaire
de Saint-Théophile**

M. Pouliot (Laval) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. Blanchard), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Théophile, dans le comté de Laval, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Théophile, dans le comté de Laval, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte.

Dépôt de documents:

**Ministère des Travaux publics,
Rapport 1957-1958**

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre des Travaux publics pour l'année finissant le 31 mars 1958. (Document de la session no 18)

Questions et réponses:

**Sécurité
dans les écoles**

M. Brown (Brome): Quelles mesures le gouvernement a-t-il prises depuis le début de novembre 1958 pour assurer la sécurité des élèves et pour les protéger d'incendie dans les écoles de la province?

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

Les autorités du Québec assurent la sécurité des élèves et des étudiants en facilitant la construction de nouvelles écoles ou de maisons d'enseignement à l'épreuve du feu, en encourageant l'installation de systèmes de protection contre l'incendie.

**Retard des
rapports de ministères**

M. Hamel (Saint-Maurice): Plusieurs ministres qui sont tenus de présenter des rapports dans des délais déterminés ne l'ont pas encore fait cette année. Le ministre des Finances, le ministre des Terres et Forêts, le ministre des Ressources hydrauliques, le ministre de l'Agriculture, le ministre de la Voirie, le ministre de la Colonisation, le ministre du Travail, le ministre des Affaires municipales, le ministre de l'Industrie et du Commerce, le secrétaire de la province, le ministre de la Santé, l'Orateur de l'Assemblée législative, le surintendant de l'Instruction publique et le bibliothécaire de la Législature doivent produire des rapports au début de chaque session.

La grande majorité de ces rapports, en vertu de la loi, doivent être déposés soit dans les 10 jours, soit dans les 15 jours de l'ouverture de la session. Il y en a près d'une quinzaine qui ne l'ont pas été.

La session s'est ouverte le 19 novembre. Nous sommes aujourd'hui le 16 janvier. Le retard est donc de presque 60 jours, soit six fois le délai prévu par la loi. Le gouvernement est en retard de 600 %! C'est une insulte aux députés. Ils sont incapables de s'acquitter de leurs fonctions correctement puisque ces rapports sont produits seulement après que les crédits budgétaires de l'année suivante ont été votés.

Le gouvernement doit respecter la loi et fournir à la Chambre les documents qu'elle est en droit de réclamer.

(Des pages entrent à l'Assemblée législative les bras chargés de documents)

Voilà, dit-il, qui prouve bien la négligence du gouvernement. Il a les documents, mais il ne les produit que quand bon lui semble.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Plusieurs des documents demandés ont été produits depuis le début de la session.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ceux-là, je n'en ai pas parlé pour ne pas faire perdre inutilement le temps de la Chambre. Ce sont les autres dont je parle ce matin.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Plusieurs documents ont été produits en novembre ou décembre. Quant aux autres, il importe de noter que la loi exigeant leur production a été votée à une époque où les sessions débutaient en janvier et non à l'automne. Il faut tenir compte du fait que les travaux parlementaires commencent maintenant au mois de novembre, au lieu du mois de janvier comme autrefois, qu'il y a, dans l'intervalle, les vacances de Noël et du jour de l'An où plusieurs employés sont absents.

Le gouvernement a donc moins de temps qu'autrefois pour faire préparer les volumineux dossiers et documents que les libéraux réclament. Je me permettrai de dire que, moi, je n'ai pas pris de vacances.

Quant aux documents, on peut être assuré, dit-il, que le gouvernement fera tout son possible pour les déposer à la Chambre avec toute la célérité possible. D'ailleurs, ils ne sont pas absolument nécessaires pour l'étude de ces crédits. Ce qui importe, ce sont les *Comptes publics* et, cette année, ils ont été produits dès le début de la session.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): La loi oblige les fonctionnaires et les ministres à produire des documents. Le texte dit qu'ils sont tenus de présenter à l'Assemblée législative des rapports. S'ils sont tenus de faire une chose en vertu de la loi et qu'ils ne la font pas, ils violent la loi.

Le premier ministre, dit-il, semble trouver que la loi est désuète et difficile d'application. Il n'a alors qu'à demander qu'on la change. Il est au pouvoir depuis de nombreuses années et toujours cette loi-là a été violée. Il devient alors difficile, dit-il, en prêchant avec de pareils exemples de violation de la loi par les ministres et hauts fonctionnaires, de demander à la population de respecter la loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Une tempête dans un verre d'eau!

Subsides:**Budget des dépenses
1959-1960¹****L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)**

propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)

propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas un million deux cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Pourquoi le budget supplémentaire de 1958-1959 met-il \$80,000 à la disposition du ministère de la Chasse pour les "réserves de pêche"?

M. Pouliot (Laval): Les crédits demandés dans le budget régulier ont été coupés et, au cours de l'exercice financier, les fonds à la disposition du département se sont avérés insuffisants.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Est-ce que cela provient de l'engagement d'employés additionnels, ou y a-t-il eu des travaux de construction?

M. Pouliot (Laval): Certaines dépenses n'avaient pas été prévues. Par exemple, à "L'Étape", on a manqué d'eau et il a fallu creuser un puits dans le roc. Ce puits a déjà 250 pieds de profondeur et l'on n'a pas encore atteint l'eau.

De plus, nous n'avions pas le téléphone dans le parc des Laurentides pour assurer des communications entre les camps de pêche et l'extérieur. Jusqu'ici, il fallait compter sur les lignes de la Shawinigan. Cette nouvelle initiative a entraîné des dépenses supplémentaires, mais elles en valent la peine².

M. Brown (Brome): Le département n'a pas donné à la question de l'administration de la loi de la chasse toute l'importance qu'elle mérite, et les gardes-chasse sont grossièrement sous-payés. On devrait prendre en considération que la chasse et la pêche rapportent probablement \$100,000,000 par année à la province.

L'on prend trop de temps à traduire en justice ceux qui sont surpris par les gardes-chasse à violer la loi. Bien souvent, après des mois, au moment du procès, les principales preuves à produire contre le braconnier accusé sont disparues. Le ministre sait-il qu'un garde-chasse du nom de Comeau a permis à des personnes de chasser sur un territoire privé?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La province de Québec comprend un territoire de

611,000 milles carrés, et l'on ne peut demander au ministre de savoir tout ce qui se passe.

M. Pouliot (Laval): Quatre personnes ont été impliquées dans une affaire de chasse illégale au chevreuil, mais une seule d'entre elles a été poursuivie: M. Gérard Soucy. Cinq chevreuils et cinq carabines ont été confisqués; il y a eu aussi annulation de permis. L'accusé s'était servi de plusieurs permis en son nom et au nom d'amis. Le garde-chasse en question est un officier des Pêcheries qui détient une commission de garde-chasse et qui croyait qu'il s'agissait d'un territoire de la couronne, lorsqu'il a autorisé des chasseurs à pratiquer leur sport sur un territoire privé. Il a été avisé par le ministère qu'il n'avait pas le droit de donner pareille autorisation.

M. Brown (Brome) cite un article de journal et demande au ministre si des pressions ont été exercées par un député pour éviter des procédures à un braconnier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député n'a pas le droit de s'en prendre à un autre membre de la Chambre, surtout sans le nommer, à moins de mettre son siège en jeu.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): C'est désuet, cela!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est encore parlementaire. Je demande au député de poser des questions précises et de ne pas se faire le colporteur de cancan.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre manque totalement de confiance en son ministre et il a bien tort. Le ministre vient justement de donner la preuve qu'il est au courant d'une affaire que le premier ministre croyait qu'il ne connaissait pas.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Si le ministre ne peut pas être au courant de tout ce qui se passe dans le ministère sous sa juridiction, comment le premier ministre peut-il l'être pour ce qui tombe sous la responsabilité des 21 ministres?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un manque de confiance total et absolu. Nous, qui n'avons pas toujours que de la tendresse pour les députés de l'autre côté de la Chambre, nous sommes quelquefois gênés. Le chef de l'opposition a l'audace de parler de manque de confiance, quand il est lui-

même victime d'un manque de confiance si grand qu'on lui a même donné un stratège. Lorsqu'une question n'a pas de bon sens, le premier ministre en a assez pour le savoir.

M. le président rappelle la Chambre à l'ordre.

M. Brown (Brome) s'en rapporte à un autre article d'un journal commentant diverses interventions qui seraient faites pour soustraire des braconniers aux sanctions des lois. Il fait lecture de quelques lettres relatant des cas où des gardes-chasse auraient omis d'entreprendre des procédures judiciaires contre des personnes trouvées coupables d'infractions incontestables à la loi de la chasse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pose une nouvelle objection. Il rappelle au représentant de Brome qu'il devrait citer des exemples précis d'infractions à la loi de la chasse et ne pas gaspiller le temps de la Chambre avec des rapports fondés sur des cancan et des oui-dire.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): On n'a pas le droit de se référer à un article de journal référant à un débat en Chambre, lorsque celui-ci est en cours. Si un débat s'amorce et qu'il est ajourné à mardi prochain, on ne pourra mardi, en reprenant le même débat, référer à des articles de journaux rapportant le débat. Mais, dans le cas présent, l'article ne se rapporte aucunement au débat en cours, il parle de la situation générale dans le ministère.

M. Hamel (Saint-Maurice): On a le droit de citer des journaux en autant qu'on discute un item général du service civil.

M. Pouliot (Laval): Il y a des gens qui essaient de trouver des taches sur le soleil et, malgré ce que peuvent dire les journaux, le ministère de la Chasse a fait des progrès géants. Le nombre de contrevenants à la loi de la chasse a augmenté de façon significative. Comme témoignage, je demande celui des députés sincères de l'opposition qui ont vu de grandes améliorations dans leur comté. Lorsque j'ai pris charge du département, il y avait entre 500 et 600 infractions par année. Cette année, il y en a 4,949. Le montant des amendes est passé de quelques milliers de dollars à \$93,932, au cours de la dernière année, ce qui prouve que les gardes-chasse font leur devoir.

M. Brown (Brome): À mon avis, le représentant de Laval (M. Pouliot) est un des

meilleurs ministres de la Chasse que la province ait eus depuis plusieurs années. Mais le gouvernement ne lui fournit pas les moyens nécessaires pour remédier à certains états de choses. C'est comme si quelqu'un essayait de vider le Saint-Laurent avec un seau.

M. Pouliot (Laval): Je sais que l'on ne pourra jamais empêcher totalement le braconnage. Il est inévitable que certains s'en sortent impunis. Il nie les accusations à l'effet que des personnes reconnues coupables d'infractions à la loi aient bénéficié d'une protection. Dès que nous disposons d'assez de preuves pour traîner un coupable devant les tribunaux et qu'il y a quelque possibilité d'obtenir une condamnation, nous le faisons, sans égard à la personne ou à l'influence qu'elle peut avoir. Cependant, partout la conservation est à l'ordre du jour. Nous essayons, de plus, ajoute-t-il, de faire l'éducation de la population sur la nécessité de préserver nos réserves foisonnantes en poisson et en gibier. Mais il faut reconnaître que la surveillance se fait beaucoup plus efficace depuis quelques années. Nous pensons qu'il vaut mieux prévenir que guérir. Qu'on demande cent pour cent d'efficacité, c'est impossible.

M. Brown (Brome): Le ministre croit-il que le traitement accordé aux gardes-chasse est assez important pour que le travail attire des individus de qualité?

M. Pouliot (Laval): Il y a encore place à l'amélioration, bien que l'échelle salariale ait été augmentée substantiellement ces dernières années.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pisciculture (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quarante-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté

pour "Réserves de pêche (Chasse), pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Brown (Brome) questionne le ministre sur la pollution des eaux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette question relève du ministère de la Santé.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 6. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Amélioration des conditions de chasse et de pêche (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Parent (Hull): Dans le comté de Labelle, des barrages construits par les castors ont provoqué des inondations.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela relève du ministère des Ressources hydrauliques.

M. Pouliot (Laval): Chaque fois que l'on constate des dommages causés par les castors, le ministère donne des permis spéciaux qui permettent de chasser les castors même en temps prohibé.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 7. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Surveillance des territoires non organisés du Nouveau-Québec (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Jardin zoologique de Québec (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas un million soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Parcs nationaux (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Lafrance (Richmond) parle du mont Orford qui, dit-il, est un des plus beaux parcs nationaux de la province de Québec.

M. Pouliot (Laval) est du même avis et rappelle que l'idée d'établir un parc à cet endroit

enchanteur des Cantons-de-l'Est avait été émise en premier lieu par feu l'honorable L.-A. Giroux, de Sweetsburg et ancien conseiller législatif, beau-père de l'honorable J.-J. Bertrand, de Missisquoi, ministre des Terres et Forêts. Le gouvernement a décidé d'en faire un parc national.

Ce parc, dit-il, reçoit chaque année des milliers de visiteurs. On y a aménagé un centre de ski important, qui compte parmi les plus parfaits de la province, un club de golf, et les Jeunesses musicales ont été invitées à en faire le site d'activités annuelles. Elles y ont des camps.

L'endroit, ajoute-t-il, est fort propice à l'élevage des faisans.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 10. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Constructions diverses (Chasse)" pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à midi quarante-cinq minutes.

NOTES

1. Il est alors midi, selon *Le Soleil* du 17 janvier 1959, à la page 3. Le *Montréal-Matin* du 17 janvier 1959, à la page 8, précise, pour sa part, que ce budget s'élève à \$3,796,000.

2. Le journaliste Jacques Monier de *L'Événement* du 17 janvier 1959, à la page 8, précise que c'est la firme Bell qui a effectué les travaux.

Séance du mardi 20 janvier 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Charte de Magog

M. Gérin (Stanstead) propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. Russell), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Magog, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la cité de Magog, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Charte de Sillery

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, appuyé par le représentant de Québec (M. Rochette), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Sillery, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la cité de Sillery, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 258 concernant le testament de feu J. Timothy Donohue.

Votre comité recommande de plus à votre honorable Chambre que le titre du bill 258, ci-dessus mentionné, soit changé en celui de "loi concernant la succession de feu J. Timothy Donohue".

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 254 concernant certaines corporations scolaires des comtés de Chicoutimi, Jonquière-Kénogami et la corporation des écoles catholiques de Chicoutimi;

- bill 239 concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke;

- bill 232 concernant la Compagnie des Ciments du Saint-Laurent;

- bill 234 concernant la Commission des écoles catholiques de Pointe-aux-Trembles;

- bill 260 concernant Montreal Trust Company, Sogemines Consultants Limited, les paroisses de Saint-Constant et de Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, les commissaires d'écoles de la paroisse de Saint-Constant et les commissaires d'écoles de la paroisse de Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie;

- bill 170 constituant en corporation la Compagnie d'Assurance-Vie Mutuelle de Québec.

Le rapport est adopté.

M. Maltais (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 152 concernant la cité de Saint-Hyacinthe;

- bill 261 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Rawdon;

- bill 185 concernant les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la cité de Longueuil;

- bill 236 modifiant la charte de la cité de la Pointe-aux-Trembles;

- bill 186 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de ville d'Anjou, dans le comté de Laval.

Et, sans amendement, le bill 128 modifiant la charte de la cité de Drummondville.

Votre comité recommande de prolonger au 27 janvier prochain, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande de prolonger au 25 février prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Succession

J. Timothy Donohue

M. Rochette (Québec) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 258 concernant la succession de feu J. Timothy Donohue.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 258 sans l'amender.

M. Rochette (Québec) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Corporations scolaires dans Chicoutimi et Jonquière-Kénogami

M. Turcotte (Roberval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 254 concernant certaines corporations scolaires des comtés de Chicoutimi, Jonquière-Kénogami et la corporation des écoles catholiques de Chicoutimi.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 254 sans l'amender.

M. Turcotte (Roberval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Instruction publique à Sherbrooke

M. Gérin (Stanstead) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 239 concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 239 sans l'amender.

M. Gérin (Stanstead) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission des écoles catholiques de Pointe-aux-Trembles

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 234 concernant la Commission des écoles catholiques de Pointe-aux-Trembles.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 234 sans l'amender.

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Compagnie d'Assurance-Vie Mutuelle de Québec

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 170 constituant en corporation la Compagnie d'Assurance-Vie Mutuelle de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 170 sans l'amender.

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Saint-Hyacinthe

M. Russell (Shefford) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 152 concernant la cité de Saint-Hyacinthe.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 152 sans l'amender.

M. Russell (Shefford) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Rawdon

M. Chartrand (L'Assomption) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 261 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Rawdon.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 261 sans l'amender.

M. Chartrand (L'Assomption) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Longueuil

M. Ladouceur (Verchères) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 185 concernant les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la cité de Longueuil.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 185 sans l'amender.

M. Ladouceur (Verchères) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Pointe-aux-Trembles

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 236 modifiant la charte de la cité de la Pointe-aux-Trembles.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 236 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire d'Anjou

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 186 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de ville d'Anjou, dans le comté de Laval.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 186 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Drummondville

M. Bernard (Drummond) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 128 modifiant la charte de la cité de Drummondville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 128 sans l'amender.

M. Bernard (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Compagnie des Ciments du Saint-Laurent

M. Samson (Lévis) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 232 concernant la Compagnie des Ciments du Saint-Laurent.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 232 sans l'amender.

M. Samson (Lévis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Saint-Constant et Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 260 concernant

Montreal Trust Company, Sogemines Consultants Limited, les paroisses de Saint-Constant et de Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, les commissaires d'écoles de la paroisse de Saint-Constant et les commissaires d'écoles de la paroisse de Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 260 sans l'amender.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Gagnon (Matapédia): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Pointe-aux-Trembles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de L. P. Gagnon et autres, demandant l'adoption d'une loi érigeant un territoire sous le nom de municipalité du village de Lac-Poulin;
- de John Nemeth, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre à l'étude et à la pratique du droit;
- de la cité de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Les Immeubles Delrano inc., demandant l'adoption d'une loi érigeant un territoire en municipalité de ville sous le nom de ville de Lac-Larron et modifiant leur charte;
- de Paul Rodier et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant le testament de feu Charles Séraphin Rodier;
- de la ville de Sept-Îles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la corporation municipale de la paroisse de Saint-Martin, demandant l'adoption d'une loi la

constituant en corporation de ville sous le nom de ville Leblanc;

- de la cité de Saint-Martin, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Hellenic-Canadian Community of the Island of Montreal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Traian Constantin, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'étude du droit et à l'exercice de la profession, après examen;

- des commissaires d'écoles de la ville de Petite-Rivière, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- des sœurs de Charité de la Providence, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

- de L. J. Adjutor Amyot et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu l'honorable Georges Élie Amyot.

Votre comité recommande de prolonger au 27 janvier prochain, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande de prolonger au 25 février prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

John Nemeth

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 125 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre John Nemeth à l'étude et à l'exercice du droit dans la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Pointe-aux-Trembles, Canadian International Paper Co. et Hygrade Containers Ltd.

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 129 concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles, Canadian International Paper Company et Hygrade Containers Limited.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Renaud

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 140 constituant en corporation la ville de Renaud.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Chicoutimi

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 146 modifiant la charte de la cité de Chicoutimi.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Testament de Charles Séraphin Rodier

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 187 concernant le testament de Charles Séraphin Rodier.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Lac-Poulin

M. Poulin (Beauce) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 194 érigeant la municipalité du village de Lac-Poulin.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Sept-Îles

M. Ouellet (Saguenay) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 205 modifiant la charte de la ville des Sept-Îles.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Lac Delage

M. Rochette (Québec) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 209 constituant en corporation la ville de Lac Larron.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Longueuil

M. Ladouceur (Verchères) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 211 modifiant la charte de la cité de Longueuil.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Saint-Martin

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 244 modifiant la charte de la cité de Saint-Martin.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Communauté helléno-canadienne

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 253 modifiant la loi 16 George V, chapitre 99, telle que modifiée par la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 152.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Traian Constantin

M. Rochette (Québec) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 256 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Traian Constantin à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession Georges Élie Amyot

M. Rochette (Québec) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 273 concernant la succession de feu l'honorable Georges Élie Amyot.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Communauté des sœurs de Charité de la Providence

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 276 modifiant la charte de la Communauté des sœurs de Charité de la Providence.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de la municipalité de Saint-Charles, comté de Saint-Sauveur

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 279 concernant les commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de la ville de Petite-Rivière.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Présentation de bills privés

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La Chambre n'acceptera plus de suspendre le Règlement pour présenter des bills privés, exception faite pour quatre ou cinq projets de loi, tels que ceux de Montréal et Québec.

Si on n'intervient pas, on va être en session je ne sais combien de temps. Les gens et les corps publics ont eu tout le temps voulu pour soumettre leurs projets de loi, d'autant plus que la session a été convoquée deux mois avant la date de l'ouverture.

Décisions de l'Orateur:

Retrait du *Feuilleton* d'une motion relative à des affaires pendantes

M. l'Orateur: L'article 67 des règlements déclare qu'il est du devoir de l'Orateur de signaler toute violation de l'ordre et du Règlement, sans attendre qu'elle lui soit indiquée. Or, il y a sur l'ordre du jour une motion de M. Hyde (item 61), par laquelle il est demandé de produire sur le bureau de la Chambre copie de l'option accordée par Hydro-Québec en 1955 pour la vente de son réseau de distribution de gaz¹.

Cette motion, qui peut faire le sujet d'un débat, se rapporte à des poursuites en dommages pour libelle et diffamation, lesquelles poursuites sont actuellement pendantes, c'est-à-dire *sub judice*. Ce sont les défendeurs eux-mêmes qui, à l'encontre desdites poursuites pour libelle et diffamation, ont invoqué dans leur plaidoyer, qui sera soumis aux tribunaux, des allégués concernant ladite option.

Une tradition parlementaire constante et plusieurs décisions de l'Orateur de l'Assemblée législative de Québec, par respect pour le pouvoir judiciaire, sont à l'effet qu'il est contraire au Règlement de faire un débat ou de discuter en Chambre, relativement à des procédures judiciaires pendantes, c'est-à-dire *sub judice*. De plus, au cours de la présente session, j'ai moi-même décidé, et la Chambre a confirmé ma décision, qu'il est irrégulier et contraire au Règlement de faire un débat ou de discuter en Chambre au sujet desdites causes pendantes devant les tribunaux.

La susdite motion de M. Hyde est contraire à la décision de l'Orateur, contraire au vote de la Chambre, au cours de la présente session; elle est pour le moins irrégulière et j'ordonne en conséquence au greffier de la biffer de l'ordre du jour.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) en appelle de la décision de l'Orateur.

M. l'Orateur: Qu'on appelle les députés!

(Les membres de l'Assemblée législative qui s'étaient absentés rentrent dans la salle des délibérations pour participer au vote)

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bohémier, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Samson, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 64.

Contre: MM. Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Parent, Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, 14.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue².

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) soulève une question de privilège. En vertu, dit-il, de l'article 304 du Règlement, aucun député n'a le droit de voter sur une question dans laquelle il a un intérêt pécuniaire et direct, excepté si cette question est d'intérêt général. C'est une pratique établie dans tous les corps publics: commissions scolaires, conseils municipaux. Ceux qui étaient intéressés dans les procédures contre *Le Devoir*, dans l'affaire du gaz naturel, auraient dû s'en abstenir. Le résultat du vote du scrutin doit être rectifié en biffant les voix des personnes qui ont un intérêt dans l'affaire du gaz naturel actuellement *sub judice*.

(Applaudissements à gauche) (Rires moqueurs à droite)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est tellement ridicule, dit-il, qu'il n'y répondra pas.

M. Galipeault (Québec-Ouest) tente d'appuyer le point de vue du représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde).

Des députés ministériels l'interrompent bruyamment.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): À l'ordre! À l'ordre!

M. l'Orateur: À l'ordre! À l'ordre!

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Sur une question de privilège, il n'y a pas de débat et, par conséquent, le député ne peut parler sur la question de privilège qu'a soulevée le député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre à l'encontre de cette manière de procéder du député de Québec-Ouest. Elle est irrégulière, ajoute-t-il, parce qu'elle contrevient aux dispositions de l'article 195 du Règlement qui dit qu'il n'y a pas de débat quand le député qui a soulevé la question de privilège s'est contenté de réclamer, sans faire de motion.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il s'agit d'un vote qui peut avoir des répercussions très importantes non seulement pour le député de Westmount, mais pour tous les députés de la Chambre. Tous les députés ont le droit de protester contre la violation de leurs privilèges.

Le député de Westmount a entièrement raison. C'est une règle élémentaire qu'une personne remplissant des fonctions publiques...

Des députés ministériels l'interrompent. À l'ordre! À l'ordre!

M. Hamel (Saint-Maurice): M. l'Orateur, je demande l'ordre.

M. l'Orateur rappelle de nouveau la Chambre à l'ordre. Il est impossible de rendre une décision si tout le monde parle!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Westmount a soulevé une question de privilège en vertu de l'article 304, et il ne peut pas y avoir de débat parce qu'il n'y a pas de motion. C'est fini! Celui qui soulève une question de privilège est censé le faire pour tous les autres députés, puisqu'il

ne peut pas y avoir de débat là-dessus. Il est ridicule de prétendre que des députés peuvent être personnellement intéressés, lorsqu'ils votent sur une décision de l'Orateur. En tout cas, la question de privilège aurait dû être soulevée avant le vote, et non après. Le débat sur cette question doit donc finir immédiatement.

M. Hamel (Saint-Maurice): Tous les députés de cette Chambre ont droit de se lever les uns après les autres pour répéter la même chose.

Dans une assemblée délibérante, il est une tradition solidement établie, c'est que les hommes qui sont directement intéressés à une question, ayant des intérêts personnels en jeu, n'ont pas le droit de voter. Ce principe est consacré par le code municipal et par le code scolaire. Un échevin n'a pas le droit...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Coupant la parole au représentant de Saint-Maurice, M. Hamel) Je demande au député de rester dans le domaine de la question soumise à la Chambre. L'article 195 est clair. Il n'y a pas de débat possible.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je dis que tous et chacun d'entre nous, nous avons le droit de parler. Un homme public n'a pas le droit de voter quand son intérêt personnel est en jeu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est évident que ce que l'opposition cherche, c'est de faire perdre le temps de la Chambre.

Il est ridicule, pour ne pas dire méchant, de prétendre que le député qui vote uniquement pour une décision de l'Orateur vote pour une question dans laquelle son intérêt personnel est en jeu. Il faut avoir je ne sais quel esprit pour voir là un vote intéressé. Nous sommes pour le respect du Règlement, et c'est là-dessus que nous avons voté.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il eût été bien difficile de soulever cette question de privilège avant le vote, parce qu'on ne pouvait savoir à ce moment-là quels députés allaient voter. De plus, si des députés ont voté alors qu'ils n'avaient pas le droit de le faire, chacun des autres a le droit de considérer que ses privilèges ont été violés.

Ce que la Chambre a eu à décider tantôt par son vote, c'est si la question inscrite par le député de Westmount se rapportait à une affaire *sub judice*; si, en somme, l'option accordée par l'Hydro-Québec en 1955 fait partie de ce que l'on considère comme *sub judice*.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Archi-ridicule!

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Celui qui proteste parce qu'il considère qu'un vote a été donné illégalement est moins ridicule qu'un autre qui aurait voté illégalement.

Décisions de l'Orateur:

Question de règlement et non de privilège

M. l'Orateur³: La question de privilège soulevée par le député de Westmount s'appuie sur l'article 304 du Règlement, portant qu'aucun député n'a le droit de voter sur une question dans laquelle il a un intérêt pécuniaire et direct, excepté si cette question est d'intérêt général. La Chambre a été appelée à se prononcer tantôt sur une décision de l'Orateur, à l'effet que la motion du député de Westmount était irrégulière, parce que se rapportant à une affaire *sub judice*. Ce n'est pas une question personnelle pour aucun membre de la Chambre de savoir si l'option est ou non *sub judice*. Le point soulevé à la suite du vote est donc mal fondé.

Ainsi donc, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, dit-il, je déclare que l'article 304 du Règlement parle d'une question dans laquelle un député a un intérêt pécuniaire et direct, et que la question que je viens de décider et sur laquelle il y a eu un vote de la Chambre est que la motion portant le numéro 61 du *Feuilleton* du jour était irrégulière parce qu'elle se référait à un sujet *sub judice*. Il ne s'agit pas en conséquence d'une question personnelle pour aucun membre de la Chambre, mais d'une simple question de règlement.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bohémier, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée,

Leclerc, Lorrain, Maltais, Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Samson, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 62.

Contre: MM. Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Parent, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 14.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue⁴.

Demande et dépôt de documents:

Grains de semence

M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre le document suivant: Relativement aux grains de semence:

1. Quelle quantité de:
 - a. mélange B
 - b. autres mélanges de graminées
 - c. patates
 - d. avoine
 - e. orge
 - f. blé
 - g. graines de jardinage

le gouvernement a-t-il achetée au cours de chacun des exercices financiers 1955-1956, 1956-1957 et 1957-1958?

2. De quelles personnes, agents ou sociétés le gouvernement a acheté des grains de semence et de jardinage, et par l'entremise de quels départements, au cours de chacune des susdites années, et quel montant global a été payé, dans chaque cas, par chaque département, à chaque fournisseur?

3. Quel fut, dans chaque cas, le prix payé par chaque département, par 100 livres:

- a. pour le mélange B
- b. autres mélanges de graminées
- c. patates
- d. avoine
- e. orge
- f. blé?

4. Quel fut, dans chaque cas, le lieu de provenance de ces grains de semence?

5. Pour quel montant total d'argent le gouvernement a distribué des grains de semence dans chacun des comtés de la province, et par l'entremise de quels départements, au cours de chacune des susdites années.

Adopté.

L'honorable M. Barré (Rouville), quant au département de l'Agriculture, et **l'honorable M. Bégin (Dorchester)**, quant au département de la Colonisation, déposent sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 19)

Saint-Fabien de Rimouski

M. Dionne (Rimouski) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. Les sommes d'argent que chacun des ministères de la Colonisation, de la Voirie et des Travaux publics a versées, au cours de chacun des exercices financiers 1955-1956, 1956-1957 et 1957-1958, soit à la municipalité de Saint-Fabien de Rimouski, soit à M. Emmanuel Roy ou à M. J. A. Gendreau ou à M. Maurice Roy, ou à toute autre personne, société d'entreprises ou entrepreneur, relativement à des travaux dans ladite municipalité.

2. À qui chaque paiement a été fait, pour quel montant dans chaque cas, à quelle date et par quel ministère.

Adopté.

Les honorables MM. Talbot (Chicoutimi), Lorrain (Papineau) et Bégin (Dorchester) déposent sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 20)

Questions et réponses:

Hangar pour avions à Haldimand

M. Turpin (Rouyn-Noranda): 1. Le gouvernement a-t-il construit ou contribué à la construction d'un hangar pour avions à Haldimand, dans le comté de Gaspé-Sud, depuis le 1^{er} janvier 1954 jusqu'au 15 décembre 1958?

2. Dans l'affirmative, quels montants le gouvernement a-t-il dépensés à cette fin:

- a. Pour l'achat du terrain?
- b. Pour la construction de l'édifice ou à titre de contribution à cette construction?
- c. À qui et à quelle date ces montants ont été payés?
- d. À qui appartient ce hangar?
- e. À qui appartiennent les avions qui y sont remisés?

M. Pouliot (Laval): 1. Non aux dates mentionnées, mais en 1953, oui.

2. *a.* Rien.
- b.* \$27,895.35.
- c.* Jean-Paul Garant, \$23,295.35, le 24 décembre 1953; J. Russell Keays, \$4,600, le 4 novembre 1953.
- d.* Département de la Chasse.
- e.* À tous ceux qui vont à Gaspé et qui veulent s'en servir, département des Transports, département de la Colonisation, département de la Chasse et de la Pêche, département des Terres et Forêts, Leavens Brothers (Toronto), Pulsiver Brothers (Halifax), Trans-Gaspésien Aérien Ltée.

**Petite industrie
à Saint-Adalbert de L'Islet**

M. Courcy (Abitibi-Ouest): 1. Quels sont les noms des sociétés, entreprises, associations ou compagnies de Saint-Adalbert de L'Islet, ainsi que les nom et prénom de personnes de cette même localité, à qui le gouvernement de la province a payé ou promis de payer des octrois ou subventions, à titre d'aide à la petite industrie, depuis le 1^{er} avril 1954 jusqu'au 30 novembre 1958?

2. Quel a été le montant payé dans chaque cas, et par l'intermédiaire de quel département?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): 1. et 2. Aucun octroi.

**Petite industrie
à Tourville, comté de L'Islet**

M. Courcy (Abitibi-Ouest): 1. Quels sont les noms des sociétés, entreprises, associations ou compagnies de Tourville, dans le comté de L'Islet, ainsi que les nom et prénom de personnes de cette même localité, à qui le gouvernement de la province a payé ou promis de payer des octrois ou subventions, à titre d'aide à la petite industrie, depuis le 1^{er} avril 1954 jusqu'au 30 novembre 1958?

2. Quel montant a été payé dans chaque cas, et par l'intermédiaire de quel département?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): 1. et 2. Aucun octroi.

**Prêt hypothécaire
de la Curatelle publique**

M. Galipeault (Québec-Ouest): 1. En faveur de quelle personne, société ou corporation, etc., a été consenti le prêt hypothécaire, au montant de

\$12,469.01, tel qu'il apparaît au bilan du bureau de la Curatelle publique, État D-8, à la page 506 du volume des *Comptes publics* 1957-1958?

2. Quel était le montant original de ce prêt hypothécaire, à quel taux d'intérêt a-t-il été accordé et pour quelle période de temps?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): 1. M. J.-O. Langlois, Hampstead, Québec.

2. \$15,000, pour un terme de cinq ans, avec intérêt à 6 % l'an, payable semi-annuellement, à compter du 10 décembre 1954.

Bruno Lafleur

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Le gouvernement ou l'un de ses organismes paie-t-il un ou des salaires, rémunérations, honoraires ou autres montants d'argent quelconques à Bruno Lafleur, journaliste, de Québec?

Dans l'affirmative, par l'entremise de quel ministère, département ou organisme, et quels montants ont été ainsi payés à Bruno Lafleur au cours des années:

- a.* 1956?
- b.* 1957?
- c.* 1958?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): La Commission des liqueurs a payé à M. Bruno Lafleur, publiciste:

- a.* en 1956, \$3,120.
- b.* en 1957, \$3,120.
- c.* en 1958, \$3,120.

Voyages en Europe

M. Parent (Hull): Quels montants le gouvernement a-t-il déboursés, dans chaque cas, relativement aux voyages en Europe, au cours des années 1957 et 1958 de:

- a.* M. Armand Maltais, député de Québec-Est?
- b.* L'honorable Antoine Rivard, solliciteur général?
- c.* L'honorable Antonio Talbot, ministre de la Voirie?
- d.* L'honorable Jos. Boulanger, conseiller législatif?
- e.* M. Émilien Rochette, député du comté de Québec?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): *a.* Le gouvernement n'a rien déboursé et rien payé.

b. \$3,000 à titre de dépenses de voyage ont été payés par le gouvernement concernant la grande exposition à Paris, qui a été remarquablement réussie, et à laquelle la province de Québec a participé.

c. \$1,000 concernant les grandes fêtes du centenaire de Lourdes, en France, et auxquelles le gouvernement était officiellement représenté.

d. Le gouvernement n'a rien déboursé et rien payé.

e. Le gouvernement n'a rien déboursé et rien payé.

Hôpital de Sept-Îles

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Relativement à l'hôpital de Sept-Îles:

1. À quelle date les travaux ont-ils été commencés?

2. Quels sont les nom, prénom et adresse de l'entrepreneur auquel le contrat a été accordé?

3. Quel est le coût des estimés de cet hôpital?

4. Combien de lits y aura-t-il?

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): 1. 2. 3. et 4. Des plans préliminaires sont en voie de préparation, mais aucun contrat n'a été accordé à date. Le gouvernement se propose de commencer le printemps prochain, dès que les conditions climatiques (sic) le permettront, la construction d'un hôpital à Sept-Îles, comté de Saguenay. Il n'y a rien de décidé définitivement quant au nombre de lits, et l'estimation du coût du nouvel hôpital ne pourra être faite que lorsque les plans et les spécifications auront été complétés et acceptés.

Dépôt de documents:

Développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières), quant à lui-même et à son chef de cabinet, et **l'honorable M. Cottingham (Argenteuil),** quant à lui-même et à son sous-ministre, déposent sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée, en date du 14 janvier 1959, pour la production d'une copie de tous télégrammes, lettres ou autres messages échangés entre le premier ministre de la province, son chef de cabinet, le ministre des Mines et son sous-ministre, et toutes personnes, compagnies, sociétés ou corporations,

depuis le 1^{er} janvier 1958 jusqu'au 30 novembre 1958, relativement à la révision de la rente annuelle imposée à la compagnie concessionnaire visée à la loi pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec (10 George VI, chapitre 42, et ses amendements). (Document de la session no 21)

Subsides:

Budget des dépenses 1959-1960

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Thériage (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Couturier), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot "que" par les suivants:

"la Chambre, tout en étant disposée à voter à Sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, regrette de ne pouvoir le faire tant et aussi longtemps que le gouvernement refusera ou négligera de se conformer à l'ordre que la Chambre a voté le 12 février 1958, soit depuis plus de onze mois, et lui enjoignant de déposer le document suivant, savoir:

Une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil, depuis le 1^{er} janvier 1954 jusqu'au 1^{er} décembre 1957, relativement à des concessions minières dans le territoire du Nouveau-Québec".

Ces documents, dit-il, nous ont été promis à la dernière session et nous ne les avons pas encore.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Voilà une motion qui donne la mesure de l'opposition et de son fameux stratège. On veut retarder le travail de la Chambre. Autrement dit, la motion du gouvernement d'aller en comité des subsides est en réalité une demande faite à l'Assemblée de voter l'argent nécessaire à l'administration de la province. Nous demandons que le ministre des Finances demande la formation de la Chambre en comité des subsides, pour voter l'argent nécessaire aux cultivateurs, aux colons, aux vieux et aux vieilles, aux orphelins, aux mères nécessiteuses, aux invalides, aux bénéficiaires de l'assistance publique, etc. À l'encontre de cette motion, on présente un amendement de non-confiance, qui

équivalait à refuser l'argent nécessaire à ces fins. Et pourquoi? Parce que les arrêtés ministériels relatifs aux mines n'auraient pas été produits. La législation sociale, l'éducation, les hôpitaux, la voirie, on met tout cela de côté pour les mines. Ils doivent endosser la responsabilité de retarder les travaux de l'Assemblée en produisant des motions qui sont ridicules.

De l'autre côté de la Chambre, poursuit-il, on ne sait pas comment faire une motion. Des concessions minières, ça n'existe pas. On demande de produire des arrêtés ministériels qui n'existent pas, touchant des concessions minières qui n'existent pas. Peut-on imaginer cela! Je suis bien prêt à aider l'opposition, mais pas tout le temps. Ces gens-là ont déjà la tête en dehors de la Chambre, en attendant que le reste suive.

La motion de l'opposition est mal faite et le gouvernement n'est pas obligé de leur suggérer sans cesse des amendements. Si les stratèges de la gauche savaient comment faire une motion, ils demanderaient les arrêtés ministériels relatifs aux permis de recherche et aux permis d'exploitation. Ce n'est pas le député de Chambly qui a préparé cette motion. C'est sans doute son stratège. Or, je n'ai jamais vu une motion ramasser en si peu de mots tant d'idées saugrenues, de désirs contraires aux intérêts du peuple. Elle manifeste une méconnaissance totale des faits et une faiblesse de stratégie. Les concessions minières, ça n'existe pas plus que les connaissances du stratège de l'opposition en matière de règlements⁵.

M. Hamel (Saint-Maurice): Qu'on nous dise cela par écrit que les documents n'existent pas.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) refait, dit-il, la lecture de la proposition du député de Chambly (M. Thériault): "cette Chambre, tout en étant prête à voter les crédits nécessaires à Sa Majesté, regrette de ne pouvoir le faire tant et aussi longtemps que le gouvernement n'aura pas satisfait à un ordre donné par la Chambre, le 12 février 1958, lui enjoignant de déposer des copies des arrêtés ministériels adoptés de 1954 à 1957, relativement à des concessions minières dans le territoire du Nouveau-Québec".

Le premier ministre traite la Chambre avec une désinvolture sans égale, parce que le 12 février 1958, c'est la Chambre, et non pas l'opposition, qui a donné ordre de déposer les documents demandés. Le premier ministre lui-même y a consenti avec tous les députés présents.

Comment se fait-il que le premier ministre a alors, avec nous, donné l'ordre de déposer un document qu'il prétend maintenant être inexistant? Et aujourd'hui il reproche à l'opposition de renouveler sa demande. Il joue sur les mots, car il lui a fallu 11 mois pour apprendre lui-même que ces arrêtés ministériels n'existent pas. Alors, pourquoi le premier ministre a-t-il attendu 11 mois pour informer l'Assemblée qu'il n'existait aucun arrêté ministériel relativement aux concessions minières de l'Ungava?

Le premier ministre a proposé d'innombrables motions en amendement aux subsides proposés par le premier ministre, quand il était chef de l'opposition. En le voyant agir aujourd'hui, on peut se demander si c'est alors, ou si c'est aujourd'hui, qu'il a raison. D'ailleurs, nous sommes devant un ordre de la Chambre, et la question qu'il importe de se poser, c'est de savoir si les affaires de la Chambre vont être conduites selon la procédure parlementaire ou selon les désirs du chef du gouvernement.

Quand le premier ministre a-t-il été sérieux? Est-ce quand il votait la motion de l'an dernier, ou cette année, quand il affirme que les documents demandés n'existent pas?

L'opposition a parfaitement le droit, avant d'aller en subsides, de réclamer les documents dont elle a besoin pour mieux discuter les crédits demandés par le gouvernement. Je ne sais pas, dit-il, si chaque fois qu'il y aura une motion en amendement aux subsides, le premier ministre adoptera la même attitude. J'aimerais alors que la province l'entende.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Nous aussi.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le chef de l'opposition a déclaré, en terminant, qu'il aimerait que la province entende le premier ministre, et quelqu'un de notre côté a dit: "Nous aussi."

Si la population assistait à une séance comme la présente, elle serait très édifiée sur l'attitude de l'opposition. Elle réaliserait que ceux qui aspirent à prendre le pouvoir et qui veulent nous remplacer à l'administration n'ont pas les qualifications nécessaires. Ils aspirent à penser pour toute la province, mais ne sont même pas capables de penser pour leur petit groupe. Au cours de la dernière session et pendant plusieurs sessions avant aussi, le premier ministre est intervenu lui-même pour corriger des motions irrégulières de l'opposition et l'avertir que, si elle voulait tel ou tel renseignement, elle devait procéder de telle ou telle façon.

Depuis le 12 février 1958, ce fut toujours une comédie. Non seulement au cours de la dernière session, mais également durant les précédentes, l'opposition a présenté des douzaines de motions ou d'amendements de ce genre qui n'étaient pas légales, c'est-à-dire mal rédigées. À plus d'une reprise, le premier ministre, pour aider l'opposition qui ne connaît rien aux règlements, a suggéré des amendements pour les valider de manière à permettre leur étude par la Chambre. Pourtant, l'opposition n'a pas encore appris sa leçon, et on ne peut pas s'attendre à ce que le premier ministre continue à donner des leçons de procédure à l'opposition.

Mais, le 12 février 1958, le premier ministre, à l'occasion de la motion dont on parle, a déclaré à son entourage: "Je suis fatigué de faire l'ouvrage de l'opposition. Je laisse passer cette motion et on verra alors l'ignorance des libéraux."

(Rires à droite)

Si l'opposition avait alors demandé s'il y avait des concessions minières, le gouvernement aurait tout de suite répondu qu'il n'y en avait pas. Non seulement il n'y en a pas, mais il n'y en a jamais eu.

Le chef de l'opposition a accusé le premier ministre de s'être payé la tête de l'opposition. Bien oui! Nous voulons bien être charitables, mais il y a une limite à ne pas dépasser. Le chef de l'opposition nous dit: Vous ne traitez pas cette affaire sérieusement. L'opposition ne peut certainement pas s'attendre à ce que le gouvernement prenne au sérieux une motion de non-confiance basée sur une demande de documents que le gouvernement ne peut produire, puisqu'ils n'existent pas. Ce serait ridicule. S'il fallait que la Chambre prenne ces motions au sérieux, nous serions encore ici en décembre prochain, et même en 1960, sans pouvoir voter un seul centin. Il n'y aurait même pas d'élection. Est-ce cela que l'opposition veut?

La motion du représentant de Chambly (M. Théberge) empêche la Chambre de voter les crédits nécessaires pour aider toutes les classes de gens que le premier ministre a énumérées. Il répond au chef de l'opposition qui considère qu'on a tort, du côté du gouvernement, de ne pas traiter sérieusement la motion que l'opposition a présentée.

M. Hamel (Saint-Maurice) invoque les règlements de l'Assemblée législative pour démontrer que l'opposition a le droit d'exposer ses griefs. Le 12 février 1958, le premier ministre, comme leader de la Chambre a dit "Adopté" quand la motion fut appelée. Peut-on supposer que le chef du gouvernement a voulu tromper la Chambre? Je me

demande si le premier ministre et le ministre du Bien-être et de la Santé (l'honorable M. Sauvé) ne voulaient pas faire concurrence au gala des artistes, car ce fut une comédie du commencement à la fin. Le premier ministre nous avait dit alors qu'il produirait les documents.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai jamais dit cela.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est cela. Ah! si nous avions un *Hansard*!

L'argent, poursuit-il, que le gouvernement nous demande de voter, à l'heure actuelle, ne pourra être dépensé avant le 1^{er} avril. Il reste encore deux mois et dix jours avant que le budget actuel ne soit épuisé. Contrairement aux affirmations du premier ministre, les cultivateurs, les vieux, les orphelins, les mères nécessiteuses, les infirmes et autres ne souffriront pas de la longueur du débat amorcé par l'opposition, puisque ces crédits serviront seulement au cours du prochain exercice financier, c'est-à-dire pas avant deux mois et demi. Non, le gouvernement vient de jouer la comédie et c'est plus grave qu'on ne le pense.

L'honorable M. Johnson (Bagot): Il est évident que le gouvernement ne peut pas accepter une telle motion puisqu'elle réclame la production de documents sur des matières qui n'existent pas.

L'honorable M. Johnson (Bagot) et M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) poursuivent le débat.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Parent, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 14.

Contre: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bohémier, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Cusseau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud),

Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Samson, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 63.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas un million huit cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Pourquoi ne trouve-t-on pas cette année, dans les crédits, un montant de \$700,000 pour les arrosages forestiers, afin de les protéger contre les ravages de la tordeuse des bourgeons?

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): Les experts de mon ministère en sont venus à la conclusion que l'arrosage aérien des forêts de la Gaspésie, avec une substance à base de D.D.T., n'est plus requis. Ces forêts ont été sauvées. Voilà pourquoi la dépense de \$700,000 affectée à cet arrosage, l'an dernier, a été retirée du budget, cette année.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Au récent congrès des ingénieurs forestiers, on a déclaré que 18,500,000 cordes de bois avaient été détruites par les insectes. N'y aurait-il pas lieu d'intensifier notre système de protection?

Un arrosage aérien a été entrepris, de concert avec la province du Nouveau-Brunswick et quelques compagnies, pour combattre les méfaits de la tordeuse du bourgeon de l'épinette. La même expérience ne pourrait-elle pas être répétée au-dessus des forêts de la Côte-Nord?

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): Cet arrosage arriverait malheureusement trop tard sur la rive nord, parce que les méfaits causés par cet insecte sont trop avancés. De plus, sur la Côte-Nord, les forêts affectées sont groupées en blocs isolés, ce qui rendrait prohibitif le coût de l'entreprise. En Gaspésie, au contraire, cet arrosage a été commencé

à temps et j'ai pu moi-même me rendre compte des excellents résultats qu'il a donnés.

Des expériences ont été faites avec succès dans les forêts au nord de Mont-Laurier. Il a été question de poursuivre sur la Côte-Nord, mais il a été établi que cela aurait coûté trop cher.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il y a trois ans, dit-il, j'ai rencontré M. Vernon Johnson, président de la Canadian International Paper, qui m'a soumis un projet d'arrosage des forêts de la Gaspésie avec du D.D.T. Il demandait la coopération du gouvernement du Québec et offrait celle de sa compagnie. Le Nouveau-Brunswick voulait aussi être partie à l'entreprise. M. Johnson se demandait si d'autres ne voudraient pas, elles aussi, coopérer à cette opération d'envergure.

Dans l'intervalle, les directeurs de quelques compagnies n'approuvaient pas le projet, en disant que cet arrosage causerait des dommages au saumon et aux autres poissons, dans la baie des Chaleurs et dans la rivière Restigouche. Ils avaient raison, mais les autres aussi avaient raison, car les résultats de cet arrosage se sont avérés excellents.

La lutte au fléau de la tordeuse de bourgeons d'épinette semble complétée en Gaspésie. Il y aurait peut-être lieu de la reprendre ailleurs, mais pour le moment, on ne peut préciser où ce travail pourrait s'imposer.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): Au dernier congrès de la Corporation des ingénieurs forestiers, on a émis l'opinion qu'en autant que l'ensemble de nos forêts est concerné, l'invasion de cet insecte a maintenant été enrayée. L'épidémie a origine au Nouveau-Brunswick et s'est répandue très rapidement en Gaspésie.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les techniciens ont-ils trouvé un moyen de combattre la maladie hollandaise de l'orme?

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): Il s'agit d'une maladie nouvelle d'origine hollandaise et les moyens de l'enrayer ne sont pas encore à point. Les techniciens n'ont pas encore trouvé un remède efficace contre la maladie du bouleau et de l'orme. Même dans les régions où les arbres constituent un ornement de première importance, un bon moyen de prévention, et c'est celui qu'on emploie dans les Cantons-de-l'Est, consiste en des fumigations en temps opportun et dans la coupe des arbres malades qui sont alors brûlés.

M. Lafrance (Richmond) demande des détails au sujet du développement du mont Orford.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): L'administration de ce mont ne relève pas de mon département.

M. Lafrance (Richmond) a, rappelle-t-il, soulevé la question la semaine dernière et a obtenu comme réponse que le mont Orford relevait du ministère des Terres et Forêts.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si le département de la Chasse décidait d'agrandir le mont Orford, il devrait s'adresser au département des Terres et Forêts pour faire l'acquisition de la superficie de forêt à annexer, mais l'aménagement et l'administration ne sont pas de lui.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Main-d'œuvre et salaires (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas un million quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Protection des forêts (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Combien y a-t-il eu d'incendies forestiers en 1958 et quelle étendue de forêt fut dévastée?

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): En 1957 seulement, il y a eu 864 incendies forestiers qui ont détruit 71,780 acres. L'année a été meilleure en 1958, puisqu'il n'y a eu que 374 feux qui ont ravagé 6,538 acres. Il n'y a aucun doute que la Providence a joué un grand rôle dans cette diminution des feux de forêt par les pluies très fréquentes qu'elle a envoyées

dans le cours de l'été dernier, mais cette situation est aussi due à la surveillance des officiers du ministère qui ont fait un excellent travail en coopération avec les associations qui s'occupent de la protection des forêts.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Quelles en sont les causes principales?

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): Les feux d'abattis furent à l'origine de 8 % des incendies forestiers; les ouvriers forestiers, 6 %; la récréation, 19 %; les voyageurs, 17 %, etc.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le département trouve-t-il des gens en faute et ceux-ci sont-ils poursuivis?

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): Trente-deux pour cent des rapports de contraventions concernent des cas de personnes qui ont fumé en forêt, qui ont négligé des feux de campement. L'éducation de la population est un facteur important. C'est pourquoi le gouvernement, qui a commencé à le faire sous l'égide du représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), alors qu'il était ministre des Terres et Forêts, a toujours coopéré avec les associations forestières québécoises et, en particulier, avec les clubs qui jouent un rôle si important dans la protection et la conservation.

Les clubs 4-H jouent un rôle excessivement important pour préparer la jeunesse à comprendre la nécessité de protéger la forêt en lui faisant connaître d'abord ce qu'elle représente. Pour la protéger, il faut la connaître. C'est précisément à cette œuvre que s'emploient les clubs 4-H. Je les félicite du travail qu'ils accomplissent, sous l'égide des associations forestières. Les crédits comportent encore des subventions pour eux. J'estime quant à moi que l'argent consacré par l'État à l'encouragement de cette œuvre éducative est de l'argent bien placé.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 6. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service forestier (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Quelles sont les conditions pour acheter un lot du ministère des Terres et Forêts?

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): En principe, le ministère ne vend pas de lots. Si on en vend, le prix est fixé par un officier et la vente est recommandée par le ministre et autorisée par un arrêté en conseil. Parfois, pour des fins touristiques, des lots peuvent être concédés à bail et, au bout de quelque temps, concédés par lettres patentes. Le ministère peut aussi disposer de lots isolés, au sujet desquels la surveillance serait impossible ou qui n'ont pas une grande valeur pour leur bois. Ce sont les seuls cas.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 7. Qu'un crédit n'excédant pas un million quatre cent soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Arpentages (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Où en est rendu le travail de l'inventaire forestier dans la province de Québec?

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): Il y a actuellement 16,000 milles carrés de forêts de la province dont l'inventaire a été terminé, et le travail se continue, sous la direction des experts du département des Terres et Forêts.

L'an dernier, 1,499 milles carrés de forêts ont été inventoriés. Ils s'ajoutent aux 14,000 milles carrés où le travail est déjà fait, ce qui donne environ 16,000 milles carrés.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 8. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Photographie aérienne (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Reboisement et Pépinières (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Combien y en a-t-il?

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): Il y a trois grandes pépinières, dont celle de Berthier, sept secondaires et 11 volantes. Les pépinières

volantes servent à fournir des arbres aux cultivateurs qui veulent reboiser. Une fois qu'un district a été servi, la pépinière peut être démenagée ailleurs, pour aider d'autres cultivateurs.

M. Lafrance (Richmond) s'enquiert des formalités à accomplir pour obtenir des plants.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): Les cultivateurs doivent s'adresser à l'ingénieur forestier régional qui trace des plans de reboisement que le cultivateur doit s'engager à suivre, s'il veut obtenir des plants. À la demande de l'Association forestière des Cantons-de-l'Est, une pépinière a été établie à Cowansville. Et je n'ai pas besoin de vous dire dans quel comté c'est.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) pose une question sur les primes de reboisement.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): Les cultivateurs peuvent planter eux-mêmes les plants qui leur sont alloués et, cinq ans plus tard, les ingénieurs des pépinières concernées visitent les terrains ainsi reboisés. Si le travail a été fait selon les spécifications, la prime versée au cultivateur est de \$10 par acre reboisée.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 10. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "École forestière, Duchesnay (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pépinière de Berthier (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): On prévoit dépenser \$115,000 à la pépinière de Berthier pour la construction d'une sorte d'entrepôt pour la conservation des jeunes plants. Elle remplacera celle qui a été incendiée l'an dernier.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 13. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "École forestière, Duchesnay (terres et forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): L'école de Duchesnay est une véritable université populaire; elle est l'école la mieux organisée du genre au pays. Ce montant servira à construire notamment un séchoir pour la scierie-école, une boutique à bois et divers locaux

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 14. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Protection des forêts - Construction (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

À 6 heures, M. le président quitte le fauteuil.

Reprise des travaux à 8 heures

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 15. Qu'un crédit n'excédant pas un million cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Éducation hôtelière, cours (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Agents généraux de la province (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): En septembre 1958, M. René Chalon, consul général de France à Québec, soulignait l'intérêt qu'aurait le Québec à avoir un office dans la Ville lumière. En juin 1958, un éditorial du *Soleil* de Québec préconisait déjà l'ouverture d'un bureau du Québec, à Londres, pour y faire face à la concurrence de l'Ontario.

La dernière exposition de notre province à Paris a été un succès - 1,000,000 de visiteurs en ont eu une bonne impression - mais ces expositions ne durent que quelques jours ou semaines et, après, c'est le silence complet. Et elle a coûté \$100,000 au Québec. D'un autre côté, l'exposition du Canada à Bruxelles a laissé croire aux Européens que nous produisons des sculptures d'Eskimos et que nous vivons à l'époque de Maria Chapdelaine. Une agence pourrait suppléer à cette carence.

Il faudrait des offices à Paris et à Londres, où nous n'en avons pas encore, et pourtant, on y trouve de véritables ambassadeurs du Canada: les banques dont les directeurs voyagent à travers l'Europe, allant d'une capitale à l'autre pour y rencontrer les gens qui seraient intéressés à venir fonder des établissements industriels et placer leur argent au Canada. Ces directeurs toutefois ne font de la publicité qu'au Canada en général et ne peuvent faire valoir le Québec plus que les autres provinces.

Il y a, dans le budget de l'honorable M. Beaulieu, \$2,000 pour permettre au Québec de se faire représenter aux Antilles anglaises, \$2,000, le prix d'une croisière. Pourtant, là encore, il y a des banques canadiennes à Nassau, à Kingston, etc. Si les banquiers canadiens ont pris la peine de se rendre là-bas, d'y bâtir des édifices, c'est qu'il y a quelque chose à faire, et notre province aurait certainement avantage à y affirmer davantage sa présence. Bien entendu, le plus important serait d'avoir des offices à Paris et à Londres, et peut-être aux États-Unis, hors de New York, par exemple sur la côte occidentale.

Les prévisions budgétaires du ministère de l'Industrie et du Commerce comprennent une somme de \$50,000 pour le cas où la province aurait l'intention d'avoir des agents généraux ailleurs qu'à Ottawa, New York ou aux Antilles anglaises. La province a aussi eu un office à Londres pendant plusieurs années, mais cet office est fermé depuis environ 20 ans.

Je suis heureux de voir qu'il y a, cette année, une lueur d'espoir à l'horizon. Ces \$50,000 permettent de penser qu'enfin, nous nous dirigeons vers quelque chose de précis. Nous espérons que, l'an prochain, nous serons en mesure de constater des réalisations⁶.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):

Nous avons discuté de cette question, et il y a des possibilités d'établir des offices dans d'autres pays, mais aucune décision précise n'a encore été prise. On m'a permis de mettre \$50,000 de côté dans ce but.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La question des agents généraux revêt certainement une importance considérable, mais elle présente des aspects multiples dont l'étude est nécessaire, avant de prendre une décision précise.

L'établissement d'offices du Québec n'aurait pas rapporté beaucoup. Les pays européens qui avaient de l'argent avaient pris l'habitude d'investir leurs capitaux soit aux colonies, soit en Europe centrale, soit en Afrique, soit au Moyen-Orient où, par exemple, les Anglais se sont intéressés au pétrole. Des centaines de millions ont été placés ainsi. Ou encore, les hommes d'affaires européens investissaient leurs fonds en Suisse qui, à cause de sa neutralité politique, ne connaissait pas la guerre. Ainsi, les Européens avaient pris l'habitude de placer leur argent ailleurs qu'au Canada, qu'en Amérique. Il est très difficile d'arrêter un tel courant.

D'autre part, il est arrivé, à la suite de la guerre, que les capitaux européens ont été bloqués par les gouvernements des pays touchés par la guerre; de même, il est arrivé que le change n'était pas favorable à l'émigration des devises européennes vers le Nouveau Monde. Il y a eu là des obstacles infranchissables. Il y a une amélioration, mais les difficultés n'ont pas encore disparu, et il est certain que le gouvernement provincial, qui n'a pas son mot à dire dans le commerce international, n'est pas en mesure d'exercer beaucoup d'influence.

Tout cela prouve qu'il n'était pas temps d'établir des offices de la province de Québec, en Europe. L'argent rendait de plus grands services ici même. De toute façon, l'absence d'agents généraux du Québec en Europe n'a pas empêché cependant la venue au Canada de puissantes sociétés industrielles du vieux continent, ni l'arrivée de capitaux européens au Québec. Ces fonds ont permis la fondation de la British Aluminium Company (\$150,000,000), de la firme suisse Brown-Boveri, de l'A.V.R.O.E., de l'entreprise belge Petrofina et d'un grand nombre d'autres.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Le ministre devrait faire plus de propagande pour attirer des industries dans le Québec. Trop de produits que nous consommons viennent d'ailleurs, et c'est la raison pour laquelle il y a tant de chômage chez

nous. Les agences à l'étranger constituent l'un des meilleurs moyens d'attirer des industries et il faudrait les multiplier.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) argumente sur les banques canadiennes installées aux Antilles anglaises ou en Amérique du Sud.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Elles sont là pour protéger les intérêts des Canadiens qui ont investi dans ces pays plusieurs milliards de dollars. C'est cela que la présence de nos banques là-bas montre avant tout. Pour installer un agent général de la province à Londres ou à Paris, cela coûtera très cher; il faudrait un édifice, des frais élevés de publicité, un budget pour des réceptions nombreuses, etc.

Il croit que des expositions comme celle de Paris peuvent accomplir plus de choses que plusieurs offices, et il dit qu'il existe encore un problème de stabilité incertaine et précaire en Europe. Cependant, les conditions économiques générales ne favorisent pas encore de grands mouvements de capital. Mais ceci ne signifie pas que nous n'étudions pas des améliorations possibles, quoique nous ayons un grand nombre de problèmes urgents à régler et pour lesquels nous devons dépenser de l'argent. Toutefois, nous surveillons la situation et nous verrons à faire les améliorations qui s'imposent.

Il ne veut pas laisser entendre que le gouvernement provincial ne devrait pas faire plus pour promouvoir les investissements de capitaux étrangers dans la province. La province n'a simplement pas les moyens de dépenser des centaines de milliers de dollars à de telles fins d'ici à ce que les conditions économiques en Europe se stabilisent. Si jamais le Québec décide d'implanter un agent général à Londres, il devra aussi en implanter un à Paris.

Il invite le représentant de Montmagny (l'honorable M. Rivard) à parler de l'exposition de la province de Québec aux magasins du Louvre à Paris, à laquelle il représentait le gouvernement de la province.

L'honorable M. Rivard (Montmagny):

Cette exposition a été une révélation pour les Français à plusieurs points de vue.

Nous avons révélé à la France une province en plein développement, occupée à raffermir des structures. Pendant six semaines, un million de Français sont venus à notre exposition, où tous les départements du gouvernement provincial étaient représentés, pour montrer de façon particulièrement vivante ce que nous avons réalisé chez nous.

Cette exposition était sous le patronage de M. Pierre Taittinger, propriétaire des grands magasins du Louvre, ancien maire de Paris, et elle a été ouverte en présence de quatre ministres du gouvernement, d'ambassadeurs, d'académiciens et autres hauts personnages de la vie française.

La province de Québec a raison d'être fière des résultats splendides que nous a valus cette publicité. J'ai eu là l'occasion de rencontrer des hommes d'affaires éminents, principalement le président du Crédit foncier, M. Emmanuel Monnick. Ils m'ont déclaré que les ressources naturelles de la province de Québec les intéressent d'une façon particulière pour trois raisons.

Les grands financiers européens sont plus disposés à venir dans la province de Québec, parce que nous avons ici un gouvernement stable, le respect de l'entreprise privée et le respect de la parole donnée. Durant mon séjour là-bas, j'ai entendu bien des éloges et bien des paroles sentimentales qui m'ont fait plaisir. Mais aucun éloge ne pouvait m'aller plus au cœur que celui auquel je viens de faire écho.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ce qu'ont dit le premier ministre et le ministre des Transports et des Communications (M. Rivard) appuie la nécessité d'établir le plus tôt possible des agences de la province à Paris et à Londres.

La présence de succursales des grandes banques canadiennes à Paris, à Londres, indique l'intérêt économique d'y être représenté; c'est une leçon pour notre province.

Je suis convaincu qu'une maison de la province de Québec à Paris relèguerait dans l'ombre l'ambassade canadienne. Celle-ci a nécessairement quelque chose d'impersonnel, parce qu'elle représente les 10 provinces. Mais une agence du Québec pourrait, à cause de nos affinités culturelles, devenir un merveilleux point de rencontre pour les Canadiens et les Français. Il y aurait à cet endroit une conversation continue entre Français et Canadiens français. On pourrait s'y occuper d'immigration chez nous, car la province a des droits, comme le fédéral, sur cette question.

L'Ontario possède un office à Londres et il est bien utilisé. Un office à Paris augmenterait la visibilité du Québec vis-à-vis des Français et offrirait de grandes possibilités. Le succès de notre exposition de Paris, l'an dernier, montre qu'il y a de ce côté-là un immense mouvement de curiosité à exploiter en faveur de notre province. Nous pourrions en profiter pour attirer des capitaux et des techniciens français.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Et cela pourrait nous donner une occasion de rencontrer Brigitte Bardot.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Avec l'état d'incertitude qui existe en Europe, où on entend sans cesse le cliquetis des armes, les Français tourment leurs yeux vers le Canada et vers la province de Québec. Je ne suis pas d'accord, dit-il, avec le premier ministre sur le problème des conditions économiques européennes. Ceci ne peut justifier une attitude d'attente de la part du gouvernement. C'est plutôt précisément la raison pour laquelle le gouvernement devrait agir immédiatement.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 20. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Inventaire des ressources naturelles et industrielles de la province (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Parent (Hull): Pourquoi y a-t-il diminution?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): C'est qu'une grande partie de l'inventaire est déjà complétée.

M. Parent (Hull): Il devrait y avoir des conseils d'orientation économique dans chacune des 10 régions économiques de la province, et le ministère devrait en susciter, au besoin, la formation dans les régions qui n'en ont pas encore. À Hull et dans les municipalités environnantes, on éprouve un très grand besoin d'industries nouvelles.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) préconise la création d'une commission de planification économique indépendante du gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela ne relève pas de l'item en discussion.

M. Lafrance (Richmond): Que s'est-il fait l'an dernier en ce qui concerne l'inventaire des ressources naturelles?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Une seule équipe y a travaillé, sous la direction de

M. Jean-Charles McGee. Elle a fait pendant six semaines des relevés et des analyses dont les résultats ne sont pas encore complétés.

M. Lafrance (Richmond): J'ai l'impression qu'il y a des gens dans cette équipe qui sont allés prendre des vacances aux frais de la province.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): C'est une fausse impression.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 21. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Au poste "Subventions" des crédits du ministère de l'Industrie et du Commerce, il n'y aurait pas lieu de parler d'un prêt à l'industrie rurale?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député ne paraît pas être renseigné, parce qu'il y a des garanties de prêts pour les coopératives de tannerie.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le but de mon intervention est de demander s'il n'y a pas moyen d'étudier la possibilité d'accorder des prêts à l'industrie agricole.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y en aura pas.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le premier ministre peut-il dire si la question a été étudiée?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Par qui?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Par tout le monde.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Alors, nous avons hâte de voir le rapport sur l'étude qui a été faite.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): On vient de le faire.

M. Parent (Hull): Quelles sont les conditions exigées pour avoir une subvention dans le domaine de l'industrie?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Mon ministère n'accorde de subventions qu'aux industries qui fonctionnent bien, qui sont viables et dont les intéressés ont payé une partie du capital nécessaire.

Jamais un octroi n'est donné à la légère. Une des conditions de notre participation, c'est que les intéressés nous demandent d'examiner leur affaire. Nous ne nous immisons pas de notre plein gré dans une industrie si les propriétaires ne sollicitent pas l'aide des experts du département.

M. Parent (Hull): J'ai visité la Banque d'expansion industrielle à Montréal, et on m'a dit que notre province souffrait du manque d'orientation industrielle.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): La province ne peut se substituer à l'industrie elle-même.

M. Parent (Hull) insiste sur l'importance d'aider à conserver les industries déjà établies chez nous, avant d'aller en chercher ailleurs. Ce qui manque le plus au petit industriel canadien-français, dit-il, ce sont des conseils et de l'orientation pour lui permettre de mener au succès son entreprise. Ce n'est pas avec des subventions de \$700 par an qu'on va assurer le développement d'une industrie. En 1957, nous avons eu 2,557 faillites.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Un grand nombre était des faillites individuelles dans lesquelles les gens coulés de dettes voulaient avoir un reçu sans rien payer.

M. Parent (Hull): Avant d'aller chercher de nouvelles industries, il importerait de prendre les moyens de conserver celles que nous avons. Il existe un malaise dans l'industrie, faute d'orientation dans l'administration.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Un excellent moyen de remédier au prétendu malaise dont parle le député de Hull, c'est le développement de l'Ecole des hautes études, de Montréal, où l'on pourra former un nombre de plus en plus considérable de compétences dans le domaine de l'industrie et du commerce.

Il espère, ajoute-t-il, voir se constituer, petit à petit, une cohorte d'hommes d'affaires canadiens-français, grâce à l'École des hautes études commerciales.

M. Parent (Hull) interroge le ministre de l'Industrie et du Commerce, au sujet de l'aide apportée par le gouvernement provincial à la Federal Packers⁷, faisant affaire dans le comté de Saint-Jean.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Cette entreprise se développe grandement. Si elle est tellement prospère, on se demande bien pourquoi elle a tellement besoin de l'argent des contribuables.

M. Parent (Hull) interroge encore et longuement le ministre. Il demande beaucoup de renseignements parce qu'il voit dans le livre des *Comptes publics* que des octrois à cette compagnie apparaissent au ministère de l'Agriculture, au ministère de l'Industrie et du Commerce et au Conseil exécutif; \$5,000 sont inscrits dans chaque cas.

Il souligne aussi qu'une seule autre compagnie a eu droit à un octroi de \$5,000 parmi les quelque 220 petites compagnies à qui on a accordé une aide qui totalise \$317,939 à ce ministère, en 1957.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Les deux premiers propriétaires de la conserverie de légumes ont fait faillite, et les nouveaux propriétaires avaient besoin d'un montant de \$15,000 de capital en liquide, pour négocier un emprunt bancaire important. Cette industrie est maintenant florissante et elle emploie une centaine de personnes. Le gouvernement a décidé de l'aider, après s'être renseigné sur sa stabilité.

M. Parent (Hull): La compagnie opère sous une charte fédérale et a émis 5,000 actions privilégiées lors de sa fondation en 1955, plus 3,000 actions ordinaires à \$10 chacune. Ceci signifie que les contrôleurs ont géré la compagnie avec \$30,000, et le gouvernement leur avait déjà donné cette somme. Il n'est pas logique qu'une industrie reçoive \$30,000 en deux ans, quand on accorde, en moyenne, \$5,000 par année.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Les propriétaires sont deux frères du nom de Silver, qui sont les oncles de mon associé en assurances à Montréal. Je les ai aidés à obtenir les octrois du

gouvernement, parce que ces hommes sont des résidents de ma circonscription et qu'ils avaient besoin de subsides pour une industrie qui vient en aide à une vaste région rurale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre et invite le député de Hull à s'en tenir aux crédits de l'industrie et du commerce, les seuls à l'étude. Le représentant de Hull fait tout cet interrogatoire parce qu'il veut atteindre le député de Saint-Louis qui le dépasse de 100 coudées.

M. Lafrance (Richmond): Le député de Hull est dans son droit. Quand une compagnie reçoit \$5,000 d'un ministère et en reçoit d'autres départements, c'est le devoir du représentant du peuple de s'informer en posant des questions.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Il fait son devoir comme l'autre qui vient de parler. Je n'ai pas peur de mettre ma vie politique à côté de celle du député de Richmond. Je n'ai jamais fait de raffle, moi.

M. Lafrance (Richmond): Je connais le député de Saint-Louis et j'ignore ce qu'il veut dire par cela. Je voudrais qu'il précise ce qu'il dit au sujet des raffles. Je n'ai jamais fait de raffle, ni passé de télégraphes.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Le député qui vient de parler connaît mieux que moi ce que c'est, des télégraphes. Je vais en prouver bien plus contre lui qu'il ne peut le faire contre moi. Je vais attendre après la session et je vais lui donner des précisions dont il va se rappeler. Il saura à quoi s'en tenir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Voyez-vous pourquoi l'Union nationale est au pouvoir? Il y a de l'union, de ce côté-ci.

M. Parent (Hull) reproche au premier ministre d'avoir lui-même mêlé le député de Saint-Louis à la discussion.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le représentant de Hull fait des insinuations qui ne le grandissent pas.

Quant au député de Richmond, il doit se rappeler qu'il a été baptisé comme il faut par le ministre de l'Industrie et du Commerce. Si le député veut ouvrir une manufacture de vinaigre, on lui donnera un octroi.

M. Hamel (Saint-Maurice): Tout ce qu'a dit le chef du gouvernement ne change rien au problème. Le premier ministre est un spécialiste de la voie d'évitement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est comme un gars qui prend la voie pour être chef et qui se retrouve stratège sur la voie d'évitement.
(Rires)

M. Hamel (Saint-Maurice): Cette affaire de la Federal Packers est anormale, puisque le ministre donne des octrois dont la moyenne est de \$700. Il y en a quelques-uns à \$2,000, et un ou deux à \$5,000. Le gouvernement administre l'argent du peuple comme si c'était son argent personnel.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande que le député retire ses paroles sans condition. Il a dit que le gouvernement administre l'agent du peuple comme si c'était son argent personnel.

M. Hamel (Saint-Maurice): (En riant) Je n'ai jamais dit cela! Et l'on doit prendre la parole d'un député.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Tout le monde a compris ce que le député a dit.

M. le président: Le député a bien dit qu'on administre l'argent comme son argent personnel. Il demande au représentant de Saint-Maurice de retirer ses paroles.

M. Hamel (Saint-Maurice): Pour éviter une discussion plus acrimonieuse, je retire ce qu'on a compris.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le président, qu'il retire sans condition, sinon faites rapport à l'Orateur.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je retire mes paroles, mais pas mes pensées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est correct. On ne retire pas ce qui n'existe pas.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 22. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq

mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à l'industrie du sucre d'érable (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office de l'artisanat et de la petite industrie (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues et frais de représentation (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La plus grande partie de la journée de mercredi sera consacrée à des séances des comités des bills privés et publics. Je m'attends que l'étude du bill de Montréal dure au moins une semaine, au comité des bills privés. Il s'agit d'un bill très important, surtout l'amendement qui a trait à l'établissement d'un régime métropolitain.

J'ai l'intention de laisser toute la latitude voulue aux intéressés de faire valoir leur point de vue devant le comité. Le gouvernement veut connaître les opinions de tous sur cette très importante question, avant de prendre une décision.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 10 heures.

NOTES

1. *La Presse* du 21 janvier 1959, à la page 33, rappelle que ce n'était pas la première question posée par le représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) à ce sujet. Le 11 décembre 1958, il avait posé une question similaire au *Feuilleton*, demandant la date précise de l'enregistrement de ladite option. Non seulement la question n'avait pas été rayée du *Feuilleton*, mais le ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Johnson) lui apportait une réponse écrite, mardi dernier. M. Johnson disait alors qu'aucune option n'avait été enregistrée. L'opposition avait même soutenu, à la suite de cette réponse, que le premier ministre et son ministre s'étaient contredits.

2. Les journaux font remarquer que deux députés indépendants, MM. Lionel Ross, de Verdun, et Dave Rochon, de Saint-Louis, ont appuyé la décision prise par l'Orateur de la Chambre basse.

3. Le *Quebec Chronicle* du 21 janvier 1959, à la page 3, donne une version plus explicite à ses lecteurs: M. Tellier a décidé que la question de privilège n'était pas bien fondée parce que les députés de la Chambre qui ont poursuivi *Le Devoir* n'étaient pas impliqués dans l'affaire de l'option accordée par Québec Hydro, dans sa transaction avec la Corporation de gaz naturel.

4. MM. Ross et Rochon votent encore avec les ministériels.

5. Le journaliste de *La Presse* du 21 janvier 1959, à la page 59, poursuit son enquête, et ajoute qu'en lisant le dernier rapport du ministre des mines, soit le rapport de l'année se terminant le 31 mars 1958, on constate, à la page 8, un paragraphe où il est dit: "Ce service (le service des titres miniers) a aussi accordé sept concessions minières couvrant une superficie totale de 2,200 acres, alors que, l'an passé seulement, quatre concessions, pour une superficie de 1,318 acres, avaient été émises." On y dit également que le service a émis 271 permis de mise en valeur et 38 permis de recherche minière.

6. *Le Soleil* du 21 janvier 1959, à la page 36, écrit que le chef de l'opposition fait cette demande durant la discussion des crédits du ministère du Commerce et de l'Industrie.

7. Dans *La Presse* du 21 janvier 1959, à la page 59, on indique que cette industrie appartient à deux oncles de l'associé en affaires du député indépendant de Montréal-Saint-Louis, M. Dave Rochon.

Séance du mercredi 21 janvier 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**La Laurentienne
compagnie d'assurance**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, appuyé par le représentant de Québec (M. Rochette), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de La Laurentienne, compagnie d'assurance sur la vie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de La Laurentienne, compagnie d'assurance sur la vie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 259 concernant la Commission des écoles catholiques de Mont-Royal;

- bill 235 concernant la paroisse de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot;

- bill 263 légalisant un acte entre BP Canada Limited et la cité de Montréal, ainsi que le règlement numéro 2,450 de la cité de Montréal.

M. Maltais (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 181 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke;

- bill 264 modifiant la charte de la cité de Granby;

- bill 265 concernant la ville de Waterloo;

- bill 159 concernant la ville de Chambly;

- bill 233 modifiant la charte de la cité de Sorel et constituant un organisme pour promouvoir l'industrie dans la région de Sorel.

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 165 concernant la charte de la ville de Laval-des-Rapides;

- bill 240 modifiant la charte de la ville de Fort-Chambly.

Projets de loi:

**Commission des écoles catholiques
de Mont-Royal**

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 259 concernant la Commission des écoles catholiques de Mont-Royal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 259 sans l'amender.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Notre-Dame-
de-l'Île-Perrot**

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 235 concernant la paroisse de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 235 sans l'amender.

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

BP Canada Ltd.

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 263 légalisant un acte entre BP Canada Limited et la cité de Montréal, ainsi que le règlement numéro 2,450 de la cité de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 263 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Sherbrooke

M. Gérin (Stanstead) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 181 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 181 sans l'amender.

M. Gérin (Stanstead) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Granby

M. Russell (Shefford) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 264 modifiant la charte de la cité de Granby.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 264 sans l'amender.

M. Russell (Shefford) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Waterloo

M. Guillemette (Frontenac) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 265 concernant la ville de Waterloo.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 265 sans l'amender.

M. Guillemette (Frontenac) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Chambly

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 159 concernant la ville de Chambly.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 159 sans l'amender.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Sorel

M. Gagné (Richelieu) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 233 modifiant la charte de la cité de Sorel et constituant un organisme pour promouvoir l'industrie dans la région de Sorel.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 233 sans l'amender.

M. Gagné (Richelieu) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Laval-des-Rapides

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 165 concernant la charte de la ville de Laval-des-Rapides.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 165 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Fort-Chambly

M. Gagné (Richelieu) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 240 modifiant la charte de la ville de Fort-Chambly.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 240 sans l'amender.

M. Gagné (Richelieu) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Décisions de l'Orateur:

Retrait du *Feuilleton* de questions et motions ayant trait à des affaires pendantes

M. l'Orateur: Hier, j'ai rendu la décision suivante qui a été confirmée par cette Chambre:

L'article 67 des règlements déclare qu'il est du devoir de l'Orateur de signaler toute violation de l'ordre et du Règlement, sans attendre qu'elle lui soit indiquée. Or, il y a, sur l'ordre du jour, une motion du député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) (item 61), par laquelle il est demandé de produire sur le bureau de la Chambre copie de l'option accordée par Hydro-Québec, en 1955, pour la vente de son réseau de distribution de gaz.

Cette motion, qui peut faire le sujet d'un débat, se rapporte à des poursuites en dommages pour libelle et diffamation, lesquelles poursuites sont actuellement pendantes, c'est-à-dire *sub judice*. Ce sont les défendeurs eux-mêmes qui, à l'encontre desdites poursuites pour libelle et diffamation, ont invoqué dans leur plaidoyer, qui sera soumis aux tribunaux, des allégués concernant ladite option.

Une tradition parlementaire constante et plusieurs décisions de l'Orateur de l'Assemblée législative de Québec, par respect pour le pouvoir judiciaire, sont à l'effet qu'il est contraire au Règlement de faire un débat ou de discuter en Chambre, relativement à des procédures judiciaires pendantes, c'est-à-dire *sub judice*. De plus, au cours de la présente session, j'ai moi-même décidé, et la Chambre a confirmé ma décision, qu'il est irrégulier et contraire au Règlement de faire un débat ou de discuter en Chambre au sujet desdites causes pendantes devant les tribunaux.

La susdite motion du député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) est contraire à la décision de l'Orateur, contraire au vote de la Chambre, au cours de la présente session; elle est pour le moins irrégulière, et j'ordonne en conséquence au greffier de la biffer de l'ordre du jour.

Je vois à l'ordre du jour d'aujourd'hui les questions 25, 26 et 27 ainsi que les motions 54 et 55 du député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde)¹, questions et motions qui sont contraires à la décision mentionnée plus haut et contraires aux votes de cette Chambre, au cours de la présente session. Ces trois questions et ces deux motions sont pour le moins irrégulières et, pour les mêmes raisons mentionnées dans la décision ci-haut, j'ordonne au greffier de les biffer de l'ordre du jour.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Bégin, Bellemare, Bernard, Bertrand, Blanchard, Bohémier, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, Vachon, 58.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 16.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Demande et dépôt de documents:

René Trépanier

M. Brown (Brome) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de l'arrêté ministériel adopté par le lieutenant-gouverneur en conseil, en 1949, nommant René Trépanier sous-ministre au ministère de l'Agriculture, à Québec.

Adopté.

L'honorable M. Barré (Rouville) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 22)

International Publishing Co.

M. Dionne (Rimouski) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie du contrat actuellement en cours entre le gouvernement et la compagnie International Publishing Co., relativement à la publicité touristique et autres.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 23)

O'Connell Lodge, parc de La Vérendrye

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de l'arrêté ministériel no 266, adopté par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, au cours de l'année 1958.

Adopté.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 24)

Projets de loi:

Pointe-aux-Trembles, Canadian International Paper Co. et Hygrade Containers Ltd.

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 129 concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles, Canadian International Paper Company et Hygrade Containers Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Renaud

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 140 constituant en corporation la

ville de Renaud soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Testament de Charles Séraphin Rodier

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 187 concernant le testament de Charles Séraphin Rodier soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Lac-Poulin

M. Poulin (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 194 érigeant la municipalité du village de Lac-Poulin soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Lac Delage

M. Rochette (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 209 constituant en corporation la ville de Lac-Laron soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Communauté hellène-canadienne

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 253 modifiant la loi 16 George V, chapitre 99, telle que modifiée par 4-5 Elizabeth II, chapitre 152, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession Georges Élie Amyot

M. Rochette (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 273 concernant la succession de feu l'honorable Georges Élie Amyot soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

John Nemeth

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 125 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre John Nemeth à l'étude et à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Chicoutimi

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 146 modifiant la charte de la cité de Chicoutimi soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Sept-Îles

M. Ouellet (Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 205 modifiant la charte de la ville de Sept-Îles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Longueuil

M. Ladouceur (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 211 modifiant la charte de la cité de Longueuil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Saint-Martin

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 244 modifiant la charte de la cité de Saint-Martin soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Traian Constantin

M. Rochette (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 256 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Traian Constantin à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Communauté des sœurs de Charité de la Providence

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 276 modifiant la charte de la communauté des sœurs de Charité de la Providence soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission scolaire de la municipalité de Saint-Charles, comté de Saint-Sauveur

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 279 concernant les commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de la ville de Petite-Rivière soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Questions et réponses:

Dépenses de voyage

M. Parent (Hull): Quelles sommes le gouvernement a dépensées pour les voyages en Europe, durant 1957 et 1958, de MM. Armand Maltais, Antoine Rivard, Antonio Talbot, Jos Boulanger et Émilien Rochette?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): L'administration provinciale n'a rien déboursé dans le cas de MM. Maltais, Boulanger et Rochette; \$3,000 ont été payés à M. Rivard pour ses frais de voyage, à l'occasion de l'exposition du Québec à Paris; et \$1,000 à M. Talbot, qui a représenté la province, lors du 100^e anniversaire de la fondation de Lourdes.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant² pour descendre au comité des bills privés de l'Assemblée législative entendre le pour et le contre du bill sur la chiropratique.

M. Hamel (Saint-Maurice): Nous sommes mercredi et, si le gouvernement ne propose pas l'ajournement pour nous priver de notre droit de discussion, c'est une drôle de coïncidence. Ce n'est pas question de critiquer inutilement, mais les règlements consacrent le mercredi comme la journée des députés.

Les législateurs qui ont fait ces règlements avaient le souci du rôle des députés. Ils connaissaient les faiblesses humaines, et l'article 115 est là pour protéger l'opposition contre la majorité ministérielle.

Il y a encore une trentaine³ de motions et de questions à l'ordre du jour, et il reste bien peu de mercredis d'ici à la fin de la session. Quand donc les députés auront-ils le loisir de discuter leurs motions? S'ils n'ont pas ce loisir, le Règlement est illusoire.

Le gouvernement prend des moyens détournés pour empêcher la discussion.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au représentant de Saint-Maurice (M. Hamel) de retirer ses paroles. Si la Chambre s'ajourne, dit-il, c'est pour aller entendre des délégations intéressées dans les bills privés.

M. l'Orateur: La décision d'ajourner la Chambre pour étudier des bills privés ou publics a été prise mardi, à l'ajournement.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est le gouvernement qui a fait la proposition alors qu'il savait que les députés de l'opposition désiraient discuter de leurs motions aujourd'hui. Ce n'est pas la faute de l'opposition si des délégations de citoyens attendent pour l'étude de projets de loi.

Dans quel ordre, d'après les règlements, les affaires inscrites au *Feuilleton* le mercredi, le jour des députés, doivent-elles être appelées?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre, reprochant au député de Saint-Maurice de critiquer une décision déjà rendue par l'Orateur, et d'après laquelle il appartient au leader de la Chambre d'indiquer dans quel ordre le travail doit être fait.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je ne discute pas la décision, mais je m'oppose à la motion d'ajournement du premier ministre. Si des délégations ont été convoquées cet après-midi au comité des bills privés, c'est parce que le premier ministre n'a pas eu la prévoyance de penser que le mercredi était le jour des députés. C'est donc le gouvernement, non pas l'opposition, qui est responsable des dépenses de ces gens-là.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne veux pas éterniser la discussion. Le député de Saint-Maurice n'a pas réussi à se mettre en évidence, à la convention libérale, et...

M. Hamel (Saint-Maurice): Point d'ordre. Je demande au premier ministre de rester à la hauteur de la dignité de ses fonctions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Et le moyen de rester à la hauteur, c'est d'ignorer la convention libérale? Soit. J'admets que ce n'est pas important et on n'en parlera plus. Presque tous les jours depuis le début de la session, et sans être obligé de le faire, le gouvernement a répondu à de multiples questions et a fourni nombre de documents. Il n'a pas attendu le mercredi pour le faire.

Hier soir, la Chambre a décidé que nous étions pour siéger quelques minutes seulement, afin d'aller au comité étudier les bills non pas du gouvernement mais des députés. À la fin de la séance du matin, au comité, j'ai proposé l'ajournement à quatre heures moins quart et le chef de l'opposition, qui était présent, ne s'y est pas opposé. Il serait antidémocratique de retarder indûment l'étude des lois présentées par les députés. Comme leader de la Chambre, j'ai le droit de proposer l'ajournement en n'importe quel temps, d'après les règlements. Nous allons donc entendre les représentants du peuple, puisque nous sommes élus pour cela.

M. l'Orateur: En vertu de l'article 115, les affaires viennent dans tel ou tel ordre, à moins que la Chambre n'en ait décidé autrement. Hier soir, à la suggestion du premier ministre, il a été unanimement décidé que la Chambre ne siégerait aujourd'hui que pour quelques minutes, pour permettre au comité des bills privés de poursuivre son travail. Le premier ministre a proposé l'ajournement. À la Chambre de décider!

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bertrand, Blanchard, Bohémier, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 64.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Thériberge, Turpin, 16.

Ainsi, la motion est, en conséquence, adoptée⁴.

La séance est levée à 4 h 15.

NOTES

1. Le *Montréal-Matin* du 22 janvier 1959, à la page 11, précise que, dans ses questions, le député de Westmount voulait savoir le montant d'argent total payable à l'Hydro-Québec par la Corporation du gaz naturel pour la vente de son système de distribution du gaz, pour la vente de ses actions et intérêts dans la Montreal Coke et pour la vente de ses actions et intérêts dans la Keystone Transports Limited. Dans les deux motions, M. Hyde demandait la production de divers arrêtés ministériels concernant les mêmes transactions.

2. Il est alors 15 h 30, selon *Le Soleil* du 22 janvier 1959, à la page 3, et le journaliste de *L'Événement* du 22 janvier 1959, à la page 24, confirme que, jusqu'à la motion d'ajournement, la séance n'a duré que quelques minutes.

3. Dans *Le Devoir* du 22 janvier 1959, à la page 12, on dit une "quarantaine" de motions.

4. *Le Droit* du 22 janvier 1959, à la page 13, indique qu'il a fallu 45 minutes pour ajourner la séance.

Séance du jeudi 22 janvier 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 219 modifiant la loi concernant l'Association des médecins de langue française du Canada.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 199 relatif à The Laprairie Protestant Cemetery;

- bill 111 concernant la succession de l'honorable Joseph Masson.

M. Maltais (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 269 modifiant la charte de la ville de L'Abord-à-Plouffe;

- bill 250 modifiant la charte de la ville de Greenfield Park;

- bill 192 modifiant la charte de la ville de Roxboro.

Projets de loi:

**Association des médecins
de langue française du Canada**

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose, du consentement unanime, que la Chambre

se forme en comité plénier pour étudier le bill 219 modifiant la loi concernant l'Association des médecins de langue française du Canada.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 219 sans l'amender.

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Laprairie Protestant
Cemetery**

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 199 relatif à The Laprairie Protestant Cemetery.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 199 sans l'amender.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Succession
Joseph Masson**

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 111 concernant la succession de l'honorable Joseph Masson.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 111 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de L'Abord-à-Plouffe

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 269 modifiant la charte de la ville de L'Abord-à-Plouffe.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 269 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Greenfield Park

M. Gagné (Richelieu) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 250 modifiant la charte de la ville de Greenfield Park.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 250 sans l'amender.

M. Gagné (Richelieu) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Roxboro

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme

en comité plénier pour étudier le bill 192 modifiant la charte de la ville de Roxboro.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 192 sans l'amender.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Gagnon (Matapédia): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Jean Lemire et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant la ville de Port-Cartier;
- de la cité de Pointe-Claire, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Sainte-Foy, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Dominion Dock Company Ltd., demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Mackayville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la Trois-Rivières & Saint-Maurice, compagnie d'assurance mutuelle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de The Protestant School Board of Montreal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Montréal-Nord, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Dorval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la Commission scolaire de Baie-Comeau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Baie-Comeau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Projets de loi:**Charte
de Sainte-Foy**

M. Rochette (Québec) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 136 modifiant la charte de la cité de Sainte-Foy.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Montréal-Nord**

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 138 modifiant la charte de la ville de Montréal-Nord.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Dorval**

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 139 modifiant la charte de la cité de Dorval.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission scolaire
de Baie-Comeau**

M. Ouellet (Saguenay) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 188 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Baie-Comeau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Baie-Comeau**

M. Ouellet (Saguenay) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 189 modifiant la charte de la ville de Baie-Comeau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Lachine**

M. Laberge (Châteauguay) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 190 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Pointe-Claire**

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 191 modifiant la charte de la cité de Pointe-Claire.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Assurance Trois-Rivières
& St-Maurice**

M. Caron (Maskinongé) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 213 relatif à Trois-Rivières & St-Maurice, compagnie d'assurance mutuelle contre le feu.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Port-Cartier

M. Ouellet (Saguenay) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 231 constituant en corporation la ville de Port-Cartier.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Mackayville**

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 241 modifiant la charte de la ville de Mackayville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Compagnie de chemin
de fer Arnaud**

M. Ouellet (Saguenay) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 242 constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer Arnaud.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Écoles protestantes
de Montréal**

M. Somerville (Huntingdon) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 243 modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les écoles protestantes dans la cité de Montréal et ses environs.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

CONSEIL LÉGISLATIF

Ce 21 janvier 1959

Ordonné: Qu'un message soit transmis à l'Assemblée législative à l'effet de l'informer que le Conseil législatif consent à se joindre à elle, ainsi qu'il en a été prié, pour constituer une commission mixte devant avoir charge des impressions législatives, et qu'il a désigné pour faire partie de cette commission mixte les honorables MM. Asselin, Baribeau, Boulanger, Brillant, Connors, Grothé, Laferté, Marchand, Martineau, Messier, Moreau, Renaud, Rowat et Tardif, auxquels avait déjà été confiée la surveillance des impressions du Conseil législatif au cours de la présente session;

Et que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

CONSEIL LÉGISLATIF

Ce 21 janvier 1959

Ordonné: Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 25 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1959, et pour d'autres fins, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté.

Dépôt de documents:**Pont de Donnacona**

M. Galipeault (Québec-Ouest): À la suite d'un ordre donné par la Chambre basse, le ministre des Travaux publics (M. Lorrain) a produit la copie de contrats relatifs à la construction du pont de Donnacona, le long de la route 2. L'opposition a demandé les contrats signés entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1957. Dans un premier contrat, celui de la Montréal Construction Supply, pour l'édification du pont proprement dit, ainsi que dans un deuxième contrat, celui de Notre-Dame Construction limitée, le texte réfère à des lettres d'acceptation de soumissions écrites par M. Olivier Desjardins, l'ingénieur en chef

du ministère des Travaux publics. Des copies de contrats relatifs à la construction du pont de Donnacona déposées sur la table de l'Assemblée législative ne renfermaient pas les lettres auxquelles il est fait allusion. Je demande donc au ministre des Travaux publics de déposer ces lettres sur la table de la Chambre basse. Le ministre a-t-il fait exécuter les travaux d'approche du pont?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les copies de contrats ont été produites à la suite d'une motion de l'opposition où il n'était pas question des documents annexés. Quant aux informations demandées au sujet des abords du pont, elles ne peuvent être fournies que par le ministre de la Voirie, car de tels travaux ne relèvent que du ministre des Travaux publics.

Subsides:**Budget des dépenses
1959-1960****L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)**

propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil¹.

M. Levesque (Bonaventure) propose, appuyé par le représentant d'Abitibi-Ouest (M. Courcy), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot "que" par les suivants:

"la Chambre, tout en étant disposée à voter à Sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, regrette que le gouvernement n'ait pas pris les mesures nécessaires pour faciliter aux cultivateurs et colons la vente de leur bois de pulpe à un prix raisonnable".

Je crois excessivement important en ce moment de saisir la Chambre du problème de la vente, plus précisément de la mévente du bois de pulpe dont souffrent les cultivateurs et les colons. Ce problème intéresse au plus haut point les ruraux. Il est admis que nos richesses naturelles doivent être exploitées dans l'intérêt de la population de la province. Or, dans le cas du bois de pulpe, de 35,000 à 40,000 cultivateurs ou colons du Québec sont directement intéressés à obtenir des prix raisonnables pour le bois de pulpe qu'ils ont à offrir aux compagnies. La vente du bois de pulpe est un complément nécessaire aux revenus de nos cultivateurs pour le maintien de leur ferme. La production des cultivateurs et des colons a été de près de 1,000,000 de cordes de bois de pulpe

par année, ces derniers temps. Il est donc très important que la Chambre se penche avec une grande attention et avec un grand souci de servir sur cette question de revenu d'appoint dont dépend le bien-être de la classe agricole. Cette production représente environ le cinquième des besoins des compagnies de pulpe et de papier qui s'approvisionnent, pour le reste, sur les terres de la couronne.

La situation qui est faite aux producteurs de bois est plus grave qu'elle ne l'a jamais été. Il y a des années, comme en 1951, au cours de laquelle le bois non écorcé était payé jusqu'à \$20 la corde dans la province, alors qu'on vendait le papier journal (\$101 la tonne) moins cher qu'aujourd'hui.

Depuis, le prix d'achat au cultivateur n'a cessé de baisser, bien qu'à la ferme, le coût de la production et les frais généraux ont augmenté. Or, il existe un marché pour ce bois de pulpe. Malheureusement, ce marché est le plus souvent soumis aux caprices du plus fort et à la spéculation. Les sociétés industrielles qui utilisent cette matière première sont ligüées sous l'œil bienveillant des autorités provinciales pour exploiter les cultivateurs. Le résultat de l'enquête faite par l'administration fédérale, en vertu de la loi sur les coalitions², le prouve hors de tout doute, et nombre de publications l'ont dénoncée comme néfaste. Il y a effectivement eu une coalition des diverses compagnies forestières qui exploitent nos richesses naturelles. Elles se sont entendues pour maintenir à un niveau anormalement bas le prix du bois qu'elles achètent, et cela, au détriment de nos cultivateurs. C'est ce qui explique que, pendant que le prix du papier vendu par les cultivateurs aux compagnies monte, celui du bois de pulpe vendu par les cultivateurs descend.

Il donne lecture d'un article de Clément Brown, intitulé *Vaste conspiration contre les cultivateurs québécois*:

"Ottawa - Les cultivateurs et les colons de la province de Québec ont été, entre le mois d'avril 1947 et le mois de janvier 1955, victimes d'une conspiration illégale de la part de vingt et une entreprises forestières. Cette conspiration a eu pour résultat de maintenir à la baisse le prix du bois à pâte et de priver ainsi colons et cultivateurs des effets d'une libre concurrence entre les acheteurs de ce produit. C'est ce que vient de révéler la Commission sur les pratiques restrictives du commerce.

"Pour employer un mot familier, c'est sur le problème des prix de la "pitoune" que la Commission a enquêté, trouvant les sociétés forestières en question responsables d'une pratique interdite. Il reste maintenant au ministère de la Justice de prendre les moyens de faire disparaître la

"combine" actuelle et d'intenter contre ses auteurs les procédures judiciaires usuelles.

"À la page 229 de son rapport, la Commission est explicite sur l'existence d'un consortium illégal, sur ses effets néfastes dans l'économie agricole et sur la nécessité de faire disparaître la coalition dont l'existence a été prouvée.

"Le fait que les ententes visaient à baisser les prix concurrentiels pour l'achat du bois à pâte des cultivateurs (la "pitoune") et qu'elles ont eu effectivement ce résultat, a eu nécessairement un effet restrictif sur les prix..." La Commission d'enquête ajoute que la production de bois à pâte en a été diminuée et que, de ce fait, les cultivateurs ont été privés d'un légitime revenu.

"Les ententes, dit encore le rapport, ont été désavantageuses au public", c'est-à-dire aux cultivateurs et aux colons producteurs de bois à pâte.

"Le rapport aura une portée politique considérable dans la province de Québec, en Ontario et au Nouveau-Brunswick où les compagnies concernées exerçaient aussi leur coalition illégale.

"On sait en effet que la question du prix du bois à pâte produit par les cultivateurs est revenue à plusieurs reprises à la Législature du Québec.

"La Commission d'enquête lie la coalition sur les prix de la "pitoune" au sur-stockage de ce produit par les manufacturiers de papier journal et, par conséquent, à la réduction draconienne des opérations d'abattage de bois de pulpe dans la province de Québec en particulier.

"C'est donc un autre aspect du drame de l'agriculture québécoise que souligne l'important document remis à la presse, hier, par le ministre de la Justice, M. David Fulton.

"Les 19 sociétés

"Au nombre des sociétés impliquées dans le rapport sont deux entreprises américaines: Armstrong Forest Company et Diamond Match Company, qui importent toutes deux du bois canadien.

"Les sociétés canadiennes sont: Abitibi Power and Paper, Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills; Brown Corporation; Canadian International Paper; Consolidated Paper Corporation; Donnacona Paper; The E. B. Eddy; Gair Company du Canada; Gaspesia Sulphite; Howard Smith Paper Mills; The K.V.P. Company; The James MacLaren Company; The Ontario Paper Company; Richmond Pulp and Paper du Canada; St. Anne Power; St. Lawrence Corporation et Spruce Falls Power and Paper."

Cet article fait le point à la suite de l'enquête ci-dessus mentionnée et dénonce le consortium illégal, néfaste à l'économie agricole. Des corps publics comme l'U.C.C., dit-il, se sont émus de la situation de la véritable exploitation dont les producteurs de bois de la province ont été victimes. Prié d'intervenir, le gouvernement provincial a créé la loi des marchés agricoles, qui permet aux producteurs de se grouper, pour négocier collectivement la vente de leur bois.

Le Parti libéral provincial est intervenu en maintes circonstances en cette Chambre en faveur des cultivateurs producteurs de bois de pulpe. Nous intervenons de nouveau aujourd'hui, alors que la situation est plus grave qu'elle ne l'a jamais été. Le gouvernement a refusé d'agir de façon à protéger nos producteurs de bois de pulpe.

Le gouvernement a fait adopter, il y aura bientôt trois ans, une loi pour l'établissement d'un office provincial des marchés agricoles, mais il n'a fait que jeter de la poudre aux yeux avec son Office provincial des marchés agricoles. Après deux années d'expérience, cette loi est inefficace, inopérante dans le cas de la mise sur le marché du bois de pulpe. Le gouvernement avait donné beaucoup d'espoir aux cultivateurs, mais ce n'était que du camouflage. Malgré cette loi, la situation est pire qu'elle ne l'a jamais été. La loi n'a pas modifié la situation par suite de l'intransigeance des compagnies qui se sont refusé à acheter des syndicats de producteurs qui s'étaient formés.

C'est que cette loi a fait naître une conspiration. Plus est, pour ne pas avoir à acheter à la classe agricole son bois, et plutôt que de conclure des ententes avec les offices de producteurs, les sociétés se procurent cette matière première en intensifiant les coupes dans les concessions forestières, c'est-à-dire dans le domaine de la couronne, même si ça leur coûte plus cher. Quand elles achètent des cultivateurs, elles continuent de payer des prix de famine et les amènent à baisser leurs prix; les prix du bois de pulpe restent inférieurs, dans bien des cas, à ce qu'ils étaient en 1956. Ainsi, les fabricants de papier ont beau jeu.

En se regroupant conformément aux stipulations de la loi, les cultivateurs espéraient pouvoir discuter de leurs problèmes autour d'une table, par exemple avec le président ou un représentant de l'International Paper Company, mais les compagnies leur ont répondu: Nous ne sommes pas des acheteurs, adressez-vous à M. Untel ou Untel. C'étaient des intermédiaires auxquels les compagnies avaient fixé un prix et qui traitaient avec

des individus, non avec les associations. Voilà la façon de procéder des compagnies, qui est parfaitement condamnable. Le gouvernement a manqué à son devoir en permettant aux compagnies de se servir des ressources naturelles du domaine public pour affamer les cultivateurs et les colons.

L'on ne peut pas trop blâmer les compagnies de travailler à leur profit, à celui de leurs actionnaires, avant de penser aux cultivateurs et aux colons, mais il convient quand même d'attirer l'attention du gouvernement sur le rôle qu'il doit jouer pour protéger les petits contre les forts et de l'inviter à intervenir en faveur des cultivateurs et des colons.

Les compagnies forestières tentent par tous les moyens de miner la confiance des cultivateurs dans leur association professionnelle. Dans un article paru à ce sujet dans *Ma Gaspésie*³, un officier de l'U.C.C. déclare que dès qu'un plan conjoint est préparé en vertu de la loi des marchés agricoles dans une région, tout de suite les compagnies cessent d'acheter le bois des cultivateurs et des colons, pour ensuite augmenter les coupes de bois sur les terres de la couronne.

Il cite des chiffres tirés d'une récente enquête faite par l'U.C.C. dans les comtés de Rimouski et de Matapédia, pour démontrer que le prix payé par les compagnies pour le bois des colons a diminué de façon générale, de 1957 à 1958. Le cultivateur, dit-il, devrait retirer entre \$16 et \$20 la corde. Le gouvernement a-t-il pris récemment des mesures pour changer cet état de choses?

Le gouvernement doit agir pour mettre fin à la guerre d'usure entre les cultivateurs et les papetiers. Si rien ne change dans ce domaine, les cultivateurs ne seront plus portés à faire du reboisement, et il sera difficile de conseiller aux fils de cultivateurs de rester sur les fermes. Des deux côtés de la Chambre, on devrait se préoccuper du problème pour le tenir au-dessus de la politique partisane.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il n'est pas nécessaire d'attirer une fois de plus l'attention de la Chambre sur le fait que cette procédure n'est pas autre chose qu'une motion de blâme contre le gouvernement et que, par conséquent, il sera impossible aux ministériels de se blâmer eux-mêmes en votant en faveur.

J'attire également l'attention sur la facilité de parole accordée aux députés de l'opposition. Je suis député d'une région dont toute l'économie est bâtie en grande partie sur l'industrie forestière. C'est chez

nous, dans la région de Trois-Rivières, que se trouvent les plus grands moulins de pulpe et de papier au monde. La Mauricie est une région où se déroulent les opérations les plus considérables. C'est vous dire l'intérêt particulier que je porte à ce domaine et l'attention que j'ai consacrée à ce problème.

L'opposition oublie qu'il y a toujours deux aspects à une question: la théorie et la pratique. Il y a le désir et il y a la réalité. Il faut se placer sur la terre et examiner la situation à la lumière des faits.

Certes, Québec dépend en grande partie, pour son économie, de l'industrie de la pulpe et du papier. Après l'agriculture, c'est la plus importante, car pas une ne fournit autant de salaires et d'emplois.

Il est vrai que la forêt appartient au peuple de la province, par l'entremise du gouvernement, mais ce peuple est honnête, et la province qui loue ses forêts n'a pas le droit d'empêcher le locataire de s'en servir.

Les exploitants de nos forêts paient chaque année au gouvernement des millions⁴ pour des droits de coupe pour la rente foncière⁵ et en redevances. Ils donnent du travail à des centaines de mille personnes de chez nous dans les forêts et dans les usines. Si cette source de richesse était tarie, nous aurions un chômage désastreux.

La grande partie de la production des moulins de la province de Québec est vendue aux États-Unis, ce qui contribue à l'amélioration de la balance commerciale entre les deux pays, augmentant par le fait même la valeur du dollar canadien. Il ne faut donc pas paralyser cette industrie qui joue un si grand rôle économique et qui assure la rentrée de dollars américains au Canada.

Les opérations forestières rapportent environ \$200,000,000 en salaires chaque année aux ouvriers, aux cultivateurs et aux colons de la province de Québec. Si ces opérations forestières sont arrêtées, nous allons perdre des centaines de millions, et nous allons passer pour une province bolchevique, si nous ne respectons pas nos contrats.

Il y a un autre problème à considérer, celui des forêts qu'il faut couper, parce qu'elles sont arrivées à maturité ou attaquées par les insectes. (Avec un brin d'humour) Je parle comme un docteur en sciences forestières de l'Université Laval⁶!

Si les forêts dans cet état ne sont pas coupées au bon moment, il en résulte des dommages irréversibles. Les forêts sont notre ressource naturelle la plus riche et, si on les coupe de façon rationnelle, on assure sa conservation pour les générations futures.

En parlant comme elle le fait, l'opposition ne songe pas aux milliers de cultivateurs et de colons qui travaillent en forêt durant la saison morte. Si l'on réalisait les coupes sur les terres de la couronne, on creuserait un abîme immense pour en combler un autre.

Le gouvernement ne peut aller plus loin qu'il ne l'a déjà fait en cette matière. Il peut permettre de fixer les prix, mais il n'a malheureusement pas l'autorité nécessaire pour forcer les compagnies à acheter ce bois. À mon avis, il vaut mieux vendre moins cher, et vendre, que de garder un produit pour lequel on exige un prix trop élevé, dans l'opinion de ceux qui peuvent acheter. La province n'a aucune juridiction constitutionnelle dans le domaine du commerce.

Le député de Bonaventure (M. Levesque) reproche au gouvernement de n'avoir rien fait. Le porte-parole de l'opposition s'est tout de suite contredit en citant la loi des marchés agricoles. J'affirme que le gouvernement, au contraire, est allé aussi loin qu'il pouvait aller et il est rendu à la limite de ses pouvoirs.

Depuis quelques années, il s'est, dit-il, occupé personnellement d'intervenir publiquement, à l'occasion des réunions de présidents de compagnies forestières, pour leur demander d'augmenter le prix du bois, afin de rendre justice aux cultivateurs et aux colons. Les compagnies forestières ne peuvent pas vendre du bois à l'extérieur de la province; les cultivateurs et les colons le peuvent.

Il attire l'attention de la Chambre sur les troubles économiques au Canada et dans le Québec. Il n'y a pas eu, déclare-t-il, augmentation des coupes de bois sur les terres de la couronne, comme l'a dit le représentant de Bonaventure (M. Levesque). Les forêts de la couronne sont plus étendues qu'autrefois, car certaines propriétés jadis privées y ont été rattachées. De plus, il devient facile d'accéder à certaines régions boisées qui étaient isolées il y a quelques années. Les coupes, précise-t-il, n'ont pas été plus nombreuses dans le domaine de la couronne; au contraire, elles auraient diminué. Aujourd'hui, les usines de pulpe et de papier ne fabriquent plus à plein rendement, car la demande de papier est moins forte.

Que l'opposition cesse donc de faire encore d'un problème aussi important que celui-là une simple question de politique partisane. Le gouvernement actuel a fait tout ce qui était humainement possible pour favoriser la vente du bois des colons et des cultivateurs, avec sa loi des marchés agricoles.

Avec la loi de mise en marché des produits agricoles, ces mêmes cultivateurs et colons ont dans les mains l'instrument idéal pour faire valoir leurs justes revendications. D'ailleurs, deux contrats avantageux ont déjà été signés depuis la mise en application de cette loi, et il y a de justes raisons de croire que la situation reviendra normale dans un avenir très rapproché.

C'est ainsi que fermiers et colons de la région de Chicoutimi sont parvenus à se grouper pour former un syndicat de vente qui a négocié avec la St. Lawrence Corporation, la Consolidated Paper et la compagnie Price, avec le résultat que le prix du bois a été augmenté de 47½ cents par corde, ce qui a représenté un gain considérable pour les intéressés.

Si on a pu faire cela à Chicoutimi, on peut tenter l'expérience ailleurs, si le marché est favorable. N'oublions pas toutefois que l'industrie de la pulpe et du papier doit être encouragée parce que la province a besoin des revenus qu'elle lui procure. Je ne suis pas prêt, comme premier ministre de la province et député de Trois-Rivières, à poser des actes qui auraient comme résultat la fermeture de moulins à papier de chez nous et d'ailleurs, au service de certains rêves irréalisables. Mais je suis prêt à continuer la politique du gouvernement, tout en respectant les droits acquis, pour venir en aide dans la pleine mesure du possible à tous ceux qui ont du bois à vendre. Mais le gouvernement ne peut faire ce qui est impossible.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): L'importance de l'industrie forestière n'a pas été mise en cause par les libéraux dans ce débat. On ne devrait pas accuser l'opposition de n'avoir pas de tête sur les épaules, quand elle fait écho aux doléances de l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) et des 40,000 cultivateurs et colons qui ont du bois à vendre.

À la session de 1956, les libéraux ont demandé de fixer un prix minimum, s'appuyant encore là sur un mémoire de l'U.C.C. On a répondu alors: Que les cultivateurs se forment en coopérative pour la vente de leur bois. On a créé l'Office des marchés, qu'on a décrit comme un instrument pour permettre aux cultivateurs de traiter sur un pied d'égalité avec les compagnies forestières. Dans sa propagande électorale, quelques jours avant les élections, le gouvernement se vantait même d'avoir, par cette loi, pris un moyen efficace pour mettre les gros à la raison et pour protéger les petits. Qu'est-il arrivé par la suite? Dans le Nord-Ouest québécois, un syndicat de producteurs de bois s'est formé en vertu de la loi des marchés agricoles.

Les cultivateurs et les colons sont-ils plus avancés aujourd'hui? En morte saison, ils gagnent encore plus cher à aller couper le bois dans les forêts de l'Ontario qu'à vendre le bois de leur propre ferme. Ils obtiennent \$9 la corde comme bûcherons, en Ontario. Dans le Québec, les bûcherons ne gagnent que \$5 ou \$5.50 la corde. Pour ce qui est de vendre leur propre bois, il n'en est pas question, car, depuis qu'ils sont formés en syndicat de producteurs, suivant les recommandations du gouvernement, les compagnies refusent tout simplement d'acheter.

Le syndicat des producteurs de bois du Nord-Ouest québécois a réclamé à plusieurs reprises l'appui du gouvernement. Résultat: zéro. Les compagnies font même répandre le bruit que c'est l'U.C.C. qui est responsable de cet état de choses. On tente de saper à sa base l'organisation professionnelle des cultivateurs. Le ministre de l'Agriculture, qui est au nombre des fondateurs de l'U.C.C., ne devrait pas tolérer pareille manœuvre.

Chose curieuse: les compagnies qui refusent d'acheter là où il y a des syndicats de producteurs achètent dans les régions où les cultivateurs ne sont pas organisés en syndicat de producteurs. Les cultivateurs ne pourront jamais traiter sur un pied d'égalité avec les compagnies tant que celles-ci pourront couper à loisir sur le domaine de la couronne. Le gouvernement devrait limiter les permis de coupe sur les terres publiques, de façon à laisser un marché aux cultivateurs, sans quoi, il sera permis de se demander s'il n'y a pas connivence entre les compagnies et le gouvernement.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): Je tiens à déclarer, connaissant bien ceux qui ont dirigé le ministère avant moi, que les relations entre les compagnies et le gouvernement ont toujours été aussi objectives, aussi justes qu'elles pouvaient l'être. C'est facile de faire de la démagogie, de soulever des préjugés avec cette question. Les compagnies n'ont pas obtenu leurs concessions forestières du gouvernement actuel, mais d'une administration libérale, il y a 40 ou 50 ans.

J'ai étudié le problème avec soin, et j'ai constaté que le ministre des Terres et Forêts n'avait aucune autorité pour forcer quelqu'un à acheter un produit. Tout ce qu'il peut faire, c'est de favoriser les rencontres, de susciter la coopération et la bonne volonté. Et j'ai travaillé dans ce sens. À l'occasion de ma visite à Amos, je n'ai pas craint de rencontrer les officiers du syndicat et de leur demander de continuer à travailler en vue d'une entente sur les prix de vente. Il n'y a aucun doute qu'on arrivera, là

comme ailleurs, à trouver une solution. Je m'y emploierai.

La loi de mise en marché des produits agricoles est sûrement efficace. Le premier ministre a parlé d'un contrat signé en vertu de cette loi, à Chicoutimi. Je ne vois pas comment le député d'Abitibi-Ouest (M. Courcy) peut parler de résultats nuls quand, dans la région du Saguenay, on s'est entendu grâce à la loi qui a fourni une arme aux cultivateurs pour des prix que ceux-ci n'avaient jamais obtenus auparavant. Ce sont là des faits, non pas de la démagogie. On m'informe qu'un deuxième contrat a été signé, au début de janvier, à Chandler, entre un autre syndicat du genre et la Gaspesia Sulphite.

J'entends dire aussi qu'un autre syndicat, dans le comté de Bonaventure, s'est entendu avec la compagnie Gaspesia Sulphite. Là aussi, les cultivateurs ont ainsi obtenu un meilleur prix. N'oublions pas que cette loi des marchés agricoles est nouvelle. C'est à force de travail et d'expérience acquise qu'on arrivera à en tirer tous les bénéfices possibles.

En 1956⁷, 72,000 personnes ont retiré \$211,000,000 en salaires, dans l'industrie de la pulpe et du papier. La valeur totale de notre production forestière a été, cette année-là, de \$733,000,000. Les droits de coupe ont rapporté \$17,000,000 au Trésor public. Je ferai tout en mon pouvoir pour favoriser les ententes entre syndicats et compagnies, dans un esprit de coopération et de bonne volonté. Mais ce n'est pas en réduisant les droits de coupe, au détriment de tous ceux qui vivent de l'industrie forestière, qu'on réglera le problème.

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Dans mon comté, un grand nombre de cultivateurs sont intéressés à la vente du bois de pulpe. Je n'arrive pas à comprendre comment il se fait que plus le prix du papier journal augmente, plus les profits des compagnies augmentent, et plus le prix du bois de pulpe baisse, alors qu'ils ont tant besoin de recevoir un prix raisonnable pour leurs produits.

Le gouvernement ne peut pas prétendre qu'il n'est pas renseigné sur la triste situation des producteurs de bois de pulpe. L'U.C.C. lui a présenté de nombreux mémoires sur le sujet. Le travail effectué par l'U.C.C. n'a aucunement été secondé par le gouvernement actuel, qui protège les compagnies exploitant nos ressources forestières au grand détriment de nos cultivateurs producteurs de bois de pulpe. Nous, les députés libéraux de l'opposition, l'avons averti à plusieurs reprises, mais

il n'a rien fait. Il s'est contenté de faire miroiter des espoirs trompeurs par sa loi de l'Office des marchés agricoles, qui a contribué à créer pour les producteurs de bois de pulpe la pire situation qui n'ait jamais existé.

Des milliers de cultivateurs, producteurs de bois de pulpe, dans toutes les parties de la province, sont à la merci des compagnies plus que jamais. Alors que le bois de pulpe coupé sur les terres de la couronne coûte aux compagnies de \$25 à \$32 la corde, ces mêmes compagnies offrent \$8 ou \$10 la corde pour le bois de pulpe des cultivateurs. Elles se servent des producteurs de bois de la province pour abaisser leur coût de production et augmenter les dividendes payés à leurs actionnaires.

Le bois de pulpe vaudrait actuellement de \$16 à \$20 la corde⁸. En le payant des prix de famine, les compagnies escamotent aux cultivateurs producteurs de bois de pulpe de la province de Québec de \$6,000,000 à \$9,000,000 par année.

D'ailleurs, \$20 la corde est le prix payé actuellement pour le bois de sciage livré au moulin, à \$40 du mille pieds en billots, puisque cela prend un peu moins d'un mille pieds de bois de sciage pour faire deux cordes de bois de pulpe.

Le gouvernement actuel est responsable de la situation désastreuse dont les producteurs de bois de la province sont les victimes depuis des années, et particulièrement à l'heure actuelle.

M. Lafrance (Richmond) félicite le représentant de Bonaventure (M. Levesque) d'avoir mis ce problème devant la Chambre. Je crois, dit-il, que c'est un problème vital pour les cultivateurs de la province de Québec. C'est un vieux problème et c'est un problème provincial.

Le bois à pâte est une importante source de revenus pour les cultivateurs et les colons. On établit la proportion de revenus qu'ils tirent de ce commerce à 20 %.

(Il cite des statistiques du *Monetary Times* qui contredisent celles déjà données par le ministre des Terres et Forêts)

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) l'interrompt et le réfère à la page 43 du rapport du ministre des Terres et Forêts, qui rapporte que 72,228 personnes travaillent dans les fabriques de papier et que les salaires payés s'établissent à \$211,000,000 annuellement.

M. Lafrance (Richmond) en prend bonne note et dit qu'il citait les chiffres de bonne foi.

La question que la Chambre doit se poser est de savoir si les cultivateurs et les colons de la province de Québec profitent de cette richesse naturelle qu'est le bois à pâte. Les compagnies paieraient environ \$30 la corde pour la coupe de bois, alors qu'elles refusent d'offrir plus de \$17 la corde aux cultivateurs. Avec ces prix désavantageux que les compagnies paient aux cultivateurs et aux colons de la province de Québec, ceux-ci, à l'heure actuelle, perdent \$6,000,000 par année.

C'est d'ailleurs pour cette raison que les profits des compagnies ont augmenté. Et tout cela peut arriver parce que le gouvernement ne fait rien pour s'y opposer.

En Colombie-Britannique, le revenu du producteur de bois de pulpe par \$100 est de \$3.44; il est de \$3.42 en Ontario et de \$1.89 au Québec.

Ce problème est vieux. Il est toujours en suspens parce qu'on s'est contenté de vantardise et de promesses aux cultivateurs. Je pourrais citer pendant des heures des déclarations de personnes qui ne font pas de la démagogie. Nous nous faisons les mandataires du peuple; c'est notre rôle.

Les profits des compagnies augmentent tandis que ceux des cultivateurs diminuent. Il cite un article de *La Terre de chez nous* exposant que, de 1951 à 1954 inclusivement, le prix de la corde de bois a diminué de \$2.50 (sic), tombant de \$15 en 1951, à \$13.50 en 1954, tandis que celui du papier augmentait de \$101.45, en 1951, à \$110 la tonne, en 1954⁹. Cela permet de dire que les compagnies ne font pas suffisamment.

Il cite encore de nombreux journaux.

Des ministres ont déclaré que le gouvernement provincial ne peut fixer les prix parce que la question relève du gouvernement fédéral. Comment se fait-il que le gouvernement de l'Ontario, en 1937, a passé une loi pour fixer le prix de la vente du bois de pulpe? Si Québec n'a pas le droit de le faire, comment se fait-il que l'Ontario l'a fait pour le papier journal en 1937? C'est une question qui ne relève pas de la juridiction provinciale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est archi-ridicule. J'ai dit que les prix pouvaient être fixés, mais que le gouvernement ne pouvait forcer personne à acheter au prix fixe.

M. Lafrance (Richmond): Le problème est exclusivement provincial, parce que les compagnies se servent du bois coupé sur les terres de la couronne pour concurrencer les cultivateurs et les colons. Il parle de ce qu'il qualifie d'indifférence et d'inertie de

la part du gouvernement, et d'arrogance de la part des compagnies. Il fait écho à des rapports soutenant que des compagnies auraient averti les cultivateurs que, s'ils n'acceptaient pas leurs prix, ils garderaient leur bois. D'autres auraient averti les intermédiaires, entre le producteur et les compagnies, de ne pas payer plus cher que le prix fixé. Le gouvernement provincial aurait le moyen de faire pression sur les fabricants de papier puisqu'ils coupent leur bois dans le domaine de la couronne.

La création de syndicats de producteurs chez les agriculteurs et les colons, qui ont du bois de pulpe à vendre, n'a pas obtenu de bons résultats. Si les compagnies se sentent si solides, c'est parce qu'elles sentent un appui en haut lieu. Quand un cartel de compagnies exploite les petits, c'est une attitude barbare. On dit que c'est la formule de l'offre et de la demande. C'est une formule barbare inspirée par le libéralisme économique.

La province de Québec est devenue un véritable paradis des trusts. Les colons et les cultivateurs veulent leur part et, poursuit-il, le gouvernement devrait exercer un certain contrôle.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Il est évident que l'opposition a voulu faire de la politique partisane avec cette question du bois de pulpe. La chose est si vraie qu'elle a présenté toute l'affaire comme une motion de non-confiance.

L'opposition adopte la même attitude qu'il y a deux ans sur ce problème. Les libéraux avaient alors présenté une motion dans laquelle ils demandaient que le gouvernement fixe le prix du bois de pulpe. J'avais alors répondu qu'on aurait beau fixer le prix, on ne pourrait forcer les compagnies à acheter. Les arguments invoqués alors contre une semblable motion de blâme se sont avérés justes dans l'opinion des directeurs de l'U.C.C.

L'opposition nous dit que le gouvernement va être battu. Il y a 20 ans, M. l'Orateur, que j'entends dire par ces gens que nous allons perdre le pouvoir. Nous sommes pourtant encore ici, et voyez dans quelle position ils sont, de l'autre côté. Aux prochaines élections, M. l'Orateur, vous n'aurez probablement pas à en compter plus de quatre, du côté de nos adversaires¹⁰.

Au fait, l'opposition se hâte de soulever cette question parce qu'elle sait que, l'an prochain, il sera trop tard, qu'elle sera réglée. Je viens d'ailleurs de vérifier que le contrat avec la Gaspesia Sulphite, en Baie-des-Chaleurs, est maintenant signé avec les cultivateurs de la région qui suivent la négociation d'ententes collectives.

Nos adversaires affichaient un sourire de satisfaction, quand ils disaient que le contrat n'était pas signé. Ils s'en réjouissaient. Ils sont désappointés en ce moment d'apprendre que le contrat a bel et bien été signé. Car ce qu'ils cherchent dans tout cela, c'est de tenter de trouver un motif politique.

L'Union nationale a fait beaucoup pour apporter des éléments de solution à ce problème, en passant sa loi des marchés agricoles. On ne pouvait s'attendre que cette loi atteigne toute son efficacité dès les premiers mois de son entrée en vigueur. Mais cela ne tardera pas. Avec cette loi, les producteurs pourront obtenir que leurs justes revendications soient respectées. La loi des marchés agricoles contient la solution du problème, mais elle ne peut donner 100 % de résultat du jour au lendemain.

C'est une loi nouvelle. Bien d'autres lois du gouvernement actuel, comme celle du crédit agricole ou celle de l'habitation, ont été critiquées ou combattues jusqu'à ce qu'on s'aperçoive de leurs résultats. Celle des marchés agricoles s'avérera aussi efficace que la loi du crédit agricole. Un nouveau modèle d'entente mis en place par une loi gouvernementale est en train de s'établir graduellement. Ceux qui veulent sincèrement aider les cultivateurs et les colons sont de ce côté-ci de la Chambre.

Le débat est suspendu.

Motions de condoléances¹¹:

Décès de Joseph-Achille Francoeur

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Un télégramme vient de m'apprendre la mort d'un ancien collègue, l'honorable Jos Francoeur, qui fut député de Dorion et membre du Conseil exécutif de la province. C'était un partisan convaincu du Parti libéral et de la doctrine libérale. Mais, malgré ses opinions politiques, il s'est rallié à l'Union nationale en 1956. Je rends donc hommage à la mémoire du défunt, qui a toujours été un député dévoué, un homme combatif et qui, par son travail, est parvenu au poste de membre du gouvernement de la province. C'était un homme honnête et sincère et un excellent père de famille. Il était le frère de l'honorable J.-N. Francoeur, ex-député de Lotbinière et ex-ministre des Travaux publics. Au nom de la Chambre, je réitère à la famille nos sympathies et je propose que, plus tard, on ajourne en signe de deuil.

Je propose, dit-il: Que l'Assemblée législative, ayant appris avec peine la mort de l'honorable Joseph Francoeur qui fut, durant plusieurs années, membre de cette Chambre et aussi membre du Conseil exécutif de la province, offre ses vives condoléances aux enfants du regretté défunt et à tous les membres de la famille, en particulier son frère, l'honorable J.-N. Francoeur, qui a été, pendant de nombreuses années, membre de cette Chambre, Orateur de l'Assemblée législative et membre du Conseil exécutif de la province.

Que le greffier de l'Assemblée législative soit chargé de communiquer ces condoléances aux membres de la famille éprouvée.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): C'est la première confirmation officielle que j'ai, dit-il, du décès de l'honorable Jos Francoeur. Je l'ai connu, il y a quelques années. Quant à moi, j'ai toujours entretenu avec lui d'excellentes relations amicales. J'offre, en mon nom personnel et au nom de l'Assemblée législative, les plus sincères condoléances à la famille en deuil.

M. Ross (Montréal-Verdun): Je me rappelle avec beaucoup d'émotions les années où j'ai siégé avec l'honorable Jos Francoeur, de 1944 à 1948. Et il formule ses vives et profondes sympathies à l'adresse de la famille.

L'honorable M. Thibault (Montréal-Mercier) transmet à son tour à la famille l'expression de ses condoléances et celles de ses électeurs. Dans les luttes électorales, dit-il, qui m'ont mis aux prises avec M. Francoeur, ce dernier a toujours été un gentilhomme parfait.

M. Bernatchez (Lotbinière) s'associe aux précédents orateurs pour offrir ses sympathies à la famille Francoeur dont les membres ont joué un rôle important dans la politique provinciale, particulièrement l'honorable J.-N. Francoeur qui a représenté Lotbinière pendant plus d'un quart de siècle à l'Assemblée législative, et dans la politique provinciale.

La motion est adoptée.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose la suspension de la séance jusqu'à 8 heures.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures**Subsides:****Budget des dépenses
1959-1960**

Le débat se poursuit sur l'amendement présenté par le député de Bonaventure, appuyé par le représentant d'Abitibi-Ouest (M. Courcy), à la motion présentée par l'honorable M. Bourque (Sherbrooke) à l'effet que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. L'amendement se lit comme suit:

"Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot "que" par les suivants:

"la Chambre, tout en étant disposée à voter à Sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, regrette que le gouvernement n'ait pas pris les mesures nécessaires pour faciliter aux cultivateurs et colons la vente de leur bois de pulpe à un prix raisonnable".

M. Lapalme (Montréal-Outremont):

L'honorable Arthur Leclerc, député de Charlevoix, a semblé ne pas comprendre l'attitude de l'opposition vis-à-vis des conventions collectives.

Les griefs de l'opposition ne s'appliquent pas contre la législation qui permet une entente collective pour les cultivateurs, mais contre le fait qu'on contourne cette législation. Pendant des années, tout comme le précédent député de Verchères (M. Arthur Dupré), j'ai réclamé les conventions collectives. Lorsque le gouvernement a demandé aux Chambres de légiférer pour permettre ces ententes, nous avons été en faveur de la loi. Mais cela n'empêche pas qu'on puisse se plaindre maintenant qu'on contourne la loi.

La loi de mise en marché des produits agricoles est sûrement un bon instrument, placé entre les mains des cultivateurs et des colons, mais, jusqu'ici, on n'a encore obtenu que bien peu de résultats concrets. Et, s'il y a quelques conventions collectives ici et là dans la province, cela ne résout pas le problème posé aux 40,000 cultivateurs, qui ont du bois à vendre. Ces derniers perdent environ \$6,000,000 par année, parce que les compagnies refusent de payer un prix raisonnable par corde.

Le débat de 1956¹² avait tourné autour de prix tels que \$15 par corde en 1951, \$13 en 1954, \$12 en 1955. Les prix dont on a parlé durant la journée indiquent nettement que la situation s'est aggravée.

Il y a un autre changement depuis le débat de 1956, c'est que, cette année-là, la Chambre ne connaissait la situation qu'en surface; aujourd'hui, soit en 1959, l'Assemblée est aussi au courant de ce qui était invisible il y a trois ans, la vaste conspiration qui, depuis lors, a éclaté au grand jour par l'enquête de la Commission sur les pratiques restrictives du commerce.

À ce propos, il cite le terrible réquisitoire de journalistes.

De toute façon, la situation a empiré; les prix ont encore baissé et de grandes quantités de bois restent invendues. Tous d'ailleurs semblent au courant de cet état de choses général, bien qu'un secteur de la province puisse être légèrement plus favorisé qu'un autre.

Pourtant, pour des milliers de cultivateurs, la coupe et la vente du bois sont absolument indispensables. S'ils ne vendent pas leur bois, les perspectives sont tragiques.

Or, ce qui me frappe, c'est que ce débat va se terminer par un aveu d'impuissance de l'Assemblée législative. Le premier ministre a dit: Nous ne pouvons aller plus loin! Ce qui va rester du débat, ce n'est donc pas tellement une motion de non-confiance à l'égard du gouvernement, mais plutôt un aveu d'impuissance du Parlement. C'est un des cas où le gouvernement semble le plus pris de court.

Est-ce qu'on a fait des efforts pour obtenir une action concertée des syndicats, de l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.), des compagnies?

Il est d'avis que la suggestion du député de Bonaventure (M. Levesque) d'examiner attentivement chaque année les besoins des usines de pâtes et papiers du Québec est très judicieuse. Le gouvernement, dit-il, devrait travailler à améliorer la situation qui peut compromettre gravement l'avenir de la classe agricole québécoise. Mais, à l'heure actuelle, pas un cultivateur ne pourra dire: Ils vont faire telle chose. Et les bûcherons continuent à quitter le Québec pour des chantiers de l'Ontario.

Est-ce qu'il va falloir encore revenir l'an prochain sur ce sujet, à cause des plaintes de plus en plus vives de l'U.C.C. et des producteurs de bois à pulpe, parce que rien n'aura été fait pour eux?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Le problème du bois de pulpe, dit-il, ne se pose presque pas dans la région que je représente à l'Assemblée législative. Mais le chef de l'opposition a tenté de donner l'impression, qui doit être rectifiée, que l'Assemblée législative déclare son impuissance devant cette situation.

L'Assemblée législative, dans l'exercice de ses fonctions, a voté une loi permettant la fondation de syndicats pour permettre aux cultivateurs et aux colons de négocier avec les compagnies.

La motion en discussion en est une de non-confiance dans le gouvernement et veut donner l'impression que le gouvernement a négligé de prendre les moyens nécessaires pour remédier à la situation dont on se plaint. La Chambre ne peut pas accepter cela, parce que c'est contraire à la vérité et à la situation qui existe.

Aucune loi ne peut forcer des acheteurs à acheter, s'ils ne le veulent pas. C'est la seule impuissance que l'on puisse reprocher à l'Assemblée législative. On ne doit pas oublier que la Chambre a mis dans les mains du producteur un outil pour négocier plus efficacement avec les compagnies papetières.

Il a, dit-il, entendu, dans le cours du débat, un député de l'opposition dire que l'on en est encore à zéro dans le domaine en discussion et que cette loi n'a rien donné. Que les libéraux abandonnent donc leur pessimisme intéressé. Cessons de montrer un tableau sous des couleurs plus sombres que la réalité.

Ces gens de l'autre côté auraient voulu que, 24 heures après sa sanction, la loi des marchés agricoles eût donné déjà des résultats. Devrait-on s'attendre que, dès le lendemain, les compagnies viennent trouver les cultivateurs et s'entendent immédiatement avec eux? Allons donc. Il faut discuter avec plus de sens que cela. Il a fallu, au contraire, plusieurs mois avant que les cultivateurs s'organisent et soient en mesure de négocier.

La loi des marchés agricoles a commencé à fonctionner il y a à peine 15 mois, mais des négociations ont été entreprises déjà. Il fallait du temps pour que les effets bienveillants de la loi se fassent sentir. Il fallait former des syndicats, et cela prend des mois. Mais deux conventions collectives ont déjà été signées relativement à la vente de bois de pulpe par les cultivateurs, une au Lac-Saint-Jean et l'autre dans la péninsule gaspésienne.

Au lieu de parler de 85 cents la corde, gagnés par les producteurs dans ces négociations, le chef de l'opposition aurait dû signaler que ces producteurs ont gagné des milliers de dollars de plus, grâce à la loi de l'Union nationale.

Il demande à ceux qui, dit-il, veulent favoriser les cultivateurs d'être de bon compte. Le représentant d'Abitibi-Ouest (M. Courcy) a dit qu'on paie plus cher en Ontario que dans le Québec pour couper une corde de bois. Il a oublié de nous dire que dans l'Ontario, c'est la grosse corde de 100 pieds

cubes et, dans Québec, c'est la corde de 80 pieds cubes. Cela souligne la façon de l'opposition de présenter les faits. On veut sans cesse démontrer que, dans Québec, on fait toujours mal. Comme on voudrait que ce soit vrai!

Dans l'Ontario, la pension des bûcherons coûte plus cher que dans Québec. On ne dit pas cela parce que cela démontrerait que ça ne va pas plus mal dans Québec que dans l'Ontario. Mais ce ne serait pas aussi beau pour le "rouge".

Le chef de l'opposition a passé de longues années à Ottawa sans rien faire à ce sujet, et il attend pour en parler le moment où il n'est même plus chef de son parti.

Les cultivateurs ne font que commencer à utiliser cette nouvelle loi. Je suis certain, affirme-t-il, que les cultivateurs et les colons vont avoir des résultats en se servant de la loi de mise en marché. Les compagnies vont finalement apprendre à négocier, pour arriver enfin à une situation satisfaisante. On ne peut tout de même pas s'attendre à ce que compagnies et producteurs, après s'être regardés comme chiens et chats pendant des années, se mettent tout de suite à s'embrasser. Il y avait un moyen à prendre pour les rapprocher et le gouvernement l'a pris. Les cultivateurs s'en servent, de ce moyen, et ils vont continuer dans la même voie. Le prix payé dans la province de Québec par les compagnies de pulpe et papier, aux cultivateurs et aux colons qui coupent le bois de pulpe sur des lots privés, pourra finalement augmenter à la suite des conventions collectives.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le ministre du Bien-être et de la Santé (M. Sauvé) a dit que c'est une motion de non-confiance que le député de Bonaventure a présentée. Certainement que c'en est une.

Personne de bonne foi dans le Québec ne peut nier que l'immense majorité des cultivateurs de notre province ont besoin de revenus d'appoint pour boucler leur budget. Les uns font du charroiyage, d'autres négligent leur terre pour travailler en ville. Mais la majorité, et c'est logique, font du bois de pulpe pendant que la culture ne réclame pas leurs bras.

Cela fait 20 ans que j'entends dire cela!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça dépend où vous allez.

M. Hamel (Saint-Maurice): Dans la région de Trois-Rivières et dans mon comté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Oui, dans votre comté où vous avez été battu par 1,100 voix par les cultivateurs.

M. Hamel (Saint-Maurice): Comment le premier ministre peut-il affirmer que j'ai été battu par 1,100 voix, quand je siège en cette Chambre? Si le premier ministre veut discuter d'élections, je suis prêt et disposé à le faire.

Il lit d'un trait une liste de prix du papier journal qui font augmenter le prix du bois de pulpe.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Vous avez été battu par 1,160 voix.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande à l'Orateur de rappeler le premier ministre à l'ordre.

M. l'Orateur rappelle la Chambre à l'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) désire parler.

Les députés de l'opposition déclenchent un tapage de sifflets et de coups sur les bureaux.

M. l'Orateur rappelle la Chambre à l'ordre.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je suis, en mesure de comprendre, tout aussi bien que le premier ministre, les répercussions qu'aurait la disparition de l'industrie du papier dans les villes comme Trois-Rivières, Shawinigan, Grand'Mère, La Tuque et autres. Je sais que le papier est extrêmement important pour ces villes et que nous devons faire en sorte qu'il fonctionne, chez nous, normalement. Mais on n'a pas le droit de sacrifier la classe des cultivateurs au profit du papier.

Le débat, précise-t-il, où je dois être le dernier à prendre la parole, est le plus important. La situation est de plus en plus grave pour les cultivateurs. Les prix du bois des cultivateurs baissent et ceux du papier augmentent. Le gouvernement doit être blâmé pour avoir attendu si longtemps pour empêcher les compagnies de faire une concurrence déloyale aux cultivateurs et aux colons, en coupant davantage sur les terres de la couronne. Il dénonce les concessions forestières faites dans le passé, plus particulièrement durant les années d'élection.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) soutient que les concessions forestières ont été faites par les libéraux¹³.

M. Hamel (Saint-Maurice): Toutes les concessions n'ont pas été faites par les libéraux. Les Statuts du Québec démontrent que l'Union nationale a fait elle aussi des concessions forestières. Les concessions forestières actuelles ont une superficie beaucoup plus grande qu'au temps des gouvernements libéraux. Les autorités provinciales se sont fait autoriser à plus que doubler cette superficie. Elle était de moins de 1,900 milles carrés en 1948-1949; de 3,135 milles carrés en 1951-1952; le cabinet a obtenu, en 1954¹⁴, la permission de la porter à 4,125 milles carrés. Et l'on accroît les coupes dans le domaine de la couronne en faisant une concurrence déloyale à la classe agricole. Si le Parti libéral a fait des erreurs, cela ne justifie pas celles du présent gouvernement.

Le gouvernement a fourni plus de matière première aux compagnies, pour leur permettre de se passer des cultivateurs. Comment peut-on faire croire à ces derniers que le gouvernement, qui a été capable de fixer les prix du papier, n'est pas capable de fixer les prix du bois? Il est vrai que l'industrie du papier a fait la fortune de plusieurs villes, mais ce n'est pas une raison pour laisser le capital empiéter sur les intérêts des cultivateurs et des colons.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Quand un député qui se lève à l'Assemblée législative est membre du Barreau et prend la parole dans la seule Législature canadienne-française, il se doit de respecter certaines convenances. Or, voici qu'un membre du Barreau et député vient donner à toute la province une impression qui ne correspond nullement aux faits. Le député qui parle ainsi devrait au moins connaître les lois qu'il cite. Or, il a cité trois lois sur des concessions forestières, en laissant la Chambre sous l'impression que les 4,000 milles carrés concédés une année devaient s'ajouter aux 3,000 milles carrés concédés l'année précédente.

La vérité, c'est que les 4,000 milles carrés comprennent les 3,000 milles carrés précédents. Le représentant de Saint-Maurice a dénaturé les faits en ne signalant pas que les surfaces concédées, auxquelles il a fait allusion, ne s'additionnaient pas les unes aux autres, mais que le chiffre contenu dans le dernier des Statuts signalés englobait les autres. Les règlements de la Chambre m'empêchent de qualifier la tactique de ce député. Elle dénote bien la crédibilité qu'il faut accorder à ce député et ne fait pas honneur à l'Assemblée législative.

Et c'est un membre du Barreau qui a recours à des moyens aussi déloyaux! Le député a oublié de dire que les lois dont il a parlé comportent des

échanges, afin que les limites de territoires boisés soient plus accessibles à certains moulins. Il a oublié de dire tout cela. Les chiffres qu'il a cités ne correspondent pas à la vérité. Si le député s'était servi de ces moyens-là, relativement à un contrat ou pour obtenir du crédit, il aurait pu être arrêté et condamné pour faux, et condamné comme faussaire.

M. Hamel (Saint-Maurice) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de ces paroles, alléguant qu'elles sont antiparlementaires et que l'honorable premier ministre devrait les retirer.

Décisions de l'Orateur:

Hypothèse ne pouvant constituer des paroles antiparlementaires

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, dit que l'honorable premier ministre n'a fait qu'une hypothèse pour les fins de sa démonstration et que les paroles qu'il a prononcées ne sont pas, dans les circonstances, antiparlementaires.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bohémier, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Dozois, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 63¹⁵.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 17.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Le débat se poursuit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le représentant de Saint-Maurice (M. Hamel) a parlé de la loi pour fixer le prix du papier. Il n'est pas capable de voir la différence entre une loi fixant un prix et une loi obligeant des gens à acheter. Il n'y a rien dans la loi qui oblige les journaux à acheter ou les compagnies à vendre.

En citant ces lois, le représentant de Saint-Maurice (M. Hamel) a donné des statistiques qui sont contredites par ces lois. Celles-ci, je le répète, favorisent des échanges. Elles ont permis à la province d'obtenir un plus grand territoire forestier qu'auparavant. Les conditions imposées par ces lois sont telles qu'elles ont fait rentrer dans le domaine de la couronne des terrains privés qui n'étaient pas soumis à l'embargo sur l'exportation du bois aux États-Unis. En outre, ces lois n'accordent pas de nouvelles concessions mais autorisent des échanges pour stabiliser l'industrie forestière. Elles ont facilité les opérations parce qu'elles ont accentué l'activité économique, rapproché la matière première des usines et constitué des unités d'opérations, qui ont assuré aux ouvriers des salaires augmentés, et créé une stabilité garantie.

C'est un spectacle lamentable, qui me fait sincèrement de la peine, que le député a donné. Je suis moi-même membre du Barreau et j'ai le respect de la parole, de ma profession et de la Législature.

L'amendement du député de Bonaventure (M. Levesque) est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 16¹⁶.

Contre: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bohémier, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Dozois, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 63.

Ainsi, l'amendement est rejeté¹⁷.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte et se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose¹⁸: 1. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pensions spéciales (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil - ministère des Finances (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Parent (Hull): Dans les derniers *Comptes publics*, on adopte une nouvelle pratique de ne publier maintenant que seuls les noms des fonctionnaires qui reçoivent un traitement d'au moins \$2,000 par année et ceux des fournisseurs qui vendent au moins pour \$1,500 au cours de l'exercice.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): C'est une décision de l'auditeur de la province. Cette diminution dans les détails s'explique par l'augmentation considérable du budget. Mais le ministre, en défendant ses crédits, peut fournir tous les renseignements supplémentaires exigés par l'opposition.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage et divers - ministère des Finances (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil - bureau de l'audition (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage et divers - bureau de l'audition (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960¹⁹.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions sept cent quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil - bureau du revenu (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) cite des statistiques démontrant que les taux d'assurance sont plus élevés au Québec que partout ailleurs au Canada et que les Québécois doivent payer des taxes plus élevées que les automobilistes des autres régions du pays.

Il souligne une augmentation d'environ \$265,000 du montant mis de côté pour le service civil dans l'évaluation du budget de cette année pour le bureau du revenu du ministère. Pourquoi ce chiffre a-t-il été augmenté?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Si mon ministère réclame cette année \$265,000 de plus au chapitre du service civil, c'est que les salaires ont augmenté. Ils ont augmenté, l'an dernier, dans une proportion de 35 %. Il y aura d'autres réajustements cette année encore.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 7. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage et divers - bureau du revenu (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent seize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de perception - bureau du revenu (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Plaques: véhicules automobiles et colporteurs - bureau du revenu (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Plusieurs automobilistes se plaignent du manque de bureaux pour la distribution des permis de conduire. La situation est particulièrement critique dans la région de Montréal.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Dans environ un tiers des cas, les renouvellements

des plaques de véhicule automobile se font présentement par la poste. Le ministère entend d'ailleurs pousser plus avant cette pratique dès qu'il lui sera possible de le faire.

Quant à l'encombrement que l'on note aux bureaux d'émission de ces plaques, notamment à Montréal, la chose s'explique par la tendance des gens à se présenter à la dernière minute. Actuellement, il n'y a pas de tel encombrement dans les bureaux. Ajouter un bureau ou deux de plus n'y changerait pas grand-chose.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) pose une nouvelle question sur la distribution postale des plaques d'immatriculation.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Cette année, environ le tiers des automobilistes ont reçu leurs formulaires par la poste. D'ici à l'année prochaine, plus des deux tiers pourront les obtenir de cette façon.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les autorités devraient remettre un feuillet résumé des règlements de la circulation avec la licence. Bien de vieux automobilistes manifestent une ignorance extrême des règlements de la circulation.

On devrait incorporer dans la loi le règlement qui rend obligatoire pour les jeunes de moins de 21 ans, qui veulent obtenir un permis de conduire, d'être assurés ou, du moins, de prouver que l'auto qu'ils vont conduire est couverte par les assurances. Il ne l'est pas présentement.

Ce règlement n'est pas assez connu du public en général et beaucoup de gens, y compris des avocats, l'ignorent.

Il demande des explications à propos de cette loi au ministre des Finances.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): En vertu des dispositions présentement en vigueur, si un conducteur âgé de moins de 21 ans entre en collision avec une autre automobile dont le conducteur n'est pas assuré, c'est comme si le jeune automobiliste n'avait pas de permis du tout.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) suggère que cette disposition - qui est toute nouvelle pour lui - soit incorporée au texte de la loi elle-même.

Il croit que très peu de gens sont au courant de cette situation.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 10. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil-Service des assurances (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Dionne (Rimouski) souhaite que les garagistes éloignés des bureaux d'enregistrement puissent faire signer à l'acheteur d'un véhicule-moteur à qui ils vendent une formule de changement de propriétaire, et de considérer que le transfert a eu effectivement lieu dès la mise à la poste de la formule signée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'on doit toujours respecter le vieux principe de la responsabilité du propriétaire, et cela, dans le but de protéger les victimes possibles d'accidents. Mais le gouvernement est prêt à étudier la possibilité d'adopter une formule qui protégerait à la fois le public et les garagistes.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Les médicaments vendus dans les pharmacies sont sujets à la taxe de vente, s'ils ne sont pas vendus sur prescription. J'estime, dit-il, qu'aucune taxe sur les ventes ne devrait frapper les médicaments vendus sans ordonnance du médecin. Tous les médicaments vendus en pharmacie devraient être exempts de la taxe de 2 %.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) promet d'étudier la possibilité de soustraire tous les médicaments vendus dans les pharmacies à la taxe de vente.

M. Parent (Hull) soulève la question de l'assurance obligatoire.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Nous devrions avoir dans la province de Québec une loi de responsabilité financière et un fonds de jugements non satisfaits, afin d'éliminer les irresponsables et d'indemniser les victimes d'accidents.

La législation du Québec devrait exiger la solvabilité des automobilistes, et il devrait y avoir dans la province une caisse pour payer les dommages-intérêts aux accidentés victimes de l'insolvabilité d'un chauffeur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce système ne paraît pas convenir à notre province. Je pense, dit-il, que la question d'un fonds comme celui-là et la question de l'assurance obligatoire ne feraient que mener à encore plus d'abus. Il oblige

tous les automobilistes à souscrire au fonds, de sorte que ceux qui sont prudents, les bons, paient pour ceux qui ne le sont pas, les mauvais.

Il se prononce contre l'assurance obligatoire qui, dit-il, incite les compagnies à augmenter leurs taux. La loi en vigueur au Québec dit que tout automobiliste condamné à payer des dommages peut voir son permis annulé par le juge, jusqu'à ce qu'il ait satisfait au jugement. Ce système est préférable à tout autre. Dans les États américains où cette assurance existe, dit-il, les accidents sont plus nombreux. Je suis convaincu, ajoute-t-il, qu'un fonds de jugements non satisfaits, tel que celui qui existe en Ontario et dans d'autres provinces pour les accidents d'automobile, n'est pas pratique et n'est pas dans le meilleur intérêt du Québec.

Rien ne sert d'imposer cette forme de protection contre les insolvables, dit-il, si le gouvernement n'a pas le droit de légiférer sur les primes d'assurance, car, à mon avis, les compagnies ne tarderaient guère à hausser les taux, si le gouvernement voulait imposer l'assurance à tous les automobilistes de la province de Québec.

M. Parent (Hull): Il y a une grande différence entre l'assurance obligatoire et une loi de responsabilité financière. Dans ce dernier cas, c'est seulement quand un automobiliste est impliqué dans un accident qu'il est obligé de fournir une preuve de responsabilité.

L'étude de la résolution est suspendue.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Demande et dépôt de documents:

Travaux de drainage

M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de

tout contrat d'entreprise entre le gouvernement de la province de Québec et toute personne, société ou corporation, depuis le 1^{er} janvier 1958 jusqu'au 30 novembre 1958, relativement à l'exécution des travaux de drainage, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes, conventions supplémentaires ou additionnelles.

Adopté.

L'honorable M. Barré (Rouville) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 25)

Salle de concert à Montréal

M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie des arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1^{er} décembre 1956 jusqu'au 31 décembre 1958, se rapportant à la loi pour faciliter l'établissement et l'administration d'une salle de concert de Montréal (4-5 Elizabeth II, chapitre 24).

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 26)

Questions et réponses:

Entretien des chemins d'hiver

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Relativement à l'entretien des chemins dans la province, au cours de la saison d'hiver 1958-1959:

1. Quelle est la longueur totale des chemins entretenus dans la province?

2. Quelles sont, dans chaque comté, les longueurs de chemins entretenus:

a. par le gouvernement;

b. par les municipalités ou autres corps publics ou associations, avec contribution du gouvernement?

3. Quelles sont, dans chaque comté, les longueurs de chemins entretenus par les municipalités ou autres corps publics ou associations, avec subvention gouvernementale:

a. de \$225 le mille;

- b. de \$200 le mille;
- c. de \$125 le mille;
- d. de \$100 le mille?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Relativement à l'entretien des chemins dans la province, au cours de la saison d'hiver 1958-1959, la compilation ne sera faite qu'une fois la saison terminée.

Route du lac Trois-Saumons

M. Courcy (Abitibi-Ouest): 1. Quel montant d'argent le gouvernement a-t-il dépensé, depuis le 1^{er} avril 1957 jusqu'au 31 décembre 1958, pour travaux de réfection et de construction:

- a. de la route de ceinture du lac Trois-Saumons, dans le comté de L'Islet;
- b. des ponts situés sur le parcours de ladite route?

2. À qui les paiements ont-ils été faits, et pour quel montant dans chaque cas?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi), quant au ministère de la Voirie:

1 et 2. Montant autorisé, \$205,643.98; montant payé à E. Morin & Frères limitée, \$166,220.29.

L'honorable M. Lorrain (Papineau), quant au ministère des Travaux publics:

1. et 2. \$35,968.89 pour la reconstruction du pont sur la décharge du lac Trois-Saumons, à Saint-Aubert, lots 13-137, rang II, canton Fournier, et lots 13-65, rang I, ainsi que ses approches.

Robert, Bernier, Saint-Jean-Port-Joli, \$35,968.89.

Dépôt de documents:

Pollution des eaux en Ontario et au Nouveau-Brunswick

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée, en date du 14 janvier 1959, pour la production d'une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province de Québec et Ontario Water Resources Commission, et aussi entre le gouvernement de la province de Québec et New Brunswick Water Resources Commission, concernant l'élimination et la régularisation de la pollution des rivières, ruisseaux

et lacs appartenant au domaine public en Ontario et au Nouveau-Brunswick. (Document de la session no 27)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Selon *L'Événement* du 23 janvier 1959, à la page 7, l'étude de la motion a débuté à 3 h 15.

2. Ministère de la Justice, *Commission sur les pratiques restrictives du commerce; Rapport concernant l'achat du bois à pâte dans certaines régions de l'Est du Canada*. Ottawa, Edmond Cloutier, C.M.G.O.A., D.S.P. Imprimeur de la reine et contrôleur de la papeterie, 1958; 246 pages.

3. Paul-Henri Lavoie, "On se fiche de la loi!", *Ma Gaspésie*, 13 novembre 1958, à la page 2. Un autre article faisait sensiblement référence au même problème: Jean-Marie Jobin, "Un autre scandale?", *Ma Gaspésie*, 25 septembre 1958, pages 1-2.

4. \$17,000,000, selon *L'Événement* du 23 janvier 1959, à la page 7.

5. "rente forestière", selon le *Montréal-Matin* du 23 janvier 1959, à la page 2.

6. M. Duplessis avait reçu un doctorat honorifique en sciences forestières de l'Université Laval le 19 octobre 1955. Notons également que précédemment, le 1^{er} juillet 1937, il avait reçu un doctorat honorifique en droit et, plus tard, la même université lui décernait un autre doctorat honorifique le 21 juin 1952, et ce, sans qu'aucun sujet ne soit mentionné.

7. 1946, selon *La Presse* du 23 janvier 1959, à la page 33.

8. Le prix raisonnable varie de \$15 à \$20 la corde, d'après la version du *Soleil* du 23 janvier 1959, à la page 5.

9. Version de *La Presse* du 23 janvier 1959, à la page 33: De fait, de 1951 à 1954, le prix du papier a augmenté d'environ \$9.50 la tonne, pendant que le prix de la corde de bois de pulpe baissait de \$2.50. L'article de *La Terre de chez nous* est sans doute: *La Forêt: possibilité d'un lot de support*, publié le 23 avril 1958. Dans cet article, un tableau démontre bien que la différence entre 1951 et 1954 est bien de \$2.50. Par contre, en 1951 et en 1954, les prix indiqués sont respectivement de \$27.50 et de \$25 pour la corde de bois.

10. Le ministre paraphrase sans doute une boutade célèbre de Louis-Alexandre Taschereau, au lendemain des élections de 1935: "Nous sommes ici et vous êtes là."

11. Les mentions "à six heures" du *Soleil* du 23 janvier 1959, à la page 22, et le "plus tard" de *L'Action catholique* du 23 janvier 1959, à la page 16, laissent croire que la motion de sympathie aurait lieu avant la suspension de 6 heures et que le greffier l'aurait déplacée en soirée.

12. Nos recherches nous indiquent que ce débat a eu lieu en 1957, Voir "Coupe de bois dans Abitibi-Ouest", dans la séance du 13 février 1957.

13. La source, *Le Soleil* du 23 janvier 1959, à la page 5, indique simplement qu'un débat s'est engagé sur cette question.

14. 1952-1953, selon *L'Événement* du 23 janvier 1959, à la page 9.

15. *Le Soleil* du 23 janvier 1959, à la page 5, indique que M. Lionel Ross, député indépendant de Verdun, a voté avec les ministériels.

16. *Le Nouvelliste* du 23 janvier 1959, à la page 9, précise que M. Lionel Ross, député indépendant de Verdun, s'est rangé du côté des ministériels.

17. *Le Soleil* du 23 janvier 1959, à la page 22, note que les parlementaires ont consacré cinq heures de leur temps à l'étude de cette question soulevée par M. Levesque (Bonaventure).

18. *La Tribune* du 23 janvier 1959, à la page 1, écrit que la Chambre a commencé l'étude des crédits à la fin de la soirée et qu'elle y a consacré 30 minutes.

19. *La Tribune* du 23 janvier 1959, à la page 1, dit que ces crédits ont été approuvés à peu près sans discussion.

Première séance du vendredi 23 janvier 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Gagnon (Matapédia): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville d'Anjou, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Clifford Wright Harris et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de The Chartered Institute of Secretaries of Joint Stock Companies and other public bodies in Quebec;
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Théophile, dans le comté de Laval, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;
- de la Compagnie d'assurances du Club Automobile de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la cité de Québec;
- des sœurs de la Charité de Québec et la cité de Giffard, demandant l'adoption d'une loi les concernant;
- de la ville de Laprairie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la Commission scolaire de Rosemère et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de la Mutuelle Générale des commissions scolaires;
- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la corporation de la paroisse de Brébeuf, dans le comté de Terrebonne, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs.

Projets de loi:

Charte
de Jacques-Cartier

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 245 modifiant la charte de la cité de Jacques-Cartier.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte
d'Anjou

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 247 modifiant la charte de la ville d'Anjou.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

Brébeuf

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 257 concernant la corporation de la paroisse de Brébeuf.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

Assurance du
Club Automobile de Québec

M. Maltais (Québec-Est) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 262 modifiant l'article 541 de la charte de la cité de Québec.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

Institut agréé des secrétaires
de compagnies par actions

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 266 constituant en corporation l'Institut agréé des secrétaires de compagnies par actions et autres organismes publics dans la province de Québec.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte
de Verdun

M. Ross (Montréal-Verdun) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 268 modifiant la charte de la cité de Verdun.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Saint-Michel-Archange
et Giffard**

M. Rochette (Québec) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 274 concernant la paroisse de Saint-Michel-Archange et la cité de Giffard.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Saint-Jérôme**

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 277 modifiant la charte de la cité de Saint-Jérôme.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission scolaire
de Saint-Théophile**

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 278 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Théophile, dans le comté de Laval.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Laprairie**

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 282 modifiant la charte de la ville de Laprairie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission scolaire
de Baie-Comeau**

M. Ouellet (Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 188 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Baie-Comeau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Charte
de Baie-Comeau**

M. Ouellet (Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 189 modifiant la charte de la ville de Baie-Comeau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Assurance Trois-Rivières
& St-Maurice**

M. Caron (Maskinongé) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 213 relatif à Trois-Rivières & St-Maurice, compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Port-Cartier et la
commission scolaire de Shelter Bay**

M. Ouellet (Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 231 constituant en corporation la ville de Port-Cartier soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Compagnie de chemin
de fer Arnaud**

M. Ouellet (Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 242 constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer Arnaud soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Écoles protestantes
de Montréal**

M. Somerville (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 243 modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les écoles protestantes dans la cité de Montréal et ses environs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Charte
de Sainte-Foy**

M. Rochette (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 136 modifiant la charte de la cité de Sainte-Foy soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Montréal-Nord

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 138 modifiant la charte de la ville de Montréal-Nord soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Dorval

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 139 modifiant la charte de la cité de Dorval soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Lachine

M. Laberge (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 190 modifiant la charte de la cité de Lachine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Pointe-Claire

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 191 modifiant la charte de la cité de Pointe-Claire soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Mackayville

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 241 modifiant la charte de la ville de Mackayville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Motions inscrites au *Feuilleton*¹

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) a fait inscrire au *Feuilleton* six motions demandant que les votes du premier ministre et de cinq de ses ministres, sur une décision antérieure du président, soient rayés par suite de leurs intérêts dans l'affaire du gaz naturel. Ces avis de motions sont rédigés en des termes qui constituent un libelle; elles sont injurieuses, inopportunes et complètement déplacées.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Nous n'avons pas de leçon à prendre du gouvernement. Je pourrais bien dire quelque chose, mais je parlerai en temps et lieu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous allons décider ce que nous allons faire.

Subsides:

Budget des dépenses 1959-1960

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Le comité poursuit l'étude de la résolution présentée par l'honorable M. Bourque (Sherbrooke) proposant: 1. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil - Service des assurances (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage et de bureau - Service des assurances (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Comité de révision des lois d'assurance - Service des assurances (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) pose une question concernant le surintendant des Assurances.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le surintendant actuel des Assurances dans le Québec, M. Georges Lafrance, possède une compétence reconnue partout. Il m'avait été recommandé par feu M. Louis Dupire, rédacteur d'un journal alors respectable².

M. Parent (Hull) tente de soulever un débat sur la perception de l'impôt provincial sur le revenu. Il est anormal, dit-il, que le salaire des employés de l'impôt provincial sur le revenu ne soit pas voté par la Législature et fixé par une loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les dépenses entraînées par la perception de cet impôt sont couvertes par des autorisations statutaires permanentes. Il n'y a rien à voter dans le budget annuel à ce sujet. Le poste budgétaire qui concerne cette question a été voté hier au soir.

M. Parent (Hull) revient à plusieurs reprises sur le sujet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) refuse d'engager la discussion.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 4. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses - Service des assurances (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) veut savoir où en sont les travaux du comité de révision des lois d'assurance. On avait prévu, dit-il, des crédits de \$18,000 au poste du comité de révision, pour le prochain exercice financier. Depuis 1950, la Commission a coûté environ \$200,000 à la province en salaires, et elle n'a pas fait de rapport à la Chambre. Cette année encore, le gouvernement

demande \$45,000 pour cette commission provinciale. Les commissaires chargés du travail de révision ont-ils fait des rapports? Et quand le gouvernement croit-il qu'ils finiront leur travail?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À l'origine, la Commission de révision des lois d'assurance était composée de Me Gérard Trudel, du notaire Marcel Faribeu et de Me Bernard Devlin. Par la suite, le nom d'Yves Gabias, de Trois-Rivières, a été adjoint à la Commission.

Sous tous les gouvernements d'Ottawa quels qu'ils soient, rouge comme bleu, on a battu en brèche les droits de la province de Québec et continué d'empiéter sur ce domaine. Les lois d'assurance sont très importantes et très complexes. Par ailleurs, elles ont fait souvent l'objet d'un litige de juridiction entre le gouvernement de Québec et celui d'Ottawa. Le litige s'est produit sous le régime Bennett et sous le gouvernement King. La question a été référée à la Cour suprême, puis le Conseil privé de Londres, à trois reprises, a soutenu les droits et les prérogatives de la province de Québec dans le domaine de l'assurance. Les droits exclusifs de la province en matière d'assurances ont été reconnus à maintes reprises par les tribunaux, y compris le Conseil privé de Londres. Le Conseil privé a décidé, à deux reprises, que la juridiction des provinces dans le domaine de l'assurance était une matière du ressort provincial, en vertu de la clause de la Constitution qui concerne les droits civils et la propriété.

En dépit de ces trois jugements du Conseil privé de Londres, décrétant que seules les provinces ont juridiction en matière d'assurance, en vertu de la clause de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique relative aux droits civils et à la propriété, le gouvernement du Canada s'entête à garder dans le Trésor fédéral des millions de dollars qui devraient être déposés au ministère des Finances de la province de Québec, pour garantir le paiement des polices en cours chez nous.

Le gouvernement d'Ottawa a donc, en dépôt, des centaines de millions de dollars représentant les garanties que doivent fournir les compagnies d'assurances pour faire des affaires ici. Ces argents devraient être déposés entre les mains du gouvernement du Québec. Ces fonds appartiennent aux provinces, pas au gouvernement fédéral. Les avertissements répétés de la province de Québec, en particulier, n'ont donné aucun résultat. Le gouvernement d'Ottawa a ainsi continué de battre en brèche les droits provinciaux qu'il ne possède pas en matière d'assurance, au point qu'à certains moments, le Conseil privé a demandé à

Ottawa combien de fois il lui faudrait décider de la question avant que le fédéral se soumette.

Relativement aux lois d'assurance dans le Québec, à cause de leur importance, il faut en faire la révision, particulièrement dans la section concernant les femmes mariées et les enfants.

Les problèmes variés et complexes posés par ces questions d'assurance devaient être soumis à de véritables experts en la matière. Il fait l'éloge du notaire Faribeu, de Me Trudel et de Me Devlin qui, dit-il, ont commencé et presque parachevé le travail. Mais Me Trudel est devenu juge et Me Devlin est mort. Me Yves Gabias, le secrétaire, est lui-même devenu juge provincial sur le banc des sessions de la paix. Il y aura probablement lieu de réformer les cadres du comité, pour lui permettre de terminer son travail, qui achève de toute façon.

Cette Commission de révision des lois d'assurance, pour laquelle le gouvernement a dépensé en salaires environ \$200,000 depuis 1950, s'est beaucoup occupée de la question et a soumis, à ce sujet, des recommandations au gouvernement. La question reste à l'étude et le gouvernement ne perdra aucune occasion de revendiquer et, si possible, faire triompher les droits de la province à ce sujet.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 5. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Honoraires pour la garde des valeurs et dépenses diverses (service de la dette publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "bureau du lieutenant-gouverneur (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

8. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)

interroge le ministre des Finances (l'honorable M. Bourque) relativement à l'utilisation que le gouvernement a faite de deux lois votées par la Législature, concernant la construction de routes et de ponts. L'une de ces lois autorise la dépense de \$60,000,000, et l'autre, de \$75,000,000. Un fonds particulier a été prévu pour payer, notamment, l'intérêt et le fonds d'amortissement sur la dette. Ce fonds est alimenté par un droit de deux cents par gallon de gazoline.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Comment peut-on reprocher à la province d'avoir un fonds d'amortissement qui lui permet de faire face à toutes ses obligations? Un fonds d'amortissement ne ressemble-t-il pas à un compte de banque? Depuis quand peut-on reprocher à quiconque a fait un emprunt de faire des remises plus élevées qu'il n'était tenu de faire? C'est une preuve de bon crédit.

Lorsque le gouvernement construit des routes, il est souvent appelé à construire des ponts modernes. Chaque année, à cette fin, le gouvernement fait des retenues pour payer ces dettes à échéance.

Nous prenons seulement les moyens de faire honneur à nos obligations et nous avons l'intention de continuer cette excellente politique. D'ailleurs, la province est vaste et les besoins nombreux. Nous entretenons à l'heure actuelle au-delà de 27,000 milles de route. C'est plus que le tour de la terre à l'équateur. Nous en augmentons la longueur à chaque année, à cause des développements économiques qui se produisent partout, ce qui pourrait occasionner de nouveaux déboursés considérables pour faire face aux obligations nouvelles, chaque année. Il faut aussi s'occuper des chemins de mines et des ponts. Avec le développement phénoménal de la province, il nous faut prévoir l'avenir et nous prenons les mesures appropriées. Il est possible que nous soyons obligés de faire de nouveaux emprunts pour la voirie. En attendant, nous établissons notre crédit sur des bases solides.

La province de Québec remplit tous ses engagements et, à cause de cela, son crédit est excellent sur le marché de l'argent. La politique de son gouvernement est de faire le moins de dettes possible et de payer la dépense au fur et à mesure, en autant que faire se peut. Lorsque le marché est favorable, le gouvernement rachète ses obligations, ce qui sauve des milliers de dollars chaque année aux contribuables.

M. Parent (Hull): La surtaxe de deux sous le gallon, imposée en 1959 sur la vente de la gazoline, pour défrayer la construction et le déneigement des routes, devrait être abolie, puisque la dette contractée qu'elle devait amortir est maintenant éteinte. Le fonds d'amortissement est même plus élevé que le montant de l'emprunt. Si la taxe de deux sous par gallon de gazoline pour l'intérêt et l'amortissement de ces emprunts a atteint son but, alors pourquoi l'administration provinciale la maintient-elle, au détriment des automobilistes de la province de Québec?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La taxe de deux sous a été instiguée parce que le gouvernement a des dépenses énormes pour la voirie. Actuellement, il est à compléter le réseau routier de la Côte-Nord. Le pont nouveau sur la rivière Bersimis a coûté à lui seul \$1,500,000, et il faudra dépenser beaucoup de millions pour rendre cette route jusqu'à Sept-Îles et pour construire les autres ponts nécessaires sur cette route.

Nous devons consacrer un minimum, disons, de \$3,000,000 à l'amortissement de la dette. Mais rien n'empêche le gouvernement d'en consacrer davantage. À l'heure actuelle, nous avons versé au fonds d'amortissement plus que les fonds nécessaires pour éteindre la dette. C'est une façon d'ajouter au crédit de la province. Je suis surpris d'entendre l'opposition critiquer cette méthode. Nous faisons de la finance saine. Va-t-on reprocher au gouvernement de travailler à éteindre la dette?

Dans ce domaine, le gouvernement ne se montre pas seulement anxieux de remplir ses engagements, mais il va même au-delà de ses obligations régulières en plaçant, dans le fonds d'amortissement de la province, des montants plus élevés qu'il n'est tenu de déposer. Si nous consacrons plus d'argent que nous n'y sommes obligés pour éteindre la dette, c'est un certificat de bonne administration. Voilà pourquoi, lorsque nous empruntons sur le marché américain, par exemple, les prêteurs examinent notre bilan et constatent que notre administration donne des résultats merveilleux. Ce sont des félicitations que nous méritons certainement.

Nous avons augmenté l'actif de la province de plusieurs centaines de mille dollars par année, en achetant des obligations au prix du marché. Nous avons sauvé ainsi entre cinq et sept dollars par obligations de \$100 parfois, et épargné d'autres centaines de mille dollars avec le paiement des intérêts. En agissant ainsi, nous ne répondons pas

seulement aux besoins présents, mais nous prenons les moyens de préparer l'avenir.

Les faits démontrent que la province d'Ontario et l'Hydro ontarienne ont chacune plus d'un milliard de dettes, soit de l'ordre de quelque deux milliards en tout. Dans la province de Québec, la dette nette est inférieure à \$300,000 et celle de l'Hydro, de moins du tiers de celle de l'Hydro ontarienne. Les deux dettes ne dépassent pas \$500,000,000³. Cela ne représente pas encore un cinquième de notre actif, et pas une province ni aucun pays de l'Amérique du Nord n'ont une situation financière aussi bonne que celle de la province de Québec.

Je comprends que cela ne fasse pas l'affaire de l'opposition, mais nous considérons, nous, que c'est à l'honneur du gouvernement. Voilà pourquoi les plus grands magazines financiers proclament que, de tous les pays de l'Amérique du Nord, aucun n'a une situation financière aussi bonne que celle de la province de Québec. C'est par milliards que nous avons placé l'argent de la province, et nous avons néanmoins une dette qui représente le tiers de celle de l'Ontario.

M. Parent (Hull): Le premier ministre contourne la question et ne répond pas directement sur les faits. La loi 14-15 George VI, chapitre 15, article 4, dit que les revenus provenant du droit spécial qu'elle confère seront versés à un fonds particulier et employés à l'entretien des chemins d'hiver pour une somme d'au moins \$1,500,000, mais n'excédant pas \$2,000,000, le résidu devant être employé au paiement des intérêts et à la constitution d'un fonds d'amortissement d'emprunts contractés en vertu de la loi.

La province a rempli ses obligations en vertu de ladite loi et elle ne peut conséquemment pas s'en servir, vu que le fonds d'amortissement est plus élevé que le montant de l'emprunt.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Va-t-on reprocher au gouvernement de prendre tous les moyens possibles pour éteindre la dette et envisager les besoins de l'avenir?

Ottawa est entré dans un domaine provincial en imposant une taxe de deux sous sur la gazoline. Lorsque le gouvernement fédéral a évacué le domaine de la taxation sur l'essence, la province s'en est emparée comme elle en avait le droit.

La loi à laquelle le représentant de Hull (M. Parent) fait allusion est là pour les besoins de la voirie et les besoins d'emprunt, tant pour le temps présent que pour l'avenir.

Tout l'argent qui vient de la taxe sur la gasoline est dans le Trésor provincial. Nous prenons cet argent pour construire des ponts et des routes et pour aménager des voies de communication dans les centres éloignés de la Côte-Nord. Nous faisons de la finance saine, et personne ne peut nous le reprocher.

M. Parent (Hull): La situation est anormale, puisque la province a un fonds d'amortissement qui dépasse la dette dans ce cas. Le produit de la taxe sur l'essence doit être employé à des fins spécifiques et servir en garantie sur un emprunt qui, à mon avis, n'existe pas.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) donne au représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Earl) quelques statistiques qu'il avait demandées précédemment.

La résolution est adoptée⁴.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 10. Qu'un crédit n'excédant pas un million quatre cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office provincial de publicité (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Nous sommes prêts à voter cet argent qui servira à attirer l'attention des touristes sur le fait que Québec est une province différente, une province française. Mais pourquoi faut-il que chacun de nous s'ingénie ensuite à cacher aux yeux des étrangers ce par quoi nous sommes différents des autres? Le problème de la conservation de notre visage français en est un de première importance, puisqu'il concerne le tourisme, troisième source de revenus du Canada et de la province, et qu'il est intimement lié au maintien de notre culture et de nos traditions françaises.

Je m'adresse ici au public plus encore qu'à la Chambre. Nous sommes tous en faute, si peu à peu la province de Québec perd son caractère français. En 1955, *L'Action catholique* déplorait, en éditorial, que nos établissements touristiques et nos maisons de commerce s'appliquent à faire mentir notre publicité. Nous invitons les touristes à venir voir ici une province différente, une province française, puis nous nous ingénions à cacher à leurs yeux tout ce par quoi nous sommes différents des autres. Nous sommes prêts à voter les sommes nécessaires pour faire à notre province une belle publicité et nous nous chargeons ensuite de détruire les effets de cette publicité.

Si les choses ont changé depuis 1955, c'est plutôt pour le pire. On dirait que les gens s'enlisent davantage dans cette mauvaise voie. C'est dans tous les domaines que s'atténue notre visage français, à commencer par celui de l'architecture ancienne que nous cachons sous des bardeaux d'asphalte. Nous construisons partout des répliques exactes de l'architecture américaine. Avant longtemps, celui qui se promènera en Amérique du Nord ne verra plus aucune différence entre le reste du continent et ce qui est supposé être le Canada français. Nous aurons tous passé dans le melting-pot américain. Quelques-uns s'efforcent de réagir, mais on ne peut pas dire que la province les suit. La masse demeure inerte. On veut être pratique. Pourtant, ça rapporterait de l'argent si on comprenait ce que ça vaut, au point de vue financier, le fait français, dans la province de Québec.

Prenons le cas de la ville de Québec. Avec sa citadelle, ses remparts, ses vieilles rues, ses maisons anciennes, elle est unique en Amérique du Nord. Mais elle prend peu à peu une allure plus moderne. Ceux qui y demeurent ne s'aperçoivent peut-être pas des changements qui s'y font graduellement. Pourtant, Québec a beaucoup changé depuis quelques années, et pas pour le mieux. Certains essaient de réagir, mais c'est comme s'ils voulaient arrêter la mer avec leurs mains. Est-ce que toute la population contribue à garder son visage français à la ville de Québec? Non. Elle reste indifférente. Chacun d'entre nous devrait se faire le publiciste de la province de Québec. Chacun contribue, au contraire, à faire mentir la publicité faite à même les deniers publics.

Certes, nous ne sommes pas les seuls à faire des erreurs. On trouve aujourd'hui des "snack bars" même sur les Champs-Élysées à Paris. Mais le danger est infiniment plus grand pour nous qui sommes entourés de tout un immense continent anglophone. En pensant être réalistes, nous tuons la poule aux œufs d'or⁵.

L'étude de la résolution est suspendue.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 23 janvier 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Décision de l'Orateur:

**Retrait du *Feuilleton* de motions
contraires à une décision de l'Orateur⁶**

M. l'Orateur: Il y a sur l'ordre du jour six avis de motions du représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde)...

Des députés protestent bruyamment.

M. l'Orateur: Ces avis et motions sont irréguliers, injustes, injurieux et en contravention avec l'article 151 du Règlement...

M. Hamel (Saint-Maurice) réclame le droit de parler.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières), l'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes), M. Bellemare (Champlain) et d'autres députés de la droite: À l'ordre! À l'ordre! À l'ordre! Asseyez-vous!

M. Hamel (Saint-Maurice): Avant de rendre un jugement, l'Orateur de l'Assemblée devrait permettre au député de s'expliquer. Il cite l'article 69 des règlements: "Toute question d'ordre ou de règlement peut être discutée avant que l'Orateur se prononce."

M. l'Orateur cite l'article 67: "Il est du devoir de l'Orateur d'appeler immédiatement

l'attention sur toute violation de l'ordre ou du Règlement, sans attendre qu'elle lui soit signalée." C'est en vertu de cette disposition que je rends mon jugement.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) demande la parole.

Des députés ministériels: À l'ordre! Asseyez-vous! Assis!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre. Lorsque l'Orateur parle, dit-il, pas un député n'a le droit de l'interrompre.

M. Hamel (Saint-Maurice) proteste contre le fait que M. l'Orateur rende une décision, sans entendre les opinions contraires des députés libéraux.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) appuie le représentant de Saint-Maurice (M. Hamel) et tente de se faire entendre.

Des députés protestent bruyamment.

M. l'Orateur rappelle le député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) à l'ordre.

Un député ministériel demande à l'Orateur de nommer le député de Westmount-Saint-Georges.

Des députés ministériels: Nommez-le! Nommez-le! Nommez-le!

M. l'Orateur fait remarquer au député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) que les règlements permettent de nommer un député qui n'obtempère pas aux décisions de l'Orateur.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) reprend son siège avant d'être l'objet d'un ordre d'expulsion.

(Le calme se rétablit)

M. l'Orateur: Il y a, sur l'ordre du jour, six avis de motion au *Feuilleton* de la première séance (*Feuilleton* du 23 janvier, pages 17-18) et, en conséquence, six motions de M. Hyde (*Feuilleton* de la deuxième séance du même jour, pages 16-17) qui sont absolument identiques, sauf quant au nom de la personne visée dans chacun d'eux; ces avis et motions concluent à ce que le vote donné par chacun des députés mentionnés dans avis et motions, en

favorable de la décision rendue par l'Orateur, le 21 janvier 1959 (procès-verbaux, page 281), soit écarté et que le procès-verbal soit corrigé en conséquence. Ces avis et motions sont injurieux, irréguliers et en contravention avec l'article 151 des règlements.

En effet, le 20 janvier courant, sur la motion du député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde), l'Orateur a décidé qu'il ne s'agissait pas d'une question d'intérêt personnel pour aucun des membres de la Chambre, mais qu'il s'agissait uniquement d'une simple question de règlement. Cette décision de l'Orateur a été confirmée par un vote majoritaire de cette Chambre, tel qu'il apparaît à la page 281 des procès-verbaux.

Les avis et motions mentionnés précédemment soulèvent une question identique à celle décidée par l'Orateur et confirmée par cette Chambre. En conséquence, ces avis et motions sont irréguliers, injurieux et répréhensibles et doivent être rayés de l'ordre du jour.

De plus, en vertu de l'article 71 des règlements, le seul moyen de procéder à l'encontre d'une décision de l'Orateur, c'est d'en appeler à la Chambre. C'est ce qui a été fait par le vote enregistré, le 20 janvier courant, et reproduit aux procès-verbaux, tel que susdit.

Pour ces raisons, les avis et motions en question constituent un manque de déférence, non seulement pour la décision de l'Orateur, mais également pour l'opinion majoritaire des membres de cette Chambre, sont contraires au Règlement, et, en conséquence, j'ordonne au greffier de rayer de l'ordre du jour lesdits avis et motions.

Des députés de l'opposition veulent en appeler de la décision.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges):
M. l'Orateur...

Des députés ministériels: À l'ordre! À l'ordre! Asseyez-vous!

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)
(Tentant d'élever la voix) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

M. l'Orateur rappelle à l'ordre le député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde). L'article 71 du Règlement dit qu'une fois que l'Orateur a prononcé sa décision, il n'est pas permis de critiquer sa décision, ni de revenir sur la question décidée. Mais tout député peut en appeler de l'Orateur à la Chambre elle-même, à condition de le faire immédiatement.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): J'en appelle de votre décision.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bohémier, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Rivard, Rochette, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 58.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde LaFrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 15.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue⁷.

Subsides:

Budget des dépenses 1959-1960

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Le comité poursuit l'étude de la résolution présentée par l'honorable M. Bourque (Sherbrooke) proposant: Qu'un crédit n'excédant pas un million quatre cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office provincial de publicité (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Mes remarques précédentes ne signifient pas, dit-il, que

j'oublie le caractère bilingue de la province de Québec. L'affirmation du fait français n'est pas un défi à nos compatriotes de langue anglaise qui vivent au milieu de nous. Nous devons nous glorifier d'appartenir à une province bilingue. Le quelque chose de différent que nous offrons à l'étranger, dans le Québec, c'est le fait français que nous devons maintenir dans une Amérique de plus de 160,000,000 d'anglophones. À cause du fait que nous sommes voisins des États-Unis et que les neuf autres provinces sont anglophones, notre particularisme prend plus d'importance.

L'élément français du Québec n'utilise pas publiquement sa langue comme il le devrait. Au contact de la masse anglophone qui nous entoure, nous avons adopté beaucoup d'anglicismes, mots anglais ou tournures syntaxiques anglaises auxquelles je préfère encore le simple mot anglais. Nous parlons mal notre français. Notre langue est émaillée d'anglicismes, avec le résultat que les Français qui passent dans certaines de nos villes leur trouvent une apparence anglaise. Ils entendent des mots qui se prononcent bien en français, mais qui les laissent songeurs. Il n'est pas étonnant que, dans certaines revues, on fasse des gorges chaudes d'annonces comme celles qu'on voit parfois dans nos rues commerciales: Madame X... grande vente d'écoulement.

Les noms de nos villages ne sont pas toujours des mieux choisis. Ce sont pourtant les noms des villages qui dénotent le caractère d'un pays. Je n'ai pas d'objection à ce qu'on ait recours à la liturgie, car on en a tiré de fort jolis noms comme Saint-Jean-Port-Joli. Mais peut-être parfois exagère-t-on dans ce sens. Dans certaines régions, l'on croirait trouver un coin de paradis, car tous les noms du paradis y passent! Rien n'empêcherait de donner au village un nom différent de la paroisse; ce ne sont pas les patronymes historiques qui, pour ce faire, manquent au Québec.

L'artisanat québécois nous vaut une belle publicité à l'étranger. Mais on devrait mettre les gens en garde contre des copies de notre artisanat fabriquées à l'étranger. Malheureusement, au lieu de mettre l'accent sur notre artisanat, les marchands de souvenirs offrent aux touristes, à côté d'articles fabriqués par nos artisans, certains objets de vil prix importés tout droit de Hambourg ou d'ailleurs. On pourrait pourtant, par un artisanat authentique, faire une magnifique publicité à notre province. Il faut faire en sorte que les étrangers ne trouvent ici que des souvenirs typiques du pays. Ne pourrait-on pas faire quelque chose pour y remédier?

On dirait que la télévision elle-même se met de la partie pour soutenir la légende du patois canadien-français. Il ne faut pas oublier non plus qu'il n'y a pas de patois. Quant aux savoureux archaïsmes d'autrefois qui caractérisent le parler du Québec, il faut les conserver. Toutefois, je nous mets en garde, dit-il, contre, certains mots forgés de toutes pièces par certains scripteurs, qui les lancent dans le public, par l'intermédiaire de la télévision, en les faisant passer pour des mots anciens ou du terroir et que les enfants répètent.

D'autre part, le service provincial de ciné-photo a un grand rôle à jouer pour annoncer la province. Ce service, tout en faisant connaître à l'étranger l'ancien visage, devrait aussi lui montrer son visage d'aujourd'hui. Il doit seulement présenter des images véridiques qui soient des images vraies du peuple et des institutions de la province de Québec. Pour renseigner les étrangers qui connaissent seulement les neiges, les forêts de la province, il importe, lorsque nous envoyons de la publicité aux autres provinces et aux autres pays, de faire voir son visage actuel, plus souvent que de vieux fours à pain et les traditions perdues. Cela n'existe plus ou si peu. Les films devraient être bilingues pour atteindre les anglophones.

La création d'un office de la linguistique permettrait d'épurer la langue au Québec. Cet office pourrait exercer son action par la TV et par le truchement du journal. On pourrait y recourir pour entreprendre de grandes campagnes dans les écoles, dans les foyers et un peu partout dans la province. La France, qui a moins de raisons que nous de se sentir menacée, n'a-t-elle pas créé elle-même des organismes du genre, tel l'Office du vocabulaire français? Un tel organisme s'impose d'autant plus chez nous que nous sommes au milieu du danger.

Il faut absolument faire entrer en ligne de compte des moyens pour sauvegarder les valeurs spirituelles qui nous sont chères, si nous ne voulons pas que les valeurs économiques diminuent en conséquence. Pour faire mieux, là encore, la publicité de la province de Québec, il convient de réorganiser l'Office de publicité et de lui donner un chef qui lui manque depuis la mort de M. Georges Léveillé.

Son discours, dit-il, ne doit pas laisser croire qu'il oublie le caractère bilingue du Québec. Il espère, précise-t-il, qu'on ne trouvera pas qu'il a jeté un peu trop de pierres à ses compatriotes. Il ne le croit pas, dit-il, car, à son avis, il faut regarder la situation en face. Si nous avons fait du bon travail dans le passé, pour conserver le visage français de la province de Québec, il faut faire mieux encore.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le problème exposé par le chef de l'opposition (M. Lapalme) devrait susciter partout un intérêt proportionné à son importance et faire naître, au sein du public, le plus grand désir de prendre les moyens qui s'imposent pour conserver à notre province, non seulement son cœur français, mais aussi son âme française. Le chef de l'opposition doit être remercié d'avoir attiré l'attention du public et des législateurs sur la conservation de nos traditions et du problème, dont on ne peut pas minimiser l'importance, qui découle d'un laisser-aller déplorable qui doit être enrayé, si nous ne voulons pas perdre les traits qui nous caractérisent.

Il n'y a pas de doute que nos vieilles traditions, dont on tend à se moquer, sont encore et seront toujours un fondement de prospérité que nous traversons et une garantie de survivance. C'est ce qui concourt à nous donner une entité propre. Il y a des gens qui prétendent que la province de Québec est une province comme les autres. C'est une erreur historique, c'est la méconnaissance d'une situation constitutionnelle. Le Québec est une entité distincte. En vertu des garanties qui découlent de ses droits historiques et de la Constitution, la province de Québec n'est pas et ne doit pas être une province comme les autres, parce qu'elle a des caractéristiques, de vieilles traditions, un héritage qui diffèrent et qu'il faut conserver à tout prix.

Ce qui importe surtout, c'est de conserver l'âme, la mentalité du peuple canadien-français, le sens de ses traditions ancestrales. Si nous mettons de côté ces facteurs de notre survivance, facteurs essentiels, ce n'est pas par des affirmations matérielles que nous perpétuerons notre entité distincte et notre visage unique sur le continent nord-américain. Notre province n'est pas et ne peut être une province comme les autres, avec ses caractéristiques propres.

C'est Sir Wilfrid Laurier qui disait: Si le pacte de la Confédération a été établi, c'était pour conserver au Québec sa position unique sur le continent nord-américain. Ils se trompent, ceux qui disent le contraire, à quelque parti qu'ils appartiennent.

La Confédération est basée sur le consentement de la province de Québec, qui a obtenu des garanties pour la conservation de ses particularismes, de ses traditions. C'est le fondement de tout.

D'ailleurs, nous n'entendons pas nous isoler, car nous considérons que nous sommes un apport précieux à la Confédération canadienne. Il est de

notre devoir de sauvegarder ces valeurs. Et cet apport vaudra en autant que les caractéristiques de notre peuple seront maintenues et respectées. Un pays bilingue, qui a deux cultures riches comme la culture anglaise et la culture française, possède un bien meilleur actif que les pays unilingues à une seule culture. C'est une caractéristique qui devrait être respectée dans la législation et dans les manifestations extérieures, comme les annonces publicitaires. Commençons par montrer que nous sommes une race fière, que nous avons l'âme, le cœur et l'esprit de nos aïeux, et nous ferons alors une publicité⁸ bien plus fructueuse à notre province que ne peuvent en faire les journaux et les magazines à coups d'argent.

Dans le Bas-du-Fleuve, tout particulièrement, la population est demeurée solidement enracinée dans les saines traditions, et je suis, précise-t-il, particulièrement touché de faire cette constatation chaque fois que je m'y rends. Cela fait du bien de faire de telles constatations quand on note une tendance trop facile en maints endroits à tout accepter ce qui est américain.

Malheureusement, il y a ici et là dans la province une tendance à nous américaniser, à s'angliciser, à oublier qui nous sommes, pour imiter ce que nous ne sommes pas; et Québec perd du même coup un des actifs les plus précieux et la Confédération s'en ressent.

C'est un vaste problème. Nous avons assez d'hommes distingués et de personnages illustres dans notre histoire pour donner davantage de noms français aux municipalités. Nous devons prendre conscience de ce que nous sommes et de l'importance de recourir à des noms français qui contribueront à affirmer partout notre présence, dans le respect des droits de tous et chacun. Il ne faut pas avoir peur de rappeler ce que nos aïeux ont fait, sans les moyens et les avantages que nous possédons aujourd'hui.

Affirmons-nous dans le respect des droits d'autrui en parlant bien notre langue, en donnant des noms français à nos municipalités, à nos entreprises.

J'ai compris que le chef de l'opposition est contre la manifestation de ce qui se produisait, autrefois, dans notre province.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Mon vœu, précise-t-il, est qu'on montre la province sous son vrai jour et non pas d'après une image de ce qui avait cours autrefois. C'est, par exemple, le cas de la ménagère qui cuit son pain au four, ce qui ne se pratique à peu près plus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) ne s'oppose pas, dit-il, à ce qu'on indique ce qui se passait autrefois, pour bien marquer le progrès accompli et démontrer qu'avec moins de facilités que nous en avons, nos aïeux ont su conserver notre héritage. Ces choses sont des attractions naturelles et elles peuvent être exploitées dans la publicité.

Quant au bureau linguistique, je ne crois pas que cette question relève de nous. Nous parlons le français assez bien dans la province de Québec, même mieux que les Français de France.

D'autre part, nous avons des tournures de phrases que ne dédaigneraient pas les meilleurs académiciens.

J'avoue n'être jamais allé en France. Cependant, je sais que dans certaines parties de la France on parle une langue qui ne vaut pas la nôtre. Ce n'est pas un mal, puisqu'il y a un attrait pour le touriste dans la langue et les habitudes qui s'inspirent du passé.

Ce qui importe avant tout à la province, c'est la conservation de son véritable caractère, de ses traditions vénérables qu'il ne faut pas confondre avec la routine. C'est un facteur essentiel de survivance.

Mais je suis parfaitement d'accord avec le chef de l'opposition sur le principe général de la nécessité d'affirmer, pour la province, le fait français, sans causer d'injustices et de frictions à ceux qui parlent une autre langue. Nous ne faisons que notre devoir, et ceux qui prétendent que le Québec s'isole du reste du Canada en faisant cela insultent les habitants des autres provinces du Canada. Prétendre que le Québec se barricade en soutenant ses droits revient à dire que les autres provinces ne les respectent pas et veulent nous en dépouiller. Il n'y a pas d'isolement dans l'exercice d'un droit, dans les revendications de nos prérogatives, mais il y a de la lâcheté dans l'abandon d'un droit.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) pose des questions sur les films produits récemment par l'Office provincial du film.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement a pu bénéficier des services d'un homme, un cinéaste expert de ciné-photo, dont la compétence est reconnue non seulement au Canada, mais encore à l'étranger, M. l'abbé Maurice Proulx. Il énumère les principaux films qui, dit-il, ont été montés, y compris un film sur les Têtes de Boules.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): J'aime beaucoup moins les films où il est question de

sauvages. Ils ne devraient pas être utilisés pour l'exportation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les sauvages, c'est pour rappeler les difficultés d'autrefois. Si nous n'avions pas eu les sauvages, nous n'aurions pas eu Dollard des Ormeaux.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Non plus que le monument en face du parlement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En ce temps-là, il y avait les Iroquois.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ils avaient la peau rouge!

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je n'aime pas qu'on fasse de la publicité pour nous identifier avec les sauvages.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que le chef du Parti libéral provincial n'a pas dit qu'il était qualifié pour la position à laquelle il aspirait, parce qu'il avait été ministre du Grand Nord, une contrée habitée par des sauvages?

M. Hamel (Saint-Maurice) réclame plusieurs renseignements concernant l'Office de publicité et, tout particulièrement, le rôle de l'International Publishing, dans le domaine de la publicité de la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette compagnie a des contrats avec le gouvernement de Québec depuis 25 ou 27 ans. La publicité que nous avons dans les grands journaux et magazines américains, par son entremise, est merveilleuse. M. Georges Léveillé, dont la compétence était connue de tous, a continué à faire affaire avec l'International Publishing, sous le gouvernement de l'Union nationale. Avant sa mort, le directeur, M. Georges Léveillé, avait fait nommer M. Marc Hardy comme son adjoint.

M. Hamel (Saint-Maurice): Qui dirige actuellement l'Office de publicité?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En attendant d'autres développements, l'Office de publicité est administré, activement, efficacement et avec beaucoup de dévouement et d'intégrité par mon chef de cabinet, Me Émile Tourigny.

M. Brown (Brome) s'informe ensuite des mesures qui ont été prises pour annoncer la région des Cantons-de-l'Est.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Notre gouvernement n'est pas immuable, mais stable et progressif. Nous avons fait beaucoup pour les Cantons-de-l'Est. C'est au présent gouvernement que vous devez le développement du Mont Orford.

M. Hamel (Saint-Maurice): Quel est le barème pour l'octroi des subventions?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous tâchons d'en accorder aux municipalités qui en ont le plus besoin.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions huit cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service des achats (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Hamel (Saint-Maurice): Autrefois, l'auditeur⁹ de la province faisait chaque année des suggestions au gouvernement pour lui faire épargner de l'argent dans ses achats.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'auditeur a droit à son opinion et nous avons droit à la nôtre. Quand un marchand d'une petite localité peut nous vendre au prix régulier les marchandises dont nous avons besoin, nous les lui achetons. Le gouvernement s'applique à décentraliser les achats, pour encourager les marchands des diverses localités qui peuvent lui vendre ce dont il a besoin au prix régulier.

Si le gouvernement de Québec achetait tout ce dont il a besoin au prix du gros, il deviendrait marchand de gros. Ce n'est pas ce que nous voulons et nous nous appliquons à acheter au prix du marché.

M. Hamel (Saint-Maurice): Est-ce qu'on a gardé la même méthode qu'autrefois?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement s'améliore constamment. Il ne serait pas raisonnable pour le gouvernement de faire concurrence aux marchands locaux. Nous avons décentralisé le patronage que les gouvernements libéraux avaient centralisé et, autant que possible, nous achetons des marchands locaux.

M. Hamel (Saint-Maurice): Si vous décentralisez le patronage, comment se fait-il que le gouvernement ait acheté de R. Martineau pour \$246,685, et de Remington Rand., pour \$283,000?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La politique du gouvernement est d'encourager les marchands locaux. À Québec, nous achetons des marchands locaux.

M. Hamel (Saint-Maurice): Cinq cent mille dollars de clavigraphes, à Québec seulement, pour deux marchands locaux, est-ce cela que vous appelez décentraliser?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai dit que nous achetions des marchands locaux. Comme le Parlement est à Québec, nous devons acheter beaucoup des marchands de Québec, où nous payons bien meilleur marché qu'avant. Je défie l'opposition de prouver que les prix que nous payons ne sont pas les plus bas jamais payés. Nous décentralisons et nos prix sont inférieurs à ceux qu'on demande partout ailleurs.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Nous avons parlé de Québec, mais parlons de Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous achetons d'une quarantaine de maisons.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les maris seraient sûrement mécontents si leur femme ne surveillait les occasions et n'achetait pas au meilleur prix du marché.

Un gérant anglais de Montréal, d'une maison de machines à écrire, est venu me voir - je ne le connaissais pas et il ne parlait pas même français - pour me dire que sa maison est en mesure de concurrencer les prix de n'importe qui sur le marché de la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les prix que nous payons sont les prix les plus bas. L'acheteur est M. Alfred Hardy, un honnête homme dans toute l'acception du terme. Personne n'a jamais osé dire quoi que ce soit contre lui. Il a été nommé et il a travaillé sous un gouvernement libéral, et nous l'avons gardé parce qu'il était honnête.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): J'aimerais connaître les prix des machines à écrire, parce que j'aurais besoin d'en acheter une.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nos machines à écrire sont payées 10 % plus bas que le prix régulier du marché, et j'entends encourager tous les marchands.

À chances égales et les intérêts de la province étant bien protégés, je n'hésiterai pas, dit-il, à accorder les contrats aux amis du gouvernement. Mais, d'autre part, si un adversaire peut offrir un prix plus avantageux, je n'hésiterai pas à acheter de lui. C'est le devoir du gouvernement de transiger avec ceux qu'il connaît. Les libéraux ont été au pouvoir pendant 40 ans et ont toujours encouragé les mêmes personnes. Qu'ils ne se scandalisent pas s'ils en voient d'autres à table.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Est-ce que je puis avoir des prix pour les machines à écrire?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Onze pouces, \$250; 13 pouces, \$264; 15 pouces, \$270.27; 27 pouces, \$318.50; 32 pouces, \$398.50, toujours moins 10 %.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)

propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-six mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission du service civil (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Quand la Commission produira-t-elle son rapport en Chambre?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Voici justement un rapport qu'on vient de me remettre. On y relate les montants des augmentations de salaires payés aux fonctionnaires que la Commission a recommandées au gouvernement depuis 1944, et dont le total atteint \$22,884,292.

À son retour au pouvoir, le gouvernement actuel a constaté que les fonctionnaires avaient été maintenus à des salaires de famine dans certain cas par l'ancien régime Godbout, en dépit des promesses électorales de ce dernier. Les conditions de travail étaient également déplorables. L'Union nationale a remédié graduellement à ce grave état de choses et

contracté ainsi une dette de reconnaissance des 16,000 serveurs de la province.

Depuis 1944, les augmentations de salaires ont été accordées comme suit, chaque année: 1944-1945, \$92,990; 1945-1946, \$565,567; 1946-1947, \$1,198,464; 1947-1948, \$1,093,425; 1948-1949, \$949,190; 1949-1950, \$731,965; 1950-1951, \$1,062,911; 1951-1952, \$2,516,356; 1952-1953, \$1,698,051; 1953-1954, \$1,771,731; 1954-1955, \$1,920,965; 1955-1956, \$2,956,071; 1956-1957, \$3,554,595; 1957-1958, \$2,781,010. Et cela ne comprend pas les augmentations accordées aux employés de la Commission des accidents du travail, de la Commission des liqueurs et de la Commission du salaire minimum, qui dépassent le million. Soit en tout, depuis que l'Union nationale est au pouvoir, au moins \$24,000,000 de plus pour rémunérer leur personnel.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ça, c'est un rapport de l'Union nationale, pas un rapport de la Commission du service civil.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce sont des chiffres fournis par la Commission. Les gens de l'opposition demandent des rapports et, quand on leur en fournit, ils ne sont pas contents.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le budget de la province est aujourd'hui cinq fois plus considérable qu'en 1944-1945.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ça veut dire que nous avons progressé.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il nous faudrait le vrai rapport de la Commission du service civil pour savoir ce que représentent ces chiffres, en regard du total des salaires payés. Mais, comme toujours, nous aurons le rapport quand la discussion sera finie.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le notaire Savignac, président du comité exécutif de Montréal, est-il encore membre de cette commission d'appel de la Régie des loyers¹⁰?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il est encore membre de la Commission et il est un actif pour la province. Je ne pense pas qu'il y ait, dans la province, quelqu'un qui connaisse aussi bien que lui les questions immobilières. Le juge Régner, qui est président de la Commission et dont la compétence est également incontestable, ne tarit pas

d'éloges à l'endroit de M. Savignac. Pour ce qui est de la politique municipale, cela n'est pas de notre ressort et je ne m'en mêle pas.

M. Hamel (Saint-Maurice): Et M. Savignac reçoit \$9,000 par année comme membre de la commission d'appel de la Régie?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Oui.

M. Hamel: Je ne veux pas en savoir davantage.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 5. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Conseil exécutif), pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Projets de loi:

Assurances du Club Automobile de Québec

M. Maltais (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 262 modifiant l'article 541 de la charte de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Institut agréé des secrétaires de compagnies par actions

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 266 constituant en corporation l'Institut agréé des

secrétaires de compagnies par actions et autres organismes publics dans la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Saint-Michel-Archange et Giffard

M. Rochette (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 274 concernant la paroisse de Saint-Michel-Archange et la cité de Giffard soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Jacques-Cartier

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 245 modifiant la charte de la cité de Jacques-Cartier soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte d'Anjou

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 247 modifiant la charte de la ville d'Anjou soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Brébeuf

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 257 concernant la corporation de la paroisse de Brébeuf soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Verdun

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 268 modifiant la charte de la cité de Verdun soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Saint-Jérôme

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 277 modifiant la charte de la cité de Saint-Jérôme soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission scolaire de Saint-Théophile

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 278 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Théophile, dans le comté de Laval, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Laprairie

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 282 modifiant la charte de la ville de Laprairie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 15 concernant l'École polytechnique et l'École des hautes études commerciales de Montréal;
- bill 27 autorisant l'établissement d'une nouvelle école d'agriculture à Oka;
- bill 109 concernant les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de Mackayville;
- bill 120 concernant la municipalité de la paroisse de Sainte-Marie, dans le comté de Beauce, et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Sainte-Marie, dans le comté de Beauce;

- bill 131 concernant la corporation scolaire de Windsor;
- bill 132 modifiant la charte de la ville de Richmond;
- bill 145 modifiant la charte de la ville de Courville;
- bill 148 modifiant la charte de la ville de Sainte-Thérèse;
- bill 149 concernant la corporation municipale de Sainte-Thérèse-Ouest;
- bill 151 concernant l'adoption et le changement de nom de Peter Detlev Leichsenring;
- bill 161 concernant la succession de Paul-Émile Guilbeault;
- bill 182 concernant l'acte de vente consenti par dame Émilienne Ouellette à Roland Liboiron;
- bill 183 concernant une propriété de Gérard D'Amour;
- bill 216 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Amos, et les commissaires d'écoles pour les municipalités scolaires de Landrienne, de Delâge et de Dollard;
- bill 237 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre dame Colette Perroux-Maranda au nombre de ses membres, après examen;
- bill 251 concernant La Compagnie de Films Transatlantique inc.;
- bill 252 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Drummondville, dans le comté de Drummond.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Un grand nombre de mesures privées ont été soumises cette année au gouvernement, et le comité des bills privés a encore beaucoup de pain sur la planche. Il est débordé. Déjà deux mois ont passé à cette session et, s'il faut s'occuper de toutes les lois qui se trouvent devant la Législature... Les députés de la Chambre ne pourront plus suspendre l'application des règlements pour recevoir d'autres bills privés, sauf deux ou trois exceptions particulières auxquelles on s'attendait et qui reviennent chaque année. Si nous continuons de recevoir des bills privés, la session sera encore très active en juin.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): J'ai toujours approuvé le premier ministre, quand il a dit qu'on cesserait de recevoir des bills. Cette fois, la décision sera-t-elle mise en pratique?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette fois, c'est vraiment la fin.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) pose une question sur l'étude des bills de Montréal et de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ferai, dit-il, tout en mon pouvoir pour qu'au cours de la première semaine de février, très probablement à compter du mardi 3 février, on commence l'étude du bill de Montréal. Cela signifie apparemment que la ville de Québec peut encore soumettre son bill, si ses dirigeants estiment nécessaire d'en présenter un cette année ou si une sanction est accordée à cette fin.

Les séances de la Chambre seront donc au besoin suspendues, afin de consacrer tout le temps voulu à l'étude du projet de loi montréalais. Tous les intéressés pourront ainsi venir exposer leurs opinions sur les modifications que l'on veut apporter à la charte de Montréal. Pour ne pas retarder les délégations et prolonger indûment le travail de l'Assemblée législative, nous siégeons en comité et non en Chambre. Le comité siégera ainsi sans interruption jusqu'à ce qu'on ait disposé du projet de loi de la métropole. On accélérera ainsi le travail sur le bill, et cela évitera à de nombreuses délégations qui viennent à Québec des dépenses considérables.

À partir du 1^{er} février jusqu'à la fin de la présente session, l'Assemblée devra décider à chaque jour, sans débat, si elle siégera en comité ou en Chambre. S'il le faut, je ferai une motion à cette fin.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Alors, le budget ne viendra qu'au milieu de février?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui. Pas avant le milieu de février. Rien ne presse vraiment à cet égard. Nous avons amplement de temps, étant donné que la nouvelle année financière ne débute pas avant le 1^{er} avril.

On s'attend à ce que la session soit prolongée de six semaines, peut-être plus.

M. Hamel (Saint-Maurice): Si le premier ministre organise sa législation pour priver les députés de leur jour, le mercredi, ce ne sera pas sans protestations de notre part.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour simplifier les choses, je donne tout de suite avis d'une motion que je présenterai, portant qu'à compter du 2 février jusqu'à la fin de la session, la Chambre

pourra décider, sans débat, si elle siégera en Chambre ou en comité.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 5 heures.

NOTES

1. Le représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) a inscrit à l'ordre du jour toute une série de motions réclamant que l'on enlève du procès-verbal les votes donnés à ce sujet, en faveur de la décision du président de la Chambre basse, par les honorables Maurice Duplessis, premier ministre, J. S. Bourque, ministre des Finances, Antonio Talbot, ministre de la Voirie, Arthur Leclerc, ministre de la Santé, Paul Dozois, ministre des Affaires municipales, Daniel Johnson, ministre des Ressources hydrauliques.

Le texte de la motion, dans chaque cas, est le suivant:

Que le vote que M. ... a donné en faveur de la décision rendue par M. l'Orateur, le 21 janvier 1959 (procès-verbaux, page 296), soit écarté à cause de son intérêt pécuniaire et direct dans les matières *sub judice* y référées, c'est-à-dire comme demandeur d'une somme de \$1,000 dans une action en diffamation, et que le procès-verbal soit corrigé en conséquence, tel que rapporté par *Le Soleil* du 23 janvier 1959, à la page 11.

2. Le premier ministre fait référence au *Devoir*.

3. Selon *L'Action catholique* du 24 janvier 1959, à la page 20, les deux dettes ensemble ne s'élèvent pas à \$400,000,000.

4. Selon *Le Soleil* du 24 janvier 1959, à la page 5, le débat soulevé par M. Oswald Parent sur les emprunts contractés, en vertu de la loi autorisant le gouvernement à faire des emprunts au total de \$60,000,000, pour la voirie a duré une heure.

5. *Le Soleil* du 24 janvier 1959, à la page 3, rappelle que M. Lapalme soulève cette question depuis trois ans.

6. *L'Action catholique* du 24 janvier 1959, à la page 3, écrit que la première de ces motions portait "que le vote de M. Duplessis, député du comté de Trois-Rivières, a donné en faveur de la décision rendue par M. l'Orateur, le 21 janvier 1959, soit écarté à cause de son intérêt pécuniaire et direct dans les matières *sub judice* y référées, c'est-à-dire comme demandeur d'une somme de \$1,000 dans une action en diffamation, et que le procès-verbal soit corrigé en conséquence". Les cinq autres étaient conçues en termes identiques, mais se rapportaient aux votes donnés à la même occasion par les honorables J. S. Bourque, Antonio Talbot, Arthur Leclerc, Paul Dozois et Daniel Johnson.

7. *Le Soleil* du 24 janvier 1959, à la page 5, précise que M. Lionel Ross, député indépendant de Verdun, a voté avec le gouvernement.

8. Quelques journaux utilisent le mot "propagande" qui a un sens plus péjoratif.

9. Il s'agit du vérificateur général.

10. Le *Montréal Matin* du 24 janvier 1959, à la page 23, attribue plutôt cette question à M. Hamel.

Séance du mardi 27 janvier 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 253 modifiant la loi 16 George VI, chapitre 99, telle que modifiée par la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 152.

Votre comité recommande de plus à votre honorable Chambre que le titre du bill 253, ci-dessus mentionné, soit changé en celui de "loi concernant la communauté helléno-canadienne";

- bill 187 concernant le testament de Charles Séraphin Rodier.

Et, sans amendement, le bill 129 concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles, Canadian International Paper Company et Hygrade Containers Limited.

Le rapport est adopté.

M. Maltais (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 205 modifiant la charte de la ville de Sept-Îles;

- bill 276 modifiant la charte de la communauté des sœurs de Charité de la Providence;

- bill 279 concernant les commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de la ville de Petite-Rivière.

Votre comité recommande de plus à votre honorable Chambre que le titre du bill 279, ci-dessus mentionné, soit changé en celui de "loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Charles, dans le comté de Saint-Sauveur";

- bill 211 modifiant la charte de la cité de Longueuil;

- bill 275 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Robert Archambault au nombre de ses membres;

- bill 125 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre John Nemeth à l'étude et à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

**Communauté
helléno-canadienne**

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 253 concernant la communauté helléno-canadienne.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 253 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Testament de
Charles Séraphin Rodier**

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 187 concernant le testament de Charles Séraphin Rodier.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 187 sans l'amender.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Sept-Îles

M. Ouellet (Saguenay) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 205 modifiant la charte de la ville de Sept-Îles.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 205 sans l'amender.

M. Ouellet (Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Communauté des sœurs de Charité de la Providence

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 276 modifiant la charte de la communauté des sœurs de Charité de la Providence.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 276 sans l'amender.

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Saint-Charles

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 279 concernant les

commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Charles, dans le comté de Saint-Sauveur.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 279 sans l'amender.

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Longueuil

M. Ladouceur (Verchères) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 211 modifiant la charte de la cité de Longueuil.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 211 sans l'amender.

M. Ladouceur (Verchères) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Robert Archambault

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 275 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Robert Archambault au nombre de ses membres.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 275 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

John Nemeth

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 125 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre John Nemeth à l'étude et à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 125 sans l'amender.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Pointe-aux-Trembles,
Canadian International Paper Co.
et Hygrade Containers Ltd.**

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 129 concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles, Canadian International Paper Company et Hygrade Containers Limited.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 129 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Gagnon (Matapédia): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la Compagnie du marché central métropolitain limitée, demandant l'adoption d'une loi relative à la Compagnie du Marché central métropolitain;

- de la corporation du village de Pincourt, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation le village de Pincourt en corporation de ville;

- des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Granby, demandant l'adoption d'une loi imposant une taxe d'éducation;

- de la Commission des écoles catholiques de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- du Trust Général du Canada, demandant l'adoption d'une loi concernant le Domaine d'Estérel inc.;

- du village de Sainte-Geneviève de Pierrefonds, demandant l'adoption d'une loi l'incorporant sous le nom de la ville de Sainte-Geneviève;

- de la ville de Hauterive, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la corporation municipale du village de Sainte-Dorothée dans le comté de Laval, demandant l'adoption d'une loi l'incorporant en municipalité de ville;

- de la corporation du comté de Laval, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs;

- du conseil municipal de Sainte-Dorothée, demandant l'adoption d'une loi érigeant son territoire en ville sous le nom de ville de Sainte-Dorothée;

- de la ville de Cookshire, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Hermann Renaud et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la Corporation des ajusteurs d'assurances de la province de Québec;

- de la cité de Sillery, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Magog, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de La Laurentienne, compagnie d'assurance sur la vie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- des villages de Saint-Hilaire, Otterburn Park et McMasterville, demandant l'adoption d'une

loi concernant la Commission d'aqueduc de la vallée du Richelieu;

- de la Commission des écoles catholiques de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- des commissaires d'écoles de Sainte-Geneviève no 1 (village), demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Louis dans le comté de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi leur accordant certains pouvoirs.

Projets de loi:

Commission des écoles catholiques de Québec

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 105 modifiant la charte de la Commission des écoles catholiques de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Hauterive

M. Ouellet (Saguenay) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 121 concernant la ville de Hauterive.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Sainte-Dorothée

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 141 constituant en corporation la ville de Sainte-Dorothée.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission d'aqueduc de la vallée du Richelieu

M. Ladouceur (Verchères) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 184 concernant la Commission d'aqueduc de la vallée du Richelieu.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Cookshire

M. Gosselin (Compton) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 226 modifiant la charte de la corporation de la ville de Cookshire.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Marché central de Montréal

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 271 relatif à la Compagnie du marché central métropolitain ltée.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Instruction publique à Granby

M. Russell (Shefford) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 280 modifiant la loi concernant l'instruction publique dans la cité de Granby.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Corporation interurbaine de l'Île-Jésus

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 284 concernant la Corporation interurbaine de l'Île-Jésus.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières

M. Bellemare (Champlain) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 285 concernant la Commission des écoles catholiques de la cité de Trois-Rivières.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Sillery

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 286 modifiant la charte de la cité de Sillery.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Magog

M. Gérin (Stanstead) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 287 modifiant la charte de la cité de Magog.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

La Laurentienne, compagnie d'assurance

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 288 relatif à la

transformation de La Laurentienne, compagnie d'assurance sur la vie, en une compagnie mutuelle d'assurance sur la vie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Fonds municipaux déposés dans les caisses populaires

M. Hamel (Saint-Maurice) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 95 autorisant les corporations municipales à déposer leurs fonds dans les caisses populaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des ingénieurs professionnels

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 96 modifiant la loi des ingénieurs professionnels.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des cités et villes

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 32 modifiant la loi des cités et villes.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Questions de procédure:

Procédure à suivre pour obtenir des documents sans débat

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Comment, M. l'Orateur, puis-je obtenir les renseignements que je désire sans provoquer de débat et être déclaré hors d'ordre sur les matières qui sont *sub judice*?

M. l'Orateur: Il me paraît clair que le représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) veut mettre de côté les décisions de l'Orateur, endossées par le vote de la Chambre, à ce sujet, pour faire indirectement ce que les règlements et la jurisprudence ne lui permettent pas de faire directement. Dans ce cas, il est impossible de permettre un débat. Toute motion pour production de

documents implique le droit d'en discuter. Or, les informations que le député veut obtenir se rapportent à une affaire *sub judice*, et les règlements ne permettent pas d'en discuter de quelque façon que ce soit. Le député sait pertinemment qu'il ne peut soulever ces questions.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) en appelle de la décision.

M. l'Orateur: Il ne s'agit pas d'une décision, mais seulement d'une directive que le député de Westmount (M. Hyde) a lui-même demandée.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) invoque l'article 667 des règlements de l'Assemblée législative, selon lequel des questions peuvent être posées à l'Orateur de vive voix, relativement aux affaires de la Chambre et aux formes de procédure à suivre.

J'ai l'impression d'avoir épuisé tous les moyens prévus par le livre des règlements de la Chambre. Au cours des séances précédentes, j'ai eu recours à toutes sortes de moyens connus pour obtenir du gouvernement certaines informations que l'on ne peut pas autrement recevoir.

Or, chaque fois, M. l'Orateur m'a répondu que ces demandes étaient irrégulières et illégales parce qu'elles pouvaient faire surgir un débat sur une affaire ayant des échos en justice. Mon plus vif désir est de respecter le Règlement et votre décision, M. l'Orateur.

Je demande donc à l'Orateur, comme le Règlement m'y autorise, de me suggérer un moyen d'obtenir les renseignements demandés, sans provoquer de débat.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À l'ordre! L'Orateur a déjà rendu des décisions bien claires à ce sujet. La nouvelle question posée est une impertinence à l'endroit de M. l'Orateur. Le geste du député est important, puisque la décision de l'Orateur a été consignée dans le procès-verbal officiel de l'Assemblée législative, et elle a été confirmée par un vote de la Chambre. C'est une impertinence!

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): parlant sur le point d'ordre...

M. l'Orateur: Je ne suis pas prêt à prendre position. Il faut savoir ce que le député de Westmount (M. Hyde) veut exactement.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Je veux savoir, et je ne mentionne ni les questions ni les personnes intéressées, je veux simplement savoir s'il y a moyen d'obtenir les informations, sans entraîner de débat. M. l'Orateur, votre décision était basée sur le fait que mes motions risquaient d'entraîner un débat et qu'un tel débat ne serait pas permis. Je suis d'accord. Mais y a-t-il un moyen d'avoir une réponse à mes questions sans débat? Si le gouvernement est prêt à accepter...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
À l'ordre!

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges):
Tout ce que nous demandons, ce sont les documents, sans débat, sans discussion.

M. l'Orateur: Le représentant de Westmount-Saint-Georges demande, en fait, s'il y a moyen d'éliminer la décision de l'Orateur confirmée par un vote de la Chambre. Il n'existe aucune autre procédure pour obtenir de l'information du gouvernement que celle de présenter une question ou une motion devant la Chambre. Les députés ont le droit de parler de telles questions et motions, et les règlements de l'Assemblée ne peuvent être écartés à cet égard. Le député voudrait faire indirectement ce qu'il ne peut faire directement. La question à laquelle réfère le député est *sub judice*, et la jurisprudence ne permet pas de discuter en Chambre une affaire *sub judice*. L'article 680 du Règlement déclare: Toute question susceptible de préjudicier à un procès pendant est interdite. Le député demande la production de documents; la production de documents implique le droit d'en discuter. Or, le Règlement ne le permet pas, sinon on irait à l'encontre de ce qui a été décidé.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) en appelle de la décision de l'Orateur.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) et **l'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** déclarent qu'on ne peut interjeter appel parce qu'il n'y a pas eu véritablement de décision de l'Orateur, mais simplement une réponse à une demande de renseignement.

M. l'Orateur confirme ce point de vue.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) se désiste de sa demande.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) signale une irrégularité à propos de sa motion voulant qu'à partir du 2 février prochain et jusqu'à la fin de la présente session, la Chambre aura le pouvoir de décider, sur une motion non annoncée et sans débat, de s'ajourner, afin de permettre aux comités des bills publics et des bills privés de siéger, pour prendre en considération les bills qui leur auront alors été renvoyés par la Chambre. L'avis ayant été donné vendredi, la motion aurait dû hier être inscrite avec les autres motions à l'ordre du jour plutôt qu'à l'appendice du *Feuilleton* où s'inscrivent les avis de motion.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Il n'y a là aucune irrégularité. Comme il n'y a pas eu d'avis de motion vendredi, il ne peut y avoir de motion aujourd'hui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Ridicule!¹ L'avis de motion a été donné vendredi.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre n'a pas le droit de donner verbalement un avis de motion de cette nature. L'article 141 dit: Sauf les exceptions prévues, nul député ne peut faire une motion de fond, à moins qu'il ne l'ait annoncée par un avis. Au contraire, il doit, suivant l'article 142, présenter cet avis de motion par écrit en français ou en anglais.

Il n'y a pas eu de texte écrit vendredi. Or, le sujet de la motion est une des questions les plus importantes à avoir été soumises à la Chambre, depuis l'ouverture de la session. La Chambre doit pouvoir en prendre connaissance avant d'en discuter. Quel inconvenient peut-il y avoir à discuter la question demain?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
J'ai dicté mon avis de motion, au long, au greffier de la Chambre basse, vendredi, devant tout le monde.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): En supposant que ce soit vrai, quelle objection le représentant de Trois-Rivières peut-il avoir à remettre la discussion de cette motion à demain? La motion, après tout, ne doit avoir effet qu'à partir du 2 février. De toute façon, la motion sera, à sa place, avec les autres motions, demain sur l'ordre du jour.

M. l'Orateur donne raison au premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) consent à retarder cette motion. Mais qu'on ne dise pas que ma motion est à sa place dans la colonne des avis de motion.

Questions et réponses:

Sommes payées à Jean Fournier

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Le gouvernement ou l'un de ses organismes paie-t-il un ou des salaires, rémunérations, honoraires ou autres montants d'argent quelconques à Jean Fournier, publiciste et agent, de Montréal?

Dans l'affirmative, par l'entremise de quel ministère, département ou organisme, et quels montants ont été ainsi payés à Jean Fournier au cours des années:

- a. 1956?
- b. 1957?
- c. 1958?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): a., b., c., \$3,000 par année, pour chacune de ces années, ont été payés par la Commission des liqueurs.

York Enterprise

M. Thérberge (Chambly): 1. Depuis la réponse donnée par le gouvernement le 25 janvier 1955, le gouvernement a-t-il revendu le chantier maritime York Enterprise qu'il avait acheté le 6 juillet 1954 pour le prix de \$60,500?

2. Dans l'affirmative:

- a. À qui?
- b. Pour quel montant?

M. Pouliot (Laval): 1. et 2. a. et b. L'édifice n'a pas été vendu, mais loué au Chantier maritime de Gaspé inc., à raison de \$200 par mois. Des articles en magasin, qui n'étaient pas utiles au département des Pêcheries, ont été vendus au Chantier maritime de Gaspé inc. pour la somme de \$38,289.28.

Refonte des lois

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): 1. Combien a coûté à date le travail de refonte des lois de la province que le gouvernement a fait entreprendre en 1952?

2. Où en est rendu ce travail?
3. Quand sera-t-il terminé?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

1. Du	25 avril	1952	au	31 mars	1953:
					\$22,355.60
Du	1 ^{er} avril	1953	au	31 mars	1954:
					\$26,995.92
Du	1 ^{er} avril	1954	au	31 mars	1955:
					\$27,155.40
Du	1 ^{er} avril	1955	au	31 mars	1956:
					\$24,334.94
Du	1 ^{er} avril	1956	au	31 mars	1957:
					\$24,958.22
Du	1 ^{er} avril	1957	au	31 mars	1958:
					\$25,808.71
Du	1 ^{er} avril	1958	au	31 mars	1959:
					\$19,494.09

2. et 3. La refonte des lois de la province comporte un travail très important et nécessairement long et compliqué; elle sera terminée aussitôt que raisonnablement possible, dans les circonstances.

Révision du Code civil

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): 1. Combien a coûté à date le travail de révision du Code civil que le gouvernement a fait entreprendre en 1955?

2. Où en est rendu ce travail?
3. Quand sera-t-il terminé?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

1. Du	1 ^{er} mai	1955	au	31 mars	1956:
					\$16,758.43
Du	1 ^{er} avril	1956	au	31 mars	1957:
					\$19,771.01
Du	1 ^{er} avril	1957	au	31 mars	1958:
					\$30,113.76
Du	1 ^{er} avril	1958	au	15 janvier	1959:
					\$28,426.13

2. La révision du Code civil comporte un travail très important et nécessairement long et compliqué; elle sera terminée aussitôt que raisonnablement possible, dans les circonstances.

Révision des lois des syndicats coopératifs

M. Kirkland (Jacques-Cartier): 1. Combien a coûté à date le travail de révision des lois concernant les syndicats coopératifs que le gouvernement a fait entreprendre en 1951?

2. Le comité nommé à cette fin a-t-il soumis un rapport au gouvernement? Dans l'affirmative: à quelle date?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

1. Depuis 1951, \$95,040.54.

2. Les commissaires ont soumis leur rapport au lieutenant gouverneur en conseil en décembre 1956.

**Codification
des lois municipales**

M. Kirkland (Jacques-Cartier): 1. Combien a coûté à date le travail de codification des lois municipales que le gouvernement a fait entreprendre depuis 1945?

2. Où en est rendu ce travail?

3. Quand sera-t-il terminé?

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):

1. Depuis le 1^{er} janvier 1945 à date le gouvernement a payé \$110,377.13.

2. et 3. Un projet de Code municipal sera produit et déposé au cours de la présente session.

**Chemin à l'est
de Sainte-Germaine-Boulé**

M. Courcy (Abitibi-Ouest): 1. Quel montant le ministère de la Colonisation a-t-il attribué pour les travaux d'entretien et de réfection, depuis le 1^{er} avril 1957 jusqu'au 31 décembre 1958, dans le chemin des rangs 2 et 3, à l'est du village de Sainte-Germaine-Boulé, dans le comté d'Abitibi-Ouest?

2. Quel montant a été effectivement dépensé relativement auxdits travaux, au cours de cette même période?

3. Quels sont les nom, prénom et adresse des employés du ministère de la Colonisation qui ont participé à ces travaux, et quel montant chacun d'eux a-t-il reçu pour son travail?

4. Combien de camions ont été utilisés au cours de l'exécution de ces travaux, et pendant quel nombre d'heures chacun de ces camions a-t-il été utilisé?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): 1. et 2. \$1,913.75.

3. (Voir le tableau à la page suivante)

3. Montant dépensé dans le chemin des rangs II-III est, village Sainte-Germaine-Boulé

Abitibi-Ouest

Du 1^{er} avril 1957 au 31 décembre 1958

<i>Nom et prénom</i>	<i>Adresse</i>		<i>Montant</i>
Arsenault Léopold	Gallichan	Journalier	\$ 15.00
Audet Jean	Sainte-Germaine-Boulé	Journalier	22.50
Audet Lévis	Sainte-Germaine-Boulé	Journalier	7.50
Blais Lucien	Sainte-Germaine-Boulé	Journalier	15.00
Blais Réal	Sainte-Germaine-Boulé	Journalier	30.00
Blanchette Rolland	Gallichan	Journalier	22.50
Drouin Émile	Sainte-Germaine-Boulé	Journalier	7.50
Drouin Joseph	Sainte-Germaine-Boulé	Journalier	7.50
Gagnon Marcel	Gallichan	Journalier	15.00
Gagnon Maurice	Gallichan	Camion	1,080.00
Gingras Ovila	Roquemaure	Pelle mécanique	116.00
Lacroix Solime	Gallichan	Journalier	45.00
Lapierre Charles	Gallichan	Journalier	7.50
Lambert & Gélinas	Macamic	Pelle mécanique	12.50
Leclerc Gilles	Gallichan	Journalier	7.50
Lessard Henri	Gallichan	Journalier	67.50
Lessard Marc-Henri	Gallichan	Journalier	15.00
Lessard Martin	Gallichan	Journalier	15.00
Morin Michel	Sainte-Germaine-Boulé	Pelle mécanique	50.25
Morin Régent	Sainte-Germaine-Boulé	Journalier	15.00
Prince Gervais	Gallichan	Journalier	37.50
Prince Roger	Gallichan	Journalier	<u>7.50</u>
			\$1,618.75
3 niveleuses, Ministère de la Colonisation:			<u>295.00</u>
No 757 (opérateur, Adrien Pomerleau)			
No 706 (opérateur, Émile Godbout)			
No 841 (opérateur, Lucien Langlois)			\$1,913.75

4. Un camion: 270 heures.

Demandes de documents:

L'ordre du jour appelle la motion du représentant de Brome (M. Brown), inscrite le 10 décembre 1958, pour que soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre une liste des nom et adresse des personnes qui ont enfreint la loi de la chasse et de la pêche et dont les transgressions ont été rapportées au gouverneur de la province, entre le 1^{er} avril 1956 et le 1^{er} novembre 1958, avec, en regard de chaque nom, la nature de la transgression et les punitions imposées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement ne donnera pas au représentant de Brome (M. Brown) la liste qu'il a réclamée des noms

des personnes qui ont enfreint la loi de la chasse et de la pêche entre le 1^{er} avril 1956 et le 1^{er} novembre 1958 avec, en regard de chaque nom, la nature de la transgression et les punitions imposées.

Une telle liste impliquerait des milliers de noms, et il est impossible de la produire au complet.

Le gouvernement serait toutefois disposé à donner le nombre des transgresseurs et le montant global des amendes imposées. La question n'a pas de bon sens.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

La production des noms serait contre l'intérêt public.

La motion est retirée.

Demande et dépôt de documents:**Pont sur la rivière
Missisquoi à Highwater**

M. Brown (Brome) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état détaillé des dépenses encourues par le gouvernement, du 1^{er} avril 1956 au 31 décembre 1958, en rapport avec:

- a. la construction du,
- b. les réparations ultérieures, effectuées au pont qui traverse la rivière Missisquoi, sur le lot 293 du canton Potton, à Highwater, y compris le coût de démolition et l'enlèvement du pont, les quantités et coût de la terre servant au remplissage des approches, les accessoires servant aux armatures en béton armé, les formes, pièces de bois et tout autre article se rapportant à la construction et réparation de ponts.

Adopté.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 28)

**Prévention des incendies
à Saint-Agapitville**

M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

- a. une copie de toute correspondance, requête, mémoire, télégramme, etc. échangés depuis le 1^{er} janvier 1956 jusqu'au 31 décembre 1958 entre la corporation municipale de Saint-Agapitville, dans le comté de Lotbinière, aucun de ses membres ou officiers ou toute autre personne et le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers, au sujet d'une subvention en rapport avec la prévention des incendies à Saint-Agapitville;

- b. une copie de tout chèque émis par le gouvernement au cours de la susdite période, avec son endossement, pour ou à l'ordre de ladite corporation municipale de Saint-Agapitville, en paiement de subvention pour la protection contre l'incendie.

Adopté.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 29)

Verrochio ltée

M. Turpin (Rouyn-Noranda) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie du contrat d'entreprise intervenu entre le ministère de la Colonisation et la firme Verrochio ltée relativement au paiement d'une somme de \$99,891.34 à la firme Verrochio ltée, tel qu'il apparaît à la page 202 du volume des *Comptes publics* de l'exercice financier 1957-1958, à l'item "Chemins de colonisation".

Adopté.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 30)

Projets de loi:**Écoles professionnelles
privées**

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 22 concernant les écoles professionnelles privées soit maintenant lu une deuxième fois.

Cette législation, dit-il, remplace le chapitre 64 des Statuts refondus de 1941 qui concerne ces écoles professionnelles.

En 1941, lorsque fut adoptée l'ancienne législation, la loi ne concernait que quelques écoles éparses de cette catégorie dans la province et enseignant certains métiers.

Mais, en 1957-1958, la situation était tout autre: on comptait 172 écoles affectées; elles comptent plus de 21,000 élèves tombant sous l'empire de la loi désuète de 1941. On comprend dès lors l'importance de la nouvelle loi que nous présentons, laquelle est appelée à remplacer l'ancienne.

Les écoles professionnelles privées, visées par le projet de loi, enseignent toutes sortes de métiers. Les plus nombreuses sont les écoles de danse, mais il y en a bien d'autres: mécanique, chapeaux, chauffage, couture, débossage, équipement lourd, électricité, machinerie, soudure, mannequin, spécialistes de diesel, modiste, etc.

Ces écoles engagent des vendeurs, des agents qui vendent les cours et reçoivent des commissions en retour. Il existe trop de cas où la clientèle de ces écoles est exploitée, et des mesures doivent être prises pour enrayer ces pratiques.

En 1957-1958, il y avait, répète-t-il, dans la province 172 écoles tombant sous le coup de la loi. Elles comptaient ensemble plus de 21,000 élèves. Elles ont perçu \$3,367,645² en frais de scolarité, en honoraires. Pour leur part, les solliciteurs, qui se chargent du recrutement des élèves, ont perçu des commissions pour plus de \$300,000³.

Je dois dire que les directions d'un grand nombre de ces écoles sont conscientes du rôle qu'elles jouent, et elles coopèrent avec le ministère de la Jeunesse, afin que leur enseignement soit sérieux. (Avec un certain sourire)

Je connais des cas où les élèves ont dû payer des factures totalisant jusqu'à \$500, après avoir appris des danses compliquées telles que le fox-trot et le cha-cha. Certains élèves des écoles de danse ont jusqu'à 76 et 78 ans, et ils ont signé des contrats pour apprendre la danse. Ces gens rouillés se sont présentés à ces écoles en disant qu'ils voulaient danser pour se dérouiller.

Il y a d'autres cas d'exploitation, dans les écoles de danse, auxquels il y a lieu de mettre fin. Dans certaines grandes écoles de ce genre, le prix du cours peut s'élever jusqu'à \$12,000 pour former un danseur. Il existe même des cours de danse à vie. Aux États-Unis, j'ai entendu dire que des cours vont chercher jusqu'à \$18,000 et \$20,000.

Malheureusement, il y a des cas d'exploitation et les abus ne se rencontrent pas seulement dans les écoles de danse. Il est arrivé des cas où des agents se sont présentés devant des jeunes ruraux et leur ont dit: Ce sera \$400 ou \$500 pour apprendre un métier, mais vous pourrez obtenir une bourse du gouvernement pour cette somme. Or, le gouvernement n'accorde pas de bourses pour les jeunes gens fréquentant de telles institutions privées.

Ces explications doivent suffire pour faire comprendre la nécessité d'un contrôle gouvernemental. Mais il faut une réglementation sévère pour réprimer les abus, là où ils se commettent.

Le but de notre loi est de donner une meilleure définition à ces écoles, d'assurer sur elles un contrôle plus efficace, de prévoir que les propriétaires d'écoles se procurent un permis, tout comme leurs agents, que le permis nécessaire sera annuel - il y en avait qui possédaient des permis à vie - de réglementer plus sévèrement le fonctionnement de ces institutions, et d'effectuer une surveillance sérieuse sur les programmes d'études, sur la comptabilité, sur la publicité ainsi que sur les relations au point de vue financier entre les écoles et les élèves.

Toute personne qui voudra faire de la sollicitation pour une école professionnelle privée devra se munir d'un permis. L'élève qui n'aura reçu qu'une partie des cours ne sera pas tenu de payer pour les cours qu'il n'a pas suivis, sauf une indemnité ne dépassant pas 5 % de la valeur des cours. Toute convention conclue entre un élève et une école professionnelle privée, non munie d'un permis, sera nulle. L'élève pourra alors obtenir le remboursement de tout l'argent versé.

Les pénalités prévues pour contravention à l'application stricte de la loi sont plus sévères qu'autrefois. Pour une première infraction, l'amende sera d'au moins \$100 et d'au plus \$500 et les frais. S'il s'agit d'une compagnie, l'amende pourra aller jusqu'à \$5,000. À défaut du paiement de l'amende et des frais, l'inculpé sera passible d'un emprisonnement d'au moins un mois et d'au plus six mois. Pour toute infraction subséquente, l'amende sera d'au moins \$200 et d'au plus \$1,000, avec un emprisonnement d'au moins deux mois et d'au plus un an pour l'inculpé qui ne pourra payer l'amende et les frais.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Cette mesure arrive à point. Il y a lieu de couvrir, par cette loi, certaines situations sérieuses, car s'il y a des écoles au-dessus de tout soupçon, il y en a qui exploitent les gens. Je connais, dit-il, des cas où les gens ont reçu leur diplôme après quelques semaines, mais ils ne savaient presque rien du cours qu'ils avaient suivi.

Depuis 1941, ces écoles ont surgi dans tous les coins de la province, et certaines gens sont trop facilement entraînées à accepter les cours qu'on leur offre. Les gens sont portés à écouter les solliciteurs. C'est là l'élément dangereux qu'il faut contrôler, car ces solliciteurs embarquent souvent le futur élève dans une situation inextricable dont il ne peut sortir qu'en perdant l'argent qu'il a versé.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Toutes ces écoles n'exploitent pas la crédulité des gens. Beaucoup de ces écoles sont en effet au-dessus de tout soupçon, mais il y en a d'autres qui exploitent les gens. Pour mieux illustrer le débat, citons encore le cas d'une école de danse qui avait un permis pour donner sept leçons d'une valeur de \$35. Or, le 26 décembre dernier, elle a fait signer un contrat comportant une considération monétaire de \$1,688 à une jeune fille qui n'avait pas \$200 en banque. On demandait un acompte de \$308, mais la jeune fille n'avait pas ce montant. On diminua alors l'acompte à \$208. Comme la future élève ne pouvait pas encore

payer cette somme, on lui demanda combien elle avait en banque. Elle répondit qu'elle possédait \$190. Le solliciteur lui suggéra alors de donner son chèque pour \$208 en lui promettant qu'on attendrait pour le présenter à la banque qu'elle ait complété la somme par un dépôt.

La jeune fille consentit à cet arrangement, mais, dès le lendemain, on présentait le chèque à la banque qui le refusa. Beaucoup de ces écoles emploient des solliciteurs pour recruter des élèves et ceux-ci n'obtiennent pas toujours une pleine valeur pour les déboursés qu'ils font.

Des cas de ce genre sont couverts par la présente loi, afin d'empêcher une telle exploitation de la bonne foi des gens et pour prévenir les abus possibles.

Mon ministère a réorganisé le bureau d'inspection de Montréal⁴ et il en ouvrira un autre à Québec pour faciliter l'application de la loi. Le chef de ce service, M. Dubuc, y accomplit de l'excellent travail.

La motion est adoptée à l'unanimité. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Le comité étudie l'article 6 du chapitre 64, introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit comme suit:

"6. Le ministre peut suspendre, révoquer ou refuser de renouveler tout permis accordé en vertu de la présente loi, sur preuve qu'il juge satisfaisante à l'effet que les conditions du permis n'ont pas été remplies ou que les règlements ne sont pas observés.

"Avis de la suspension, de la révocation ou refus de renouvellement est publié dans la *Gazette officielle de Québec*."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les règlements spécifieront-ils le nombre de cours minimum?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oui. Les règlements couvriront tous ces cas; ils seront imprimés et distribués. Ces règlements

spécifiques seront adoptés en vertu de cette législation et prévoiront que les écoles en question sont obligées de donner un certain minimum de cours.

M. Hamel (Saint-Maurice) lit l'article 6 de la loi: Le ministre peut accorder, suspendre ou révoquer les permis, etc. Dans le cas des gens qui ont suivi les prescriptions de la loi et des règlements, le ministre ne devrait pas avoir telle discrétion d'octroyer ou de refuser le permis nécessaire à leurs opérations d'écoles professionnelles privées.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y a des gens de bonne foi, mais il y en a d'autres qui sont moins recommandables et qui s'organiseront pour remplir toutes les conditions de la loi. Il peut être d'intérêt public de refuser le permis dans ce dernier cas.

Si le ministre doit l'accorder, il surgira des procédures ennuyeuses, comme cela s'est produit ailleurs. Le ministre, à mon avis, doit garder une certaine liberté d'agir.

La nouvelle loi ne vise pas exclusivement les écoles de danse, même si elle vise peut-être particulièrement celles-là. Mais, dans ce dernier cas, il y a des gens qui peuvent être très compétents pour enseigner la mécanique de la danse et qui, par ailleurs, ont une mauvaise réputation, à la suite d'incidents auxquels ils auraient été mêlés dans d'autres provinces ou dans un autre pays. Même s'ils se conforment à la loi et aux règlements du Québec, il vaut mieux alors leur refuser tout permis, à cause de cela.

C'est le gouvernement qui déterminera à quels arts, métiers, professions ou cours la loi s'appliquera. Il se réserve le droit de réglementer les cours donnés, les rapports à présenter et les honoraires exigibles.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): La loi ne s'applique-t-elle pas aux écoles en dehors de la province?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Dans ce cas, la mesure ne s'applique qu'aux écoles du Québec, mais elle permettra d'exercer un contrôle sur les activités des solliciteurs ou vendeurs de cours des écoles de l'extérieur.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande que l'on détermine strictement le nombre des heures de cours auxquelles un client de ces écoles a droit.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
La loi et les règlements qui suivront y pourvoiront.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 4 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 22 sans l'amender.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté à l'unanimité.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 122 modifiant la charte de la cité de Saint-Jean, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

Ce qui suit est ajouté après l'article 20 comme article 21:

"21. La cité de Saint-Jean a le pouvoir d'exécuter les travaux nécessaires à la canalisation, la régularisation, le détournement, l'assainissement de tout cours d'eau et la construction de conduites d'égout. À ces fins, elle peut acquérir, soit de gré à gré ou par expropriation, les servitudes de passage ainsi que les terrains ou parties de terrain où seront exécutés les travaux.

"Dans le cas d'expropriation, les procédures prévues aux articles 1066a et suivants du Code de procédure civile de la province de Québec s'appliquent à la cité."

Et l'article 21 devient l'article 22.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 162 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de l'Île-Bizard, dans le comté de Jacques-Cartier, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié en biffant, dans la seizième ligne, les mots "et le service de téléphone".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 204 ratifiant, confirmant et validant certaines résolutions du conseil municipal de la cité de Beauharnois, et des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Beauharnois, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié à la page 4:

a. en biffant dans la huitième ligne: "(Annexe A)";

b. en biffant dans la dernière ligne de l'article: "(Annexe B)".

Et les annexes A et B sont biffées.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 238 modifiant la loi concernant l'instruction publique dans la cité de Rivière-du-Loup, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est remplacé par le suivant:

1. L'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 96, est remplacé par le suivant:

"1. Les commissaires d'écoles peuvent imposer par règlement et prélever, à compter du 1^{er} février 1959, inclusivement, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale dite "taxe d'éducation" n'excédant pas deux (2 %) pour cent du prix de vente ou d'achat, en détail, sauf les exceptions ci-après énumérées, de tout bien meuble, effet mobilier, toute marchandise et tout article de commerce quelconque, y compris le gaz, et l'électricité utilisés pour l'éclairage, la force motrice ou le chauffage, et le service de téléphone vendus dans les limites du territoire.

"2. Ladite taxe est prélevée et perçue en même temps, de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes exemptions sans préjudice à l'alinéa précédent, et les mêmes sanctions que la taxe perçue en vertu dudit chapitre 88 des Statuts refondus de 1941, et ses amendements.

"3. Les commissaires d'écoles sont autorisés à maintenir les conventions existantes ou à en faire de nouvelles avec le ministre des Finances de la province pour la perception et la distribution de la taxe dont l'imposition est permise par la présente loi.

"Ces conventions pourront stipuler qu'il sera permis au secrétaire-trésorier des commissaires d'écoles d'examiner tous rapports ou états fournis en vertu des dispositions de la loi de l'impôt sur la vente de détail (Statuts refondus de 1941, chapitre 88, et ses amendements).

"Ces conventions pourront autoriser le ministre des Finances de la province à exercer tous les droits desdits commissaires d'écoles concernant la perception de la taxe susdite et les poursuites pour infraction à la présente loi.

"4. L'article 28 du chapitre 88 des Statuts refondus de 1941, et ses amendements (loi de l'impôt sur la vente en détail), est déclaré applicable à la taxe imposée par les commissaires d'écoles en vertu de la présente loi, *mutatis mutandis*."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 249 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 4 est modifié dans le sous-article 26a:

a. en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 3, les mots "la cité de Valleyfield" par ce qui suit: "la cité de Salaberry-de-Valleyfield";

b. en remplaçant, dans les quatrième, cinquième, sixième, septième et huitième lignes de la page 5, les mots: "sans autres formalités qu'un règlement adopté à cet effet et approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil et par la Commission municipale de Québec" par ce qui suit: "en suivant les formalités ordinaires de la loi".

Projets de loi:

Charte de Saint-Jean

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 122 modifiant la charte de la cité de Saint-Jean.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission scolaire de l'Île-Bizard

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 162 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de l'Île-Bizard, dans le comté de Jacques-Cartier.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ratification de résolutions à Beauharnois

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 204 ratifiant, confirmant et validant certaines résolutions du conseil municipal de la cité de Beauharnois, et des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Beauharnois.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Instruction publique à Rivière-du-Loup

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 238 modifiant la loi concernant l'instruction publique dans la cité de Rivière-du-Loup.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Salaberry-de-Valleyfield

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 249 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 102 concernant la corporation du canton de Portland et les commissaires d'écoles pour la commission scolaire Notre-Dame-de-la-Salette, dans le comté de Papineau, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le titre est remplacé par le suivant: "Loi concernant la corporation du canton de Portland et les commissaires d'écoles pour la municipalité Notre-Dame-de-la-Salette, dans le comté de Papineau".

2. Le préambule est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne, les mots "commission scolaire" par ce qui suit: "municipalité".

3. L'article 2 est modifié en remplaçant, dans la cinquième ligne, les mots "commission scolaire" par ce qui suit: "municipalité".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 110 modifiant la charte de la ville de Beauceville concernant certaines corporations municipales et scolaires, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le titre est remplacé par le suivant: "Loi concernant les corporations municipales et scolaires de Beauceville, Beauceville-Est, Saint-François-Ouest et Saint-François-de-Beauce".

2. L'article 10 est modifié:

a. en remplaçant, dans la dixième ligne, les mots "sujette aux mêmes exemptions" par: "sujette aux mêmes sanctions et exemptions";

b. en remplaçant, dans la quatorzième ligne à la page 6, les mots "les mêmes sanctions" par: "les mêmes sanctions et exemptions".

3. L'article 11 est modifié en remplaçant, dans les deux premières lignes, les mots "taxe de vente de deux (2 %) pour cent" par: "taxe de vente n'excédant pas deux (2 %) pour cent".

4. L'article 12 est modifié:

a. en remplaçant, dans les douzième et treizième lignes, les mots "sujette aux mêmes exemptions" par: "sujette aux mêmes sanctions et exemptions";

b. en remplaçant, dans la quatrième ligne du troisième paragraphe, les mots "avec les mêmes sanctions" par: "avec les mêmes sanctions et exemptions".

5. L'article 13 est modifié en biffant, dans les deux premières lignes, les mots: "de un (1 %) pour cent".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 124 constituant en corporation la ville de Gaspé et concernant les écoles protestantes de la municipalité de Gaspé, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 16 est modifié à la page 5:

a. en remplaçant, dans la troisième ligne, les mots "sujette aux mêmes exemptions" par ce qui suit: "sujette aux mêmes sanctions et exemptions";

b. en remplaçant, dans les trentième et trente et unième lignes, les mots "avec les mêmes sanctions" par ce qui suit: "avec les mêmes sanctions et exemptions".

2. L'article 17 est modifié à la page 6:

a. en remplaçant, dans la troisième ligne, les mots "mêmes exemptions" par ce qui suit:

"mêmes sanctions et exemptions";

b. en remplaçant, dans la trente-neuvième ligne, les mots "mêmes sanctions" par ce qui suit: "mêmes sanctions et mêmes exemptions".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 126 modifiant la charte de la ville de Saint-Félicien, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié dans le sous-article 64:

a. en remplaçant, dans la huitième ligne, les mots "quinze cents (\$1,500) dollars" par ce qui suit: "douze cents (\$1,200) dollars";

b. en ajoutant dans la neuvième ligne, après le mot "échevins", ce qui suit: "à titre de frais de représentation";

c. en biffant les cinq dernières lignes se lisant comme suit:

"Cette somme sera considérée comme frais de représentation en sus des déboursés réels ou frais de voyage autorisés par le conseil."

2. L'article 6 est modifié:

a. en biffant, dans les deuxième, troisième et quatrième lignes, les mots: "et l'article 526 de la loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:";

b. en biffant le sous-article 526.

3. L'article 8 est remplacé par le suivant:

8. L'article 1 de la loi 13 George VI, chapitre 99, est remplacé par les suivants:

"1. La ville de Saint-Félicien peut, par règlement, prélever à compter du 1^{er} mai 1949 ou de toute autre date postérieure qu'elle fixera, inclusivement, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale dite "taxe de vente" n'excédant pas deux (2 %) pour cent du prix de vente ou d'achat en détail, de tout bien meuble, effet mobilier, toutes marchandises et tout article de commerce quelconque, y compris le gaz et l'électricité utilisés pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur, vendus dans les limites territoriales de la ville de Saint-Félicien.

"2. Ladite taxe est prélevée et perçue en même temps, de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes exemptions et les mêmes sanctions que la taxe perçue en vertu dudit chapitre 88 des Statuts refondus de 1941, et ses amendements.

"3. Ladite corporation est autorisée à faire des conventions avec le ministre des Finances de la province pour la perception et la distribution de la taxe dont l'imposition est permise par la présente loi.

"Ces conventions peuvent stipuler qu'il sera permis au secrétaire-trésorier de ladite corporation d'examiner tous rapports ou états fournis en vertu des dispositions de la loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88, et ses amendements).

"Ces conventions pourront autoriser le ministre des Finances de la province à exercer tous les droits de ladite corporation concernant la perception de la taxe susdite et les poursuites pour infraction à la présente loi.

"4. L'article 28 du chapitre 88 des Statuts refondus, 1941, et ses amendements (loi de l'impôt sur la vente en détail), est déclaré applicable à la taxe d'achat et de vente imposée par ladite corporation en vertu de la présente loi *mutatis mutandis*."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 176 concernant la ville de Saint-Eustache et la commission scolaire de Saint-Eustache, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 12 est modifié dans le sous-article 526b:

a. en remplaçant, dans la septième ligne, les mots "aux mêmes exemptions" par ce qui suit: "aux mêmes sanctions et exemptions";

b. en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes du troisième paragraphe, les mots "avec les mêmes sanctions" par ce qui suit: "avec les mêmes sanctions et exemptions".

2. L'article 13 est modifié:

a. en remplaçant, dans les septième et huitième lignes, les mots "sujette aux mêmes exemptions" par ce qui suit: "sujette aux mêmes sanctions et exemptions";

b. en remplaçant, dans la sixième ligne du troisième paragraphe, les mots "mêmes sanctions" par ce qui suit: "mêmes sanctions et exemptions".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 178 concernant la corporation de la paroisse de Saint-Ambroise, dans le comté de Québec, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié dans le sous-article 77:

a. en remplaçant, dans les cinquième, sixième et septième lignes, les mots "de neuf cents (\$900) dollars pour le maire et de quatre cents (\$400) dollars pour chaque conseiller" par ce qui suit: "de six cents (\$600) dollars pour le maire et de trois cents (\$300) dollars pour chaque conseiller";

b. dans la version anglaise seulement.

2. L'article 2 est modifié en remplaçant, dans la cinquième ligne du sous-article 166, les mots "par le conseil. Si la somme à payer" par ce qui suit: "par le conseil pourvu que la somme à payer".

3. L'article 3 est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne de l'alinéa 5, les mots "cinq (5 %) pour cent dudit budget" par ce qui suit: "trois mille cinq cents (\$3,500) dollars".

4. L'article 7 est modifié en biffant, dans la dernière ligne, les mots "*mutadis mutandis*".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 200 concernant la ville de Candiac, les corporations scolaires catholique et protestante de la ville de Candiac et Iroquois Glass Limited, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 2 est modifié en remplaçant les douze dernières lignes par ce qui suit:

"jusqu'à l'emprise est du chemin Saint-François-Xavier; de là en direction nord en suivant ladite emprise du chemin Saint-François-Xavier jusqu'à la ligne de division des lots numéro un (1) de Saint-Constant et cinq cent quatre-vingt-cinq (585) de Laprairie de la Magdeleine en traversant la route nationale 9C; de là en direction nord-ouest en suivant la ligne de division entre les lots un (1) de la paroisse de Saint-Constant et cinq cent quatre-vingt-cinq (585) de la paroisse de Laprairie de la Magdeleine jusqu'à l'axe de la rivière La Tortue; ledit axe de la rivière La Tortue dans une direction générale nord jusqu'à la rive du fleuve Saint-Laurent en traversant le droit de passage de l'Hydro-Québec; une ligne de direction nord astronomique dans le fleuve Saint-Laurent jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot de subdivision 555-68; et enfin ledit prolongement en allant vers le sud-est jusqu'au point de départ."

2. Ce qui suit est ajouté, après l'article 2, comme articles 3 et 4:

"3. Les limites municipales entre les villes de Delson et Candiac sont modifiées de façon à être conformes au territoire décrit à l'article 2.

"4. Pour fins municipales, la partie du chemin Saint-François-Xavier située au sud de la route 9C est incluse dans la ville de Delson et la partie du chemin Saint-François-Xavier située au nord de la route 9C est incluse dans la ville de Candiac."

3. Les articles 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 deviennent articles 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 202 pour valider le titre de Dominion Steel and Coal Corporation Limited sur certaines propriétés et pour

valider certains accords faits par cette compagnie", avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le préambule est modifié à la page 2:

a. en remplaçant, dans les onzième et douzième lignes de l'alinéa 1, les mots "indiquait son dessein de vendre" par ce qui suit: "prétendait vendre";

b. en ajoutant à la fin de l'alinéa 1, ce qui suit:

"Il semble que ledit Joseph Lamoureux s'était marié sous le régime de la communauté de biens à Archange Dansereau qui est décédée le 3 avril 1883. Les héritiers de ladite Archange Dansereau, s'il y en a, ne peuvent maintenant être retracés."

2. L'article 18 est modifié en biffant, dans les neuvième et dixième lignes, les mots "attachée à ladite annexe "A".

3. L'article 19 est modifié en biffant, dans les dixième et onzième lignes, les mots "attachée à ladite annexe "B".

4. L'extrait du procès-verbal de la corporation de la paroisse de Contrecoeur, aux pages 19 et 20, est biffé.

5. L'extrait du procès-verbal des commissaires d'écoles pour la municipalité de Contrecoeur, reproduit au bas de la page 22 et à la page 23, est biffé.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 214 modifiant la charte de la cité de Shawinigan, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le préambule est modifié en biffant, dans les vingtième, vingt et unième, vingt-deuxième et vingt-troisième lignes, les mots: "afin de pourvoir à la réglementation et à l'établissement de terrains de stationnement pour les édifices publics et industriels;"

2. L'article 4 est modifié dans le sous-article 95:

a. en remplaçant, dans la deuxième ligne, le mot "doit" par le suivant: "peut";

b. dans la version anglaise seulement.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 217 concernant la ville de Gatineau et la Commission scolaire catholique de Gatineau, Papineau, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le préambule est modifié en ajoutant, à la fin du troisième paragraphe, les mots: "pour la fixation des taxes scolaires".

2. L'article 2 est modifié en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes, les mots: "à la

commission scolaire catholique de Gatineau Papineau," par ce qui suit: "aux commissaires d'écoles pour la municipalité de Gatineau, dans le comté de Papineau, pour tenir lieu de toutes taxes scolaires générales et spéciales,".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 224 constituant en corporation les Frères des écoles chrétiennes de Trois-Rivières, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le préambule est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne de la page 2, les mots "paroisse de Sainte-Angèle-de-Laval" par les mots: "municipalité du village de Laval".

2. L'article 2 est modifié en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes, les mots "La municipalité de Sainte-Angèle-de-Laval" par les mots: "La municipalité du village de Laval".

Projets de loi:

Portland et commission scolaire de Notre-Dame-de-la-Salette

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 102 concernant la corporation du canton de Portland et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette, dans le comté de Papineau.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Beauceville, Beauceville-Est, Saint-François-Ouest, Saint-François-de-Beauce

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 110 modifiant la charte de la ville de Beauceville et concernant certaines corporations municipales et scolaires.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Gaspé

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 124 constituant en corporation la ville de Gaspé

et concernant les écoles protestantes de la municipalité de Gaspé.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Saint-Félicien

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 126 modifiant la charte de la ville de Saint-Félicien.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Saint-Eustache

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 176 concernant la ville de Saint-Eustache et la Commission scolaire de Saint-Eustache.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Saint-Ambroise

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 178 concernant la corporation de la paroisse de Saint-Ambroise, dans le comté de Québec.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Candiac et Iroquois Glass Ltd.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 200 concernant la ville de Candiac, les corporations scolaires catholique et protestante de la ville de Candiac et Iroquois Glass Limited.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Dominion Steel and Coal Corporation Ltd.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 202 pour valider le titre de Dominion Steel and Coal Corporation Limited sur certaines propriétés et pour valider certains accords faits par cette compagnie.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Shawinigan

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 214 modifiant la charte de la cité de Shawinigan.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Gatineau

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 217 concernant la ville de Gatineau et la Commission scolaire catholique de Gatineau, Papineau.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Frères des écoles chrétiennes de Trois-Rivières

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 224 constituant en corporation les Frères des écoles chrétiennes de Trois-Rivières.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Subsides:

Budget des dépenses 1959-1960

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Levesque (Bonaventure) propose, appuyé par le représentant de Richmond (M. Lafrance), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"la Chambre, tout en étant prête à voter à Sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, est d'avis que les ressources naturelles de la province, particulièrement notre minerai de fer, doivent d'abord et surtout bénéficier à la population de la province de Québec, et que c'est le devoir du gouvernement d'adopter les mesures nécessaires, afin que ce minerai de fer soit traité dans la province de Québec"⁵.

La province de Québec a été dotée par la Providence d'immenses ressources naturelles. Elles seraient suffisantes non seulement pour assurer la prospérité de notre population, mais aussi pour garantir la stabilité économique des générations futures. Mais notre population ne retire pas de cette exploitation la part qui devrait normalement lui revenir.

Notre province est actuellement aux prises avec une grave crise de chômage, crise qui n'existerait peut-être pas si nos richesses naturelles abondantes, au lieu d'être exportées à l'état brut, étaient transformées en produits finis dans le Québec.

Les anciennes administrations libérales se sont intéressées activement à ce problème et ont donné l'exemple autrefois. C'est le gouvernement Gouin qui a mis un embargo sur l'exportation du bois de pulpe, exigeant ainsi l'utilisation du bois à papier dans nos frontières. C'est le gouvernement Taschereau qui a fait de même, en gardant pour l'industrie québécoise l'électricité produite par nos cours d'eau. La conséquence de l'adoption de ces lois fut de provoquer la construction chez nous d'usines de papier et d'usines susceptibles d'utiliser nos vastes ressources hydrauliques. Tout le monde peut constater autour de soi les bienfaits de ces lois adoptées l'une en 1912, l'autre en 1926.

Le gouvernement Duplessis a fait amender la loi du bois de pulpe, en 1955, pour apporter certaines exceptions à l'embargo sur l'exportation du bois à l'état brut. Certaines exceptions sont nécessaires, mais celles qui s'appliquent à la Gaspésie sont au détriment de la population, laquelle voit son bois partir à l'état brut, pour être transformé de l'autre côté de la baie des Chaleurs, au Nouveau-Brunswick.

Il y a deux sortes de ressources naturelles. Il y a celles qui se renouvellent périodiquement, comme la forêt, par exemple, et il y a celles qui ne sont pas renouvelables, comme les mines. Dans le premier cas, il préconise, dit-il, une politique de rendement perpétuel; dans l'autre, il suggère une politique qui prévoit la conservation en même temps

que le développement rationnel, afin d'assurer un rendement maximum sur une grande période de temps.

Le gouvernement, ajoute-t-il, n'a pas de plan d'ensemble. Le premier ministre transige directement avec les grands financiers. Où sont les experts? Où sont les économistes?

Toute concession de richesse naturelle devrait l'être au plus haut enchérisseur, à la condition qu'il soit compétent et solvable et qu'il fournisse des garanties de transformer dans le Québec la richesse qu'il entend exploiter.

Il formule deux principes: premièrement, chaque fois que cela est économiquement possible, nos richesses naturelles devraient être transformées chez nous; deuxièmement, la création dans le Québec d'une industrie sidérurgique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le discours que vient de prononcer le député de Bonaventure (M. Levesque) est d'un illogisme patent car, après avoir parlé de la conservation de nos ressources naturelles, il a reproché au gouvernement actuel sa politique à ce sujet, et il a vanté les actions des anciens régimes libéraux, comme on ne perd jamais une occasion de le faire de l'autre côté. Nos amis d'en face ne cessent de nous dire qu'ils n'ont rien eu à faire avec ces régimes, mais, chaque fois qu'ils le peuvent, ils les vantent et s'en inspirent. Il n'y a plus lieu de s'étonner d'un tel illogisme, quand on sait que la tête de ce parti est à des milles d'ici et qu'il n'y a en Chambre que le corps. S'il y a un gouvernement qui a contribué puissamment à développer les ressources naturelles de la province au bénéfice de la population du Québec, c'est bien le gouvernement de l'Union nationale.

Le représentant de Bonaventure (M. Levesque) a parlé de l'embargo mis sur l'exportation du bois de pulpe à l'état brut, en 1912, par le gouvernement libéral du temps, celui de Gouin, mais il a négligé de dire que le gouvernement libéral Gouin a cédé aux pressions exercées sur lui par l'opposition du temps. Les libéraux étaient au pouvoir depuis déjà 15 ans quand Sir Mathias Tellier, père de l'Orateur de la Chambre, M. Henri Bourassa et M. Armand Lavergne ont réussi à obtenir cet embargo qu'ils réclamaient depuis longtemps.

Le député de Bonaventure a oublié de dire que, sous les régimes libéraux, nos forêts étaient vendues en grande partie pour une chanson. Il a oublié de dire que nos forêts étaient dilapidées, que les droits de coupe et la rente foncière n'étaient pas payés, sous le régime de ses ancêtres politiques.

Il a oublié de dire qu'à cette époque, le locataire qui passait une forêt à un autre devait payer \$20 du mille comme prime de transfert. Or, dans bien des cas, cette prime n'a même pas été payée. J'affirme que, sous les régimes Gouin et Taschereau, la province a perdu des millions de dollars avec les moyens détournés utilisés pour que cette prime de transfert ne soit pas payée.

Il cite toute une liste de compagnies qui, dit-il, ont réussi à éviter de payer ces primes de transfert et à faire perdre à la province des montants très considérables. La Canada Paper n'a pas payé un sou des \$160,000 comme prime de transfert, pour obtenir les 8,000 ou 9,000 milles carrés du territoire boisé de la St. Maurice Valley Corporation. Quand la Consolidated Paper a loué les terrains boisés de quelques compagnies, d'une étendue de 10,000 milles carrés, elle n'a rien payé non plus de prime de transfert de \$200,000. Les régimes du temps ont eu recours à de petits trucs pour empêcher le paiement de cette prime.

À l'arrivée du gouvernement de l'Union nationale au pouvoir, nous avons immédiatement pris des mesures pour faire augmenter les primes de transfert de \$20 à \$65 le mille carré, le gouvernement prenant les moyens nécessaires pour la percevoir au complet. Nous avons pris les moyens de mettre un terme à tous les petits trucs en vigueur dont disposaient les amis de nos adversaires des gouvernements libéraux, pour éviter de payer leur dû. Et je répète que la province a perdu plusieurs millions de dollars parce que les amis de l'opposition n'étaient pas intéressés à protéger la forêt.

Depuis 1896 et même avant, jusqu'à l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale, les gouvernements donnaient des milles et des milles carrés de nos forêts en prime, pour aider les compagnies à construire des chemins de fer. Il n'y avait aucune condition, et les compagnies de chemin de fer n'étaient pas soumises à l'embargo sur l'exportation de ces blocs de forêts. Le bois pouvait s'exporter à l'étranger. Des millions et des millions ont ainsi été donnés en subsides. Il en est résulté que la province a perdu d'immenses étendues forestières qui sont tombées ainsi en territoire privé, non sujet à l'embargo.

L'Union nationale n'a jamais eu recours à ces subsides dont nos forêts faisaient les frais. Le gouvernement actuel a obtenu la construction d'un chemin de fer de 360 milles de longueur, qui a ouvert au progrès et à la colonisation la région du Nouveau-Québec, dans un territoire quasi inaccessible. La compagnie a dû déboursier à cet effet \$150,000,000,

sans qu'il en coûte un sou au Trésor de la province de Québec. La province n'a pas donné un sou noir, pas un arbre, pas une branche!

Le présent gouvernement a agrandi le domaine de la province, en acquérant de grandes étendues de forêts; il n'a aliéné aucun pouce de nos forêts. Pour favoriser la conservation de nos richesses forestières, le gouvernement a établi cette politique bienfaisante d'achat de réserves forestières comme celles de la seigneurie de Mingan et de Péribonka, dont les forêts n'étaient pas soumises à la loi de l'embargo. Tandis que les amis de l'opposition avaient appauvri la province, nous, nous l'avons enrichie.

Il parle des développements fantastiques de la Côte-Nord. Il y a quelques années, Sept-Îles était, dit-il, une réserve de sauvages. Aujourd'hui, par suite du développement économique poussé dans cette région, grâce à l'action de l'Union nationale, elle est devenue une ville florissante, de plusieurs milliers d'âmes, dont le progrès stupéfiant étonne ceux qui la visitent. On peut dire à peu près la même chose de Baie-Comeau. L'exploitation de nos ressources hydroélectriques et minières a donné des centaines de millions de dollars en salaires. La politique gouvernementale a ouvert des opportunités nouvelles de carrières florissantes à notre jeunesse, qu'elle n'a jamais eues sous aucun régime précédent, et lancé la province sur la voie de la prospérité qu'elle n'aurait pas connue autrement.

Bien plus, l'exploitation rationnelle que nous avons faite de nos ressources naturelles et de nos forêts, sous l'Union nationale, a assuré la stabilité du dollar canadien par l'exportation du papier aux États-Unis. Autrefois, c'était la dilapidation; aujourd'hui, c'est la conservation. Et c'est à cause de la politique forestière du gouvernement actuel que la province de Québec connaît actuellement une ère de prospérité sans égale, qui a valu à la population près d'un milliard de dollars en salaires et en taxes.

Le représentant de Bonaventure (M. Levesque) a mêlé à la question du bois celle du minerai de fer. Une telle comparaison ne peut se faire. C'est la preuve que c'est une motion de non-confiance, une motion partisane, une motion politique dans le sens étroit du mot. L'opposition peut critiquer, mais le gouvernement fait son devoir consciencieusement comme il le conçoit.

Nous avons, dans le Québec, les forêts les plus riches du monde; l'étranger en a besoin pour s'approvisionner de pulpe et de papier. Pas une autre province n'en possède de semblables. Cela ne veut pas dire que tout soit parfait. Après plus de 40 ans de

régime, il n'est pas surprenant qu'il y ait encore des parasites. Mais ce n'est pas parce que nous avons les forêts les plus riches que nous avons le droit de dire aux industriels des autres pays qui veulent les exploiter, mais ne nous conviennent pas: Vous ne les aurez pas.

Nous ne pouvons pas dire la même chose au sujet du minerai de fer. C'est différent, car il y en a partout à travers le monde; on peut en trouver presque partout. Dans le cas de la forêt, l'élément vital du papier journal, le Québec détient pratiquement le monopole de l'approvisionnement en Amérique du Nord. Il n'est pas logique de réclamer que la même politique s'applique au développement de ces deux ressources naturelles. Dans ce dernier cas, nous devons fixer des conditions acceptables et affronter la compétition. Si nous ne vendons pas notre fer, les autres vont vendre le leur. Si nous voulons que les mines de l'Ungava fonctionnent bien, au bénéfice du Trésor provincial, nous n'avons qu'à vendre ce minerai à l'étranger.

J'aime mieux, quant à moi, avoir une mine de plomb que je puis vendre qu'une mine de diamant que je ne puis pas vendre. À l'heure actuelle, la population du Canada n'est pas assez forte, les besoins de l'industrie pas assez considérables pour que tout le fer extrait de notre sous-sol soit absorbé au pays. Il faut le vendre ailleurs. Pour le vendre à l'étranger, il faut faire des conditions acceptables. Si on impose des conditions inacceptables à ceux qui en veulent, il ne se vendra pas, et c'est la province de Québec qui y perdra. Et je ne suis pas le seul à penser comme cela. Pendant que les libéraux s'emploient à critiquer la politique de développement des ressources du gouvernement de l'Union nationale, ils oublient que leur précédent chef, l'ancien premier ministre Louis Saint-Laurent, avait appuyé le gouvernement du Québec dans son projet de développement.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il lui a dit ses quatre vérités pour s'être mêlé de ce qu'il considère être une question provinciale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Saint-Laurent était un homme distingué, un grand parlementaire qui a porté bien haut le drapeau du Parti libéral et qui, en récompense, a reçu des coups de couteau dans le dos de la part de son parti, qu'il avait éminemment servi, comme le représentant de Montréal-Outremont (M. Lapalme) en a reçus. M. Saint-Laurent est un adversaire politique. C'est lui qui avait conseillé le chef de l'opposition, lorsqu'il a été choisi la première fois. Le chef de l'opposition doit le savoir, car il était allé le consulter.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) fait signe que non.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, il y a quelqu'un qui ne dit pas la vérité.

L'ancien premier ministre libéral fédéral, M. Louis Saint-Laurent, déclarait, le 26 février 1951, à la Chambre des communes à Ottawa, en parlant du Nouveau-Québec: Je sais que certains de mes amis ont reproché à l'administration provinciale de Québec le marché qu'elle a conclu, au sujet du développement de l'Ungava.

Pour ma part, je suis porté à croire qu'il faut la féliciter d'avoir conclu des ententes qui marquent le début de l'exploitation des ressources naturelles de la région. La déclaration est consignée dans le *Hansard*⁶.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est important, un *Hansard*!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député aimerait-il qu'on lui cite les passages du *Hansard* où il prétendait que le Parti libéral est un parti dégénéré?

M. Hamel (Saint-Maurice) n'a pas peur, dit-il, qu'on lui cite ses paroles tirées du *Hansard*, mais non un extrait torturé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député parle d'extraits torturés! Je note ces paroles de sa part.

(En citant un article du *Soleil*, en date du 11 septembre) En septembre 1954, M. Saint-Laurent s'est rendu en avion jusqu'à Sept-Îles, dans l'Ungava, en compagnie de M. Lionel Chevrier pour se rendre compte sur place des développements en cours, sous la direction de l'Iron Ore.

M. Saint-Laurent a déclaré, à son retour, qu'il considérait l'exploitation de l'Iron Ore comme l'une des grandes entreprises qu'il ait jamais vues et que c'était le meilleur exemple que le Canada donnait au monde entier, dans l'intérêt de la paix dans le monde.

Dans le Nouveau-Québec, nous comptons des milliers d'employés, qui reçoivent des millions en salaires. Un chemin de fer a été construit et nous n'avons pas payé un sou.

M. Saint-Laurent a fait le tour du monde. On prétend qu'il aurait été l'instigateur du pacte de l'Atlantique Nord. Et c'est ce même M. Saint-Laurent qui a dit: C'est le meilleur exemple de ce que le Canada fait pour la paix dans le monde.

Voilà comment nous, nous protégeons la paix. Et c'est cela que l'opposition critique! C'est son affaire. Quant à nous, nous avons fait notre devoir et nous sommes fiers d'avoir donné à la province de Québec la place qui lui revient dans l'économie canadienne, la première. Nous sommes fiers de voir Québec dans la voie du progrès. Si nos amis lisaient les grandes revues industrielles, ils pourraient constater que les gens bien au fait affirment que, dans peu d'années, nous battons la marche en avant de tous les peuples du continent nord-américain⁸.

M. Lapalme (Montréal-Outremont)⁹: Le premier ministre a pris, comme d'habitude, des voies d'évitement, en remontant jusqu'à l'avant-dernier congrès libéral. Moi aussi, je pourrais bien lui demander s'il a consulté M. Bennett avant de se présenter à la convention conservatrice de Sherbrooke.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
M. Bennett était contre moi.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ce qui n'a pas empêché le premier ministre, après son élection comme chef du Parti conservateur provincial, d'envoyer un message de félicitations à M. Bennett.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Quand il s'est agi des affaires de la province de Québec, je n'ai jamais consulté personne d'Ottawa, ni M. Bennett, ni M. King, ni M. Diefenbaker¹⁰.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je suis obligé de prendre la parole du premier ministre, tout comme il est obligé de prendre la mienne, quand je dis que je n'ai pas consulté M. Saint-Laurent. Mais qu'est-ce que tout cela vient faire dans un débat sur les ressources naturelles? Le problème soulevé par la motion du député de Bonaventure (M. Levesque) est extrêmement sérieux. Il s'agit de savoir si nous allons exporter nos ressources à l'état brut ou si nous allons nous en servir pour créer dans notre province une industrie florissante.

Sans l'embargo sur l'exportation de notre bois à l'état brut, nous n'aurions jamais eu toutes ces papeteries qui forment aujourd'hui notre principale industrie avec l'agriculture et font la richesse de certaines régions québécoises. Grand'Mère, Shawinigan, Baie-Comeau, plusieurs autres villes sont nées grâce à cette législation.

J'aimerais que l'industrie du minerai de fer soit traitée comme le furent les compagnies de bois. Ce qui s'est fait pour le papier, nous demandons qu'on le fasse aussi pour le fer. Il y a huit ou 10 ans, quand nous n'étions que quelques-uns à le demander, le premier ministre répondait: C'est ridicule. Si, au lieu de fournir ainsi des arguments aux étrangers, il avait proclamé qu'il nous fallait une industrie sidérurgique, tout le climat en aurait été changé.

C'est vrai, sans doute y a-t-il beaucoup d'autres pays dans le monde qui ont du fer, entre autres le Venezuela. Mais le Venezuela vient de hausser ses droits de 100 % sur l'exploitation de ses mines de fer. Sans compter qu'il a fait payer par des exploitants américains les travaux de canalisation de la rivière Orénoque.

On dit que nous n'aurions pas de marché? Mais comment se fait-il que d'autres provinces, qui n'ont pas les richesses que nous avons en fait de minerai de fer, font faire des études en vue de se donner des industries sidérurgiques? L'Italie, le Pérou, d'autres pays qui n'ont presque pas de minerai réussissent tout de même à obtenir des aciéries. Le meilleur minerai de fer au monde, il est dans la province de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Au Brésil.

M. Lapalme (Montréal-Outremont):
Justement, des ingénieurs français travaillent à monter des aciéries au Brésil. Nous autres, nous vendons notre minerai à l'état brut et nous importons annuellement des millions de tonnes d'acier des États-Unis. Il existe donc un marché au Canada. Ce qui est triste, c'est que le premier ministre dit qu'il est impossible de faire autrement. Il ferme la porte à toute idée d'établir des aciéries au Québec. Il ne fait que répéter toujours les arguments qu'il employait il y a huit ou 10 ans. On dirait qu'il est le seul à ne pas évoluer sur ce problème.

Je pourrais lui citer des monceaux d'articles de journaux et de revues, de résolutions de chambres de commerce et d'autres organismes qui appuient le point de vue que nous défendons. Même le *Montréal-Matin*, en 1950, proclamait qu'il était temps d'arrêter le drainage de nos richesses à l'étranger, au nom de la civilisation et de la chrétienté. M. Drew a réclamé la même chose, et M. Balcer, un homme de Trois-Rivières, d'où viennent tous les grands hommes, a prêché dans le même sens. M. Balcer s'est même demandé si nous n'étions pas en train de devenir une autre "banana republic" dont

l'économie primitive repose entièrement sur la cueillette et le commerce des bananes.

En réalité, le gouvernement a donné nos richesses naturelles sans exiger, comme condition essentielle, qu'au moins une partie de ces richesses soient ouvrées au Canada. Il ne peut accepter la déclaration du premier ministre à propos de la grande disponibilité du minerai de fer.

Cette situation existe depuis quelques années. Pourtant, des groupes de financiers et d'industriels se livrent une bataille acharnée autour de notre fer. Depuis 1954, on lit dans des douzaines de journaux et de revues que de grands industriels internationaux se préoccupent d'accaparer nos richesses, à quel point les intérêts de l'acier allemands et américains ont les yeux sur les gisements de minerai de fer de l'Ungava, notamment les usines de M. Krupp qui a les yeux sur l'Ungava, à cause du minerai de fer qui s'y trouve en abondance.

M. Cyrus Eaton est aussi intéressé à l'exploitation des gisements de fer de l'Ungava. Le 25 septembre 1954, les journaux ont parlé d'entrevues entre ces magnats de l'industrie et le premier ministre du Québec.

Rien de tout cela n'a été nié jusqu'ici. Si ces gens sont si intéressés à notre fer, c'est le temps de faire des marchés. Nous ne sommes donc pas les seuls à proclamer qu'il faut ouvrir nos richesses au pays pour en tirer tout le bénéfice possible. Si telle est la situation, si leur intérêt dans notre minerai de fer est si grand, l'occasion est belle de leur faire comprendre que nous voulons une industrie sidérurgique dans le Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Comméragé! Où voulez-vous en venir?

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je veux prouver que, dans la province de Québec, nous avons du fer à vendre et que nous devrions en tirer parti davantage. Quand je vois des intérêts mondiaux aussi considérables que ceux de Krupp et Eaton¹¹ participer à une telle course vers le minerai de fer de la province de Québec, je me dis que nous avons une poule aux œufs d'or et que nous donnons les œufs d'or aux étrangers.

Si ces deux industriels sont si intéressés au fer du Québec, c'est le temps de faire des marchés avec eux, au profit de notre population.

M. Eaton est un ami du premier ministre russe Khrouchtchev.

Des députés ministériels murmurent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Point d'ordre! Le représentant de Montréal-Outremont ne procède pas avec la dignité qui convient à son poste de chef de l'opposition. M. Eaton est un ami personnel de l'ancien président Truman, des États-Unis. M. Eaton a ses idées et j'ai les miennes. Lorsque je combats les communistes, l'opposition essaie de faire des gorges chaudes et, en d'autres temps, elle critique encore. Elle devrait tâcher d'accorder ses violons.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Or, à l'occasion de récentes élections, l'Union nationale affirmait dans sa publicité que tous les libéraux étaient les amis des communistes.

Des députés ministériels interrompent le représentant de Montréal-Outremont (M. Lapalme) à plusieurs reprises.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je me demande si ce sont les hauts fourneaux qui chauffent.

M. Hamel (Saint-Maurice): Non, c'est le gaz naturel. Les futurs hauts fourneaux du Québec pourraient peut-être être chauffés au gaz naturel.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Kirkland), que le débat soit maintenant ajourné.
Adopté.

Questions et réponses:

Route menant au sommet du mont Orignal

M. Lafrance (Richmond): 1. Le gouvernement a-t-il construit ou fait construire une route, depuis 1953, conduisant au sommet du mont Morne (appelé aussi mont Orignal) à Sainte-Germaine de Dorchester?

2. Dans l'affirmative:

a. Quel a été le coût de cette route?

b. Quelle est la longueur en milles de cette route?

c. Quel département a exécuté ou fait exécuter ces travaux?

d. Quel département a payé le coût de ces travaux et à même quel item budgétaire?

e. Quel est le nom de l'entrepreneur qui a exécuté ces travaux?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): 1. Le gouvernement a reconstruit environ deux milles et demi de chemin chez les colons et construit un mille additionnel pour se rendre à un emplacement cédé gratuitement au ministère de la Colonisation par M. Rosaire Cadorette, sur le mont Orignal. Cet emplacement sert au ministère de la Colonisation pour son système de radiocommunication.

- 2. a. \$19,053.45.
- b. Trois milles et demi.
- c. Colonisation.
- d. Colonisation: 1957-1958, \$17,416.15, item 14; 1958-1959, \$1,637.30, item 9-1.
- e. Travaux en régie.

Demande et dépôt de documents:

Autoroute Montréal-Laurentides

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil, depuis le 21 février 1957 jusqu'au 31 décembre 1958, relatifs à la loi autorisant la construction de l'autoroute Montréal-Laurentides (5-6 Elizabeth II, chapitre 10).
Adopté.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.
(Document de la session no 31)

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Dépôt de documents:

L'honorable M. Prévost (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants:

Surintendant de l'Instruction publique, Rapport 1957-1958

Rapport du surintendant de l'Instruction publique pour l'année 1957-1958. (Document de la session no 32)

Archiviste, Rapports 1955-1956, 1956-1957

Rapport de l'archiviste de la province de Québec pour les années 1955-1956 et 1956-1957. (Document de la session no 33)

Subsides:

Budget des dépenses 1959-1960

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur l'amendement du représentant de Bonaventure (M. Levesque) à la motion du représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides).

L'amendement se lit comme suit:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"la Chambre, tout en étant prête à voter à Sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, est d'avis que les ressources naturelles de la province, particulièrement notre minerai de fer, doivent d'abord et surtout bénéficier à la population de la province de Québec, et que c'est le devoir du gouvernement d'adopter les mesures nécessaires, afin que ce minerai de fer soit traité dans la province de Québec".

M. Lapalme (Montréal-Outremont) souligne de nouveau l'intérêt que portent à notre fer des groupements de financiers et d'industriels. L'existence de ces groupements est mise en lumière par de nombreux articles de journaux. Si, dans certains articles, il y a une part de commérages, il n'est pas moins vrai que certaines personnes qui y sont mentionnées, comme M. Cyrus Eaton, ont des intérêts directement en jeu dans l'Ungava. Il y a certainement une bataille de fer.

Le premier ministre a déjà fait un grand éloge de M. Cyrus Eaton et, de son côté, M. Eaton a parlé en termes élogieux du premier ministre. Il s'agit bien de ce M. Eaton qui a des intérêts dans l'Ungava et qui a reçu dernièrement M. Mikoyan.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Eaton est venu ici pour obtenir des permis de recherche dans le Nord, près de la baie d'Hudson.

C'est un Canadien né en Nouvelle-Écosse. Ce n'est pas un ami personnel, ce n'est pas mon confident, mais un homme d'affaires en vue des États-Unis.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre a des amis intéressés dans le minerai de fer. Il y a donc des concurrents au milieu desquels la province de Québec se trouve très bien placée pour discuter. Nous sommes des vendeurs possibles, certains même, de minerai de fer que de grands intérêts nationaux de grands pays convoient. Des gens sont intéressés à faire de l'argent avec les richesses naturelles du Québec, comme M. Eaton, même s'il parle de coexistence avec la Russie soviétique.

Il a parlé de M. Bourassa. Les gens qui se font battre, ça ne prouve rien, ça ne prouve rien pour les fins d'un argument ou d'un principe. Le premier ministre a appelé le point de vue de M. Bourassa en 1910 ou 1912.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai seulement dit que le gouvernement du temps avait été mis au pied du mur par l'opposition et par M. Bourassa.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Dans ce temps-là, on parlait d'affermage des richesses naturelles; nous, nous parlons d'usines. Dans ce temps-là, on parlait de profits à tirer de richesses brutes; actuellement, on parle de transformer dans la province les richesses brutes. Partout où il s'est établi une usine sidérurgique, partout des villes ont surgi. Les aciéries ne demeurent jamais isolées. Elles deviennent le noyau autour duquel vient se développer l'industrie lourde. Des usines apparaissent tout autour. Il veut voir les intérêts qui entreprennent l'exploitation des vastes régions minières de l'Ungava traités de la même façon qu'on a traité la compagnie qui, au début du siècle, fut forcée de construire des usines de fabrication de papier journal au Québec. Chez nous, dit-il, non seulement nous perdons la chance d'avoir l'industrie sidérurgique elle-même, mais aussi tout ce qui se grefferait à cette industrie. On assiste au spectacle d'une province sans minerai de fer, mais avec une industrie sidérurgique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Laquelle?

M. Lapalme (Montréal-Outremont): L'Ontario.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Voyons, l'Ontario a des mines de fer.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Pas autant que le Québec... et au spectacle de la province de Québec qui a du fer et pas d'industrie sidérurgique.

On a besoin de fer au Canada. Nous vendons notre minerai à l'état brut, et nous importons des millions de tonnes de fer des États-Unis. Nous aurions importé des États-Unis 68 % du fer dont nous avons besoin. Et, une certaine année, M. C. D. Howe a déclaré qu'au Canada nous manquions de 10,000,000 de tonnes de fer¹².

D'après un article paru dans le *Globe and Mail* en 1957, on a calculé que l'exportation des matières premières canadiennes avait créé 2,000,000 d'emplois nouveaux à l'étranger dans les usines et les manufactures. Ainsi, en exportant ces matières premières, nous avons exporté 2,000,000 d'emplois. Il aurait fallu conserver ces emplois dans nos frontières. Même si les chiffres du *Globe and Mail* sont grossièrement exagérés, ils reflètent néanmoins un état de choses qui ne devrait pas exister. Nous savons fort bien que nos richesses naturelles donnent de l'ouvrage à des centaines de milliers de personnes en Amérique du Nord, et parmi ces richesses naturelles, il y a le fer.

La province de Québec est particulièrement bien placée pour poser ses conditions. Alors qu'une compagnie a dépensé un milliard de dollars au Canada pour y découvrir du pétrole, alors qu'elle ignorait encore s'il y en avait dans le sous-sol du pays, dans l'Ungava, les industriels avaient la certitude de trouver du fer. Quelqu'un a dit qu'on y marche sur le fer.

Nous ne sommes pas contre les capitaux étrangers. Ce à quoi il faut voir, c'est qu'ils nous servent de la même façon qu'ils servent dans les pays d'où ils viennent. Plus est, nous voulons qu'ils servent dans notre pays avant de faire vivre, grâce à nos matières premières, et servir des centaines de milliers ou à des millions de personnes à l'étranger.

On a parlé beaucoup, dans la province de Québec, de l'autonomie politique. Mais l'autonomie politique, qu'est-ce qu'elle vaut si nous n'avons pas l'autonomie économique? Nous avons, avec l'établissement d'une industrie sidérurgique, une chance de faire un grand pas vers la réalisation de cette autonomie économique.

Cela fait des décades que les hommes politiques le répètent. Et, au moment où nous aurions la chance d'avoir notre autonomie économique, nous n'en profitons pas. Pourtant, une industrie sidérurgique au Québec nous permettrait d'élever le niveau de vie de notre population, qui vient juste après le niveau de vie des États-Unis, soit au deuxième rang. D'autant plus qu'autour d'une telle

industrie se multiplient généralement des usines de toutes sortes. Mais nous préférons fournir notre minerai de fer aux États-Unis qui, grâce à cette matière première, élèvent encore un peu plus le niveau de vie de sa population.

Nous n'avons pas du tout le même point de vue ni sur le fer, ni sur le laisser-faire. Nous allons continuer à demander, de la même façon que tant d'organismes publics continuent à réclamer, l'établissement d'une industrie sidérurgique dans la province de Québec.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) déclare ne pas avoir l'intention de suivre le représentant de Montréal-Outremont (M. Levesque) dans tous les dédales où il nous a conduits. Le chef de l'opposition n'a à peu près pas donné d'aperçus nouveaux. Il s'est contenté de répéter tous ses discours qu'il a faits, à ce propos, sur les tréteaux de la province et que le peuple a déjà jugés.

Le chef de l'opposition, dit-il, cite des articles de journaux et s'efforce en Chambre de faire écho à toutes sortes de commérages. Que deviendrait l'opposition si elle avait le malheur de perdre son découpeur de journaux? Elle serait plus mal à l'aise que si elle perdait son chef. Cet auxiliaire alimente les oppositionnistes de découpages de journaux de toutes sortes et lui permet de s'appuyer sur toutes les opinions qu'elle trouve. Tous les gens dont elle invoque le témoignage sont toujours des économistes réputés, des grands experts en tout, parce que leurs articles servent à échafauder des théories. Il n'y a pas à se surprendre de toutes les contradictions dont foisonnent certains discours de la gauche.

Mais ce qui est surtout malheureux, c'est la tendance du chef de l'opposition, et de quelques-uns de ses membres, à vouloir donner l'impression à la population que deux philosophies diamétralement opposées ici s'affrontent en ce qui concerne l'exploitation de nos richesses naturelles. Rien de plus faux! L'opposition tente visiblement d'induire la population en erreur avec cette affaire. Il n'y a pas eu, il n'y a jamais eu de porte fermée, et il est souverainement injuste de laisser entendre que deux philosophies contradictoires s'opposent. Ce ne sont pas, de ce côté-ci de la Chambre, les gens qui s'opposent à ce que nos matières brutes soient ouvrées chez nous et, de l'autre côté, des gens qui prétendent que cette méthode devrait être adoptée. Soutenir une telle thèse serait fausser le sens des paroles et des gestes du premier ministre. Nous ne sommes pas plus opposés à une telle politique que les gens de la gauche.

Ce qui est la vérité, c'est que les deux partis en présence, le gouvernement comme les libéraux, sont d'accord sur le principe que le minerai de fer de la province soit traité et transformé sur place. Tout le monde est d'accord pour dire que nous devons en venir là. Mais la différence entre les deux groupes, c'est que, de l'autre côté de la Chambre, des gens qui n'ont pas la responsabilité de l'administration prétendent que dès hier, dès aujourd'hui, nous aurions dû ou nous devrions avoir une industrie sidérurgique, tandis que, de ce côté-ci, nous avons toujours dit qu'une telle industrie serait possible et souhaitable, mais qu'il faut tenir compte des réalités concrètes, de la situation qui existe à tel moment donné.

On ne peut discuter une question de cette envergure en faisant appel seulement à des théoriciens, à des chimères. D'un côté de la Chambre, il y a des politiciens rêveurs qui sont prêts à faire leur n'importe quelle théorie, tandis que, de l'autre, nous voyons des gens qui ont les pieds sur le sol et une conception réaliste de cette question, parce qu'ils ont la responsabilité de l'administration de ladite application, et qu'ils doivent tenir compte de tous les facteurs qui entrent en jeu. Sur ce point, il y a de part et d'autre entente sur le principe, mais là où les divergences d'opinions se manifestent, c'est sur l'application de ce principe.

Quand le chef de l'opposition prétend que ce qui le désespère, c'est de voir le premier ministre fermer la porte à l'industrie sidérurgique, il est contredit par les déclarations et les gestes mêmes du chef du gouvernement.

Jusqu'à l'avènement au pouvoir de l'Union nationale, cet immense territoire qu'est le Nouveau-Québec était désert, intouché, inhabité, improductif. Pourtant, on savait depuis longtemps qu'il recelait des gisements de tous les métaux connus. Il n'y a pas seulement du minerai de fer dans le Nouveau-Québec, mais d'autres mines. La chose était d'ailleurs connue, il y a bien des années, par les rapports du ministère des Mines.

On ne faisait rien pour exploiter ces richesses. Il n'y avait aucun moyen d'accès. Lorsque, pour la première fois, le gouvernement a décidé de les mettre en valeur, des financiers canadiens réputés ont formé un groupe et tenté de recueillir ici, au pays, les capitaux voulus pour en faire l'exploitation. On voulait en faire une entreprise canadienne. Ils ont échoué. Ces gens n'ont pu trouver les capitaux nécessaires chez nous. Dans une deuxième tentative, ils sont allés en quête de capitaux aux États-Unis, tentant d'intéresser d'autres capitalistes à leur cause,

mais ils ont subi un deuxième échec comme à la première tentative. Ce n'est qu'à la troisième tentative qu'on a trouvé des financiers prêts à prendre les risques nécessaires à l'exploitation du minerai et qu'on a pu réunir suffisamment de capitaux pour lancer l'entreprise.

Car il y avait de grands risques à prendre. Dans le cas de l'Iron Ore, par exemple, le gouvernement du Québec a jugé qu'il fallait tenir compte des dépenses considérables que l'entreprise aurait à consentir, pour faire face aux conditions extrêmement pénibles de toutes sortes dans lesquelles cette compagnie devait opérer, et ouvrir ainsi la voie aux autres industries qui iraient ensuite tenter leur chance, à leur tour, dans ce même Nouveau-Québec. Il lui fallait construire un chemin de fer à ses propres frais et ouvrir un territoire situé à 200 milles de Québec, jusque-là inaccessible. Il s'agissait d'un groupe de pionniers.

Il ne fallait pas poser de conditions qui auraient découragé cette entreprise. Aucune personne saine d'esprit ira prétendre qu'un gouvernement doive se montrer aussi exigeant pour de telles entreprises qu'il pourrait le faire dans le cas d'industries opérant dans des conditions ordinaires. Mais, si le gouvernement avait posé à l'Iron Ore, comme condition pour l'octroi d'un permis d'exploitation dans le Nouveau-Québec, qu'elle établisse une industrie sidérurgique chez nous, tout aurait tombé à l'eau. Le gouvernement a tenu compte de tout cela, comme il a tenu compte des possibilités du marché canadien. C'a toujours été la politique de l'administration actuelle d'obtenir que nos richesses naturelles soient ouvrées chez nous et servent les intérêts de la population avant tout.

Le chef de l'opposition a dit que le Canada devait importer 68 % de l'acier dont nous avons besoin. C'est peut-être exact, mais ce qu'il importe d'établir, c'est la quantité d'acier produite chez nous que notre marché pourrait absorber. J'ai déjà lu une étude sérieuse sur la question, où l'on prouve que le marché canadien ne peut absorber que 10 % de la production de l'acier. Si nous avions voulu obtenir une industrie sidérurgique dans de telles conditions, ça n'aurait tout simplement pas marché. Nous n'aurions pas trouvé de capitaux.

Si, dès lors, le gouvernement avait imposé à la compagnie qui a entrepris la mise en valeur du minerai de fer de l'Ungava l'obligation d'établir une industrie sidérurgique dans l'Ungava, tout le projet se serait écroulé. Et, si nous avions pu établir une telle industrie, dans quelle situation nous serions-nous trouvés, avec une demande de 10 % pour l'acier

au Canada? Le marché canadien ne peut absorber que 10 % de notre production. Si la compagnie avait établi une usine sidérurgique, qu'aurions-nous fait du reste de la production, représentant 90 %? Comment aurions-nous pu demander aux industries américaines, des concurrentes, d'absorber le 90 % de notre production que notre marché canadien n'aurait pu absorber?

Non, c'est faux! Jamais le chef du gouvernement actuel n'a fermé de porte à la réalisation de tout projet d'industrie sidérurgique dans la province de Québec. Au contraire, le chef du gouvernement a toujours été favorable à l'établissement d'une industrie sidérurgique, mais il veut que chaque chose arrive en son temps. Il n'y a pas de contradiction dans la politique minière de l'Union nationale. Le premier ministre a toujours affirmé, et c'est encore vrai, que dès que la chose sera possible, et le plus tôt possible, une industrie sidérurgique pourra s'établir chez nous, pour ouvrir notre minerai de fer.

D'ailleurs, nous en avons déjà une. Que le gouvernement ne soit pas opposé à ce que le produit de nos mines soit ouvré chez nous, on en a la preuve. Le minerai de fer titané du Lac-Allard, près de Havre-Saint-Pierre, n'est-il pas transporté à Sorel, où il est concentré, pour être ouvré, plus tard, à Varennes? Voilà qui démontre la fausseté d'une déclaration du chef de l'opposition, quand il affirme que nous avons fermé la porte à l'établissement d'usines pour ouvrir ici notre matière brute. Et que dire du cuivre extrait par la Gaspé Copper, à Gaspé, et qui est ensuite transporté à Montréal-Est où il est complètement ouvré?

Tout cela se fait sous le même gouvernement, celui du même premier ministre qu'on accuse d'avoir fermé la porte à l'établissement chez nous d'usines pour ouvrir nos matières brutes, à l'établissement d'une industrie sidérurgique.

À quoi rime la déclaration du représentant de Montréal-Outremont que le magnat allemand de l'acier Krupp, qui s'est intéressé au minerai de fer de l'Ungava, est un criminel de guerre? Mikoyan est bien vu aux États-Unis et cela ne prouve pas que le président Eisenhower a livré les États-Unis à Moscou. D'ailleurs, Krupp n'a probablement pas été satisfait, puisqu'il est rendu au Brésil.

Encore une fois, nous ne sommes pas en présence de deux philosophies opposées. Nous sommes seulement en présence, d'un côté, de rêveurs et de théoriciens et, de l'autre, de gens qui ont la responsabilité de l'application de cette même philosophie et qui doivent tenir compte des conditions et des circonstances concrètes dans lesquelles cette application peut se faire.

Il n'est pas juste de comparer le standard de vie des États-Unis avec celui du Canada. Le pays voisin, avec un territoire un peu plus petit que le Canada, n'a pas atteint le niveau de vie qui est le sien actuellement, quand il avait 17,000,000 d'habitants. Il y a un commencement dans tout. Le gouvernement a la responsabilité de l'administration et, avant de poser des actes aussi importants, il importe qu'il voie la réalité. Et on peut être sûr que le premier ministre restera fidèle à la politique qui a valu à la province d'immenses bénéfices.

M. Lafrance (Richmond): L'Union nationale a déjà accusé les libéraux provinciaux d'être des communistes, parce que le gouvernement libéral d'Ottawa avait accepté des œufs polonais. Que dire alors des accointances de M. Cyrus Eaton et M. Krupp avec les communistes de Moscou?

Le premier ministre, autrefois, a fermé la porte à toute velléité d'établir une industrie sidérurgique chez nous, quand il a traité d'utopistes deux savants de Laval qui prétendaient que la chose était possible.

Le gouvernement n'a pas à se vanter d'avoir provoqué l'exploitation des gisements de fer de l'Ungava. Les industriels américains sont venus ici, quand leurs réserves de fer aux États-Unis ont été épuisées, à la suite de la dernière Guerre mondiale.

Ce que nous voulons surtout, c'est que la population de Québec profite de ses richesses naturelles et que ces dernières n'aillent pas enrichir les étrangers. Il aurait mieux valu laisser dormir ces richesses encore pendant quelques années plutôt que de les donner pour un plat de lentilles. Le capital étranger, ajoute-t-il, qui vient chez nous doit servir au peuple, au lieu d'asservir ce dernier. À quoi sert l'autonomie politique sans l'autonomie économique?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À mon avis, le représentant de Richmond lit un discours, ce qui est défendu par les règlements.

M. Lafrance (Richmond): Je me sers de notes copieuses et abondantes.

M. l'Orateur lit l'article du Règlement qui défend de lire un discours. Article 285: Il est interdit à tout député qui a la parole de lire son discours, mais il lui est permis de se servir de notes, même copieuses.... De lire quoi que ce soit qui ne peut être dit.

M. Lafrance (Richmond) réclame l'établissement d'un conseil économique consultatif pour diriger le

gouvernement dans le développement et sur la solution à donner aux problèmes de nos richesses naturelles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'est pas question de cela dans la motion.

M. l'Orateur: En effet, la motion du représentant de Bonaventure (M. Levesque) ne parle pas de cette question.

M. Lafrance (Richmond): Évidemment, le premier ministre est fatigué. Le chanoine Lionel Groulx, l'historien montréalais, dit que, dans la course au gigantisme économique dont nous sommes témoins, on a réservé aux Canadiens français le rôle de manœuvres.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 16.

Contre: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bohémier, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné, (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, Turcotte, 65.

Ainsi, l'amendement est rejeté¹³.

La motion principale est mise aux voix, et la Chambre l'adopte et se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions huit cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour

"Service civil (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas un million deux cent quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Garage de bureau (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Garage départemental (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) pose quelques questions au sujet de cet item concernant le garage du département. Il s'informe tout particulièrement des salaires qui sont payés.

L'honorable M. Barré (Rouville) donne des explications sur les crédits dont il a besoin pour l'administration de son ministère.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La Chambre sera sans doute heureuse d'apprendre que le distingué président du comité, Me Germain Caron, député de Maskinongé et vice-président de l'Assemblée législative, vient d'être réélu par acclamation comme maire de Louiseville.

M. le président est applaudi vivement.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 5. Qu'un crédit n'excédant pas dix millions soit ouvert à Sa Majesté pour "Exécution de travaux de drainage et d'amélioration de fermes et subventions pour encourager le drainage (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le ministère paie jusqu'à \$375 l'acre pour le défrichement des abords des cours d'eau à drainer. Ce prix est exorbitant. Les colons s'en scandalisent. Bien des colons seraient heureux de faire du défrichement à ce prix-là.

L'honorable M. Barré (Rouville): Les prix doivent nécessairement varier suivant la nature du

terrain et du peuplement forestier. Il y a des sols marécageux où la machinerie lourde ne travaille qu'avec difficulté. Les souches de peupliers ou d'ormes sont plus difficiles à arracher que les souches d'autres essences. Souvent, on a offert aux cultivateurs de faire eux-mêmes l'essouchage, et l'on a réalisé qu'il en coûtait plus cher.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le ministre est-il prêt à faire l'expérience et à demander des soumissions publiques?

L'honorable M. Barré (Rouville): Non, parce qu'il y a des entrepreneurs qui font trop de gâchis sur les terres des cultivateurs. Pourquoi leur faire faire des dépenses quand on est décidé d'avance à ne pas leur donner le contrat? Nous avons une liste d'entrepreneurs qui donnent satisfaction et nous invitons toujours plusieurs de ceux-là à soumissionner pour le même cours d'eau. Nous confrontons ensuite les prix demandés avec les estimés de nos ingénieurs et nous accordons le contrat au plus bas soumissionnaire.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Il doit y avoir une autre raison pour laquelle on ne fait pas de soumissions publiques par la voie des journaux. Ce sont toujours les favoris qui ont les contrats.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'ouvrage est-il bien fait?

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Des fois, oui. Mais il est arrivé qu'on a dû faire reprendre l'ouvrage.

L'honorable M. Barré (Rouville): Dans ce cas-là, c'est toujours l'entrepreneur qui doit reprendre le travail à ses frais. Mais ce n'est pas arrivé souvent.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) interroge le ministre sur divers contrats de drainage donnés dans son comté.

L'honorable M. Barré (Rouville) répond au député d'Abitibi-Ouest (M. Courcy).

M. Turpin (Rouyn-Noranda) interroge également le ministre sur les contrats de drainage.

L'honorable M. Barré (Rouville) répond.

L'étude de la résolution est suspendue.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté quatre résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 10 heures¹⁴.

NOTES

1. Selon *La Presse* du 28 janvier 1959, à la page 17, il s'ensuit une longue discussion au cours de laquelle le premier ministre réaffirme son point de vue et l'Orateur de la Chambre lui donne raison.

2. \$3,167,646, selon *La Presse* du 28 janvier 1959, à la page 33. *The Montreal Daily Star* du 28 janvier 1959, à la page 62, écrit plutôt: Les honoraires des cours de danse et autres ont rapporté net à ce commerce environ \$2,200,000 l'année dernière.

3. \$350,000, selon *The Quebec Chronicle* du 28 janvier 1959, à la page 9.

4. Au sujet du bureau de Montréal, *Le Soleil* en parle au présent, tandis que *L'Action catholique* du 28 janvier 1959, à la page 3, en parle au futur: Le bureau d'inspection qui existait déjà à Montréal sera réorganisé.

5. Les sources précisent que le député a fait sa motion en terminant son discours.

6. Compte rendu officiel de la Chambre des communes, quatrième session de la vingt et unième

législature. 15 George VI, 1951. Volume 1, 1951 (du 30 janvier au 7 mars 1951) Vol. CCLXXVII de la série 1875-1951. Ottawa, 1951, p. 710.

7. *Le Soleil* du 11 septembre 1954, à la page 1.

8. *Le Devoir* du 28 janvier 1959, à la page 1, précise que le premier ministre a parlé pendant un peu plus d'une demi-heure.

9. *Le Devoir* du 28 janvier 1959, à la page 1, indique que les ministériels ont manifesté bruyamment pendant le discours du chef de l'opposition.

10. À propos de cette déclaration du premier ministre, Pierre Laporte, dans *Le Devoir* du 28 janvier 1959, à la page 2, a publié un billet sarcastique intitulé "Des aveux. M. Duplessis, l'homme qui ne consulte pas."

11. Anna Rothe, "Eaton, Cyrus Stephen", *Current Biography; Who's New and Why*. New York, The H. W. Wilson Company, 1948, pp. 170-173.

Eaton (1883-1979), multimillionnaire américain à la tête d'un empire industriel, a favorisé l'harmonisation des relations commerciales entre l'Ouest capitaliste et le bloc communiste de l'Est. Pour ce faire, il a d'ailleurs rencontré Nikita S. Khrouchtchev. En 1960, il s'est même mérité, au cours de la guerre froide, le Prix Lénine de la Paix.

12. Pour cette phrase, la version de *L'Événement* du 28 janvier 1959, à la page 7, comporte une certaine nuance: "Une année, M. C. D. Howe a prétendu qu'il nous aurait fallu 10,000,000 de tonnes de fer de plus que ce que nous pouvions nous procurer."

13. *Le Soleil* du 28 janvier 1959, à la page 8, fait remarquer que les deux députés indépendants, MM. Lionel Ross, de Verdun, et Dave Rochon, de Saint-Louis, votent avec le gouvernement.

14. À 10 h 30, selon *Le Nouvelliste* du 28 janvier 1959, à la page 18.

